# Séance ordinaire du comité exécutif
# du mercredi 7 septembre 2022

## ORDRE DU JOUR PUBLIC

## 10 – Sujets d'ouverture

**10.001** Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

**10.002** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

**10.003** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

## 20 – Affaires contractuelles

**20.001** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1225382025

Accorder un contrat à 911 Pro inc., pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes en fibre de verre sur véhicules légers - Dépense totale de 971 045,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19295 - (3 soumissionnaires)

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.002** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1225382021

Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Solectrac Inc. pour la fourniture de deux tracteurs électriques - Dépense totale 206 632,68 $, taxes incluses - Avis d'intention 22-19363

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.003** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1229462004

Conclure une entente-cadre avec la firme Embouteillages Warwick inc./Eau de source Peauseidon pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgences - Montant estimé de l'entente : 166 129,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19420 - (1 soumissionnaire)

**20.004** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1228528001

Accorder un contrat à la firme Transit Trailer Limited pour six semi-remorques trois essieux de type hybride à benne basculante, Dépense totale de 852 654,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19378 - (4 soumissionnaires)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.005** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1228528002

Accorder un contrat à Toromont CAT (Québec), pour l'acquisition de quatre (4) chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires - Dépense totale de 1 409 758,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19409 - (2 soumissionnaires)

**20.006** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1227711005

Accorder six contrats aux firmes Remorquage O Secours inc., 9273-5893 Québec inc. (Remorquage Mobile) et 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour quatre arrondissements pour des périodes de une à deux saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 1 277 380,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19467 - 13 soumissionnaires pour 26 contrats

**20.007** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1227026003

Conclure une entente-cadre avec Les munitions MMP Inc. pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées pour la formation des policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 910 602,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19214 (3 soumissionnaires)

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.008** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1227026004

Conclure une entente-cadre avec la firme Rampart International Corp, fournisseur unique, de pièces de remplacement de marque GLOCK pour le reconditionnement des armes de service, d'une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 740 439,00 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Avis d'intention 22-00005 / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour les années 2023 à 2024 de 676 119,50 $

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.009** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1228946005

Accorder un contrat à la compagnie Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobilier autoportant, dans le cadre du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone (3071), située au 1080 avenue Dollard, dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 535 558,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19424 - (1 soumissionnaire)

**20.010** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1220206003

Autoriser l'acquisition de postes de travail mobiles du SPVM pour un montant de 7 800 000,00 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), portant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 9 000 000,00 $ à 16 800 000,00 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.011** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1227157012

Accorder quatre contrats aux firmes Baulne inc et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour une période de trente-deux mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux options de prolongation de douze mois chacune - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public no 22-19376 (3 soumissionnaires)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.012** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1227629001

Accorder un contrat à Systèmes urbains inc., pour des services techniques d'un entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal - Arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 166 493,92 $, taxes incluses. Appel d'offres public 22-19366 - 2 soumissionnaires

**20.013** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie* - 1229628001

Accorder un contrat à Boivin & Gauvin inc., pour la fourniture de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 1 052 021,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19456 - (2 soumissionnaires)

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.014** Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la stratégie immobilière* - 1227248001

Conclure trois (3) ententes cadres éco-responsables en approvisionnement majoritairement pour un groupe de projets d'aménagement d'espaces administratifs qui seront réalisés dans les deux (2) prochaines années, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze mois (12) pour l'acquisition de mobiliers, Lot 1 pour un montant de 1 372 299,84 $ - taxes incluses, postes de travail, cabines & rangements, Unique mobilier de bureau (2737-6557 Québec inc.); Lot 2 - pour un montant de 586 688,45 $, taxes incluses, Fauteuils, Groupe ameublement Focus inc. ; Lot 3 - pour un montant de 247 646,50 $ taxes incluses, Tables, Groupe ameublement Focus inc. - Appel d'offres public (22-19276) (3 soumissionnaires)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.015** Contrat de construction

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1228668001

Accorder un contrat à Poulin & Bureau inc. pour les travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire, situé au 243, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore dans la ville de Pointe-Claire - Dépense totale de 1 352 790,10 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15480 - (4 soumissionnaires)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.016** Contrat de construction

CM *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1229655002

Accorder un contrat à SAHO Construction Inc., pour les travaux d'aménagement d'un sentier aux abords du bassin supérieur au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 939 107,15 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-6728 - 2 soumissionnaires

**20.017** Contrat de construction

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1228009013

Autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes et contingences incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.018** Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1227574001

Autoriser une dépense additionnelle de 91 980,00 $, taxes incluses, au budget des contingences, afin de pallier les imprévus à venir et compléter les travaux de modifications mécaniques, électriques et acoustiques au bâtiment existant de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Ardec Construction Inc. (CG21 0073) majorant ainsi le montant de la dépense total de 898 713,59 $ à 990 693,59 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.019** Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines* - 1227231066

Autoriser une dépense additionnelle de 683 883,79 $ taxes incluses, dans l'enveloppe des contingences, pour réaliser des travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville, dans le cadre du contrat # 414710, accordé à Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc., (CM21 0773), majorant ainsi le montant total du contrat et des contingences de 6 087 379,83 $ à 6 771 263,62 $, taxes incluses

**20.020** Contrat de services professionnels

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1226365001

Autoriser le transfert d'un montant de 53 006,09 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1), dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc., (CG15 0248) majorant ainsi la dépense totale du contrat de 2 159 763,06 $ à 2 212 769,15 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.021** Contrat de services professionnels

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1226810002

Autoriser une dépense additionnelle de 5 716,74 $, taxes incluses pour les services professionnels dans le cadre du contrat accordé de gré à gré à Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L., majorant ainsi le montant du contrat de 99 982,26 $ à 105 699,00 $, taxes incluses

**20.022** Contrat de services professionnels

CM *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1220260001

Octroyer un contrat de services professionnels juridiques à la firme Bernard Brassard S.E.N.C.R.L., seul soumissionnaire conforme, pour des services professionnels en aide conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte requis pour une période approximative de 24 mois conformément à l'appel d'offres sur invitation 22-19193 au montant de 153 491,63 $ taxes incluses et autoriser, à cet effet, une dépense totale maximale de 176 515,37 $, taxes incluses, incluant une somme maximale de 23 023,74 $, taxes incluses, pour des variations de quantités

**20.023** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

**20.024** Entente

CE *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1229089002

Approuver l'entente de confidentialité unilatérale entre la Ville de Montréal et l'Université McGill pour partager des données non publiques sur les collectes de résidus de construction, rénovation et démolition

*Compétence d'agglomération :* Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

**20.025** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une acquisition, une cession ou une vente d'immeuble par la Ville ou un organisme lié. En vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

**20.026** Immeuble - Location

CM *Service de la stratégie immobilière* - 1228682008

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Danse-Cité inc., pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 2022, les locaux 420 et 420-B, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, moyennant un loyer total de 7 124,16 $, excluant les taxes - Montant de la subvention de 5 313,30 $

**20.027** Immeuble - Location

CM *Service de la stratégie immobilière* - 1228682007

Approuver un contrat de prolongation et de modifcation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme La Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour une durée additionnelle de 2 ans, le local 412 situé dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance - Subvention immobilière de 24 757 $

**20.028** Immeuble - Location

CM *Service de la stratégie immobilière* - 1225941003

Approuver un projet de bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) pour une durée de quarante-huit mois, soit du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2025, une partie du lot 6 004 985 (1826 m²) (P4) situé au 251, avenue des Pins Ouest, (Cité des Hospitalières) dans l'arrondissement le Plateau Mont-Royal moyennant la remise à la Ville de quarante passes de stationnement, l'octroi d'un droit de passage en faveur de la Ville et un loyer symbolique total de 400 $ pour la période, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #6489-102.

**20.029** Immeuble - Location

CG *Service de la stratégie immobilière* - 1226025009

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc., pour une période de cinq ans, à compter du 1er octobre 2022, des locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 791, rue Jarry Est, d'une superficie d'environ 290,25 m², à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 2 750 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 55 669,68 $. Bâtiment 0377-101.

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.030** Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1229196002

Accorder un soutien financier non récurrent de 70 227,40 $ à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois provenant des abattages d'arbres urbains

*Compétence d'agglomération :* Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

**20.031** Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1229664001

Accorder un soutien financier totalisant 180 000 $ à l'organisme Festival du nouveau cinéma de Montréal pour l'organisation de la 51e édition du Festival du nouveau cinéma 2022 du 5 au 16 octobre 2022

**20.032** Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1227722004

Accorder un soutien financier non récurrent de 18 900,00 $ à l'organisme AGC Art public pour la réalisation d'une murale dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Approuver un nouveau projet de convention à cet effet

**20.033** Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1229151004

Accorder un soutien financier rétroactif de 20 000 $ à l'Orchestre Métropolitain (OM) pour la présentation d'un concert au parc du Mont-Royal le 2 août 2022 / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

**20.034** Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1229461007

Accorder un soutien financier de 200 000 $ à Le mouvement des jeunes en HLM pour la réalisation du projet « Fais le MOUV! » pour la période du 1er septembre 2022 au 31 octobre 2023, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

**20.035** Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de l'habitation* - 1229286001

Autoriser une aide financière de 2 331 651 $ à la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES), sous forme de contribution financière garantie par une hypothèque de 3e rang pour l'acquisition et la réalisation de rénovations partielles d'un bâtiment résidentiel situé au 450, 33e avenue, dans l'arrondissement de Lachine / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et SOLIDES / Autoriser l'augmentation des budgets revenus et dépenses du Service de l'habitation pour 2022 pour un montant de 2 331 651$, provenant des surplus affectés

**20.036** Autres affaires contractuelles

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat* - 1227211009

Entériner une dépense de 3 115 822,50 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage faunique, piétonnier et cyclable dans le secteur du parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc dans le cadre des travaux du projet REM

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Écoterritoires

**20.037** Autres affaires contractuelles

CG *Service de la stratégie immobilière* - 1219245005

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation, pour la propriété située au 1361, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de seize ans, soit à partir du 30 juillet 2037 jusqu'au 29 juillet 2053, dont la rente annuelle sera de 5 400 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 560 000 $ pour la période de la prolongation

*Compétence d'agglomération :* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

**20.038** (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

## 30 – Administration et finances

**30.001** Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1221097001

Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement des lignes de distribution aériennes longeant le boulevard LaSalle, entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 258 814 $, taxes incluses

**30.002** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

**30.003** Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1224368007

Autoriser le dépôt d'une demande de subvention adressée au Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains du ministère des Transports du Québec dans le cadre de l'appel à projets 2022-2023 pour l'achat de vélos à assistance électrique et de stations électriques du système de vélo en libre-service de la Ville de Montréal

**30.004** Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Service du greffe* - 1220843003

Autoriser une dépense estimée à 3 460,90 $ relative au déplacement de Mme Kaila A. Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de ville de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, dans le cadre de la réunion du conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 13 au 15 septembre 2022 à Strathcona County (Alberta)

**30.005** Administration - Nomination de membres

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1223999002

Approuver la nomination de Mme Virginie Journeau, conseillère de la Ville du district de Pointe-aux-Trembles de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à titre de membre observatrice au conseil du système alimentaire montréalais (CSAM) pour une période de trois ans

**30.006** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

**30.007** Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1229679001

Accorder un budget équivalent de revenus et de dépenses d'un montant 450 000 $ au budget de fonctionnement 2022 de la Division de l'exploitation, innovation et gestion des déplacements du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la gestion du réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques

**30.008** Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Service de la culture* - 1228021003

Accepter une subvention maximale de 7 132,50 GBP (livres sterling) (approximativement 11 000 $ CAD) de WCCF ltd. afin de permettre le financement du projet d'échange culturel entre les villes de Montréal et Lisbonne / Approuver un projet de convention entre la Ville et WCCF ltd. détaillant les modalités d'application de la subvention / Accorder un budget additionnel de dépenses de 11 000 $ CAD, équivalent au revenu additionnel.

**30.009** Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1227482014

Autoriser un virement budgétaire de 2 394 746 $ en provenance des dépenses contingentes de la Ville, afin de combler le manque de fonds au budget d'exploitation de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'acquisition de coagulants en 2022, dans le cadre du contrat accordé à Kemira Water Solutions Canada inc (CG20 0507)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**30.010** Budget - Virement / Annulation de crédits

CM *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1229711001

Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2022 de 82 000 $ en provenance de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000$ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de leur intégration au site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC)

## 40 – Réglementation

**40.001** Règlement - Adoption

CM *Service de l'habitation* - 1223227001

Adopter le Règlement modifiant le règlement visant à créer un programme d'aide à l'acquisition de propriétés abordables pérennes (21-020)

**40.002** Règlement - Emprunt

CG *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1224750001

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

**40.003** Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1229026001

Renommer « parc Gary-Longhi » le parc Saint-Damase dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

**40.004** Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1229026003

Nommer « bibliothèque Serge-Bouchard » la bibliothèque située au 14 001, rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

**40.005** Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1229026004

Renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu, nommer le parc Francine-Léger, nommer l'édifice Nicole-Larivée-Boudreau et renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau, dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

**40.006** Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1229026002

Nommer « bibliothèque Julio-Jean-Pierre » la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, située au 12004, boulevard Rolland, dans l'arrondissement de Montréal-Nord

**40.007** Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1214521015

Nommer « place du Sable-Gris » la nouvelle place située dans la partie réaménagée de la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie

**40.008** Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1224521003

Nommer « parc Gretta-Chambers » le parc situé du côté nord de l'avenue des Pins Ouest, à l'ouest de l'intersection avec la rue Redpath-Crescent, dans l'arrondissement de Ville-Marie

## 50 – Ressources humaines

**50.001** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

**50.002** L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

## 60 – Information

**60.001** Dépôt

CG *Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires* - 1228788001

Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2021

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**60.002** Dépôt

CM *Conseil des Montréalaises* - 1227721003

Prendre connaissance du Répertoire des ressources pour les Montréalaises du Conseil des Montréalaises

**60.003** Dépôt

CE *Service de la stratégie immobilière* - 1229600004

Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er juillet au 31 juillet 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

**60.004** Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1221079006

Déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est

## 70 – Autres sujets

**70.001** Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

---

**Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 13**
**Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 30**
**Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 23**

CE : 10.002

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.001

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1225382025**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 911 Pro inc., pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes en fibre de verre sur véhicules légers. - Dépense totale de 971 045,28 $, taxes incluses (contrat : 809 204,40 $ + contingences : 161 840,88 $) - Appel d'offres public 22-19295 - (trois soumissionnaires) |

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles, les commandes pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîte en fibre de verre sur véhicules légers, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19295 ;

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| 911 Pro Inc. | Lot # 2 | 809 204,40 $ |

2. d'autoriser une dépense de 161 840,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de 911 Pro Inc.;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2022-08-09 14:31

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225382025**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 911 Pro inc., pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes en fibre de verre sur véhicules légers. - Dépense totale de 971 045,28 $, taxes incluses (contrat : 809 204,40 $ + contingences : 161 840,88 $) - Appel d'offres public 22-19295 - (trois soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
En août 2021, le SMRA faisait l'acquisition de véhicules camionnettes à motorisations hybrides et de véhicules utilitaires hybrides Police Interceptor (CG21 0481). Les véhicules étant maintenant livrés, il est requis de procéder à l'aménagement de ceux-ci afin de les mettre en service.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 22-19295. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 66 jours, soit du 9 mai 2022 au 14 juillet 2022. Durant l'appel d'offres public, six (6) addendas ont été émis afin de clarifier les services exigés, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

| NUMÉRO ADDENDA | DATE | CONTENU |
|---|---|---|
| 1 | 7 juin 2022 | Report de date d'ouverture des soumissions au 23 juin 2022<br>Questions/Réponses<br>1. Motorisation PowerBoost Full Hybrid.<br>2. La configuration sera déterminée lors de la rencontre de démarrage<br>3. La configuration sera déterminée lors de la rencontre de démarrage<br>4. Deux haut-parleurs sont requis<br>5. Il doit être possible de synchroniser les lumières |

| | | |
|---|---|---|
| | | 6. Il n'est pas requis que les véhicules soient synchronisés |
| 2 | 10 juin 2022 | Questions/Réponses<br>7. Précisions sur l'emplacement des couleurs des lumières<br>8. Choix de l'interface selon les exigences minimales énoncées au point 3.2<br>9. Chaufferette Espar installée dans la boîte arrière<br>10. Prise Auto Eject complètement scellée<br>11. Lumière split moitié rouge / moitié blanc |
| 3 | 22 juin 2022 | Report de date d'ouverture des soumissions au 5 juillet 2022<br>Retrait de l'exigence 3.8 du devis technique 12321B22<br>Précisions concernant les articles 3.7, 3.11 et 3.13 du devis technique 12321B22 |
| 4 | 23 juin 2022 | Tableau des équivalences autorisées pour le lot 1 |
| 5 | 4 juillet 2022 | Report de date d'ouverture des soumissions au 14 juillet 2022<br>Questions/Réponses<br>12. Précisions sur le gyrophare ambre<br>13. Précisions sur le gyrophare ambre<br>Tableau des équivalences autorisées pour le lot 1 |
| 6 | 8 juillet 2022 | Question/Réponse<br>14. Les F-150 ont des phares de jour avant halogènes.<br>Modifications:<br>Lot # 1 - devis 16321E22 - 2.5.1 - modification du délai de livraison<br>Lot # 2 - devis 12321B22 - 2.5.1 - modification du délai de livraison<br>Lot # 3 - devis 12321C22 - 2.2.1 - modification du délai de livraison<br>Tableau des équivalences autorisées pour le lot 2 |

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 11 octobre 2022.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0410 - 16 juin 2022 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Jacques Olivier Ford inc., Equipement SH inc. et Les systèmes cyberkar inc. pour l'acquisition de véhicules hybrides certifiés Police et d'équipements pour des véhicules du Service de police de Montréal, pour une durée de trois (3) ans. - (Montant estimé des ententes : 13 091 424,58 $, taxes incluses (contrat : 11 409 417,91 $ + contingences : 1 682 006,67 $)) - Appel d'offres public 22-19113 - (deux et trois soumissionnaires conformes)
DA225302004- 01 juin 2022 - Conclure des ententes-cadre avec les firmes 911 pro inc., Equipement SH inc. et les systèmes cyberkar inc. pour l'acquisition d'équipements nécessaires aux véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de trois (3) ans - (Montant estimé des ententes : 781 322,09 $, taxes incluses (contrat : 710 292,81 $ + contingences: 71 029,28 $)) - Appel d'offres public 22-19113

CG21 0481 - 26 août 2021 - Accorder un contrat à Venne Ford Garage P. Venne inc. (lot #1) et un contrat à Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 soum., lot #1) (2 soum., lot #2)

**DESCRIPTION**

De façon plus précise, le SMRA souhaite accorder un contrat pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes de fibre de verre sur des camionnettes hybrides de marque et modèle Ford, F-150 2022 conformément au devis technique 12321B22. Ces camionnettes sont destinées aux chefs aux opération du SIM. L'appel d'offres comporte trois (3) lots. Les lots 1 et 3 sont présentés dans la décision déléguée 2225382007 conformément au règlement RCE 04.002 article 19 - Règlement intérieur du Comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés.

Livraison:
Le délai de livraison maximal autorisé par la Ville pour la livraison du premier véhicule aménagé est de 20 semaines (140 jours) à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'adjudicataire.

Pénalité:
Si l'adjudicataire ne respecte pas le délai de livraison des biens ou de fourniture des services applicables, la ville peut lui imposer pour chaque mois de retard, une pénalité d'un pour cent (1%) de la valeur des biens non livrés ou des services non fournis, excluant les taxes applicables.

Modalité d'adjudication:
Le donneur d'ordre adjuge le contrat au plus bas soumissionnaire conforme par lot.

**JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres, il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges. Trois (3) soumissions ont été déposées (75%). Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement. Ce dernier n'a pas répondu à notre demande d'explication.
Lot # 2 : devis technique 12321B22

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **911 Pro Inc.** | 809 204,40 $ | 161 840,88 $ | 971 045,28 $ |
| Les systèmes Cyberkar inc. | 937 074,34 $ | 187 414,87 $ | 1 124 489,21 $ |
| Équipement SH inc. | 967 883,52 $ | 193 576,70 $ | 1 161 460,22 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 745 038,00 $ | 149 007,60 $ | 894 045,60 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | 64 166,40 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 8,61 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | 127 869,94 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | 15,80 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

L'écart de 15,80 % entre le deuxième et le plus bas conforme semble s'expliquer par le fait que le fournisseur 911 Pro possède déjà l'expertise pour réaliser un aménagement plus

complexe puisqu'il a, par le passé, exécuté un service similaire à celui demandé au devis technique. Tandis que Cyberkar, étant moins familier avec une portée de travaux de cette envergure, semble augmenter sa marge pour faire face aux imprévus.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 20 juillet 2022.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le plus bas soumissionnaire conforme, 911 Pro Inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 809 204,40 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 161 840,88 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Les sommes nécessaires, au présent dossier, sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 71080 - Programme de remplacement de véhicules - SIM. Elles seront financées par les règlements d'emprunts RCG21-010 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM (CG21 0403)

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération puisqu'il s'agit d'aménagement sur des véhicules du SIM.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. En effet, la mise en service de ces camionnettes hybrides permettra une réduction des GES (priorité 1). De plus, ces véhicules de fonction permettent aux chefs aux opérations du SIM d'être présent sur le terrain, lors d'intervention majeure, afin d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (priorité 11).

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'approbation de ce contrat obligera le SMRA à retenir les services et les fournitures des aménagements sous forme de gré à gré. Cette façon de faire alourdirait tout le processus de suivi des contrats et de reddition des comptes et priverait la Ville d'économies avantageuses. De plus, sans ces aménagements, les véhicules ne peuvent être mis en service ce qui augmente la durée d'immobilisation.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les fluctuations des marchés, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal: 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération: 22 septembre 2022
Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: septembre - octobre 2022
Livraison des premiers véhicules: 2023

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Nancy LAINEY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-04 |
|---|---|
| Marie-Laine FORCIER<br>Agente de recherche | Guy BOLDUC<br>chef(fe) de division - gestion parc vehicules, equipements et planification operationnelle |
| **Tél :** N/A<br>**Télécop. :** | **Tél :** 514-619-4004<br>**Télécop. :** |

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-08

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225382025*
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un contrat à 911 Pro inc., pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîte en fibre de verre sur véhicules légers. - Dépense totale de 890 124,84 $, taxes incluses (contrat : 809 204,40 $ + contingences : 80 920,44 $) - Appel d'offres public 22-19295 - (trois soumissionnaires)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | X | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins
- Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La mise en service de ces camionnettes hybrides permettra une réduction des GES (priorité 1).

De plus, ces véhicules de fonction permettent aux chefs aux opérations du SIM d'être présent sur le terrain, lors d'intervention majeure, afin d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (priorité 11).

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1225382025**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 911 Pro inc., pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes en fibre de verre sur véhicules légers. - Dépense totale de 971 045,28 $, taxes incluses (contrat : 809 204,40 $ + contingences : 161 840,88 $) - Appel d'offres public 22-19295 - (trois soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19295_Intervention lot2.pdf
22-19295 PV.pdf
22-19295_DetCah.pdf
22-19295_TCP_LOT2.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nancy LAINEY
Agent d'approvisionnement 2
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-04

Denis LECLERC
Chef de Section
**Tél :** 514 872-5241
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19295

No du GDD : 1225382025

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîte de fibre de verre sur véhicules légers

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 5 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 9 - 6 - 2022

Ouverture faite le : 14 - 7 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 8 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 66 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 75

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 11 - 2022

Date d'échéance révisée : 11 - 11 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| 911 Pro Inc. | 809 204,40 $ | √ | 2 |
| Les systèmes Cyberkar inc. | 937 074,34 $ | | 2 |
| Équipement SH inc. | 967 883,52 $ | | 2 |

### Information additionnelle

Préparé par : Marc-André Deshaies( fait par Nancy Lainey)

Le 4 - 8 - 2022

**Numéro de l'appel d'offres : 22-19295**
**Titre : Fourniture et installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîte de fibre de verre sur véhicules légers**
**Date d'ouverture des soumissions : 14 juillet 2022**

| | Article | Quantité | 911 Pro Inc. | | Équipement SH inc. | | Les systèmes Cyberkar inc. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Prix unitaire | Montant total | Prix unitaire | Montant total | Prix unitaire | Montant total |
| 2 | Fourniture et installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîte en fibre de verre sur camionnette hybride de marque et modèle Ford, F-150, 2022 - devis 12321B22 - SIM | 27 | 26 067,00 $ | 703 809,00 $ | 31 178,55 $ | 841 820,85 $ | 30 186,09 $ | 815 024,43 $ |
| | **Total avant taxes** | | | 703 809,00 $ | | 841 820,85 $ | | 815 024,43 $ |
| | **TPS 5 %** | | | 35 190,45 $ | | 42 091,04 $ | | 40 751,22 $ |
| | **TVQ 9,975 %** | | | 70 204,95 $ | | 83 971,63 $ | | 81 298,69 $ |
| | **Montant total** | | | 809 204,40 $ | | 967 883,52 $ | | 937 074,34 $ |
| | **Signature** | | OUI | | OUI | | OUI | |
| | **Achat SEAO** | | OK | | OK | | OK | |
| | Numéro TPS/TVQ | | OUI | | OUI | | OUI | |
| | Numéro de fournisseur VDM | | 117645 | | 513092 | | 360912 | |
| | Numéro NEQ | | 1149634850 | | 1171530869 | | 1170306725 | |
| | **Vérification REQ** | | OK | | OK | | OK | |
| | **RENA** | | OK | | OK | | OK | |
| | **Registre des personnes inadmissibles** | | OK | | OK | | OK | |
| | Liste des firmes à rendement insatisfaisant | | OK | | OK | | OK | |
| | **CNESST** | | OK | | OK | | OK | |
| | **Sous-contractant** | | N/A | | N/A | | N/A | |
| | Expérience | | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | |

Remarque :
Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

**Vérifié par** : Marc-André Deshaies **Date :** 20 juillet 2022

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19295
**Numéro de référence** : 1602280
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Ville de Montréal – Fourniture et installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîte de fibre de verre sur véhicules légers

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| P.E.S. CANADA INC.<br>1575 boul. Lionel-Boulet<br>Varennes, QC, J3X 1P7<br>https://www.pescanada.com+ NEQ : 1149543804 | Monsieur Pierre Malo<br>Téléphone : 450 671-8168<br>Télécopieur : 450 671-6460 | **Commande : (2043006)**<br>2022-05-10 11 h 18<br>**Transmission :**<br>2022-05-10 11 h 18 | 3748453 - Addenda 1 (report de date)<br>2022-06-07 14 h 23 - Courriel<br>3750965 - Addenda 2<br>2022-06-10 11 h 31 - Courriel<br>3757515 - Addenda 3 - Report de date<br>2022-06-22 15 h 01 - Courriel<br>3758256 - Addenda 4<br>2022-06-23 12 h 09 - Courriel<br>3762315 - Addenda 5 (report de date)<br>2022-07-04 10 h 25 - Courriel<br>3765402 - Addenda 6<br>2022-07-08 11 h 07 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| 911PRO INC.<br>1240 rue Labadie<br>Longueuil, QC, J4B 1C7<br>http://911pro.com NEQ : 1149634850 | Monsieur James Dixon<br>Téléphone : 450 655-9111<br>Télécopieur : 450 655-9110 | **Commande : (2042169)**<br>2022-05-09 9 h 44<br>**Transmission :**<br>2022-05-09 9 h 44 | 3748453 - Addenda 1 (report de date)<br>2022-06-07 14 h 23 - Courriel<br>3750965 - Addenda 2<br>2022-06-10 11 h 31 - Courriel<br>3757515 - Addenda 3 - Report de date<br>2022-06-22 15 h 01 - Courriel<br>3758256 - Addenda 4<br>2022-06-23 12 h 09 - Courriel<br>3762315 - Addenda 5 (report de date)<br>2022-07-04 10 h 25 - Courriel<br>3765402 - Addenda 6<br>2022-07-08 11 h 07 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Équipement SH<br>109 Tsse Pierre<br>Sainte-Sophie, QC, j5j1a4<br>http://www.911.sh NEQ : 1171530869 | Monsieur Jonathan Bouffard<br>Téléphone : 514 296-5413<br>Télécopieur : | **Commande : (2045073)**<br>2022-05-13 12 h<br>**Transmission :**<br>2022-05-13 12 h | 3748453 - Addenda 1 (report de date)<br>2022-06-07 14 h 23 - Courriel<br>3750965 - Addenda 2<br>2022-06-10 11 h 31 - Courriel<br>3757515 - Addenda 3 - Report de date<br>2022-06-22 15 h 01 - Courriel<br>3758256 - Addenda 4<br>2022-06-23 12 h 09 - Courriel<br>3762315 - Addenda 5 (report de date)<br>2022-07-04 10 h 25 - Courriel<br>3765402 - Addenda 6<br>2022-07-08 11 h 07 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ☐ Les systèmes Cyberkar<br>3026 rue Anderson<br>202<br>Terrebonne, QC, j6Y1W1<br>http://www.cyberkar.com NEQ : 1170306725 | Monsieur Jonathan Boivin<br>Téléphone : 514 269-3352<br>Télécopieur : | **Commande : (2050672)**<br>2022-05-26 15 h 16<br>**Transmission :**<br>2022-05-26 15 h 16 | 3748453 - Addenda 1 (report de date)<br>2022-06-07 14 h 23 - Courriel<br>3750965 - Addenda 2<br>2022-06-10 11 h 31 - Courriel<br>3757515 - Addenda 3 - Report de date<br>2022-06-22 15 h 01 - Courriel<br>3758256 - Addenda 4<br>2022-06-23 12 h 09 - Courriel<br>3762315 - Addenda 5 (report de date)<br>2022-07-04 10 h 25 - Courriel<br>3765402 - Addenda 6<br>2022-07-08 11 h 07 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1225382025**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 911 Pro inc., pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes en fibre de verre sur véhicules légers. - Dépense totale de 971 045,28 $, taxes incluses (contrat : 809 204,40 $ + contingences : 161 840,88 $) - Appel d'offres public 22-19295 - (trois soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

2225382025 - aménagement véh légers F-150 SIM.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-04

Viorica ZAUER
conseiller(ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-4674
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.002

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1225382021**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Solectrac Inc. pour la fourniture de deux tracteurs 100% électriques - Dépense totale 206 632,68 $, taxes incluses (contrat: 172 193,90 $ + contingences: 34 438,78 $), Avis d'intention 22-19363 |

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Solectrac Inc., pour la fourniture de deux (2) tracteurs 100 % électrique, pour une somme maximale de 172 193,90 $, taxes incluses, conformément à l'avis d'intention 22-19363;
2. d'autoriser une dépense de 34 438,78 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2022-08-09 13:55

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1225382021

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Solectrac Inc. pour la fourniture de deux tracteurs 100% électriques - Dépense totale 206 632,68 $, taxes incluses (contrat: 172 193,90 $ + contingences: 34 438,78 $), Avis d'intention 22-19363 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du Programme d'intégration de produits écoresponsables (68106) du SMRA, les professionnels ont identifié le tracteur agricole comme technologie devant faire l'objet de test d'intégration afin de combler des requis opérationnels et d'être en adéquation avec la volonté de la Ville de Montréal d'électrifier le parc automobile de la Ville de Montréal.
Le 27 mai 2022, un avis d'intention a été publié sur le site SEAO afin d'informer les fournisseurs potentiels que la Ville de Montréal (Ville) avait l'intention d'accorder un contrat pour l'acquisition de deux tracteurs agricoles électriques.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure

### DESCRIPTION

Selon l'avis d'intention les deux tracteurs électriques doivent détenir les principales caractéristiques techniques suivantes :
Besoins techniques pour un (1) gros tracteur électrique:

- puissance du moteur minimum 60 HP (52KW)
- durée de la batterie minimum 4 heures
- 4 roues motrices
- installation hydraulique en 3 points incluse
- batteries montées sur le véhicule
- temps de charge maximum de 8hr avec installation de 220 volts
- longueur maximum 120 pouces
- largeur maximum 60 pouces
- hauteur maximum 90 pouces
- clairance au sol minimum 10 pouces

Besoins techniques pour un (1) petit tracteur électrique:

- puissance du moteur minimum 20 HP (52KW)
- durée de la batterie minimum 4 heures
- 4 roues motrices
- installation hydraulique en 3 points incluse
- batteries montées sur le véhicule
- temps de charge maximum de 8hr avec installation de 220 volts
- longueur maximum 120 pouces
- largeur maximum 60 pouces
- hauteur maximum 90 pouces
- clairance au sol minimum 10 pouces

**JUSTIFICATION**

Un avis d'intention a été publié sur le site SEAO. Tout fournisseur jugeant être en mesure de satisfaire aux exigences identifiées dans l'avis d'intention avait jusqu'au 26 juin 2022 pour soumettre par écrit, son intérêt et démontrer ses aptitudes à livrer. Deux compagnies ont pris les documents techniques et aucune compagnie n'a manifesté son intérêt pour notre projet. De ce fait, il s'avère donc que seul l'équipement de la compagnie Solectrac inc. possède toutes les caractéristiques requises pour satisfaire aux exigences.

Le soumissionnaire n'avait pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés publics dans le cadre de ce contrat. Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises du RENA ont été faites.

La firme Solectrac inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Finalement, le fournisseur est déjà inscrit au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal. Il est inscrit pour paiement en USD.

Le SMRA souhaite se positionner comme leader en matière d'électrification du parc automobile de la Ville de Montréal. C'est pourquoi la mutualisation de ces deux tracteurs en période d'essais nous semble la meilleure méthode d'obtention de données factuelles afin de remettre en question la nécessité d'avoir autant de tracteurs utilisant des énergies fossiles. En effet, les besoins opérationnels des Services et arrondissements n'étant pas les mêmes, le résultat de ces essais viendront baliser les futurs achats. Les premiers essais auront lieu à la plantation de l'Assomption, au Parc Angrignon et au Jardin Botanique de Montréal.

Bien que l'adjudicataire du présent dossier se situe aux États-Unis (Californie), la plus récente vigie des véhicules électriques effectuée par les professionnels du SMRA démontre qu'aucun autre modèle 100% électrique existe en Amérique du Nord.

Tel que mentionné précédemment et afin d'être en adéquation avec les règles de gestion contractuelle, un appel d'intention a été publié du 27 mai au 21 juin. En conformité avec l'article 13.1(5) de la LCOP, 5 jours supplémentaires ont été ajoutés. Ainsi, le SMRA s'assure d'ouvrir le marché, d'obtenir le meilleur prix tout en obtenant la possibilité d'acquérir des technologies innovantes.

L'évaluation de risque a été effectuée et le dossier n'a pas besoin de faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement de fournisseur.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le seul soumissionnaire conforme, Solectra inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 172 193,90 $, incluant les taxes. (134 268,19 USD tel que soumission présentée). Le taux de change a été calculé en date du 29 juillet 2022.
Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 34 438,78 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provisions - frais de contingences afin de pallier aux fluctuations du dollar.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68106 - Programme de test et d'intégration de produits écoresponsables et seront financées par le règlement d'emprunt 19-019 Programme d'intégration véhicules & équipements écoresponsables (CM19 0356) et par le règlement d'emprunt RCG18-021 Véhicule Équipement écoresponsable (CG18 0384)

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées. Puisque les tracteurs seront en test et utilisés par l'ensemble des Services et arrondissements, le financement sera de 51.1% agglo et 48.9% local. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier est en parfaite adéquation avec l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités Montréal 2030.
À travers l'acquisition de véhicule dans le cadre du programme d'intégration de technologie écoresponsable, le SMRA se positionne comme leader en matières de recherche et d'essais de véhicule 100 % électrique. De plus, par la mutualisation de ces nouvelles technologies au cours de la période d'essais, le SMRA propose des solutions permettant de repenser les opérations et les requis opérationnels. Finalement, au travers sa vigie en continu des nouvelles technologies 100 % électrique, les professionnels du SMRA s'assurent de mettre en lumière les petites entreprises pour accroître la prospérité et encourager l'innovation, tout en visant une réduction des émissions de GES.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Cette acquisition permettra les actions suivantes:
- Obtenir des données factuelles sur la possibilité de réduire nos véhicules à essence
- Repenser les opérations en fonction du requis opérationnel
- Atteindre les objectifs Montréal 2030
- Positionner le SMRA comme leader en matière de recherche et développement de véhicule 100% électrique
- Proposer des solutions innovantes

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les fluctuations du marché de l'automobile, la COVID n'a aucun impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les Services et les arrondissements seront contactés afin de planifier les différentes périodes d'essais.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

CE: 7 septembre 2022
CM: 19 septembre 2022
CG: 22 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

**Tél :** N/A
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-04

Guy BOLDUC
chef(fe) de division - gestion parc vehicules, equipements et planification operationnelle

**Tél :** 514-619-4004
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE
Directeur de service

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-08

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225382021*
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Solectrac Inc. pour la fourniture de deux tracteurs 100% électriques - Dépense totale 206 632,68 $, taxes incluses (contrat: 172 193,90 $ + contingences: 34 438,78 $), Avis d'intention 22-19363*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | X | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole
- Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

À travers l'acquisition de véhicule dans le cadre du programme d'intégration de technologie écoresponsable, le SMRA se positionne comme leader en matières de recherche et d'essais de véhicule 100 % électrique. De plus, par la mutualisation de ces nouvelles technologies au cours de la période d'essais, le SMRA propose des solutions permettant de repenser les opérations et les requis opérationnels. Finalement, au travers sa vigie en continue des nouvelles technologies 100 % électrique, les professionnels du SMRA s'assurent de mettre en lumière les petites entreprises pour accroître la prospérité et encourager l'innovation, tout en visant une réduction des émissions de GES.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1225382021**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Solectrac Inc. pour la fourniture de deux tracteurs 100% électriques - Dépense totale 206 632,68 $, taxes incluses (contrat: 172 193,90 $ + contingences: 34 438,78 $), Avis d'intention 22-19363 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19363_Intervention.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514 872-1057

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-04

Denis LECLERC
Chef de Section
**Tél :** 514-217-3536
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19363 — No du GDD : 1225382021

Titre de l'appel d'offres : AVI_Acquisition de tracteurs agricoles électriques

Type d'adjudication : Autre (voir les précisions dans la section "Information additionnelle")

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 5 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 21 - 6 - 2022

Ouverture faite le : 21 - 6 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 0

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 0 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 6 - 2022

Date d'échéance révisée : 21 - 6 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|

### Information additionnelle

Ce processus était un avis d'intention. Aucun équivalent n'a été proposé

Préparé par : *Renée Veillette pour* Marc-André Deshaies — Le 4 - 8 - 2022

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1225382021**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Solectrac Inc. pour la fourniture de deux tracteurs 100% électriques - Dépense totale 206 632,68 $, taxes incluses (contrat: 172 193,90 $ + contingences: 34 438,78 $), Avis d'intention 22-19363 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1225382021 - Acquis 2 tracteurs élect MRA.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-05

Viorica ZAUER
conseiller(ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-4674
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.003

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229462004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec la firme Embouteillages Warwick inc./Eau de source Peauseidon pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant une (1) option de prolongation douze (12) mois - Montant estimé de l'entente : 166 129,36 $, taxes incluses (entente : 144 460,31 $, taxes incluses + variation des quantités 21 669,05 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19420 - (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois, par laquelle Embouteillages Warwick inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, l'eau embouteillée en format 4 litres lors de situation d'urgence pour une somme maximale de 144 460,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19420;

2. d'autoriser une dépenses de 21 669,05 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2022-08-05 15:36

**Signataire :** Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229462004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec la firme Embouteillages Warwick inc./Eau de source Peauseidon pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence, pour une durée de vingt-quatre (24) mois, incluant une (1) option de prolongation douze (12) mois - Montant estimé de l'entente : 166 129,36 $, taxes incluses (entente : 144 460,31 $, taxes incluses + variation des quantités 21 669,05 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19420 - (1 soumissionnaire) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une (1) entente-cadre pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence, principalement destinée aux citoyens qui sont temporairement privés d'eau en raison de problèmes touchant le réseau municipal de distribution d'eau potable (bris de conduite, panne, avis de non-consommation, etc.). Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
En mars 2020, le contrat pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18039, au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Aquaterra Corporation (Labrador Source), pour un montant total estimé de 214 094,95 $, taxes incluses. Cette entente-cadre était valide pour une période de trente-six (36) mois se terminant le 31 mars 2023 sans option de prolongation.

En février 2022, le contrat pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence, octroyé à la firme Aquaterra Corporation (Labrador Source) a été résilié, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18039. En effet, l'adjudicataire, par voie de communiqué écrit, a avisé ses clients qu'il cessait la production des bouteilles de quatre (4) litres, seul format de l'entente.

En février 2022, un contrat gré à gré pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence a été octroyé à la firme Eau de Source Peauseidon inc. pour un montant total estimé de 61 272,48 $,taxes incluses, afin de répondre aux besoins nous permettant ainsi d'attendre l'octroi du contrat visé par le présent dossier décisionnel. Cette entente-cadre était valide pour une période de six (6) mois se terminant le 8 août 2022, sans option de prolongation.

En avril 2022, le Service de l'approvisionnement a commencé à travailler le nouvel appel d'offres afin de combler les besoins pour la fourniture sur demande d'eau embouteillée en

format 4 litres lors de situations d'urgence après l'entente se terminant le 8 août 2022.

L'appel d'offres public 22-19420 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est déroulée sur une période de vingt-deux (22) jours calendaires, soit du 20 juin au 12 juillet 2022. La soumission reçue est valide pour une période de cent vingt (120) jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 9 novembre 2022.

Aucun addenda n'a été émis au cours de la période de sollicitation.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

DA229462002 - 21 février 2022 - Approuver la résiliation de l'entente-cadre accordée à la firme Aquaterra Corporation (Labrador Source) (DA204338001), pour une période de trente-six (36) mois pour la fourniture et la livraison, sur demande, d'eau embouteillée sous le format de 4L lors de situations d'urgence - montant estimé de 214 094,95 $, taxes incluses, sans option de prolongation - Autoriser une dépense supplémentaire, en prévision des possibles variations des quantités au contrat, totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 32 114,25 $, ainsi qu'un budget pour contingence totalisant un montant équivalent à 10 % de celui octroyé, soit 21 409,49 $, pour un total estimé de 267 618,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18039 - ( 2 soum.)
DA204338001 - 31 mars 2020 - Conclure une entente-cadre avec la firme Aquaterra Corporation (Labrador Source), pour une période de trente-six (36) mois pour la fourniture et la livraison, sur demande, d'eau embouteillée sous le format de 4L lors de situations d'urgence - montant estimé de 214 094,95 $, taxes incluses - Autoriser une dépense supplémentaire, en prévision des possibles variations des quantités au contrat, totalisant un montant équivalent à 15 % de celui octroyé, soit 32 114,25 $, taxes incluses, ainsi qu'un budget pour contingence totalisant un montant équivalent à 10 % de celui octroyé, soit 21 409,49 $, taxes incluses pour un total estimé de 267 618,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18039 - ( 2 soum.).

En avril 2018, le contrat pour la fourniture et la livraison, sur demande, d'eau embouteillée sous le format de 4L lors des situations d'urgence a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 18-16670 au plus bas soumissionnaire conforme, soit la firme Aquaterra Corporation (Labrador Source) pour un montant total estimé de 84 851,55 $, taxes incluses. Cette entente-cadre était valide pour une période de trente-six (36) mois et se terminait le 1er avril 2021, sans option de prolongation.

**DESCRIPTION**

La présente entente-cadre vise la fourniture sur demande d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence à toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal. La Ville doit fournir de l'eau potable aux citoyens lors de situations d'urgence ou autre (bris de conduite d'eau, contamination des conduites d'eau, panne, gel, etc.). Certains événements imprévisibles peuvent nécessiter la distribution d'eau potable aux citoyens de la Ville et parfois en quantités importantes. La conclusion de l'entente-cadre permettra d'en assurer un approvisionnement rapide, selon la quantité requise tout en bénéficiant de prix compétitifs et évitant les délais administratifs et légaux attribuables aux processus d'appels d'offres ponctuels.
Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur les historiques de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur la prévision des consommations sur une période de vingt-quatre (24) mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

**JUSTIFICATION**

La conclusion d'une (1) entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

**Preneurs du cahier des charges (2) :**

- Embouteillages Warwick inc./Eau de source Peauseidon ;
- Groupe Colabor inc.

**Soumissionnaires (1) :**

- Embouteillages Warwick inc./Eau de source Peauseidon.

Des deux (2) preneurs du cahier des charges, un (1) seul a soumissionné.

L'un des preneurs du cahier des charges a justifié son désistement par son incapacité à répondre à certaines exigences de l'appel d'offres, notamment, la livraison 24 h par jour, 7 jours par semaine et dans un délai de 4 heures.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences pour variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Embouteillages Warwick inc./Eau de source Peauseidon** | **144 460,31 $** | **21 669,05 $** | **166 129,36 $** |
| Dernière estimation réalisée ($) | 170 183,88 $ | 25 527,58 $ | 195 711,46 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | -29 582,10 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | -15,12% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | N/A |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | N/A |

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du soumissionnaire sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour la soumission reçue.

Le soumissionnaire dans ce dossier n’est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022,

l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels de l'Approvisionnement. Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes (LCV), le Service de l'approvisionnement, par la Direction de la logistique a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 170 183,88 $, taxes incluses, pour les vingt-quatre (24) prochains mois. Cette estimation repose sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et est calculée en fonction des derniers prix moyens payés pour ce besoin, plus une majoration annuelle de 19,4 % sur deux (2) ans. Cette majoration correspond à l'évolution moyenne de l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) selon la catégorie P32 - Produits en plastique et en caoutchouc pour la région de Montréal au cours des dix-huit (18) derniers mois (du début de l'entente précédente en avril 2020, jusqu'à la résiliation de l'entente-cadre en février 2022), tel que publié par Statistique Canada dans son rapport mensuel de février 2022. Ce rapport étant le plus récent au moment de l'établissement de l'estimé préalable en avril 2022.

Le montant total estimé de l'entente-cadre pour la période de vingt-quatre (24) mois est de : 144 460,31 $

| | **Produit non taxable : eau** | **Produit taxable : palettes** | **Total** |
|---|---|---|---|
| **Montant sans taxes** | 134 400,00 $ | 8 750,00 $ | 143 150,00 $ |
| **TPS** | 0,00 $ | 437,50 $ | 437,50 $ |
| **TVQ** | 0,00 $ | 872,81 $ | 872,81 $ |
| **Montant Taxes incluses** | 134 400,00 $ | 10 060,31 $ | **144 460,31 $** |

Un montant équivalant à quinze (15) % du montant total octroyé, soit 21 669,05 $ taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantités au contrat.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'une entente-cadre, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services obtenus.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La situation du Covid-19 n'a aucun impact sur le projet, mais l'adjudicataire devra suivre les recommandations énoncées par la Direction de la santé publique, le cas échéant.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achat convenues.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra de l'entente-cadre avec les firmes retenues.
**CE** 07 septembre 2022
**CM** 19 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Hugues KYONGO M'NYAMPARA
Conseiller en approvisionnement

**Tél :** 514-872-1043
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-25

Denis LECLERC
Chef de section

**Tél :** 514 872-5241
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Isabelle LAZURE
directeur(-trice) acquisitions
**Tél :** 514-872-1027
**Approuvé le :** 2022-07-27

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Maggie COUTURE
Directrice - Chaîne logistique
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-01

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19420

**Agent d'approvisionnement**
Francesca Raby

| Conformité | Oui |
|---|---|

| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Données: Montant sans taxes | Données: Montant taxes incluses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Embouteillages Warwick inc/ Eau de source Peauseidon** | | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | 1 | Eau embouteillée en format 4L<br>Boîte = 4 x 4 litres | 16000 | Boîte | 1 | 8,40 $ | 134 400,00 $ | 134 400,00 $ |
| | | | 2 | Palette et retournable | 250 | Chaque | 1 | 35,00 $ | 8 750,00 $ | 10 060,31 $ |
| **Total (Embouteillages Warwick inc/ Eau de source Peauseidon)** | | | | | | | | | **143 150,00 $** | **144 460,31 $** |

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19420
**Numéro de référence** : 1616640
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Fourniture d'eau embouteillée en format 4 litres lors de situations d'urgence

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| EMBOUTEILLAGES WARWICK INC.<br>CP34009 Galeries Lachine<br>Montréal, QC, H8s 4H4<br>NEQ : 1161094090 | Monsieur Richard Rathé<br>Téléphone : 514 634-1328<br>Télécopieur : | **Commande : (2064809)**<br>2022-07-03 14 h 10<br>**Transmission :**<br>2022-07-03 14 h 10 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GROUPE COLABOR INC.<br>820 Alphonse Desrochers<br>Lévis, QC, G7A 5H9<br>http://distributeur.colabor.com NEQ : 1163575914 | Monsieur Jean-Guy Perron<br>Téléphone : 418 831-8200<br>Télécopieur : 418 831-8333 | **Commande : (2060701)**<br>2022-06-20 15 h 52<br>**Transmission :**<br>2022-06-20 15 h 52 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.004

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228528001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la firme TRANSIT TRAILER LIMITED pour six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante, Dépense totale de 852 654,60 $, taxes incluses (contrat :710 545,50 $ + contingences 142 109,10 $) - Appel d'offres public 22-19378 - (4 soumissionnaires) |

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme Transit Trailer Limited, plus bas soumissionnaires conformes pour la fourniture de six (6) semi-remorques, pour une somme maximale de 710 545,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19378;

2. d'autoriser une dépense de 142 109,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Transit Trailer Limited.

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2022-08-17 15:06

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228528001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la firme TRANSIT TRAILER LIMITED pour six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante, Dépense totale de 852 654,60 $, taxes incluses (contrat :710 545,50 $ + contingences 142 109,10 $) - Appel d'offres public 22-19378 - (4 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Le service de l'eau a exprimé un besoin opérationnel de 7 semi-remorques. Le parc actuel en compte 6 dont 5 ont atteint leur durée de vie. Le maintien en service d'une semi-remorque ainsi que l'achat de 6 semi-remorques du présent dossier assurent le besoin opérationnel du service de l'eau pour la poursuite de leur opération.

Le service de l'eau a besoin de sept (7) semi-remorques au minimum pour réaliser ses activités:

- 2 remorques utilisées comme réceptacle pour la captation des sables;
- 2 remorques utilisées comme réceptacle pour la captation des solides dans les eaux usées ;
- 3 remorques avec les tracteurs pour l'évacuation des cendres.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 22-19378. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 32 jours, soit du 20 juin au 21 juillet 2022. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public (22-19378), 1 addenda a été émis afin de clarifier les exigences, ainsi que pour répondre aux questions des soumissionnaires.

Sommaire de l'addenda :

| NUMÉRO | DATE | CONTENU |
|---|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| ADDENDA | | |
| 1 | 28 juin 2022 | • Remplacer revêtement en UHMW par HMW téflon bleu (Polyéthylène Haute Densité)<br>• Clarifier le besoin des protections latérales<br>• Clarifier le terme chanfrein<br>• La benne doit être en cuve |

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 18 novembre 2022.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

BC1486846 - gré-à-gré - 9 AÔUT 2021 : Acquisition d'une remorque crosscountry hybride arrondie (3 essieux) conformément à la soumission 2289 pour le service de l'Eau - 74 936,00 excluant les taxes - REMORQUES LABELLE INC

**DESCRIPTION**

De façon plus précise, le SMRA désire faire l'acquisition de (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante selon le devis 76322A11.
Un châssis de type hybride désigne un châssis qui n'est pas fabriqué de longerons continus de la sellette jusqu'aux essieux. Notons que les remorques ne sont pas motorisées. Ainsi, l'appellation hybride concerne le châssis des remorques, et non leur motorisation.

Modalités d'adjudication:
Le donneur d'ordre adjuge le contrat au plus bas soumissionnaire conforme.

Livraison:
La livraison est prévue à la fin décembre 2022.

Stratégie d'approvisionnement:
En raison des perturbations observées sur la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'industrie automobile, le SMRA souhaite maintenant repenser ses stratégies d'approvisionnement. En effet, afin d'assurer un service client plus transparent, responsable et résilient, il est de mise de s'assurer d'obtenir les véhicules au moment où ils sont requis et au meilleur prix tout en conservant une ouverture sur les marchés. Ainsi, pour le présent dossier, les modalités d'adjudication prévoient un critère de disponibilité des appareils, et ce, avant la fin décembre 2022 pour deux (2) appareils. Cette méthode d'adjudication a été retenue en regard des résultats obtenus lors du dernier appel d'offres et afin d'assurer la disponibilité de ce type d'appareils en lien avec des opérations hautement névralgiques pour la Ville de Montréal. TRANSIT TRAILER LIMITED s'engage à livrer les (6) semi-remorques avant la fin 2022.

Pénalité:
Si l'adjudicataire ne respecte pas le délai de livraison applicable des biens, tel que spécifié au contrat, le donneur d'ordre peut lui imposer, pour chaque mois de retard, une pénalité d'un pour cent (1%) de la valeur des biens non livrés, excluant les taxes jusqu'à un maximum de quatre pour cent (4%).

Modalité de paiement:
Après l'inspection et/ou la levée des non-conformités, le solde sera versé suivant la présentation d'une facture de la valeur complète.

**JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges. Quatre (4) soumissions ont été déposées (57%). Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement:

- un (1) ne peut pas se conformer aux délais, car il a trop d'engagements dans d'autres projets;
- un (1) s'est procuré les documents deux (2) fois;
- un (1) ne peut pas respecter les délais de livraison exigés;

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **TRANSIT TRAILER LIMITED** | 710 545.50 $ | 142 109,10 $ | 852 654,60 $ |
| PIERQUIP INC. | 826 095.38 $ | 165 219,08 $ | 991 314,46 $ |
| REMORQUES LABELLE INC. | 829 082.43 $ | 165 816,49 $ | 994 898,92 $ |
| PHIL LAROCHELLE ÉQUIPEMENT INC. | 858 138.56 $ | 171 627,71 $ | 1 029 766,27 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 702 177.62 $ | 140 435,52 $ | 842 613,14 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)*<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 8 367,88 $<br><br>0,99 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)*<br><br>Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | 115 549,88 $<br><br>16,26 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé le prix de la dernière semi-remorque achetée en 2021 et ajouté l'indexation de 5% pour estimer l'impact de l'inflation.

L'écart de 16,26 % entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse peut s'expliquer par le fait que l'adjudicataire ait soumissionné avec une marge de profit plus faible dans l'optique d'avoir plus de chance de remporter le concours. Aussi, le fournisseur semble ne jamais avoir fait affaire avec la Ville dans le passé. Il se peut que son prix soit plus compétitif afin de s'assurer de remporter le contrat.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des

entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 27 juillet 2022.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le plus bas soumissionnaire conforme, TRANSIT TRAILER LIMITED, s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 710 545.50 $, incluant les taxes.
Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 142 109.10 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Les sommes nécessaires, au présent dossier, sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - programme de remplacement de véhicules - Ville.

Elles seront financées par les règlements d'emprunts RCG 21-010 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM (CG21 0403)

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération puisque le Service et l'eau est de compétence agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite de l'achat de semi-remorques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

1-Ces véhicules sont essentiels pour les opérations du service de l'eau, plus spécifiquement les opérations concernant le traitement des eaux usées.
2-Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de ce fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les fluctuations des marchés, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal: 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération: 22 septembre 2022
Émission du bon de commande : fin septembre 2022

Livraison des véhicules: décembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jason BERTEAU
Agent de recherche

**Tél :** 514-872-1092
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Guy BOLDUC
chef(fe) de division - gestion parc vehicules, equipements et planification operationnelle

**Tél :** 514-619-4004
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
**Tél :**
**Approuvé le :**

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228528001*
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un contrat à la firme TRANSIT TRAILER LIMITED pour six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante, Dépense totale de 852 654,60 $, taxes incluses (contrat :710 545,50 $ + contingences 142 109,10 $) - Appel d'offres public 22-19378 - (4 soumissionnaires)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | | x | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1228528001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la firme TRANSIT TRAILER LIMITED pour six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante, Dépense totale de 852 654,60 $, taxes incluses (contrat :710 545,50 $ + contingences 142 109,10 $) - Appel d'offres public 22-19378 - (4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19378_Intervention_«SMRA».pdf22-19378_Tableau de vérification_VF.pdf

22-19378_PV.pdf22-19378_DetCah.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514 872-1057

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Michael SAOUMAA
Chef de Section
**Tél :** 514 280-1994
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19378 — No du GDD : 1228528001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 21 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 21 - 7 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 28 - 6 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 57,14

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 11 - 2022

Date d'échéance révisée : 18 - 11 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Conformément à la règle d'adjudication, le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| **TRANSIT TRAILER LIMITED** | **710 545,50 $** | √ | |
| PIERQUIP INC. | 826 095,38 $ | | |
| REMORQUES LABELLE INC. | 829 082,43 $ | | |
| PHIL LAROCHELLE ÉQUIPEMENT INC. | 858 138,56 $ | | |

### Information additionnelle

La soumission de la firme TRANSIT TRAILER LIMITED est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 27 juillet 2022.

Il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges, dont une (1) firme a acquis les documents deux (2) fois. Un (1) preneur ne peux rencontrer les délais requis car il trop d'engagements dans d'autres projets et le dernier, ne peut rencontrer les exigences demandées au devis.

Préparé par : Renée Veillette — Le 12 - 8 - 2022

**Numéro de l'appel d'offres : 22-19378**
**Titre : Acquisition de six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante**
**Date de publication sur le SÉAO : 20 juin 2022**
**Date d'ouverture des soumissions : 21 juillet 2022**
**Addenda : 1 émit le: 28 juin 2022**

| | | | TRANSIT TRAILER LIMITED | | PIERQUIP INC. | | REMORQUES LABELLE INC. | | PHIL LAROCHELLE ÉQUIPEMENT INC. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Numéro de fournisseur VDM** | | 651058 | | 115984 | | 600916 | | 115971 | |
| | **Numéro NEQ** | | 1172131709 | | 1143543362 | | 1169942647 | | 1142491480 | |
| **Lot** | **Description** | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant total** | **Prix unitaire** | **Montant total** | **Prix unitaire** | **Montant total** | **Prix unitaire** | **Montant total** |
| 1 | Semi-remorque trois essieux de type hybride à benne basculante | 6 | 103 000,00 $ | 618 000,00 $ | 119 750,00 $ | 718 500,00 $ | 120 183,00 $ | 721 098,00 $ | 124 394,95 $ | 746 369,70 $ |
| | **Total avant taxes** | | | 618 000,00 $ | | 718 500,00 $ | | 721 098,00 $ | | 746 369,70 $ |
| | **TPS 5 %** | | | 30 900,00 $ | | 35 925,00 $ | | 36 054,90 $ | | 37 318,49 $ |
| | **TVQ 9,9975 %** | | | 61 645,50 $ | | 71 670,38 $ | | 71 929,53 $ | | 74 450,38 $ |
| | **Montant total** | | | 710 545,50 $ | | 826 095,38 $ | | 829 082,43 $ | | 858 138,56 $ |
| | | | | | | | | | | |
| | Signature | | Oui | | Oui | | Oui | | Oui | |
| | Signataire | | Daniel Canning | | Marc Sénécal | | Roger Duchaine | | Sébastien Huchelou | |
| | Achat du cahier des charges sur le SÉAO | | Oui | | Oui | | Oui | | Oui | |
| | Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ) | | Oui | | Oui | | Oui | | Oui | |
| | Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA) | | Oui | | OUi | | OUi | | OUi | |
| | Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC» | | OUi | | OUi | | OUi | | OUi | |
| | Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC» | | OUi | | Oui | | Oui | | Oui | |
| | Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) | | Oui | | Oui | | Oui | | Oui | |
| | **Autres documents requis (poste 7)** | | | | | | | | | |
| | Le devis techniques dûment complété | | OUi | | Oui | | Oui | | Oui | |
| | Les renseignements complémentaires dûment complétés. | | Oui | | Oui | | Oui | | Oui | |

Soumission(s) rejettée(s)
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

**Vérifié par** : Renée Veillette **Date : 27 juillet 2022**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19378
**Numéro de référence** : 1616997
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Acquisition de six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante - Service du matériel Roulant et des ateliers

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| Brandt Tractor Ltd.<br>4500, Autoroute Chomedey<br>Laval, QC, H7R 6E9<br>https://www.brandt.ca NEQ : 1174486051 | Madame Gabrielle Regnier<br>Téléphone : 450 368-3052<br>Télécopieur : | **Commande : (2065191)**<br>2022-07-04 13 h 59<br>**Transmission :**<br>2022-07-04 13 h 59 | 3760097 - Addenda 1<br>2022-07-04 13 h 59 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| MANAC INC.<br>270, chemin du Tremblay<br>Boucherville, QC, J4B 5X9<br>NEQ : 1171167282 | Monsieur Luc St-Jacques<br>Téléphone : 514 527-8031<br>Télécopieur : 450 655-2642 | **Commande : (2065607)**<br>2022-07-05 11 h 30<br>**Transmission :**<br>2022-07-05 11 h 30 | 3760097 - Addenda 1<br>2022-07-05 11 h 30 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| MANAC INC.<br>270, chemin du Tremblay<br>Boucherville, QC, J4B 5X9<br>NEQ : 1171167282 | Monsieur Luc St-Jacques<br>Téléphone : 514 527-8031<br>Télécopieur : 450 655-2642 | **Commande : (2065619)**<br>2022-07-05 11 h 41<br>**Transmission :**<br>2022-07-05 11 h 41 | 3760097 - Addenda 1<br>2022-07-05 11 h 41 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| PHIL LAROCHELLE EQUIPEMENT INC.<br>250 2E Avenue<br>Québec, QC, G1L 3A7<br>http://www.larochelle.ca NEQ : 1142491480 | Monsieur DAN FORGET<br>Téléphone : 418 522-8222<br>Télécopieur : 418 522-3115 | **Commande : (2065591)**<br>2022-07-05 11 h 11<br>**Transmission :**<br>2022-07-05 11 h 11 | 3760097 - Addenda 1<br>2022-07-05 11 h 11 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| PIERQUIP INC.<br>16079 Boulevard Curé-Labelle<br>Mirabel, QC, J7J 2G6<br>http://www.pierquip.com NEQ : 1143543362 | Monsieur Steven Labelle<br>Téléphone : 450 438-6400<br>Télécopieur : 450 438-1090 | **Commande : (2070063)**<br>2022-07-15 15 h 44<br>**Transmission :**<br>2022-07-15 15 h 44 | 3760097 - Addenda 1<br>2022-07-15 15 h 44 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| REMORQUES LABELLE INC.<br>1400 Rue de Jaffa<br>Laval, QC, H7P 4K9<br>http://www.remorqueslabelle.com/ NEQ : 1169942647 | Monsieur Sylvain Labelle<br>Téléphone : 450 688-3555<br>Télécopieur : 450 628-2841 | **Commande : (2060649)**<br>2022-06-20 14 h 57<br>**Transmission :**<br>2022-06-20 14 h 57 | 3760097 - Addenda 1<br>En cours d'envoi - Télécopie<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Transit Trailer Limited<br>590 ch St-Louis<br>Saint-Basile-le-Grand, QC, J3N 1L1<br>NEQ : 1172131709 | Monsieur Daniel Canning<br>Téléphone : 1514 250-3080<br>Télécopieur : | **Commande : (2060858)**<br>2022-06-21 8 h 31<br>**Transmission :**<br>2022-06-21 8 h 31 | 3760097 - Addenda 1<br>2022-06-28 14 h 24 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1228528001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la firme TRANSIT TRAILER LIMITED pour six (6) semi-remorques trois (3) essieux de type hybride à benne basculante, Dépense totale de 852 654,60 $, taxes incluses (contrat :710 545,50 $ + contingences 142 109,10 $) - Appel d'offres public 22-19378 - (4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1228528001 - Six semi-remorques EAU.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
**Tél :** 514-872-1021

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-16

Viorica ZAUER
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-4674
**Division :** Service des finances - Point de service HDV

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.005

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228528002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Toromont CAT (Québec), pour l'acquisition de quatre (4) chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires - Dépense totale de 1 409 758,60 $, taxes incluses (contrat :1 281 598,73 $ + contingences : 128 159,87 $) - Appel d'offres public 22-19409 - (2 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. d'accorder à Toromont CAT (Québec), plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de quatre (4) chargeuses-pelleteuses, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 281 598,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19409;

2. d'autoriser une dépense de 128 159,87 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Toromont CAT (Québec);

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-08-23 15:58

**Signataire :** Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228528002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Toromont CAT (Québec), pour l'acquisition de quatre (4) chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires - Dépense totale de 1 409 758,60 $, taxes incluses (contrat :1 281 598,73 $ + contingences : 128 159,87 $) - Appel d'offres public 22-19409 - (2 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour l'année 2022, le SMRA a identifié le besoin de remplacer quatre (4) chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes de classe 455 qui ont atteint leur fin de vie utile. Les chargeuses-pelleteuses peuvent aussi porter le nom d'une "rétrocaveuse". La "rétrocaveuse" est utilisée en toute saison principalement au service des travaux publics, pour les activités d'entretien des réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que pour la plantation d'arbres. Elle peut également être utilisée à d'autres activités.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 22-19409. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 32 jours, soit du 27 juin au 28 juillet 2022. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public 22-19409, un (1) addenda a été émis afin de clarifier les exigences.

Sommaire de l'addenda :

| NUMÉRO ADDENDA | DATE | CONTENU |
|---|---|---|
| 1 | 14 juillet 2022 | Des clauses contradictoires étaient spécifiées dans les différents cahiers. La clause contradictoire a été retirée. |

La durée de validité de la soumission est de 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 25 novembre 2022.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1006 - 8 juin 2022 - Accorder trois contrats à la firme Longus Equipement Inc. pour la fourniture de chargeuses-pelleteuses de 10-11 tonnes sans accessoire - Dépense totale de 612 172,44 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19232 - (deux soumissionnaires)

CE18 0495 - 4 avril 2018 : Accorder un contrat à « Nortrax Québec inc. », pour la fourniture de (2) deux rétrocaveuses (tracteurs chargeurs) avec accessoires pour une somme maximale de 460 796,13 $, taxes incluses – Appel d'offres public 18-16643 (3 soum.).

CE17 0319 – 15 mars 2017 : Accorder un contrat à « Hewitt Équipement ltée », pour la fourniture d'une rétrocaveuse avec équipements et accessoires pour une somme maximale de 256 135,56 $, taxes incluses – Appel d'offres public 16-15696 (2 soumissionnaires).

**DESCRIPTION**

De façon plus précise, le SMRA désire faire l'acquisition de quatre (4) chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires selon le devis 45522B11.
Modalités d'adjudication:
Le contrat prévoit une clause permettant d'octroyer au plus bas soumissionnaire en fonction de sa capacité. Pour le présent dossier, le plus bas soumissionnaire a remporté le lot complet car il avait la capacité.

En résumé la séquence d'octroi est :
- Conformité administrative et technique;
- Prix le plus bas jusqu'à capacité;
- 2ième plus bas jusqu'à capacité;
- Ainsi de suite jusqu'au comblement du besoin.

Il est à noter que cette méthode d'adjudication n'est utilisée que dans des circonstances particulières notamment lorsque les besoins sont critiques ou le marché comportant une demande plus élevée que l'offre combinée à des délais de livraison trop longs pour octroyer à un seul adjudicateur.

Livraison:
L'adjudicataire s'engage à livrer les biens dans un délai maximal de quarante-cinq (45) semaine(s) suivant l'envoi d'un bon de commande.

Pénalité:
Si l'adjudicataire ne respecte pas le délai de livraison applicable des biens, tel que spécifié au contrat, le donneur d'ordre peut lui imposer, pour chaque mois de retard, une pénalité de deux pour cent (2%) de la valeur des biens non livrés, excluant les taxes.

Modalité de paiement:
Après l'inspection et/ou la levée des non-conformités, le solde sera versé au complet dans les trente (30) jours suivant la présentation d'une facture.

**JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres, il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges. Deux (2) soumissions ont été déposées (100 %).

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS (taxes incluses) | AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | TOTAL (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| TOROMONT CAT (Québec) | 1 281 598,73 $ | 128 159,87 $ | 1 409 758,60 $ |
| BRANDT TRACTOR LTD | 1 327 777,29 $ | 132 777,73 $ | 1 460 555,02 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 1 172 745,00 $ | 117 274,50 $ | 1 290 019,50 $ |

| | |
|---|---|
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | 108 853,73 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | 8,44 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | 46 178,56 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | 3,60 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA se sont basés sur un appel d'offres récent qui contenait des équipements similaires.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 2 août 2022.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, Toromont CAT (Québec), s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 1 281 598,73 $, incluant les taxes.
La totalité de la dépense s'élève à 1 409 758,60 $ taxes incluses pour quatre (4) appareils sans accessoires.

Un montant équivalent à 10 % du montant total octroyé, soit 128 159,87 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres. Cette provision a été ajoutée afin de s'assurer, advenant un possible imprévu, d'être en mesure de le gérer efficacement et rapidement, sans ajouter des délais administratifs inopportuns à la livraison des appareils.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - programme de remplacement de véhicules - Ville et seront financées par le règlement d'emprunt 21-026 Remplacement véhicules, équipements & produits écoresponsables (CM21 0793)

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite de l'achat de chargeuses-pelleteuses.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les fluctuations des marchés, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal: 19 septembre 2022
Émission du bon de commande: fin septembre 2022
Livraison des derniers véhicules: août 2023

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR | Le : 2022-08-16 |
|---|---|---|
| Jason BERTEAU | Guy BOLDUC | |

Agent de recherche

**Tél :** 514-872-1092
**Télécop. :**

chef(fe) de division - gestion parc vehicules, equipements et planification operationnelle

**Tél :** 514-619-4004
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228528002*
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un contrat à Industries Toromont Ltée, pour l'acquisition de quatre (4) chargeuse-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires - Dépense totale de 1 409 758,60 $, taxes incluses (contrat :1 281 598,73 $ + contingences : 128 159,87 $) - Appel d'offres public 22-19409 - (2 soumissionnaires)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | x | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Cette rétrocaveuse est utilisée en partie au service de plantation d'arbres. Cela permet de réduire les îlots de chaleur. Ceci aura pour effet de réduire la chaleur ambiante et ainsi réduire la consommation d'énergie reliée à la climatisation. L'économie d'énergie permet de réduire les émissions de GES.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | x | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | x | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1228528002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Toromont CAT (Québec), pour l'acquisition de quatre (4) chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires - Dépense totale de 1 409 758,60 $, taxes incluses (contrat :1 281 598,73 $ + contingences : 128 159,87 $) - Appel d'offres public 22-19409 - (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19409_Intervention_«SMRA».pdf22-19409_Tableau de vérification administrtive._V1.pdf

22-19409 PV.pdf22-19409_DetCah.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marc-André DESHAIES
Agent d'approvisionnement 2
**Tél :** 514-872-6850

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-17

Michael SAOUMAA
Chef de section
**Tél :** 514-217-3536
**Division :** Acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19409 — No du GDD : 1228528002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 28 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 28 - 7 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 14 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 100

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 11 - 2022

Date d'échéance révisée : 25 - 11 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

ANNEXE 1.12.01 - MODALITÉS D'ADJUDICATION - La séquence d'adjudication se fait par gradation du prix unitaire en fonction des plus bas prix soumis entre tous les SOUMISSIONNAIRES conformes et les équipements disponibles pour le Lot.

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | Capacité Adjugée |
|---|---|---|---|
| TOROMONT CAT / INDUSTRIES TOROMONT LTEE | 1,281,598.73 $ | √ | 4 |
| BRANDT TRACTOR LTD | 1,327,777.29 $ | | 0 |

### Information additionnelle

La soumission de la firme TOROMONT CAT / INDUSTRIES TOROMONT LTEEest conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 2 août 2022.

Préparé par : Renée Veillette (Complété par Marc-André Deshaies) — Le 17 - 8 - 2022

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal



**Numéro de l'appel d'offres : 22-19409**
**Titre : Acquisition de chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires**
**Date de publication sur le SÉAO : 27 juin 2022**
**Date d'ouverture des soumissions : 28 juillet 2022**
**Addenda : 1 émit le: 14 juillet 2022**

| | TOROMONT CAT / INDUSTRIES TOROMONT LTEE | BRANDT TRACTOR LTD |
|---|---|---|
| **Capacité totale d'équipements disponibles** | **Capacité totale:** 4 | **Capacité totale:** 4 |
| **Numéro VDM** | 454896 | 560746 |
| **Numéro NEQ** | 1144694263 | 1174486051 |

| Lot | Description | Quantité prévisionnelle | Unité de mesure | Prix unitaire | Montant total (Sans taxes) | Prix unitaire | Montant total (Sans taxes) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Acquisition de chargeuses-pelleteuses selon les caractéristiques décrites aux devis technique 45522B11 | 4 | unitaire | 278 669,00 $ | 1 114 676,00 $ | 288 710,00 $ | 1 154 840,00 $ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Montant unitaire (hors taxes)** | **278 669,00 $** | | **288 710,00 $** |
| **Quantité adjugée** | **4** | | **0** |
| **Montant total adjugé (hors taxes)** | **1 114 676,00 $** | | **1 154 840,00 $** |
| **TPS (5%)** | **55 733,80 $** | | **57 742,00 $** |
| **TVQ (9,975%)** | **111 188,93 $** | | **115 195,29 $** |
| **Montant total adjugé (taxes incluses)** | **1 281 598,73 $** | | **1 327 777,29 $** |

| | | |
|---|---|---|
| **Signature** | Oui | Oui |
| **Signataire** | Jean-Yves grand | Lloyd Norminton |
| **Achat du cahier des charges sur le SÉAO** | Oui | Oui |
| **Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)** | Oui | Oui |
| **Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)** | Oui | Oui |
| **Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»** | Oui | Oui |
| **Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»** | Oui | Oui |
| **Vérification à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)** | Oui | Oui |
| **Autres documents requis (poste 7, formuaire de soumisison)** | | |
| **Liste des sous-contractants** | Oui | Oui |
| **Devis technique dûment complété** | Oui | Oui |
| **La documentation technique relative à l'équipement proposé** | Oui | Oui |
| **Renseignements complémentaires dûment complétés** | Oui | Oui |

Remarques:
**ANNEXE 1.12.01 - MODALITÉS D'ADJUDICATION** - La séquence d'adjudication se fait par gradation du prix unitaire en fonction des plus bas prix soumis entre tous les SOUMISSIONNAIRES conformes et les équipements disponibles pour le Lot.

De la même façon, le deuxième plus bas soumissionnaire conforme obtiendra sa portion du contrat du Lot en fonction de sa capacité et de la portion restante du contrat, s'il y a une portion restante au Lot.

En résumé les critères d'octroi sont :
- Conformité administrative et technique;
- Capacité d'équipements disponibles pour rencontrer notre exigence de livraison;
- Prix le plus bas par gradation entre les soumissionnaires et portion restante du Lot s'il y a lieu.

Soumission(s) rejettée(s)
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19409
**Numéro de référence** : 1618903
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Acquisition de chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires - Service du matériel roulant et des ateliers

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| Brandt Tractor Ltd.<br>3855 boulevard Matte<br>Brossard, QC, J4Y2P4<br>https://www.brandt.ca NEQ : 1174486051 | Monsieur Renaud Chesné<br>Téléphone : 450 444-1030<br>Télécopieur : | **Commande : (2062876)**<br>2022-06-27 11 h 56<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 11 h 56 | 3768494 - Addenda no 1 (Modification)<br>2022-07-14 12 h - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| INDUSTRIES TOROMONT LTEE<br>5001 Aut Transcanadienne<br>Pointe-Claire, QC, H9R 1B8<br>NEQ : 1144694263 | Monsieur Marc-André Nault<br>Téléphone : 514 630-3100<br>Télécopieur : 514 630-3555 | **Commande : (2062800)**<br>2022-06-27 10 h 47<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 10 h 47 | 3768494 - Addenda no 1 (Modification)<br>2022-07-14 12 h - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1228528002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Toromont CAT (Québec), pour l'acquisition de quatre (4) chargeuses-pelleteuses 12-13 tonnes sans accessoires - Dépense totale de 1 409 758,60 $, taxes incluses (contrat :1 281 598,73 $ + contingences : 128 159,87 $) - Appel d'offres public 22-19409 - (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1228528002 - Quatre Chargeuses-pelleteuses.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
**Tél :** 514-872-1021

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-18

Viorica ZAUER
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-4674
**Division :** Service des finances - Point de service HDV

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.006

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227711005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder six (6) contrats aux firmes Remorquage O Secours inc., 9273-5893 Québec inc. (Remorquage Mobile) et 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour quatre (4) arrondissements pour des périodes de une (1) à deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 1 277 380,76 $, taxes incluses (contrats : 1 064 483,97 $ + variations des quantités 159 672,59 $ + contingences 53 224,20 $) – Appel d'offres public 22-19467 - 13 soumissionnaires pour 26 contrats. |

Il est recommandé au comité exécutif :

1) d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, pour chacun des articles, pour une période de deux ans, les services de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce aux prix de leurs soumissions, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19467 ;

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Remorquage O Secours inc. | CDN-R001-2224 | 194 882,63$ |
| Remorquage O Secours inc. | CDN-R002-2224 | 194 882,63$ |

2) d'autoriser une dépense de 19 488,26 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3) d'autoriser une dépenses de 58 464,79$, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4) de procéder à une évaluation du rendement de l'entreprise « Remorquage O Secours

inc.»;

De recommander au conseil municipal :

5) d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, pour chacun des articles, pour une période de deux et un an, les services de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement des arrondissements de Le Sud-Ouest, Le Plateau-Mont-Royal et Ville Marie, aux prix de leurs soumissions, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19467 ;

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| 9273-5893 Québec Inc (Remorquage mobile) | S-O-R001-2224 | 177,061.50 $ |
| 9273-5893 Québec Inc (Remorquage mobile) | S-O-R002-2224 | 177,061.50$ |
| Remorquage O Secours inc. | PMR-R001-2223 | 169,703.10$ |
| 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) | VMA-R003-2223 | 150,892.62$ |

6) d'autoriser une dépense de 33 735,94$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

7) d'autoriser une dépenses de 101 207,81 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

8) de procéder à une évaluation du rendement des firmes précédemment nommées;

9) d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2022-09-01 10:13

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227711005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder six (6) contrats aux firmes Remorquage O Secours inc., 9273-5893 Québec inc. (Remorquage Mobile) et 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour quatre (4) arrondissements pour des périodes de une (1) à deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 1 277 380,76 $, taxes incluses (contrats : 1 064 483,97 $ + variations des quantités 159 672,59 $ + contingences 53 224,20 $) – Appel d'offres public 22-19467 - 13 soumissionnaires pour 26 contrats. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs en matière de remorquage aux municipalités liées (RCG 19-016) est entré en vigueur le 22 mai 2019. Il prévoit la délégation à chaque municipalité liée, dont la Ville de Montréal, des activités de remorquage en lien avec les opérations de déneigement, notamment l'octroi, le suivi des contrats ainsi que la gestion administrative de ces activités.
Ainsi, le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable de la planification intégrée des opérations de remorquage effectuée dans le cadre des opérations de déneigement depuis le 1er janvier 2020, du lancement des appels d'offres et de l'octroi des contrats s'y rattachant. Les arrondissements ne disposent pas des ressources nécessaires pour effectuer les opérations de remorquage, des contrats de remorquage sont essentiels afin d'assurer un déneigement efficace et sécuritaire.

Un appel d'offres a été lancé en vue d'octroyer 26 contrats pour le service de remorquage lors des opérations de déneigement dans les arrondissements suivants :Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Nord, St-Léonard, Le Sud-Ouest, Ville-Marie et Villeray-St-Michel-Parc-Extension.

Vingt (20) contrats seront octroyés par Note Simon et ce sommaire décisionnel vise l'octroi de six (6) contrats.

Le lancement de l'appel d'offres a eu lieu le 27 juin 2022 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 21 juillet 2022 pour un total de 23 jours. Un avis a été publié dans SEAO et le Journal Le Devoir.
Un (1) addenda a été publié le 13 juillet 2022 pour modifier le Bordereau de prix en format pdf.

La durée de validité des soumissions est de 90 jours.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

CA19 170252 - 7 octobre 2019 - Accorder à Remorquage O Secours inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location de quatre remorqueuses avec opérateur pour le déplacement des véhicules lors des opérations de déneigement dans le secteur régie de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour les années 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, conformément à l'appel d'offres public numéro 19-17650.

Le Plateau-Mont-Royal

CA19 250265 - 3 septembre 2019 - Octroi de deux (2) contrats de location de remorqueuses avec opérateurs pour les saisons hivernales 2019-2020, 2020-2021 et 2021-22, soit un contrat de location de quatre (4) remorqueuses à la compagnie Remorquage Montréal Plus inc. pour un montant de 885 815,60 $, taxes et indexations incluses, et un autre de location de deux (2) remorqueuses à la compagnie Service Routier Maximum inc. pour une somme de 483 172,15 $, taxes et indexations incluses, pour une dépense totale de 1 368 987,75 $, taxes et indexations incluses, avec option de prolongation pour une (1) année, conformément à l'appel d'offres public 19-17650 (9 soumissionnaires - 7 conformes).

Le Sud-Ouest

CA19 220287 - 15 octobre 2019 - Octroyer deux contrats de location de remorqueuses avec opérateurs pour les saisons hivernales 2019-2020 et 2020-2021: location de deux remorqueuses à l'entreprise Remorquage Centre-Ville inc., au montant de 391 215,04 $, taxes et indexation incluses, et location de deux remorqueuses à l'entreprise 9216-1686 Québec inc. (Remorquage TGF), au montant de 414 234,23 $, taxes et indexation incluses, pour une dépense totale de 805 449,27 $, taxes et indexation incluses, avec option de renouvellement pour deux années additionnelles, conformément à l'appel d'offres public no 19-17650 (4 soumissionnaires – 2 conformes).

Ville-Marie

CE19 1503 - 2 octobre 2019 - Accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, les contrats pour la location de quatre dépanneuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement 2019-2020 et 2020-2021 de l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17650 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel :

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| LukyLuc Auto inc. | lots 5, 6 et 8 | 448 220,89 $ |
| 9216-1686 Québec inc. - Remorquage TGF | lot 7 | 179 547,84 $ |

**DESCRIPTION**

Les contrats visés dans ce sommaire consistent à obtenir les services de quatorze (14) dépanneuses pour déplacer les véhicules en infraction avec les interdictions de stationner en vigueur lors des opérations de chargement de la neige dans les arrondissements de Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau-Mont-Royal, Le Sud-Ouest et Ville Marie. Ces interventions de remorquage s'effectuent dans le but de dégager les rues de toutes les

voitures stationnées afin de permettre un déneigement efficace et sécuritaire.

Les contrats sont d'une durée de une (1) à deux (2) saisons avec une option d'une année de prolongation.
Le SCA recommande l'octroi des contrats aux firmes Remorquage O Secours inc., 9273-5893 Québec inc. (Remorquage Mobile) et 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.)

**JUSTIFICATION**

Au total, le cahier des charges a été acheté 17 fois sur le site de SEAO.
Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 81% (13 soumissionnaires sur 16 preneurs de cahier des charges). Pour les 6 contrats visés, le nombre de soumissions est de 5 à 6 par contrat. La liste des preneurs des documents d'appels d'offres se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les plus bas soumissionnaires ne sont pas inscrits au RENA et sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. La conformité administrative des soumissions est confirmée par le Service de l'approvisionnement.
Notez que la firme 9273-5893 Québec inc.(Remorquage mobile) était sur le registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle le 23 mars 2017. La date de fin de sanction était le 23 mars 2022.

Précisons que dans le cadre de l'appel d'offres, les soumissionnaires pouvaient soumettre des prix pour tous les contrats ou seulement pour certains d'entre eux, mais il ne pouvait leur être octroyé plus de contrats qu'ils ne présentaient de capacité en nombre de dépanneuses. Pour ces six (6) contrats, les prix soumissionnés sont 19% sous l'estimation de la Ville.

Les entreprises suivantes ont remporté les contrats :

| Adjudicataire | Lot |
|---|---|
| Remorquage O Secours inc | CDN-R001-2224 |
| Remorquage O Secours inc | CDN-R002-2224 |
| 9273-5893 Québec Inc (Remorquage mobile) | S-O-R001-2224 |
| 9273-5893 Québec Inc (Remorquage mobile) | S-O-R002-2224 |
| Remorquage O Secours inc | PMR-R001-2223 |
| 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) | VMA-R003-2223 |

Tous les adjudicataires seront soumis à une évaluation de rendement en fin de contrat.

Les contrats prévoient une prolongation d'une durée d'une année. La décision de prolonger ou non chacun des contrats se prend dans les mois précédant la fin d'un contrat.

Le résultat de l'analyse des soumissions se retrouve ci-dessous.

| **Lot - CDN-R001-2224** | |
|---|---|
| **Soumissions conformes** | **TOTAL (TAXES INCLUSES)** |
| Remorquage O Secours inc. | 194 882,63 $ |
| Déneigement Discount inc. | 258 693,75 $ |
| | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 178 901,26 $ |
| | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | 15 981,37 $ |

| | |
|---|---|
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | 8,9% |
| | |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) | 63 811,12 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) | 32,7% |

L'écart de 32,7% avec le 2e plus bas soumissionnaire et le plus bas soumissionnaire pourrait s'expliquer par l'expérience acquise par Remorquage O Secours inc. qui oeuvre dans cet arrondissement depuis plusieurs années.

| **Lot - CDN-R002-2224** | |
|---|---|
| **Soumissions conformes** | **TOTAL (TAXES INCLUSES)** |
| Remorquage O Secours inc. | 194 882,63 $ |
| Service Routier Maximum inc. | 431 156,25 $ |
| | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 178 901,26 $ |
| | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | 15 981,37 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | 8,9% |
| | |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) | 236 273,62 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) | 121,2% |

L'écart de 121,2% avec le 2e plus bas soumissionnaire et le plus bas soumissionnaire pourrait s'expliquer par l'expérience acquise par Remorquage O Secours inc. qui oeuvre dans cet arrondissement depuis plusieurs années.

| **Lot - S-O-R001-2224** | |
|---|---|
| **Soumissions conformes** | **TOTAL (TAXES INCLUSES)** |
| 9273-5893 Québec inc (Remorquage mobile) | 177 061,50 $ |
| | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 287 941,31 $ |
| | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | -110 879,81 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | -38,5% |

L'écart de -38,5% avec l'estimation et la soumission la plus basse pourrait s'expliquer par la volonté de l'entreprise de réintégrer le marché de la Ville de Montréal.
Pour ce contrat, plusieurs soumissionnaires ont déposé une soumission conforme mais puisque le nombre de contrat maximal pour lesquels ils ont la capacité de contracter leur a été attribué, ils ont été considéré comme non conforme. Il en résulte qu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme pour ce contrat.

| **Lot - S-O-R002-2224** | |
|---|---|
| **Soumissions conformes** | **TOTAL (TAXES INCLUSES)** |

| | |
|---|---|
| 9273-5893 Québec inc (Remorquage mobile) | 177 061,50 $ |
| | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 287 941,31 $ |
| | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | -110 879,81 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | -38,5% |

L'écart de -38,5% avec l'estimation et la soumission la plus basse pourrait s'expliquer par la volonté de l'entreprise de réintégrer le marché de la Ville de Montréal.
Pour ce contrat, plusieurs soumissionnaires ont déposé une soumission conforme mais puisque le nombre de contrat maximal pour lesquels ils ont la capacité de contracter leur a été attribué, ils ont été considéré comme non conforme. Il en résulte qu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme pour ce contrat.

| **Lot- PMR-R001-2223** | |
|---|---|
| **Soumissions conformes** | **TOTAL (TAXES INCLUSES)** |
| Remorquage O Secours inc. | 169 703,10 $ |
| | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 189 307,58 $ |
| | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | -19 604,48 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | -10,4% |

L'écart de -10,4% avec l'estimation et la soumission la plus basse pourrait s'expliquer par le fait que Remorquage O Secours inc. a augmenté sa flotte de dépanneuses et qu' historiquement, il soumissionne avec des prix bas.
Pour ce contrat, plusieurs soumissionnaires ont déposé une soumission conforme mais puisque le nombre de contrat maximal pour lesquels ils ont la capacité de contracter leur a été attribué, ils ont été considéré comme non conforme. Il en résulte qu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme pour ce contrat.

| **LOT - VMA-R003-2223** | |
|---|---|
| **Soumissions conformes** | **TOTAL (TAXES INCLUSES)** |
| 9216-1686 Québec inc. (T.G.F) | 150 892,62 $ |
| | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 194 593,29 $ |
| | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | -43 700,67 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | -22,5% |

L'écart de -22.5% avec l'estimation et la soumission la plus basse pourrait s'expliquer par le fait que l'entreprise 9216-1686 Québec inc. a une forte volonté de remporter le contrat.
Pour ce contrat, plusieurs soumissionnaires ont déposé une soumission conforme mais puisque le nombre de contrat maximal pour lesquels ils ont la capacité de contracter leur a été attribué, ils ont été considéré comme non conforme. Il en résulte qu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme pour ce contrat.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le prix du plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des contrats a été majoré pour couvrir, en termes de précipitations, 75 % des hivers (15 % de variations de quantités et 5

% de contingences).

Le détail des calculs peut être consulté en pièce jointe.

Les crédits budgétaires nécessaires sont prévus au budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Les priorités Montréal 2030 ne s'appliquent pas au dossier en raison de sa nature.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La Ville ne possèdent pas de flotte de dépanneuse pour effectuer le remorquage lors des opérations de déneigement, l'octroi des contrats est essentiel.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

En matière de Covid, les adjudicataires ont l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Sans objett

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 15 novembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Naoual DRIR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
Marco CANTINI, Le Sud-Ouest
Josianne LANCIAULT-BISSON, Saint-Léonard
Cyril BAUDIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Josianne LANCIAULT-BISSON, 22 août 2022
Cyril BAUDIN, 19 août 2022
Marco CANTINI, 18 août 2022
Pierre P BOUTIN, 18 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Caroline ROUSSELET
Conseillère en planification

**Tél :** 514-872-7232
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-17

Valérie MATTEAU
Chef de section

**Tél :** 514 872-7222
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Martin SAVARD
Directeur
**Tél :** 514.872.4757
**Approuvé le :** 2022-08-25

**Coût - Octroi des contrats - GDD 1227711005**

| Adjudicataire | Lot | Montant, avant variations quantités et contingences (TTC) | Variations quantités (15%) | Contingences (5%) | Montant après variations quantités et contingences (TTC) | Valeur de la prolongation (TTC) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Remorquage O Secours inc | CDN-R001-2224 | 194 882,63 $ | 29 232,39 $ | 9 744,13 $ | 233 859,15 $ | 97 441,31 $ |
| Remorquage O Secours inc | CDN-R002-2224 | 194 882,63 $ | 29 232,39 $ | 9 744,13 $ | 233 859,15 $ | 97 441,31 $ |
| 9273-5893 Québec Inc (Remorquage mob | S-O-R001-2224 | 177 061,50 $ | 26 559,23 $ | 8 853,08 $ | 212 473,80 $ | 88 530,75 $ |
| 9273-5893 Québec Inc (Remorquage mob | S-O-R002-2224 | 177 061,50 $ | 26 559,23 $ | 8 853,08 $ | 212 473,80 $ | 88 530,75 $ |
| Remorquage O Secours inc | PMR-R001-2223 | 169 703,10 $ | 25 455,47 $ | 8 485,16 $ | 203 643,72 $ | 169 703,10 $ |
| 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) | VMA-R003-2223 | 150 892,62 $ | 22 633,89 $ | 7 544,63 $ | 181 071,14 $ | 150 892,62 $ |
| TOTAL | | 1 064 483,97 $ | 159 672,59 $ | 53 224,20 $ | 1 277 380,76 $ | 692 539,84 $ |

**TTC : Toutes taxes comprises**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1227711005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Objet :** | Accorder six (6) contrats aux firmes Remorquage O Secours inc., 9273-5893 Québec inc. (Remorquage Mobile) et 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour quatre (4) arrondissements pour des périodes de une (1) à deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 1 277 380,76 $, taxes incluses (contrats : 1 064 483,97 $ + variations des quantités 159 672,59 $ + contingences 53 224,20 $) – Appel d'offres public 22-19467 - 13 soumissionnaires pour 26 contrats. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19467_PV.pdf
22-19467_Liste des commandes.pdf
22-19467_Intervention.pdf
22-19467_TCP.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Naoual DRIR
Agente d'approvisionnement, niveau 2

**Tél :** naoual.drir@montreal.ca

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-19

Michael SAOUMAA
Chef de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** (514) 261-1855
**Division :** Acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19467 — No du GDD : 1227711005

Titre de l'appel d'offres : Service de remorquage pour les opérations de déneigement - Arrondissements multiples

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 21 - 7 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 13 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 13

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 81,25

% de rejets : 7,69

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| Remorquage Montréal Plus Inc. | * La compagnie a commandé les documents sur un NEQ et a soumissionné sur un autre NEQ.<br>* n'a pas fourni le formulaire de soumission signé avec sa soumission.<br>* n'a pas fourni la validation de conformité de la CNESST.<br>* n'a pas fourni la liste des équipements. |

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 19 - 10 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 19 - 10 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Remorquage O Secours INC. | 194 882,63 $ | √ | Lot 01 : CDN-R001-2224 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 250 070,63 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 253 519,88 $ | | |
| Déneigement discount | 258 693,75 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 301 809,38 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 431 156,25 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 194 882,63 $ | √ | Lot 02 : CDN-R002-2224 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 250 070,63 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 253 519,88 $ | | |
| Déneigement discount | 258 693,75 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 301 809,38 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 431 156,25 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 86 829,12 $ | | Lot 03 : LAC-R001-2224 |
| Groupe Gladiateur | 103 017,60 $ | √ | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 106 696,80 $ | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Remorquage O Secours INC. | 43 414,56 $ | | Lot 04 : LAC-R002-2224 |
| Groupe Gladiateur | 51 508,80 $ | √ | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 53 348,40 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 26 444,25 $ | | Lot 05 : LAS-R005-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 33 342,75 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 33 342,75 $ | √ | |
| Déneigement discount | 34 492,50 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 26 444,25 $ | | Lot 06 : LAS-R006-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 33 342,75 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 33 342,75 $ | | |
| Déneigement discount | 34 492,50 $ | √ | |
| Remorquage O Secours INC. | 26 444,25 $ | | Lot 07 : LAS-R007-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 33 342,75 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 33 342,75 $ | | |
| Déneigement discount | 34 492,50 $ | √ | |
| Remorquage O Secours INC. | 46 277,44 $ | | Lot 08 : LAS-R012-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 58 349,81 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 58 349,81 $ | | |
| Déneigement discount | 60 361,88 $ | √ | |
| Remorquage O Secours INC. | 46 277,44 $ | | Lot 09 : LAS-R013-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 58 349,81 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 54 325,69 $ | √ | |
| Déneigement discount | 60 361,88 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 46 277,44 $ | | Lot 10 : LAS-R014-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 58 349,81 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 54 325,69 $ | √ | |
| Remorquage O Secours INC. | 46 277,44 $ | | Lot 11 : LAS-R015-2223 |
| Groupe Gladiateur | 54 325,69 $ | √ | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 58 349,81 $ | | |
| 9273-5893 Québec INC. | 177 061,50 $ | √ | Lot 12 : S-O-R001-2224 |
| Remorquage O Secours INC. | 181 890,45 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 201 190,15 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 241 447,50 $ | | |
| Déneigement discount | 241 447,50 $ | | |
| 9273-5893 Québec INC. | 177 061,50 $ | √ | Lot 13 : S-O-R002-2224 |
| Remorquage O Secours INC. | 181 890,45 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 201 190,15 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 241 447,50 $ | | |
| Déneigement discount | 241 447,50 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 101 178,00 $ | | Lot 14 : MHM-R003-2223 |
| Remorquage Marco | 107 368,25 $ | √ | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 114 965,80 $ | | |
| 9449-8300 Québec INC. | 137 970,00 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 137 970,00 $ | | |
| Rem Groupe Extreme INC. | 137 970,00 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 147 168,00 $ | | |
| 9273-5893 Québec INC. | 50 589,00 $ | √ | Lot 15 : MTN-R003-2223 |
| Remorquage O Secours INC. | 52 428,60 $ | | |
| Remorquage Marco | 53 684,13 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 66 685,50 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 89 680,50 $ | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 9273-5893 Québec INC. | 50 589,00 $ | √ | Lot 16 : MTN-R004-2223 |
| Remorquage O Secours INC. | 52 428,60 $ | | |
| Remorquage Marco | 53 684,13 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 66 685,50 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 89 680,50 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 169 703,10 $ | √ | Lot 17 : PMR-R001-2223 |
| 9449-8300 Québec INC. | 193 158,00 $ | | |
| Lukyluc Auto INC. | 193 158,00 $ | | |
| Rem Groupe Extreme INC. | 193 158,00 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 200 056,50 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 206 955,00 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 56 567,70 $ | | Lot 18 : PMR-R002-2223 |
| Remorquage Marco | 58 352,11 $ | | |
| 9449-8300 Québec INC. | 64 386,00 $ | | |
| Rem Groupe Extreme INC. | 64 386,00 $ | √ | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 66 685,50 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 68 985,00 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 80 712,45 $ | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 89 220,60 $ | | |
| 9273-5893 Québec INC. | 65 535,75 $ | √ | Lot 19 : SLE-R001-2223 |
| Remorquage O Secours INC. | 72 434,25 $ | | |
| Remorquage Marco | 87 528,17 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 100 028,25 $ | | |
| 9273-5893 Québec INC. | 32 767,88 $ | √ | Lot 20 : SLE-R002-2223 |
| Remorquage O Secours INC. | 36 217,13 $ | | |
| Remorquage Marco | 40 263,10 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 50 014,13 $ | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 56 567,70 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 134 003,36 $ | | Lot 21 : VMA-R003-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 150 892,62 $ | √ | |
| Lukyluc Auto INC. | 162 832,19 $ | | |
| 9449-8300 Québec INC. | 169 013,25 $ | | |
| Rem Groupe Extreme INC. | 169 013,25 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 175 049,44 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 44 667,79 $ | | Lot 22 : VMA-R004-2223 |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 50 297,54 $ | √ | |
| Remorquage Marco | 54 325,69 $ | | |
| 9449-8300 Québec INC. | 56 337,75 $ | | |
| Rem Groupe Extreme INC. | 56 337,75 $ | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 78 068,03 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 72 434,25 $ | √ | Lot 23 : VSP-R001-2224 |
| Remorquage Marco | 86 231,25 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 103 477,50 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 103 477,50 $ | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 105 202,13 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 110 376,00 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 127 622,25 $ | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Remorquage O Secours INC. | 72 434,25 $ | | Lot 24 : VSP-R002-2224 |
| Remorquage Marco | 86 231,25 $ | √ | |
| LES DÉNEIGEMENTS ET REMORQUAGES S.M.G.R. (1990) INC. | 93 129,75 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 103 477,50 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 103 477,50 $ | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 105 202,13 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 110 376,00 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 127 622,25 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 72 434,25 $ | | Lot 25 : VSP-R003-2224 |
| Remorquage Marco | 86 231,25 $ | √ | |
| LES DÉNEIGEMENTS ET REMORQUAGES S.M.G.R. (1990) INC. | 93 129,75 $ | | |
| Groupe Gladiateur | 103 477,50 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 103 477,50 $ | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 105 202,13 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 110 376,00 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 127 622,25 $ | | |
| Remorquage O Secours INC. | 72 434,25 $ | | Lot 26 : VSP-R004-2224 |
| Remorquage Marco | 86 231,25 $ | √ | |
| Groupe Gladiateur | 103 477,50 $ | | |
| Remorquage Montréal Plus INC. | 103 477,50 $ | | |
| M.J. CONTACH ENR. | 105 202,13 $ | | |
| 9216-1686 QUÉBEC INC. | 110 376,00 $ | | |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | 127 622,25 $ | | |

**Information additionnelle**

Un tirage au sort a eu lieu aux bureaux du service de l'approvisionnment pour départager entre les deux SOUMISSIONNAIRES qui étaient à égalité sur le prix soumis pour le lot 18, en présence de DEUX (2) témoins et du Représentant du Dossier à une séance où étaient invités les SOUMISSIONNAIRES concernés afin d'adjuger le lot.

Raison de désistement :

Engagements dans d'autres projetsne permettant pas d'effectuer le projet dans le délai requis.

Préparé par : Naoual Drir Le 18 - 8 - 2022

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT1** | CDN-R001-2224 | Remorquage O Secours | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 113,00 $ | 169 500,00 $ | 194 882,63 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **169 500,00 $** | **194 882,63 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 145,00 $ | 217 500,00 $ | 250 070,63 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **217 500,00 $** | **250 070,63 $** |
| | | Groupe Gladiateur | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 147,00 $ | 220 500,00 $ | 253 519,88 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **220 500,00 $** | **253 519,88 $** |
| | | Déneigement Discount | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 150,00 $ | 225 000,00 $ | 258 693,75 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **225 000,00 $** | **258 693,75 $** |
| | | Service Routier Maximum | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 250,00 $ | 375 000,00 $ | 431 156,25 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **375 000,00 $** | **431 156,25 $** |
| **LOT2** | CDN-R002-2224 | Remorquage O Secours | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 113,00 $ | 169 500,00 $ | 194 882,63 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **169 500,00 $** | **194 882,63 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 145,00 $ | 217 500,00 $ | 250 070,63 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **217 500,00 $** | **250 070,63 $** |
| | | Groupe Gladiateur | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 147,00 $ | 220 500,00 $ | 253 519,88 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **220 500,00 $** | **253 519,88 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT2** | CDN-R002-2224 | Déneigement Discount | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 150,00 $ | 225 000,00 $ | 258 693,75 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **225 000,00 $** | **258 693,75 $** |
| | | Service Routier Maximum | CDN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 750 | H | 2 | 250,00 $ | 375 000,00 $ | 431 156,25 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **375 000,00 $** | **431 156,25 $** |
| **LOT3** | LAC-R001-2224 | Remorquage O Secours | LAC | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 320 | H | 2 | 118,00 $ | 75 520,00 $ | 86 829,12 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **75 520,00 $** | **86 829,12 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAC | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 320 | H | 2 | 140,00 $ | 89 600,00 $ | 103 017,60 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **89 600,00 $** | **103 017,60 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAC | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 320 | H | 2 | 145,00 $ | 92 800,00 $ | 106 696,80 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **92 800,00 $** | **106 696,80 $** |
| **LOT4** | LAC-R002-2224 | Remorquage O Secours | LAC | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 160 | H | 2 | 118,00 $ | 37 760,00 $ | 43 414,56 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **37 760,00 $** | **43 414,56 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAC | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 160 | H | 2 | 140,00 $ | 44 800,00 $ | 51 508,80 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **44 800,00 $** | **51 508,80 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAC | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 160 | H | 2 | 145,00 $ | 46 400,00 $ | 53 348,40 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **46 400,00 $** | **53 348,40 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT5** | LAS-R005-2223 | Remorquage O Secours | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 115,00 $ | 23 000,00 $ | 26 444,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **23 000,00 $** | **26 444,25 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 145,00 $ | 29 000,00 $ | 33 342,75 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **29 000,00 $** | **33 342,75 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 145,00 $ | 29 000,00 $ | 33 342,75 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **29 000,00 $** | **33 342,75 $** |
| | | Déneigement Discount | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 150,00 $ | 30 000,00 $ | 34 492,50 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **30 000,00 $** | **34 492,50 $** |
| **LOT6** | LAS-R006-2223 | Remorquage O Secours | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 115,00 $ | 23 000,00 $ | 26 444,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **23 000,00 $** | **26 444,25 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 145,00 $ | 29 000,00 $ | 33 342,75 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **29 000,00 $** | **33 342,75 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 145,00 $ | 29 000,00 $ | 33 342,75 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **29 000,00 $** | **33 342,75 $** |
| | | Déneigement Discount | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 150,00 $ | 30 000,00 $ | 34 492,50 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **30 000,00 $** | **34 492,50 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT7** | LAS-R007-2223 | Remorquage O Secours | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 115,00 $ | 23 000,00 $ | 26 444,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **23 000,00 $** | **26 444,25 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 145,00 $ | 29 000,00 $ | 33 342,75 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **29 000,00 $** | **33 342,75 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 145,00 $ | 29 000,00 $ | 33 342,75 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **29 000,00 $** | **33 342,75 $** |
| | | Déneigement Discount | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 200 | H | 1 | 150,00 $ | 30 000,00 $ | 34 492,50 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **30 000,00 $** | **34 492,50 $** |
| **LOT8** | LAS-R012-2223 | Remorquage O Secours | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 115,00 $ | 40 250,00 $ | 46 277,44 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **40 250,00 $** | **46 277,44 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 145,00 $ | 50 750,00 $ | 58 349,81 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **50 750,00 $** | **58 349,81 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 145,00 $ | 50 750,00 $ | 58 349,81 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **50 750,00 $** | **58 349,81 $** |
| | | Déneigement Discount | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 150,00 $ | 52 500,00 $ | 60 361,88 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **52 500,00 $** | **60 361,88 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT9** | LAS-R013-2223 | Remorquage O Secours | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 115,00 $ | 40 250,00 $ | 46 277,44 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **40 250,00 $** | **46 277,44 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 135,00 $ | 47 250,00 $ | 54 325,69 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **47 250,00 $** | **54 325,69 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 145,00 $ | 50 750,00 $ | 58 349,81 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **50 750,00 $** | **58 349,81 $** |
| | | Déneigement Discount | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 150,00 $ | 52 500,00 $ | 60 361,88 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **52 500,00 $** | **60 361,88 $** |
| **LOT10** | LAS-R014-2223 | Remorquage O Secours | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 115,00 $ | 40 250,00 $ | 46 277,44 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **40 250,00 $** | **46 277,44 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 135,00 $ | 47 250,00 $ | 54 325,69 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **47 250,00 $** | **54 325,69 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 145,00 $ | 50 750,00 $ | 58 349,81 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **50 750,00 $** | **58 349,81 $** |
| **LOT11** | LAS-R015-2223 | Remorquage O Secours | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 115,00 $ | 40 250,00 $ | 46 277,44 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **40 250,00 $** | **46 277,44 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT11** | LAS-R015-2223 | Groupe Gladiateur | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 135,00 $ | 47 250,00 $ | 54 325,69 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **47 250,00 $** | **54 325,69 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LAS | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 145,00 $ | 50 750,00 $ | 58 349,81 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **50 750,00 $** | **58 349,81 $** |
| **LOT12** | S-O-R001-2224 | Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.) | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 110,00 $ | 154 000,00 $ | 177 061,50 $ |
| | | **Total (Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.))** | | | | | | | **154 000,00 $** | **177 061,50 $** |
| | | Remorquage O Secours | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 113,00 $ | 158 200,00 $ | 181 890,45 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **158 200,00 $** | **181 890,45 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 124,99 $ | 174 986,00 $ | 201 190,15 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **174 986,00 $** | **201 190,15 $** |
| | | Déneigement Discount | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 150,00 $ | 210 000,00 $ | 241 447,50 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **210 000,00 $** | **241 447,50 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 150,00 $ | 210 000,00 $ | 241 447,50 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **210 000,00 $** | **241 447,50 $** |
| **LOT13** | S-O-R002-2224 | Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.) | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 110,00 $ | 154 000,00 $ | 177 061,50 $ |
| | | **Total (Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.))** | | | | | | | **154 000,00 $** | **177 061,50 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT13** | S-O-R002-2224 | Remorquage O Secours | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 113,00 $ | 158 200,00 $ | 181 890,45 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **158 200,00 $** | **181 890,45 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 124,99 $ | 174 986,00 $ | 201 190,15 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **174 986,00 $** | **201 190,15 $** |
| | | Déneigement Discount | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 150,00 $ | 210 000,00 $ | 241 447,50 $ |
| | | **Total (Déneigement Discount)** | | | | | | | **210 000,00 $** | **241 447,50 $** |
| | | Groupe Gladiateur | LSO | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 700 | H | 2 | 150,00 $ | 210 000,00 $ | 241 447,50 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **210 000,00 $** | **241 447,50 $** |
| **LOT14** | MHM-R003-2223 | Remorquage O Secours | MHM | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 800 | H | 1 | 110,00 $ | 88 000,00 $ | 101 178,00 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **88 000,00 $** | **101 178,00 $** |
| | | Remorquage Marco | MHM | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 800 | H | 1 | 116,73 $ | 93 384,00 $ | 107 368,25 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **93 384,00 $** | **107 368,25 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | MHM | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 800 | H | 1 | 124,99 $ | 99 992,00 $ | 114 965,80 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **99 992,00 $** | **114 965,80 $** |
| | | Groupe Gladiateur | MHM | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 800 | H | 1 | 150,00 $ | 120 000,00 $ | 137 970,00 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **120 000,00 $** | **137 970,00 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT14** | MHM-R003-2223 | Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.) | MHM | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 800 | H | 1 | 150,00 $ | 120 000,00 $ | 137 970,00 $ |
| | | **Total (Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.))** | | | | | | | **120 000,00 $** | **137 970,00 $** |
| | | REM Groupe Extrême | MHM | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 800 | H | 1 | 150,00 $ | 120 000,00 $ | 137 970,00 $ |
| | | **Total (REM Groupe Extrême)** | | | | | | | **120 000,00 $** | **137 970,00 $** |
| **LOT15** | MTN-R003-2223 | Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.) | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 110,00 $ | 44 000,00 $ | 50 589,00 $ |
| | | **Total (Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.))** | | | | | | | **44 000,00 $** | **50 589,00 $** |
| | | Remorquage O Secours | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 114,00 $ | 45 600,00 $ | 52 428,60 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **45 600,00 $** | **52 428,60 $** |
| | | Remorquage Marco | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 116,73 $ | 46 692,00 $ | 53 684,13 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **46 692,00 $** | **53 684,13 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 145,00 $ | 58 000,00 $ | 66 685,50 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **58 000,00 $** | **66 685,50 $** |
| | | Service Routier Maximum | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 195,00 $ | 78 000,00 $ | 89 680,50 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **78 000,00 $** | **89 680,50 $** |
| **LOT16** | MTN-R004-2223 | Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.) | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 110,00 $ | 44 000,00 $ | 50 589,00 $ |
| | | **Total (Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.))** | | | | | | | **44 000,00 $** | **50 589,00 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT16** | MTN-R004-2223 | Remorquage O Secours | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 114,00 $ | 45 600,00 $ | 52 428,60 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **45 600,00 $** | **52 428,60 $** |
| | | Remorquage Marco | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 116,73 $ | 46 692,00 $ | 53 684,13 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **46 692,00 $** | **53 684,13 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 145,00 $ | 58 000,00 $ | 66 685,50 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **58 000,00 $** | **66 685,50 $** |
| | | Service Routier Maximum | MTN | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 195,00 $ | 78 000,00 $ | 89 680,50 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **78 000,00 $** | **89 680,50 $** |
| **LOT17** | PMR-R001-2223 | Remorquage O Secours | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1200 | H | 1 | 123,00 $ | 147 600,00 $ | 169 703,10 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **147 600,00 $** | **169 703,10 $** |
| | | Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.) | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1200 | H | 1 | 140,00 $ | 168 000,00 $ | 193 158,00 $ |
| | | **Total (Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.))** | | | | | | | **168 000,00 $** | **193 158,00 $** |
| | | REM Groupe Extrême | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1200 | H | 1 | 140,00 $ | 168 000,00 $ | 193 158,00 $ |
| | | **Total (REM Groupe Extrême)** | | | | | | | **168 000,00 $** | **193 158,00 $** |
| | | Lukyluc Auto | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1200 | H | 1 | 140,00 $ | 168 000,00 $ | 193 158,00 $ |
| | | **Total (Lukyluc Auto)** | | | | | | | **168 000,00 $** | **193 158,00 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT17** | PMR-R001-2223 | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1200 | H | 1 | 145,00 $ | 174 000,00 $ | 200 056,50 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **174 000,00 $** | **200 056,50 $** |
| **LOT18** | PMR-R002-2223 | Remorquage O Secours | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 123,00 $ | 49 200,00 $ | 56 567,70 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **49 200,00 $** | **56 567,70 $** |
| | | Remorquage Marco | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 126,88 $ | 50 752,00 $ | 58 352,11 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **50 752,00 $** | **58 352,11 $** |
| | | Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.) | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 140,00 $ | 56 000,00 $ | 64 386,00 $ |
| | | **Total (Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.))** | | | | | | | **56 000,00 $** | **64 386,00 $** |
| | | REM Groupe Extrême | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 140,00 $ | 56 000,00 $ | 64 386,00 $ |
| | | **Total (REM Groupe Extrême)** | | | | | | | **56 000,00 $** | **64 386,00 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 145,00 $ | 58 000,00 $ | 66 685,50 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **58 000,00 $** | **66 685,50 $** |
| | | Service Routier Maximum | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 175,50 $ | 70 200,00 $ | 80 712,45 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **70 200,00 $** | **80 712,45 $** |
| | | M.J Contach | PMR | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 400 | H | 1 | 194,00 $ | 77 600,00 $ | 89 220,60 $ |
| | | **Total (M.J Contach )** | | | | | | | **77 600,00 $** | **89 220,60 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT19** | SLE-R001-2223 | Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.) | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 600 | H | 1 | 95,00 $ | 57 000,00 $ | 65 535,75 $ |
| | | **Total (Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.))** | | | | | | | **57 000,00 $** | **65 535,75 $** |
| | | Remorquage O Secours | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 600 | H | 1 | 105,00 $ | 63 000,00 $ | 72 434,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **63 000,00 $** | **72 434,25 $** |
| | | Remorquage Marco | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 600 | H | 1 | 126,88 $ | 76 128,00 $ | 87 528,17 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **76 128,00 $** | **87 528,17 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 600 | H | 1 | 145,00 $ | 87 000,00 $ | 100 028,25 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **87 000,00 $** | **100 028,25 $** |
| **LOT20** | SLE-R002-2223 | Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.) | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 300 | H | 1 | 95,00 $ | 28 500,00 $ | 32 767,88 $ |
| | | **Total (Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.))** | | | | | | | **28 500,00 $** | **32 767,88 $** |
| | | Remorquage O Secours | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 300 | H | 1 | 105,00 $ | 31 500,00 $ | 36 217,13 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **31 500,00 $** | **36 217,13 $** |
| | | Remorquage Marco | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 300 | H | 1 | 116,73 $ | 35 019,00 $ | 40 263,10 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **35 019,00 $** | **40 263,10 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 300 | H | 1 | 145,00 $ | 43 500,00 $ | 50 014,13 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **43 500,00 $** | **50 014,13 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT20** | SLE-R002-2223 | M.J Contach | SLE | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 300 | H | 1 | 164,00 $ | 49 200,00 $ | 56 567,70 $ |
| | | **Total (M.J Contach )** | | | | | | | **49 200,00 $** | **56 567,70 $** |
| **LOT21** | VMA-R003-2223 | Remorquage O Secours | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1050 | H | 1 | 111,00 $ | 116 550,00 $ | 134 003,36 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **116 550,00 $** | **134 003,36 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1050 | H | 1 | 124,99 $ | 131 239,50 $ | 150 892,62 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **131 239,50 $** | **150 892,62 $** |
| | | Lukyluc Auto | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1050 | H | 1 | 134,88 $ | 141 624,00 $ | 162 832,19 $ |
| | | **Total (Lukyluc Auto)** | | | | | | | **141 624,00 $** | **162 832,19 $** |
| | | Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.) | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1050 | H | 1 | 140,00 $ | 147 000,00 $ | 169 013,25 $ |
| | | **Total (Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.))** | | | | | | | **147 000,00 $** | **169 013,25 $** |
| | | REM Groupe Extrême | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1050 | H | 1 | 140,00 $ | 147 000,00 $ | 169 013,25 $ |
| | | **Total (REM Groupe Extrême)** | | | | | | | **147 000,00 $** | **169 013,25 $** |
| | | Groupe Gladiateur | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 1050 | H | 1 | 145,00 $ | 152 250,00 $ | 175 049,44 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **152 250,00 $** | **175 049,44 $** |
| **LOT22** | VMA-R004-2223 | Remorquage O Secours | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 111,00 $ | 38 850,00 $ | 44 667,79 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **38 850,00 $** | **44 667,79 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT22** | VMA-R004-2223 | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 124,99 $ | 43 746,50 $ | 50 297,54 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **43 746,50 $** | **50 297,54 $** |
| | | Remorquage Marco | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 135,00 $ | 47 250,00 $ | 54 325,69 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **47 250,00 $** | **54 325,69 $** |
| | | Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.) | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 140,00 $ | 49 000,00 $ | 56 337,75 $ |
| | | **Total (Groupe V.T.R (9449-8300 Québec Inc.))** | | | | | | | **49 000,00 $** | **56 337,75 $** |
| | | REM Groupe Extrême | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 140,00 $ | 49 000,00 $ | 56 337,75 $ |
| | | **Total (REM Groupe Extrême)** | | | | | | | **49 000,00 $** | **56 337,75 $** |
| | | M.J Contach | VMA | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 350 | H | 1 | 194,00 $ | 67 900,00 $ | 78 068,03 $ |
| | | **Total (M.J Contach )** | | | | | | | **67 900,00 $** | **78 068,03 $** |
| **LOT23** | VSP-R001-2224 | Remorquage O Secours | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 300 | H | 2 | 105,00 $ | 63 000,00 $ | 72 434,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **63 000,00 $** | **72 434,25 $** |
| | | Remorquage Marco | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme avec opérateur | 300 | H | 2 | 125,00 $ | 75 000,00 $ | 86 231,25 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **75 000,00 $** | **86 231,25 $** |
| | | Groupe Gladiateur | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 150,00 $ | 90 000,00 $ | 103 477,50 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **90 000,00 $** | **103 477,50 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT23** | VSP-R001-2224 | M.J Contach | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 152,50 $ | 91 500,00 $ | 105 202,13 $ |
| | | **Total (M.J Contach )** | | | | | | | **91 500,00 $** | **105 202,13 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 160,00 $ | 96 000,00 $ | 110 376,00 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **96 000,00 $** | **110 376,00 $** |
| | | Service Routier Maximum | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 185,00 $ | 111 000,00 $ | 127 622,25 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **111 000,00 $** | **127 622,25 $** |
| **LOT24** | VSP-R002-2224 | Remorquage O Secours | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 105,00 $ | 63 000,00 $ | 72 434,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **63 000,00 $** | **72 434,25 $** |
| | | Remorquage Marco | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 125,00 $ | 75 000,00 $ | 86 231,25 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **75 000,00 $** | **86 231,25 $** |
| | | Les Déneigements & Remorquages S.M.G.R | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 135,00 $ | 81 000,00 $ | 93 129,75 $ |
| | | **Total (Les Déneigements & Remorquages S.M.G.R )** | | | | | | | **81 000,00 $** | **93 129,75 $** |
| | | Groupe Gladiateur | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 150,00 $ | 90 000,00 $ | 103 477,50 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **90 000,00 $** | **103 477,50 $** |
| | | M.J Contach | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 152,50 $ | 91 500,00 $ | 105 202,13 $ |
| | | **Total (M.J Contach )** | | | | | | | **91 500,00 $** | **105 202,13 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 160,00 $ | 96 000,00 $ | 110 376,00 $ |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT24** | VSP-R002-2224 | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **96 000,00 $** | **110 376,00 $** |
| | | Service Routier Maximum | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 185,00 $ | 111 000,00 $ | 127 622,25 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **111 000,00 $** | **127 622,25 $** |
| **LOT25** | VSP-R003-2224 | Remorquage O Secours | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 105,00 $ | 63 000,00 $ | 72 434,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **63 000,00 $** | **72 434,25 $** |
| | | Remorquage Marco | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 125,00 $ | 75 000,00 $ | 86 231,25 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **75 000,00 $** | **86 231,25 $** |
| | | Les Déneigements & Remorquages S.M.G.R | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 135,00 $ | 81 000,00 $ | 93 129,75 $ |
| | | **Total (Les Déneigements & Remorquages S.M.G.R )** | | | | | | | **81 000,00 $** | **93 129,75 $** |
| | | Groupe Gladiateur | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 150,00 $ | 90 000,00 $ | 103 477,50 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **90 000,00 $** | **103 477,50 $** |
| | | M.J Contach | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 152,50 $ | 91 500,00 $ | 105 202,13 $ |
| | | **Total (M.J Contach )** | | | | | | | **91 500,00 $** | **105 202,13 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 160,00 $ | 96 000,00 $ | 110 376,00 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **96 000,00 $** | **110 376,00 $** |
| | | Service Routier Maximum | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 185,00 $ | 111 000,00 $ | 127 622,25 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **111 000,00 $** | **127 622,25 $** |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19467

**Agent d'approvisionnement**
Naoual Drir

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **LOT26** | VSP-R004-2224 | Remorquage O Secours | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 105,00 $ | 63 000,00 $ | 72 434,25 $ |
| | | **Total (Remorquage O Secours)** | | | | | | | **63 000,00 $** | **72 434,25 $** |
| | | Remorquage Marco | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 125,00 $ | 75 000,00 $ | 86 231,25 $ |
| | | **Total (Remorquage Marco)** | | | | | | | **75 000,00 $** | **86 231,25 $** |
| | | Groupe Gladiateur | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 150,00 $ | 90 000,00 $ | 103 477,50 $ |
| | | **Total (Groupe Gladiateur)** | | | | | | | **90 000,00 $** | **103 477,50 $** |
| | | M.J Contach | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 152,50 $ | 91 500,00 $ | 105 202,13 $ |
| | | **Total (M.J Contach )** | | | | | | | **91 500,00 $** | **105 202,13 $** |
| | | Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 160,00 $ | 96 000,00 $ | 110 376,00 $ |
| | | **Total (Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.))** | | | | | | | **96 000,00 $** | **110 376,00 $** |
| | | Service Routier Maximum | VSP | Dépanneuse de type "Wheel lift" ou plate-forme | 300 | H | 2 | 185,00 $ | 111 000,00 $ | 127 622,25 $ |
| | | **Total (Service Routier Maximum)** | | | | | | | **111 000,00 $** | **127 622,25 $** |

# Tableau comparatif des prix reçus

| Firmes soumissionnaires | Prix soumis (Sans taxes) | Autres (à préciser) | Total (tx incl.) |
|---|---|---|---|
| Remorquage Montréal Plus | 1 253 000 $ | | 1 440 636,75 $ |
| Remorquage Marco | 1 007 917 $ | | 1 158 852,57 $ |
| M.J Contach | 778 200 $ | | 894 735,45 $ |
| Lukyluc Auto | 309 624 $ | | 355 990,19 $ |
| Service Routier Maximum | 1 420 200 $ | | 1 632 874,95 $ |
| Remorquage Mobile (9273 - 5893 Québec Inc.) | 481 500 $ | | 553 604,63 $ |
| Remorquage O Secours | 1 876 580 $ | | 2 157 597,86 $ |
| Les Déneigements & Remorquages S.M.G.R | 162 000 $ | | 186 259,50 $ |
| Déneigement Discount | 1 065 000 $ | | 1 224 483,75 $ |
| Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | 2 351 650 $ | | 2 703 809,59 $ |
| Groupe Gladiateur | 1 907 150 $ | | 2 192 745,71 $ |
| Remorquage T.G.F (9216-1686 Québec Inc.) | 2 351 650 $ | | 2 703 809,59 $ |
| REM Groupe Extrême | 540 000 $ | | 620 865,00 $ |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| Dernière estimation réalisée | 2 341 333 $ | | 2 691 947,09 $ |
| Coût moyen des soumissions conformes<br>(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) | | | 1 371 251,19 $ |
| Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)<br>((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100 | | | 636,2% |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)<br>(la plus haute conforme – la plus basse conforme) | | | 2 517 550,09 $ |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)<br>((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100 | | | 1351,6% |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>(la plus basse conforme – estimation) | | | -2 505 687,59 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100 | | | -93,1% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>(la deuxième plus basse – la plus basse) | | | 169 730,69 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100 | | | 91,1% |

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19467
**Numéro de référence** : 1619283
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Service de remorquage pour les opérations de déneigement - Arrondissements multiples

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| 9216-1686 QUÉBEC INC.<br>585 jeanne d,arc<br>Montréal, QC, h1w3t2 | Monsieur Martin jr Goulet<br>Téléphone : 514 444-0345<br>Télécopieur : 514 522-4480 | **Commande : (2062964)**<br>2022-06-27 14 h 09<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 14 h 09 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| 9273-5893 Québec inc.<br>2875 hochelaga<br>Montréal, QC, h2k1k7 | Monsieur Steve Lenfesty<br>Téléphone : 514 521-1629<br>Télécopieur : 514 521-3057 | **Commande : (2063181)**<br>2022-06-28 7 h 37<br>**Transmission :**<br>2022-06-28 7 h 37 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| 9405-9953 Québec inc.<br>10 rue de normandie<br>McMasterville, QC, j3g 5l5 | Monsieur Fournier Vincent<br>Téléphone : 514 835-3545<br>Télécopieur : | **Commande : (2063796)**<br>2022-06-29 9 h 23<br>**Transmission :**<br>2022-06-29 9 h 23 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| 9449-8300 Québec inc.<br>291 1er Rang<br>Sainte-Mélanie, QC, J0K3A0 | Monsieur vincent lebrun<br>Téléphone : 514 616-5410<br>Télécopieur : | **Commande : (2063465)**<br>2022-06-28 12 h 34<br>**Transmission :**<br>2022-06-28 12 h 34 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| 9449-8300 Québec inc.<br>1954 Chemin des Patriotes<br>Saint-Ours, QC, J0G 1P0 | Monsieur vincent lebrun<br>Téléphone : 514 616-5410<br>Télécopieur : | **Commande : (2066282)**<br>2022-07-06 13 h 44<br>**Transmission :**<br>2022-07-06 13 h 47 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Groupe Gladiateur<br>95 rue Boivin<br>Châteauguay, QC, J6J 2Z1 | Monsieur Sébastien Bouvier<br>Téléphone : 438 863-8010<br>Télécopieur : | **Commande : (2062955)**<br>2022-06-27 13 h 53<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 13 h 53 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| LES DÉNEIGEMENTS ET REMORQUAGES S.M.G.R. (1990) INC<br>8653 10e avenue<br>Montréal, QC, h1z3b9 | Madame Aline Constantin<br>Téléphone : 514 727-2992 | **Commande : (2065223)**<br>2022-07-04 14 h 33<br>**Transmission :**<br>2022-07-04 14 h 33 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Télécopieur : 514 728-7647 | | Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| lukyluc auto inc.<br>3646<br>rue Université<br>Longueuil, QC, J3y5r5 | Monsieur Luc Poirier<br>Téléphone : 514 386-7309<br>Télécopieur : | **Commande : (2070026)**<br>2022-07-15 14 h 30<br>**Transmission :**<br>2022-07-15 14 h 30 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-15 14 h 30 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| M.J. CONTACH ENR.<br>5920 Industriel<br>Montréal Nord<br>Montréal, QC, H1g 3j2<br>http://mjcontachfrank@outlook. | Monsieur Francesco Massarelli<br>Téléphone : 514 325-2160<br>Télécopieur : 514 325-8895 | **Commande : (2062952)**<br>2022-06-27 13 h 49<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 13 h 49 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 34 - Télécopie<br>Mode privilégié (devis) : Télécopieur<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| rem groupe extreme inc<br>1419 Jean-Vincent<br>Carignan, QC, J3l3p9 | Monsieur Mathieu Leblanc<br>Téléphone : 514 606-3295<br>Télécopieur : 450 403-0561 | **Commande : (2063347)**<br>2022-06-28 10 h 09<br>**Transmission :**<br>2022-06-28 10 h 28 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| REMORQUAGE CENTRE-VILLE INC.<br>5590 Boulevard Monk<br>Montréal, QC, H4C 3R8 | Monsieur Carlos Ferraria<br>Téléphone : 514 932-3494<br>Télécopieur : | **Commande : (2063135)**<br>2022-06-27 18 h 29<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 18 h 29 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Remorquage discount<br>753 5ieme<br>Montréal, QC, H8s2w5 | Monsieur Michel Boucher<br>Téléphone : 514 717-9114<br>Télécopieur : | **Commande : (2063162)**<br>2022-06-27 22 h 42<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 22 h 42 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| remorquage marco<br>506 99iem<br>Pointe aux tremble<br>Montréal, QC, h1a2c3 | Monsieur Marco Barriault<br>Téléphone : 514 645-8666<br>Télécopieur : | **Commande : (2063379)**<br>2022-06-28 10 h 37<br>**Transmission :**<br>2022-06-28 10 h 37 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) |
| Remorquage Montréal Plus inc.<br>564 Lanaudiere<br>Repentigny, QC, j6a7m9 | Monsieur MARTIN BILODEAU<br>Téléphone : 514 640-7007<br>Télécopieur : 514 640-7001 | **Commande : (2062881)**<br>2022-06-27 12 h<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 12 h | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| remorquage o secours inc.<br>2568 prefontaine<br>Longueuil, QC, J4K3Y5 | Monsieur Albini Langlois<br>Téléphone : 514 995-0033<br>Télécopieur : | **Commande : (2063163)**<br>2022-06-27 23 h 15<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 23 h 15 | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1<br>2022-07-13 10 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Réseau de transport de Longueuil.<br>1150, boul Marie-Victorin<br>Longueuil, QC, J4G 2M4 | Madame Christine Chabot<br>Téléphone : 450 442-8600<br>Télécopieur : | **Commande : (2065046)**<br>2022-07-04 10 h 55<br>**Transmission :**<br>2022-07-04 10 h 55 | Mode privilégié : Ne pas recevoir |
| SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC. | Monsieur Steve St-Pierre | **Commande** | 3767498 - 22-19467 Addenda no 1 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 12132 boulevard industriel<br>Montréal, QC, H1B5R7 | Téléphone : 514 498-8585<br>Télécopieur : 514 498-8485 | **: (2070955)**<br>2022-07-19 13 h 54<br>**Transmission :**<br>2022-07-19 13 h 54 | 2022-07-19 13 h 54 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Ville de Brossard<br>2001, boul. de Rome<br>Brossard, QC, J4W 3K5<br>http://www.brossard.ca | Monsieur Nicolas Bernard<br>Téléphone : 450 923-6304<br>Télécopieur : | **Commande : (2063069)**<br>2022-06-27 16 h 05<br>**Transmission :**<br>2022-06-27 16 h 05 | Mode privilégié : Ne pas recevoir |

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227711005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Objet :** | Accorder six (6) contrats aux firmes Remorquage O Secours inc., 9273-5893 Québec inc. (Remorquage Mobile) et 9216-1686 Québec inc. (T.G.F.) pour un service de remorquage dans le cadre des opérations de déneigement pour quatre (4) arrondissements pour des périodes de une (1) à deux (2) saisons hivernales avec une année de prolongation - Dépense totale de 1 277 380,76 $, taxes incluses (contrats : 1 064 483,97 $ + variations des quantités 159 672,59 $ + contingences 53 224,20 $) – Appel d'offres public 22-19467 - 13 soumissionnaires pour 26 contrats. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1227711005 contrats de remorquage.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier
**Tél :** 514-872-0470

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-4785
**Division :**
Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.007

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227026003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Les munitions MMP Inc. pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées pour la formation des policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 910 602,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19214 (3 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec Les munitions MMP Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées pour la formation des policiers du SPVM, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 910 602,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19214 (3 soumissionnaires) ;

2. de procéder une évaluation de rendement du fournisseur Les munitions MMP Inc.;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du SPVM, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-08-25 16:57

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1227026003

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Les munitions MMP Inc. pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées pour la formation des policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 910 602,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19214 (3 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du programme de formation en maintien des compétences, ces munitions de pratique sont requises afin de permettre aux policiers de maintenir leur niveau de compétences au tir. Le ministère de la Sécurité publique (MSP) oblige les policiers du Québec à se soumettre à une requalification annuelle, selon les normes certificatives émises par l'École Nationale de police du Québec (ÉNPQ). Cette obligation de requalification annuelle au tir et à la pratique du tir découle de la Loi sur la police (P-13.1), relevant du MSP, donnant ainsi le pouvoir à l'École nationale de police du Québec d'établir les standards et les méthodes pour les formations initiales et le maintien des compétences au niveau de l'usage de la force. Ces standards sont formalisés au *Guide des pratiques policières* qui encadre les obligations des corps de police du Québec, entre autres, au niveau du maintien des compétences au tir.
Le contrat précédent comportait une option de prolongation de 12 mois: cependant le fournisseur a refusé de prolonger le contrat au prix soumis compte tenu de la rareté et de la forte hausse du prix des matières premières.

La Division des ressources matérielles et de la santé sécurité au travail (DRMSST) du SPVM a donc dû procéder, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal, à un appel d'offres public (22-19214) afin de combler les besoins en munition de pratique 9mm pour les années 2023 et 2024.

Dans ce contexte, l'appel d'offres 22-19214 du Service de l'approvisionnement a été publié le 23 mars 2022 dans le système électronique SÉAO et dans le quotidien Le Devoir. Le délai de réception des soumissions a été de 33 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 180 jours suivant la date de l'ouverture de la soumission, soit le 23 octobre 2022.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG20 0027- 30 janvier 2020 - Conclure une entente-cadre avec Les industries Centaure Ltée, pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées par le SPVM, pour une période de 24 mois avec l'option de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 1 529 231.89$, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17639 (6 soumissionnaires).
CG18 0593 - 22 novembre 2018 - Autoriser la deuxième prolongation du contrat avec la firme Les Industries Centaure Ltée pour l'achat de munitions de pratique 9 mm frangibles, pour une période de douze (12) mois, soit du 29 octobre 2018 au 28 octobre 2019 - Appel d'offres public 15-14660 - Montant maximal estimé pour la deuxième prolongation : 937 630,32$, taxes incluses.

CG17 0466 - 28 septembre 2017 - Autoriser la prolongation du contrat avec la firme Les Industries Centaure Ltée pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangible, pour une période de douze (12) mois, soit du 29 octobre 2017 au 28 octobre 2018 - Appel d'offres public 15-14660 - Montant maximal estimé pour la première prolongation : 937 630.32$, taxes incluses.

CG15 0604 - 29 octobre 2015 - Conclure avec la firme Les industries Centaure Ltée, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, avec l'option d'une prolongation de 12 mois pour un maximum de 2 prolongations, pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées par le SPVM, pour une somme maximale de 1 875 260.65 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14660 - 4 soumissionnaires.

**DESCRIPTION**

Ce dossier porte sur l'achat de 1 600 000 cartouches de 9 mm Luger frangibles pour la formation de tir des policiers du SPVM pour les besoins des années 2023 et 2024. L'unité de mesure de ces produits est par mille (cartouche/1000), la quantité pour la période de 24 mois est donc de 1 600. Le produit soumis par Les munitions MMP inc est le modèle suivant: MMP9-90FRLF.
Il s'agit d'un nouveau fournisseur et d'une nouvelle munition. Les maîtres-instructeurs du tir et l'armurier principal ont procédé à deux séries de tests en salle de tir (900 cartouches). Ces tests ont démontrés que les échantillons testés répondent aux normes de performance au devis au niveau du tir. La prévision de la consommation a été évaluée en collaboration avec les maîtres instructeurs de tir de la Section emploi de la force de la Division de la Formation du SPVM, et ce, en tenant compte de l'historique de consommation, du nombre de policiers à requalifier annuellement au tir ainsi que du programme de formations spécialisées.

| Durée | Quantité prévisionnelle | Unité de mesure | Prix soumis | Coût total (sans tx) |
|---|---|---|---|---|
| 24 mois | 1 600 | Cartouche/Mille | 495,00 $ | 792 000,00 $ |
| | | MONTANT TOTAL (AVANT TAXES) | | **792 000,00 $** |
| | | TPS (5%) | | 39 600,00 $ |
| | | TVQ (9.975%) | | 79 002,00 $ |
| | | **MONTANT TOTAL (AVEC TAXES)** | | **910 602,00 $** |

**JUSTIFICATION**

Selon les règles administratives, les documents d'appel d'offres ont été préparés par le Service de l'approvisionnement de la Ville en collaboration avec la DRMSST du SPVM. L'appel d'offres 22-19214 du Service de l'approvisionnement a été publié du 23 mars au 26 avril 2022 (33 jours) dans le système électronique SÉAO. Il y a eu 7 preneurs de cahier des charges et 3 ont déposé des soumissions, soit 42,86 %. Trois n'ont pas donné suite et un fournisseur a expliqué avoir pris un cahier seulement pour prendre le pouls du marché.

Aucun addenda n'a été publié pour répondre aux interrogations

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS (Taxes incluses) | TOTAL (Taxes incluses) |
|---|---|---|
| **Les munitions MMP inc.** | **910 602,00 $** | **910 602,00 $** |
| Les Industries Centaure Ltée | 983 119,03 $ | 983 119,03 $ |
| Agence Gravel Inc. | 1 074 326,40 $ | 1 074 326,40 $ |
| | | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 1 011 780,00 $ | 1 011 780,00 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>(la plus basse conforme-estimation) | | (101 178,00 $) |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>((la plus basse conforme - estimation) / estimation x 100%) | | -10,00 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>(deuxième plus basse - la plus basse conforme-) | | 72 517,03 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>((deuxième plus basse - la plus basse conforme) / la plus basse x 100%) | | 7,96 % |

L'écart entre l'estimation initiale et le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme est plus basse de 10 % (-10%). Le prix estimé fut basé sur des achats ponctuels effectués en 2021. Cette diminution s'explique par le fait que ces munitions sont fabriquées au Québec comparativement à des produits importés des États-Unis vendus par un distributeur canadien.

Le contrat est donc octroyé au fournisseur ayant déposé la plus basse soumission conforme. Il n'y a pas d'année de prolongation prévue à ce contrat.

Après vérification, la firme Les munitions MMP inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, le fournisseur Les munitions MMP inc. fera l'objet d'une évaluation de rendement.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les crédits budgétaires pour cette entente-cadre seront prévus au budget de fonctionnement des exercices 2023 et 2024 du SPVM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Les imputations comptables et les budgets requis annuellement sont détaillés dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Le présent dossier d'acquisition contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Les munitions acquises sont exemptes de plombs et de métaux lourds. De plus, les douilles utilisées sont récupérées pour être recyclées. En outre, les munitions de pratique sont assemblées localement au Québec (Terrebonne). Enfin, le maintien des compétences et l'utilisation de ces équipements contribuent à maintenir un milieu de vie plus sécuritaire pour les Montréalais et les Montréalaises.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Une rupture d'inventaire de munitions de pratique compromettrait la qualification de tir qui est indispensable au maintien des compétences des policiers.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Le principal impact de la Covid-19 sur ce dossier d'achat est l'augmentation des prix due à la pénurie de matières premières.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif: 7 septembre 2022
Conseil municipal: 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération: 22 septembre 2022

Des bons de commande seront transmis au fournisseur dans le respect des échéanciers prévus au contrat et selon les besoins.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Raef RAZGUI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-27 |
|---|---|
| Maline GAGNÉ-TRINQUE<br>Conseillère en analyse et contrôle de gestion | Isabelle TABOR<br>c/s sout.general |
| **Tél :** 514 -917-2726<br>**Télécop. :** | **Tél :** 514-809-2031<br>**Télécop. :** |

| **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION** | **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE** |
|---|---|
| Vincent RICHER<br>Directeur adjoint<br>**Tél :** 514-280-4295<br>**Approuvé le :** 2022-07-28 | Sophie R ROY<br>Directrice par intérim<br>**Tél :** 514-280-2005<br>**Approuvé le :** 2022-08-25 |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Le présent dossier d'acquisition contribue donc aux priorités 4,5 et 19 du Plan stratégique de Montréal 2023. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Les munitions acquises sont exemptes de plombs et de métaux lourds. De plus, les douilles utilisées sont récupérées pour être recyclées. En outre, les munitions de pratique sont assemblées localement au Québec (Terrebonne). Enfin, le maintien des compétences et l'utilisation de ces équipements contribuent à maintenir un milieu de vie plus sécuritaire pour les Montréalais et les Montréalaises. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1227026003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Les munitions MMP Inc. pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées pour la formation des policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 910 602,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19214 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19214_Intervention_1227026003.pdf
22-19214_PV.pdf
22-19214_SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19214_TCP .pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Raef RAZGUI
Agent d'approvissionnement 151
**Tél :** 514 868-5959

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-28

Denis LECLERC
c/s app.strat.en biens
**Tél :** 514 838-4519
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19214

No du GDD : 1227026003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de munitions de pratique 9mm Luger frangibles pour le SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 3 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 23 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 26 - 4 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 10 - 2022

Date d'échéance révisée : 23 - 10 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Les munitions MMP Inc. | 910 602,00 $ | √ | |
| Les Industries Centaure Ltée | 983 119,03 $ | | |
| Agence Gravel Inc. | 1 074 326,40 $ | | |

### Information additionnelle

Des sept (7) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont soumissionnés. Aucun addenda n'a été publié pour répondre aux questions. La soumission reçue est la plus basse conforme. L'écart entre l'estimation initiale et le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme, est plus basse de dix pourcent (-10%). Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA, et n'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Préparé par : Raef Razgui

Le 28 - 7 - 2022

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19214

**Agent d'approvisionnement**
Raef Razgui

| Conformité | Oui |
|---|---|

| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Données: Montant sans taxes | Données: Montant taxes incluses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Les munitions MMP Inc.** | | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | 1 | Fourniture de munitions de pratique 9mm Luger frangibles pour le SPVM | 1 | ch | 1 | 792 000,00 $ | 792 000,00 $ | 910 602,00 $ |
| **Total (Les munitions MMP Inc.)** | | | | | | | | | **792 000,00 $** | **910 602,00 $** |
| **Les Industries Centaure Ltée** | | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | 1 | Fourniture de munitions de pratique 9mm Luger frangibles pour le SPVM | 1 | ch | 1 | 855 072,00 $ | 855 072,00 $ | 983 119,03 $ |
| **Total (Les Industries Centaure Ltée)** | | | | | | | | | **855 072,00 $** | **983 119,03 $** |
| **Agence Gravel Inc.** | | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | 1 | Fourniture de munitions de pratique 9mm Luger frangibles pour le SPVM | 1 | ch | 1 | 934 400,00 $ | 934 400,00 $ | 1 074 326,40 $ |
| **Total (Agence Gravel Inc.)** | | | | | | | | | **934 400,00 $** | **1 074 326,40 $** |

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19214
**Numéro de référence** : 1585659
**Statut** : En attente de conclusion du contrat
**Titre** : Fourniture de munitions de pratique 9mm Luger frangibles pour le SPVM

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| AGENCE GRAVEL INC.<br>5175, rue John-Molson<br>Québec, QC, G1X3X4 | Monsieur Sylvain Cadieux<br>Téléphone : 418 682-3000<br>Télécopieur : | **Commande : (2020981)**<br>2022-03-24 12 h 07<br>**Transmission :**<br>2022-03-24 12 h 07 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| AGENCE GRAVEL INC.<br>5175, rue John-Molson<br>Québec, QC, G1X3X4 | Monsieur Michel Lavertue<br>Téléphone : 418 682-3000<br>Télécopieur : 418 682-3343 | **Commande : (2020537)**<br>2022-03-23 21 h 13<br>**Transmission :**<br>2022-03-23 21 h 13 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GTDS INC.<br>2955 Jules-Brillant, Bureau 100<br>Laval, QC, H7P6B2<br>https://www.gtdsinc.com | Monsieur Gabriel Roy<br>Téléphone : 514 572-2221<br>Télécopieur : | **Commande : (2021137)**<br>2022-03-24 14 h 27<br>**Transmission :**<br>2022-03-24 14 h 27 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| KORTH GROUP LTD.<br>64186 393 Loop East<br>OKOTOKS, AB, T1S0L1<br>http://www.korthgroup.com | Monsieur Jason Ross<br>Téléphone : 403 938-3255<br>Télécopieur : 403 938-2722 | **Commande : (2020968)**<br>2022-03-24 11 h 52<br>**Transmission :**<br>2022-03-24 11 h 52 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| LES INDUSTRIES CENTAURE LTÉE<br>1234 AV GODIN<br>Laval, QC, H7E 2T2 | Monsieur Xxxx Xxxx<br>Téléphone : 450 661-5517<br>Télécopieur : | **Commande : (2020460)**<br>2022-03-23 16 h 08<br>**Transmission :**<br>2022-03-23 16 h 08 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Les Munitions MMP Inc.<br>2940 rue des Fabricants<br>Terrebonne, QC, J6Y2A6 | Monsieur Paul Chartre<br>Téléphone : 450 477-5700<br>Télécopieur : 450 477-5744 | **Commande : (2025206)**<br>2022-04-01 14 h 52<br>**Transmission :**<br>2022-04-01 14 h 52 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| M.D. CHARLTON CO. LTD.<br>PO BOX 153<br>BRENTWOOD BAY, BC, V8M 1R3<br>https://www.mdcharlton.ca | Monsieur Frederic Duchesne-Frienze<br>Téléphone : 450 224-4826<br>Télécopieur : | **Commande : (2027962)**<br>2022-04-07 10 h 13<br>**Transmission :**<br>2022-04-07 10 h 13 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Rampart International Corp<br>2574 Sheffield Road<br>Ottawa, ON, K1B 3V7<br>http://www.rampartcorp.com | Monsieur Armon Vaziri<br>Téléphone : 613 729-0446<br>Télécopieur : | **Commande : (2021264)**<br>2022-03-24 15 h 50<br>**Transmission :**<br>2022-03-24 15 h 50 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Ville de Laval<br>1333 boul. Chomedey Bureau 601 CP 422<br>Succ. St-Martin<br>Laval, QC, H7V 3Z4 | Monsieur Jean-François Beauchamp<br>Téléphone : 450 978-6888<br>Télécopieur : | **Commande : (2025627)**<br>2022-04-04 10 h<br>**Transmission :**<br>2022-04-04 10 h | Mode privilégié : Ne pas recevoir |
| Ville de Montréal - Service de police<br>5000 Iberville | Monsieur Zamir Henao<br>Téléphone : 514 280-6945<br>Télécopieur : | **Commande : (2023629)**<br>2022-03-30 10 h 52 | Mode privilégié : Ne pas recevoir |

Montréal, QC, H2H 2S6
http://www.spvm.qc.ca

**Transmission :**
2022-03-30 10 h 52

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227026003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Les munitions MMP Inc. pour l'achat de munitions de pratique 9mm frangibles utilisées pour la formation des policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 910 602,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19214 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1227026003 - Les munitions MMP inc.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire
**Tél :** 438 822-0341

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-28

Isabelle LEVEAU
Cheffe de section
**Tél :** 514 261-3236
**Division :** Service des finances - Conseil et soutien financiers

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.008

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227026004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec la firme Rampart International Corp, fournisseur unique, de pièces de remplacement de marque GLOCK pour le reconditionnement des armes de service, d'une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 740 439,00 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Avis d'intention 22-00005 / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour les années 2023 à 2024 de 676 119,50 $ |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec la firme Rampart International Corp, fournisseur unique, de pièces de remplacement de marque GLOCK pour le reconditionnement des armes de service, d'une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 740 439,00 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Avis d'intention 22-00005;
2. d'autoriser un ajustement de la base budgétaire pour les années 2023 à 2024 de 676 119,50 $;
3. de procéder une évaluation de rendement du fournisseur Rampart International Corp.;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du SPVM, et ce, selon le calendrier des besoins à combler.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-08-25 16:58

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et

conformité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1227026004

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec la firme Rampart International Corp, fournisseur unique, de pièces de remplacement de marque GLOCK pour le reconditionnement des armes de service, d'une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 740 439,00 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Avis d'intention 22-00005 / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour les années 2023 à 2024 de 676 119,50 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2015, le SPVM amorçait sa transition du pistolet Walther P99 vers le pistolet Glock19 Gen4 à la suite d'un appel d'offres public. Actuellement, le SPVM dispose d'un inventaire opérationnel de 4 960 pistolets Glock19.
Parallèlement, le SPVM a mis en place un programme d'entretien régulier et préventif afin de s'assurer du bon fonctionnement de ces équipements et de les maintenir en opération pour une durée minimale de 20 ans.

Le programme d'entretien est composé des activités planifiées suivantes:

- Inspection préalable à la mise en service;
- Entretiens réguliers par les utilisateurs aux 35 jours;
- Inspections annuelles par les instructeurs de tir;
- Inspection et entretien préventif aux 5 ans par un armurier certifié;
- Inspection et reconditionnement aux 10 ans par un armurier certifié.

La flotte de pistolets Glock19 actuellement en service au SPVM arrive à l'étape de son reconditionnement prévue pour la 10ème année. Ce reconditionnement comprend le changement de 20 des 30 pièces qui composent ce type d'arme.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG15 0278 - 30 avril 2015: Conclure avec Korth Group Ltd, plus bas soumissionnaire conforme, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, pour l'achat de pistolets Glock19 Gen4 comme arme de service et de pistolets de formation aux policiers du SPVM, pour une somme maximale de 3 369 643.28 $, taxes incluses – Appel d'offres public 15-14178 (deux soumissionnaires conformes).

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise l'acquisition de 20 pièces de remplacement différentes pour le reconditionnement à la 10ème année d'utilisation des 4 960 armes de service Glock19 Gen4 acquises en 2015. La liste de ces pièces d'origine est disponible en pièces jointes. La durée du contrat est de 2 ans (2023 et 2024), et ce, à raison d'une livraison par année totalisant 50% de la quantité totale demandée.
La somme maximale pour la durée du contrat de 2 ans est de 740 439,00 $ toutes taxes incluses. La quantité et le type de pièces ont été déterminés par les armuriers du SPVM, en conformité avec le programme d'entretien préventif des armes du service. Il n'y a pas d'année de prolongation prévue à ce contrat.

**JUSTIFICATION**

Selon les règles administratives, les documents pour l'avis d'intention ont été préparés par le Service de l'approvisionnement de la ville de Montréal en collaboration avec la Division des ressources matérielles et de la santé sécurité au travail (DRMSST) du SPVM, et ce, conformément aux dispositions des articles 573.3 et 573.3.0.0.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).
À la suite d'analyses approfondies, l'avis d'intention 22-00005 du Service de l'approvisionnement a été publié du 2 au 9 août 2022 (9 jours) via le système électronique SÉAO. Aucun autre fournisseur ne s'est manifesté durant cette publication.

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS (Taxes et majoration incluses) | TOTAL (Taxes et majoration incluses) |
|---|---|---|
| **Rampart International Corp.** | 740 439,00 $ | 740 439,00 $ |
| | | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 764 583,75 $ | 764 583,75 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | | (24 144,75 $) |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | | -3,16% |

L'écart entre le prix soumis et la dernière estimation est de -3.16%. La possibilité de recevoir la totalité des pièces en 4 livraisons correspondant à 4 années budgétaires a été évaluée. Cependant, cette option représente un coût additionnel de 25% en plus de complexifier la logistique entourant le travail d'entretien à réaliser: cette option n'a donc pas été retenue.

Le fournisseur Rampart Internationnal Corp. est le distributeur exclusif canadien car il est le seul à être autorisé par le fabricant Glock à vendre des pistolets, pièces et accessoires Glock aux organismes d'application de la loi et à l'armée au Canada. Par conséquent, afin de maintenir la garantie à vie limitée de ces armes de service, les pièces de remplacement doivent être d'origine et remplacées par des armuriers certifiés par Glock, ce qui est le cas pour les armuriers du SPVM (la lettre d'exclusivité et de garantie est versée en pièce jointe au présent dossier).

Après vérification, la firme Rampart Internationnal Corp. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) en date du 1er août 2022, le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de cet octroi de contrat.

Conformément à l'Encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, le fournisseur Rampart Internationnal Corp. fera l'objet d'une évaluation de rendement, compte tenu du montant du contrat.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût pour l'acquisition de pièces de remplacement de marque GLOCK, soit une somme de 740 439,00 $ taxes incluses, selon les besoins exprimés par le SPVM pour les années 2023 à 2024 se détaille comme suit:

| | Avant taxes | Net de ristourne | Taxes incluses |
|---|---|---|---|
| **2023** | 322 000,00 $ | 338 059,75 $ | 370 219,50 $ |
| **2024** | 322 000,00 $ | 338 059,75 $ | 370 219,50 $ |
| **Totaux** | **644 000,00 $** | **676 119,50 $** | **740 439,00 $** |

Par conséquent, un ajustement de la base budgétaire pour les années 2023 à 2024 de 676 119,50 $ est requis avec un impact sur le cadre financier de la Ville tel que démontré au tableau.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

Le fait d'opter pour un remplacement des pièces au lieu de procéder à l'acquisition de nouvelles armes complètes permettrait de prolonger la vie utile des armes de service d'une dizaine d'années et d'éviter:

- la mise aux rebuts des armes actuelles;
- une contribution aux émanations et déchets découlant d'une mise en production pour la confection de nouvelles armes.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le non respect du programme d'entretien pourrait mettre en péril la sécurité des policiers et du public pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des armes de service Glock19. L'alternative serait de remplacer l'ensemble des armes de service. Cette option représente une dépense minimale estimée à près de 3 M $.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

L'augmentation des délais de livraison.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

N/A

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif: 7 septembre 2022
Conseil municipal: 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération: 22 septembre 2022

Une fois la Résolution du Conseil d'agglomération émise, un bon de commande sera créé annuellement pour les deux prochaines années (2023-2024).

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Raef RAZGUI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hugo BLANCHETTE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR | Le : 2022-08-03 |
|---|---|---|
| Maline GAGNÉ-TRINQUE<br>Conseillère en analyse et contrôle de gestion | Isabelle TABOR<br>c/s sout.general | |
| **Tél :** 514 -917-2726<br>**Télécop. :** | **Tél :** 514-809-2031<br>**Télécop. :** | |

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Vincent RICHER
Directeur adjoint
**Tél :** 514-280-4295
**Approuvé le :** 2022-08-19

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie R ROY
Directrice par intérim
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-25

Avis d'intention- ACQUISITION DE PIÈCES DE REMPLACEMENT GLOCK

**ANNEXE1-Liste des produits et quantités**

| Ligne | QUANTITÉ | CODE DE PRODUIT | DESCRIPTION |
|---|---|---|---|
| 1 | 5000 | GL-P-7965 | GLOCK - Connector - 5.5 lb "#5 Gen4 & Gen5 (marked " . ") |
| 2 | 5000 | GL-P-1895 | GLOCK - Extractor 9mm, .380 (15 degrees) with Loaded Chamber Indicator (LCI) (use only with 2714 Bearing) |
| 3 | 5000 | GL-P-2714 | GLOCK - Spring-Loaded Bearing - Black - 9mm & 380 (use only with above LCI Extractors) |
| 4 | 5000 | GL-P-112 | GLOCK - Extractor Depressor Plunger - fits 9mm, .40, .380, .357, .45 GAP (plunger does not have center rib) |
| 5 | 5000 | GL-P-49 | GLOCK - Firing Pin - fits 9mm & .380 (has 1 dash approx ½ inch from tip) |
| 6 | 5000 | GL-P-56 | GLOCK - Firing Pin Spacer Sleeve - fits all models |
| 7 | 5000 | GL-P-63 | GLOCK - Firing Pin Spring 24N (silver) - fits all models (the end with the most coils goes toward the spring cups) |
| 8 | 5000 | GL-P-1148 | GLOCK - Firing Pin Channel Liner - fits all models Gen3 & Gen4 - except G42 (not required) |
| 9 | 5000 | GL-P-77 | GLOCK - Firing Pin Safety including Springfits 9mm, .40, .357, 10mm |
| 10 | 5000 | GL-P-8703 | GLOCK - Recoil Spring Assembly dual - 9mm G19 Gen4 (marked 0-4-3) |
| 11 | 100 | GL-P-133 | GLOCK - Slide Cover Plate - Black color - fits all models Gen3 & Gen4 - except G42 |
| 12 | 100 | GL-P-301 | GLOCK - Slide Lock - fits all models - (Including Gen3 T models) (Excluding G36 and G42) - marked 301 |
| 13 | 100 | GL-P-8073 | GLOCK - Slide Lock Spring - fits Gen4's G19-G23-G32 |
| 14 | 5000 | GL-P-2919 | GLOCK - Slide Stop Lever & Spring - fits 9mm, .40, .357 (NOT 2-pin G17/G17L/G34) (marked 2912, 2912-2, 2912-3), - including Gen4's |
| 15 | 100 | GL-P-30275 | GLOCK - Trigger Mechanism Housing w/ejector installed 9mm Gen4 |
| 16 | 200 | GL-P-420 | GLOCK - Trigger Pin - fits all except G36 and G42 |
| 17 | 5000 | GL-P-7405 | GLOCK - Trigger Spring - NY 1 (olive) |
| 18 | 100 | GL-P-2303 | GLOCK - Trigger with trigger bar - G19-G23-G26-G27-G32-G33 (grooved trigger) (DO NOT use with pre-EH ser # G19 pistol) |
| 19 | 5000 | GL-P-33522 | GLOCK - Extractor Depressor Plunger Spring - fits all models Gen3 & Gen4 - except G42 |
| 20 | 5000 | GL-P-3073 | GLOCK - Firing Pin Spring Cup, maritime or marine (1 Spring Cup = 2 halves) - LE agency only (Chief or Sheriff Authorization & Signature required) |
| 21 | 2 | LIVRAISONS | Une livraison par année-2 années/incluses |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | X | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*Ce dossier contribue à la priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.*

*Dans la perspective où il s'agit de prolonger la vie utile des armes de service en remplaçant des pièces au lieu de procéder à l'acquisition de nouvelles armes complètes qui entraînerait la mise aux rebut des armes actuelles et la production de nouvelles.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*La prolongation de la vie utile des armes de service actuelle pour un autre 10 ans d'utilisation.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **x** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1227026004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec la firme Rampart International Corp, fournisseur unique, de pièces de remplacement de marque GLOCK pour le reconditionnement des armes de service, d'une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 740 439,00 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Avis d'intention 22-00005 / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour les années 2023 à 2024 de 676 119,50 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

Exclusivité et garantie_GLOCK_SPVM JCA 040722 (003).pdf

Copy of 22-00005_Bordereau de prix_Pièces GLOCK_VF Rampart.pdf

SEAO _ Description_22-00005.pdf

Vérification documenté et sérieuse_Pîèce d'origine Glock _reconditionnement 10 ans.vf.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Raef RAZGUI
Agent d'approvissionnement 151
**Tél :** 514 868-5959

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-15

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
**Tél :** 514 838-4519
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

www.glock.com

**GLOCK, Inc.** **USA**

6000 Highlands Parkway
Smyrna, GA 30082
USA
Tel. +1 770 432 1202
Fax +1 770 433 8719

PERFECTION

***e-mail transmission***
***Alexandre.Limoges@spvm.qc.ca***

April 07, 2022

**Alexandre Limoges**
Armurier –Technicien en Armement-Weapons Technician Armurerie
Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)
5000 rue D'iberville
Montreal, Quebec H2H 2S6

Alex,

This correspondence is to confirm the distribution of products to law enforcement in Canada as well the use of GLOCK only manufactured parts in our pistols.

The following company is the exclusive authorized GLOCK Law Enforcement and Military Distributor in Canada. They carry the full line of GLOCK pistols, parts, accessories and provide warranty service and support with certified GLOCK Advanced Armourers on staff.

> **Rampart International Corp.**
> Attention: Mike Klein, President mklein@rampartcorp.com
> 2574 Sheffield Rd.
> Ottawa, ON K1B 3V7
> Tel. (613) 729-0446, Fax (647) 930-1860
> www.rampartcorp.com, e-mail: sales@rampartcorp.com

In order to ensure the proper working of your pistols, including the three safety features GLOCK, can only recommend the use of original GLOCK manufactured parts. Use of other than original parts may also void your limited lifetime warranty.

Please feel free to contact me directly if you have any questions or concerns.

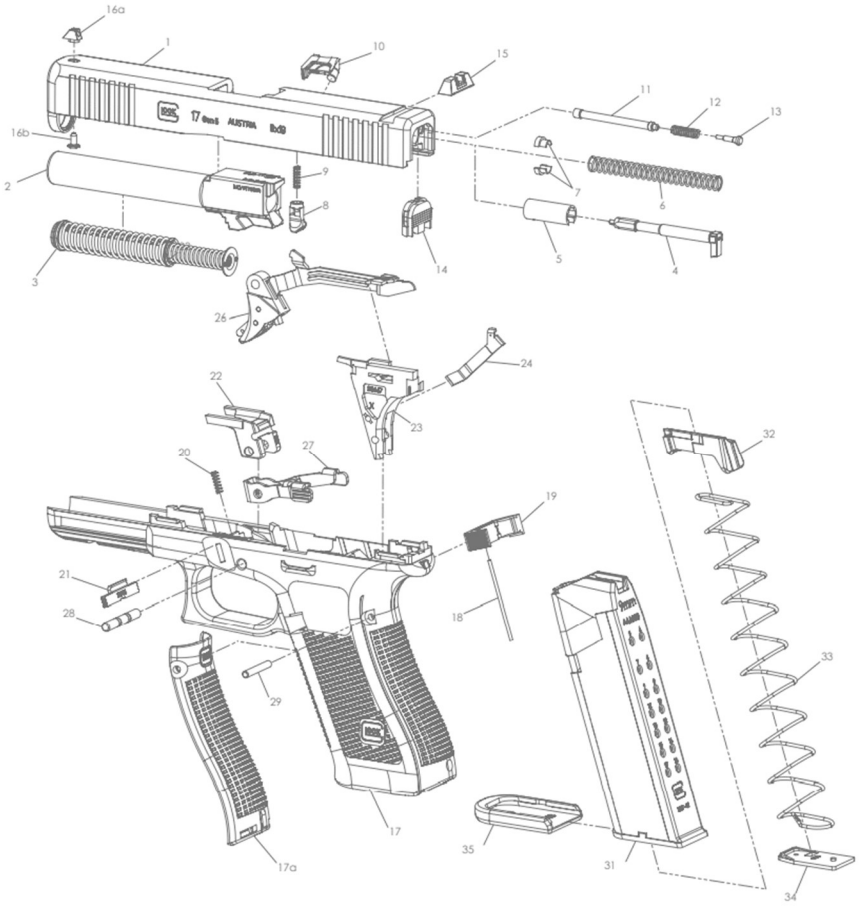
James R. Cassells
GLOCK Inc. – Canadian Sales Manager

Service de police de la ville de Montréal
Direction des services corporatifs
Service des ressources matérielles et technologiques

Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail

**Section des ressources matérielles**
5000, rue D'Iberville, porte 115
Montréal (Québec) H2H 2S6
www.spvm.qc.ca





# Rapport établi dans le cadre des vérifications documentées et sérieuses justifiant l'unicité d'un fournisseur

Projet d'acquisition des pièces nécessaires au reconditionnement 10 ans des pistolets Glock19 Gen4

**24 mai 2022**

**RÉVISION PAR**

**Maline G.–Trinque**
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Service de police de la ville de Montréal
Direction des services corporatifs

Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail

**Section des ressources matérielles**
5000, rue D'Iberville, porte 115
Montréal (Québec) H2H 2S6
www.spvm.qc.ca

C: m.gagnetrinque@spvm.qc.ca

**Stéphane Forest**
Aspirant-commandant | Matricule **6132**

Service de police de la ville de Montréal
Direction des services corporatifs

Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail

**Section des ressources matérielles | ARMURERIE**
5000, rue D'Iberville, porte 123
Montréal (Québec) H2H 2S6
www.spvm.qc.ca

C: stephane.forest@spvm.qc.ca

S'investir POUR LE CITOYEN

# Table des matières


INTRODUCTION ..... 5

Section I
**LE PISTOLET GLOCK19 GEN4** ..... 7

1.1. HISTORIQUE DU PISTOLET ET DE LA MARQUE GLOCK ..... 7
1.2. HISTORIQUE ET PORTRAIT DE LA FLOTTE DE PISTOLETS GLOCK19 GEN4 AU SPVM ..... 7
1.3. LES COMPOSANTES ET CARACTÉRISTIQUES DU PISTOLET GLOCK19 GEN4 ..... 8
*1.3.1. Pièces et composantes ..... 8*
*1.3.2. Caractéristiques de sécurité ..... 9*
1.4. L'APPEL D'OFFRES PUBLIC POUR L'ACQUISITION INITIALE DES GLOCK19 GEN4 ..... 10
1.5. L'EXAMEN DE L'APPEL D'OFFRES PUBLIC INITIAL PAR LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS ..... 10

Section II
**LE PROGRAMME D'ENTRETIEN PERMANENT DES PISTOLETS GLOCK19** ..... 12

2.1. UN PROGRAMME RÉFLÉCHI BASÉ SUR LES LEÇONS DU PASSÉ ..... 12
2.2. LE PROGRAMME D'ENTRETIEN ACTUELLEMENT EN VIGUEUR ..... 12
*2.2.1. L'inspection préalable à la mise en service ..... 12*
*2.2.2. L'entretien régulier par les utilisateurs ..... 12*
*2.2.3. L'inspection annuelle ..... 12*
*2.2.4. L'inspection 5 ans ..... 13*
*2.2.5. Le reconditionnement décennal ..... 13*

Section III
**SPÉCIFICITÉS ET UNICITÉ POUR L'APPROVISIONNEMENT EN PIÈCES** ..... 15

3.1. EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE À VIE ..... 15
3.2. EXIGENCES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT SÉCURITAIRE ..... 15
3.3. EXISTENCE D'UN DISTRIBUTEUR AUTORISÉ EXCLUSIF POUR LE CANADA ..... 15
3.4. CADRE LÉGAL ..... 16
*3.4.1. Code municipal du Québec ..... 16*
*3.4.2. Loi sur les cités et villes ..... 16*

Section IV
**L'ANALYSE DES OPTIONS** ..... 18

4.1. L'OPTION DU REMPLACEMENT DE LA FLOTTE ..... 18
4.2. L'OPTION D'APPROVISIONNEMENT AUPRÈS DE DISTRIBUTEURS NON AUTORISÉS PAR LE FABRIQUANT ..... 18
4.3. L'OPTION DU RECONDITIONNEMENT SELON LE PLAN D'ENTRETIEN AUPRÈS DU DISTRIBUTEUR AUTORISÉ ..... 18

CONCLUSION ..... 20

## Annexes

Annexe **1**
Document du fabriquant établissant les exigences relatives à la garantie, au fonctionnement sécuritaire et confirmant l'existence d'un distributeur autorisé exclusif sur le territoire canadien

Le SPVM dispose de **4960 pistolets Glock19** pour protéger la population montréalaise.

# Introduction

La flotte de pistolets Glock19 actuellement en service à la gendarmerie et dans les unités d'enquête du SPVM arrive à l'étape de son reconditionnement prévue pour la 10e année. En tenant compte des réalités opérationnelles et de la capacité de l'armurerie du SPVM, l'opération de reconditionnement a été planifiée via un programme structuré sur une période de trois ans de 2023 à 2025. Le reconditionnement de la 10e année d'utilisation implique le remplacement d'une vingtaine de pièces sur les trente qui composent chaque pistolet.

L'analyse des options a permis de mettre en lumière des exigences touchant à la garantie à vie et à la garantie des mécanismes de sécurité affectant les options d'acquisition. Il s'en dégage ultimement que le recours à un fournisseur unique, Rampart international corporation, s'impose.

Le recours à un fournisseur unique constitue une exception prévue dans le cadre légal régissant les acquisitions de produits et services par les organismes publics.

Ainsi, une municipalité peut passer outre l'obligation de tenir un appel d'offres dans la mesure où elle peut démontrer qu'après des vérifications documentées et sérieuses, il n'existe qu'un seul fournisseur détenant les qualifications requises à la réalisation du contrat ou répondant aux spécifications requises, et ce, *dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics qui vise les municipalités*[1].

Une recherche documentée et sérieuse confirmant l'unicité du fournisseur doit donc obligatoirement être effectuée par l'organisme public afin d'assurer la validité même du contrat à être octroyé[2]. Cette recherche doit être rigoureusement accomplie et les conclusions qui en découlent doivent être supportées par des éléments factuels et objectifs.

Le présent document vise donc à rendre compte de cet exercice dans le cadre de l'acquisition des pièces de remplacement requises pour le reconditionnement des pistolets Glock19 du SPVM.

[1] Code municipal du Québec, article 938, paragraphe 2.

[2] *Alstom Canada inc. c. Société de transport de Montréal*, 2008, QCCS 8, par.119

Section I

# Le pistolet Glock19 Gen4

Section I
**Le pistolet Glock19 Gen4**

## 1.1. **Historique du pistolet et de la marque Glock**

L'entreprise GLOCK fut fondée en 1963 par l'ingénieur autrichien Gaston Glock. D'abord axé sur le développement de produits militaires dans les années 1970, l'entreprise a produit son premier pistolet de service au début des années 1980. Le pistolet semi-automatique GLOCK a été initialement conçu pour répondre aux besoins de l'armée autrichienne et des forces de l'ordre avec des technologies alors novatrices dans le monde des pistolets, citons à ce niveau son cadre en polymère et le système SAFE ACTION®.

Le marché militaire et de la sécurité publique exigeait que le pistolet soit être apte à tirer à tout moment dans des situations où une vie est en péril tout en demeurant sécuritaire au quotidien. Pour répondre à ce besoin critique, Glock a conçu son pistolet avec trois dispositifs de sécurité internes (voir 1.3.2.) pour s'assurer que le pistolet fonctionnerait de manière cohérente tout en offrant la meilleure protection contre les décharges accidentelles.

Glock a répondu aux exigences supplémentaires du gouvernement autrichien en incluant un chargeur de grande capacité, des matériaux légers, une traction constante de la détente et un canon forgé au marteau. Glock se base sur le principe que la fiabilité réside dans la simplicité et, par conséquent, a conçu son pistolet avec le moins de pièces possible, minimisant ainsi sa complexité. Le pistolet GLOCK actuel est fabriqué à partir d'une trentaine de pièces, ce qui est nettement moins que tout autre pistolet sur le marché et le rend plus durable, fiable et plus facile à entretenir.

La conception novatrice de Glock a passé avec succès une série de tests rigoureux contre des concurrents nationaux et internationaux. En 1983, le pistolet GLOCK a été accepté par l'armée autrichienne comme nouveau pistolet de service. Peu de temps après, en 1984, le GLOCK 17 a passé avec succès le test de durabilité de l'OTAN. En conséquence, le pistolet a été choisi par l'armée norvégienne comme arme de poing standard, mettant GLOCK sur la voie de devenir l'arme de poing internationale préférée des forces de l'ordre.

En novembre 1986, le manufacturier a ouvert son siège social américain, GLOCK, Inc., à Smyrne, en Géorgie. Par la suite, l'évolution du pistolet GLOCK s'est poursuivie, le rendant disponible en plusieurs tailles et acceptant des munitions de différents calibres. Cette combinaison, associée à la simplicité et à la fiabilité de la conception de Glock, constituait un ensemble enviable. Ainsi, plus de 65% des agences fédérales, étatiques et locales aux États-Unis ont procédé à l'acquisition de pistolets de marque GLOCK.

## 1.2. **Historique et portrait de la flotte de pistolets Glock19 Gen4 au SPVM**

Le 3 novembre 2015, le SPVM amorçait sa transition du pistolet Walther P99 vers le pistolet Glock19 Gen4, impliquant notamment un comité d'experts à l'interne visant à cibler le pistolet répondant le mieux aux besoins du SPVM. C'est à partir de ce moment que les pistolets Glock19 Gen4 ont été introduits à titre d'arme de service pour la gendarmerie et les enquêtes.

Le SPVM dispose actuellement d'un inventaire opérationnel de 4960 pistolets Glock19.

1.3. **Les composantes et caractéristiques du pistolet Glock19 Gen4**

La présente vérification s'inscrivant dans le cadre d'un processus d'acquisition de pièces pour le pistolet Glock19, il est pertinent d'effectuer un bref survol des composantes de ce dernier.

1.3.1. Pièces et composantes

Le pistolet Glock19 Gen4 est composé de 30 pièces totales. Le reconditionnement décennal implique le remplacement de 20 d'entre elles.

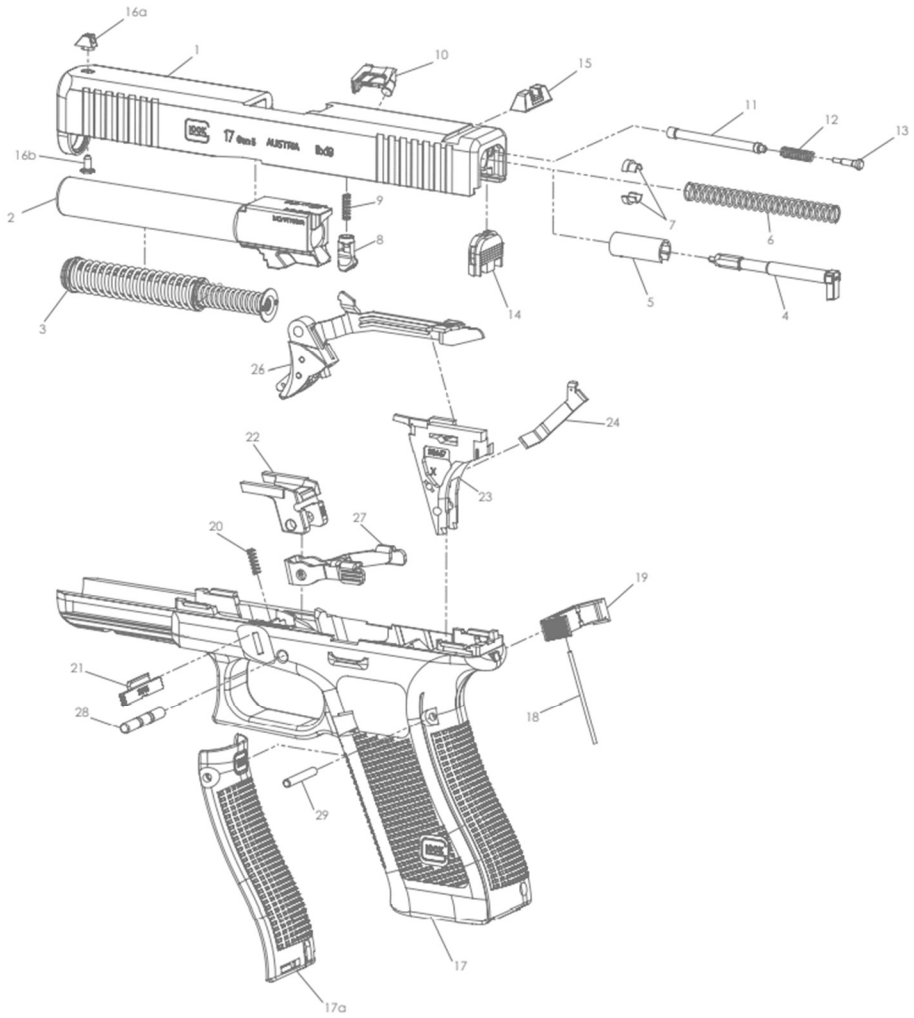



*Schéma éclaté d'un pistolet Glock17 à titre représentatif des composantes.*
*Source : GLOCK*

1.3.2. Caractéristiques de sécurité

Le système SAFE ACTION® de GLOCK est composé de trois sécurités mécaniques automatiques fonctionnant indépendamment et intégrées dans le système de contrôle de tir du pistolet. La compréhension de ce système et de ses composantes revêt toute son importance dans la mesure où il s'agit, selon le fabriquant, d'un élément pouvant être affecté par le recours à des pièces autres que celles d'origine.

La technologie SAFE ACTION® développée par Glock comporte ainsi trois dispositifs de sécurité spécifiques visant à assurer à la fois un fonctionnement cohérent et la sécurité de l'utilisateur :

- la sûreté de la **détente**;
- le sûreté du **percuteur**;
- le dispositif de **sécurité de chute**.

*Image explicative du système SAFE ACTION® illustré sur un pistolet Glock17 Gen4. Source : GLOCK*

Ce système est qualifié par le fabriquant de sûr, simple et rapide et vise à permettre à l'utilisateur de se concentrer pleinement sur la prise de vue sans avoir d'actions supplémentaires pour désengager et réengager les sécurités. Le système fournit une traction constante de la détente et permet au fabriquant d'affirmer que le pistolet est sécuritaire en cas de chute et qu'il fonctionnera à des températures allant de -40 ° à 122 ° Fahrenheit.

1.3.2.A. *Sécurité de la détente*

La sécurité de la détente est la première sécurité dans la séquence de tir. Elle est incorporée dans la détente sous la forme d'un levier qui, lorsqu'il est engagé, empêche la détente de se déplacer vers l'arrière. Pour tirer avec le pistolet, la sécurité de la détente et la détente elle-même doivent être délibérément enfoncées simultanément. Si la sécurité de la détente n'est pas enfoncée, la détente ne se déplacera pas vers l'arrière et ne permettra pas au pistolet de tirer. La sécurité de la détente est conçue pour empêcher le pistolet de tirer s'il tombe ou si la détente est soumise à une pression qui n'est pas une traction directe.

1.3.2.B. *Sécurité du percuteur*

La deuxième sécurité, la sécurité du percuteur, empêche mécaniquement le percuteur d'avancer dans l'état prêt à tirer. Lorsque la détente est tirée vers l'arrière, la barre de déclenchement pousse la sécurité du percuteur vers le haut et libère le canal du percuteur. Si l'utilisateur décide de ne pas tirer et de relâcher la détente, la sécurité du percuteur se réengage automatiquement.

1.3.2.C. *Sécurité contre les chutes*

La sécurité finale implique la barre de détente, qui repose sur la rampe de sécurité dans le boîtier du mécanisme de la détente. La barre de détente engage la partie arrière du percuteur et empêche le percuteur d'avancer. Lorsque la détente est tirée vers l'arrière, la barre de détente abaisse la rampe de sûreté et permet le relâchement du percuteur. Après le tir, la barre de détente se déplace vers le haut et réengage le percuteur. Lorsque la détente est relâchée, toutes les sécurités se réengagent automatiquement.

### 1.4. **L'appel d'offres public pour l'acquisition initiale des Glock19 Gen4**

Entre le 29 octobre et le 17 novembre 2014, le SPVM avait sollicité le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal pour lancer un appel d'offres public (14-13689) afin d'acquérir une arme de service Glock G19 Gen4 pour le SPVM. Malgré le fait que la date d'échéance avait été prolongée au 15 décembre 2014 à la demande d'un soumissionnaire, aucune soumission n'avait été déposée au Greffe.

Une entreprise avait déposé une lettre d'intérêt, mais sans soumission. Une vérification du Service de l'approvisionnement avait démontré qu'une autre entreprise avait transmis une soumission, mais que le courrier n'avait pas pu être livré par l'entreprise chargée de le faire. Au terme d'un avis a été demandé au Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal sur cette situation, un nouvel appel d'offres avait été lancé.

C'est donc au terme de l'appel d'offres public nº 15-14178 daté du 21 janvier 2015 que furent acquis les pistolets Glock19 Gen4 actuellement en opération au SPVM. La Ville de Montréal avait ainsi sollicité le marché pour la fourniture d'armes de service de calibre 9 mm pour le SPVM.

L'acquisition des pistolets Glock19 Gen4 fut ainsi effectuée au terme d'un appel d'offres public.

### 1.5. **L'examen de l'appel d'offres public initial par la Commission permanente sur l'examen des contrats**

Le contrat d'acquisition des pistolets Glock19 Gen4 avaient fait l'objet d'un examen[3] par la *Commission permanente sur l'examen des contrats* en raison d'un écart de plus de 20% (26,87% précisément) entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire dans le cadre d'un contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 millions.

Le 30 avril 2015, la Commission déposait au Conseil d'agglomération de Montréal son rapport concernant la conclusion avec *Korth Group Ltd*[4] d'une entente-cadre d'une durée de 24 mois pour l'achat de pistolets Glock 19 Gen4 comme arme de service et de pistolets de formation aux policiers du SPVM, pour une somme maximale de 3 369 643.28 $, taxes incluses – Appel d'offres public 15-14178 (deux soumissionnaires conformes).

Ce rapport permet de mettre en lumière le fait que les membres de la *Commission permanente sur l'examen des contrats* avaient notamment déclarer comprendre que les fluctuations des taux de change entre les dollars et américains expliquaient en très grande partie l'écart entre l'estimation et le prix soumis par l'adjudicataire et, surtout, qu'il y avait peu de soumissionnaires possibles compte tenu des exigences techniques et vraisemblablement des exclusivités territoriales détenues par certains revendeurs.

[3] Mandat SMCE153997001 confié à la *Commission permanente sur l'examen des contrats*.

[4] *Korth Group Ltd* était, à cette époque, distributeur pour Glock. Le second soumissionnaire conforme était le fabriquant lui-même, Glock.

Section II

# Le programme d'entretien permanent des pistolets Glock19

Section II
**Le programme d'entretien permanent des pistolets Glock19**

## 2.1. **Un programme réfléchi basé sur les leçons du passé**

Dans le cadre de la mise en service des pistolets Glock19 Gen4 en remplacement des pistolets Walther P99, le SPVM a adopté une nouvelle approche en matière d'entretien régulier et préventif de son pistolet de service afin de répondre aux enjeux relatifs à l'entretien ayant pu être identifiés pendant l'exploitation des pistolets Walther P99.

La Direction avait alors confié à la « section armurerie » de l'époque la tâche de développer un plan d'entretien pour les nouveaux pistolets de manière à assurer une durée de vie utile minimale de 20 ans, voire au-delà. C'est ainsi qu'un premier rapport de recommandations fût produit le 21 mars 2016 explorant les différentes options disponibles pour accomplir cette mission.

Le 27 mai 2016, une rencontre de suivi fut tenue à l'armurerie, permettant alors de confirmer les besoins et de répondre aux différentes interrogations en marge du plan proposé. Un représentant de la compagnie Glock, un représentant de la Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM) et des membres de la Direction ont assisté à cette présentation. Le représentant de la compagnie Glock a approuvé le plan présenté, le qualifiant de complet et dépassant même la plupart des programmes administrés par les autres services de police au Canada.

Les exigences actuellement en vigueur au SPVM pour les intervalles et composantes du programme d'entretien des pistolets Glock19 Gen4 se fonde sur les exigences du manufacturier ainsi que sur les apprentissages et les paramètres définis antérieurement en marge de la gestion des pistolets Walther P99.

## 2.2. **Le programme d'entretien actuellement en vigueur**

Le programme d'entretien comporte les activités planifiées suivantes :

- Inspection préalable à la mise en service;
- Entretiens réguliers par les utilisateurs aux 35 jours;
- Inspections annuelles par les instructeurs de tir;
- Inspection et entretien préventif aux 5 ans par un armurier certifié;
- Inspection et reconditionnement aux 10 ans par un armurier certifié;

### 2.2.1. L'inspection préalable à la mise en service

Nos armuriers effectuent une inspection préalable à la mise en service des pistolets neufs reçus du fabricant, dans une optique d'effectuer un contrôle de qualité optimal. On s'assure ainsi d'un haut standard de qualité avant de confier les pistolets au personnel policier.

### 2.2.2. L'entretien régulier par les utilisateurs

Les policiers utilisateurs des pistolets Glock19 se voient recommander d'effectuer un entretien complet de leur pistolet à chaque cycle de 35 jours, ce qui s'inscrit dans la logique de l'horaire de travail des policiers basé sur la séquence 21-14:35 (21 jours travaillés, 14 congés, cycle total sur 35 jours). Ce faisant, les policiers utilisateurs effectuent une dizaine d'entretiens par année. Outre cette recommandation, une exigence d'effectuer un minimum de 5 entretiens par année est imposée. Les utilisateurs doivent alimenter et documenter les entretiens effectués, qu'ils soient recommandés ou obligatoires, dans une interface disponible via l'intranet.

### 2.2.3. L'inspection annuelle

Le fabricant Glock recommande une inspection annuelle de ses pistolets. Considérant cette recommandation du fabricant d'effectuer une inspection annuelle, les instructeurs de tir ont été formés par les armuriers certifiés du SPVM afin de pouvoir effectuer une inspection visuelle sommaire annuelle lors des épreuves certificatives annuelles de tir du personnel policier. On s'assure ainsi d'une inspection annuelle des pistolets.

2.2.4. L'inspection 5 ans

Tous les 5 ans, exception faite des reconditionnements décennaux, le pistolet Glock19 doit faire l'objet d'une inspection complète et d'un entretien. Cette inspection implique un démontage complet de l'arme et une inspection technique individuelle de chacune des pièces par un armurier certifié afin de déceler toute défectuosité ou quelconque signe d'usure.

Le processus exige en moyenne entre 45 et 90 minutes de travail direct sur l'arme pour un armurier, la variance étant fonction de l'état de l'arme. L'âge de la flotte de pistolet a donc un impact quant à la durée moyenne de ce type d'inspection.

Lors de cet entretien, seules les pièces présentant des défectuosités ou des signes d'usure seront retirées puis remplacées.

2.2.5. Le reconditionnement décennal

À un intervalle de 10 ans, le pistolet Glock19 doit faire l'objet d'une inspection et d'un reconditionnement. C'est pour cette opération cruciale que s'inscrit le processus d'acquisition en marge duquel s'inscrit la présente recherche.

Dans le cadre du reconditionnement décennal, l'essentiel des composantes de l'arme est retiré, jeté et remplacé par des composantes neuves. Les éléments non remplacés, par exemple le canon, font quant à eux l'objet d'une inspection et d'un contrôle de qualité par l'armurier certifié par la compagnie Glock.

Section III

# Spécificités et unicité pour l'approvisionnement en pièces

Section III
**Spécificités et unicité pour l'approvisionnement en pièces**

L'approvisionnement en pièces pour les pistolets Glock soulève des considérations découlant de la garantie limitée à vie, de la garantie de bon fonctionnement des mécanismes de sécurité ainsi que de l'existence d'un distributeur exclusif pour le Canada. Ces éléments doivent donc être considérés en marge du cadre légal applicable en matière d'octroi de contrat par un organisme public.

### 3.1. **Exigences relatives à la garantie à vie**

Le fabriquant Glock a été interpellé afin de confirmer les exigences en marge du maintien de la garantie limitée à vie des pistolets du SPVM. C'est ainsi que dans un document officiel daté du 7 avril 2022[5], le représentant des ventes de Glock pour le Canada, monsieur James R. Cassells, déclarait ce qui suit :

> « ***L'utilisation de pièces autres que les pièces d'origine peut également annuler votre garantie à vie limitée.*** » (Traduction)

Ainsi, le fabriquant confirme que le maintien de la garantie limitée à vie pourrait être entravée ou affectée dans l'éventualité où des pièces autres que celles d'origine seraient utilisées pour le reconditionnement des pistolets.

### 3.2. **Exigences relatives au fonctionnement sécuritaire**

Toujours dans le document officiel daté du 7 avril 2022[6], le fabriquant Glock déclarait ce qui suit :

> « ***Afin d'assurer le bon fonctionnement de vos pistolets, y compris les trois dispositifs de sécurité, GLOCK ne peut que recommander l'utilisation de pièces d'origine fabriquées par GLOCK.*** » (Traduction)

On peut ainsi constater qu'outre la protection du programme de garantie limitée à vie, la garantie de fonctionnement sécuritaire pourrait être mise en péril dans l'éventualité où des pièces autres que celles d'origine seraient utilisées pour le reconditionnement des pistolets. Dans le contexte d'une utilisation par un organisme chargé de la sécurité publique, la garantie par le fabriquant du bon fonctionnement des mécanismes de sécurité des pistolets constitue un élément non négligeable.

### 3.3. **Existence d'un distributeur autorisé exclusif pour le Canada**

Finalement, toujours dans le même document officiel, le fabriquant Glock confirmait au SPVM et à la ville de Montréal l'existence d'un distributeur exclusif et unique pour les produits Glock en territoire canadien :

> « ***Cette correspondance vise à confirmer la distribution <u>des produits aux forces de l'ordre au Canada</u> ainsi que l'utilisation de pièces fabriquées uniquement par GLOCK dans nos pistolets. La société suivante est le distributeur exclusif autorisé GLOCK pour l'application de la loi et l'armée au Canada. Ils proposent la gamme complète de pistolets, pièces et accessoires GLOCK et fournissent un service de garantie et une assistance avec des armuriers avancés GLOCK certifiés.***
>
> ***Rempart International Corp.***
> *À l'attention de : Mike Klein, président mklein@rampartcorp.com*
> *2574, chemin Sheffield.*
> *Ottawa (Ontario) K1B 3V7*
> *Tél. (613) 729-0446, télécopieur (647) 930-1860*
> *www.rampartcorp.com, e-mail : sales@rampartcorp.com* » (Traduction)

[5] Voir l'annexe 1 de la présente recherche pour la copie du document dans sa version originale anglaise.

[6] Voir l'annexe 1 de la présente recherche pour la copie du document dans sa version originale anglaise.

3.4. **Cadre légal**

Le recours à un fournisseur unique constitue une exception prévue dans le cadre légal régissant les acquisitions de produits et services par les organismes publics. Ce cadre légal se situe à deux niveaux :

- Le *Code municipal du Québec* (RLRQ, c. C-27.1);
- La *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

La présente vérification vise spécifiquement à répondre aux exigences de ce cadre légal en matière de recours exceptionnel à un fournisseur unique.

3.4.1. Code municipal du Québec

C'est au paragraphe 2 de l'article 938 du Code municipal du Québec que l'on retrouve l'exigence d'effectuer une recherche documentée et sérieuse démontrant l'unicité du fournisseur ciblé :

> ***938.*** *Les dispositions des articles 935 et 936 et celles d'un règlement pris en vertu des articles 938.0.1 ou 938.0.2 ne s'appliquent pas à un contrat:*
>
> *(…)*
>
> *2° d'assurance, d'approvisionnement ou à un contrat pour la fourniture de services qui est conclu soit avec un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1),* ***soit avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les biens ou les services après que des vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics qui vise les municipalités****;*

3.4.2. Loi sur les cités et villes

Parallèlement, la Loi sur les cités et villes reprend la même exigence à son article 573.3:

> ***573.3.*** *Les dispositions des articles 573 et 573.1 et celles d'un règlement pris en vertu des articles 573.3.0.1 ou 573.3.0.2 ne s'appliquent pas à un contrat:*
>
> *(…)*
>
> *2° d'assurance, d'approvisionnement ou à un contrat pour la fourniture de services qui est conclu soit avec un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1),* ***soit avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les biens ou les services après que des vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics qui vise les municipalités****;*

Section IV

# L’analyse des options

Section IV
**L'analyse des options**

### 4.1. **L'option du remplacement de la flotte**

La question du reconditionnement de nos pistolets actuels est susceptible de soulever celle de l'alternative d'analyser le marché en vue de procéder au remplacement par un nouveau pistolet. Il s'avère donc pertinent d'expliquer les motifs justifiant l'exclusion de cette option dans le contexte actuel.

Le remplacement des pistolets Glock19 Gen4 actuellement en service impliquerait d'abord une inspection individuelle de chaque nouveau pistolet avant sa mise en service, ce qui génère un coût au niveau de notre main d'œuvre interne spécialisée, ce qui doit être additionné au coût d'acquisition des armes en elles-mêmes. À ce niveau, même avec un coût simulé à 500$ par pistolet, un remplacement complet de la flotte génèrerait une dépense se situant autour de 2 480 000$. L'option est donc de toute évidence largement plus onéreuse que de procéder à l'entretien planifié des armes actuelles afin d'en permettre le maintien en opération.

Ultimement, outre l'aspect de la saine gestion des deniers publics, le remplacement de l'ensemble des pistolets Glock par un nouveau pistolet constituerait une utilisation sous-optimale de notre flotte actuelle en considération de sa durée de vie projetée et potentielle.

L'entretien des pistolets actuels s'inscrit donc comme la seule option viable et raisonnable.

### 4.2. **L'option d'approvisionnement auprès de distributeurs non autorisés par le fabriquant**

Le maintien de la garantie limitée à vie et la garantie de bon fonctionnement des mécanismes de sécurité des pistolets Glock19 (système propriétaire SAFE ACTION®) imposent le recours à des pièces d'origine Glock, lesquelles ne peuvent être distribuées que par *Rampart international corporation* sur l'ensemble du territoire canadien. Il s'agit donc du motif d'exclusion de l'option d'explorer l'approvisionnement auprès de fournisseurs non autorisés par le fabriquant de l'arme.

### 4.3. **L'option du reconditionnement selon le plan d'entretien auprès du distributeur autorisé**

L'option de procéder au reconditionnement de l'ensemble de la flotte dans le cadre du plan d'entretien établi lors de l'acquisition s'inscrit, à la lumière de l'ensemble des considérations, comme l'option la moins coûteuse et la plus raisonnable.

# Conclusion

# Conclusion

Le Service de police de la Ville de Montréal a fait le choix de procéder à l'acquisition du pistolet Glock19 Gen4 comme arme de service.

Au terme de la présente recherche, il est possible d'établir que le reconditionnement des pistolets Glock19 Gen4 actuellement en service constitue indéniablement l'option la plus logique et économique pour la Ville de Montréal, le SPVM et les contribuables montréalais.

Cela étant établi, pour assurer le bon fonctionnement de ses pistolets et de leurs trois caractéristiques de sécurité associées à sa mécanique propriétaire SAFE ACTION, seule l'utilisation de pièces d'origine produites par Glock est strictement recommandée.

Par ailleurs, les exigences relatives au maintien de la couverture sous garantie imposent parallèlement l'utilisation de pièces d'origine produites par le manufacturier Glock. *L'entreprise Rampart international corporation* agit à titre de distributeur autorisé exclusif pour les produits Glock destinés aux marchés de la sécurité publique et des forces militaires. Aucun autre fournisseur ne pourra fournir des pièces de remplacement d'origine et conforme aux exigences.

À la lumière de ces faits, le fournisseur *Rampart international corporation* constitue l'unique fournisseur possible. Le recours à un fournisseur unique apparait donc comme la seule avenue d'acquisition possible à partir des paramètres factuels en place.

| | | |
|---|---|---|
| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1L5 | Montréal | ANNEXE 2.00<br>BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE |

| | |
|---|---|
| **Numéro du gré à gré** | 22-00005 |
| **Titre du gré à gré** | Fourniture de pièces de remplacement d'origine GLOCK pour le reconditionnement des armes de service du SPVM |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire |
| **Nom du soumissionnaire**<br>*(Selon le Registre des entreprises du Québec )* | Rampart Internationnal Corp. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1229032123TQ0001 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 2574 Sheffield Rd, Ottawa, ON, Canada, K1B 3V7 |

*Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).*

| ***Précisions relatives aux garanties de soumission*** | |
|---|---|
| *Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.*<br>*Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.* | |
| | |

| Numéro de l'item | Description | Montant total (avant taxes) | TPS (5 %) | TVQ (9,975 %) | Montant total (Taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois)-voir liste détaillée | 644 000,00 $ | 32 200,00 $ | 64 239,00 $ | 740 439,00 $ |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

| | | |
|---|---|---|
| Service de l'approvisionnement<br>Direction générale adjointe – Services institutionnels<br>255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400<br>Montréal (Québec) H2M 1L5 | Montréal | ANNEXE 2.00<br>BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ |

| | |
|---|---|
| **Numéro du gré à gré** | 22-00005 |
| **Titre du gré à gré** | Fourniture de pièces de remplacement d'origine GLOCK pour le reconditionnement des armes de service du SPVM |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire |
| **Nom du soumissionnaire**<br>*(Selon le Registre des entreprises du Québec )* | Rampart Internationnal Corp. |
| **Numéro d'entreprise (NEQ)** | 1229032123TQ0001 |
| **Adresse du soumissionnaire** | 2574 Sheffield Rd, Ottawa, ON, Canada, K1B 3V7 |

*Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).*

*Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du DONNEUR D'ORDRE*

| Article | Description de l'item | Code de produit | Description produit | Quantité prévisionnelle (24 mois) | Unité de mesure | Prix unitaire | Montant total (Sans taxes) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | A | | B | A x B |
| 1 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-7965 | GLOCK - Connector - 5.5 lb "#5 Gen4 & Gen5 (marked " . ") | 5 000 | UN | 4,8 | 24 000,00 $ |
| 2 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-1895 | GLOCK - Extractor 9mm, .380 (15 degrees) with Loaded Chamber Indicator (LCI) (use only with 2714 Bearing) | 5 000 | UN | 20,8 | 104 000,00 $ |
| 3 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-2714 | GLOCK - Spring-Loaded Bearing - Black - 9mm & 380 (use only with above LCI Extractors) | 5 000 | UN | 1,6 | 8 000,00 $ |
| 4 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-112 | GLOCK - Extractor Depressor Plunger - fits 9mm, .40, .380, .357, .45 GAP (plunger does not have center rib) | 5 000 | UN | 4,8 | 24 000,00 $ |
| 5 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-49 | GLOCK - Firing Pin - fits 9mm & .380 (has 1 dash approx ½ inch from tip) | 5 000 | UN | 48 | 240 000,00 $ |
| 6 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-56 | GLOCK - Firing Pin Spacer Sleeve - fits all models | 5 000 | UN | 3,2 | 16 000,00 $ |
| 7 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-63 | GLOCK - Firing Pin Spring 24N (silver) - fits all models (the end with the most coils goes toward the spring cups) | 5 000 | UN | 3,2 | 16 000,00 $ |
| 8 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-1148 | GLOCK - Firing Pin Channel Liner - fits all models Gen3 & Gen4 - except G42 (not required) | 5 000 | UN | 3,2 | 16 000,00 $ |
| 9 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-77 | GLOCK - Firing Pin Safety including Springfits 9mm, .40, .357, 10mm | 5 000 | UN | 3,2 | 16 000,00 $ |
| 10 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-8703 | GLOCK - Recoil Spring Assembly dual - 9mm G19 Gen4 (marked 0-4-3) | 5 000 | UN | 19,2 | 96 000,00 $ |
| 11 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-133 | GLOCK - Slide Cover Plate - Black color - fits all models Gen3 & Gen4 - except G42 | 100 | UN | 3,2 | 320,00 $ |
| 12 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-301 | GLOCK - Slide Lock - fits all models - (Including Gen3 T models) (Excluding G36 and G42) - marked 301 | 100 | UN | 3,2 | 320,00 $ |
| 13 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-8073 | GLOCK - Slide Lock Spring - fits Gen4's G19-G23-G32 | 100 | UN | 3,2 | 320,00 $ |
| 14 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-2919 | GLOCK - Slide Stop Lever & Spring - fits 9mm, .40, .357 (NOT 2-pin G17/G17L/G34) (marked 2912, 2912-2, 2912-3), - including Gen4's | 5 000 | UN | 8 | 40 000,00 $ |
| 15 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-30275 | GLOCK - Trigger Mechanism Housing w/ejector installed 9mm Gen4 | 100 | UN | 8 | 800,00 $ |
| 16 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-420 | GLOCK - Trigger Pin - fits all except G36 and G42 | 200 | UN | 3,2 | 640,00 $ |
| 17 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-7405 | GLOCK - Trigger Spring - NY 1 (olive) | 5 000 | UN | 1,6 | 8 000,00 $ |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-2303 | GLOCK - Trigger with trigger bar - G19-G23-G26-G27-G32-G33 (grooved trigger) (DO NOT use with pre-EH ser # G19 pistol) | 100 | UN | 16 | 1 600,00 $ |
| 19 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-33522 | GLOCK - Extractor Depressor Plunger Spring - fits all models Gen3 & Gen4 - except G42 | 5 000 | UN | 3,2 | 16 000,00 $ |
| 20 | Pièces de remplacement GLOCK (24 mois) | GL-P-3073 | GLOCK - Firing Pin Spring Cup, maritime or marine (1 Spring Cup = 2 halves) - LE agency only (Chief or Sheriff Authorization & Signature required) | 5 000 | UN | 3,2 | 16 000,00 $ |
| 21 | | LIVRAISONS | Une livraison par année incluse | 2 | UN | 0 | - $ |
| **Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire** | | | | | | | 644 000,00 $ |

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Description

**Numéro** : 22-00005
**Numéro de référence** : 1629768
**Statut** : Terminé
**Titre** : Fourniture de pièces de remplacement d'origine GLOCK pour le reconditionnement des armes de service du SPVM

Les champs munis d'un * sont obligatoires.

Description de l'avis*

**Note :** Si vous souhaitez mettre un calendrier de livraison, veuillez le mettre ici.

Styles Format Police Taille

Le présent avis a pour objet l'acquisition des pièces d'origine GLOCK dans le cadre du programme d'entretien préventif des armes de service modèle GLOCK 17, 19 et 43, soit le reconditionnement prévu à la 10ème année d'utilisation. Le fournisseur Rampart Internationnal Corp. est le distributeur exclusif canadien, seul autorisé par le fabricant Glock a vendre des pièces et accessoires Glock aux organismes d'application de la loi et à l'armée au Canada.

Motifs invoqués par l'organisme public pour conclure le contrat de gré à gré*

Styles Format Police Taille

La Ville de Montréal désire se prévaloir de l'article 573.3 (2°) de la Loi sur les cités et villes, afin d'attribuer un contrat d'approvisionnement de gré à gré à Rampart International Corp. parce que la Ville est en mesure de démontrer (recherches documentées et sérieuses) que nous sommes en présence d'un fournisseur unique. C'est dans ce contexte que la Ville de Montréal souhaite octroyer ledit contrat au fournisseur mentionné dans cet avis.

## Mots-clés

Il est avantageux d'ajouter des mots-clés (séparés par des espaces) à votre avis car ceux-ci aideront les fournisseurs à trouver vos avis lors de leurs recherches

police arme défense

## À propos du contrat

Nom du fournisseur avec qui l'organisme public envisage de conclure un contrat de gré à gré*

Rampart Internationnal Corp.

Date prévue de conclusion de contrat (aaaa-mm-jj) *

2022-09-22

L'article 13.1 (5) de la LCOP prévoit que la date limite fixée pour qu'une entreprise manifeste son intérêt dans l'avis d'intention précède de cinq jours la date prévue de conclusion de contrat. Assurez-vous de bien respecter ce délai.

Sauvegarder

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227026004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et de la santé et sécurité au travail |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec la firme Rampart International Corp, fournisseur unique, de pièces de remplacement de marque GLOCK pour le reconditionnement des armes de service, d'une durée de 24 mois, pour une somme maximale de 740 439,00 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré - Avis d'intention 22-00005 / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour les années 2023 à 2024 de 676 119,50 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1227026004 - Intervention financière.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hugo BLANCHETTE
Conseiller budgétaire
**Tél :** 438-822-3048

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Yves COURCHESNE
Trésorier et directeur du Service des finances
**Tél :** 514-872-6630
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.009

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228946005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance |
| **Projet :** | MCCQ 2021-2024 (Entente sur le développement culturel) |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la compagnie Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobilier autoportant, dans le cadre du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone (3071), située au 1080 avenue Dollard, dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 535 558,77 $, taxes incluses (contrat: 365 703,28 $ + contingences: 54 855,49 $ + incidences: 115 000 $) - Appel d'offres public (22-19424) - (1 soumissionnaire). |

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Groupe Ameublement Focus Inc., ayant présenté une soumission conforme, le contrat au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 365 703,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19424 ;

2. d'autoriser une dépense de 54 855,49 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 115 000 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville Centre.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 14:20

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228946005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance |
| **Projet :** | MCCQ 2021-2024 (Entente sur le développement culturel) |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la compagnie Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobilier autoportant, dans le cadre du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone (3071), située au 1080 avenue Dollard, dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 535 558,77 $, taxes incluses (contrat: 365 703,28 $ + contingences: 54 855,49 $ + incidences: 115 000 $) - Appel d'offres public (22-19424) - (1 soumissionnaire). |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de la culture a confié au Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) la mise en œuvre du projet de rénovation et agrandissement de la bibliothèque L'Octogone de l'arrondissement LaSalle.
L'appel d'offres public (22-19424) pour la fourniture et l'installation de mobiliers, publié dans Le Devoir le 15 juin 2022, a offert aux soumissionnaires un délai de quarante (40) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et de déposer leurs soumissions le 26 juillet 2022. La validité des soumissions est d'une période de cent vingt (120) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit jusqu'au 23 novembre 2022. Cinq (5) addenda ont été émis dont la nature est décrite dans le tableau suivant :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 30 juin 2022 | Précision concernant la livraison. | Oui |
| 2 | 7 juillet 2022 | Questions et réponses à propos des plans, devis, et clauses contractuelles. | Oui |
| 3 | 12 juillet 2022 | Questions et réponses à propos du devis technique. | Oui |
| 4 | 13 juillet 2022 | Ajout d'articles à acquérir, modification au bordereau de prix, report de date | Oui |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | d'ouverture des appels d'offres. | |
| 5 | 15 juillet 2022 | Question à propos de l'addenda 4, report de date d'ouverture des appels d'offres. | Oui |

Le projet de la bibliothèque L'Octogone / Programme RAC est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du CE le 7 octobre 2020 de procéder à la phase Exécution. Le mandat d'exécution # SMCE208074014 a été émis.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CM20 1161** – 16 novembre 2020 : Accorder un contrat à Le Groupe Decarel inc. pour la rénovation et l'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone, dans l'arrondissement de LaSalle Dépense totale de 37 336 731,14 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM 15575 (4 soum.) - Autoriser une dépense de 4 492 648,13 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences - Autoriser une dépense de 2 893 095,51 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences.
**CM20 1168** – 16 novembre 2020 : Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Les investissements 650 Wellington inc., des locaux d'une superficie de 12 406 pieds carrés, au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 2101, avenue Dollard, pour une période de deux ans, à compter du 1er mai 2021, pour une dépense totale de 1 416 724,39 $, taxes incluses, conditionnellement à l'octroi du contrat à Le Groupe Decarel inc. pour la rénovation et l'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone - Appel d'offres public IMM 15575.

**SMCE208074014** – 7 octobre 2020 : Mandater le Service de la culture à débuter la phase d'exécution du projet de la bibliothèque L'Octogone /Programme RAC.

**CA20 20 0374 – 5 octobre 2020** : Accepter en vertu de l'article 85, l'offre du service de la culture et du service de la gestion et de la planification immobilière pour l'organisation, la réalisation et la coordination des travaux de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone ainsi que les activités connexes telles que la relocalisation et le soutien à la mise en service.

**CE19 1484 – 25 septembre 2019** : Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public dans le cadre des travaux de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone, dans l'arrondissement de LaSalle - Autoriser une dépense de 22 765,05 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

**CM18 0798– 6 juin 2018** : Octroyer un contrat de services professionnels à l'équipe lauréate du concours d'architecture pluridisciplinaire de la bibliothèque L'Octogone de l'arrondissement de LaSalle formée de Anne Carrier architecture, Les Architectes Labonté Marcil s.e.n.c. et Les Services EXP inc. au montant de 2 332 028,51 $, taxes incluses, pour la réalisation du projet - Autoriser une dépense totale de 2 608 326,54 $ et approuver un projet de convention à cette fin (GDD 1187938001 - contrat 14901).

**CE16 1763 - 8 novembre 2016** : Autoriser la poursuite du projet de construction de la bibliothèque L'Octogone, dans l'arrondissement de LaSalle, au coût de 24 394 382 $, taxes incluses et autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes.

**CA16 20 0475 - 8 août 2016** : 1) Autoriser la poursuite du projet de L'Octogone au coût de 24, 5 M$. 2) Entériner le budget de fonctionnement et une majoration approximative de 350 000 $ à compter de 2020. 3) Adresser une demande afin que l'augmentation des coûts de fonctionnement découlant des nouveaux barèmes soit entièrement assumée par la Ville dès la première année de fonctionnement.

**CE16 0861 - 25 mai 2016** : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction RAC des bibliothèques.

**CE13 1580 - 2 octobre 2013** : Autoriser, dans le cadre du Programme RAC, dès 2013, le démarrage de la phase de planification du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque de L'Octogone dans l'arrondissement de LaSalle.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à accorder un contrat à la compagnie Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobilier autoportant.
La fourniture de mobilier comprend principalement les items suivants : les chaises, les fauteuils, les poufs, les tables de travail et de conférence, les banquettes, les tables pour le coin repas, le mobilier pour enfants et divers accessoires.

**JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges. Un (1) preneur a déposé une soumission, soit 33 %. Tel que mentionné au bordereau de prix des documents d'appel d'offres, le contrat sera attribué par lots au plus bas soumissionnaire conforme.
Les deux (2) entreprises n'ayant pas déposé de soumission ont été contactées, mais n'ont pas fait connaître la raison de leur désistement.

Le présent sommaire vise l'octroi de vingt (20) lots (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 23). En raison des montants inférieurs à 150 000 $, trois (3) autres lots seront attribués par bons de commande. Aucun des soumissionnaires n'a déposé de prix pour les lots 20, 21 et 22. Le résultat de l'appel d'offres est résumé dans le tableau suivant :

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Groupe Ameublement Focus Inc. prix pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 23** (aucun prix soumis pour les lots 20, 21, et 22).<br>Le prix soumis pour l'ensemble des lots inclus à la soumission est de 365 703,28 $ | 365 703,28 $ | 54 855,49 $ | 420 558,77 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 365 794,11 $ | 54 869,12 $ | 420 663,23 $ |
| Écart entre la seule conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la seule conforme – estimation)* | | | - 90,83 $ |
| Écart entre la seule conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la seule conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | - 0,02 % |

Le coût de la seule soumission conforme est de 365 703,28 $, soit un écart de 0,02 % à la baisse par rapport à l'estimation des professionnels. La soumission a été acceptée sans négociation supplémentaire.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 54 855,49 $ taxes incluses, équivalent à 15 % de la valeur de la soumission, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

Un montant total pour les incidences de 115 000 $ taxes incluses a été envisagé, soit 31,5 %, pour l'achat du mobilier administratif (chaises entente cadre, bureaux, caissons, huches murales, classeurs) et les lots 20, 21 et 22 où aucun prix n'a été soumis par l'adjudicataire.

La compagnie Groupe Ameublement Focus Inc. n'est pas sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni sur le registre des firmes sanctionnées en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville et n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, une évaluation du risque a été effectuée et aucun risque significatif n'a été relevé. Une évaluation de rendement de l'adjudicataire ne sera pas réalisée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total maximal de ce contrat de 535 558,77 $ taxes incluses, incluant des contingences de 54 855,49 $ taxes incluses et des incidences de 115 000 $ taxes incluses sera assumé comme suit :

- Le coût maximal de 489 036,54 $ net de ristourne sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence locale 20-049 Programme RAC CM20 1373.
- Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre et est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024.
- La dépense de 489 036,54 $ est subventionnée à 195 614,62 $ par le ministère de la Culture et des Communications du Québec par la recommandation de crédits 21-01.04.02.00-0005, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 293 421,92 $.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2022-2031 et réparti comme suit pour chacune des années (montants en milliers de dollars) :

| Projet | 2022 | 2023 | 2024 | Ultérieur | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| 36610 - MCCQ 2018-2021 - Réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèque et achat de collections premières | 0 | 489 | - | - | 489 |
| Subvention | (0) | (196) | | | (196) |
| Total | **0** | **293** | - | - | **293** |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, ni aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il a comme objectif la fourniture et l'installation du mobilier de la bibliothèque L'Octogone.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le report ou l'annulation de ce contrat aurait un impact majeur sur la réalisation du projet de rénovation et agrandissement de la bibliothèque L'Octogone de l'arrondissement LaSalle.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce

dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : septembre 2022
Conseil municipal : septembre 2022
Début du contrat : octobre 2022
Fin du contrat : mars 2023

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Nancy LAINEY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Gustavo RIBAS, Direction générale

Lecture :

Gustavo RIBAS, 19 août 2022

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Carlos ORTEGA
Gestionnaire Immobilier

**Tél :** 514-214-37-01
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-18

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-872-8702
**Télécop. :**


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
**Tél :** 514-872-2619
**Approuvé le :** 2022-08-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
**Tél :** 514-770-0667
**Approuvé le :** 2022-08-25

AC /a
AnneCarrier architecture 55, avenue Bégin, Lévis, Qc Canada G6V 4C3 T 418 835.1533 F 418 835.1444 annecarrier.com

Lévis, le 15 août 2022

**M. Carlos Ortega, gestionnaire de projets immobiliers**
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

**Projet :** **Acquisition et installation de mobilier autoportant pour la bibliothèque L'Octogone**
1080, Avenue Dollard, LaSalle, Montréal

**Objet :** **Recommandation suite à l'ouverture des soumissions**
**N/D : 21-19424**

Monsieur,

L'ouverture des soumissions pour le projet cité en rubrique a eu lieu le jeudi 21 juillet, au Service du greffe à l'édifice Lucien Saulnier, 155 rue Notre-Dame Est.

À 13h30 (heure locale), un (1) soumissionnaire a déposé son enveloppe en bonne et due forme.

*Lors de l'ouverture des soumissions, les prix suivants (avant taxes) furent dévoilés :*

1) Le Groupe Ameublement Focus Inc. 318 072,00 $

L'analyse des documents de soumissions reçus nous confirme que le soumissionnaire s'est conformé aux requêtes techniques de nos documents.

Le soumissionnaire **Le Groupe Ameublement Focus Inc.** a soumis des propositions de prix pour les lots 1 à 19 ainsi que le lot 23. Aucun soumissionnaire a fourni de propositions de prix pour les lots 20, 21 et 22.

Le montant de la soumission pour les lots 1à 19 et 23 de **Le Groupe Ameublement Focus Inc.** est inférieur de **79,00$** de l'estimé déposé par A*nne Carrier Architecture & Les architectes Labonté Marcil* en date du 13 mai 2022. Cet écart entre la soumission et l'estimé est infime et négligeable.

Ainsi, à la lumière des soumissions reçus, qui sont en deçà de l'estimé, notre opinion est que la soumission reçue soit celle de **Le Groupe Ameublement Focus Inc.** au montant de **318 072,00 $ avant taxes** est recevable.

Espérant le tout conforme à vos attentes, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Andrée-Ève Gaudreault, architecte MOAQ

c/c : M. Carlos Ortega, gestionnaire de projets immobiliers - VDM
M. Martin Loiselle, concepteur d'aménagements - VDM
Mme Patricia Pronovost, architecte - ACa
M. Pierre Labonté, architecte – ALM
Mme Andréanne Gaudet, architecte - ALM

| | |
|---|---|
| **Projet:** | *Rénovation et agrandissement de la bibliothèque L'Octogone de l'arrondissement LaSalle* |
| **Nom d'ouvrage:** | *BIBLIOTHÈQUE L'OCTOGONE LASALLE* |
| **No. d'ouvrage:** | *3071* |
| **No. de contrat:** | *22-19424* |
| **No. du projet:** | *IM-PR-17-1012* |
| **No. du GDD:** | *1228946005* |
| **Date:** | *17-août-22* |
| **Étape:** | *Octroi de contrat* |

| | | | | Budget $ | TPS 5,0% $ | TVQ 9,975% $ | TOTAL $ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Travaux pour l'acquisition et l'installation de mobilier autoportant (lots 1à 19 et lot 23) | | | 318 072,00 $ | 15 903,60 $ | 31 727,68 $ | 365 703,28 $ |
| | Contingences | | 15% | 47 710,80 $ | 2 385,54 $ | 4 759,15 $ | 54 855,49 $ |
| | **Total - Contrat** | | | **365 782,80 $** | 18 289,14 $ | 36 486,83 $ | 420 558,77 $ |
| **Incidences** | **Total - Incidences** | | 31,5 % | 100 021,74 $ | 5 001,09 $ | 9 977,17 $ | 115 000,00 $ |
| | **Coût travaux (montant à autoriser)** | | | **465 804,54 $** | **23 290,23 $** | **46 464, 00$** | **535 558,77 $** |
| **Ristournes** | **TPS** | 100% | | | (23 290,23) $ | | (23 290,23) $ |
| | **TVQ** | 50% | | | | (23 232,00) $ | (23 232,00) $ |
| | **Coût après ristourne (montant à emprunter)** | | | | | | **489 036,54 $** |

*** prix déposé par le seul soumissionnaire**

**Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet.**

**Méthode d'estimation des incidences : Total : 115 000$ taxes incluses**
**Mobilier Administratif : elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet. Estimation de 71 200 $**
**Mobilier Entente cadre Bouty (1437088 et 1438620) : Selon l'estimation des professionnels : 40 000 $**
**Lots 20, 21 et 22 : Selon l'estimation des professionnels : 3 800 $**

**Rythme prévu des déboursés: 100% des travaux seront réalisés en 2023.**

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228946005*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division programmes de projets*
Projet : Rénovation *et agrandissement de la bibliothèque L'Octogone de l'arrondissement LaSalle.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*S/O* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*S/O* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1228946005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la compagnie Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobilier autoportant, dans le cadre du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone (3071), située au 1080 avenue Dollard, dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 535 558,77 $, taxes incluses (contrat: 365 703,28 $ + contingences: 54 855,49 $ + incidences: 115 000 $) - Appel d'offres public (22-19424) - (1 soumissionnaire). |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19424_DetCah.pdf 22-19424_PV.pdf 22-19424_TCP.pdf 22-19424_Intervention.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nancy LAINEY
Agent d'approvisionnement 2
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-22

Michael SAOUMAA
Chef de Section
**Tél :** 514 872-5241
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19424 — No du GDD : 1228946005

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et installation de mobilier autoportant pour la bibliothèque l'Octogone

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 6 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 19 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 26 - 7 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 15 - 7 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 11 - 2022

Date d'échéance révisée : 23 - 11 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Groupe Ameublement Focus Inc | 365 703,28 | √ | 1 à 19 et 23 |

### Information additionnelle

Je n'ai pas reçu de retour sur des raisons de non-participation de cet appel d'offres.

Préparé par : Nancy Lainey — Le 19 - 8 - 2022

**Numéro de l'appel d'offres : 22-19424**
**Titre : Acquisition et installation de mobilier autoportant pour la bibliothèque l'Octogone**
**Date de publication sur le SÉAO : 15 juin 2022**
**Date d'ouverture des soumissions : 19 juillet 2022**
**Report de Date d'ouverture des soumissions : 26 juillet 2022**
**Nombre d'addenda: 5**
**Nombre de preneurs de cahier de charges: 3**
**Règle d'adjudication: Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires**

| | | Groupe Ameublement Focus Inc | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Numéro de fournisseur VDM** | 384663 | | | |
| | **Numéro NEQ** | 1170257639 | | | |
| **Numéro du lot** | **Description** | **Montant total (avant taxes)** | **TPS (5 %)** | **TVQ (9,975 %)** | **Montant total (Taxes incluses)** |
| 1 | Chaise polyvalente (CH-2) | 18 655,00 $ | 932,75 $ | 1 860,84 $ | 21 448,59 $ |
| 2 | Tabouret polyvalent (TAB-2 et TAB-3) | 5 816,00 $ | 290,80 $ | 580,15 $ | 6 686,95 $ |
| 3 | Fauteuils Lounge (FAU-1 et FAU-5) | 22 620,00 $ | 1 131,00 $ | 2 256,35 $ | 26 007,35 $ |
| 4 | Tabouret (TAB-1) | 4 820,00 $ | 241,00 $ | 480,80 $ | 5 541,80 $ |
| 5 | Chaise bistro (CH-1) | 5 696,00 $ | 284,80 $ | 568,18 $ | 6 548,98 $ |
| 6 | Fauteuil ( FAU-2, FAU-3, FAU-4a et FAU-4b ) | 69 877,00 $ | 3 493,85 $ | 6 970,23 $ | 80 341,08 $ |
| 7 | Banquette ( BAN-1a, BAN-1b et BAN-1c ) | 22 410,00 $ | 1 120,50 $ | 2 235,40 $ | 25 765,90 $ |
| 8 | Table haute (TBL-2a , TBL-2b et TBL-2c) | 11 943,00 $ | 597,15 $ | 1 191,31 $ | 13 731,46 $ |
| 9 | Pouf sur roulettes (PF-1a et PF-1b ) | 6 395,00 $ | 319,75 $ | 637,90 $ | 7 352,65 $ |
| 10 | Pouf ( PF-2 ) | 3 904,00 $ | 195,20 $ | 389,42 $ | 4 488,62 $ |
| 11 | Table coin repas ( TBL-1a et TBL-1b ) | 10 109,00 $ | 505,45 $ | 1 008,37 $ | 11 622,82 $ |
| 12 | Table à plateau basculant (TBL-4a , TBL-4b et TBL-4c ) | 32 770,00 $ | 1 638,50 $ | 3 268,81 $ | 37 677,31 $ |
| 13 | Table basse ( TBL-3 et TBL-6 ) | 7 244,00 $ | 362,20 $ | 722,59 $ | 8 328,79 $ |
| 14 | Table poste de travail (TBL-10a,TBL-10b, TBL-10c, TBL-10d et TBL-10e ) | 13 111,00 $ | 655,55 $ | 1 307,82 $ | 15 074,37 $ |
| 15 | Table salon silencieux ( TBL-9a, TBL-9b, TBL-9c, TBL-9d, TBL-9e ET TBL-9f ) | 27 763,00 $ | 1 388,15 $ | 2 769,36 $ | 31 920,51 $ |
| 16 | Table de travail équipe (TBL-7a, TBL-7b, TBL-7c et TBL-7d ) | 10 350,00 $ | 517,50 $ | 1 032,41 $ | 11 899,91 $ |
| 17 | Table d'activité et apprentissage (TBL-8, TBL-11a et TBL-11b ) | 14 052,00 $ | 702,60 $ | 1 401,69 $ | 16 156,29 $ |
| 18 | Chaise pour enfants ( CH-3a et CH-3b ) | 16 416,00 $ | 820,80 $ | 1 637,50 $ | 18 874,30 $ |
| 19 | Table pour enfants ( TBL-5a et TBL-5b ) | 12 960,00 $ | 648,00 $ | 1 292,76 $ | 14 900,76 $ |
| 20 | | | | | |
| 21 | | | | | |
| 22 | | | | | |
| 23 | CASIER ( CAS-1 ) | 1 161,00 $ | 58,05 $ | 115,81 $ | 1 334,86 $ |
| | | **Montant total (avant taxes)** | **TPS (5 %)** | **TVQ (9,975 %)** | **Montant total (Taxes incluses)** |
| | **Acquisition et installation de mobilier autoportant pour la bibliothèque l'Octogone total pour lots 1 à 19 et lot 23** | 318 072,00 $ | 15 903,60 $ | 31 727,68 $ | 365 703,28 $ |

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

**Vérifié par** : Nancy Lainey Date: 2022-07-29

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19424
**Numéro de référence** : 1615594
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Acquisition et installation de mobilier autoportant pour la bibliothèque l'Octogone

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| ARTOPEX INC.<br>800, Vadnais<br>Granby, QC, J2J 1A7<br>http://www.artopex.com NEQ : 1140909160 | Madame Audrey Gagnon<br>Téléphone : 450 378-0189<br>Télécopieur : | **Commande : (2059057)**<br>2022-06-15 16 h 52<br>**Transmission :**<br>2022-06-15 16 h 52 | 3761721 - 22-19424_ADDENDA no1<br>2022-06-30 12 h 39 - Courriel<br>3765016 - 22-19424_ADDENDA no2<br>2022-07-07 19 h 54 - Courriel<br>3766806 - 22-19424_ADDENDA no 3<br>2022-07-12 10 h 20 - Courriel<br>3768047 - 22-19424_ADDENDA_4 (devis)<br>2022-07-13 19 h 59 - Courriel<br>3768048 - 22-19424_ADDENDA_4 (plan)<br>2022-07-13 19 h 59 - Courriel<br>3768049 - 22-19424_ADDENDA_4 (bordereau)<br>2022-07-13 19 h 59 - Téléchargement<br>3769400 - 22-19424_ADDENDA no 5<br>2022-07-15 12 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC.<br>1350 Flint Road<br>North York, ON, M3J 2J7<br>http://www.globaltotaloffice.com NEQ : 1145016383 | Monsieur John Ruffolo<br>Téléphone : 416 661-3660<br>Télécopieur : 416 661-4300 | **Commande : (2059178)**<br>2022-06-16 9 h 14<br>**Transmission :**<br>2022-06-16 9 h 14 | 3761721 - 22-19424_ADDENDA no1<br>2022-06-30 12 h 39 - Courriel<br>3765016 - 22-19424_ADDENDA no2<br>2022-07-07 19 h 54 - Courriel<br>3766806 - 22-19424_ADDENDA no 3<br>2022-07-12 10 h 20 - Courriel<br>3768047 - 22-19424_ADDENDA_4 (devis)<br>2022-07-13 19 h 59 - Courriel<br>3768048 - 22-19424_ADDENDA_4 (plan)<br>2022-07-13 19 h 59 - Courriel<br>3768049 - 22-19424_ADDENDA_4 (bordereau)<br>2022-07-13 19 h 59 - Téléchargement<br>3769400 - 22-19424_ADDENDA no 5<br>2022-07-15 12 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GRAND & TOY LIMITÉE<br>200 Aviva Park Drive | Madame Beth Cummings | **Commande : (2059215)**<br>2022-06-16 9 h 50 | Mode privilégié : Ne pas recevoir |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Vaughan, ON, L4L 9C7<br>https://www.grandandtoy.com NEQ : 1145735826 | Téléphone : 514 636-7733<br>Télécopieur : | **Transmission :**<br>2022-06-16 9 h 50 | |
| ☐ | GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.<br>1567 boul. Lionel Boulet<br>Varennes, QC, J3X 1P7<br>NEQ : 1170257639 | Madame Kathlyne St-Arnaud<br>Téléphone : 514 644-5550<br>Télécopieur : | **Commande : (2058798)**<br>2022-06-15 11 h 35<br>**Transmission :**<br>2022-06-15 11 h 35 | 3761721 - 22-19424_ADDENDA no1<br>2022-06-30 12 h 39 - Courriel<br>3765016 - 22-19424_ADDENDA no2<br>2022-07-07 19 h 54 - Courriel<br>3766806 - 22-19424_ADDENDA no 3<br>2022-07-12 10 h 20 - Courriel<br>3768047 - 22-19424_ADDENDA_4 (devis)<br>2022-07-13 20 h - Courriel<br>3768048 - 22-19424_ADDENDA_4 (plan)<br>2022-07-13 20 h - Courriel<br>3768049 - 22-19424_ADDENDA_4 (bordereau)<br>2022-07-13 20 h - Téléchargement<br>3769400 - 22-19424_ADDENDA no 5<br>2022-07-15 12 h 33 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1228946005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets |
| **Objet :** | Accorder un contrat à la compagnie Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobilier autoportant, dans le cadre du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque L'Octogone (3071), située au 1080 avenue Dollard, dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 535 558,77 $, taxes incluses (contrat: 365 703,28 $ + contingences: 54 855,49 $ + incidences: 115 000 $) - Appel d'offres public (22-19424) - (1 soumissionnaire). |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds_GDD 1228946005.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-3580

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Julie NICOLAS
Conseiller(ère) budgétaire
**Tél :** 514 872-7660
**Division :** Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.010

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1220206003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'acquisition de postes de travail mobiles du SPVM pour un montant de 7 800 000,00 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), portant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 9 000 000,00 $ à 16 800 000,00 $, taxes incluses, et autoriser une dépense de 7 800 000,00 $, taxes incluses. |

Il est recommandé:

1. d'autoriser l'acquisition de postes de travail mobiles du SPVM pour un montant de 7 800 000,00 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), portant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 9 000 000,00 $ à 16 800 000,00 $, taxes incluses, et autoriser une dépense de 7 800 000,00 $, taxes incluses.;

2. d'autoriser le directeur Sécurité publique et justice à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2022-08-26 08:45

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1220206003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser l'acquisition de postes de travail mobiles du SPVM pour un montant de 7 800 000,00 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), portant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 9 000 000,00 $ à 16 800 000,00 $, taxes incluses, et autoriser une dépense de 7 800 000,00 $, taxes incluses. |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Une entente a été conclue avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) le 24 mars 2022, afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, serveurs x86, moniteurs et tablettes électroniques (CG22 0158). Ainsi, cette entente permet à la Ville d'acquérir l'ensemble des produits qui y sont présents afin de répondre aux besoins dans le cadre de la réalisation des projets inscrits au Programme décennal d'immobilisations (PDI) du Service des TI.

En ce sens, le Service des TI utilise les avantages de cette entente pour acquérir des tablettes robustes, ainsi que leurs accessoires et solutions informatiques, pour remplacer les tablettes acquises en 2018, suite à l'appel d'offres no 17-16503 (CG18 0123), et étant arrivées en fin de vie. Le remplacement est requis pour que les ressources du SPVM puissent se doter des équipements de dernière technologie munis de systèmes et de solutions à jour.

Le Service des TI a mis en place le programme Évolution des opérations policières (68315) qui englobe un ensemble de projets unifiés sous une même stratégie. Le projet visé par le présent dossier est le « 68315.06 - PTM » et les objectifs sont les suivants :

- Remplacer des postes de travail mobiles (PTM) pour mises à niveaux de sécurité ;
- Se doter d'une version du système d'exploitation Windows 10/11 supportée par le fournisseur;
- Mettre en place un outil pour la gestion et déploiement des applications;
- Mettre en place de nouveaux outils pour la gestion de la sécurité de l'environnement des PTM;
- Se doter des dernières versions des applications pour tirer profit des nouvelles fonctionnalités et sécurités.

Afin de réaliser ces objectifs, le Service des TI désire acquérir des tablettes robustes FZG2 MK2 de marque Panasonic, ainsi que les différents accessoires requis.

Il est à noter que ces appareils sont compatibles à 100% aux supports déjà installés dans les véhicules. Ces appareils sont utilisés entre autres pour: la répartition des appels d'urgences (RAO), l'émission des constats d'infractions (SÉCI), l'accès aux données du Centre de renseignement policier (CRPQ) et de compléter les rapports d'événement dans M-IRIS.

Le présent dossier vise à autoriser l'acquisition de postes de travail mobiles du SPVM pour un montant de 7 800 000,00 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), portant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 9 000 000,00 $ à 16 800 000,00 $, taxes incluses, et autoriser une dépense de 7 800 000,00 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0158 - 24 mars 2022 - Conclure une entente-cadre avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16,5 mois, soit du 1er avril 2022 au 16 août 2023, pour un montant maximal de 9 000 000 $, taxes incluses.
BC # 1543384 - 6 juillet 2022 : Se prévaloir des services du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'accorder un contrat gré à gré à la firme Hypertec pour acquérir 18 postes de travail FZG pour effectuer des preuves de concept sur l'intégration de l'ordinateur véhiculaire PTM dans l'Active directory de la Ville pour un montant de 84 441,31 $, taxes incluses.

CG21 0117 - 25 mars 2021 - Exercer les deux options de prolongation de 12 mois chacune pour la garantie optionnelle d'équipements informatiques véhiculaires du SPVM, pour la période du 1er mars 2021 au 28 février 2023, dans le cadre du contrat accordé à Hypertec Systèmes inc. (CG18 0123), sans aucune dépense additionnelle.

CG21 0024 - 28 janvier 2021 - Conclure une entente-cadre avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 19 mois, soit du 1er février 2021 au 28 août 2022, pour un montant maximal de 6 200 000,00 $, taxes incluses.

CG20 0522 - 22 octobre 2020 - Autoriser une dépense de 5 981 133,79 $, taxes incluses, pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG, anciennement CSPQ) (CG20 0207).

CG20 0207 - 23 avril 2020 - Conclure une entente-cadre avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, portables robustes, moniteurs et tablettes électroniques, pour une durée de 16 mois, soit du 1er mai 2020 au 28 août 2021, pour un montant maximal de 11 724 403,20 $, taxes incluses.

CG18 0123 - 22 février 2018 - Accorder un contrat à Hypertec Systèmes inc. pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16503 (2 soum.)

**DESCRIPTION**

Le présent dossier fait suite à l'entente conclue avec le CAG en 2022 et qui permet au Service des TI de profiter des avantages de coûts d'acquisitions des équipements informatiques.
L'entente de la CAG offre un vaste catalogue de produits constitué de plusieurs catégories de postes de travail, de serveurs x86, et d'accessoires qui conviennent aux critères techniques spécifiques pour chaque projet.

Le présent dossier comprend l'acquisition des items suivants :

- Tablettes robustes FZG2 MK2 de marque Panasonic;
- Accessoires requis aux tablettes Panasonic FZG2 MK2.

**JUSTIFICATION**

Le CAG a mis en place une entente pour la fourniture de micro-ordinateurs de table, portables, serveurs x86 et tablettes électroniques, disponible pour les organismes du gouvernement du Québec et pour les municipalités du Québec. En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service par l'entremise du CAG. En adhérant à ce regroupement d'achats, la Ville bénéficie de nombreux services dont :

- Une offre complète des modèles d'équipement;
- Dès qu'un nouveau produit est offert sur le marché par les manufacturiers, il se retrouve dans l'offre avec un prix préférentiel;
- Un grand choix d'accessoires et d'options disponible pour les produits offerts;
- Un taux d'escompte offert par les fournisseurs qui est révisé tous les trois (3) mois afin d'offrir le meilleur prix possible à la Ville;
- Un système de commande validé en tout temps par le CAG pour s'assurer de la qualité des services offerts à la Ville par les fournisseurs.

Un approvisionnement par l'entremise du CAG présente, finalement, plusieurs avantages:

- Les prix du CAG sont très compétitifs en comparaison des coûts du marché, y compris en considérant les frais administratifs de 1%. En effet, l'entente négociée par le CAG est pour l'ensemble du gouvernement du Québec, ainsi que des organismes participants (Villes, organismes de la santé, etc.) ce qui représente un pouvoir de négociation important;
- Cette entente confère une certaine flexibilité en matière d'approvisionnement informatique à la Ville de Montréal, notamment en ce qui a trait à la volumétrie par

produit, mais aussi dans la diversité des produits offerts;
- L'entente du CAG permet de maintenir un parc informatique uniforme et donc de notamment de faciliter le travail de nos techniciens et d'uniformiser le support.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense de 7 800 000,00 $, taxes incluses, (7 122 439,66 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2022- 2031 du Service des TI au projet 68315.06 - Évolution des opérations policières du SPVM - PTM Windows 10 et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-006.

| Projet | 2023 | Total |
|---|---|---|
| Acquisition des postes de travail mobile (PTM) (PDI) | 7 800 000.00 $ | 7 800 000.00 $ |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en offrant à l'ensemble des citoyens de Montréal des milieux de vie sécuritaire et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ce contrat permet à la Ville d'équiper les policiers du SPVM de nouveaux postes de travail mobile (PTM), afin de remplacer ceux arrivés en fin de vie, à la fine pointe de la technologie et permettant de supporter des applications à jour. Les nouveaux PTM sont requis afin que les policiers puissent réaliser leurs tâches quotidiennes et répondre aux appels d'urgence le plus efficacement possible.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique pas.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 7 septembre 2022;
- Approbation du dossier par le CM – 19 septembre 2022;
- Approbation du dossier par le CG – 22 septembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Myriam GAUTHIER, Service de police de Montréal

Lecture :

Myriam GAUTHIER, 16 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 514-872-6933
**Télécop. :** 514

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Réjean GAGNÉ
Chef de division TI - Procesus judiciare

**Tél :** 438-398-1785
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin PAGÉ
Directeur -Sécurité publique et justice

**Tél :** 514 280-3456
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

**Tél :** 438-998-2829
**Approuvé le :** 2022-08-24

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220206003*
Unité administrative responsable : *Division sécurité publique*
Projet : 68315.06 - PTM

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?<br>*Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>Cette entente va contribuer à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. En effet, elle permet l'acquisition des postes de travail mobile et offre aux policiers du SPVM des outils de dernière technologie, afin d'assurer aux citoyens de Montréal des milieux de vie sécuritaire et de qualité. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1220206003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique |
| **Objet :** | Autoriser l'acquisition de postes de travail mobiles du SPVM pour un montant de 7 800 000,00 $, taxes incluses, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), portant ainsi le montant total de l'entente-cadre de 9 000 000,00 $ à 16 800 000,00 $, taxes incluses, et autoriser une dépense de 7 800 000,00 $, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification 1220206003.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
**Tél :** 514 868-3203

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-19

François FABIEN
Conseiller budgétaire

**Tél :** 514 872-0709
**Division :** Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.011

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227157012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder quatre (4) contrats aux firmes Baulne inc et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour une période de trente-deux (32) mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes incluses (contrat: 4 631 946,18 $ + contingences: 463 194,62 $) - Appel d'offres public no 22-19376 (3 soumissionnaires) |

Il est recommandé au conseil d'agglomération:

1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de trente-deux (32) mois, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19376;

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Opsis gestion d'infrastructures inc. | LOT #1 | 768 560,83 $ |
| Baulne inc. | LOT #2 | 1 294 781,76 $ |
| Baulne inc. | LOT #3 | 968 451,67 $ |
| Baulne inc. | LOT #5 | 1 600 151,92 $ |

2. d'autoriser une dépense de 463 194,62 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Baulne inc et d'Opsis gestion d'infrastructures inc.

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier

décisionnel.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 09:30

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227157012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder quatre (4) contrats aux firmes Baulne inc et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour une période de trente-deux (32) mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes incluses (contrat: 4 631 946,18 $ + contingences: 463 194,62 $) - Appel d'offres public no 22-19376 (3 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier consiste en l'octroi de contrats pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment- CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour quatre-vingt-onze (91) bâtiments de la Ville de Montréal répartis géographiquement dans quatre (4) lots. Les bâtiments visés par ces contrats sont des casernes, des centres communautaires, des bibliothèques, des chalets de parc, des bureaux administratifs, etc.
Ce contrat est d'une durée de trente-deux (32) mois, soit, du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, ils comportent deux périodes de prolongation, de 12 mois chacune.

Cet appel d'offres comportait un cinquième lot, soit le lot #4, qui fera l'objet d'un sommaire décisionnel ultérieur.

Les bâtiments visés par cet appel d'offres sont entretenus à contrat depuis plusieurs années.

Un appel d'offres public 22-19376, d'une durée de 43 jours francs, a été tenu du 6 juin au 19 juillet 2022 et publié le 6 juin 2022 dans Le Devoir et SÉAO, trois (3) addendas ont été émis:

| No addenda | Date | Portée | Impact sur le prix |
|---|---|---|---|
| 1 | 16 juin | Réponses aux questions des fournisseurs | Aucun |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2 | 20 juin | Report de date | Aucun |
| 3 | 27 juin | Réponses aux questions des fournisseurs | Aucun |

La durée de validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 16 novembre 2022.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG17 0357**- 24 août 2017: Accorder 3 contrats à la firme Honeywell Limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 58 bâtiments (3 lots) de la Ville pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense de 3 933 750,51 $, taxes incluses - Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 4 094 279,13 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-15952 (2 soumissionnaires).

**DESCRIPTION**

Ces contrats, faisant suite à l'appel d'offres n$^{o}$ 22-19376, visent un service sur demande, d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment- CVAC pour quatre-vingt-onze (91) bâtiments de la Ville de Montréal.
Le fournisseur devra être disponible 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service.

**JUSTIFICATION**

L'estimation de ces travaux a été réalisée par les professionnels internes au SGPI et est basée sur les coûts de service de travaux généraux actuels majorés, afin de refléter l'évolution des indices des prix à la consommation.
À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, six (6) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres et trois (3) ont présenté une soumission, soit 50 % d'entre elles.

Pour les trois (3) entreprises n'ayant pas déposé de soumission, voici les motifs de désistement :
L'une d'elle n'a pas eu le temps de préparer sa soumission dans les délais requis, une autre voulait fournir un prix comme sous-traitant à l'un des soumissionnaires et la dernière n'a pas fourni de raison.

**LOT n$^{o}$ 1**

Le lot n$^{o}$ 1 comprend vingt-sept (27) édifices situés dans l'ouest de l'Île de Montréal.

Des trois (3) entreprises qui ont présenté une soumission, celle de la firme Opsis gestion d'infrastructures inc. est la plus basse conforme.

| **Soumissions conformes** | **Prix soumissionnés (taxes incluses)** | **Autres contingences (taxes incluses)** | **Total (taxes incluses)** |
|---|---|---|---|
| Opsis gestion d'infrastructures inc. | 768 560,83 $ | 76 856,08 $ | 845 416,91 $ |
| Baulne inc. | 914 245,56 $ | 91 424,56 $ | 1 005 670,12 $ |
| Honeywell limitée | 951 083,74 $ | 95 108,37 $ | 1 046 192,11 $ |
| Dernière estimation réalisée | 502 596,75 $ | 50 259,68 $ | 552 856,43 $ |
| Écart entre la plus basse | | | 265 964,08 $ |

| | | |
|---|---|---|
| conforme et la dernière estimation ($)<br>(la plus basse conforme – estimation)<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100 | | 52,92 % |
| Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($)<br>(deuxième plus basse conforme – plus basse)<br><br>Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%)<br>((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100 | | 145 684,73 $<br><br>18,96 % |

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 768 560,83 $ taxes incluses, soit 52,92 % supérieur à l'estimation. Cet écart s'explique ainsi :

L'estimation de l'inflation s'est avérée inexacte entre 2017 et 2022, par rapport aux données disponibles sur le site de Statistiques Canada (13,7% vs 34,11%).

La méthode utilisée pour tenir compte de l'indexation dans les estimations était basée sur un taux historiquement stable de 2% par année.

Dans le contexte du marché actuel, l'inflation réellement observée est passée rapidement d'un taux annuel moyen de 2% à 17,9% en 2022.

De plus, notre estimation de l'inflation au cours des prochaines années était beaucoup trop conservatrice, soit 2% annuellement.

Nous avons révisé ce calcul, avec l'hypothèse d'une inflation annuelle de 8,1%.

En conclusion, si l'on avait évalué avec plus de précision les tendances inflationnistes passées et futures, la soumission d'Opsis gestion infrastructure inc, plus bas soumissionnaire conforme, serait de 8,72% supérieure à l'estimation.

De plus, ce lot comporte plusieurs bâtiments orphelins, c'est-à-dire des bâtiments pour lesquels nous n'avons pas de contrat à l'heure actuelle. En conséquence, nous ne disposions que de données partielles sur les travaux à exécuter sur ces bâtiments.

En raison de cette incertitude, la marge d'erreur de l'estimation des coûts de ce contrat devient donc beaucoup élevée que celle des autres contrats du SGPI.

La différence de 18,96 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire s'explique par une stratégie de prix agressive de la firme Opsis gestion d'infrastructures inc. afin d'obtenir le

contrat, et ce entre autres, au niveau de l'entretien préventif qui représente 82,4% des coûts du contrat.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 76 856,08 $ équivalent à 10 % de la valeur de la soumission, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 845 416,91 $ taxes incluses.

La firme Opsis gestion d'infrastructures inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA),et est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI).

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation du rendement des fournisseurs sera effectuée à la fin du contrat.

**LOT n$^{o}$ 2**

Le lot n$^{o}$ 2 comprend vingt-six (26) édifices situés dans l'ouest et le Sud-ouest de Montréal.

Des trois (3) entreprises qui ont présenté une soumission, celle de la firme Baulne inc. est la plus basse conforme.

| **Soumissions conformes** | **Prix soumissionnés (taxes incluses)** | **Autres contingences (taxes incluses)** | **Total (taxes incluses)** |
|---|---|---|---|
| Baulne inc. | 1 294 781,76 $ | 129 478,18 $ | 1 424 259,94 $ |
| Opsis gestion d'infrastructures inc. | 1 675 187,64 $ | 167 518,76 $ | 1 842 706,40 $ |
| Honeywell limitée | 1 776 800,97 $ | 177 680,10 $ | 1 954 481,07 $ |
| Dernière estimation réalisée | 981 442,03 $ | 98 144,20 $ | 1 079 586,23 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>(la plus basse conforme – estimation) | | | 313 339,73 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100 | | | 31,93 % |
| Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($)<br>(deuxième plus basse conforme – plus basse) | | | 380 405,88 $ |

| | | |
|---|---|---|
| Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100 | | 29,38 % |

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 1 294 781,76 $ taxes incluses, soit 31,93 % supérieur à l'estimation. Cet écart s'explique ainsi:

L'estimation de l'inflation s'est avérée inexacte entre 2017 et 2022, par rapport aux données disponibles sur le site de Statistiques Canada (13,7% vs 34,11%).

La méthode utilisée pour tenir compte de l'indexation dans les estimations était basée sur un taux historiquement stable de 2% par année.

Dans le contexte du marché actuel, l'inflation réellement observée est passée rapidement d'un taux annuel moyen de 2% à 17,9% en 2022.

De plus, notre estimation de l'inflation au cours des prochaines années était beaucoup trop conservatrice, soit 2% annuellement.

Nous avons révisé ce calcul, avec l'hypothèse d'une inflation annuelle de 8,1%.

En conclusion, si l'on avait évalué avec plus de précision les tendances inflationnistes passées et futures, la soumission de Baulne inc, plus bas soumissionnaire conforme, serait de 14,01% inférieure à l'estimation.

De plus, ce lot comporte plusieurs bâtiments orphelins, c'est-à-dire des bâtiments pour lesquels nous n'avons pas de contrat à l'heure actuelle. En conséquence, nous ne disposions que de données partielles sur les travaux à exécuter sur ces bâtiments.

En raison de cette incertitude, la marge d'erreur de l'estimation des coûts de ce contrat devient donc beaucoup élevée que celle des autres contrats du SGPI.

La différence de 29,38 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire s'explique par une stratégie de prix agressive de la firme Baulne inc. afin d'obtenir le contrat, et ce entre autres, au niveau de l'entretien préventif qui représente 73,9% des coûts du contrat.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 129 478,18 $ équivalent à 10 % de la valeur de la soumission, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 1 424 259,94 $ taxes incluses.

La firme Baulne inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA),et est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI).

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation du rendement des fournisseurs sera effectuée à la fin du contrat.

La firme Baulne inc. détient l'autorisation de contracter avec des organismes publics (AMP).

**LOT n$^{o}$ 3**

Le lot n$^{o}$ 3 comprend onze (11) édifices situés dans le centre de Montréal.

Des trois (3) entreprises qui ont présenté une soumission, celle de la firme Baulne inc. est la plus basse conforme.

| **Soumissions conformes** | **Prix soumissionnés (taxes incluses)** | **Autres contingences (taxes incluses)** | **Total (taxes incluses)** |
|---|---|---|---|
| Baulne inc. | 968 451,67 $ | 96 845,17 $ | 1 065 296,84 $ |
| Opsis gestion d'infrastructures inc. | 980 413,90 $ | 98 041,39 $ | 1 078 455,29 $ |
| Honeywell limitée | 1 244 164,18 $ | 124 416,42 $ | 1 368 580,60 $ |
| Dernière estimation réalisée | 581 238,46 $ | 58 123,85 $ | 639 362,31 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) | | | 387 213,21 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100 | | | 66,62 % |
| Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) (deuxième plus basse conforme – plus basse) | | | 11 962,23 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%) ((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100 | | | 1,24 % |

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 968 451,67 $ taxes incluses, soit 66,62% supérieur à l'estimation. Cet écart s'explique ainsi:

L'estimation de l'inflation s'est avérée inexacte entre 2017 et 2022, par rapport aux données disponibles sur le site de Statistiques Canada (13,7% vs 34,11%).

La méthode utilisée pour tenir compte de l'indexation dans les estimations était basée sur un taux historiquement stable de 2% par année.

Dans le contexte du marché actuel, l'inflation réellement observée est passée rapidement

d'un taux annuel moyen de 2% à 17,9% en 2022.

De plus, notre estimation de l'inflation au cours des prochaines années était beaucoup trop conservatrice, soit 2% annuellement.

Nous avons révisé ce calcul, avec l'hypothèse d'une inflation annuelle de 8,1%.

En conclusion, si l'on avait évalué avec plus de précision les tendances inflationnistes passées et futures, la soumission de Baulne inc, plus bas soumissionnaire conforme, serait de 1,61% inférieure à l'estimation.

De plus, ce lot comporte plusieurs bâtiments orphelins, c'est-à-dire des bâtiments pour lesquels nous n'avons pas de contrat à l'heure actuelle. En conséquence, nous ne disposions que de données partielles sur les travaux à exécuter sur ces bâtiments.

En raison de cette incertitude, la marge d'erreur de l'estimation des coûts de ce contrat devient donc beaucoup élevée que celle des autres contrats du SGPI.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 96 845,17 $ équivalent à 10 % de la valeur de la soumission, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 1 065 296,84 $ taxes incluses.

La firme Baulne inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA),et est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI).

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation du rendement des fournisseurs sera effectuée à la fin du contrat.

La firme Baulne inc. détient l'autorisation de contracter avec des organismes publics (AMP).

**LOT n$^{o}$ 5**

Le lot n$^{o}$ 5 comprend vingt-sept (27) édifices situés dans le nord et l'est de Montréal.

Des trois (3) entreprises qui ont présenté une soumission, celle de la firme Baulne inc. est la plus basse conforme.

| **Soumissions conformes** | **Prix soumissionnés (taxes incluses)** | **Autres contingences (taxes incluses)** | **Total (taxes incluses)** |
|---|---|---|---|
| Baulne inc. | 1 600 151,92 $ | 160 015,19 $ | 1 760 167,11 $ |
| Opsis gestion d'infrastructures inc. | 1 635 846,23 $ | 163 584,62 $ | 1 799 430,85 $ |
| Honeywell limitée | 2 059 687,96 $ | 205 968,80 $ | 2 265 656,76 $ |
| Dernière estimation réalisée | 970 325,74 $ | 97 032,57 $ | 1 067 358,31 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière | | | 629 826,18 $ |

| | | |
|---|---|---|
| estimation ($)<br>(la plus basse conforme – estimation)<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100 | | 64,91 % |
| Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($)<br>(deuxième plus basse conforme – plus basse)<br><br>Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%)<br>((deuxième plus basse conforme – plus basse) / plus basse) x 100 | | 35 694,31 $<br><br>2,23 % |

Le coût total de la plus basse soumission conforme est de 1 600 151,92 $ $ taxes incluses, soit 64,91% inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique ainsi:

L'estimation de l'inflation s'est avérée inexacte entre 2017 et 2022, par rapport aux données disponibles sur le site de Statistiques Canada (13,7% vs 34,11%).

La méthode utilisée pour tenir compte de l'indexation dans les estimations était basée sur un taux historiquement stable de 2% par année.

Dans le contexte du marché actuel, l'inflation réellement observée est passée rapidement d'un taux annuel moyen de 2% à 17,9% en 2022.

De plus, notre estimation de l'inflation au cours des prochaines années était beaucoup trop conservatrice, soit 2% annuellement.

Nous avons révisé ce calcul, avec l'hypothèse d'une inflation annuelle de 8,1%.

En conclusion, si l'on avait évalué avec plus de précision les tendances inflationnistes passées et futures, la soumission de Baulne inc, plus bas soumissionnaire conforme, serait de 7,78% supérieure à l'estimation.

De plus, ce lot comporte plusieurs bâtiments orphelins, c'est-à-dire des bâtiments pour lesquels nous n'avons pas de contrat à l'heure actuelle. En conséquence, nous ne disposions que de données partielles sur les travaux à exécuter sur ces bâtiments.

En raison de cette incertitude, la marge d'erreur de l'estimation des coûts de ce contrat devient donc beaucoup élevée que celle des autres contrats du SGPI.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 160 015,19 $ équivalent à 10 % de la valeur de la soumission, pour des travaux contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 1 760 167,11$ taxes incluses.

La firme Baulne inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA),et est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle. Elle n'est également pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI).

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022. une évaluation du rendement des fournisseurs sera effectuée à la fin du contrat.

La firme Baulne inc. détient l'autorisation de contracter avec des organismes publics (AMP).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses de ce contrat sont réparties ainsi :

| LOT | Fournisseur | 2022 (3 mois) | 2023 | 2024 | 2025 (5 mois) | Total (taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Opsis gestion d'infrastructures inc. | 72 052,58 $ | 288 210,31 $ | 288 210,31 $ | 120 087,63 $ | 768 560,83 $ |
| 2 | Baulne inc. | 121 385,79 $ | 485 543,16 $ | 485 543,16 $ | 202 309,65 $ | 1 294 781,76 $ |
| 3 | Baulne inc. | 90 792,34 $ | 363 169,38 $ | 363 169,38 $ | 151 320,57 $ | 968 451,67 $ |
| 5 | Baulne inc. | 150 014,24 $ | 600 056,97 $ | 600 056,97 $ | 250 023,74 $ | 1 600 151,92 $ |

Le montant des contingences (10%) est répartie ainsi:

| LOT | Fournisseur | 2022 (3 mois) | 2023 | 2024 | 2025 (5 mois) | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Opsis gestion d'infrastructures inc. | 7 205,26 $ | 28 821,03 $ | 28 821,03 $ | 12 008,76 $ | 76 856,08 $ |
| 2 | Baulne inc. | 12 138,58 $ | 48 554,32 $ | 48 554,32 $ | 20 230,97 $ | 129 478,18 $ |
| 3 | Baulne inc. | 9 079,23 $ | 36 316,94 $ | 36 316,94 $ | 15 132,06 $ | 96 845,17 $ |
| 5 | Baulne inc. | 15 001,42 $ | 60 005,70 $ | 60 005,70 $ | 25 002,37 $ | 160 015,19 $ |

Ce contrat inclut une option de renouvellement; soit deux périodes additionnelles de douze mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat, le tout en tenant compte des augmentations de coûts, liées à l'indexation annuelle des prix:

| LOT | Prolongation #1 (2025-2026) | Prolongation #2 (2026-2027) |
|---|---|---|
| 1 | 293 974,52 $ | 299 854,01 $ |
| 2 | 495 254,02 $ | 505 159,10 $ |

| | | |
|---|---|---|
| 3 | 370 432,76 $ | 377 841,42 $ |
| 5 | 612 058,11 $ | 624 299,27 $ |

Le coût total de ce contrat est entièrement financé par le budget de fonctionnement de la Direction gestion immobilière et exploitation. La dépense est imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et est révisée annuellement lors de la confection du budget.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur l'équité sociale.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un report d'octroi ou un refus de conclure l'entente-cadre affecterait la poursuite des opérations, la pérennité des équipements ainsi que des bâtiments tout en compromettant la sécurité des occupants.
Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun impact lié à la COVID-19

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

CE: 7 septembre 2022
CM: 19 septembre 2022
CG: 22 septembre 2022
Début du contrat: 22 septembre 2022
Fin du contrat: 21 mai 2025

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Nancy LAINEY)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 438 925-1732
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-22

Karine DAGENAIS LANGLOIS
Cheffe de section

**Tél :** (514) 779-7110
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
**Tél :** 514-770-0667
**Approuvé le :** 2022-08-26

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
**Tél :** 514-770-0667
**Approuvé le :** 2022-08-26

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 13 octobre 2021

BAULNE INC.
1850, 32E AV
LACHINE QC H8T 3J7

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

| | |
|---|---|
| N° de client : | 3000752800 |
| N° de demande : | 2100061084 |
| N° de confirmation de paiement : | 062556 |

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 1 mai 2020

OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.
A/S MONSIEUR JEAN-PIERRE AZZOPARDI
4750, AV HENRI-JULIEN
RC-050
MONTRÉAL (QC) H2T 2C8

N° de décision : 2020-DAMP-1400
N° de client : 3000148215

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous OPSIS FACILITIES MANAGEMENT INC., le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **30 avril 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227157012*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour des bâtiments de la Ville de Montréal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*En ayant un programme d'entretien planifié rigoureux des systèmes d'air climatisé, on réduit les risques de fuite de réfrigérant dans l'atmosphère. Comme vous le savez, certains types de gaz utilisés comme réfrigérant sont des GES.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1227157012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie |
| **Objet :** | Accorder quatre (4) contrats aux firmes Baulne inc et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour une période de trente-deux (32) mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes incluses (contrat: 4 631 946,18 $ + contingences: 463 194,62 $) - Appel d'offres public no 22-19376 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19376__Intervention.pdf
22-19376 PV.pdf
22-19376_SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19376_Tableau de prix.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nancy LAINEY
Agent d'approvisionnement 2
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Michael SAOUMAA
Chef de Section
**Tél :** 514 872-5241
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

**APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES**
**ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT**

**Identification**

| | | | |
|---|---|---|---|
| No de l'appel | 22-19376 | No du GDD : | 1227157012 |
| Titre de l'appel | Service d'entretien et travaux sur demande pour des équipements de mécanique du bâtiment CVAC pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Ville & SIM) | | |
| Type d'adjudication : | Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente | | |

**Déroulement de l'appel d'offres**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lancement effectué le : | 6 - 6 - 2022 | Nombre d'addenda émis durant la période : | 3 |
| Ouverture originalement prévue le : | 12 - 7 - 2022 | Date du dernier addenda émis : | 27 - 6 - 2022 |
| Ouverture faite le : | 19 - 7 - 2022 | Délai total accordé aux soumissionnaires : | 42 jrs |

**Analyse des soumissions**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nbre de preneurs : | 6 | Nbre de soumissions reçues : | 3 | % de réponses : | 50 |
| | | Nbre de soumissions rejetées : | 0 | % de rejets : | 0 |

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| n/a | n/a |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Durée de la validité initiale de la soumission : | 120 jrs | Date d'échéance initiale : | 16 - # - 2022 |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | 0 jrs | Date d'échéance révisée : | - - |

**Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi**

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | | |
|---|---|---|---|
| OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. | 768 560,63 | √ | **Lot 1 - Ouest A** |
| BAULNE INC. | 914 245,56 | | |
| HONEYWELL LIMITÉE | 951 083,74 | | |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | | |
|---|---|---|---|
| BAULNE INC. | 1 294 781,76 $ | √ | **Lot 2 -Ouest B** |
| OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. | 1 675 187,64 $ | | |
| HONEYWELL LIMITÉE | 1 776 800,97 $ | | |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | |
|---|---|---|---|
| BAULNE INC. | 968 451,67 $ | √ | **Lot 3 - Centre A** |
| OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. | 980 413,90 $ | | |
| HONEYWELL LIMITÉE | 1 244 164,18 $ | | |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | | |
|---|---|---|---|
| BAULNE INC. | 1 541 645,74 $ | √ | **Lot 4 - Centre B** |
| OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. | 2 428 660,75 $ | | |
| HONEYWELL LIMITÉE | 2 693 687,33 $ | | |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | | |
|---|---|---|---|
| BAULNE INC. | 1 600 151,92 $ | √ | **Lot 5 - Est** |
| OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. | 1 635 846,23 $ | | |
| HONEYWELL LIMITÉE | 2 059 687,96 $ | | |

**Information additionnelle**

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot (5 lots au total définis géographiquement) au plus bas soumissionnaire conforme par lot. Les soumissions de BAULNE INC., OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC. et HONEYWELL LIMITÉE sont administrativement conformes. En date du xx août 2022, les entreprises recommandées ne sont pas inscrites au RENA (Registre des entreprises non admissibles), ne sont pas présentes sur le Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrites à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). L'autorisation de l'AMP n'est pas requise pour ce type d'appel d'offres. La raison fournie pour la non-participation à l'appel d'offres est: 1-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de transmettre notre soumission dans le déali alloué; 2-Nous

Préparé Alexandre Muniz Le 25 - 8 - 2022

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 22-19376 |
| **Titre de l'appel d'offres** | Service d'entretien et travaux sur demande pour des équipements de mécanique du bâtiment CVAC pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Ville & SIM) |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires (par lot) |

## Tableau des prix reçus

| **LOT 1 - Ouest A** | **Montant total OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.** | **Montant total BAULNE INC.** | **Montant total HONEYWELL LIMITÉE** |
|---|---|---|---|
| Sous-total | 668 459,08 $ | 795 169,00 $ | 827 209,17 $ |
| TPS | 33 422,95 $ | 39 758,45 $ | 41 360,46 $ |
| TVQ | 66 678,79 $ | 79 318,11 $ | 82 514,11 $ |
| **Montant total** | **768 560,83 $** | **914 245,56 $** | **951 083,74 $** |

| **LOT 2 - Ouest B** | **Montant total BAULNE INC.** | **Montant total OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.** | **Montant total HONEYWELL LIMITÉE** |
|---|---|---|---|
| Sous-total | 1 126 142,00 $ | 1 457 001,64 $ | 1 545 380,28 $ |
| TPS | 56 307,10 $ | 72 850,08 $ | 77 269,01 $ |
| TVQ | 112 332,66 $ | 145 335,91 $ | 154 151,68 $ |
| **Montant total** | **1 294 781,76 $** | **1 675 187,64 $** | **1 776 800,97 $** |

| **LOT 3 - Centre A** | **Montant total BAULNE INC.** | **Montant total OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.** | **Montant total HONEYWELL LIMITÉE** |
|---|---|---|---|
| Sous-total | 842 315,00 $ | 852 719,20 $ | 1 082 117,14 $ |
| TPS | 42 115,75 $ | 42 635,96 $ | 54 105,86 $ |
| TVQ | 84 020,92 $ | 85 058,74 $ | 107 941,18 $ |
| **Montant total** | **968 451,67 $** | **980 413,90 $** | **1 244 164,18 $** |

| **LOT 4 - Centre B** | **Montant total BAULNE INC.** | **Montant total OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.** | **Montant total HONEYWELL LIMITÉE** |
|---|---|---|---|
| Sous-total | 1 340 853,00 $ | 2 112 338,12 $ | 2 342 846,13 $ |
| TPS | 67 042,65 $ | 105 616,91 $ | 117 142,31 $ |
| TVQ | 133 750,09 $ | 210 705,73 $ | 233 698,90 $ |
| **Montant total** | **1 541 645,74 $** | **2 428 660,75 $** | **2 693 687,33 $** |

| **LOT 5 - Est** | **Montant total BAULNE INC.** | **Montant total OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.** | **Montant total HONEYWELL LIMITÉE** |
|---|---|---|---|
| Sous-total | 1 391 739,00 $ | 1 422 784,28 $ | 1 791 422,45 $ |
| TPS | 69 586,95 $ | 71 139,21 $ | 89 571,12 $ |
| TVQ | 138 825,97 $ | 141 922,73 $ | 178 694,39 $ |
| **Montant total** | **1 600 151,92 $** | **1 635 846,23 $** | **2 059 687,96 $** |

71

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19376
**Numéro de référence** : 1605726
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Service d'entretien et travaux sur demande pour des équipements de mécanique du bâtiment CVAC pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Ville & SIM)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| BAULNE INC.<br>1850 32ième Avenue<br>Lachine<br>Montréal, QC, H8T 3J7<br>http://www.baulne.ca | Madame Marianne Trudeau<br>Téléphone : 514 422-0444<br>Télécopieur : 514 422-0445 | **Commande : (2058081)**<br>2022-06-14 9 h 12<br>**Transmission :**<br>2022-06-14 9 h 12 | 3753947 - 22-19376_Addenda #1<br>2022-06-16 10 h 46 - Courriel<br>3755527 - 22-19376_Addenda #2 (devis)<br>2022-06-20 12 h 52 - Courriel<br>3755528 - 22-19376_Annexe 8b (Ville et SIM, 5 lots) - Addenda #2<br>2022-06-20 12 h 52 - Téléchargement<br>3759027 - 22-19376_Addenda #3<br>2022-06-27 10 h 04 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| CLIMATISATION PREMIUM INC.<br>6285 Rue Servant<br>Laval, QC, h7h2x4 | Monsieur Kamal Romanos<br>Téléphone : 514 926-3125<br>Télécopieur : | **Commande : (2057972)**<br>2022-06-13 19 h 37<br>**Transmission :**<br>2022-06-13 19 h 37 | 3753947 - 22-19376_Addenda #1<br>2022-06-16 10 h 46 - Courriel<br>3755527 - 22-19376_Addenda #2 (devis)<br>2022-06-20 12 h 52 - Courriel<br>3755528 - 22-19376_Annexe 8b (Ville et SIM, 5 lots) - Addenda #2<br>2022-06-20 12 h 52 - Téléchargement<br>3759027 - 22-19376_Addenda #3<br>2022-06-27 10 h 04 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| CORPORATION ROCHESTER MIDLAND CANADA<br>555 avenue Lee<br>Baie-d'Urfé, QC, H9X 3S3 | Madame Vicky Chiasson<br>Téléphone : 514 966-8415<br>Télécopieur : | **Commande : (2066060)**<br>2022-07-06 9 h 56<br>**Transmission :**<br>2022-07-06 9 h 56 | 3753947 - 22-19376_Addenda #1<br>2022-07-06 9 h 56 - Téléchargement<br>3755527 - 22-19376_Addenda #2 (devis)<br>2022-07-06 9 h 56 - Téléchargement<br>3755528 - 22-19376_Annexe 8b (Ville et SIM, 5 lots) - Addenda #2<br>2022-07-06 9 h 56 - Téléchargement<br>3759027 - 22-19376_Addenda #3<br>2022-07-06 9 h 56 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| HONEYWELL LIMITÉE<br>2366 rue Galvani<br>Québec, QC, G1N 4G4<br>http://www.honeywell.com | Monsieur Marc Blackburn<br>Téléphone : 514 946-8954<br>Télécopieur : | **Commande : (2058287)**<br>2022-06-14 11 h 56<br>**Transmission :**<br>2022-06-14 11 h 56 | 3753947 - 22-19376_Addenda #1<br>2022-06-16 10 h 46 - Courriel<br>3755527 - 22-19376_Addenda #2 (devis)<br>2022-06-20 12 h 52 - Courriel<br>3755528 - 22-19376_Annexe 8b (Ville et SIM, 5 lots) - Addenda #2<br>2022-06-20 12 h 52 - Téléchargement |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 3759027 - 22-19376_Addenda #3<br>2022-06-27 10 h 04 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| NÉVÉ RÉFRIGÉRATION INC.<br>1290 Labadie<br>Longueuil, QC, J4N 1C7<br>https://www.groupeneve.com | Monsieur Simon Giguere<br>Téléphone : 450 677-4588<br>Télécopieur : | **Commande : (2057265)**<br>2022-06-10 14 h 20<br>**Transmission :**<br>2022-06-10 14 h 20 | 3753947 - 22-19376_Addenda #1<br>2022-06-16 10 h 46 - Courriel<br>3755527 - 22-19376_Addenda #2 (devis)<br>2022-06-20 12 h 52 - Courriel<br>3755528 - 22-19376_Annexe 8b (Ville et SIM, 5 lots) - Addenda #2<br>2022-06-20 12 h 52 - Téléchargement<br>3759027 - 22-19376_Addenda #3<br>2022-06-27 10 h 04 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| OPSIS GESTION D'INFRASTRUCTURES INC.<br>2099, boul. Fernand Lafontaine<br>Longueuil, QC, J4G2J4 | Madame Valérie Pottier<br>Téléphone : 450 646-1903<br>Télécopieur : 514 982-9040 | **Commande : (2055204)**<br>2022-06-07 10 h 25<br>**Transmission :**<br>2022-06-07 10 h 44 | 3753947 - 22-19376_Addenda #1<br>2022-06-16 10 h 46 - Courriel<br>3755527 - 22-19376_Addenda #2 (devis)<br>2022-06-20 12 h 52 - Courriel<br>3755528 - 22-19376_Annexe 8b (Ville et SIM, 5 lots) - Addenda #2<br>2022-06-20 12 h 52 - Téléchargement<br>3759027 - 22-19376_Addenda #3<br>2022-06-27 10 h 04 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227157012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie |
| **Objet :** | Accorder quatre (4) contrats aux firmes Baulne inc et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour une période de trente-deux (32) mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes incluses (contrat: 4 631 946,18 $ + contingences: 463 194,62 $) - Appel d'offres public no 22-19376 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1227157012 - Entretien mécanique bâtiments Baulne et Opsis.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
**Tél :** 514-872-1021

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0946
**Division :** Service des finances - Point de service HDV

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.012

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227629001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Systèmes urbains inc., pour des services techniques d'un entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal - Arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 166 493,92 $, taxes incluses. Appel d'offres public 22-19366 - 2 soumissionnaires |

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme Systèmes urbains inc., le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 166 493,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19366 ;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Systèmes urbains inc. ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 14:00

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227629001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Systèmes urbains inc., pour des services techniques d'un entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal - Arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 166 493,92 $, taxes incluses. Appel d'offres public 22-19366 - 2 soumissionnaires |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 1996, la Ville de Montréal, en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec, a mis sur pied un plan lumière dans le Vieux-Montréal, site patrimonial déclaré situé majoritairement entre les rues McGill, de la Commune, Berri et Saint-Antoine. Cet ambitieux plan lumière vise à mettre en valeur le patrimoine montréalais le soir selon une planification urbaine nocturne à l'échelle du quartier. Aujourd'hui, plus de cinquante sites du plan lumière ont été réalisés et contribuent à l'ambiance nocturne impressionnante du secteur. Il s'agit d'édifices publics ou privés, avec ententes, ainsi que de places publiques, dont la plupart ont des systèmes alimentés par le réseau municipal.
En janvier 2013, le Service de la culture remettait certaines responsabilités administratives liées à la coordination du Vieux-Montréal à l'arrondissement de Ville-Marie. Il lui transférait également la responsabilité de l'entretien du Plan lumière jusqu'alors assumée par la Division du patrimoine. L'arrondissement Ville-Marie, à titre de requérant, a alors pris entente avec la Division de la gestion stratégique des actifs (anciennement Division sécurité et aménagement du réseau artériel), à titre d'exécutant, afin que cette dernière effectue les tâches reliées à l'entretien du Plan lumière compte tenu de l'expertise de la Division en éclairage et comme gestionnaire du Plan lumière de 1998 à 2005.

En 2016, l'arrondissement Ville-Marie acceptait la proposition que la Division de la gestion stratégique des actifs prenne en charge l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal.* Depuis, la Division gère, planifie et coordonne les travaux d'entretien de l'éclairage architectural.

Le présent sommaire concerne l'octroi d'un contrat pour l'exécution de l'ensemble des travaux pour l'entretien du Plan lumière 2022 pour une durée de 12 mois.

Aucune autorisation préalable du ministère de la Culture et des Communications n'est requise, car, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, tous les travaux à l'intérieur du Site patrimonial de Montréal doivent faire l'objet d'une autorisation, sauf ceux concernant l'entretien d'équipements déjà installés, qui s'applique au présent projet.

Stratégie de sollicitation du marché :

L'appel d'offres a été pris en charge par le Service de l'approvisionnement. Il a été publié dans le SEAO et le journal Le Devoir le lundi 30 mai 2022 jusqu'au 5 juillet 2022. Les soumissionnaires ont eu 35 jours pour préparer leur soumission. Celle-ci est valide pour une période de 120 jours, soit jusqu'au 2 novembre 2022 (voir PJ dans l'intervention du Service de l'approvisionnement).

Il est à noter qu'aucun addenda n'a été publié en cours d'appel d'offres.

L'estimation a été faite à l'interne par la Division requérante.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG16 0547 - 29 septembre 2016 - Adoption de l'offre que la Division de la gestion stratégique des actifs (anciennement sous la Division sécurité et aménagement du réseau artériel du Service des infrastructures, de la voirie et des transports) prenne en charge l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal.
CA16 240408 - 8 août 2016 - Adoption de l'offre par l'arrondissement Ville-Marie de transfert de responsabilité vers le Service des infrastructures du réseau routier (anciennement sous le Service des infrastructures, de la voirie et des transports).

**DESCRIPTION**

Le présent contrat a pour but de retenir les Services d'un entrepreneur électricien afin de remplacer des pièces défectueuses ou des équipements en fin de vie, souvent situés en hauteur, sur les sites identifiés du Plan lumière. Les travaux se feront sur demande, en fonction des besoins et des priorités identifiés par la Division.
Aucun montant en contingence ni en incidence n'est prévu au présent contrat étant donné que le contrat sera effectif jusqu'à épuisement du budget. Les interventions sont planifiées en conséquence du budget.

L'échéancier pour compléter le contrat est de 12 mois à partir de la date de l'octroi du contrat. Au début de chaque demande d'interventions, l'adjudicataire doit présenter un échéancier précis afin de réaliser les travaux. Il dispose d'un délai maximal de 40 jours ouvrables pour compléter l'intervention. En cas de non-respect de l'échéancier, des pénalités peuvent être appliquées selon les modalités indiquées aux documents contractuels.

2 options de prolongation du contrat ont été prévues au devis.

**JUSTIFICATION**

Sur cinq (5) preneurs de cahier des charges, deux (2) ont déposé des offres pour un taux de réponse de 40%. Pour un preneur de cahier de charges, la raison de non dépôt de soumission émise est que l'entreprise ne participe pas elle-même aux soumissions, mais rend disponible les documents achetés aux entreprises spécialisées. L'appel d'offres étant axé sur l'éclairage architectural, il est possible que certains preneurs de cahier de charges n'offrant pas ces services ce soient désistés. Une autre raison probable de désistement est le haut taux d'occupation des entrepreneurs durant cette période particulière.
La liste des preneurs du cahier des charges se retrouve en pièce jointe au présent sommaire.

Suite à l'évaluation de conformité, l'un des deux soumissionnaires a été déclarés non conforme étant donné que sa soumission est incomplète.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion stratégique des actifs. Cette estimation est basée sur les prix et les taux disponibles du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires conformes et des prix soumis, taxes incluses, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre la dernière estimation et le montant de l'octroi :

| **Soumissionnaire conforme** | **Prix soumis** (taxes incluses) | **Autres (Contingences + variation de quantités)** (taxes incluses) | **Total** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Systèmes urbains inc. | 166 493,92 $ | 0 $ | 166 493,92 $ |
| Estimation interne | 184 419,90 $ | 0 $ | 184 419,90 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)*<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | - 17 925,98 $<br><br>*-9,7 %* |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)*<br><br>Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | N/A<br><br>*N/A* |

La sélection pour le contrat a été effectuée selon le système du plus bas soumissionnaire conforme.

L'écart favorable de -9,7% entre la soumission et la dernière estimation s'explique par le fait que les quantités sont supérieures aux contrats de référence, ce qui a pu engendrer une économie d'échelle.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville (RBQ, RENA, Revenu Québec). Systèmes urbains inc. détient une attestation de l'AMP émise le 14 août 2019 et valide jusqu'au 13 août 2022. Un avis de renouvellement de l'AMP daté du 20 mai 2022 est également fourni par l'adjudicataire. Une vérification faite sur le site de l'AMP le 28 juillet 2022 a permis de constater que l'entreprise Systèmes urbains inc. est inscrite au registre des entreprises autorisées (voir pièce jointe).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale maximale associée au présent dossier est de 166 493,92 $ (taxes incluses) sans contingences ni incidences et sera assumée par le budget de fonctionnement (CR 105761) de la Division de la gestion stratégique des actifs du Service des infrastructures du réseau routier.
Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre. Elle représente un coût net de 152 031,14 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, mais ne s'applique pas aux engagements de changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, car il vise à maintenir en état de fonctionnement l'éclairage architectural existant du Plan lumière.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Une décision favorable permettrait de respecter l'échéancier, mentionné ci-bas, et d'appuyer la pérennité du Plan lumière du Vieux-Montréal.
Une décision défavorable fera en sorte de retarder l'investissement des sommes déjà inscrites au budget de fonctionnement 2022 (CR 105761) et d'accumuler le nombre des interventions requises à une date ultérieure.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

L'entrepreneur devra respecter les directives du gouvernement, de la Direction régionale de santé publique de Montréal et de la Ville en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Dates visées:

- Conseil municipal : 19 septembre 2022
- Réunion de démarrage: Septembre 2022
- Interventions selon besoins
- Fin du contrat : Septembre 2023

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Mehdi TAOUMI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Maxime CHOUINARD
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514-280-0950
**Télécop. :** 514 872-9458

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-05

Mario DUGUAY
Chef de division

**Tél :** 514-207-2257
**Télécop. :** 514-872-9458

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim

**Tél :** 514 872-9485
**Approuvé le :** 2022-08-29

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-29

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
PUBLICS

# Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)

## Confirmation de transmission

Nous confirmons avoir reçu votre demande.

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l'accusé de réception.

Veuillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

**N° client:** 3000144193

**N° de demande:** 2200075828

Date de création : 20 mai 2022 15:53

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227629001*
Unité administrative responsable : *DGSA*
Projet : *Services techniques d'un Entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ;
- 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* Le maintien de l'éclairage d'ambiance dans le Vieux-Montréal vise à offrir un milieu de qualité et améliorer le sentiment de sécurité des usagers, tout en mettant en valeur le riche patrimoine bâti montréalais.

- *20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.* En conservant une qualité d'éclairage exemplaire dans le Vieux-Montréal, la Ville contribue à l'attractivité de ce secteur en améliorant l'expérience touristique, notamment, et son image nocturne.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1227629001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Systèmes urbains inc., pour des services techniques d'un entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal - Arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 166 493,92 $, taxes incluses. Appel d'offres public 22-19366 - 2 soumissionnaires |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19366 Intervention.pdf 22-19366 SEAO_ Liste des commandes.pdf 22-19366 PV.pdf

22-19366 TCP pour l'intervention.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mehdi TAOUMI
Agent d'approvisionnement niv. 2
**Tél :** 5148726800

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-05

Elie BOUSTANI
Chef de Section - Direction Acquisition
**Tél :** 5148726800
**Division :** Service de l'approvisionnement

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19366

No du GDD :

Titre de l'appel d'offres : Services techniques d'un Entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 5 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 5 - 7 - 2022

Ouverture faite le : 5 - 7 - 2022

Date du comité de sélection : n/a - n/a - n/a

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| Construction N.R.C INC. | administratif |

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 2 - 11 - 2022

Date d'échéance révisée : 2 - 11 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Systèmes Urbains Inc. | 166 493,92 $ | √ | |

### Information additionnelle

Les raisons invoquées pour le non-dépôt d'une soumission: (1) l'entreprise ne participe pas elle-même aux soumissions; aucune réponse de la part des autres preneurs de cahier de charge;

Préparé par : Diana Goropceanu

Le 25 - 7 - 2022

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19366

**Agent d'approvisionnement**
Diana Goropceanu

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **Systèmes Urbains Inc.** | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | 1 | Mobilisation | 16 | ch | 1 | 17 344,00 $ | 19 941,26 $ |
| | | | 2 | Chargé de projet | 220 | h | 1 | 14 069,00 $ | 16 175,83 $ |
| | | | 3 | Contremaître (jour) | 200 | h | 1 | 28 370,00 $ | 32 618,41 $ |
| | | | 4 | Contremaître (nuit) | 16 | h | 1 | 2 415,20 $ | 2 776,88 $ |
| | | | 5 | Électricien (jour) | 180 | h | 1 | 23 787,00 $ | 27 349,10 $ |
| | | | 6 | Électricien (nuit) | 16 | h | 1 | 2 245,60 $ | 2 581,88 $ |
| | | | 7 | Concepteur lumière (jour) | 24 | h | 1 | 4 800,00 $ | 5 518,80 $ |
| | | | 8 | Concepteur lumière (nuit) | 16 | h | 1 | 3 520,00 $ | 4 047,12 $ |
| | | | 9 | Camion nacelle | 120 | h | 1 | 22 338,00 $ | 25 683,12 $ |
| | | | 10 | Grue | 24 | h | 1 | 10 920,00 $ | 12 555,27 $ |
| | | | 11 | Lot de matériaux | 1 | ch | 1 | 15 000,00 $ | 17 246,25 $ |
| **Total (Systèmes Urbains Inc.)** | | | | | | | | **144 808,80 $** | **166 493,92 $** |

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19366
**Numéro de référence** : 1609903
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Services techniques d'un Entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| ACQ - Provinciale<br>9200 boul Metropolitain est<br>Montréal, QC, H1K4L2<br>http://modulec.ca NEQ : | Monsieur Luc Claveau<br>Téléphone : 514 354-0609<br>Télécopieur : | **Commande : (2052111)**<br>2022-05-31 7 h 41<br>**Transmission :**<br>2022-05-31 7 h 41 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| CONSTRUCTION N.R.C. INC.<br>160 rue Deslauriers<br>Arr. St-Laurent<br>Montréal, QC, H4N 1V8<br>NEQ : 1149495146 | Madame Iulia Savescu<br>Téléphone : 514 331-7944<br>Télécopieur : 514 331-2295 | **Commande : (2052369)**<br>2022-05-31 11 h 22<br>**Transmission :**<br>2022-05-31 11 h 22 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES B.V. (1980) INC.<br>6239 Marivaux<br>Montréal, QC, H1P 3H6<br>NEQ : 1142900860 | Monsieur Raphael Taillefer<br>Téléphone : 514 645-2627<br>Télécopieur : 514 645-7452 | **Commande : (2053214)**<br>2022-06-01 15 h 32<br>**Transmission :**<br>2022-06-01 15 h 32 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Systèmes Urbains Inc.<br>23, avenue Milton<br>Montréal, QC, H8R 1K6<br>http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721 | Monsieur Francis Duchesne<br>Téléphone : 514 321-5205<br>Télécopieur : 514 321-5835 | **Commande : (2052814)**<br>2022-06-01 8 h 47<br>**Transmission :**<br>2022-06-01 8 h 47 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| VALKO ÉLECTRIQUE INC.<br>319 boul pierre legardeur<br>Repentigny, QC, J5Z 3A7<br>NEQ : 1143781293 | Monsieur Karl Ruel<br>Téléphone : 450 585-2868<br>Télécopieur : 450 654-1348 | **Commande : (2052619)**<br>2022-05-31 15 h 43<br>**Transmission :**<br>2022-05-31 15 h 43 | Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227629001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Systèmes urbains inc., pour des services techniques d'un entrepreneur spécialisé (Électricité) pour l'entretien du Plan lumière du Vieux-Montréal - Arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 166 493,92 $, taxes incluses. Appel d'offres public 22-19366 - 2 soumissionnaires |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

DGIUE - 1227629001.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie GODBOUT
Préposée au budget
**Tél :** 872-0721

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire
**Tél :**
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.013

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229628001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Boivin & Gauvin inc., pour la fourniture de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 1 052 021,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19456 - (2 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. d'accorder à Boivin & Gauvin inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 052 021.25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19456 ;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Boivin & Gauvin inc.;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de sécurité incendie de Montréal, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-08-29 16:42

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229628001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Boivin & Gauvin inc., pour la fourniture de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 1 052 021,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19456 - (2 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Ce contrat d'acquisition permettra le remplacement et l'ajout de caméras à imagerie thermique pour les besoins opérationnels du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). Ainsi, une caméra sera disponible sur les véhicules autopompes et véhicules d'élévation dans l'ensemble des casernes. Le contrat prévoit l'acquisition de 150 caméras, dont 100 caméras pour le remplacement de caméras ayant atteint leur durée de vie et 50 caméras pour augmenter le nombre de caméras disponibles afin d'atteindre l'objectif d'une caméra par véhicule autopompe et véhicule d'élévation et de 3 caméras pour les casernes avec des équipes spécialisées.
La caméra à imagerie thermique est un instrument essentiel qui permet d'accroître la sécurité des pompiers lors de combat d'incendie, d'optimiser la recherche des victimes et d'améliorer la prise de décision pour l'extinction d'incendie. Des essais terrain ont été réalisés par la section de recherche et de développement du centre de formation du SIM afin d'identifier les caractéristiques d'une caméra à imagerie thermique qui répondent aux besoins des pompiers.

Parmi les caméras mises à l'essai, la caméra K-65 de Flir fait partie des caméras retenues pour sa performance aux différents critères d'évaluation. La caméra K-65 de Flir répond à la norme NFPA 1801 (National Fire Protection Association) qui normalise le fonctionnement des caméras en imposant une qualité de l'image, des caractéristiques de sécurité non incendiaire et des exigences de durabilité, dans des conditions d'utilisation pour des services incendie.

L'appel d'offres a été lancé sur SÉAO le 22 juin 2022 pour une ouverture de soumissions le 26 juillet 2022. Deux addendas ont été émis durant la période (questions administratives) . Les soumissions sont valides 90 jours calendrier suivant la date d'ouverture des soumissions du 26 juillet 2022. Les dernières acquisitions de caméras à imagerie thermique ont été réalisées en 2015.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG16 0116 - 25 février 2016 - Accorder un contrat à Aréo-feu ltée pour la fourniture de caméras à imagerie thermique de modèle Évolution 6000 de MSA pour le Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 1 090 764,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14951 (3 soum.).

**DESCRIPTION**

Le SIM procédera à l'acquisition de 150 caméras à imagerie thermique et des accessoires, tels des chargeurs véhiculaires. Des 150 caméras, 100 caméras serviront aux remplacements de caméras ayant atteint leur durée de vie et 50 caméras permettront l'ajout de caméras pour atteindre l'objectif d'une caméra par véhicule d'intervention. Les installations des chargeurs et des supports sur l'ensemble des véhicules seront réalisées par les pompiers des ateliers de la Division des services techniques du SIM. Selon les conditions de l'appel d'offres, l'adjudicataire garantit la disponibilité de caméras en service en tout temps par l'offre d'une consignation de 10 caméras pour pourvoir aux remplacements des caméras lors de réparations. Le soumissionnaire offre une garantie de 5 ans sur les caméras, les piles, les chargeurs véhiculaires et les chargeurs de table.

**JUSTIFICATION**

Le système de pondération est du plus bas soumissionnaire conforme.
Analyse des soumissions :

Nombre de preneurs du cahier des charges : 3 - Boivin & Gauvin inc. , Protection incendie CFS Ltée., AéroFeu Ltée.

Nombre de soumissions reçues : 2

La liste complète des preneurs de document d'appel d'offres se trouve en pièce jointe de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Conformité des soumissions :

2/3 (66%)

Des 2 soumissions reçues, 1 soumission était conforme techniquement (Boivin & Gauvin inc.).

Protection Incendie CFS Ltée a été rejetée pour non-conformité technique.

La liste complète des preneurs de document d'appel d'offres se trouve en pièce jointe de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Système d'adjudication : plus bas soumissionnaire conforme

| Firmes soumissionnaires | Prix soumis (Sans taxes) | Autres (à préciser) | Total (tx incl.) |
|---|---|---|---|
| Boivin & Gauvin Inc | 915,000 $ | | 1,052,021.25 $ |
| Protection Incendie CFS Ltée | 2,173,531 $ | | 2,499,017.04 $ |
| | | | |
| Dernière estimation réalisée | 1,500,000 $ | | 1,724,625.00 $ |
| Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) | | | 1,775,519.15 $ |
| Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100 | | | 68.8% |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme) | | | 1,446,995.79 $ |
| Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100 | | | 137.5% |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) | | | -672,603.75 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100 | | | -39.0% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse) | | | 1,446,995.79 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100 | | | 137.5% |

L'écart de la dernière estimation versus le plus bas soumissionnaire conforme (-39%) est dû au fait que la caméra offerte par Boivin & Gauvin inc. inclut le chargeur demandé. De plus, un prix de volume a considérablement influencé le prix à la baisse. Lors de la dernière estimation, une moyenne a été faite avec les différents prix budgétaires fournis par les fournisseurs.

Conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 724 625 $, taxes incluses. Cette estimation est basée sur les derniers prix payés mis à jour par la Ville pour l'acquisition des articles concernés.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le Service de sécurité incendie de Montréal, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.
Le SIM prévoit des coûts d'acquisition de 1 052 021,25 $, taxes incluses, pour la période de 2022 à 2024.

Les crédits seront disponibles au PDI du SIM pour couvrir les commandes qui seront émises durant les 2 années du contrat.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en matière de changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de biens matériels qui répondent à des normes spécifiques du domaine de l'incendie, telle que la norme NFPA.
Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe (voir Annexe 1).

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La mise à la disposition de caméras à imagerie thermique pour l'ensemble des casernes et des chefs aux opérations permet d'améliorer la sécurité des pompiers, d'améliorer les techniques de recherche de victimes et d'améliorer la prise de décision sur les scènes d'intervention.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Des enjeux d'approvisionnement du côté du fournisseur peuvent survenir dû au marché mondial changeant (délais principalement).

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal : 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération : 22 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Malika EL YAAGOUBI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Saiv Thy CHAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Stéphane S GOYETTE
chef aux opérations

**Tél :** 5142411517
**Télécop. :** 5148727443

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Sylvain LECOURS
Chef de division - SIM

**Tél :** 514-872-4711
**Télécop. :** 5178727443

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alexandre MIZOGUCHI
directeur adjoint - securite incendie
**Tél :** 514-872-4304
**Approuvé le :** 2022-08-30

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard LIEBMANN
Directeur
**Tél :** 514 872-4298
**Approuvé le :** 2022-08-30

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229628001
Unité administrative responsable : *Division des services techniques - Service de sécurité incendie de Montréal*
Projet : Accorder un contrat à Boivin & Gauvin pour la fourniture de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 1 052 021,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19456 - (2 soumissionnaires)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*S.O.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*S.O.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1229628001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Boivin & Gauvin inc., pour la fourniture de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 1 052 021,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19456 - (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19456_Intervention -corrigé.pdf
22-19456 SEAO_Liste des commande.pdf.pdf
22-19456_PV.pdf.pdf
22-19456_TCP (intervention).pdf.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Malika EL YAAGOUBI
Approvisionnement 2
**Tél :** (438) 888-7628

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Elie BOUSTANI
c/s app.strat.en biens
**Tél :** 514 838-4519
**Division :** Service de l'approvisionnement,Direction acquisition

**APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES**
**ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT**

**Identification**

No de l'appel d'offres : **22-19456**

No du GDD : 1229628001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de chargeur et de caméras à imagerie thermique pour le SIM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

**Déroulement de l'appel d'offres**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lancement effectué le : | 22 | - 6 | - 2022 | Nombre d'addenda émis durant la période : | | | 2 | |
| Ouverture originalement prévue le : | 26 | - 7 | - 2022 | Date du dernier addenda émis : | 21 | - Juillet | - 2022 | |
| Ouverture faite le : | 26 | - 7 | - 2022 | Délai total accordé aux soumissionnaires : | | | 34 | j/s |
| Date du comité de sélection : | | - | - | | | | | |

**Analyse des soumissions**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nbre de preneurs : | 3 | Nbre de soumissions reçues : | 2 | % de réponses : | 666666 |
| | | Nbre de soumissions rejetées : | 1 | % de rejets : | 50 |

Motif de rejet: administratif et / ou technique

Soumission(s) rejetée(s) (nom)

| | |
|---|---|
| Protection Incendie CFS Ltée | non conforme au niveau administrative |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Durée de la validité initiale de la soumission : | 90 | j/s | Date d'échéance initiale : | 24 | - 10 | - | 2022 |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | 0 | j/s | Date d'échéance révisée : | 24 | - 10 | - | 2022 |

**Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi**

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Bovin & Gauvin | 1 052 021,25 | √ | |
| Protection Incendie CFS Ltée | 2 499 017,04 | | |

**Information additionnelle**

Des 3 preneurs du cahier de charges,2 ont soumissionné.un fournissur a désisté car il ne dispose pas du certificat NFPA et un soumissionnaire a été déclaré administrativement non conforme car il n'a pas fourni le cautionnement d'exécution 2 addenda ont été publié.la soumission reçu est la plus basse conforme.le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n,est pas inscrit au RENA, et n,est pas rendu non conforme en vertu de la politique de gestion contractuelle de la ville

Préparé par : Malika El Yaagoubi

Le 29 - Août - 2022

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19456

**Agent d'approvisionnement**
Malika El Yaagoubi

| Conformité | Oui |
|---|---|

| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Données: Montant sans taxes | Données: Montant taxes incluses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Boivin & Gauvin Inc** | | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | 1 | Caméra à imagerie thermique | 70 | chaque | 1 | 5 395,00 $ | 377 650,00 $ | 434 203,09 $ |
| | | | 2 | Chargeur de véhécule | 70 | chaque | 1 | 705,00 $ | 49 350,00 $ | 56 740,16 $ |
| | | | 3 | Chargeur de table(inclus) | 70 | chaque | 1 | - $ | - $ | - $ |
| | | | 4 | Caméra à imagerie thermique | 80 | chaque | 1 | 5 395,00 $ | 431 600,00 $ | 496 232,10 $ |
| | | | 5 | Chargeur de véhécule | 80 | chaque | 1 | 705,00 $ | 56 400,00 $ | 64 845,90 $ |
| | | | 6 | Chargeur de table(inclus) | 80 | chaque | 1 | - $ | - $ | - $ |
| **Total (Boivin & Gauvin Inc)** | | | | | | | | | **915 000,00 $** | **1 052 021,25 $** |
| **Protection Incendie CFS Ltée** | | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | 1 | Caméra à imagerie thermique | 70 | chaque | 1 | 13 901,75 $ | 973 122,50 $ | 1 118 847,59 $ |
| | | | 2 | Chargeur de véhécule | 70 | chaque | 1 | 830,72 $ | 58 150,40 $ | 66 858,42 $ |
| | | | 3 | Chargeur de table(inclus) | 70 | chaque | 1 | 487,25 $ | 34 107,50 $ | 39 215,10 $ |
| | | | 4 | Caméra à imagerie thermique | 80 | chaque | 1 | 12 533,91 $ | 1 002 712,80 $ | 1 152 869,04 $ |
| | | | 5 | Chargeur de véhécule | 80 | chaque | 1 | 830,72 $ | 66 457,60 $ | 76 409,63 $ |
| | | | 6 | Chargeur de table(inclus) | 80 | chaque | 1 | 487,25 $ | 38 980,00 $ | 44 817,26 $ |
| **Total (Protection Incendie CFS Ltée)** | | | | | | | | | **2 173 530,80 $** | **2 499 017,04 $** |

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19456
**Numéro de référence** : 1618124
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Fourniture de chargeur et de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| ARÉO-FEU LTÉE<br>5205, J.A. Bombardier<br>Longueuil, QC, J3Z 1G4 | Madame Jessie Boulay<br>Téléphone : 450 651-2240<br>Télécopieur : 450 651-1970 | **Commande : (2064239)**<br>2022-06-30 5 h 20<br>**Transmission :**<br>2022-06-30 5 h 20 | 3764198 - 22-19456 Addenda 1<br>2022-07-06 16 h 18 - Courriel<br>3771851 - 22-19456 Addenda 2<br>2022-07-21 11 h 22 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| BOIVIN & GAUVIN INC.<br>4655 Charles-Malhiot<br>Trois-Rivières, QC, G9B0V4<br>http://www.1200-degres.com | Monsieur Maxime Brouillard<br>Téléphone : 819 909-9944<br>Télécopieur : 819 909-9955 | **Commande : (2061856)**<br>2022-06-23 7 h 11<br>**Transmission :**<br>2022-06-23 7 h 11 | 3764198 - 22-19456 Addenda 1<br>2022-07-06 16 h 18 - Courriel<br>3771851 - 22-19456 Addenda 2<br>2022-07-21 11 h 22 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| PROTECTION INCENDIE CFS LTÉE<br>365, rue des Commandants<br>Trois-Rivières, QC, G8T 9A2<br>http://www.protectionincendiecfs.com | Monsieur Luc Jean<br>Téléphone : 819 374-4205<br>Télécopieur : 819 374-7379 | **Commande : (2063610)**<br>2022-06-28 15 h 48<br>**Transmission :**<br>2022-06-28 15 h 48 | 3764198 - 22-19456 Addenda 1<br>2022-07-06 16 h 18 - Courriel<br>3771851 - 22-19456 Addenda 2<br>2022-07-21 11 h 22 - Courriel<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229628001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Boivin & Gauvin inc., pour la fourniture de caméras à imagerie thermique pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Dépense totale de 1 052 021,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19456 - (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

ÉJ GDD 1229628001 Intervention Finance (caméras à imagerie thermique).xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Saiv Thy CHAU
Conseiller budgétaire
**Tél :** 514-872-6012

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Hélène DÉRY
Chef d'équipe - Professionnelle d'expertise
**Tél :** 514 265-3805
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.014

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227248001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division gestion des espaces et des aménagements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure trois (3) ententes cadres éco-responsables en approvisionnement majoritairement pour un groupe de projets d'aménagement d'espaces administratifs qui seront réalisés dans les deux (2) prochaines années, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze mois (12) pour l'acquisition de mobiliers, Lot 1 pour un montant de 1 372 299,84 $ - taxes incluses, postes de travail, cabines & rangements, Unique mobilier de bureau (2737-6557 Québec inc.) - (contrat: 1 143 583,20 $ + contingences 228 716,64 $); Lot 2 - pour un montant de 586 688,45 $, taxes incluses, Fauteuils, Groupe ameublement Focus inc. - (contrat : 488 907,04 $ + contingences 97 781,41 $); Lot 3 - pour un montant de 247 646,50 $ taxes incluses, Tables, Groupe ameublement Focus inc. (contrat: 206 372,08 $ + contingences 41 274,42 $) - Appel d'offres public (22-19276) (3 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, d'une durée de deux (2) ans, avec une option de renouvellement de douze (12) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, du mobilier de bureau pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19276

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Unique mobilier de bureau | Postes de travail, cabines et rangements - Lot 1 | 1 143 584,35 $ |
| Groupe ameublement focus Inc | Fauteuils - Lot 2 | 488 907,04 $ |
| Groupe ameublement focus Inc | Tables - Lot 3 | 206 372,08 $ |

2. d'autoriser une dépense de 367 772,47 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences (Lot 1 : 228 716,64 $, Lot 2 : 97 781,41 $ et Lot 3 : 41 274,42 $);

3. de procéder à une évaluation du rendement d'Unique mobilier de bureau ( 2737-6557 Québec inc.)

4. d'imputer ces dépenses à même les budgets du programme d'optimisation des espaces # 30910 selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 11:59

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227248001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division gestion des espaces et des aménagements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure trois (3) ententes cadres éco-responsables en approvisionnement majoritairement pour un groupe de projets d'aménagement d'espaces administratifs qui seront réalisés dans les deux (2) prochaines années, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze mois (12) pour l'acquisition de mobiliers, Lot 1 pour un montant de 1 372 299,84 $ - taxes incluses, postes de travail, cabines & rangements, Unique mobilier de bureau (2737-6557 Québec inc.) - (contrat: 1 143 583,20 $ + contingences 228 716,64 $); Lot 2 - pour un montant de 586 688,45 $, taxes incluses, Fauteuils, Groupe ameublement Focus inc. - (contrat : 488 907,04 $ + contingences 97 781,41 $); Lot 3 - pour un montant de 247 646,50 $ taxes incluses, Tables, Groupe ameublement Focus inc. (contrat: 206 372,08 $ + contingences 41 274,42 $) - Appel d'offres public (22-19276) (3 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du programme MTL Flexibles, avec l'implantation d'un mode de travail hybride, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a été mandaté afin de développer une stratégie immobilière ainsi que les nouveaux principes directeurs des aménagements intégrant des espaces de collaboration.
Dans le cadre de la réorganisation administrative de la Ville en date du 4 avril 2022, le Service de la stratégie immobilière (SSI) a été créé et ce mandat relève maintenant du SSI.

À terme, cette stratégie permettra des économies importantes sur les coûts de location, en offrant à ses employés des espaces collaboratifs et non assignés. Elle s'appuie en continuité de l'utilisation optimale des pôles administratifs.

Ces projets feront en sorte que ces équipes aient un environnement de travail sain, sécuritaire, écologique et inclusif, permettant aux services d'exercer leurs rôles de premier plan selon leurs expertises.
Ainsi, les phases de conception et de planification du projet ont été entamées par le Service de la stratégie immobilière (SSI). Des services de professionnels externes ont été mandatés et des plans et devis ont été réalisés.

Afin d'aménager ces nouveaux espaces de travail un appel d'offres public pour l'acquisition de

mobilier a été lancé par le SSI.

Cette entente d'approvisionnement sera en mesure de répondre diligemment aux demandes exprimées par la Ville.

Quatre (4) sites administratifs localisés dans l'arrondissement Ville-Marie seront particulièrement sollicités dans cette entente.

Le marché a été sollicité via un appel d'offres public dans le journal Le Devoir et publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du mercredi 13 avril 2022 au mardi 7 juin 2022, offrant cinquante-cinq (55) jours calendrier. Les firmes intéressées ont pu se procurer des cahiers de charges, et déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est de cent vingt (120) jours calendrier à compter de la date de dépôt, soit jusqu'au mardi 4 octobre 2022.

Dix (10) addenda ont été émis dont la nature est résumée dans le tableau suivant :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 09.05.2022 | Report de date, reportée au mardi 24 mai 2022 | N/A |
| 2 | 09.05.2022 | Report de date, reportée au mardi 24 mai 2022. La nouvelle date d'ouverture des soumissions n'avait pas été modifiée/mise à jour dans le SEAO dans l'addenda #1 | N/A |
| 3 | 11.05.2022 | 135 questions/réponses avec modifications du bordereau de prix | N/A |
| 4 | 18.05.2022 | Report de date, reportée au mardi 31 mai 2022. | N/A |
| 5 | 19.05.2022 | 20 questions/réponses avec modifications du bordereau de prix | N/A |
| 6 | 20.05.2022 | 3 questions/réponses | N/A |
| 7 | 24.05.2022 | 2 questions/réponses | N/A |
| 8 | 24.05.2022 | 2 questions/réponses | N/A |
| 9 | 24.05.2022 | Report de date, reportée au mardi 7 juin 2022 | N/A |
| 10 | 27.05.2022 | 1 question/réponse avec modification du bordereau de prix | N/A |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG18 0183 - le 29 mars 2018** - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue de 3928446 Canada inc., pour une période de 10 ans à compter du 1er novembre 2018, des espaces situés au 4e étage de l'immeuble sis au 5800, rue Saint-Denis, d'une superficie d'environ 18 180 pieds carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 3 732 167,84 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
**CM10 0530 - le 14 juin 2010** - Approuver le projet de bail entre la Ville de Montréal et 3928466 Canada inc., pour la location d'un local d'une superficie de 20 000 pi² au 5800, rue Saint-Denis, pour les besoins du Bureau de poste de la Ville et du Centre d'impression numérique, du 1er décembre 2010 au 30 novembre 2019, pour un montant total approximatif de 4 487 356,44 $, taxes incluses.

**CG08 0334 - 19 juin 2008** - Approuver un projet de modification de bail aux termes duquel

la Ville de Montréal et la Société en commandite Brennan-Duke conviennent de prolonger le bail de l'immeuble situé au 801, rue Brennan à des fins d'activités de bureaux, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2017, et ce, aux mêmes termes et conditions, pour une dépense annuelle de 6 800 082.14 $, taxes incluses.

**CM05 0104 - 21 février 2005** - Approuver le regroupement des services corporatifs au 31, rue Duke et approuver les projets de baux avec la Société en commandite Brennan-Duke, la SDM et l'administration portuaire de Montréal.

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire a pour objet l'octroi de trois ententes-cadres en approvisionnement pour la fourniture de mobiliers, postes de travail, cabines, rangements, fauteuils et tables ainsi que pour la période de garantie, tel que décrit dans les documents d'appel d'offres.
Contrat 1 : Lot 1 - Postes de travail, cabines & rangements, UNIQUE MOBILIER DE BUREAU (2737-6557 QUEBEC INC.) - 1 143 583,20 $;

Contrat 2 : Lot 2 - Fauteuils, GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. - 488 907,04 $;

Contrat 3 : Lot 3 - Tables, GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. - 206 372,08 $

La liste prévisionnelle de projets incluse au Devis présente, à titre indicatif, des exemples de projets de moyenne à grande envergure. Elle représente les priorités du SSI, dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'optimisation des espaces administratifs, et ce, au moment de la préparation du présent appel d'offres.

Les commandes seront attribuées par projet et selon les prix indiqués au Bordereau de soumission suite à l'entente préalable avec le SSI et suite à l'émission d'un bon de commande.

Tout au long de l'exécution de leurs prestations, la firme sera encadrée par les professionnels et professionnelles du SSI.

Un montant additionnel de 20 % sera ajouté en contingences pour les trois contrats (367 772,47 $ taxes incluses) afin de pallier d'éventuels imprévus en cours de contrat :

Lot 1 : le montant équivaut à 228 716,64 $, taxes incluses;

Lot 2 : le montant équivaut à 97 781,41 $, taxes incluses;

Lot 3 : le montant équivaut à 41 274,42 $, taxes incluses.

La dépense totale incluant les contingences pour les 3 contrats (lots) est de 2 206 635,95 $ taxes incluses, ou de 2 014 953,81 $ après ristournes ( montant à emprunter).

**JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres public, il y a eu onze (9) preneurs du cahier des charges sur le site du SÉAO dont trois (33%) ont déposé une soumission pour le lot 1, et un seul soumissionnaire a déposé une soumission pour les lots 2 et 3.
Une même firme pouvait soumettre une proposition pour chacun des trois (3) lots et pouvait obtenir chacun des lots.

Au nombre des preneurs du cahier des charges, on retrouve l'Assemblée Nationale-Direction des ressources financières, de l'approvisionnement et de la vérification qui a acheté les documents à titre informatif, ainsi que deux (2) preneurs qui ne fournissent pas les produits

demandés. Les autres preneurs n'ont pas soumissionné en mentionnant un mode d'adjudication restrictif ( plus bas soumissionnaire ) ou par manque de temps.

Lot 1 :
L'offre de services du lot 1 a été jugée conforme

| Firmes soumissionnaires | Prix soumissionnés (Taxes incluses) $ | Autres Contingences (Taxes incluses) $ | Total (Taxes incluses) $ |
|---|---|---|---|
| Unique Mobilier de bureau | 1 143 583,20 | 228 716,64 | 1 372 299,84 |
| Groupe Ameublement Focus Inc. | 1 551 718,70 | 310 343,74 | 1 862 062,44 |
| Dernière estimation réalisée par les professionnels | 1 155 096,34 | 216 360,00 | 1 371 456,34 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) | | | -11 513,14 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100) | | | -1,00% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse) | | | 408 135,50 |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100) | | | 35,69% |

La différence de - 1% entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation préparée par nos professionnels internes est acceptable.

La différence de 35,69% entre la deuxième plus basse et la plus basse s'explique par la volonté du plus bas soumissionnaire de s'assurer de rentrer sur le marché de la Ville et ainsi devenir un nouveau fournisseur.

Lot 2 :
L'offre de services du lot 2 a été jugée conforme

| Firmes soumissionnaires | Prix soumissionnés (Taxes incluses) $ | Autres Contingences (Taxes incluses) $ | Total (Taxes incluses) $ |
|---|---|---|---|
| Groupe Ameublement Focus Inc. | 488 907,04 | 97 781,41 | 586 688,45 |
| Dernière estimation réalisée par les professionnels | 337 969,01 | 67 593,80 | 405 562,81 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) | | | 150 938,03 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100) | | | 44,66% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse) | | | N/A |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100) | | | N/A |

La différence de 44,6 % entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation préparée par nos professionnels internes est élevée mais justifiable par la nouveauté des produits qui font partie de l'environnement collaboratif.

Lot 3 :

L'offre de services du lot 3 a été jugée conforme

| Firmes soumissionnaires | Prix soumissionnés (Taxes incluses) $ | Autres Contingences (Taxes incluses) $ | Total (Taxes incluses) $ |
|---|---|---|---|
| Groupe Ameublement Focus Inc. | 206 372,08 | 41 274,42 | 247 646,50 |
| Dernière estimation réalisée par les professionnels | 223 936,81 | 44 787,36 | 268 724,17 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) | | | -17 564,73 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100) | | | -7,84% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse) | | | N/A |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100) | | | N/A |

La différence de -7,84 % entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation préparée par nos professionnels internes est acceptable.

L'écart global, en intégrant les trois lots, entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation préparée par nos professionnels internes de 7%, est acceptable.

Étant donné l'écart respectable entre l'estimation et la soumission pour chacun des 3 lots, la Ville n'a pas rencontré la firme afin de négocier le prix.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise et l'entreprise n'a pas à obtenir une telle attestation dans le cadre de ce contrat.

Par ailleurs, les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles (RENA) aux contrats publics et n'ont pas de restriction imposée sur leur licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ).

Les adjudicataires ne sont pas rendus non conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville et ne figurent pas sur la liste des firmes à rendement insuffisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, il n'est pas requis d'évaluer le rendement de Groupe ameublement Focus inc., une évaluation de risque a été effectuée. Ce contrat ne présente pas de risque significatif.

Cependant, une évaluation du rendement de Unique mobilier de bureau (2737-6557 Québec inc.) sera réalisée tout au long de l'entente-cadre.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit de trois (3) ententes-cadres, pour deux (2) ans avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois, ainsi que pour la période de garantie, sans imputation budgétaire, pour la fourniture de mobiliers, postes de travail, cabines, rangements, fauteuils et tables.

Les mandats seront attribués sur demande en fonction des besoins et de la planification des projets. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Puisque les projets peuvent être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, il est possible qu'ils concernent des dépenses d'agglomération. Ces ententes-cadres sont limitées aux projets réalisés par le SSI.
La dépense totale pour ces contrats est prévue au programme décennal d'immobilisations (PDI) du SSI, dans le programme d'optimisation des espaces (no. 30910).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un retard dans l'octroi de ces contrats pour l'acquisition de mobilier se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes de plusieurs projets, et aura par conséquent des impacts importants sur l'offre de services aux Montréalais.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 pourrait avoir un impact sur ce dossier en termes de coût et de disponibilité des matériaux.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Passage au CM du 19 septembre 2022

Passage au CG du 22 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Nancy LAINEY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Julien ROZON
Gestionnaire Immobilier

**Tél :** 514 349-1035
**Télécop. :** 514 280-3597

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Nathalie ORTEGA
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe, en remplacement de Marie-Hélène Lessard, chef de division

**Tél :** 514-226-9652
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine FORTIN
Directrice de service
**Tél :** (514) 501-3390
**Approuvé le :** 2022-08-29

Montréal

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

| | |
|---|---|
| Numéro d'AO : | **22-19276** |
| Titre d'AO : | **Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif - Lot 1** |
| Date d'ouverture : | **2022-06-07** |
| Heure d'ouverture : | **13h30** |

### RÉSULTATS

| | |
|---|---|
| **Plus bas soumissionnaire conforme :** | Unique Mobilier de bureau- 27376557 Québec inc |
| Prix du plus bas soumissionnaire conforme : | 1 315 120,68 $ |
| Deuxième plus bas soumissionnaire conforme : | Groupe ameublement Focus |
| Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme : | 1 787 476,50 $ |
| Dernière estimation : | 1 371 456,34 $ |
| Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%) | -4% |
| Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%) | 36% |
| Nombre de soumissions déposées : | 2 |

| Rang* | Soumissionnaire | Prix soumis $ | Statut intérimaire | Statut final | Remarque |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Unique Mobilier de bureau- 27376557 Québec inc | 1 315 120,68 $ | Conforme | CONFORME | |
| 2 | Groupe ameublement Focus | 1 787 476,50 $ | Conforme | CONFORME | |

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

### COMMENTAIRES

### IDENTIFICATION

| | | |
|---|---|---|
| **Analyse faite par :** | Julien Rozon | Date : 2022-08-16 |
| **Vérifiée par :** | **Nathalie Ortega** | Date : 2022-08-17 |

Montréal

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

| | |
|---|---|
| Numéro d'AO : | **22-19276** |
| Titre d'AO : | **Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif - Lot 2** |
| Date d'ouverture : | **2022-06-07** |
| Heure d'ouverture : | **13h30** |

### RÉSULTATS

| | |
|---|---|
| **Plus bas soumissionnaire conforme :** | Groupe ameublement Focus |
| Prix du plus bas soumissionnaire conforme : | 562 243,10 $ |
| Deuxième plus bas soumissionnaire conforme : | |
| Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme : | |
| Dernière estimation : | 396 759,01 $ |
| Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%) | 42% |
| Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%) | |
| Nombre de soumissions déposées : | 1 |

| Rang* | Soumissionnaire | Prix soumis $ | Statut intérimaire | Statut final | Remarque |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Groupe ameublement Focus | 562 243,10 $ | Conforme | CONFORME | |
| 2 | | | Conforme | À COMPLÉTER | |

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

### COMMENTAIRES

### IDENTIFICATION

| | | |
|---|---|---|
| **Analyse faite par :** | Julien Rozon | Date : 2022-08-16 |
| **Vérifiée par :** | **Nathalie Ortega** | Date : 2022-08-17 |

Montréal

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

| | |
|---|---|
| Numéro d'AO : | **22-19276** |
| Titre d'AO : | **Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif - Lot 3** |
| Date d'ouverture : | **2022-06-07** |
| Heure d'ouverture : | **13h30** |

### RÉSULTATS

| | |
|---|---|
| **Plus bas soumissionnaire conforme :** | Groupe ameublement Focus |
| Prix du plus bas soumissionnaire conforme : | 237 327,89 $ |
| Deuxième plus bas soumissionnaire conforme : | |
| Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme : | |
| Dernière estimation : | 259 527,33 $ |
| Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%) | -9% |
| Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%) | |
| Nombre de soumissions déposées : | 1 |

| Rang* | Soumissionnaire | Prix soumis $ | Statut intérimaire | Statut final | Remarque |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Groupe ameublement Focus | 237 327,89 $ | Conforme | CONFORME | |
| 2 | | | Conforme | À COMPLÉTER | |

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

### COMMENTAIRES

### IDENTIFICATION

| | | |
|---|---|---|
| **Analyse faite par :** | Julien Rozon | Date : 2022-08-16 |
| **Vérifiée par :** | **Nathalie Ortega** | Date : 2022-08-17 |

## Tableau des coûts du contrat - Lot 1

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet:** | Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif - Lot 1 | | | | Mandat: | IM-OE-21-0004 |
| **Adresse:** | 801 Rue Brennan, Montréal, QC H3C 0G4 | | | | Contrat: | 22-19276 |
| **Date:** | 29-juin-22 | | | | | |
| **Étape:** | Octroi de contrat | | | | | |
| **Fournisseur** | Unique Mobilier de bureau- 27376557 Québec | | **Budget** | **TPS 5,0%** | **TVQ 9,975%** | **Total** |
| **Contrat** | **POSTE DE TRAVAIL, CABINE & RANGEMENTS** | | | | | |
| | **Contrat de base** | | 994 636,40 $ | | | |
| | Sous-Total | | | 49 731,82 $ | 99 214,98 $ | 1 143 583,20 $ |
| | Contingences | 20% | 198 927,28 $ | 9 946,36 $ | 19 843,00 $ | 228 716,64 $ |
| | **Total - Contrat** | | **1 193 563,68 $** | **59 678,18 $** | **119 057,98 $** | **1 372 299,84 $** |
| **Ristournes** | **Coût (montant à autoriser)** | | **1 193 563,68 $** | **59 678,18 $** | **119 057,98 $** | **1 372 299,84 $** |
| | **TPS** | 100% | | 59 678,18 $ | | |
| | **TVQ** | 50% | | | 59 528,99 $ | |
| | **Coût après ristourne (Montant à emprunter)** | | **1 193 563,68 $** | | **59 528,99 $** | **1 253 092,67 $** |

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude relié au projet.

## Tableau des coûts du contrat - Lot 2

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet:** | Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif - Lot 2 | | | | Mandat: | IM-OE-21-0004 |
| **Adresse:** | 801 Rue Brennan, Montréal, QC H3C 0G4 | | | | Contrat: | 22-19276 |
| **Date:** | 29-juin-22 | | | | | |
| **Étape:** | Octroi de contrat | | | | | |
| **Fournisseur** | Groupe Ameublement Focus | | **Budget** | **TPS 5,0%** | **TVQ 9,975%** | **Total** |
| **Contrat** | **FAUTEUILS** | | | | | |
| | Contrat de base | | 425 229,00 $ | | | |
| | Sous-Total | | | 21 261,45 $ | 42 416,59 $ | 488 907,04 $ |
| | Contingences | 20% | 85 045,80 $ | 4 252,29 $ | 8 483,32 $ | 97 781,41 $ |
| | **Total - Contrat** | | **510 274,80 $** | **25 513,74 $** | **50 899,91 $** | **586 688,45 $** |
| **Ristournes** | **Coût (montant à autoriser)** | | **510 274,80 $** | **25 513,74 $** | **50 899,91 $** | **586 688,45 $** |
| | **TPS** | 100% | | 25 513,74 $ | | |
| | **TVQ** | 50% | | | 25 449,96 $ | |
| | **Coût après ristourne (Montant à emprunter)** | | **510 274,80 $** | | **25 449,96 $** | **535 724,76 $** |

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude relié au projet.

## Tableau des coûts du contrat - Lot 3

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet:** | Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif - Lot 3 | | | | Mandat: | IM-OE-21-0004 |
| **Adresse:** | 801 Rue Brennan, Montréal, QC H3C 0G4 | | | | Contrat: | 22-19276 |
| **Date:** | 29-juin-22 | | | | | |
| **Étape:** | Octroi de contrat | | | | | |
| **Fournisseur** | Groupe Ameublement Focus | | **Budget** | **TPS 5,0%** | **TVQ 9,975%** | **Total** |
| **Contrat** | **TABLES** | | | | | |
| | Contrat de base | | 179 493,00 $ | | | |
| | Sous-Total | | | 8 974,65 $ | 17 904,43 $ | 206 372,08 $ |
| | Contingences | 20% | 35 898,60 $ | 1 794,93 $ | 3 580,89 $ | 41 274,42 $ |
| | **Total - Contrat** | | **215 391,60 $** | **10 769,58 $** | **21 485,31 $** | **247 646,49 $** |
| **Ristournes** | **Coût (montant à autoriser)** | | **215 391,60 $** | **10 769,58 $** | **21 485,31 $** | **247 646,49 $** |
| | **TPS** | 100% | | 10 769,58 $ | | |
| | **TVQ** | 50% | | | 10 742,66 $ | |
| | **Coût après ristourne (Montant à emprunter)** | | **215 391,60 $** | | **10 742,66 $** | **226 134,26 $** |

| | |
|---|---|
| *** prix déposé par le plus bas soumissionnaire (total des 3 lots)** | **1 599 358,40 $** |

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude relié au projet.

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227248001]*
Unité administrative responsable : *Service de la Stratégie Immobilière*
Projet : *Contrat-Cadre d'approvisionnement - réaménagement des espaces administratifs*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | oui | non | s. o. |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | x | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat

local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

16 - Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*1 – Dans le cadre du plus grand projet global du réaménagement des espaces administratifs, la Ville de Montréal réduira à terme son empreinte de 33% en termes de superficie occupée par différents services administratifs (rationalisation de plus de 300 000 pi2 d'espaces locatifs). Grâce à une réduction importante du nombre de bâtiments loués, elle permet une réduction de l'empreinte*

*carbone en matière de GES.De plus, les soumissionnaires s'engagent à respecter les normes de développement durable de la Ville et les exigences LEED par rapport à la composition du mobilier.*

*4 – Contribuer à une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire par le partage de bureau et la maximisation de l'utilisation du pied carré existant.*

*8 – La nouvelle politique d'accessibilité universelle de la Ville de Montréal fut appliquée dans le cadre du présent appel d'offres, de sorte à limiter les discriminations auprès des utilisateurs à mobilité réduite.*

*16 - Grâce à la mise en place d'un projet pilote innovant et performant adapté aux activités à la nouvelle réalité du modèle de travail hybride, il stimule l'innovation et la créativité*

*17 – Le nouveau mobilier répond aux exigences du programme « Montréal Flex » des aménagements collaboratifs, favorisant le travail d'équipe, l'inter-connectivité, les espaces de travail flexibles et connectés, de même que les nouvelles technologies comprenant à la fois des surfaces de travail individuelles et collectives, des aires silencieuses et des aires de rencontre multifonctionnelles.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **x** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1227248001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division gestion des espaces et des aménagements |
| **Objet :** | Conclure trois (3) ententes cadres éco-responsables en approvisionnement majoritairement pour un groupe de projets d'aménagement d'espaces administratifs qui seront réalisés dans les deux (2) prochaines années, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze mois (12) pour l'acquisition de mobiliers, Lot 1 pour un montant de 1 372 299,84 $ - taxes incluses, postes de travail, cabines & rangements, Unique mobilier de bureau (2737-6557 Québec inc.) - (contrat: 1 143 583,20 $ + contingences 228 716,64 $); Lot 2 - pour un montant de 586 688,45 $, taxes incluses, Fauteuils, Groupe ameublement Focus inc. - (contrat : 488 907,04 $ + contingences 97 781,41 $); Lot 3 - pour un montant de 247 646,50 $ taxes incluses, Tables, Groupe ameublement Focus inc. (contrat: 206 372,08 $ + contingences 41 274,42 $) - Appel d'offres public (22-19276) (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19276_TCP.pdf
22-19276 PV (2).pdf
22-19276__Intervention.pdf
22-19276_SEAO _ Liste des commandes (1).pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nancy LAINEY
Agent d'approvisionnement 2
**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Michael SAOUMAA
Chef de Section
**Tél :** 514 872-5241
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

**APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES**
**ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT**

**Identification**

| | | | |
|---|---|---|---|
| No de l'appel | 22-19276 | No du GDD : | 1227248001 |
| Titre de l'appel | Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif | | |
| Type d'adjudication : | Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente | | |

**Déroulement de l'appel d'offres**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lancement effectué le : | 13 - 4 - 2022 | Nombre d'addenda émis durant la période : | 10 |
| Ouverture originalement prévue le : | 17 - 5 - 2022 | Date du dernier addenda émis : | 27 - 5 - 2022 |
| Ouverture faite le : | 7 - 6 - 2022 | Délai total accordé aux soumissionnaires : | 55 jrs |

**Analyse des soumissions**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nbre de preneurs : | 9 | Nbre de soumissions reçues : | 3 | % de réponses : | 50 |
| | | Nbre de soumissions rejetées : | 0 | % de rejets : | 0 |

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| n/a | n/a |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Durée de la validité initiale de la soumission : | 180 jrs | Date d'échéance initiale : | 4 - 12 - 2022 |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | 0 jrs | Date d'échéance révisée : | - - |

**Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi**

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | | **Lot 01 - POSTES DE TRAVAIL, CABINES & RANGEMENT** |
|---|---|---|---|
| UNIQUE MOBILIER (2737-6557 QUEBEC INC.) | $ 1 143 583,20 | √ | |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | $ 1 551 718,70 | | |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | | **Lot 02 - FAUTEUILS** |
|---|---|---|---|
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | $ 488 907,04 | √ | |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | **Lot 03 - TABLES** |
|---|---|---|---|
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | $ 206 372,08 | √ | |

**Information additionnelle**

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue par lot (3 lots au total) au plus bas soumissionnaire conforme par lot. Les soumissions de GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. et UNIQUE MOBILIER (2737-6557 QUEBEC INC.) sont administrativement conformes. L'analyse technique effectuée par le SGPI en collaboration avec le consultant CIMA+ a permis de confirmer la conformité technique des offres. En date du 21 juillet 2022, les entreprises recommandées ne sont pas inscrites au RENA (Registre des entreprises non admissibles), ne sont pas présentes sur le Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrites à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI). L'autorisation de l'AMP n'est pas requise pour ce type d'appel d'offres. La raison fournie pour la non-participation à l'appel d'offres est: 1-Nous ne fournissons pas les produits demandés; 2-Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de déposer une soumission dans le délai requis, 3-Le travail à faire est trop important pour ce type d'adjudication.

Préparé Alexandre Muniz Le 24 - 8 - 2022

| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | 22-19276 |
| **Titre de l'appel d'offres** | Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif |
| **Mode d'adjudication** | Plus bas soumissionnaire conforme |
| **Règle d'adjudication** | Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires (par lot) |

# Tableau des prix reçus

| **LOT 1 - POSTES DE TRAVAIL, CABINES & RANGEMENT** | **Montant total UNIQUE MOBILIER (2737-6557 QUEBEC INC.)** | **Montant total GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.** |
|---|---|---|
| Sous-total | 994 636,40 $ | 1 349 614,00 $ |
| TPS | 49 731,82 $ | 67 480,70 $ |
| TVQ | 99 214,98 $ | 134 624,00 $ |
| **Montant total** | **1 143 583,20 $** | **1 551 718,70 $** |

| **LOT 2 - FAUTEUILS** | **Montant total GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.** |
|---|---|
| Sous-total | 425 229,00 $ |
| TPS | 21 261,45 $ |
| TVQ | 42 416,59 $ |
| **Montant total** | **488 907,04 $** |

| **LOT 3 - TABLES** | **Montant total GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.** |
|---|---|
| Sous-total | 179 493,00 $ |
| TPS | 8 974,65 $ |
| TVQ | 17 904,43 $ |
| **Montant total** | **206 372,08 $** |

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

# Liste des commandes

**Numéro** : 22-19276
**Numéro de référence** : 1582423
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture
**Titre** : Acquisition de mobilier pour espaces administratifs selon le concept de l'environnement collaboratif

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

| Organisation | Contact | Date et heure de commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|
| 2737-6557 QUEBEC INC.<br>1365 rue Marie-Victorin<br>4-5<br>Saint-Bruno, QC, J3V6B7 | Monsieur Jean-Francois Provost<br>Téléphone : 450 658-1726<br>Télécopieur : 514 360-6972 | **Commande : (2038256)**<br>2022-04-29 9 h 26<br>**Transmission :**<br>2022-04-29 9 h 26 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 29 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Assemblée nationale-Direction des ressources financières, de l'approvisionnement et de la vérification<br>1020, rue des Parlementaires, bureau RC.05<br>Québec, QC, G1A 1A3<br>http://www.assnat.qc.ca | Monsieur Yassir Sadki<br>Téléphone : 418 643-3022<br>Télécopieur : | **Commande : (2039624)**<br>2022-05-03 10 h 11<br>**Transmission :**<br>2022-05-03 10 h 11 | Mode privilégié : Ne pas recevoir |
| BOUTIQUE D'ARTISANAT STE-MARCELLINE LTEE<br>601 principale<br>Sainte-Marcelline-de-Kildare, QC, j0k 2y0<br>https://conceptionmbourgeois.ca/ | Monsieur Benoit Lépine<br>Téléphone : 450 883-5522<br>Télécopieur : | **Commande : (2032007)**<br>2022-04-14 14 h 24<br>**Transmission :**<br>2022-04-14 14 h 24 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 28 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC.<br>1350 Flint Road<br>North York, ON, M3J 2J7<br>http://www.globaltotaloffice.com | Monsieur John Ruffolo<br>Téléphone : 416 661-3660<br>Télécopieur : 416 661-4300 | **Commande : (2033650)**<br>2022-04-20 11 h 05<br>**Transmission :**<br>2022-04-20 11 h 05 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 29 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.<br>1567 boul. Lionel Boulet<br>Varennes, QC, J3X 1P7 | Madame Kathlyne St-Arnaud<br>Téléphone : 514 644-5550<br>Télécopieur : | **Commande : (2031710)**<br>2022-04-14 10 h 21<br>**Transmission :**<br>2022-04-14 10 h 21 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 29 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| MOBILIER DE BUREAU LOGIFLEX INC.<br>1235, Chemin St-Roch Nord<br>Sherbrooke, QC, J1N 0H2<br>http://www.logiflex.ca | Madame Mélanie Pageau<br>Téléphone : 581 446-0036<br>Télécopieur : | **Commande : (2038344)**<br>2022-04-29 10 h 33<br>**Transmission :**<br>2022-04-29 10 h 33 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 45 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 29 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| MOBILIER DE BUREAU LOGIFLEX INC.<br>1235, Chemin St-Roch Nord<br>Sherbrooke, QC, J1N 0H2<br>http://www.logiflex.ca | Monsieur Marc Pelletier<br>Téléphone : 819 350-5042<br>Télécopieur : 1866 664-8551 | **Commande : (2033431)**<br>2022-04-20 8 h 11<br>**Transmission :**<br>2022-04-20 8 h 11 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 29 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| NOVEXCO INC.<br>950, Place Paul-Kane<br>Laval, QC, H7C 2T2<br>http://www.hamster.ca | Madame Sophie Champagne<br>Téléphone : 450 670-4390<br>Télécopieur : | **Commande : (2033434)**<br>2022-04-20 8 h 18<br>**Transmission :**<br>2022-04-20 8 h 18 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 29 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| Réseau de Transport Métropolitain (EXO)<br>700, rue De La Gauchetière Ouest<br>26e étage<br>Montréal, QC, H3B 5M2 | Madame Ghislaine Saravia-Pereira<br>Téléphone : 514 287-2464<br>Télécopieur : 514 605-3068 | **Commande : (2042481)**<br>2022-05-09 13 h 51<br>**Transmission :**<br>2022-05-09 13 h 51 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 13 h 51 - Téléchargement<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 13 h 51 - Téléchargement<br>Mode privilégié : Ne pas recevoir |
| Staples Professionnel<br>550 Pendant Drive<br>Mississauga, ON, L5T2W6<br>http://www.staplesavantage.ca | Monsieur David Rust<br>Téléphone : 905 696-4303<br>Télécopieur : 1877 272-2127 | **Commande : (2032584)**<br>2022-04-18 15 h 35<br>**Transmission :**<br>2022-04-18 15 h 35 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 28 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| TEKNION ROY & BRETON INC.<br>1190 Avenue des Canadiens-de-Montréal<br>Suite 1620<br>Montréal, QC, H3B 0M7 | Monsieur Patrice Deslauriers<br>Téléphone : 514 875-2630<br>Télécopieur : 514 866-0554 | **Commande : (2032487)**<br>2022-04-18 10 h 10<br>**Transmission :**<br>2022-04-18 10 h 10 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 28 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |
| TRIUM MOBILIER DE BUREAU INC.<br>3200, rue St-Patrick<br>Montréal, QC, H3K 3H5<br>http://www.trium.ca | Madame Linda Maurice<br>Téléphone : 514 878-8000<br>Télécopieur : | **Commande : (2032845)**<br>2022-04-19 10 h 25<br>**Transmission :**<br>2022-04-19 10 h 25 | 3729922 - 22-19276_Addenda #1<br>2022-05-09 9 h 44 - Courriel<br>3730099 - 22-19276_Addenda #2<br>2022-05-09 11 h 13 - Courriel<br>3732134 - 22-19276_Addenda #3 (devis)<br>2022-05-11 17 h 17 - Courriel<br>3732135 - 22-19276_Addenda #3 (bordereau)<br>2022-05-11 17 h 17 - Téléchargement<br>3736775 - 22-19276_Addenda #4<br>2022-05-18 12 h 39 - Courriel<br>3738040 - 22-19276_Addenda #5 (devis)<br>2022-05-19 15 h 31 - Courriel<br>3738041 - 22-19276_Addenda #5 (bordereau)<br>2022-05-19 15 h 31 - Téléchargement<br>3739257 - 22-19276_Addenda #6<br>2022-05-21 12 h 28 - Courriel<br>3739516 - 22-19276_Addenda #7<br>2022-05-24 10 h 29 - Courriel<br>3739664 - 22-19276_Addenda #8<br>2022-05-24 12 h 09 - Courriel<br>3740026 - 22-19276_Addenda #9<br>2022-05-24 16 h 13 - Courriel<br>3742774 - 22-19276_Addenda #10 (devis)<br>2022-05-27 16 h 20 - Courriel<br>3742775 - 22-19276_Addenda #10 (bordereau)<br>2022-05-27 16 h 20 - Téléchargement<br>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique<br>Mode privilégié (plan) : Courrier électronique |

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.015

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228668001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Poulin & Bureau inc. pour les travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire (3277), situé au 243, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore dans la ville de Pointe-Claire - Dépense totale de 1 352 790,10 $ taxes incluses (contrat: 1 082 232,08 $ + contingences: 216 446,42 $ + incidences: 54 111,60 $). - Appel d'offres public IMM-15480 - (4 soumissionnaires). |

Il est recommandé :

1. d'accorder à Poulin & Bureau inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire (3277) - située au 243, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore à Pointe-Claire, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 082 232,08 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (IMM-15480);
2. d'autoriser une dépense de 216 446,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 54 111,60 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Poulin & Bureau inc;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-08 10:27

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228668001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Poulin & Bureau inc. pour les travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire (3277), situé au 243, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore dans la ville de Pointe-Claire - Dépense totale de 1 352 790,10 $ taxes incluses (contrat: 1 082 232,08 $ + contingences: 216 446,42 $ + incidences: 54 111,60 $). - Appel d'offres public IMM-15480 - (4 soumissionnaires). |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire a été construite sur différentes périodes, soit entre les années 1955 et 1992, desservant la population des villes de Pointe-Claire, de Kirkland, de Beaconsfield et de Baie-d'Urfé et environ 1000 industries et commerces. Elle présente une capacité de production d'eau potable de plus de 180 000 $m^3$. Des travaux de réfection de toiture ont été effectués sur certains bassins de toiture dans le passé, (d'où la notion de réfection partielle et non de réfection complète de la toiture), il y aura donc des travaux de réfection de toiture planifiés dans le futur, pour les bassins de toiture restants et ce à la fin de leur vie utile.
L'appel d'offres (IMM-15480) pour les travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire, publié dans Le Devoir du 13 juin au 19 juillet 2022, a offert aux soumissionnaires un délai de trente-sept (37) jours, afin d'obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et de déposer leurs soumissions. La durée de validité de la soumission est de cent vingt (120) jours, à partir de la date de dépôt des soumissions, soit jusqu'au 16 novembre 2022.

Un (1) addenda a été émis pendant la période d'appel d'offres et la nature de celui-ci est résumée au tableau suivant :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 2022-06-30 | Ajout de dates de visites obligatoires | Non |

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CG21 0018** - 28 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 506 871,60 $, taxes incluses, au budget des contingences et incidences, afin de pallier les imprévus à venir et

compléter les travaux de remplacement de l'utilisation du chlore gazeux par de l'hypochlorite de sodium à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Allen Entrepreneur Général inc. (CG19 0593) majorant ainsi le montant de la dépense total de 5 053 726,13 $ à 5 560 597,72 $, taxes incluses.
**CG19 0593** - 19 décembre 2019 - Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour le remplacement de l'utilisation du chlore gazeux par de l'hypochlorite de sodium à l'usine de production d'eau potable Pointe-Claire - Dépense totale de 5 053 726,13 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10324 (4 soum).

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à l'entreprise Poulin & Bureau inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution de travaux de réfection de trois (3) bassins de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire (3277). Les travaux consistent notamment en :

· La réfection de trois (3) bassins de toiture;

· L'installation de garde-corps aux échelles donnant accès à deux niveaux de bassins de toiture.

De plus, une somme est prévue aux incidences du contrat, pour la surveillance des travaux en résidence, par un professionnel externe et pour le coût du permis de construction de la ville de Pointe-Claire.

La maîtrise d'œuvre sera assumée par la Ville puisque des travaux sur le bâtiment sont en cours et/ou à venir. Le projet de réfection de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire inclut des travaux et interventions ponctuelles à l'intérieur de l'usine aux drains de toitures, à la protection des bassins et la protection des bassins de filtration d'eau potable, pour ces raisons, la maîtrise d'œuvre sera assurée pour ce chantier par la Ville.

**JUSTIFICATION**

Durant l'appel d'offres, six (6) firmes se sont procuré des cahiers de charges, dont un (1) pour l'ACQ qui a pris les documents à titre informatif. Parmi ces preneurs, quatre (4) ont déposé leurs soumissions, ce qui représente 80 % des preneurs potentiels. Une (1) des firmes a indiqué n'avoir pas pu compléter la soumission en raison de la complexité du projet et s'est donc désistée.

Les dossiers des soumissionnaires ont été analysés par les professionnels. À la suite de cette analyse, ces soumissions ont été déclarées conformes aux exigences des documents de l'appel d'offres.

| Firmes soumissionnaires | Prix soumissionnés (Taxes incluses) $ | Autres Contingences (Taxes incluses) $ | Total (Taxes incluses) $ |
|---|---|---|---|
| Poulin & Bureau inc. | 1 082 232,08 | 216 446,42 | 1 298 678,50 |
| Toiture V. Perreault | 1 493 214,82 | 298 642,96 | 1 791 857,78 |
| Les couvertures Saint-Léonard inc. | 1 590 219,23 | 318 043,85 | 1 908 263,08 |
| Couverture Montréal-Nord Ltée | 1 897 058,76 | 379 411,75 | 2 276 470,51 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dernière estimation réalisée par les professionnels | 1 239 514,66 | 134 511,40 | 1 374 026,06 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) | | | -157 282,58 |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100) | | | -12,69% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse) | | | 410 982,74 |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100) | | | 37,98% |

Le prix de la plus basse soumission conforme présentée par Poulin & Bureau inc. est inférieur de 12,69 % à l'estimation des professionnels et de 37,98% entre la deuxième plus basse soumission conforme et la plus basse soumission conforme. Selon la recommandation du professionnel mandaté, les écarts seraient justifiés par plusieurs facteurs pouvant expliquer les différences de coûts, probablement une surévaluation des coûts causés par l'inflation des prix du marché actuel et par la fluctuation excessive du prix des matériaux.

Poulin & Bureau inc. ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles (RENA). Il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle (RGC), et n'est pas inscrit sur la Liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation du rendement des fournisseurs sera effectuée à la fin du contrat.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale à autoriser est de 1 352 790,10 $, taxes incluses, et se détaille comme suit :

- le prix de la soumission de l'entrepreneur de 1 082 232,08 $, taxes incluses;
- le budget de contingences de 216 446,42 $, taxes incluses, soit 20% du coût du contrat;
- le budget d'incidences de 54 111,60 $, taxes incluses, soit 5% du coût du contrat avant contingences.

Cette dépense sera financée via le règlement d'emprunt RCG 20-001. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*
Le décaissement sera réalisé à 100 % en 2022.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030 et des engagements en changement climatique. Il ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit de travaux de réfection de toiture.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'autorisation de ce dossier risque de compromettre la réalisation des travaux qui doivent être exécutés avant la fin de l'année civile 2022, et ce afin d'éviter des travaux en condition hivernale, plus complexes et plus coûteux.

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal : 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération : 22 septembre 2022
Début des travaux : Mi-octobre 2022
Fin des travaux : Fin-novembre 2022

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Judith DURNIN, Service de l'eau
Annie CARRIÈRE, Service de l'eau
Philippe LEFEBVRE, Service de l'eau

Lecture :

Judith DURNIN, 2 août 2022
Philippe LEFEBVRE, 1er août 2022
Annie CARRIÈRE, 1er août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-28

Claude B BROUILLARD
Concepteur des aménagements

**Tél :** 438 401 0654
**Télécop. :**

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

**Tél :** 514-977-9883
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

**Tél :** -
**Approuvé le :** 2022-08-04

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2022-08-05

| RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NUMÉRO : IMM-15480 | |
|---|---|
| DATE DE PUBLICATION : Lundi le 13 juin 2022 | |
| DATE D'OUVERTURE : Mardi le 19 juillet 2022 | |
| LISTE DES PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES | |
| 1 | ACQ Provinciale |
| 2 | Toitures V.Perreault |
| 3 | Couvreur RB Proulx Inc. |
| 4 | Les couvertures Saint-Léonard Inc |
| 5 | Couverture Montréal-Nord Ltée |
| 6 | Poulin & Bureau Inc. |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet** | | | *Réfection de la toiture de l'usine de Pointe-Claire* | | | |
| **Nom d'ouvrage** | | | *Usine de Pointe-Claire:* | | | |
| **No. d'ouvrage** | | | *3277* | | | |
| **No. de contrat :** | | | *15480* | | | |
| **No. du projet :** | | | *IM-PR-19-0066* | | | |
| **No. du GDD :** | | | *1228668001* | | | |
| **Date :** | | | *2022-07-20* | | | |
| **Étape:** | | | *Octroi de contrat* | | | |
| | | | **Budget $** | **TPS 5,0% $** | **TVQ 9,975% $** | **TOTAL $** |
| | Travaux de rénovation | | 941 276,00 | 47 063,80 | 93 892,28 | 1 082 232,08 |
| | Contingences construction | 20% | 188 255,20 | 9 412,76 | 18 778,46 | 216 446,42 |
| | **Total - Contrat** | | **1 129 531,20** | **56 476,56** | **112 670,74** | **1 298 678,50** |
| **Incidences** | **Total - Incidences** | 5% | 47 063,80 | 2 353,19 | 4 694,61 | 54 111,60 |
| **Ristournes** | **Coût travaux (montant à autoriser)** | | **1 176 595,00** | **58 829,75** | **117 365,35** | **1 352 790,10** |
| | **TPS** | 100% | | -58 829,75 | | -58 829,75 |
| | **TVQ** | 50% | | | -58 682,68 | -58 682,68 |
| | **Coût après ristourne (montant à emprunter)** | | | | | **1 235 277,68** |

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

**Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude relié au projet.**

**Rythme prévu des déboursés : 100% des travaux seront réalisés en 2022**

Montréal

## RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

| | |
|---|---|
| Numéro d'AO : | IMM-15480 |
| Titre d'AO : | Réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire |
| Date d'ouverture : | 19-juil-22 |
| Heure d'ouverture : | 13h30 |

**RÉSULTATS**

| | |
|---|---|
| **Plus bas soumissionnaire conforme :** | Poulin & Bureau Inc. |
| Prix du plus bas soumissionnaire conforme : | 1 298 678,50 $ |
| Deuxième plus bas soumissionnaire conforme : | Toitures V. Perreault |
| Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme : | 1 791 857,78 $ |
| Dernière estimation : | 1 529 893,95 $ |
| Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%) | -15% |
| Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%) | 38% |
| Nombre de soumissions déposées : | 4 |

| Rang* | Soumissionnaire | Prix soumis $ | Statut intérimaire | Statut final | Remarque |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | POULIN&BUREAU INC | 1 298 678,50 $ | Conforme | CONFORME | |
| 2 | TOITURES V. PERREAULT | 1 791 857,78 $ | Conforme | CONFORME | |
| 3 | Les Couvertures St-Léonard Inc. | 1 908 263,08 $ | Conforme | CONFORME | |
| 4 | Couverture Montreal Nord Ltée | 2 276 470,51 $ | Conforme | CONFORME | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 10 | | | | | |

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

**COMMENTAIRES**

Le total des prix soumis inclut les taxes et 20% de contingences.

**IDENTIFICATION**

| | | |
|---|---|---|
| **Analyse faite par :** | Irene Chan | Date : 21-07-2022 |
| **Vérifiée par :** | | Date : |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228668001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification des immeubles*
Projet : *IM-PR-19-0066-Réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire (3277)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>**Priorité 01 du Plan stratégique Montréal 2030 en réduisant les émissions de GES par le remplacement de la toiture par une toiture blanche, donc à plus faible émissivité.** | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>**Réduction des îlots de chaleur.** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1228668001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Poulin & Bureau inc. pour les travaux de réfection partielle de la toiture de l'usine de filtration d'eau potable de Pointe-Claire (3277), situé au 243, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore dans la ville de Pointe-Claire - Dépense totale de 1 352 790,10 $ taxes incluses (contrat: 1 082 232,08 $ + contingences: 216 446,42 $ + incidences: 54 111,60 $). - Appel d'offres public IMM-15480 - (4 soumissionnaires). |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1228668001_intevention finances -DEP.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU
Préposée au budget
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-02

Patrick TURCOTTE
conseiller(ere) budgetaire
**Tél :** (514) 872-7598
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.016

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229655002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à SAHO Construction Inc., pour les travaux d'aménagement d'un sentier aux abords du bassin supérieur au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 939 107,15 $, taxes incluses (contrat : 1 365 568,42 $ + contingences : 273 113,68 $ + variation de quantités : 136 556,84 $ + incidences : 163 868,21 $) - Appel d'offres public 22-6728 - 2 soumissionnaires. |

Il est recommandé :

1. d'accorder à SAHO Contruction Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation de travaux d'aménagement de sentier aux abords du bassin supérieur au parc La Fontaine, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 365 568,42 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-6728);

2. d'autoriser une dépense de 273 113,68 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 136 556,84 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'autoriser une dépense de 163 868,21 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. de prioriser, pour l'année 2023 et les quatre années suivantes, les dépenses de main-d'oeuvre pour l'entretien au budget de fonctionnement de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, au montant de 32 850,20 $ ainsi qu'un montant de 18 770,40 $ pour les années suivant cette période;

6. de procéder à une évaluation du rendement de SAHO Construction Inc.;

7. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale, pour une dépense totale de 1 939 107,15 $, taxes incluses.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-19 15:31

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229655002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à SAHO Construction Inc., pour les travaux d'aménagement d'un sentier aux abords du bassin supérieur au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 939 107,15 $, taxes incluses (contrat : 1 365 568,42 $ + contingences : 273 113,68 $ + variation de quantités : 136 556,84 $ + incidences : 163 868,21 $) - Appel d'offres public 22-6728 - 2 soumissionnaires. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le parc La Fontaine, situé au cœur de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, dessert la clientèle locale et constitue une destination pour toute la population montréalaise. Il a fait l'objet d'une réflexion de la Ville de Montréal afin d'identifier les enjeux et les défis associés à son avenir, qui a été confirmée par le dépôt d'un plan directeur en octobre 2018. Les projets identifiés dans le plan directeur s'inscrivent dans le cadre du Programme de réhabilitation du parc La Fontaine.
De plus, avec la réouverture récente du théâtre de Verdure, l'attractivité du parc s'est vue augmentée et ce, à l'échelle de l'agglomération. Afin d'assurer la mobilité dans le parc et l'accessibilité au théâtre, il est impératif d'effectuer des travaux adjacents et en continuité au théâtre.

Le projet actuel consiste à consolider, à reconstruire et à élargir la partie nord-ouest du sentier bordant le bassin supérieur du parc dont la construction remonte à 1996. La réfection des surfaces pavées et végétalisées ainsi que l'intégration durable d'une gestion passive de l'eau sont prévues. Le projet permettra d'offrir un accès convivial et sécuritaire aux usagers et usagères du parc et du théâtre de Verdure.

En complément de l'ouverture récente du sentier traversant le théâtre, cette consolidation de sentier permettra de compléter la boucle ceinturant le bassin supérieur, tel que souhaité au plan directeur du parc adopté en 2018.

Les documents d'appel d'offres ont été réalisés grâce à l'entente-cadre de services professionnels en architecture de paysage avec la firme Rousseau-Lefebvre numéro 19-1016.

Cette entente-cadre prend fin le 22 août 2022; conséquemment, le suivi des travaux sera assumé à l'interne par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), à l'exception des services professionnels en génie électrique qui feront l'objet d'un contrat spécifique.

Le processus suivi dans ce dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux exigences des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres a été lancé le 17 juin 2022 et s'est terminé le 21 juillet 2022. La durée a donc été de 35 jours.

L'appel d'offres a été publié sur le SEAO durant toute la période d'appel d'offres. Il a aussi été publié dans le journal Le Devoir le 17 juin 2022.

Deux addendas ont été émis et rendus disponibles aux preneurs du cahier des charges, dans les délais prescrits. Ces ajustements ont eu un faible impact sur le prix global du projet.

| # | Date | Portée |
|---|---|---|
| 1 | 23-06-2022 | Précisions et ajustements à divers documents de l'appel d'offres |
| 2 | 08-07-2022 | Précisions et ajustements au bordereau ainsi qu'au cahier des charges d'ingénierie en électricité et en civil |

Les soumissions sont valides 90 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 19 octobre 2022.

Le Programme de réhabilitation du parc La Fontaine est considéré comme un programme d'envergure récurrent et fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM 20 1031 - 20 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axe Construction inc. pour réaliser les travaux de réaménagement du théâtre de Verdure au parc La Fontaine - Dépense totale de 15 470 877,05 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 15599 (3 soum.) Dossier 1201670001.
CG 19 0350 - 22 août 2019 - Conclure une entente-cadre de service professionnels avec Rousseau Lefebvre inc. pour la fourniture de services d'architecture de paysage pour les différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une somme maximale de 3 170 435,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17284 (3 soum.) Dossier 1194162001.

CM 18 1375 - 19 novembre 2018 - Adopter le Plan directeur du parc La Fontaine.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat pour des travaux d'aménagement d'un sentier aux abords du bassin supérieur et d'autres travaux connexes, au parc La Fontaine. La superficie totale à réaménager est d'environ 3 950 m.ca. Les travaux comprennent notamment :
- Démolition d'ouvrages de béton et de surface en béton bitumineux;
- Élargissement du sentier et réfection de sa surface;
- Reconstruction du muret de soutènement;
- Façonnage d'une noue végétalisée;
- Plantation en berges et en talus;

- Engazonnement de la pente à glisser;
- Installation de 5 lampadaires de technologie diode électroluminescente (DEL);
- Travaux d'ingénierie requis.

Les contingences représentent 20 % du contrat, soit 273 113,68 $, taxes incluses. Ce montant est nécessaire afin de pallier aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux.

Un montant de 136 556,84 $, taxes incluses, représentant 10 % du contrat, est également requis à titre de budget de variation des quantités.

Au budget des incidences, un montant de 163 868,21 $, taxes incluses, est requis. Il représente 12 % du contrat et servira à couvrir les frais associés au contrôle qualitatif, à la gestion des sols et à diverses expertises professionnelles et services techniques.

Il est prévu que les travaux débutent dès octobre 2022 et se termine vers la mi-juin 2023. Des pénalités seront appliquées si les délais ne sont pas respectés, conformément aux clauses administratives générales incluses dans les documents d'appel d'offres. Ces pénalités seront de 0,1 % de la valeur du contrat (excluant les taxes) pour chaque jour de retard à terminer les travaux.

**JUSTIFICATION**

Sur les 11 preneurs du cahier des charges, 2 ont déposé une soumission (18 %) et 9 n'ont pas déposé de soumission (82 %). Il faut préciser que 3 preneurs du cahier des charges étaient des sous-traitants en électricité. Les motifs de non dépôt concernent majoritairement le délai pour soumissionner jugé trop court, un manque de disponibilité à leur calendrier pour l'exécution des travaux et un manque de personnel.
Les soumissions déposées se sont avérées conformes.

Les résultats de l'appel d'offres se résument ainsi :

| **Soumissions conformes** | **Prix soumis** (taxes incluses) | **Autres** (contingences + var. quantités, taxes incluses) | **Total** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| SAHO Construction Inc. | 1 365 568,42 $ | 436 981,89 $ | 1 775 238,95 $ |
| Stradco Construction Inc. | 1 897 087,50 $ | 569 126,25 $ | 2 466 213,75 $ |
| | | | |
| Dernière estimation réalisée à l'externe ($) | 990 116,24 $ | 297 034,87 $ | 1 287 151,11 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | 488 087,83 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 37,92 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | 690 974,80 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | 38,92 % |

Suite à une analyse des soumissions faite par la firme externe mandatée, Rousseau-Lefebvre, l'écart entre la plus basse soumission et la dernière estimation réalisée à l'externe pourrait être justifié, entre autres, par une effervescence du marché, une pénurie de main-d'oeuvre, des problématiques d'accessibilité pour la réalisation de certains travaux, une

inflation générale des coûts des matériaux ainsi que des problématiques d'approvisionnement.

Au courant de l'analyse, il a été remarqué qu'une erreur s'était glissée dans la dernière estimation réalisée à l'externe par la firme Rousseau-Lefebvre. Effectivement, le montant total d'un item du volet architecture de paysage était erroné. Après correction, l'estimation réalisé à l'externe est de 1 023 918,89 $, taxes incluses, plutôt que 990 116,24 $. En considérant ce nouveau montant, l'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation corrigée est de 341 649,53 $, soit 33,37 %.

Quant à lui, l'écart entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse peut s'expliquer par des taux de bases plus élevés ainsi qu'une évaluation plus importante des contraintes d'accessibilité du site, ce qui fait augmenter certains prix. De façon générale, les écarts les plus importants se situent au niveau des frais généraux et des travaux en architecture de paysage. Sachant que ce sont deux entreprises œuvrant majoritairement en civil, la présence de sous-traitants pour les travaux d'aménagement est nécessaire, ce qui fait augmenter les coûts aussi. Nous pouvons également supposer que Stradco Construction Inc. est victime de l'inflation générale du marché et des problématique reliées à la main-d'oeuvre et l'approvisionnement.

Puisque l'analyse des soumissions démontre que l'entreprise SAHO Construction Inc. est le plus bas soumissionnaire et que sa soumission est conforme, il est recommandé d'octroyer le contrat à cette entreprise.

Les vérifications requises ont été faites afin de valider que l'adjudicataire recommandé :
- n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'a pas de restriction imposée sur son permis de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

L'autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise pour ce contrat, car celui-ci n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.*

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des adjudicataires, puisque la dépense nette de ce contrat d'exécution de travaux est supérieure à un million, une évaluation du rendement sera effectuée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total du contrat est de 1 939 107,15$, taxes incluses, réparti comme suit :
- 1 365 568,42 $ (1 246 945,98 $, net de ristournes) pour les travaux;
- 136 556,84 $ (124 694,60 $, net de ristournes) pour les variations de quantités;
- 273 113,68 $ (249 389,19 $, net de ristournes) pour les contingences;
- 163 868,21 $ (149 633,52 $, net de ristournes) pour les incidences.

Un montant maximal de 1 770 663,29 $, net de ristournes provinciale et fédérale, sera financé par le règlement d'emprunt # 7720028 - 20-028 Réam.parcs/maintien actifs CM20 0671

**Nom de Projet :** Parc La Fontaine, Aménagement d'un sentier aux abords du bassin supérieur - Travaux**;**
**Projet INVESTI :** 34800 : Programme de réhabilitation du parc La Fontaine;
**Requérant :** SGPMRS - 3101;
**Exécutant :** SGPMRS - 3101.

Le montant sera réparti de la façon suivante :

| | 2022 | 2023 | 2024 | Ultérieur | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Projet : 34800 - Programme de réhabilitation du parc La Fontaine | 1 247 | 524 | 0 | 0 | 1 771 |

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue en partie à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir grille en pièce jointe).

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les travaux de réalisation de ce projet nécessitent l'abaissement du niveau d'eau du bassin supérieur. Afin de limiter sa période d'assèchement, l'échéance du projet a été établie afin de pénaliser le moins possible les usagers et usagères du parc. L'échéancier prévoit le début des travaux dès octobre 2022 pour une livraison vers la mi-juin 2023.
Cet échéance permet également d'éviter tout conflit avec la programmation 2023 du théâtre de Verdure.

Tout report dans l'octroi du contrat affectera l'accessibilité au théâtre de Verdure depuis l'entrée nord-ouest.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les mesures recommandées par la CNESST et les prescriptions des clauses administratives générales et spéciales du cahier des charges du projet, la pandémie de la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication sera élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal : 19 septembre 2022
Ordre de débuter les travaux : fin septembre 2022
Durée des travaux : octobre 2022 à mi-juin 2023

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marie-Claude SEGUIN, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Jean-Francois DUPRE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale
François DORÉ, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

François DORÉ, 16 août 2022
Gustavo RIBAS, 15 août 2022
Eve MALÉPART, 12 août 2022
Marie-Claude SEGUIN, 10 août 2022
Jean-Francois DUPRE, 29 juillet 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marianne BLONDEAU
Architecte paysagiste

**Tél :** 514-946-8556
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-11

Marie-Claude SEGUIN
Cheffe de division - Aménagement des parcs urbains

**Tél :** 514-966-1453
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Mathieu DRAPEAU
Chef de division aménagement des nouveaux parcs et corridors verts
**Tél :** 514-872-1461
**Approuvé le :** 2022-08-18

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice

**Tél :** 514.872.1456
**Approuvé le :** 2022-08-19

**Nom du service :** Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Nom de la direction, division, etc. :** Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs urbains et espaces publics

**RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

**Date de publication :** 17 juin 2022
**Date d'ouverture :** 21 juillet 2022

**Liste des preneurs des cahiers des charges**

| | PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES |
|---|---|
| 1 | Construction N.R.C. Inc. |
| 2 | Construction Urbex Inc. |
| 3 | Lanco Aménagement Inc. |
| 4 | Les Excavations super Inc. |
| 5 | Ramcor Construction Inc. |
| 6 | SaHO Construction Inc. |
| 7 | Salvex Inc. |
| 8 | Stradco Construction Inc. |
| 9 | Bruneau électrique Inc. |
| 10 | Groupe Thermo-Lite Inc. |
| 11 | Néolect Inc. |
| 12 | |
| 13 | |
| 14 | |
| 15 | |
| 16 | |
| 17 | |
| 18 | |
| 19 | |
| 20 | |
| 21 | |
| 22 | |
| 23 | |
| 24 | |
| 25 | |
| 26 | |
| 27 | |
| 28 | |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229655002*

Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Division Aménagement des espaces publics et réalisations, Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics.

Projet : PARC LA FONTAINE – Aménagement d'un sentier aux abords du bassin supérieur

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>**- 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision**<br>**- 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;** | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>**- 2. Le projet favorise les surfaces perméables à caractère plus naturel tout en bonifiant l'offre végétale du secteur par l'ajout de plantations dans les talus existants et en bordure du bassin.**<br>**- 19. Les nouveaux aménagements offriront un accès et un parcours convivial et sécuritaire à tous.** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | X |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | X | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | X | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | X |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | X |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | X | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | X | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229655002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics |
| **Objet :** | Accorder un contrat à SAHO Construction Inc., pour les travaux d'aménagement d'un sentier aux abords du bassin supérieur au parc La Fontaine, dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 939 107,15 $, taxes incluses (contrat : 1 365 568,42 $ + contingences : 273 113,68 $ + variation de quantités : 136 556,84 $ + incidences : 163 868,21 $) - Appel d'offres public 22-6728 - 2 soumissionnaires. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification 1229655002.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
**Tél :** 514 868-3203

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-18

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire

**Tél :** 514 872-5872
**Division :** Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.017

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228009013**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes et contingences incluses. |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes et contingences incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 55,20 % par la ville centre et à 44,80 % par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 14:24

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228009013**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes et contingences incluses. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au coeur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*
Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;
- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- L'amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l'accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du CE le 11 mai 2022 de procéder à la phase Exécution, le mandat d'exécution révisé #SMCE229025006 a été émis.

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification « *LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode « *Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

La livraison de l'hôtel de ville est prévue à la fin de l'année 2023.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0501 – 25 Août 2022 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc., pour la réalisation des travaux de construction du lot L0908 « Restauration et finition architecturale » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 22 835 072,65 $, taxes incluses (contrat : 18 268 058,12 $, taxes incluses + contingences : 4 567 014,53 $, taxes incluses) - Appel d'offres public IMM-15763 - (1 soumissionnaire).
CG22 0468 – 25 Août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 532 912,92 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0084), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 4 085 665,71 $ à 4 618 578,63 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0467 – 25 Août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 710,21 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », contrat accordé à 9028-4043 Québec inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0446), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 960 212,85 $ à 1 052 923,06 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0469 – 25 Août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 232 396,30 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et Armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 560 326,28 $ à 2 792 722,57 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0395 – 16 Juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 96 234,08 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture », dans le cadre du contrat accordé à Guy Brunelle inc., pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 737 794,58 $ à 834 028,65 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0394 – 16 Juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 162 373,44 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du contrat accordé à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 244 863,07 $ à 1 407 236,51 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0329 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 285 624,89 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau Inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 13 701 506,39 $ à 18 987 131,28 $, taxes incluses.

CG22 0325 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 165 553,94 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à 9028-4043 Québec inc. (CG21 0446), majorant ainsi le montant total du contrat de 794 658,91 $ à 960 212,85 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0326 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 059,84 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain Inc (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 683 947,76 $ à 776 007,60 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0324 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 316 647,71 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 15 716 395,08 $ à 17 033 042,79 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0323 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 136 337,36 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 093 019,94 $ à 8 229 357,30 $, taxes et contingences incluse.

CG22 0327 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 657 657,00 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc. (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 890 690,54 $ à 10 548 347,54 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0322 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 403 637,80 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs », contrat accordé à ITR Acoustique MTL inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0042), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 10 761 223,10 $ à 12 164 860,89 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0328 – 19 Mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 224 899,64 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et Armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 335 426,63 $ à 2 560 326,28 $, taxes et contingences incluses.

CE22 0820 – 11 Mai 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ Inc. pour les services professionnels spécialisés en économie de la construction d'une durée de 2 ans pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 413 164,96 $, taxes incluses (contrat : 359 273,88 $ + contingences : 53 891,08 $) - Appel d'offres public 22-19167 (3 soumissionnaires).

CG22 0189 – 24 Mars 2022 - Accorder un contrat à 9250-6518 Québec Inc, (Ébénisterie Architecturale Labelle), pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 «

Ébénisterie » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 3 543 773,25 $, taxes incluses (contrat : 2 953 144,37 $ + contingences : 590 628,87 $) - Appel d'offres public IMM-15758 - (1 soumissionnaire).

CG22 0182 – 24 Mars 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 263 660,67 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective », contrat accordé à Démospec déconstruction inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 010 699,24 $ à 1 274 359,91 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0109 – 24 Février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 283 818,95 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux du lot L0701 « Toiture », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) ltée (CG21 0546), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 805 269,90 $ à 2 089 088,85 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0108 – 24 Février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 180 138,41 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG21 0019), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 155 288,22 $ à 2 335 426,63 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0107 – 24 Février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 68 431,40 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain inc. (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 615 516,36 $ à 683 947,76 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0038 – 27 Janvier 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ pour la fourniture de services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 289 737,00 $, taxes incluses (contrat : 241 447,50 $ + contingences : 48 289,50 $) - Appel d'offres public 21-18912 (1 soumissionnaire).

CG22 0035 – 27 Janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 574 946,41 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 141 448,67 $ à 15 716 395,08 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0034 – 27 Janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 436 871,16 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie », contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 453 819,38 $, à 9 890 690,54 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0033 – 27 Janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 081 384,54 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC inc. dans le cadre du projet de restauration

patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 7 011 635,40 $ à 8 093 019,94 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0584 du 30 septembre 2021 - Autoriser une dépense additionnelle au contrat de base de 867 534,45 $, taxes incluses, et une dépense additionnelle aux contingences de 526 447,61 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 8 204 974,90 $ à 9 598 956,96 $, taxes et contingences incluses / Approuver l'avenant no 1 à cet effet.

CG21 0546 du 30 septembre 2021 - Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture, lot L0701, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15699 (3 soum.).

CG21 0493 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15755 (2 soum.).

CG21 0454 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 21-18591 (1 soum.).

CG21 0447 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Démospec déconstruction inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15694 (2 soum.).

CG21 0446 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à 9028-4043 Québec inc. faisant affaires sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15685 (4 soum.).

CG21 0445 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Guy Brunelle inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15680 (3 soum.).

CG21 0433 du 26 août 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0377 du 17 juin 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 569 345,56 $, taxes incluses, à titre de contingences pour réaliser les travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG19 0324),

majorant ainsi la dépense totale de 8 301 133,20 $ à 8 870 478,77 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).

CG21 0249 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 244 863,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15673 (1 soum.).

CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 février 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $).

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat gré à gré à UCIT Online Security Inc. (DBA Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 «Renforts de carbone» dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d'offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes

de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'oeuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CG20 0391 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15509 (2 soum.).

CG20 0387 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15511 (4 soum.).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15%) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5%), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel Pomerleau inc.,firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à augmenter le montant des contingences associées au contrat de construction de Toitures Trois Étoiles inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, ceci en fonction des connaissances actuelles sur les travaux accessoires requis pour répondre aux conditions du bâtiment qui sont définies au fil de l'avancement des travaux.
L'augmentation des dépenses concerne spécifiquement le budget de contingences, mis en place pour couvrir toute modification constituant un accessoire au contrat, et ne change donc pas la nature de ce dernier, conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ C. C-19.

**JUSTIFICATION**

Une provision pour contingences de 15 % du montant du contrat total, soit 163 455,99 $ incluant les taxes, a été prévue initialement lors de l'octroi.
En date du 16 août 2022, le pourcentage d'avancement des travaux est d'environ 46 %.

Les professionnels estiment actuellement qu'une somme additionnelle de 54 485,33 $, taxes incluses, pour des contingences, soit une majoration de l'ordre de 5 % de la valeur du contrat, s'avère nécessaire pour couvrir les éléments suivants :

- Ajustement et modification du design des gouttières et des descentes pluviales;
- En conséquence à des conditions de chantier:

  - en parallèle aux travaux de maçonnerie, certains solins doivent être remplacés suite aux interventions sur les pierres en périphérie, sur toutes les façades;

  - réparation de câbles chauffants existants à conserver;

  - remplacement de joints de scellant supplémentaires (lucarnes et autres);

- Afin d'assurer la sécurité du public en saison hivernale, ajout d'arrêts de neige au-dessus des entrées pour les façades Gosford et Vauquelin.

À cette somme, il est demandé l'ajout de contingences de 10 % sur les travaux restants soit un montant de 108 970,66 $.

| | **Pourcentages** | **Montant taxes incluses** |
|---|---|---|
| Contrat octroyé - Travaux | | 1 089 706,61 $ |
| Contrat octroyé - Contingences | 15 % | 163 455,99 $ |
| Total - Contrat octroyé | | 1 253 162,60 $ |
| **Rehaussement contingences** | **15 %** | **163 455,99 $** |
| **Total des contingences** | **30 %** | **326 911,98 $** |
| **Total - Contrat après rehaussement** | | **1 416 618,59 $** |

Les contingences de 15 % initialement prévues au contrat sont rehaussées de 15 % pour un total de 30 % de la valeur totale du contrat.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant des contingences de 163 455,99 $ est porté à 326 911,98 $, soit une majoration de 163 455,99 $, taxes incluses. Ce montant proviendra du PDI 2022-2031 du SGPI.
La dépense totale à autoriser passe donc de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes incluses. Cette dépense additionnelle sera couverte selon la répartition suivante :

- Un montant de 90 227,71 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 21-046;
- Un montant de 73 228,28 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 21-031.

Le taux de répartition de la dépense entre la ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville.

La répartition de l'hôtel de ville en 2022 est de 44,80 % agglo et de 55,20 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps. Cette dépense sera faite à 100 % en 2022.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un éventuel retard à l'obtention de l'autorisation de la hausse des contingences au contrat de Toitures Trois Étoiles inc. pour le lot L0708 pourrait mettre à risque la complétion des travaux de solins, gouttières et accessoires de toiture, ce qui aurait une incidence directe sur la séquence des travaux au chantier et potentiellement sur la date de livraison du projet.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue à cette étape du projet.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Présentation au comité exécutif : 7 septembre 2022
Approbation par le conseil municipal : 19 septembre 2022
Approbation par le conseil d'agglomération : 22 septembre 2022
Fin des travaux : Fin 2023

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Eve MALÉPART, 29 août 2022
Gustavo RIBAS, 26 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Éric ST-HILAIRE
Concepteur des aménagements - projets corporatifs

**Tél :** 438-925-1952
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-18

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

**Tél :** 514-977-9883
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
**Tél :** 514-872-2619
**Approuvé le :** 2022-08-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
**Tél :** 514-770-0667
**Approuvé le :** 2022-08-25

SGPI

Division de la gestion immobilière Section Corporatif

**No. de projet: IM-PR-15-0006** **Projet: Rénover l'Hôtel de Ville_Phase 2**
**Nom d'ouvrage : Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville**
**No. de l'ouvrage: 001**

**No. Contrat: 15755**
**Lot L0708 Solins, gouttières et accessoires de toiture**
**No. GDD: 1228009013**
**Étape: Octroi de contrat**

**Toitures Trois Étoiles inc.**

| | | | | | Tps 5,0% | | Tvq 9,975% | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Contrat:** | **Montants pour travaux forfaitaires** | | **%** | **$** | | | | | |
| | Conditions générales | | 3,7% | 35 000,00 | 1 750,00 | | 3 491,25 | | **40 241,25** |
| | Travaux en façade | | 94,2% | 892 777,00 | 44 638,85 | | 89 054,51 | | **1 026 470,36** |
| | | | | | | | 0,00 | | **0,00** |
| | **Montants pour items à prix unitaires** | | | | | | | | |
| | Total des item de la Section C | | 2,1% | 20 000,00 | 1 000,00 | | 1 995,00 | | **22 995,00** |
| | **Sous-total :** | | **100,0%** | **947 777,00** | **47 388,85** | | **94 540,76** | | **1 089 706,61** |
| | Contingences | | 15,0% | 142 166,55 | 7 108,33 | | 14 181,11 | | 163 455,99 |
| | **Rehaussement contingences** | | 15,0% | 142 166,55 | 7 108,33 | | 14 181,11 | | 163 455,99 |
| | **Total - Contrat :** | | | **1 232 110,10** | **61 605,51** | | **122 902,98** | | **1 416 618,59** |
| **Incidences:** | Dépenses générales | | | | | | | | |
| | Dépenses spécifiques | | | | | | | | |
| | **Total - Incidences :** | | 0,0% | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | | **0,00** |
| | **Coût des travaux ( Montant à autoriser )** | | | **1 232 110,10** | **61 605,51** | | **122 902,98** | | **1 416 618,59** |
| **Ristournes:** | Tps | 100,00% | | | 61 605,51 | | | | 61 605,51 |
| | Tvq | 50,0% | | | | | 61 451,49 | | 61 451,49 |
| | **Coût après rist. ( Montant à emprunter )** | | | **1 232 110,10** | **0,00** | | **61 451,49** | | **1 293 561,59** |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228009013*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs*
Projet : *Projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. *Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
10. *Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision*
11. *Offrir une **expérience citoyenne** simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique*
12. *Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*
15. *Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*1. Le projet vise l'obtention de la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or. L'édifice deviendra carboneutre suite à l'intégration de nouvelles sources d'énergies renouvelables dont l'aérothermie pour réduire de façon significative sa consommation énergétique.*

*10. Avec ce projet, nous recherchons la pérennité d'un bâtiment historique qui répond aux besoins d'aujourd'hui et de demain tout en créant un véritable lieu d'échange. Tout en maintenant ses éléments patrimoniaux, un accent a été mis sur l'atteinte des plus hauts standards d'accessibilité universelle, mais également sur l'augmentation du nombre d'espaces ouverts à la population montréalaise ainsi qu'aux touristes locaux et internationaux. Grâce aux mesures de restauration patrimoniale et aux travaux de modernisation rendus nécessaires, l'hôtel de ville de Montréal sera un lieu convivial et accueillant adapté aux besoins des citoyennes et des citoyens et à la vie démocratique*

*11. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.*

*12. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.*

*15. De nouveaux éléments ont été intégrés pour renforcer l'appropriation citoyenne du lieu et deux nouvelles œuvres d'art seront installés et accompagneront le quotidien des personnes qui visitent l'hôtel de ville. L'exécution des travaux de restauration de la fenestration, de la maçonnerie, des plâtres et des boiseries sont exécutés par des artisanats qui agissent en tant qu'experts. Ils sont retenus et se démarquent des travailleurs habituels de la construction par leur savoir-faire ainsi que par leurs connaissances, leurs compétences et leurs expertises uniques*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | **X** | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1228009013**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes et contingences incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1228009013 - Augmentation travaux du lot L0708 Hôtel-de-Ville.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
**Tél :** 514-872-1021

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-19

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0946
**Division :** Service des finances - Point de service HDV

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.018

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227574001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1 |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 91 980,00 $ , taxes incluses, au budget des contingences, afin de pallier les imprévus à venir et compléter les travaux de modifications mécaniques, électriques et acoustiques au bâtiment existant de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Ardec Construction Inc. (CG21 0073) majorant ainsi le montant de la dépense total de 898 713,59 $ à 990 693,59 $, taxes, incidences et contingences incluses |

Il est recommandé de:

1. Autoriser une dépense additionnelle de 91 980,00 $, taxes incluses, au budget des contingences, afin de pallier les imprévus à venir et compléter les travaux de modifications mécaniques, électriques et acoustiques au bâtiment existant de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Ardec Construction Inc. (CG21 0073) majorant ainsi le montant de la dépense total de 898 713,59 $ à 990 693,59 $, taxes, incidences et contingences incluses ;
2. d'autoriser une dépense totale de 210 818,16 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 14:07

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227574001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1 |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 91 980,00 $ , taxes incluses, au budget des contingences, afin de pallier les imprévus à venir et compléter les travaux de modifications mécaniques, électriques et acoustiques au bâtiment existant de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Ardec Construction Inc. (CG21 0073) majorant ainsi le montant de la dépense total de 898 713,59 $ à 990 693,59 $, taxes, incidences et contingences incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.
Dans le cadre du programme de réfection des usines d'eau potable de la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau, des travaux de maintien d'actifs sont requis pour préserver la pérennité de ses ouvrages.

L'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire a été construite en 1957 et dessert le territoire de la Ville de Pointe-Claire ainsi que certaines villes avoisinantes de l'ouest de l'île. Une problématique de bruit associée aux génératrices et à la livraison des produits chimiques a été constatée à plusieurs reprises. La Ville doit donc procéder à des travaux de modification afin de réduire le bruit associé aux équipements mentionnés sous des seuils acceptables et de se conformer à la réglementation en vigueur.

Un contrat a été accordé à Ardec Construction Inc., pour les travaux de modifications mécaniques, électriques et acoustiques au bâtiment existant de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire – Dépense totale de 898 713,59 $, taxes incluses (contrat : 742 738,50 $ + contingences: 118 838,16 $ + incidences: 37 136.93 $) - Appel d'offres public 10340 – 2 soumissionnaires.

Or, durant l'exécution des travaux, le béton des ancrages du support en fer du silencieux de la génératrice DG-1 a cédé. Cette génératrice est essentielle pour la résilience d'opération de l'usine d'eau potable de Pointe-Claire. Ainsi, cet incident présente un risque élevé pour l'opération de la génératrice et, par conséquent, pour l'alimentation en eau de Pointe-Claire. Un renforcement en structure pour l'appui du silencieux de DG-1 est requis pour en assurer sa résilience.

À cause des imprévus additionnels rencontrés lors de la réalisation du projet, des dépenses contingentes ont été déboursées, ramenant ainsi leurs taux d'utilisation à 98,5%.

Le présent dossier est une demande d'autorisation pour une dépense additionnelle afin d'augmenter les contingences de ce projet d'un montant de 91 980,00 $, taxes incluses, ramenant ainsi le pourcentage des contingences de 16% à 28,38%. Cette dépense additionnelle assurera que les travaux nécessaires pour la sécurité du silencieux et de la génératrice DG-1 soient réalisés.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0073 - 21 février 2021 - Accorder un contrat à Ardec Construction Inc., pour les travaux de modifications mécaniques, électriques et acoustiques au bâtiment existant de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire - Dépense totale de 898 713,59 $, taxes incluses (contrat : 742 738,50 $ + contingences: 118 838,16 $ + incidences: 37 136.93 $) – Appel d'offres public 10340 – 2 soumissionnaires.
CG17 0191 - 18 mai 2017 - Mandat 2016-42-02 Stantec Experts Conseils Ltée - Pour la confection des documents d'appel d'offres des travaux d'atténuation du bruit à l'usine de Pointe-Claire, incluant la surveillance à résidence partielle et plans finaux - Dépense totale de 89 770,18$, taxes incluses - Appel d'offres publiques 17-15793.

## DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'augmentation de la valeur des contingences du contrat de construction à Ardec Construction Inc. de 91 980,00 $, taxes incluses à cause des imprévus additionnels rencontrés lors de l'exécution : la rupture du béton des ancrages du support en fer du silencieux de la génératrice DG-1 a été constatée. Un renforcement en structure pour l'appui du silencieux de DG-1 est requis.
Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

## JUSTIFICATION

Utilisation de contingences:
1. Mécanique:
1.1 Installation de deux supports pour tenir le silencieux de DG-1. Les supports existants sur l'échappement de DG-1 seront réutilisés et ils seront fixés aux nouvelles cornières installées par la discipline de structure;
1.2 Réparation de l'isolation thermique et de la chemise du silencieux et de l'échappement et l'installation d'un calorifuge amovible sur le tuyau de vidange;
1.3 Isolation thermique des appuis du silencieux sur une distance de 300 mm à partir de la paroi extérieure de la chemise;
1.4 Coordination des travaux avec la discipline de structure.

2. Structure
2.1 Installation des deux poutres en acier au-dessus du conduit majeur du silencieux;
2.2 La base existante au-dessus du conduit mineur du silencieux sera réutilisé. La cornière sera soudée à une nouvelle poutre en acier pour qu'on puisse l'ancrer aux poutres en béton latérales.

3. Général
3.1 Les frais de peinture, d'échafaudage, de transport et de déplacement;
3.2 Tous les coûts directs et indirects associés à l'exécution des travaux mentionnés ci-dessus;
3.3 Les frais généraux et d'administration et profit de tous les entrepreneurs.

Les articles ci-dessus sont estimés à environ 40 715,25 $, avant taxes, selon l'analyse du consultant professionnel.

4. Travaux connexes en dépenses contrôlées selon le consultant estimé à environ 14 284,75 $, avant taxes.

La dépense pour les travaux prévus s'élèvera à environ 40 715,25 $ + 14 284,75$ = 55 000,00 $. Or, vu que ceci reste des estimations et afin d'éviter de revenir devant les instances, la dépense maximale admissible demandée en lien avec ces travaux est de 80 000 $, avant taxes, ou 91 980,00$, toutes taxes incluses.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le présent sommaire recommande de majorer le montant des contingences de 91 980,00 $, taxes incluses, pour les travaux de renforcement en structure du support du silencieux de DG-1 associé au contrat initial de Ardec Construction Inc., ce qui a pour effet d'augmenter la dépense totale de 898 713,59 $ à 990 693,59 $, taxes, contingences et incidences incluses, soit une augmentation de 10,23% par rapport à la dernière autorisation.
Le montant maximal des contingences passerait de 118 838,16 $ à 210 818,16 $, taxes incluses, soit une augmentation de 91 980,00 $ qui représentent un ajout de 20,23% de la somme des travaux à compléter. Ce montant représente la somme des coûts indiqués dans la section justification et d'un montant supplémentaire pour s'assurer de mener les travaux à terme.
Le pourcentage total de budget des contingences sera de 28,38%.
Le montant maximal des incidences resterait inchangé à 37 136,93 $, taxes incluses.
Le pourcentage total des incidences restera inchangé à 5 %.

Cette actualisation des contingences permettra de finaliser les travaux.
Cette dépense de 990 693,59 $, taxes incluses, représente un coût net de 904 635,30 $ lorsque soustrait des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération, règlement d'emprunt RCG 20-001.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le plan Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si une partie des travaux ne sont pas exécutés dans ce contrat par manque de fonds, une phase subséquente de travaux sera nécessaire dans le cadre d'un nouvel appel d'offres. Ceci retardera la mise en service du nouveau système et causera des problèmes associés aux responsabilités et garanties entre les deux contrats.

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Ville de Montréal agit comme maître d'oeuvre au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail. Ainsi, la Ville de Montréal est responsable d'implanter les mesures recommandées par le gouvernement et la CNESST en matière de précaution à mettre en place pour protéger la santé des travailleurs. Cependant, les travaux pourront accuser des retards liés à la COVID-19 dans le cas d'un changement des mesures établies par la santé publique du Québec.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune communication requise dans le cadre de ce dossier décisionnel

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: Mars 2021
Autorisation dépense additionnelle : septembre 2022
Fin du contrat : Octobre 2022

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Faical BOUZID
c/s - Bureau Projets

**Tél :** 514 868-5144
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-23

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

**Tél :** 514 653-6801
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation
**Tél :** 514 872-3414
**Approuvé le :** 2022-08-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
Directrice
**Tél :** 514 280-4260
**Approuvé le :** 2022-08-25

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227574001

Unité administrative responsable : *049*

Projet : Travaux d'atténuation de bruit à l'usine Pointe-Claire

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements*

*attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*

*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*

- Priorité 1. Parmis les exigences envers les soumissionnaires avoir une politique environnementale engagée ,
- Priorité 11. Le maintien du parc de BI fonctionnel et en bon état permet entre autres de protéger les citoyens contre les incendies
- Priorité 18. Assurer à tous les citoyens un niveau et une qualité de service et lutter contre les fuites sur l'ensemble du territoire
- Priorité 19. Veillez sur la l'intégrité des vies et des biens, en veillant sur le réseau des BI.
- Priorité 20. Renforcer la résilience urbaine des infrastructures du réseau secondaire de la Ville de Montréal

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227574001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1 |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 91 980,00 $ , taxes incluses, au budget des contingences, afin de pallier les imprévus à venir et compléter les travaux de modifications mécaniques, électriques et acoustiques au bâtiment existant de l'usine de traitement d'eau de Pointe-Claire dans le cadre du contrat accordé à Ardec Construction Inc. (CG21 0073) majorant ainsi le montant de la dépense total de 898 713,59 $ à 990 693,59 $, taxes, incidences et contingences incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Information_comptable_DEP_GDD-1227574001.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financières
**Tél :** 514-872-0893

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Patrick TURCOTTE
conseiller(ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-0000
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.019

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227231066**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 683 883,79 $ taxes incluses, dans l'enveloppe des contingences, pour réaliser des travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville, dans le cadre du contrat # 414710, accordé à Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc., (CM21 0773), majorant ainsi le montant total du contrat et des contingences de 6 087 379,83 $ à 6 771 263,62 $, taxes incluses. |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 683 883,79 $, taxes incluses, dans l'enveloppe des contingences, pour des travaux de gestion de sols contaminés supplémentaires dans le cadre du contrat # 414710 accordé à Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc.,(CM21 0773), majorant ainsi le montant total du contrat et des contingences de 6 087 379,83 $ à 6 771 263,62 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 16:16

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227231066**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 683 883,79 $ taxes incluses, dans l'enveloppe des contingences, pour réaliser des travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville, dans le cadre du contrat # 414710, accordé à Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc., (CM21 0773), majorant ainsi le montant total du contrat et des contingences de 6 087 379,83 $ à 6 771 263,62 $, taxes incluses. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de l'eau a planifié, pour réalisation en 2021, des travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville. À cet effet, le contrat #414710 a été accordé à Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc. par le conseil municipal le 14 juin 2021 et le projet comprend une dépense totale de 6 676 907,08 $ (contrat: 5 531 954,81 $ + contingences: 555 425,02 $ + incidences: 589 527,25 $), taxes incluses.
Sans s'y limiter, les travaux du contrat comprennent notamment :

- la reconstruction de ±310 mètres d'égout unitaire de diamètres variant entre 300 et 750 mm;
- la reconstruction de ± 260 mètres de conduites d'eau principale de diamètre 400 mm;
- la reconstruction de ± 260 mètres de conduites d'eau secondaire de diamètres variant entre 300 et 750 mm;
- la reconstruction de la chaussée (± 3 735 $m^2$);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 725 $m^2$);
- l'ajout d'une chambre de régulation de pression sur la conduite d'eau principale;
- la construction et la reconstruction de 12 chambres de vannes, de raccords, de purges ou de ventouses;
- la réhabilitation de ± 50 mètres de conduites d'eau principale de diamètre 400 mm.

Le délai contractuel original du projet est de cent-cinquante-huit (158) jours calendrier. Les travaux se poursuivent et nous estimons avoir atteint un avancement de 60% pour les travaux de conduite et 45% pour les travaux de voirie.

Dès le début des travaux, d'importants enjeux techniques ont été rencontrés avec le réseau principal de conduites d'eau. En effet, il a été impossible de fermer le réseau d'eau principal

dans les délais prescrits, ce qui a provoqué un report des travaux initialement prévus en 2021 pour 2022. Ensuite, les sols excavés ont présenté un degré de contamination supérieur aux résultats du rapport initial de caractérisation des sols. Finalement, lors du début de la pose des conduites d'égout (plus profondes), la dureté du roc s'est avérée supérieure à celle anticipée suite à l'analyse des données issues du rapport géotechnique réalisé en avant-projet. Des études complémentaires ont été effectuées pour obtenir une caractérisation des sols et du roc. Les résultats des analyses chimiques ont indiqué la présence d'une plus grande quantité de sols contaminés. Les résultats des carottages de roc ont également confirmé la présence d'un roc plus dur.

En raison de ce qui précède, la Division de la réalisation des travaux de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) estime que les fonds disponibles dans l'enveloppe du contrat (travaux et contingences) seront insuffisants pour compléter les travaux.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM21 0773 - 14 juin 2021 - Accorder un contrat à Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville. Dépense totale de 6 676 907,08 $ (contrat: 5 531 954,81 $ + contingences: 555 425,02 $ + incidences: 589 527,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 414710 - 2 soumissionnaires (1217231042)

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle totale de 683 883,79 $ taxes incluses, majorant ainsi le budget du contrat de 6 087 379,83 $ à 6 771 263,62 $, taxes incluses, et ce, pour les raisons précédemment invoquées, notamment le report de travaux en 2022, les travaux de gestion des sols contaminés et la dureté du roc supérieure à celle anticipée dans la rue Des Carrières.

Dans le cadre de la réalisation des travaux de conduite d'eau, des essais de fermetures de vannes sont (habituellement) réalisés en avant-projet. Ces essais nous permettent d'établir un schéma optimal de fermeture des vannes pour permettre une fermeture étanche du réseau sans laquelle il est impossible d'installer un réseau d'alimentation temporaire afin d'alimenter en eau potable les citoyens pendant les travaux. Dans le cadre du présent projet, les essais de fermetures de vannes se sont avérés non concluants. Le délai encouru pour les réaliser à nouveau et statuer sur le schéma de fermeture optimal a été plus long que prévu en raison de la présence de plusieurs vannes hors service. Par conséquent, il a été nécessaire d'intervenir en dehors des limites du projet afin de pouvoir fermer les vannes. Les délais encourus par ces travaux non planifiés ont perturbé l'échéancier initial et ont résulté au report de certains travaux en 2022.

En second lieu, des observations de chantier différentes de celles disponibles aux études de caractérisation des sols réalisées en avant-projet ont fait en sorte qu'une caractérisation complémentaire a été réalisée en cours de travaux. Pour des projets réalisés dans la chaussée, il est d’usage de réaliser la caractérisation des sols en avant-projet, à l’aide de forages. Afin de ne pas risquer d’endommager les infrastructures souterraines, ces forages ne peuvent être réalisés à proximité de conduites souterraines d’eau par exemple. Ces forages de petits diamètres permettent d’échantillonner les sols en place, mais les observations faites sur les matériaux sont limitées. Souvent réalisés en bordure de rue, ils offrent rarement la possibilité d’échantillonner les sols présents autour des conduites en place. Les forages réalisés en avant-projet n'avaient pas démontré de présence de sols contaminés. Par ailleurs, le projet se situe à proximité d'une ancienne carrière exploitée pour extraire de la pierre. Certaines carrières ont parfois été remblayées par des ordures

ménagères ou des débris de construction à une époque où il n'existait pas d'encadrement législatif. La nature des sols présents est donc appelée à changer subitement et c'est pourquoi une quantité de sols contaminés avait tout de même été prévue dans les documents d'appel d'offres. Cette quantité s'est révélée être insuffisante. Une caractérisation complémentaire a permis d'évaluer l'ampleur de la contamination présente dans le secteur.

Finalement, un autre obstacle a été rencontré lors de la réalisation du projet. Le projet comportait un abaissement de la conduite d'égout afin de soulager le réseau en amont et ainsi éviter des refoulements futurs. Pour ce faire, il est requis de casser le socle rocheux afin d'installer la conduite proposée à la profondeur désirée. Au moment des travaux, l'Entrepreneur a constaté que le roc en place était 50% plus dur que le laissaient entendre les études géotechniques réalisées en avant-projet. Une étude complémentaire conjointe a donc été réalisée afin de confirmer les constatations de l'Entrepreneur.

**JUSTIFICATION**

En raison des trois principales raisons invoquées plus haut (délais supplémentaires encourus suite aux difficultés de fermeture du réseau d'eau, augmentation des quantités de sols contaminés à excaver et dureté supérieure du roc), le montant du budget des contingences aux fins du présent contrat doit être augmenté.
En effet, le contrat était initialement prévu se terminer en 2021. Cependant, les délais encourus par le retard de fermeture du réseau principal d'eau a fait en sorte que le projet s'est poursuivi en 2022. Des coûts supplémentaires sont occasionnés par ce report. De plus, le volume supplémentaire de sols contaminés excavés à gérer implique une disposition conforme aux règlements en place dans un site autorisé. Enfin, pour ce qui est du roc, une pelle mécanique plus robuste que celle prévue a été requise afin de poursuivre les travaux.

Une analyse approfondie de la disponibilité des enveloppes autorisées a été effectuée, dont le détail se trouve en pièce jointe du présent dossier.

À ce jour, il est constaté qu'aucune économie n'est à prévoir dans l'enveloppe originale des travaux, car les sommes disponibles doivent être conservées pour compléter les travaux du contrat. De plus, il est nécessaire de conserver les sommes disponibles dans les enveloppes des contingences (347 227,01 $) et des incidences (261 836.38$) pour terminer les travaux du contrat en 2022.

Les besoins estimés dans l'enveloppe des contingences s'élèvent à 1 239 308,81 $, taxes incluses. Considérant le budget initial de cette enveloppe de 555 425,02 $:

DRE – Planification et investissement: 252 569,98 $
DRE – Optimisation du réseau : 31 347,50 $
Direction de la mobilité: 43 808,31 $
DEP : 227 699,22 $

Le déficit à combler est de 683 883,79 $, d'où la présente demande de majoration. Cette modification des travaux déjà prévus au contrat n'en change pas la nature et s'avère accessoire à celui-ci.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense additionnelle demandée est de 683 883,79 $, taxes incluses. Elle comprend le montant pour réaliser les travaux additionnels (522 973,55 $) et le montant des contingences à prévoir sur les travaux restants (160 910,24 $).
La majoration de l'enveloppe des contingences demandée pour le contrat # 414710 sera financée par un montant supplémentaire de 683 883,79 $, taxes incluses, présenté aux

instances. Cette majoration représente une augmentation nette de la valeur initiale du contrat de 11,23 %. En effet, la valeur du contrat initial incluant les contingences autorisées au montant de 6 087 379,83 $ est majorée à 6 771 263,62 $, taxes incluses. Il est aussi à noter que l'enveloppe des contingences du contrat prévue à 555 425,02 $, taxes incluses (10,04 % du coût des travaux) passe à 1 239 308,81 $, taxes incluses, soit 22,40 % du coût initial des travaux du contrat.

Cette dépense additionnelle de 683 883,79 $ prévue aux PTI de la DRE et DEP et entièrement assumée par la ville centrale et par l'agglomération, représente un coût net de 624 477,06 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunts suivants:

16-026 – DRE – Planification et investissement : 552 833,73 $
20-015 – DEP – 131 050,06 $

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques. La grille d'analyse Montréal 2030 est jointe au présent dossier.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si la majoration de la dépense est reportée à une date ultérieure, le projet ne pourra pas être complété jusqu'à la décision des instances et pénalisera ainsi les résidents.
Si la majoration est refusée, le cas échéant, la DRPIU devra résilier le présent contrat et relancer un autre processus d'appel d'offres pour réaliser les travaux restants, impliquant le risque d'obtenir des prix unitaires plus élevés.

De plus, suite à une résiliation du contrat par la Ville, Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc. pourrait réclamer un montant à titre de dommages-intérêts équivalent à un pourcentage du solde contractuel excluant les taxes et les contingences, calculé selon un barème déterminé à l'article 4.5.2.2 des clauses administratives générales des documents de l'appel d'offres # 414710, soit un montant de 829 831 $ taxes incluses.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique pas

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation de la majoration par le conseil municipal : Septembre 2022
Fin des travaux : Octobre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Florentina ILIUTA)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Manli Joëlle CHEN, Service de l'eau
Jean-François DUBUC, Service de l'eau

Lecture :

Manli Joëlle CHEN, 16 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Charles GRONDIN
ingenieur(e)

**Tél :** 438-354-8847
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-15

Monya OSTIGUY
Chef de division

**Tél :** 514-872-6444
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jean CARRIER
Directeur
**Tél :** 514 243-8284
**Approuvé le :** 2022-08-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
**Tél :** 514 872-9485
**Approuvé le :** 2022-08-25

**Augmentation de la valeur du contrat # 414710 - travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville**

**GDD # 1227231066**

*Taxes incluses*

| | CONTRAT: Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc. | | Incidences | GRAND TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | Travaux | Contingences | | |
| **Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1217231042)** | **5,531,954.81$** | **555,425.02$** | **589,527.25$** | **6,676,907.08$** |
| Travaux payés à ce jour : | 2,478,634.36$ | | | **2,478,634.36$** |
| Frais pour la dureté du roc supérieur: | | 15,252.58$ | | **15,252.58$** |
| Frais pour les sols contaminés supplémentaires: | | 142,491.20$ | | **142,491.20$** |
| Travaux supplémentaires suite à divers imprévus de chantier: | | 50,454.23$ | | **50,454.23$** |
| Incidences payées et engagés : | | | 327,690.87$ | **327,690.87$** |
| **Total (payé+engagé+imprévus) Ville** | **2,478,634.36 $** | **208,198.01 $** | **327,690.87 $** | **3,014,523.24 $** |
| **Montant disponible pour les travaux et incidences :** | **3,053,320.45 $** | **347,227.01 $** | **261,836.38 $** | **3,662,383.84 $** |
| Montants des travaux à venir incluant : | 3,053,320.45 $ | | | **3,053,320.45 $** |
| Conduite d'égoût unitaire (60% à réaliser) | | | | |
| Conduite d'eau principale (50% à réaliser) | | | | |
| Chaussée et trottoirs (80% à réaliser) | | | | |
| Éclairage (10% à réaliser) | | | | |
| Frais reliés à la mitigation d'impact: | | 129,248.01 $ | | 129,248.01 $ |
| Réclamations pour divers imprévus de chantier: | | 217,979.00 $ | | 217,979.00 $ |
| **Travaux à payer avec montant disponible pour les contigences:** | | **347,227.01 $** | | **347,227.01 $** |
| Montant à prévoir pour sols contaminés supplémentaires: | | 183,040.74 $ | | 183,040.74 $ |
| Montant additionnel pour le report des travaux en 2022: | | 162,121.80 $ | | 162,121.80 $ |
| Montant additionnel pour la dureté du roc supérieur: | | 177,811.01 $ | | 177,811.01 $ |
| **Montant pour réaliser les travaux additionnels:** | | **522,973.55 $** | | **522,973.55 $** |
| **Contingences pour dépassement de quantités et travaux supplémentaires anticipés et risques d'imprévus (5,27%)** | | **160,910.24 $** | | **160,910.24 $** |
| Incidences à venir (travaux contrôle environnementale et Laboratoire, gestion des impacts) | | | 261,836.38 $ | **261,836.38 $** |
| **Total estimé des travaux et incidences** | **5,531,954.81 $** | **1,239,308.81 $** | **589,527.25 $** | **7,360,790.87 $** |
| **Surplus (déficit) budgétaire pour assurer la fin du contrat** | **- $** | **(683,883.79) $** | **- $** | **(683,883.79) $** |
| **Augmentation de la dépense à faire autoriser** | | | | **683,883.79 $** |

| | GDD 1217231042 et 1227231066 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Avant majoration | Majoration | Après majoration | % d'augmentation du budget |
| **Travaux** | 5,531,954.81 $ | - $ | 5,531,954.81 $ | |
| **Contingences** | 555,425.02 $ | 683,883.79 $ | 1,239,308.81 $ | |
| **Total** | **6,087,379.83 $** | **683,883.79 $** | **6,771,263.62 $** | **11.23%** |
| ***Pourcentage des contingences sur le coût initial des travaux du contrat*** | **10.04%** | **12.36%** | **22.40%** | |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231066
Unité administrative responsable : SIRR , DRPIU, Division de la conception des projets
Projet : 414710 - Travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 2 : Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaire et de qualité**, et une **réponse de proximité** de leurs besoins.
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :

1. Garantir l’accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.

2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.

3. Favoriser le transfert modal de l’auto vers les transports actifs par des aménagements efficaces et confortables.

4. Ajouter des éléments de verdure tout en déminéralisant.

5. Créer des milieux de vie à même l’emprise publique.

## Section B - Test climat

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227231066**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 683 883,79 $ taxes incluses, dans l'enveloppe des contingences, pour réaliser des travaux d'égout, de conduite d'eau principale, de voirie et d'éclairage dans la rue Des Carrières, de l'avenue Christophe-Colomb à la rue Normanville, dans le cadre du contrat # 414710, accordé à Demix Construction une division de groupe CRH Canada inc., (CM21 0773), majorant ainsi le montant total du contrat et des contingences de 6 087 379,83 $ à 6 771 263,62 $, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière DRE.xlsx

GDD_intevention finances -1227231066-DEP.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Florentina ILIUTA
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-5763

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Jean-François BALLARD
conseiller(ere) budgetaire
**Tél :** 514-872-5916
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.020

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1226365001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le transfert d'un montant de 53 006,09 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1), dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc., (CG15 0248) majorant ainsi la dépense totale du contrat de 2 159 763,06 $ à 2 212 769,15 $, taxes incluses. |

Il est recommandé :

1. D'autoriser le transfert d'un montant de 53 006,09 $ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1), dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP Inc., (CG15 0248) majorant ainsi la dépense totale du contrat de 2 159 763,06 $ à 2 212 769,15 $ taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-22 15:32

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1226365001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le transfert d'un montant de 53 006,09 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1), dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc., (CG15 0248) majorant ainsi la dépense totale du contrat de 2 159 763,06 $ à 2 212 769,15 $, taxes incluses. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le parc immobilier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) compte environ 70 immeubles parmi lesquels 4 centres opérationnels (CO), 49 postes de quartier (PDQ), divers bâtiments spécialisés et quelques immeubles administratifs. Environ le tiers de ces immeubles sont des propriétés de la Ville dont la plupart datent de plus de 40 ans. Ces propriétés ont été rénovées et/ou réparées de manière localisée au cours des années. Malgré cela, nombre d'entre elles présentent des déficiences ayant des niveaux de dégradation variables. Des travaux sont aussi requis pour assurer l'intégrité de ces bâtiments, garantir une utilisation optimale et sécuritaire des lieux et protéger l'actif immobilier de la Ville. Un contrat de services professionnels en architecture, ingénierie et développement durable a été octroyé à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc. dans le cadre des travaux décrits ci-dessous :

- La réfection et mise à niveau de diverses composantes de plusieurs bâtiments ou parties de bâtiments, tels que l'enveloppe et les systèmes de ventilation, climatisation et chauffage. Une priorité est donnée aux salles de tir rattachées aux centres opérationnels (CO) Nord et Sud;
- L'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour y relocaliser plus de 500 employés du Service des enquêtes du SPVM qui étaient logés à la Place Versailles. Ce projet est réalisé suite au dépôt du rapport du Vérificateur général (décembre 2012) qui a mis en lumière des incompatibilités d'usage et des déficiences quant à la sécurité des citoyens et usagers.

Le présent dossier vise la majoration du contrat de services professionnels requis dans le

cadre des travaux d'agrandissement et la rénovation du bâtiment situé au 10351 rue Sherbrooke Est à Montréal-Est.

La structure organisationnelle et les besoins du client SPVM ont évolué entre l'émission de l'appel d'offres et l'exécution du contrat de construction, particulièrement au niveau de l'aménagement des locaux et des besoins des technologies de l'information (TI). De plus, la présence de problèmes dans la coordination des plans des professionnels ainsi que la présence d'erreurs et omissions dans les plans et devis ont été constatées lors de l'exécution des travaux. Enfin, des conditions de chantier inattendues ont également nécessité des travaux additionnels. Les travaux additionnels ont nécessité une demande d'augmentation des contingences de 1 985 818,89 $ taxes incluses ainsi qu'une seconde demande d'augmentation de 505 159,79 $ du contrat de l'entrepreneur qui ont été autorisées respectivement les 22 juin 2018 et 28 février 2019 soit une augmentation totale de 31,9 % du contrat initial.

Compte tenu des ajouts de contingences au contrat des travaux, des erreurs et omissions des professionnels, de la complexité du dossier et du litige en cours avec l'entrepreneur, un processus de négociation a eu lieu entre les professionnels et la Ville pour déterminer l'impact sur les honoraires de services professionnels. À la suite du processus de négociation, les parties se sont entendues sur un montant de 469 793**,**97 $ plus taxes justifié par la période de prolongation du chantier.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CG19 0063** - 28 février 2019 : Autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 $, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam ltée (CG17 0363 et CG18 0354) majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 $ à 19 447 031,78 $, taxes incluses.
**CG18 0354** - 22 juin 2018 : Autoriser une dépense additionnelle de 1 985 818,89 $, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam ltée (CG17 0363), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 956 053,10 $ à 18 941 871,99 $, taxes incluses

**CG18 0222** - 26 avril 2018 : Approuver le projet de dixième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc. des espaces à bureaux situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 6 mois, soit du 1er janvier au 30 juin 2019, pour un loyer total de 673 123,46 $, taxes incluses.

**CG18 0202** - 29 mars 2018 : Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 $ afin de financer le projet de développement des installations du SPVM dans l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est.

**CG17 0363** - 24 août 2017 : Accorder un contrat à Construction Socam ltée pour réaliser les travaux d'agrandissement et de rénovation d'un immeuble administratif de la Ville de Montréal, situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 20 517 074,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5873 (5 soum.)

**CG17 0070** - 30 mars 2017 : Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., des espaces à bureaux au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2018 - Dépense totale de 1 256 562,28 $, taxes incluses

**CG15 0248** - 30 avril 2015 : Accorder un contrat de services professionnels à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc., pour le programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1), pour une dépense totale de 2 742 899,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14081 - (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

**CG14 0301** - 19 juin 2014 : Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme de 8 278 200 $, taxes incluses

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire recommande le transfert des dépenses incidentes aux dépenses contingentes majorant la valeur maximale du contrat à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc. L'augmentation des honoraires professionnels est reliée aux travaux d'agrandissement et de rénovation de l'immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour relocaliser les effectifs policiers du Service des enquêtes. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

**JUSTIFICATION**

Au cours de l'exécution du contrat, plusieurs retards ont été rencontrés entraînant le report de la prise de possession de près de huit mois. Le projet devait être achevé le 11 septembre 2018, mais dans les faits il y a eu plusieurs phases de prises de possession, la dernière a été réalisée le 12 avril 2019.
Suite aux retards dans l'exécution des travaux, les professionnels ont présenté une demande d'honoraires supplémentaires d'un montant de 787 801,56 $ plus taxes. Ils mentionnent que certains services doivent être payés à titre de services supplémentaires et que d'autres doivent être payés pour compenser le temps de mobilisation et autres prestations rendues nécessaires en raison de la prolongation du chantier de l'entrepreneur.

La demande d'honoraires supplémentaires concernait les services suivants :

- Avenants de modifications du contrat de construction;
- Reprises multiples de plans et documents;
- Prolongation de la durée du chantier (effort au chantier);
- Prolongation de la durée du chantier (effort au bureau);
- Surveillance de chantier accrue tout au long du chantier;
- Réalisation d'expertises supplémentaires.

Le contrat de services professionnels prévoit une rémunération pour les services supplémentaires ainsi qu'une rémunération pour services requis advenant la prolongation du chantier.

Après analyse de la demande et discussions avec les professionnels, le montant a été révisé à 469 793,97 $ plus taxes. Des montants ont été retranchés des sommes réclamées par les professionnels étant donné certaines erreurs et omissions de leur part aux plans de devis qui ont, à notre avis, occasionné une partie du retard au chantier.

Ce montant a été payé à partir du budget du projet. Cependant, il n'y a pas assez de budgets restant pour payer les honoraires liés à l'analyse, l'étude et la correction des documents de fin de chantier (plan tel que construits, manuels d'entretien, garantie, etc.).

Cette demande vise à augmenter le budget des contingences de 46 102,28 $ plus taxes. Compte tenu de cette augmentation, le budget des contingences augmente de 20 % à 22,95 % du montant initial du contrat, tel que présenté dans le tableau suivant :

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Services professionnels : | | | | | | | | |
| Contrat de base | 1 799 802,55 | | | | | | 1 799 802,55 | |
| Contingences | 359 960,51 | 20 % | 53 006,09 | 2,95 % | 0,00 | 0,00 % | 412 966,60 | 22,95 % |
| TOTAL CONTRAT | 2 159 763,06 | | 53 006,09 | | 0,00 | | 2 212 769,15 | |
| Incidences : | | | | | | | | |
| Incidence X | 583 136,03 | | -53 006,09 | | 0,00 | | 530 129,94 | |
| Incidence Y | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | |
| Incidence Z | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | |
| TOTAL INCIDENCES | | | -53 006,09 | | 0,00 | | 530 129,94 | |
| TOTAL C + I | 2 742 899,09 | | 0,00 | | 0,00 | | 2 742 899,09 | |

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La demande de majoration de l'enveloppe des contingences au montant de 53 006,09 $, taxes incluses, soit 2,95% pour le contrat #14436-2, sera financée par un virement de crédits du même montant, provenant de l'enveloppe des dépenses incidentes déjà autorisées (CG15 0248) vers celle des travaux contingents.
La valeur du contrat initial de 2 159 763,06 $ est majorée à 2 212 769,15 $ taxes incluses.

À noter cependant que les contingences prévues initialement à 359 960,51 $ taxes incluses (20 % du coût des travaux) augmentent à 412 966,60 $, soit 22,95 % du coût initial des travaux.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un dossier de majoration d'honoraires professionnels.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans l'augmentation demandée, il n'y aura pas suffisamment de fonds pour payer les services liés à l'analyse, l'étude et la correction des documents de fin de chantier (plan tel que construit, manuels d'entretien, garanties, etc.).

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal : 19 septembre 2022

Conseil d'agglomération : 22 septembre 2022
Début du contrat : mai 2015
Fin du contrat : en cours

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Penelope DARCY
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'équipe

**Tél :** 514-872-7214
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-08

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

**Tél :** 514-977-9883
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
**Tél :** 514-872-2619
**Approuvé le :** 2022-08-19

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
**Tél :** 514-770-0667
**Approuvé le :** 2022-08-22

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1226365001*
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets Immobiliers, Division de la sécurité publique
Projet : 14436-2 - Programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | | | *x* |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>S.O | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>S.O | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1226365001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique |
| **Objet :** | Autoriser le transfert d'un montant de 53 006,09 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1), dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc., (CG15 0248) majorant ainsi la dépense totale du contrat de 2 159 763,06 $ à 2 212 769,15 $, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1226365001 - Réhabilitation immeubles SPVM.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
**Tél :** 514-872-1021

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-16

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0946
**Division :** Service des finances - Point de service HDV

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.021

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1226810002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 5 716,74 $, taxes incluses pour les services professionnels dans le cadre du contrat accordé de gré à gré à Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L. (BC 1463254), majorant ainsi le montant du contrat de 99 982,26 $ à 105 699,00 $, taxes incluses. |

Il est recommandé:
1- d'autoriser une dépense additionnelle de 5 716,74 $, taxes incluses pour les services professionnels dans le cadre du contrat accordé à Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L. (BC 1463254), majorant ainsi le montant total du contrat de 99 982,26 $ à 105 699,00 $, taxes incluses.

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 16:13

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1226810002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 5 716,74 $, taxes incluses pour les services professionnels dans le cadre du contrat accordé de gré à gré à Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L. (BC 1463254), majorant ainsi le montant du contrat de 99 982,26 $ à 105 699,00 $, taxes incluses. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Suite à l'acquisition par la Ville de Montréal de la Cité des Hospitalières dans l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal en 2017, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (le « SGPI ») a été mandaté pour réaliser un projet de mise en conformité de la sécurité incendie et d'occupation transitoire afin de permettre l'occupation complète des lieux par la Ville.
Le projet est séparé en deux phases distinctes :

- Phase 1 : Reconfigurer et rénover les espaces à la résidence Marie-Morin afin que ceux-ci puissent être occupés par l'organisme d'économie sociale Entremise, futur gestionnaire du site et promoteur du projet d'occupation transitoire auprès des citoyens;
- Phase 2 : Réaliser les interventions de mise en conformité de la sécurité incendie et pour l'occupation transitoire dans la Maison-Mère.

Le présent dossier concerne le contrat de la firme Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L. (« BMAA »), pour la fourniture de services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux prévus à la phase 1. À ce jour, les travaux sont presque terminés.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CE21 2006** - 17 décembre 2021 - Accorder un contrat à Construction Linea inc. pour la réalisation des travaux de reconfiguration des espaces à la résidence Marie-Morin de la Cité des Hospitalières - Dépense totale de 367 276,52 $, taxes incluses (contrat : 290 337,17 $ + contingences : 43 550,58 $ + incidences : 33 388,77 $) - Appel d'offres public IMM-15775 (5 soumissionnaires).
**BC 1463254** - 22 mars 2021 - Octroyer un contrat de gré à gré à Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L. pour les services professionnels requis dans le cadre des travaux de reconfiguration des espaces à la résidence Marie-Morin de la Cité des Hospitalières, pour un montant total de 45 437,83 $ taxes incluses.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise l'approbation de l'augmentation de la valeur du contrat de services professionnels de BMAA, qui a été octroyé de gré à gré suite à une démarche de demande de prix en février 2021, en raison d'activités complémentaires requises à la planification du projet et du délai plus long qu'anticipé de la réalisation des travaux. Cette augmentation est requise pour terminer le projet.

**JUSTIFICATION**

Suite à un élargissement de la portée des travaux, un premier rehaussement au contrat de services professionnels de BMAA a été accordé, majorant ainsi le contrat à taux horaire à 86 737,14 $ taxes et contingences incluses.
En cours de chantier, plusieurs imprévus ont occasionné des délais et efforts supplémentaires pour la surveillance des travaux. Pour ces raisons, le contrat de BMAA a été augmenté jusqu'à 99 982,26 $ taxes et contingences incluses.

En toute fin de projet, le budget est épuisé et insuffisant pour payer les honoraires pour les dernières activités que les professionnels doivent accomplir. Un montant maximal de 5 716,74 $ sera requis pour les services suivants :

- finalisation des derniers ordres de changement en attente de règlement;
- visite pour la réception provisoire totale et correction des déficiences;
- analyse des dernières demandes de paiement et émission des certificats de paiement correspondants.

En date du 8 août 2022, le pourcentage d'avancement des travaux est d'environ 90 %.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le tableau qui suit résume le détail de l'augmentation des honoraires demandés :

| | **Contrat (Taxes inc.) $** | **Majoration (Taxes incl.) $** | **% d'augmen-tation** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|
| Services professionnels | | | | |
| Contrat R00 | 45 437,83 $ | | | |
| Augmentation no.1 | | 41 299,31 $ | 90,9% | 86 737,14 $ |
| Contrat R01 | 86 737,14 $ | | | |
| Augmentation no.2 | | 13 245,12 $ | 15,3% | 99 982,26 $ |
| Contrat R02 | 99 982,26 $ | | | |
| **Augmentation à autoriser** | | **5 716,74 $** | **5,7 %** | **105 699,00 $** |
| TOTAL dépense | 105 699,00 $ | | | |

L'augmentation totale à autoriser est de 5 716,74 $ (taxes incluses) pour une majoration du contrat de 99 982,26 $ à 105 699,00 $ taxes et contingences incluses, soit de 5,7 %.

La dépense totale à autoriser est donc de 105 699,00 $, incluant les taxes et les contingences.

La part du programme # 42200 « *Programme de protection des bâtiments à vocation*

*communautaire »* sera financée par le règlement d'emprunt 15-006 - Travaux de rénovation et de protection immeubles.

Le financement provient du programme décennal d'immobilisations (PDI 2022-2031) du SGPI.

Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre et est répartie de la façon suivante : 100 % en 2022.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

Le numéro de projet MIGP est IM-PR-21-0019.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion et équité en raison de la nature des interventions prévues, qui visent uniquement le réaménagement des espaces pour adapter ceux-ci à un usage de bureaux.
Le dossier contribue cependant à l'atteinte des résultats quant aux engagements en accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Aucun impact majeur.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n’est prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Passage au comité exécutif : 7 septembre 2022

Passage au conseil municipal : 19 septembre 2022

Fin du mandat de l’adjudicataire (approximation) : Octobre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire de projets immobiliers

**Tél :** 514-607-2747
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-18

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

**Tél :** 514-977-9883
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
**Tél :** 514-872-2619
**Approuvé le :** 2022-08-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation
**Tél :** 514-770-0667
**Approuvé le :** 2022-08-24

## Tableau des coûts du projet

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projet :** | **Cité des Hospitalières Phase 1 - Reconfiguration des espaces à la résidence Marie-Morin** | | | **Résolution :** | | | |
| **no de projet:** | **IM-PR-21-0019** | | | **GDD:** | **1226810002** | | |
| | **Arrondissement Le Plateau Mont-Royal** | | | **Ouvrage :** | **# 1303** | | |
| **Date :** | **2022-08-11** | | | **Contrat :** | **BC 1463254** | | |
| **Étape :** | **Augmentation du contrat - Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L.** | | | **Tps** | **Tvq** | | |
| | | | **Budget** | **5,0%** | **9,975%** | **Total** | |
| **Contrat :** | **Contrat à taux horaire** | | **$** | | | | |
| | Contrat initial | | 39 519,75 | 1 975,99 | 3 942,10 | 45 437,83 | |
| | Rehaussement no.1 (en conception) | | 75 440,00 | 3 772,00 | 7 525,14 | 86 737,14 | |
| | Rehaussement no.2 (en chantier) | | 86 960,00 | 4 348,00 | 8 674,26 | 99 982,26 | |
| **Majoration :** | **GDD 1226810002** | **%** | **$** | | | | |
| | Contrat de base | | 75 617,39 | 3 780,87 | 7 542,83 | 86 941,09 | |
| | Contingences (15%) | | 11 342,61 | 567,13 | 1 131,43 | 13 041,17 | |
| | Total contrat existant | | 86 960,00 | 4 348,00 | 8 674,26 | 99 982,26 | |
| | + Augmentation à autoriser | 5,72% | 4 972,16 | 248,61 | 495,97 | 5 716,74 | |
| **TOTAL** | **Montant à autoriser (contrat majoré)** | **105,72%** | **91 932,16** | **4 596,61** | **9 170,23** | **105 699,00** | |
| | Tps | 100,00% | | 4 596,61 | | 4 596,61 | |
| | Tvq | 50,0% | | | 4 585,12 | | |
| **Ristournes :** | **Coût après ristourne (Montant à emprunter)** | | **91 932,16** | | **4 585,12** | **96 517,28** | |

Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1226810002*
Unité administrative responsable : *Division projets corporatifs*
Projet : *Mise en conformité et occupation transitoire à la Cité des Hospitalières - Phase 1*
*Services professionnels pour les travaux de reconfiguration des espaces à la résidence Marie-Morin*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | **X** | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Aucune contribution* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Aucune contribution* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1226810002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 5 716,74 $, taxes incluses pour les services professionnels dans le cadre du contrat accordé de gré à gré à Beaupré Michaud et Associés, Architectes S.E.N.C.R.L. (BC 1463254), majorant ainsi le montant du contrat de 99 982,26 $ à 105 699,00 $, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1216810001 - Travaux Cité des Hospitalières.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
**Tél :** 514-872-1021

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-18

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0946
**Division :** Service des finances - Point de service HDV

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.022

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1220260001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit contractuel |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Octroyer un contrat de services professionnels juridiques à la firme Bernard Brassard S.E.N.C.R.L., seul soumissionnaire conforme, pour des services professionnels en aide conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte requis pour une période approximative de 24 mois conformément à l'appel d'offres sur invitation 22-19193 au montant de 153 491,63 $ taxes incluses et autoriser, à cet effet, une dépense totale maximale de 176 515,37 $, taxes incluses, incluant une somme maximale de 23 023,74 $, taxes incluses, pour des variations de quantités. |

Il est recommandé :
1. d'octroyer un contrat de services professionnels juridiques à la firme Bernard Brassard S.E.N.C.R.L., seul soumissionnaire conforme, pour des services professionnels en aide conseil pour la constitution
d'une société d'économie mixte requis pour une période approximative de 24 mois conformément à l'appel d'offres sur invitation 22-19193 au montant de 153 491,63 $ taxes incluses;

2. d'autoriser, à cet effet, une dépense totale maximale de 176 515,37 $, taxes incluses, incluant une somme maximale de 23 023,74 $, taxes incluses, pour des variations de quantités;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-08-29 12:53

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1220260001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit contractuel |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Octroyer un contrat de services professionnels juridiques à la firme Bernard Brassard S.E.N.C.R.L., seul soumissionnaire conforme, pour des services professionnels en aide conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte requis pour une période approximative de 24 mois conformément à l'appel d'offres sur invitation 22-19193 au montant de 153 491,63 $ taxes incluses et autoriser, à cet effet, une dépense totale maximale de 176 515,37 $, taxes incluses, incluant une somme maximale de 23 023,74 $, taxes incluses, pour des variations de quantités. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente pour la fourniture de services professionnels juridiques en aide-conseil relativement à la constitution d'une société d'économie mixte œuvrant dans le domaine de la mise en place et de l'exploitation des réseaux thermiques urbains.

La lettre d'invitation aux soumissionnaires pour l'appel d'offres sur invitation 22-19193 a été transmise le 27 mai 2022. La publication s'est déroulée sur une période de 19 jours calendaires, soit du 27 mai 2022 au 15 juin 2022. Les soumissions reçues sont valides pour une période de 120 jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 13 octobre 2022.

Aucun addenda n'a été émis au cours de la période de sollicitation.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

### DESCRIPTION

La présente entente vise la fourniture de services professionnels juridiques en matière de droit corporatif afin d'assister la Ville dans le cadre de l'analyse juridique d'un modèle d'affaires basé sur la constitution d'une société d'économie mixte (SÉM) œuvrant dans le domaine de la mise en place et de l'exploitation d'un réseau thermique urbain dans le secteur des Faubourgs de l'Arrondissement Ville-Marie, ainsi que l'accompagnement pour la fondation de la SÉM, le cas échéant.
Il s'agit d'un contrat prévoyant une rémunération des professionnels à taux horaire. Les quantités d'heures inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement et

n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Le montant total du contrat est de 153 491,63 $, taxes incluses.

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 23 023,74 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité au contrat.

Les services sont requis pour toute la durée du projet et il est estimé qu'ils pourraient s'échelonner sur une période approximative de 2 ans.

**JUSTIFICATION**

La conclusion de cette entente permettra à la Ville d'évaluer les avantages et les inconvénients pouvant découler de la constitution d'une société d'économie mixte pour la mise en place et l'exploitation d'un réseau thermique urbain et, dans l'éventualité où la Ville décide d'aller de l'avant, ces services seront requis pour l'accompagner à toutes les étapes du processus de création d'une telle société.
Fournisseurs sollicités (3)

- Bernard & Brassard S.E.N.C.R.L.
- Bélanger Sauvé S.E.N.C.R.L.
- Morency société d'avocats S.E.N.C.R.L.

Soumissionnaire (1):

- Bernard & Brassard S.E.N.C.R.L.

•

Des trois (3) firmes invitées, une (1) a soumissionné. Une demande a été faite par le Service de l'approvisionnement aux deux firmes qui n'ont pas déposé une soumission afin de connaître leur désistement. Elles n'ont toutefois pas donné suite à la demande.

Octroi au seul soumissionnaire conforme.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite de la soumission, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de la soumission reçue.

Le soumissionnaire n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ce contrat, suite à une analyse de risque effectuée par le Service des Affaires juridiques, ne requiert pas une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service des Affaires juridiques a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 129 750 $, excluant les taxes applicables.
Le montant estimé de la convention de services professionnels selon les quantités d'heures estimées au bordereau des prix de l'appel d'offres et de la soumission déposée par l'adjudicataire recommandé est de :

133 500,00 $ + 6 675,00 $ (TPS) + 13 316,63 $ (TVQ) = 153 491,63 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 23 023,74 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité au contrat pour un montant total estimé de 176 515,37 $, taxes incluses.

La dépense sera assumé par la ville centrale..

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030. Cependant, de par sa nature, ce dossier est essentiel à la poursuite du projet d'implantation d'un réseau thermique dans le secteur des faubourgs qui contribuera à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans ce contrat de services professionnels juridiques, la mise en place d'un réseau thermique urbain dans le secteur des Faubourgs de l'arrondissement de Ville-Marie pourrait être compromise, projet essentiel à l'atteinte de certaines cibles de la Stratégie Montréal 2030, du Plan climat 2020-2030 et de la feuille de route en bâtiments.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CE 07/09/2022**
**CM 19/09/2022**

À la suite de l'adoption de la résolution du conseil municipal, le Service des Affaires juridiques compte prévoir une rencontre de démarrage avec l'adjudicataire pour un début de l'exécution du contrat le ou vers le 21 septembre 2022 et une lorsque les services seront complétés, soit le ou vers le 21 septembre 2024.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Benoit DUHAIME RIOPEL)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Isabel SERRA
Avocate

**Tél :** 514-872-6854
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-18

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate - Chef de division par intérim

**Tél :** 438-825-0355
**Télécop. :** 514-872-3086

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
**Tél :** 514 589-7449
**Approuvé le :** 2022-08-29

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Annie GERBEAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim
**Tél :** 514 589-7449
**Approuvé le :** 2022-08-29

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220260001*
Unité administrative responsable : *Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles, Division droit contractuel*
Projet : *Conclure un contrat de services juridiques avec la firme Bernard Brassard s.e.n.c.r.l. pour des services en aide conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte - Montant estimé de l'entente : 153 491,63 $ taxes incluses et budget pour une variation de quantités de 23 023,74$ - Appel d'offres sur invitation 22-19193 - (1 soumissionnaire)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*Le dossier de par sa nature ne contribue pas directement aux priorités du Plan stratégique de Montréal 2030, il est cependant essentiel à la poursuite du projet d'implantation d'un réseau thermique dans le secteur des faubourgs qui lui contribuera à plusieurs priorités, notamment :*

*1.Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
*3. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité*
*7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*
*14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité*
*20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*s.o.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité** | | | **X** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | |
| ● **Accessibilité universelle**<br>Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1220260001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit contractuel |
| **Objet :** | Octroyer un contrat de services professionnels juridiques à la firme Bernard Brassard S.E.N.C.R.L., seul soumissionnaire conforme, pour des services professionnels en aide conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte requis pour une période approximative de 24 mois conformément à l'appel d'offres sur invitation 22-19193 au montant de 153 491,63 $ taxes incluses et autoriser, à cet effet, une dépense totale maximale de 176 515,37 $, taxes incluses, incluant une somme maximale de 23 023,74 $, taxes incluses, pour des variations de quantités. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

22-19193_PV.pdf
22-19193_DetCah.pdf
22-19193 INTERVENTION 1220260001.pdf
22-19193_TCP.pdf
22-19193_RésultatComitéSélection.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Benoit DUHAIME RIOPEL
AGENT D'APPROVISIONNEMENT 1
**Tél :** 514 872-7735

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-23

Hicham ZERIOUH
conseiller(-ere) en approvisionnement
**Tél :** 438 505-1138
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 22-19193 — No du GDD : 1220260001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en aide-conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 5 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 15 - 6 - 2022

Ouverture faite le : 15 - 6 - 2022

Date du comité de sélection : 12 - 7 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 13 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 13 - 2022

Date d'échéance révisée : 10 - 13 - 2022

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| BERNARD & BRASSARD s.e.n.c.r.l. | 153 491,63 $ | | 1 |

### Information additionnelle

Des trois (3) fournisseurs invités à soumissionner, on retrouve BERNARD & BRASSARD s.e.n.c.rl. qui a envoyé sa soumission, Bélanger Sauvé et Morency Avocats se sont désistés sans avoir offert le motif exact de leur désistement. Le soumissionnaire dans ce dossier n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle. Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA). Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LRFI).

Préparé par : BENOIT DUHAIME-RIOPEL — Le 22 8 2022

22-19193 - Services professionnels en aide-conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte

| FIRME | Présentation de l'offre 5% | Compréhension du mandat et de la problématique 15% | Méthodologie proposée 10% | Expérience et expertise de la firme dans la réalisation des mandats similaires 15% | Expérience du juriste principal 20% | Expérience du juriste de soutien 20% | Prix 15% | 0 0% | Pointage intérimaire total 100% | Prix $ | Pointage final | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bernard & Brassard | 4,33 | 12,00 | 9,00 | 13,00 | 18,00 | 17,67 | 15,00 | | 89,0 | 153 491,63 $ | 9,06 | 1 |
| 0 | | | | | | | | | - | | - | |
| 0 | | | | | | | | | - | | - | |
| 0 | | | | | | | | | - | | - | |
| 0 | | | | | | | | | - | | - | |
| Agent d'approvisionnement | Youssef | | | | | | | | | | | |

| Comité | |
|---|---|
| Date | 12-07-2022 |
| Heure | 9 h 00 |
| Lieu | Visioconférence |
| Multiplicateur d'ajustement | 10000 |
| Facteur «K» | 50 |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19193

**Agent d'approvisionnement**
Youssef Bouzouay

**Conformité** (vide)

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. d'Item | Description d'item | Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Prix unitaire | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| | | | | | (vide) | | | | - $ | 0,00 $ |
| 1 | JURISTE PRINCIPAL 2022- | LOT1 | SERVICES PROFESSIONNELS EN AIDE-CONSEIL POUR LA CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE | BÉLANGER SAUVÉ | - $ | 200 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | MORENCY AVOCATS | - $ | 200 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | BERNARD BRASSARD | 285,00 $ | 200 | HEURE | 1 | 57 000,00 $ | 65 535,75 $ |
| 2 | JURISTE SOUTIEN 2022-2 | LOT1 | SERVICES PROFESSIONNELS EN AIDE-CONSEIL POUR LA CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE | BÉLANGER SAUVÉ | - $ | 100 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | MORENCY AVOCATS | - $ | 100 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | BERNARD BRASSARD | 225,00 $ | 100 | HEURE | 1 | 22 500,00 $ | 25 869,38 $ |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
22-19193

**Agent d'approvisionnement**
Youssef Bouzouay

**Conformité** (vide)

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. d'Item | Description d'item | Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Prix unitaire | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| 3 | JURISTE PRINCIPAL 2023- | LOT 1 | SERVICES PROFESSIONNELS EN AIDE-CONSEIL POUR LA CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE | BÉLANGER SAUVÉ | - $ | 150 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | MORENCY AVOCATS | - $ | 150 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | BERNARD BRASSARD | 285,00 $ | 150 | HEURE | 1 | 42 750,00 $ | 49 151,81 $ |
| 4 | JURISTE SOUTIEN 2023-2 | LOT 1 | SERVICES PROFESSIONNELS EN AIDE-CONSEIL POUR LA CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE | BÉLANGER SAUVÉ | - $ | 50 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | MORENCY AVOCATS | - $ | 50 | HEURE | 1 | - $ | 0,00 $ |
| | | | | BERNARD BRASSARD | 225,00 $ | 50 | HEURE | 1 | 11 250,00 $ | 12 934,69 $ |

SUGGESTIONS LISTE FOURNISSEURS POTENTIELS

BERNARD & BRASSARD
2265, BOULEVARD FERNAND-LAFONTAINE, BUREAU 300
LONGUEUIL (QUÉBEC)  J4G 2R8

BÉLANGER SAUVÉ
5, PLACE VILLE MARIE, BUREAU 900
MONTRÉAL (QUÉBEC)  H3B 2G2

MORENCY
500 PL. D'ARMES
MONTRÉAL (QUÉBEC)  H2Y 2W2

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1220260001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit contractuel |
| **Objet :** | Octroyer un contrat de services professionnels juridiques à la firme Bernard Brassard S.E.N.C.R.L., seul soumissionnaire conforme, pour des services professionnels en aide conseil pour la constitution d'une société d'économie mixte requis pour une période approximative de 24 mois conformément à l'appel d'offres sur invitation 22-19193 au montant de 153 491,63 $ taxes incluses et autoriser, à cet effet, une dépense totale maximale de 176 515,37 $, taxes incluses, incluant une somme maximale de 23 023,74 $, taxes incluses, pour des variations de quantités. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1220260001 - Bernard Brassard s.e.n.c.r.l..pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-1897

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Celine D'AOUST
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872-4938
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.023

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.024

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229089002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation |
| **Compétence d'agglomération :** | Élimination et la valorisation des matières résiduelles |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'entente de confidentialité unilatérale entre la Ville de Montréal et l'Université McGill pour partager des données non publiques sur les collectes de résidus de construction, rénovation et démolition. |

Il est recommandé :
D'approuver l'entente de confidentialité unilatérale entre la Ville de Montréal et l'Université McGill relativement au partage de données non publiques sur les collectes de résidus de construction, rénovation et démolition.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-23 12:10

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1229089002** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation |
| **Compétence d'agglomération :** | Élimination et la valorisation des matières résiduelles |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver l'entente de confidentialité unilatérale entre la Ville de Montréal et l'Université McGill pour partager des données non publiques sur les collectes de résidus de construction, rénovation et démolition. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du projet de recherche intitulé « *Circular Economy Design towards Zero Waste* : Engager les acteurs du secteur pour améliorer la gestion des déchets de construction, de rénovation et de démolition (CRD) », l'Université McGill a contacté le Service de l'environnement pour obtenir des données sur les opérations municipales de collecte, transport et traitement des résidus de CRD. Le projet de recherche que mène l'équipe universitaire vise à trouver des solutions innovantes pour la gestion des résidus de CRD, en priorisant une approche circulaire.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

### DESCRIPTION

Cette entente permet le partage d'informations sensibles ou confidentielles par la Ville de Montréal à l'équipe de recherche de l'Université McGill, pour les fins exclusives du projet de recherche, tout en en préservant leur confidentialité. Il est entendu qu'aucune donnée nominative ne sera communiquée par la Ville.

### JUSTIFICATION

Dans le cadre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération 2020-2025 (PDGMR), Montréal s'est engagée à tendre vers le zéro déchet en 2030 en détournant

de l'élimination 70 % des matières résiduelles en 2025 et 85 % en 2030.
Une des actions prioritaires du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 est l'augmentation de la récupération des CRD, notamment par la réutilisation sur chantier ou l'utilisation de matériaux recyclés, pour favoriser une économie plus circulaire. Ainsi, le projet d'étude de l'Université McGill pourrait être bénéfique pour la Ville de Montréal dans ses objectifs de détournement des matières résiduelles de l'enfouissement.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ne s'applique pas.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. La participation aux travaux de recherche sur la circularité des matériaux de CRD contribue à l'augmentation des connaissances pour une meilleure gestion des matières résiduelles, rejoignant ainsi la priorité 5, soit : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'entente s'avère pertinente dans le cadre de la réalisation du PDGMR 2020-2025, car les travaux de recherche de l'équipe universitaire mèneront à une meilleure performance de la gestion des résidus de CRD.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ne s'applique pas.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Signature de l'entente par les deux parties : 8 septembre 2022
Début du partage d'informations : 12 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Karolanne PERREAULT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 16 août 2022

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Audrey LAISNEY
Agente de recherche

**Tél :** 514-863-8295
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-29

Maud F FILLION
Chef de section Planification et développement GMR

**Tél :** 438-820-5674
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Arnaud BUDKA
directeur(-trice) gestion matieres residuelles infras
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-17

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1229089001]*
Unité administrative responsable : *[Service de l'environnement]*
Projet : *[Contribution financière à la 18e édition de la Patrouille verte organisée par le Regroupement des éco-quartiers ]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1229089002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Objet :** | Approuver l'entente de confidentialité unilatérale entre la Ville de Montréal et l'Université McGill pour partager des données non publiques sur les collectes de résidus de construction, rénovation et démolition. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique ci-joint.

**FICHIERS JOINTS**

2022-08-15 Entente visée signée McGill.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Rasha HOJEIGE
Avocate
**Tél :** 514-872-2993

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-15

Rasha HOJEIGE
Avocate
**Tél :** 514-872-2993
**Division :**

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

12 juillet 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

**ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ UNILATÉRALE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes

ci-après, la « **Ville** »

**ET :**

**L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES/UNIVERSITÉ MCGILL**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 845 Rue Sherbrooke O, Montréal, QC H3A 0G4, agissant et représentée par Rupa Narasimhadevara, Directrice associée, Subventions et ententes, Bureau de la recherche dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare.

ci-après, la «**Partie réceptrice**»

La Ville et la Partie réceptrice sont également individuellement ou collectivement désignées comme une « Partie » ou les « Parties ».

**ATTENDU QUE** la Partie réceptrice agit comme un établissement d'enseignement supérieur et une des principales universités à forte intensité de recherche au Canada;

**ATTENDU QUE** la Partie réceptrice sollicite la participation de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 1 de la présente Entente;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager la Partie réceptrice à réaliser son Projet en lui fournissant de l'Information confidentielle, tel que défini à l'article 1 de la présente Entente;

**ATTENDU QUE** dans le cadre de ce Projet**,** la Ville désire que la Partie réceptrice s'engage à respecter la confidentialité des données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou mandataires;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente Entente, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

**ATTENDU QUE** la Partie réceptrice a pris connaissance du *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

**ATTENDU QUE** la Ville est un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ c. A-2.1).

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT, LE PRÉAMBULE FAISANT PARTIE INTÉGRANTE DES PRÉSENTES :**

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS

Dans la présente Entente, les mots et les expressions suivants ont la signification indiquée ci-dessous :

1.1 « **Entente** » signifie la présente entente de confidentialité.

1.2 « **Information confidentielle** » signifie tout renseignement ou autre information concernant le Projet qui est identifiée, par écrit, comme étant de nature « confidentielle », « restreinte » ou « protégée », ou toute information fournie oralement et clairement identifiée comme étant confidentielle au moment de divulgation et consignée par écrit dans les 30 jours suivant sa divulgation, et inclut tout extrait ou copie de cette information et toutes notes faites lors de la revue de cette information par la Partie réceptrice.

Nonobstant ce qui précède, les résultats de l'analyse de l'Information confidentielle ne sont pas de l'Information confidentielle.

1.3 « **Partie réceptrice** » signifie la Partie qui reçoit de l'Information confidentielle de la Ville.

1.4 « **Projet** » signifie **:** *Circular Economy Design towards Zero Waste* : Engager les acteurs du secteur pour améliorer la gestion des déchets de construction, de rénovation et de démolition (CRD). L'objectif du projet est d'étudier le potentiel d'une approche basée sur l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment pour éviter la production de déchets de CRD. La chercheuse principale du Projet est professeure Naomi Keena de l'École d'architecture Peter Guo-hua Fu.

1.5 « **Responsable de la Ville** » signifie la personne désignée à l'article 5.2 de la présente Entente.

## ARTICLE 2
## PARTAGE D'INFORMATION

2.1 La Ville s'engage à communiquer à la Partie réceptrice tout renseignement et autre information qu'elle est en mesure de partager et qu'elle juge pertinent aux fins du Projet.

## ARTICLE 3
## UTILISATION ET CONFIDENTIALITÉ

3.1 Le partage de renseignement ou autre information et la divulgation d'Informations confidentielles de la Ville à la Partie réceptrice dans le cadre de la présente Entente ne devront en aucun cas être réputés constituer un octroi de licence ou de droit de propriété en faveur de la Partie réceptrice.

3.2 L'Information confidentielle peut être divulguée uniquement aux administrateurs, employés, étudiants, mandataires ou représentants de la Partie réceptrice qui doivent en être informés en raison de leur implication dans le Projet. La Parties réceptrice doit, pour s'assurer de respecter ses obligations aux termes de la présente Entente, faire part à ses administrateurs, employés, étudiants, mandataires ou représentants des obligations contenues à la présente Entente et obtenir de leur part, un engagement écrit à en respecter les termes et conditions avant de leur communiquer toute Information confidentielle de la Ville. La Partie réceptrice convient qu'elle assume l'entière responsabilité de tout manquement à ses obligations découlant d'une action ou d'une omission de l'un de ses administrateurs, employés, étudiants, mandataires ou représentants agissant dans le cadre de leurs fonctions.

3.3 Sauf pour des fins internes et à moins d'y être autrement autorisée, la Partie réceptrice ne peut traduire ni copier ou autrement reproduire l'Information confidentielle reçue de la Ville à moins d'avoir reçu l'approbation écrite et préalable du Responsable de la Ville.

3.4 Sous réserve de toute loi applicable, la Partie réceptrice doit garder confidentielle toute Information confidentielle qui lui est communiquée par la Ville dans le cadre du Projet. En outre, et sous réserve de toute loi applicable, la Partie réceptrice ne peut divulguer l'Information confidentielle à un tiers, la publier ou la communiquer de quelque façon que ce soit sans obtenir au préalable une autorisation écrite du Responsable de la Ville en ce sens. Nonobstant ce qui précède, les résultats de l'analyse de l'Information confidentielle pourraient faire l'objet d'une publication ou divulgation par la Partie réceptrice, à condition que le projet de divulgation ou de publication soit soumis au préalable à la Ville, pour commentaire préalable, afin que celle-ci puisse s'assurer que ledit projet ne contient pas d'Information confidentielle, et ce, trente (30) jours avant la divulgation ou la publication. »). Si la Ville détermine que la divulgation ou publication contient de l'Information confidentielle et en avise la Partie réceptrice dans les vingt (20) jours qui suivent la réception de l'avis, les Parties doivent utiliser le reste de la période de préavis pour négocier de bonne foi la protection de toute Information confidentielle. Si la

Ville n'envoie pas d'avis pendant la période de vingt (20) jours, la Partie réceptrice est libre de faire la divulgation ou publication. Cependant, malgré les dispositions de la présente Entente, dont le présent article, les mémoires et les thèses des étudiants pourront en tout temps être communiqués en confidentialité aux personnes responsables de la correction ou de la soutenance du mémoire ou de la thèse.

3.5 Les Informations confidentielles divulguées par la Ville à la Partie réceptrice ne peuvent être utilisées à des fins autres que celles autorisées dans le cadre du Projet.

3.6 La Partie réceptrice devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter l'accès aux Informations confidentielles par toute personne non autorisée. En particulier, mais sans s'y limiter, la Partie réceptrice devra prévenir l'utilisation ou la divulgation non autorisée des Informations confidentielles et en préserver la confidentialité en s'assurant de protéger toutes les Informations confidentielles contre le vol, les dommages ou l'accès par des personnes non autorisées, et ce, par tout moyen raisonnable.

3.7 La Partie réceptrice devra notifier le Responsable de la Ville sans délai et par écrit si elle a raison de croire qu'il y a utilisation, possession, acquisition, dissémination ou divulgation non autorisée d'Informations confidentielles, et la Partie réceptrice devra faire des efforts raisonnables pour coopérer avec la Ville afin de protéger les Informations confidentielles.

3.8 La Partie réceptrice ne devra s'en remettre d'aucune façon à la qualité, à l'exactitude ou à l'intégralité des Informations confidentielles. Toute utilisation de ces Informations confidentielles sera faite aux seuls risques et frais de la Partie réceptrice sans garantie ni représentation de quelque sorte que ce soit autre que ce qui est prévu aux présentes.

## ARTICLE 4
## EXCLUSIONS À LA CONFIDENTIALITÉ

4.1 Nonobstant ce qui précède, l'article 3 (Utilisation et Confidentialité) ne s'applique pas aux résultats de l'analyse de l'Information confidentielle, ou, à l'information qui, même si elle peut porter les mentions « confidentielle », « restreinte », « protégée » ou autres mentions similaires, ou puisse autrement paraître comme de l'Information confidentielle, n'est pas vraiment confidentielle, puisque:

4.1.1 Elle a légalement ou légitimement été publiée ou rendue publique ou est par ailleurs devenue accessible au public ou aux tiers sans violation d'obligations contractuelles;

4.1.2 Elle était déjà en possession de la Partie réceptrice au moment de sa divulgation par la Ville et la Partie réceptrice est libre de divulguer cette information sans violation d'une obligation contractuelle;

4.1.3 Elle devient disponible pour des sources extérieures qui ont le droit de divulguer cette information à autrui et la Partie réceptrice est libre de divulguer cette information à autrui sans violation d'une obligation contractuelle;

4.1.4 Elle a été indépendamment développée par la Partie réceptrice sans que celle-ci n'ait eu accès à l'Information confidentielle de la Ville;

4.1.5 Elle doit être rendue publique soit en raison d'une ordonnance de divulgation obligatoire dans le cadre d'un processus judiciaire ou conformément à des dispositions statutaires ou réglementaires. Dans ces cas, la Partie réceptrice concernée devra déployer tous les efforts raisonnables afin de limiter la divulgation et l'utilisation de l'information à la catégorie la plus étroite possible selon les circonstances et aviser le Responsable de la Ville préalablement à la divulgation.

## ARTICLE 5
## GÉNÉRALITÉS

5.1 Aux fins des présentes, chaque Partie élit domicile à l'adresse indiquée à l'article 5.2 ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre Partie par écrit.

5.2 Tout avis ou toute communication formelle entre les Parties devra être effectué par écrit et envoyé à l'adresse suivante :

Responsable de la Ville :

Ville de Montréal rue Brennan, 9e étage,
Montréal, Québec,
H3C 0G4

À l'attention d'Audrey Laisney

À la Partie réceptrice:

L'Institution royale pour l'avancement des sciences/Université McGill
Bureau de la recherche
Pavillon James (administration), 2e étage
845 Rue Sherbrooke O,
Montréal, QC H3A 0G4

À l'attention de Lauren Clark

5.3 La présente Entente prend effet à sa signature par les Parties et termine le 31 mars 2025. Chaque Partie peut résilier l'Entente pour quelque raison que ce soit, au moyen d'un préavis de soixante (60) jours à l'autre Partie. La terminaison de la présente Entente, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de l'Entente qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison. L'obligation de protéger la confidentialité de l'Information confidentielle se poursuivra pendant une période de trois (3) ans à compter de la date de résiliation ou d'expiration de la présente Entente.

5.4 La présente Entente est régie par les lois en vigueur dans la province de Québec et doit être interprétée en fonction de ces dernières. Les Parties aux présentes s'en remettent à la compétence exclusive des tribunaux de la province du Québec à l'égard de toutes les questions découlant de la présente Entente et toute procédure judiciaire doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

5.5 Chacune des dispositions de la présente Entente s'applique dans toute la mesure permise par la loi et la nullité ou la non-application d'une disposition en tout ou en partie ne doit pas modifier l'application de ce qui reste de ladite disposition ou de toute autre disposition.

5.6 La présente Entente ne peut être modifiée ou résiliée en totalité ou en partie sans l'accord écrit des Parties.

5.7 La présente Entente oblige et bénéficie aux Parties ainsi qu'à leurs successeurs, héritiers, exécuteurs et administrateurs.

5.8 L'Entente entre en vigueur au moment de la dernière signature.

5.9 Le préambule de la présente Entente en fait partie intégrante.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 20__

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

**L'INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES/UNIVERSITÉ MCGILL**

Carole Goutorbe,
Directrice, Bureau de la Recherche

Par : Carole Goutorbe
Digitally signed by Carole Goutorbe
DN: cn=Carole Goutorbe, o=McGill University, ou=Office of Sponsored Research, email=carole.goutorbe@mcgill.ca, c=CA
Date: 2022.07.28 15:47:13 -04'00'

Rupa Narasimhadevara
Directrice associée, Subventions et ententes

Bureau de la recherche

**Déclaration**

Je, soussignée professeure Naomi Keena, déclare, après avoir lu l'Entente, accepter d'en respecter toutes les conditions et veiller à ce que tous les participants de la Partie réceptrice soient informés de leurs obligations en vertu de ces conditions.

Professeure Naomi Keena

Cette Entente a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution CE……..).

CE : 20.025

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.026

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228682008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Danse-Cité inc., pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 2022, les locaux 420 et 420-B, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 497,50 pi² (46,22 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 7 124,16 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 5 313,30 $ (Bâtiment 2453-127) |

Il est recommandé :
1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Danse-Cité inc., pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 2022, les locaux 420 et 420-B, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 497,50 pi² (46,22 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 7 124,16 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail.

2 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2022-08-04 10:57

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228682008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Danse-Cité inc., pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 2022, les locaux 420 et 420-B, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 497,50 pi² (46,22 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 7 124,16 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 5 313,30 $ (Bâtiment 2453-127) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que Regroupement Québécois de la Danse, Centre des ressources et transition pour danseurs, Montréal, Arts Interculturels, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis 2004, la Ville loue à Danse-Cité inc. (Organisme) un local au 4e étage du Centre Strathearn pour des besoins administratifs et depuis 2009 un local additionnel à des fins d'entreposage. L'Organisme a pour mission de contribuer à l'évolution des pratiques de la danse et de la création contemporaine en soutenant les artistes en recherche, création, production et/ou diffusion. Il développe également des activités favorisant l'accessibilité universelle aux arts.

Danse Cité inc. a demandé au Service de la culture (SDC) des espaces additionnels pour un nouveau projet de développement d'audiodescription d'oeuvres chorégraphiques. Ce projet en partenariat avec Tangente, Danse Danse et le FTA notamment nécessite des espaces additionnels pour des enregistrements, des répétitions et des réunions. Le projet étant à ses débuts et en attente de subventions, l'Organisme a demandé que le bail soit d'une durée d'un an.

Afin que l'Organisme puisse développer son projet, le SDC a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin de convenir d'un bail pour une période d'un an.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Non applicable

**DESCRIPTION**

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Danse-Cité inc., pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 2022, les locaux 420 et 420-B, de l'immeuble situé

au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 497,50 pi² (46,22 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 7 124,16 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail.
Le locataire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

**JUSTIFICATION**

Le SSI recommande le projet de bail de l'Organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.
Un bail d'un an permet à l'Organisme de concentrer son énergie à son nouveau projet tout en respectant son budget.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le tableau suivant représente les recettes totales pour la durée du bail :

| | **2022 3 mois** | **2023 9 mois** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|
| Recette avant taxes | 1 781,04 $ | 5 343,12 $ | **7 124,16 $** |
| TPS | 89,05 $ | 267,16 $ | **356,21 $** |
| TVQ | 177,66 $ | 532,98 $ | **710,63 $** |
| Recette total incluant les taxes | 2 047,75 $ | 6 143,25 $ | **8 191,00 $** |

Ce revenu de 7 124,16 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SSI.

Le taux de location annuel pour la durée du terme est de 14,32$/pi². Le loyer inclut tous les frais d'exploitation sauf les taxes foncières.

Le taux de location, pour un tel immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, est d'environ 25 $/pi².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 5 313,30 $. La subvention est établie de la façon suivante **:**

(25 $/pi² -14,32 $/pi²) x 497,5 pi² = 5 313,30$.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SSI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 4 542,18 $

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux pour son projet de développement.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par le CM : 19 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture

Lecture :

Marie-Odile MELANÇON, 7 juillet 2022
Stéphanie ROSE, 6 juillet 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

**Tél :** 438-920-6412
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-06-28

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine FORTIN
Directrice - Service de la stratégie immobiliere
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-07-07

Bâtiment - 2453-127, 3680, rue Jeanne-Mance (Centre Strathearn)

**Aspects financiers**

| | Loyer 2022 3 mois | Loyer 2023 9 mois | Total |
|---|---|---|---|
| Revenu total avant taxes | 1,781.04 $ | 5,343.12 $ | **7,124.16 $** |
| TPS | 89.05 $ | 267.16 $ | **356.21 $** |
| TVQ | 177.66 $ | 532.98 $ | **710.63 $** |
| **Total** | **2,047.75 $** | **6,143.25 $** | **8,191.00 $** |

Le loyer inclut l'ensemble des frais d'exploitation à l'exception des taxes foncières

# BAIL

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **DANSE-CITÉ INC.** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, Parties 3 (RLRQ, C. C-38), ayant son siège au 3680, rue Jeanne-Mance, local 426, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par, Madame Sophie Corriveau, Directrice artistique et générale, dûment autorisée aux fins des présentes telle qu'elle le déclare.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**EN CONSÉQUENCE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT** :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

**1.1** **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble.

**1.2** **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

**1.3** **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

**1.4** **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

**1.5** **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

**1.6** **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager des espaces communs, les primes d'assurance, la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable, l'entretien et les réparations des espaces communs.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire SC |

Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières.

**1.7** **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

**1.8** **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

**1.9** **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

**1.10** **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

**1.11** **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

**1.12** **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant et réalisés par le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire pendant la durée du Bail.

**1.13** **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice.

## ARTICLE 2
## LIEUX LOUÉS

**2.1** **Désignation :** Des locaux désignés comme étant les locaux 420 et 420-B situés dans le bâtiment sis au 3680, rue Jeanne-Mance, connu comme étant le Centre Strathearn, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A.

**2.2** **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à quatre cent quatre-vingt-dix-sept virgule cinquante pieds carrés (497,50 pi$^2$).

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | SC |

**ARTICLE 3**
**DURÉE**

**3.1** **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme d'un (1) an, commençant le 1er octobre 2022 et se terminant le 30 septembre 2023.

**3.2** **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Le Bail se terminera de plein droit à son échéance, sans autre avis. L'occupation des Lieux loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent (100 $) dollars sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

**3.3** **Résiliation :** Nonobstant la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps avant l'échéance en signifiant à l'autre partie suivant un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet. Toute telle résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

**ARTICLE 4**
**LOYER**

**4.1** **Loyer** : Pour la période du premier (1er) octobre deux mille vingt-deux (2022) au trente (30) septembre deux mille vingt-trois (2023), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de sept mille cent vingt-quatre dollars et seize cents (**7 124,16 $**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de cinq cent quatre-vingt-treize dollars et soixante-huit cents (593,68 $), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) octobre deux mille vingt-deux (2022).

**4.2** **Frais d'exploitation** : Le Loyer inclus tous les Frais d'exploitation décrit à l'article 1.6.

**4.3** **Loyer additionnel :** En plus de payer son loyer tel que décrit à l'article 4.1, Le Locataire devra assumer, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, les Taxes foncières telles que décrites aux articles 1.9 et 8.8. Une facture additionnelle sera transmise au Locataire par le Service des finances du Locateur et devra être payée selon les conditions émises sur la facture.

**4.4** **Paiement** : Toute somme en retard payable en vertu des présentes, y compris celles payables à titre d'intérêts, portera intérêt au taux annuel établi par le Service des finances du Locateur dans le contexte de recouvrement.

**ARTICLE 5**
**CESSION ET SOUS-LOCATION**

**5.1** **Modalités de cession, sous-location :** Le Locataire n'aura pas le droit, sans l'autorisation écrite préalable du Locateur, lequel ne pourra la refuser sans motif sérieux de céder, de sous-louer les Lieux loués en tout ou en partie, de permettre à un tiers de les occuper ou de les utiliser en tout ou en partie.

Si le Locataire cède le bail ou sous-loue les Lieux loués après avoir obtenu l'approbation du Locateur, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire ou le sous-locataire de toutes les obligations contenues au présent Bail.

**ARTICLE 6**
**TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT**

**6.1** Toute installation ou amélioration locative (ci-après appelée les « Travaux d'aménagement ») apportée aux Lieux loués pendant l'occupation du Locataire dans

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | SC |

les Lieux loués sera exécutée par le Locataire, le tout sujet à l'approbation préalable écrite du Locateur.

Le Locataire ne pourra, sans le consentement écrit et préalable du Locateur, faire aucun changement, réparation, amélioration, installation ou ajout aux Lieux loués, soit avant ou pendant la durée du Bail.

Le Locataire devra utiliser des entrepreneurs qualifiés et détenant les licences, accréditations et permis requis, approuvés par le Locateur.

Si le Locataire entreprend des Travaux d'aménagement affectant d'une quelconque manière les murs, planchers, plafonds, systèmes ou autres composantes majeures du bâtiment, le Locataire devra, au préalable, soumettre au Locateur des plans et devis décrivant les travaux et obtenir son consentement écrit.

## ARTICLE 7
## OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

**7.1** **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B.

**7.2** **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

**7.3** **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager dans les espaces communs de l'Immeuble.

**7.4** **Température** : chauffer et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température convenable aux besoins du Locataire.

**7.5** **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

## ARTICLE 8
## OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

**8.1** **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

**8.2** **Usage** : prendre les Lieux loués dans l'état où ils se trouvent présentement. N'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau et d'entreposage, le tout en conformité avec toute loi et règlement municipal applicable.

**8.3** **Entretien intérieur** voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

**8.4** **Entreposage** : Le Locataire ne doit pas posséder dans les Lieux loués des matières combustibles, inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses et n'utilisera dans les Lieux loués aucune autre source d'énergie que l'électricité de l'Immeuble.

**8.5** **Modification aux Lieux loués** : n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire SC |

écrite du Locateur.

**8.6** **Responsabilité et assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

**8.7** **Responsabilité :** tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants ;

Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux loués pendant ses périodes d'occupation.

**8.8** **Taxes :** assumer le paiement des Taxes foncières, des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

**8.9** **Circulation** : Le Locataire ne doit laisser ou permettre que soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les passages, entrées, trottoirs, corridors, vestibules, halls, ascenseurs, escaliers et issues de secours;

**8.10** **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

**8.11** **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

**8.12** **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

**8.13** **Accès**: respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés à l'article 7.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable désigné par le Locateur.

**8.14** **Remise des Lieux loués** : remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire<br>SC |

**8.15** **Visite :** permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du Bail, que les Lieux loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du Bail, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux loués.

**8.16** **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locataire déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

## ARTICLE 9
## DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

**9.1** **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

**9.2** **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

**9.3** **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | SC |

## ARTICLE 10
## DÉFAUT DU LOCATAIRE

**10.1** **Modalités** : Les évènements suivants seront considérés comme étant des évènements de défaut selon les dispositions du présent Bail :

a) le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition du Bail prévoyant le paiement du Loyer, du Loyer additionnel ou tout autre montant devant être payé par le Locataire au Locateur en vertu du présent Bail, tel montant devant être réputé un loyer, payable et exigible de la même manière qu'un loyer et tel défaut continue pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet a été donné au Locataire par le Locateur;

b) le Locataire abandonne ou tente d'abandonner les Lieux loués avant l'expiration du présent Bail, que tel abandon soit à la connaissance ou non du Locateur OU les Lieux loués sont utilisés par toute autre personne ou compagnie autre que celle qui y a droit en vertu des présentes OU quelque procédure d'exécution d'un jugement rendu contre le Locataire ou en vertu de ce Bail est entrepris OU un agent agissant en vertu d'un acte de fiducie ou d'un acte d'hypothèque prend possession des actifs du Locataire;

c) le Locataire est en défaut de se conformer à tout engagement contenu aux présentes et/ou tente de se décharger de toute obligation stipulée au présent Bail (autre qu'un défaut de paiement du loyer ou tout autre coût) et que ce défaut perdure pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet ait été donné au Locataire par le Locateur, à moins qu'il soit impossible de remédier à tel défaut en toute diligence durant telle période de quinze (15) jours, auquel cas le Locataire aura droit d'obtenir, s'il en fait la demande écrite au Locateur avant l'expiration dudit délai, toute prolongation de temps raisonnable afin de permettre de remédier à tel défaut.

En cas de défaut du Locataire de se conformer aux dispositions des présentes, le Locateur aura le droit, à son absolue discrétion, de résilier le présent Bail et, en sus, le Locateur aura le droit, sans avis et sans nécessité d'intenter une procédure judiciaire, de reprendre immédiatement possession des Lieux loués et de disposer des effets du Locataire abandonnés dans les Lieux loués et ce, nonobstant toute loi à l'effet contraire, le tout sans préjudice de tout autre droit et recours en dommages-intérêts dont il pourrait se prévaloir contre le Locataire en raison de tout défaut de celui-ci.

## ARTICLE 11
## RÈGLEMENTS D'IMMEUBLE

**11.1** **Règlements d'immeuble :** Le Locataire s'engage à respecter les règlements d'immeuble joint au Bail comme Annexe B.

## ARTICLE 12
## DIVERS

**12.1** **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

**12.2** **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

**12.3** **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | SC |

et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

**12.4 Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, pandémie, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

**12.5 Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

**12.6 Responsabilité :** Le Locateur ne sera être tenu responsable de tout dommage causé au Locataire et/ou à ses dirigeants, officiers, employés, mandataires, représentants ou visiteurs ou à toute autre personne utilisant les installations présentes dans l'Immeuble, incluant les aires communes, ni de tout dommage provenant de l'utilisation de ces installations et de ces aires communes.

**12.7 Suspension des services :** Le Locateur aura le droit, sans obligation ni responsabilité envers le Locataire, de suspendre ou modifier tout service qu'il doit fournir en vertu du présent Bail, pour le temps qu'il sera nécessaire ou qu'il jugera raisonnable, par suite d'un sinistre ou d'un accident ou dans le but de faire des réparations, remplacements, modifications ou améliorations ou pour toute autre cause hors de son contrôle. De plus, le Locateur n'encourra aucune responsabilité envers le Locataire par suite de tout défaut de fournir l'un ou l'autre de ces services, pour quelque raison que ce soit, et il n'en résultera aucune réduction de Loyer ni diminution des obligations du Locataire. Cependant, le Locateur devra, dans la mesure du possible, y remédier avec diligence et dans un délai raisonnable. Néanmoins, le Locateur sera en tout temps responsable des dommages causés par sa propre négligence ou par celle de ses employés, préposés, mandataires, sous-traitants, agents ou commettants.

**12.8 Droit d'entrée :** Si le Locateur juge nécessaire de faire traverser les Lieux loués par certains éléments des systèmes mécanique, électrique, de chauffage et de climatisation ou de plomberie, le Locataire autorise, par les présentes, le Locateur, ses représentants et ses entrepreneurs à exécuter ce travail dans les Lieux loués, sans indemnisation ou réduction du Loyer du Locataire. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance avant la date à laquelle seront effectués les travaux à moins d'une situation d'urgence.

**12.9 Aucune publicité :** Le Locataire ne pourra imprimer, publier, exposer, diffuser, afficher ou autrement offrir en tout ou en partie les Lieux Loués à des fins de cession, transfert ou sous-location et ne devra permettre à aucun courtier ou aucune autre personne de le faire, à moins que le texte complet, le format et le médium n'aient été préalablement approuvés par écrit par le Locateur.

**12.10 Cession par le Locateur :** Si le Locateur loue, cède, ou autrement aliène l'Immeuble ou quelque partie de celui-ci ou encore cède le présent Bail ou tout droit, intérêt ou participation qu'il y détient, et dans la mesure où un tel acheteur ou cessionnaire assume les obligations du Locateur aux termes des présentes, ce dernier sera dès lors, ipso facto, dégagé et libéré de toute responsabilité à l'égard de ces obligations à titre de Locateur sans qu'aucune autre entente ultérieure ne soit nécessaire.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire<br>S C |

**ARTICLE 13**
**RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE**

**13.1 Règlement** : Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

**ARTICLE 14**
**ANNEXES**

**14.1 Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

► Annexe A : Plan des Lieux loués.
► Annexe B : Règlements d'immeuble

**14.2 Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

**ARTICLE 15**
**ÉLECTION DE DOMICILE**

**15.1 Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le Locateur :

**VILLE DE MONTRÉAL**
Service de la gestion et planification des immeubles
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à : immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à : immeubles.locations@montreal.ca

► Pour le Locataire :

**Danse Cité inc.**
3680, rue Jeanne-Mance, local 426
Montréal, Québec, H2X 2K5
administration@danse-cite.org

**15.2 Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

**15.3 Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | SC |

Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

**ARTICLE 16**
**ACCEPTATION**

**16.1 Signatures** : Les Parties conviennent de s'échanger leurs signatures respectives du présent Bail par voie électronique. Une version signée échangée par courriel entre les Parties aura valeur d'original et les Parties ne seront pas autrement obligées d'en faire la preuve.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties ont signé le présent Bail, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____
par : Domenico Zambito

Le 2 août 2022

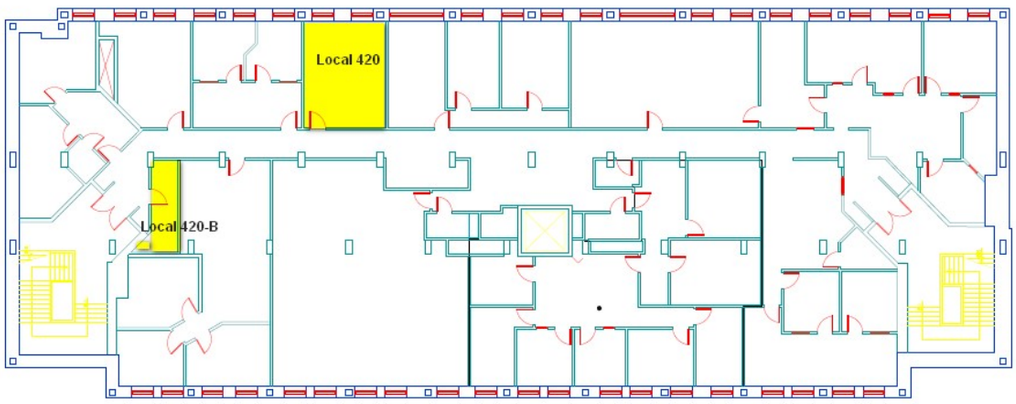
**LOCATAIRE**

Sophie Corriveau
_____
par : Sophie Corriveau

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire SC |

## Annexe A : Plan des Lieux loués

Superficie locative
Local : 376.73 pi$^2$
Entreposage : 120,77 pi$^2$
Total : 497,50 pi$^2$




| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | S C |

## Annexe B

**Règlements d'immeuble Centre Strathearn**

- Les heures d'ouverture
  - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
  - Les portes extérieures seront barrées de 18 h à 8 h,
  - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouvertures doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées
  - Si des activités ont lieu après 18 h 00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs
  - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisées sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
  - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre),
  - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance,
  - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
  - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville,
  - Nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toutes la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
  - Chaque occupant doit faire la gestion de ces déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacué de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | SC |

- Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associés à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centre Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'itinérant, etc.) au service 911, Aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Saisissez du texte ici

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | S C |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228682008*
Unité administrative responsable : *SGPI – Direction - Transactions Immobilières – Division Locations*
Projet : *Location d'un espace de bureaux au Centre Strathearn*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité #15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industriels culturelles, les artistes, les créateurs, les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Danse Cité soutient les artistes en recherche, création, production et/ou diffusion. Elle contribue à réduire les iniquités en offrant des activités destinées à différentes clientèles ayant des incapacités. De plus, sa localisation favorise une synergie avec les autres organismes apparentés logeant également au Centre Strathearn. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1228682008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , - |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Danse-Cité inc., pour une période d'un an, à compter du 1er octobre 2022, les locaux 420 et 420-B, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 497,50 pi² (46,22 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 7 124,16 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 5 313,30 $ (Bâtiment 2453-127) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1228682008- Ville loue à Danse-Cité inc., 3680 Jeanne-Mance.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-04

Anjeza DIMO
Agente de gestion des ressources financières
**Tél :** 514-872-4764
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.027

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228682007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un contrat de prolongation et de modifcation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme La Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs , pour une durée additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, le local 412 situé dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 495,14 pi² (46,0 m²), à des fins administratives. La subvention immobilière est de 24 757 $ pour toute la durée du prêt de local (Bâtiment 2453-111). |

Il est recommandé :
1 - d'approuver un contrat de prolongation et de modification du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme La Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs , pour une durée additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, le local 412 situé dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 495,14 pi² (46,0 m²), à des fins administrative, le tout selon les termes et conditions prévus au contrat de prêt de local.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-11 11:01

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228682007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un contrat de prolongation et de modifcation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme La Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs , pour une durée additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, le local 412 situé dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 495,14 pi² (46,0 m²), à des fins administratives. La subvention immobilière est de 24 757 $ pour toute la durée du prêt de local (Bâtiment 2453-111). |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que Regroupement Québécois de la Danse, Centre des ressources et transition pour danseurs, Montréal, Arts Interculturels, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis le 10 janvier 2000, la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme La Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs (TMN) un local d'une superficie de 495,14 pi² (46,0 m²). La TMN est un organisme socioculturel connu et reconnu dans son domaine d'expertise. Il est responsable de l'organisation et de la coordination du Mois de l'histoire des Noirs, événement auquel la Ville est étroitement associée. Le contrat du prêt de local arrive à échéance le 31 décembre 2022.

Afin que l'organisme puisse poursuivre ses activités, le Service de la diversité et de l'inclusion social (SDIS) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin de prolonger, pour une période additionnelle de 2 ans, l'occupation de l'organisme dans les locaux du Centre Strathearn.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes cette prolongation et cette modification de contrat du prêt de local.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM19 0884 - 19 août 2019 - Approuver le contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme la Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, le local 412 situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins socioculturelles.
CM16 1165 – 24 octobre 2016 - Approbation d'un contrat de prêt de local, à titre gratuit, à La table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, situé au 4$^{e}$ étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans à compter du 1$^{er}$ janvier 2017.

CM13 00779 - 27 août 2013 - Approbation d'un contrat de prêt de local, à titre gratuit, à La table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans à compter du 1er janvier 2014.

CM10 00593 - 24 août 2010 - Approbation d'un contrat de prêt de local, à titre gratuit, à La table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans à compter du 1er janvier 2011.

CM07 00185 - 23 avril 2007 - Approbation d'un contrat de prêt de local, à titre gratuit, à La table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 6 ans à compter du 1er janvier 2005.

**DESCRIPTION**

Approuver un contrat de prolongation et de modification du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme La Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour une durée additionnelle de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023, le local 412 situé dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 495,14 pi² (46,0 m²), à des fins administratives, le tout selon les termes et conditions prévus au contrat de prêt de local.
La bénéficiaire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, elle fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

**JUSTIFICATION**

Le SSI recommande la prolongation du contrat du prêt de local de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le loyer est gratuit
Le taux de location, pour un tel immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, est d'environ 25 $/pi².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 24 757 $, incluant les frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante : 25 $/pi² x 495,14 pi² x 2 ans = 24 757 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SSI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 4 520,63 $.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation de la convention CM : 19 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Laurie SAVARD, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Geneviève LOCAS, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

**Tél :** 438-920-6412
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-26

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine FORTIN

Directrice - Service de la stratégie immobilière
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-10

# MODIFICATION DU CONTRAT DU PRÊT DE LOCAUX

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée la « **Ville** »

**ET :** **LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, Parties 3 (RLRQ, C. C-38), ayant son siège au 3680, rue Jeanne-Mance, local 412, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par Monsieur Michael P. Farkas, son président, dûment autorisée aux fins des présentes telle qu'il le déclare.

Ci-après nommée la « **Bénéficiaire** »

**OBJET** : **3680 rue Jeanne-Mance**

**LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT** :

**ATTENDU QUE** la Ville et la Bénéficiaire ont conclu un Contrat de Prêt de Locaux (le « Contrat Initial »), concernant le local 412, ayant une superficie locative d'environ 495,14 pi², situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680 rue Jeanne-Mance, à Montréal (les « Lieux Prêtés »), pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2019;

**ATTENDU QU'EN** vertu d'un Contrat de Prêt de Locaux signé le 5 septembre 2019, la Ville et la Bénéficiaire ont convenu de prolonger le Contrat Initial d'une durée de trois (3) ans se terminant le 31 décembre 2022 ;

**ATTENDU QUE** la Ville désire apporter certaines modifications au Contrat Initial, aux termes et conditions stipulés ci-après, et que la Bénéficiaire y consent ;

**ATTENDU QUE** le Contrat Initial, la Prolongation du Contrat et la Modification de Contrat sont collectivement nommés le « Contrat » ;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et la Bénéficiaire déclare en avoir pris connaissance ; et

**ATTENDU QUE** la Bénéficiaire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Contrat.

| Paraphes | |
|---|---|
| La Bénéficaire | La Ville |

**EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:**

## ARTICLE 1
## PRÉAMBULE

**1.** Le préambule fait partie intégrante de la présente.

## ARTICLE 2
## MODIFICATIONS

**L'article 2.0 du Contrat est supprimé et remplacé par ce qui suit :**

**2.0** **Superficie :** Les Lieux Prêtés ont une superficie locative de quarante-six mètres carrés (46,0 m²).

**L'article 3.1 du Contrat est supprimé et remplacé par ce qui suit :**

**3.1** **Durée:** Le Contrat est consenti pour une période de deux (2) ans commençant le 1er janvier 2023 et se terminant le 31 décembre 2024.

**L'article 5.8 du Contrat est supprimé et remplacé par ce qui suit :**

**5.8** Assumer le paiement de toutes les taxes foncières et taxes d'eau afférentes aux Lieux Prêtés, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés à la Bénéficiaire ou à la Ville en rapport avec l'utilisation des Lieux Prêtés par la Bénéficiaire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

**L'article 8.1 du Contrat est modifié et remplacé par ce qui suit :**

**8.1** Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent Contrat, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de six (6) mois à cet effet.

**L'article 9.0 RELOCALISATION du Contrat est supprimé.**

**L'article 11.1 du Contrat Initial est modifié et est remplacé par ce qui suit :**

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Contrat devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

► Pour la Ville :

**VILLE DE MONTRÉAL**
Service de la gestion et planification des immeubles
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, la Bénéficiaire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à

| Paraphes | |
|---|---|
| La Bénéficaire | La Ville |

immeubles.centreappels@montreal.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, la Bénéficiaire devra communiquer par courriel à immeubles.locations@montreal.ca

► Pour la Bénéficiaire:

**LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS**
3680, rue Jeanne-Mance, local 412
Montréal, Québec, H2X 2K5
Courriel : info@moishistoiredesnoirs.com

**ARTICLE 4**
**AUTRES CONDITIONS**

**4.1** À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Contrat demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Contrat.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Contrat signée électroniquement.

Le _____ 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____
par : Domenico Zambito

Le _____23 juillet_____ 2022

**BÉNÉFICIAIRE**
_____
_ par : Michael P. Farkas

| Paraphes | |
|---|---|
| La Bénéficiaire | La Ville |

CONVENTION DE PRÊT DE LOCAL

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM16_____, adoptée par le conseil municipale à sa séance du_____ 2016;

ci-après nommée le "Locateur"

ET :

**LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS** personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 3680, rue Jeanne-Mance, local 412, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par monsieur Michael P. Farkas, président du conseil d'administration, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du _____ 2016.

ci-après nommée le "Locataire"

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F | |

**ATTENDU QUE** la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, le local 412 situé au 4ième étage de l'édifice portant le numéro 3680, rue Jeanne-Mance à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes( Annexe A) .

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de quarante-quatre mètre carré et soixante-cinq (44.65m²)

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de trois (3) ans commençant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2019.

3.2 Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du Code civil du Québec, le contrat ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si la Bénéficiaire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le contrat se terminera de plein droit à son échéance.

Si la Bénéficiaire continue néanmoins à occuper les Locaux après l'échéance du contrat en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du contrat continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F. | |

réserve des dispositions de l'article 3.2, la Ville pourra mettre fin à cette occupation prolongée par la Bénéficiaire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès au Local aux employés du Locataire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B ;

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les Lieux Loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de bureaux, le

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P. E. | |

tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F. | |

ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, à l'adresse du SPGI – Locations au 303 rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.E | |

défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5.16 Respecter les règlements d'immeuble inclus à l'annexe B

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F | |

6.0 LOYER

6.1 Le présent contrat de prêt de locaux est consenti gratuitement par la Ville au locataire, pour la période du 1er janvier 2017 et se terminant le trente et un (31) décembre 2019.

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F. | |

et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de soixante (60) jours à cet effet.

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P. F. | |

10.0 USAGE DU TABAC

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

10.0 FORCE MAJEURE

10.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

11.0 AVIS

11.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F | |

- Pour le Locateur :

**VILLE DE MONTRÉAL**

Direction des stratégies et transactions immobilière

303, rue Notre-Dame Est , 3e Étage

Montréal, Québec, H2Y 3Y8

Télécopieur : (514) 280-3597

- Pour le Locataire :

**LA TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS**

3680, rue Jeanne-Mance, local 412,

Montréal,Québec, H2X 2K5,

11.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

11.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F | |

12.0 ÉLECTION DE DOMICILE

12.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

13.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___e jour du mois de_____2016

Le Locateur

par : _____

Yves Saindon

Le 15 e jour du mois de Août 2016

Le Locataire

par : Michael P. Farkas

Michael P. Farkas

| Locataire | Locateur |
|---|---|
| M.P.F. | |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *122868207*
Unité administrative responsable : *SGPI – Direction - Transactions Immobilières – Division Locations*
Projet : *Location d'un espace de bureaux au Centre Strathearn*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité #8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>La localisation de l'organisme dans le Centre Strathearn permet à celui-ci de poursuivre sa mission de promouvoir les activités relatives aux différents aspects de l'histoire des communautés noires dans un esprit privilégiant autant les dimensions historiques que contemporaines. De plus, cette localisation favorise une synergie avec les autres organismes logeant également au Centre Strathearn. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **x** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.028

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1225941003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un projet de bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) pour une durée de quarante-huit (48) mois, soit du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2025, une partie du lot 6 004 985 (1826 m²) (P4) situé au 251, avenue des Pins Ouest, (Cité des Hospitalières) dans l'arrondissement le Plateau Mont-Royal moyennant la remise à la Ville de quarante (40) passes de stationnement, l'octroi d'un droit de passage en faveur de la Ville et un loyer symbolique total de 400$ pour la période, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #6489-102. |

Il est recommandé:
1- d'approuver un projet de bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) pour une durée de quarante-huit (48) mois, soit du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2025, une parcelle du lot 6 004 985 (1826 m²) (P4) situé au 251, avenue des Pins Ouest, (Cité des Hospitalières), dans l'arrondissement le Plateau Mont-Royal, moyennant la remise à la Ville de quarante (40) passes de stationnement, l'octroi d'un droit de passage accordé par le CHUM à la Ville et un loyer symbolique total de 400$ pour la période, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-16 17:17

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1225941003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un projet de bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) pour une durée de quarante-huit (48) mois, soit du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2025, une partie du lot 6 004 985 (1826 m²) (P4) situé au 251, avenue des Pins Ouest, (Cité des Hospitalières) dans l'arrondissement le Plateau Mont-Royal moyennant la remise à la Ville de quarante (40) passes de stationnement, l'octroi d'un droit de passage en faveur de la Ville et un loyer symbolique total de 400$ pour la période, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #6489-102. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal a acquis la Cité des Hospitalières (Cité) des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph (RHSJ) en juillet 2017. Cette acquisition incluait deux (2) terrains (P4 et P8) loués comme stationnement au Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) et localisés dans la portion est du site. Ce bail a pris fin le 31 octobre 2021 à la demande du CHUM. Bien que ces terrains soient contigus au site conventuel de la Cité, ils ne sont accessibles en véhicule que par la rue St-Urbain, à travers le stationnement du CHUM qui est contrôlé par des cartes. Seul le terrain P4 est visé par le présent dossier. Voir les plans joints.
En raison de ses activités réduites à l'Hôtel-Dieu, le CHUM n'a plus besoin du P8 mais a manifesté un intérêt à poursuivre la location du stationnement P4 en échange de la fourniture à la Ville de quarante (40) passes de stationnement. Par ailleurs, la Ville a besoin d'espaces de stationnement en raison des travaux de mise aux normes en cours à la Cité d'une valeur de 8 millions $ et d'une durée de 7 ans. La Ville a également besoin d'un droit de passage à partir de la rue St-Urbain pour accéder au P4 et au P8 qui sont en quelque sorte enclavés.

Ce dossier peut être assimilé à un échange de services entre le CHUM et la Ville qui prend la forme d'un bail afin d'en faciliter la gestion.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM17 0777 - le 12 juin 2017 : Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph, à des fins municipales, l'immeuble situé au 201-251A, avenue des Pins Ouest, ainsi que le terrain vacant situé sur l'avenue Duluth Ouest, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une somme de 14 550 000 $, plus les taxes applicables, comprenant l'octroi aux RHSJ d'un bail à court terme jusqu'au 31 mars 2019. Il est à noter que le bail en vigueur pour la période précédent le 1er novembre 2021

avait été conclu par la RHSJ et non par la Ville et faisait partie des biens inclus dans la vente.

**DESCRIPTION**

Le bail proposé constitue un échange de services entre le CHUM et la Ville en matière de stationnement et d'accès. Le CHUM poursuit son occupation du P4 qui appartient à la Ville et en contrepartie le CHUM remet quarante (40) passes de stationnement à la Ville sur le site du CHUM. Ces quarante (40) passes sont réparties ainsi: 25 espaces pour les travailleurs affectés à la mise aux normes de la Cité, et en remplacement de leurs places actuelles, 10 espaces pour les RHSJ et 5 espaces pour le Musée. Le CHUM accorde aussi à la Ville un droit de passage pour accéder au P4 et au P8 à partir de la rue St-Urbain. L'entente se fait à coût nul pour les parties à l'exception du loyer nominal (100$ /an) payé par le CHUM.

L'entente est d'une durée de quatre (4) ans mais permet aux parties d'y mettre fin avant terme sur préavis écrit d'au moins 180 jours à l'autre partie.

Le service requérant concernant ce dossier est le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS).

**JUSTIFICATION**

Le bail proposé permet de régler différents enjeux pour la Cité:

- un stationnement pour vingt-cinq (25) véhicules des travailleurs pendant les travaux de mise aux normes à la Cité. Cette entente évite à l'entrepreneur de devoir rechercher des espaces des stationnement dans un secteur plus éloigné de la Cité et pour lesquels il devrait facturer la Ville;
- un stationnement pour dix (10) véhicules des RHSJ qui se trouvent sur le site conventuel et doivent être relocalisés pendant la durée des travaux;
- la protection de cinq (5) espaces de stationnement pour le Musée;
- le nombre d'espaces de stationnement est sensiblement équivalent pour le CHUM et la Ville;
- le CHUM prend charge de l'entretien et de la gestion des lieux qui lui sont loués;
- la création d'un droit de passage accordé par le CHUM à la Ville pour accéder au P4 et au P8 à partir de la rue St-Urbain.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Calcul sommaire du loyer payé à la Ville.

| | Loyer annuel pendant la période | Années 2021 à 2025: total |
|---|---|---|
| Loyer | 100,00 $ | 400,00 $ |
| TPS (5%) | 5,00 $ | 20,00 $ |
| TVQ (9,975%) | 9,98 $ | 39,90 $ |
| Total incluant les taxes | 114,98 $ | 459,90 $ |

À noter qu'aucune valeur locative n'a été demandée du fait que ce bail est traité comme un échange de services équivalents.

Cette recette sera comptabilisée au budget du Service de la stratégie immobilière.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. La grille d'analyse est présentée en pièce jointe.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit du remplacement d'espaces de stationnement de véhicules**.**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si le bail proposé n'était pas approuvé par la Ville, il serait nécessaire de louer des espaces de stationnement pour les travailleurs affectés à la mise aux normes, les RHSJ et le Musée. Par ailleurs, la Ville serait privée d'un droit de passage convenu avec le CHUM pour accéder au P4 et au P8.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier n'est pas affecté par la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

CE: 7 septembre 2022
CM: 19 septembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Brigitte GRANDMAISON, Le Plateau-Mont-Royal
Marie-Josée MOTARD, Service de la gestion et planification des immeubles
Valentine ABOUT, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Brigitte GRANDMAISON, 4 août 2022
Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, 4 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

**Tél :** 514-831-1344
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-28

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

**Tél :** 514 609-3252
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine FORTIN
Directrice de service
**Tél :** 514-501-3390
**Approuvé le :** 2022-08-11

# BAIL
# et
# DROIT DE PASSAGE

## 2021-2025

## # 6489-102

Re : **Partie du lot 6 004 985 du cadastre du Québec (Stationnement P4, rue St-Urbain)**

entre : **VILLE DE MONTRÉAL**,

le "**Locateur**"

et : **LE CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL**

le "**Locataire**"

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

**BAIL (6489-102)**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, représentée par M. Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après nommée le "**Locateur**" ou la « **Ville** »

ET : **CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL,** personne morale légalement constituée par lettres en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ chapitre s-4.2) ayant son siège au 850, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X 0A9, représentée et agissant par Dr Fabrice Brunet, président-directeur général, dûment autorisé à cette fin tel qu'il le déclare;

Ci-après nommé le "**Locataire**" ou le « **CHUM** »

**LESQUELLES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :**

**ATTENDU QUE** le Locateur a acquis en juillet 2017 l'immeuble portant les numéros civiques 201 à 251A, avenue des Pins Ouest (arrondissement du Plateau-Mont-Royal), Montréal, ci-après nommée « La Cité des Hospitalières ») qui inclut les lieux loués ci-après décrits;

**ATTENDU QUE** cette acquisition est soutenue par les cinq grands principes suivants: la préservation de l'esprit des lieux; le respect des valeurs des Religieuses hospitalières de Saint-Joseph ( ci-après nommées RHSJ) et de leur mission spirituelle; la protection et la pérennisation du patrimoine bâti et naturel; la cohérence avec l'histoire du site; et l'ouverture sur la collectivité et la réponse à ses besoins;

**ATTENDU QUE** ce bail a pour objet de permettre la poursuite des activités de stationnement de véhicules dans les lieux loués ci-après décrits par le CHUM, et en contrepartie accorder un droit de passage à la Ville ainsi que 40 passes donnant accès au Stationnement de l'Hôtel-Dieu du CHUM;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et dont le CHUM a pris connaissance.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

**CECI ÉTANT EXPOSÉ LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

Le Locateur loue par les présentes au Locataire qui accepte les lieux loués ci-après décrits, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

## ARTICLE 1
## LIEUX LOUÉS

Une parcelle de terrain non construite d'une superficie de 1 826 m² connue comme étant le « Stationnement P4 », faisant partie du lot 6 004 985 du cadastre du Québec montrée aux plans A et P ci-joints, ci-après nommée les Lieux loués. Les Lieux loués permettent le stationnement de 58 véhicules.

## ARTICLE 2
## DURÉE

**2.1** **Durée** : Ce bail est consenti pour un terme de quarante-huit (48) mois commençant le 1er novembre 2021 et se terminant le 31 octobre 2025, sans autre avis. Toutefois, tant le Locataire que le Locateur peut résilier ce bail avant terme, en tout temps, sur préavis écrit d'au moins 180 jours à l'autre partie.

**2.2** **Reconduction tacite** : Malgré les dispositions des articles 1878 et 1879 du *Code civil du Québec*, ce bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi ce bail se terminera de plein droit à son échéance, sans autre avis.

## ARTICLE 3
## LOYER

**3.1** **Loyer** : Ce bail est consenti en considération :

- d'un loyer de cent dollars (100$) par année, payable par le Locataire d'avance le 1er novembre de chaque année, auquel s'ajoutent, le cas échéant, les Taxes de vente;

- de la remise par le Locataire au Locateur de 40 passes donnant accès au stationnement de l'Hôtel-Dieu du CHUM valables pour la durée du bail, dont 5 espaces de stationnement sur le terrain du CHUM, localisé derrière le Musée localisé au 201 avenue des Pins ouest; et

- d'un droit de passage à pied et en voiture en faveur de la Ville sur les terrains du CHUM pour accéder aux Lieux loués et au lot 3 899 318 montrés aux plans ci-dessus relatés à partir de la rue St-Urbain.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

**4.1** **Passes de stationnement**: utiliser les passes de stationnement conformément aux règles établies par le Locataire.

**4.2** **Droit de passage** : utiliser le droit de passage conformément aux règles établies par le Locataire.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DU LOCATAIRE CHUM

Outre les obligations auxquelles il est tenu par le *Code civil du Québec*, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

**5.1** **Entretien et réparations**: maintenir les Lieux loués en bon état d'entretien et de réparation y compris le déneigement et le déglaçage.

**5.2** **État des lieux** : prendre les Lieux loués dans l'état dans lequel ils se trouvaient le 31 octobre 2021.

**5.3** **Mise aux normes** : collaborer avec le Locateur à l'égard de tous travaux de mise aux normes qu'il pourrait entreprendre dans les Lieux loués.

**5.4** **Usage** : utiliser les Lieux loués seulement aux fins de stationnement de véhicules moteurs. Ne pas utiliser ou occuper ou permettre l'utilisation ou l'occupation des Lieux loués pour des activités qui seraient incompatibles qui iraient à l'encontre des cinq grands principes énoncés au préambule du Bail.

**5.5** **Sous-location et cession** : ne pas céder ses droits dans ce Bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie.

**5.6** **Accès** : permettre au Locateur, ses agents et représentants d'accéder aux Lieux loués sur préavis raisonnable au Locataire, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés, de 8 heures à 17 heures.

**5.7** **Taxes** : le locataire déclare payer les taxes de vente applicables en vertu de ce bail. Le Locataire déclare par ailleurs être exempté des taxes foncières.

**5.8** **Remise en état** : à la fin du bail, remettre les Lieux loués en bon état d'entretien et de réparation, sous réserve de l'usage normal

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

## ARTICLE 6
## RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

**6.1** **Limitation de responsabilité** : À moins qu'ils ne soient causés intentionnellement par le Locateur ou attribuables à une faute lourde de sa part, le Locateur ne peut être tenu responsable de la perte ou de l'endommagement des biens du Locataire, de ses membres, représentants, mandataires ou invités ou de toutes autres personnes qui sont attribuables à toute cause.

**6.2** **Indemnisation** : Le Locataire convient d'indemniser le Locateur, de le tenir à couvert et de prendre son fait et cause en rapport avec toutes demandes, réclamations et poursuites qui pourraient résulter de la location des Lieux loués au Locataire, ou des activités qui y sont exercées, ou de tout acte ou omission de la part du Locataire, de ses membres, de ses employés, représentants, mandataires ou invités, ou de toute autre personne dont le Locataire doit répondre en vertu de la loi.

## ARTICLE 7
## AUTRES CLAUSES

**7.1** **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses de ce bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation et à titre de référence seulement. Elles ne peuvent servir à l'interpréter.

**7.2** **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut, en aucun cas, être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une telle obligation ou à l'exercice d'un tel droit, lesquels gardent leur plein effet.

**7.3** **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

**7.4** **Lois applicables** : Ce bail est régi par les lois du Québec.

**7.5** **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :Plan A : plan de localisation et Plan P : plan de cadastre & orthophoto

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

**7.6** **Interprétation** : Le préambule du Bail, qui en fait partie intégrante, doit servir à son interprétation. En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

**7.7** **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou par courrier électronique :

► Pour le Locateur :

**VILLE DE MONTRÉAL**
Service de gestion et de planification immobilière
303, rue Notre Dame Est, 3ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Courrier électronique : immeubles.info@ville.montreal.qc.ca

► Pour le Locataire :

**CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL**
850, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 0A9,
Courrier électronique :

**7.8** **Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste. Dans le cas de remise de la main à la main, de signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, tout avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

**7.9** **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

**7.10** **Signature :** Le présent bail peut être signé par chacune des parties sur un exemplaire distinct soit en format papier ou en format électronique et retourné en format PDF non verrouillé par courriel à chacun des représentants des parties, chacun des exemplaires étant considéré comme un original et lorsque tous réunis, sont considérés comme constituant un seul document.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

par :

Le 04-08 2022

**CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL**

_____

par : Dr Fabrice Brunet, président-directeur général

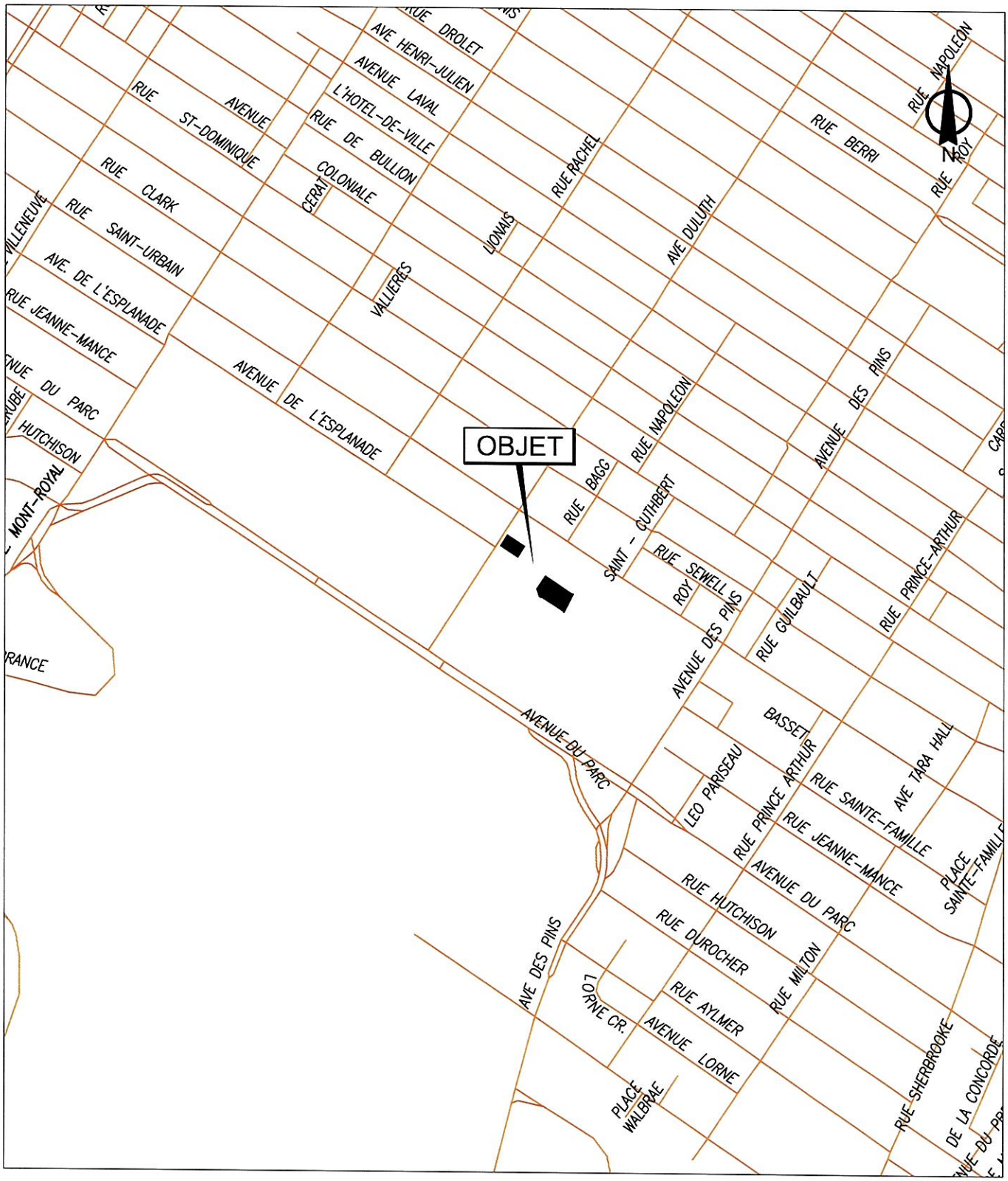
| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES LOCATIONS

Le plateau-Mont-Royal
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0568-02
Dessinateur: JR
Échelle: 1:900
Date: 05-09-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

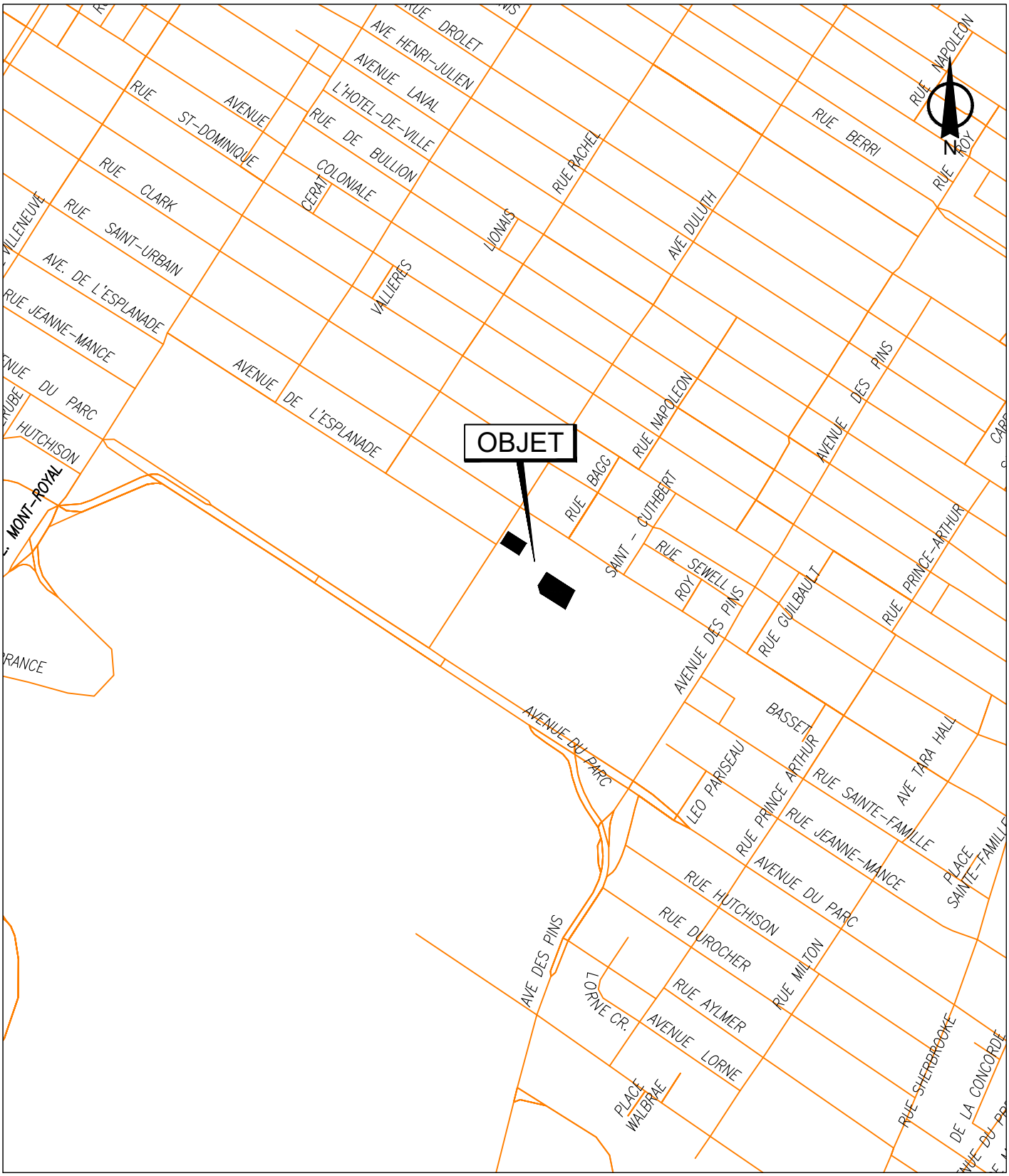



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES LOCATIONS

Le plateau-Mont-Royal
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0568-02
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 05-09-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

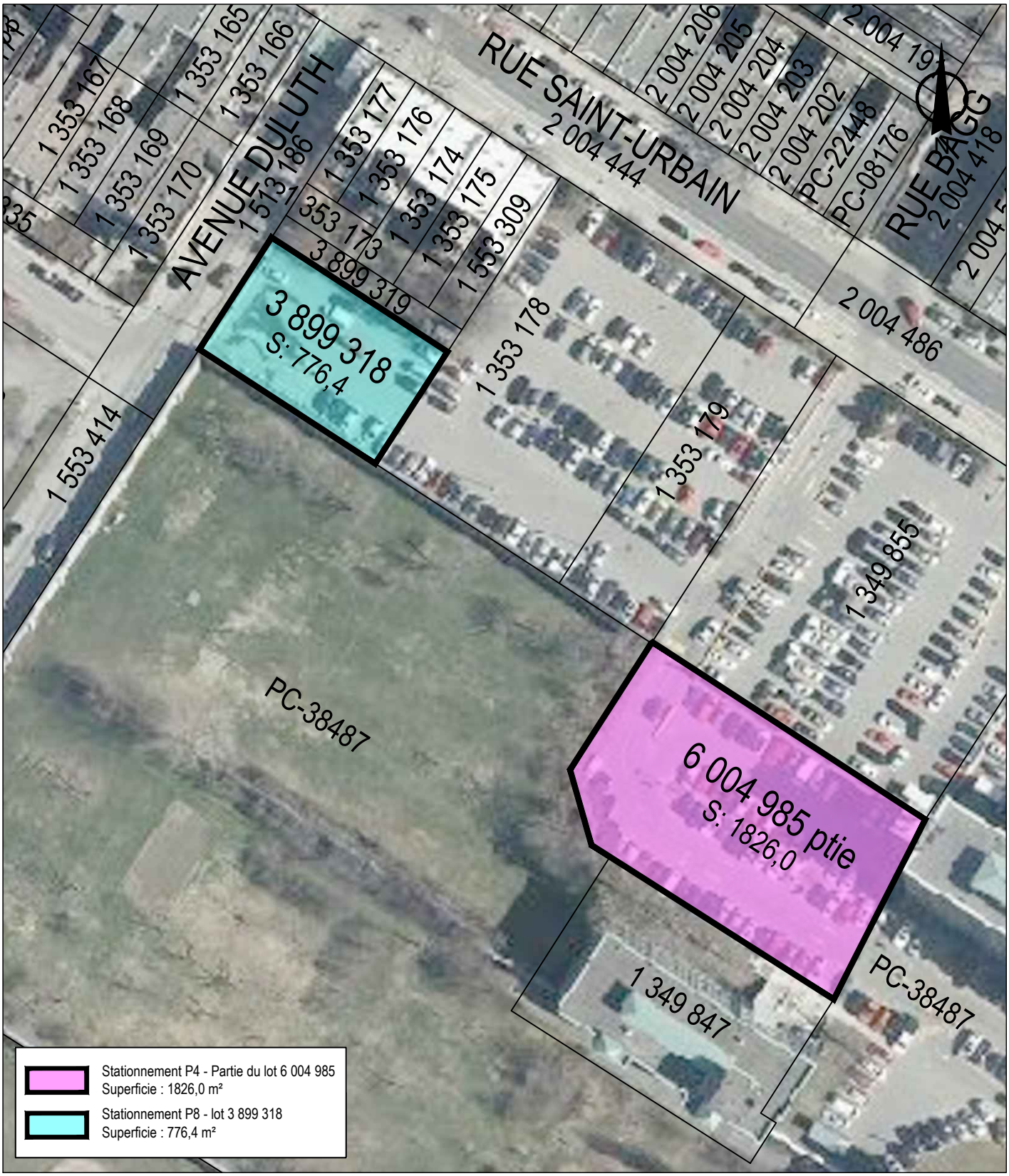



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES LOCATIONS

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Plan P: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0568-02
Mandat: 22-0135-L
Dessinateur: LA
Échelle: - - -
Date: 12 août 2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement




SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES LOCATIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0568-02
Mandat: 22-0135-L
Dessinateur: LA
Échelle: 1:900
Date: 12 août 2022

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

# Grille d'analyse Montréal 2030

Montréal

Numéro de dossier : *12259410003*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière, Division des Locations*
Projet : Bail accordé par la Ville de Montréal au CHUM à des fins de stationnement

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*

*2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

*3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*

| |
|---|
| *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*<br>*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*<br>*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]* |
| *Sans objet* |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1225941003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations |
| **Objet :** | Approuver un projet de bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM) pour une durée de quarante-huit (48) mois, soit du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2025, une partie du lot 6 004 985 (1826 m²) (P4) situé au 251, avenue des Pins Ouest, (Cité des Hospitalières) dans l'arrondissement le Plateau Mont-Royal moyennant la remise à la Ville de quarante (40) passes de stationnement, l'octroi d'un droit de passage en faveur de la Ville et un loyer symbolique total de 400$ pour la période, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #6489-102. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier joint.

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1225941003- Ville loue à Seven CHUM terrain 251 av des Pins Ouest.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-01

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0549
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.029

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1226025009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc., pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er octobre 2022, des locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 791, rue Jarry Est, d'une superficie d'environ 290,25 m², à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 2 750 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 55 669,68 $. Bâtiment 0377-101. |

Il est recommandé :
1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc., pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er octobre 2022, des locaux situés au rez-de-chausée et au sous-sol de l'immeuble sis au 791, rue Jarry Est, d'une superficie d'environ 290,25 m², à des fins de bureau, moyennant un loyer total de 2 750,00 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail.

2 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 11:08

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1226025009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc., pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er octobre 2022, des locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 791, rue Jarry Est, d'une superficie d'environ 290,25 m², à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 2 750 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 55 669,68 $. Bâtiment 0377-101. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis plusieurs années, l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal (AERVM) loge dans divers locaux inoccupés par la Ville. L'AERVM a occupé les locaux sis au 791, rue Jarry Est, entre le 1er juin 2000 et le 28 février 2021. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a dû effectuer des travaux de mise aux normes sur ce bâtiment, qui abrite également la Caserne 37, et l'AERVM a dû quitter les lieux. Le SGPI autorise désormais le retour de l'organisme dans ces locaux.
Le Service de la stratégie immobilière (SSI) convient donc d'un nouveau bail avec l'AERVM à compter du 1er octobre 2022.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM15 1311 - 23 novembre 2015 - Approuver la prolongation de bail, pour une période de cinq ans, à compter du 1er juillet 2015, moyennant un loyer annuel de 500,00 $ plus les taxes applicables.

**DESCRIPTION**

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc., pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er octobre 2022, les locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 791 rue Jarry Est, d'une superficie d'environ 290,25 m² (3 124 pi²), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 2 750 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail.
Le locataire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques,

électriques et de plomberie.

**JUSTIFICATION**

Le SGPI et le SSI recommandent le projet de bail de l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc., puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités des autres occupants de l'immeuble et que le local n'est pas requis pour des fins municipales. La durée du bail est de cinq (5) ans et prévoit une (1) option de renouvellement de cinq (5) ans, qui devra être approuvée par les autorités compétentes au moment de ce renouvellement.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le tableau suivant représente les recettes totales pour la durée du bail :

| | **Loyer annuel 2022-2027** | **TOTAL** |
|---|---|---|
| Recettes avant taxes | 550,00 $ | **2 750,00 $** |
| TPS (5 %) | 27,50 $ | **137,50 $** |
| TVQ (9,975 %) | 177,66 $ | **274,31 $** |
| Recette total incluant les taxes | 755,16 $ | **3 161,81 $** |

Ce revenu de 2 750,00 $, avant les taxes, sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SSI. Le loyer inclut tous les frais d'exploitation. La caserne de pompiers numéro 37 occupe également ce même immeuble, c'est pourquoi ce dossier relève du conseil d'agglomération.

Le taux de location, pour un tel immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, est d'environ 18 $/pi² (rez-de-chaussée et sous-sol). Le taux de location annuel pour la durée du terme est de 0,18$/pi²

Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 55 669,68 $. La subvention est établie de la façon suivante **:**

(18 $/pi² - 0,18 $/pi²) x 3 124 pi² = 55 669,68 $, taxes incluses.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SSI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 26 600,00 $.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, en raison de la nature du bail et conformément aux informations susdites.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas donner suite au présent sommaire priverait la Ville d'encaisser des revenus supplémentaires de loyer et obligerait l'organisme à trouver un nouveau local pour ses besoins.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conseil d'agglomération : septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marie-Josée MOTARD, Service de la gestion et planification des immeubles
Judith TREMBLAY, Service des ressources humaines
Diane DRH BOUCHARD, Direction générale

Lecture :

Diane DRH BOUCHARD, 29 août 2022
Judith TREMBLAY, 26 août 2022
Marie-Josée MOTARD, 25 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie-Ève QUESNEL
Conseillère en immobilier

**Tél :** 438-350-6231
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Joel GAUDET
Chef d'équipe, en remplacement de Nicole Rodier, chef de la division Locations

**Tél :** (514) 237-0706
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine FORTIN
Directrice de service
**Tél :** (514) 501-3390
**Approuvé le :** 2022-08-25

# BAIL

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

a) la résolution numéro CM03 0836 ; et

b) la résolution numéro CM_____, adoptée par le conseil municipal à sa séance du_____ 2021 ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

**ET :** **ASSOCIATION DES EMPLOYÉS RETRAITÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL INC.**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), ayant son siège au 9623 rue Lajeunesse, à Montréal, province de Québec, H3L 2C7, agissant et représentée par M. Jacques Guilmain, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 23 août 2022.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

**LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT** :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

## ARTICLE 1
## DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

**1.1** **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble.

**1.2** **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

**1.3** **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

**1.4** **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

**1.5** **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

**1.6** **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, le relampage dans les espaces communs incluant les luminaires métallarcs, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager des espaces communs, les primes d'assurance, la surveillance, la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable, l'entretien et les réparations mineures des espaces communs et des grilles. Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte des autres Locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres Locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

**1.7** **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

**1.8** **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

**1.9** **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

**1.10** **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

**1.11** **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

**1.12** **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant et réalisés par le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire pendant la durée du Bail.

**1.13** **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

## ARTICLE 2
## LIEUX LOUÉS

**2.1** **Désignation :** Des locaux désignés comme étant les locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol, dans le bâtiment sis au 791, rue Jarry Est, à Montréal, province de Québec, H2P 1W3, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 3 456 207 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

**2.2** **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à deux-cent quatre-vingt-dix virgule vingt-cinq mètres carrés (290,25 $mc^2$).

**2.3** **Lieux loués non-exclusifs :** Le Locateur se réserve le droit d'offrir à un autre organisme de retraités, de partager les Lieux loués avec le Locataire, celui-ci accepte donc une possible colocation éventuelle des Lieux loués. Le cas échéant,

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

le loyer prévu à l'Article 4 reste le même et un avis écrit sera transmis au Locataire, au moins soixante (60) jours avant le début de la colocation.

## ARTICLE 3
## DURÉE

**3.1** **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans, commençant le premier (1er) octobre deux mille vingt-deux (2022) et se terminant le trente (30) septembre deux mille vingt-sept (2027).

**3.2** **Renouvellement** : Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour un (1) terme additionnel et consécutif de cinq (5) ans, aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à définir, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire au moment de ce renouvellement.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

**3.3** **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

## ARTICLE 4
## LOYER

**4.1** **Loyer** : Le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel, établi au montant de CINQ CENT CINQUANTE dollars (550 $), payable en un (1) seul versement annuel, le premier (1er) octobre de chacune des années, auquel s'ajoute les Taxes de vente.

**4.2** **Frais d'exploitation** : Le Loyer inclus tous les Frais d'exploitation décrit à l'article 1.7.

**4.3** **Loyer additionnel :** En plus de payer son loyer tel que décrit à l'article 4,1, Le Locataire devra assumer, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, les Taxes foncières telles que décrites aux articles 1.10 et 8.8. Une facture additionnelle sera transmise au Locataire par le service des finances du Locateur et devra être payée selon les conditions émises sur la facture, si applicable.

**4.4** **Paiement** : Toutes sommes en retard payable en vertu des présentes, y compris celles payables à titre d'intérêts, portera intérêt au taux annuel établi par le Service des Finances du Locateur dans le contexte de recouvrement.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

## ARTICLE 5
## CESSION ET SOUS-LOCATION

**5.1** **Modalités de cession, sous-location :** Le Locataire n'aura pas le droit, sans l'autorisation écrite préalable du Locateur, de céder, transférer ou grever tout ou partie de ses droits aux termes du présent Bail, de sous-louer les Lieux Loués en tout ou en partie, de permettre à un tiers de les occuper ou de les utiliser en tout ou en partie.

Si le Locataire cède le bail ou sous-loue les Lieux Loués après avoir obtenu l'approbation du Locateur, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire ou le sous-locataire de toutes les obligations contenues au présent Bail.

## ARTICLE 6
## TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

**6.1** Toute installation ou amélioration locative (ci-après appelée les « Travaux d'aménagement ») apportée aux Lieux Loués pendant l'occupation du Locataire dans les Lieux loués sera exécutée par le Locataire, le tout sujet à l'approbation préalable écrite du Locateur.

Le Locataire ne pourra, sans le consentement écrit et préalable du Locateur, faire aucun changement, réparation, amélioration, installation ou ajout aux Lieux Loués, soit avant ou pendant la durée du Bail.

Le Locataire devra utiliser des entrepreneurs qualifiés et détenant les licences, accréditations et permis requis, approuvés par le Locateur.

Si le Locataire entreprend des Travaux d'aménagement affectant d'une quelconque manière les murs, planchers, plafonds, systèmes ou autres composantes majeures du bâtiment, le Locataire devra, au préalable, soumettre au Locateur des plans et devis décrivant les travaux et obtenir son consentement écrit.

## ARTICLE 7
## OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

**7.1** **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public pendant la durée du Bail.

**7.2** **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

**7.3** **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager dans les espaces communs de l'Immeuble.

**7.4** **Température** : chauffer et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température convenable aux besoins du Locataire.

**7.5** **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

## ARTICLE 8
## OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

**8.1** **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

**8.2** **Usage** : prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement et n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureaux ou d'entreposage. Tout changement d'usage devra préalablement être approuvé par le Locateur.

**8.3** **Entretien intérieur** voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques.

**8.4** **Appareils et équipements** : Le Locataire ne peut installer, utiliser ou opérer de machines distributrices, appareils de cuisson ou tous autres appareils similaires sans le consentement écrit et préalable du Locateur.

**8.5** **Entreposage** : Le Locataire ne doit pas posséder dans les Lieux Loués des matières combustibles, inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses et n'utilisera dans les Lieux loués aucune autre source d'énergie que l'électricité de l'Immeuble.

**8.6** **Modification au Lieux loués** : n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

**8.7** **Responsabilité et assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

**8.8** **Responsabilité :** tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants ;

Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation.

**8.9** **Taxes :** assumer le paiement des Taxes foncières, des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

**8.10** **Circulation** : Le Locataire ne doit laisser ou permettre que soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les passages, entrées, trottoirs, corridors,

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

vestibules, halls, escaliers et issues de secours;

**8.11** **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

**8.12** **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

**8.13** **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

**8.14** **Système d'alarme** : Le Locataire peut s'il le désire installer un système d'alarme-intrusion dans les Lieux loués et ce, à la condition qu'il autorise le Locateur à pénétrer dans les Lieux loués pour des raisons exceptionnelles. Il devra donc fournir les informations nécessaires au Locateur pour donner accès aux Lieux loués.

**8.15** **Visite** : permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du Bail, que les Lieux loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer.

**8.16** **Remise des Lieux Loués** : remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties. Tout biens appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissés dans ou sur les Lieux loués à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation, ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

**8.17** **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locataire déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

## ARTICLE 9
## DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

**9.1** **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

**9.2** **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

**9.3** **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT DU LOCATAIRE

**10.1** **Modalités** : Les évènements suivants seront considérés comme étant des évènements de défaut selon les dispositions du présent Bail :

a) le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition du Bail prévoyant le paiement du Loyer, du Loyer additionnel ou tout autre montant devant être payé par le Locataire au Locateur en vertu du présent Bail, tel montant devant être réputé un loyer, payable et exigible de la même manière qu'un loyer et tel défaut continue pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet a été donné au Locataire par le Locateur;

b) le Locataire abandonne ou tente d'abandonner les Lieux loués avant l'expiration du présent Bail, que tel abandon soit à la connaissance ou non du Locateur OU les Lieux loués sont utilisés par toute autre personne ou compagnie autre que celle qui y a droit en vertu des présentes OU quelque procédure d'exécution d'un jugement rendu contre le Locataire ou en vertu de ce Bail est entrepris OU un agent agissant en vertu d'un acte de fiducie ou d'un acte d'hypothèque prend possession des actifs du Locataire;

c) le Locataire est en défaut de se conformer à tout engagement contenu aux présentes et/ou tente de se décharger de toute obligation stipulée au présent Bail (autre qu'un défaut de paiement du loyer ou tout autre coût) et que ce défaut perdure pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet ait été donné au Locataire par le Locateur, à moins qu'il soit impossible de remédier à tel défaut en toute diligence durant telle période de quinze (15) jours, auquel cas le Locataire aura droit d'obtenir, s'il en fait la demande écrite au Locateur avant l'expiration dudit délai, toute prolongation de temps raisonnable afin de permettre de remédier à tel défaut.

En cas de défaut du Locataire de se conformer aux dispositions des présentes, le Locateur aura le droit, à son absolue discrétion, de résilier le présent Bail et, en sus, le Locateur aura le droit, sans avis et sans nécessité d'intenter une procédure judiciaire, de reprendre immédiatement possession des Lieux loués et de disposer des effets du Locataire abandonnés dans les Lieux loués et ce, nonobstant toute loi à l'effet contraire, le tout sans préjudice de tout autre droit et recours en dommages-intérêts dont il pourrait se prévaloir contre le Locataire en raison de tout défaut de celui-ci.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

**ARTICLE 11**
**DIVERS**

**11.1** **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

**11.2** **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

**11.3** **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

**11.4** **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, pandémie, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

**11.5** **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

**11.6** **Responsabilité** : Le Locateur ne sera être tenu responsable de tout dommage causé au Locataire et/ou à ses dirigeants, officiers, employés, mandataires, représentants ou visiteurs ou à toute autre personne utilisant les installations présentes dans l'Immeuble, incluant les aires communes, ni de tout dommage provenant de l'utilisation de ces installations et de ces aires communes.

**11.7** **Suspension des services :** Le Locateur aura le droit, sans obligation ni responsabilité envers le Locataire, de suspendre ou modifier tout service qu'il doit fournir en vertu du présent Bail, pour le temps qu'il sera nécessaire ou qu'il jugera raisonnable, par suite d'un sinistre ou d'un accident ou dans le but de faire des réparations, remplacements, modifications ou améliorations ou pour toute autre cause hors de son contrôle. De plus, le Locateur n'encourra aucune responsabilité envers le Locataire par suite de tout défaut de fournir l'un ou l'autre de ces services, pour quelque raison que ce soit, et il n'en résultera aucune réduction de Loyer ni diminution des obligations du Locataire. Cependant, le Locateur devra, dans la mesure du possible, y remédier avec diligence et dans un délai raisonnable. Néanmoins, le Locateur sera en tout temps responsable des dommages causés par sa propre négligence ou par celle de ses employés, préposés, mandataires, sous-traitants, agents ou commettants.

**11.8** **Droit d'entrée :** Si le Locateur juge nécessaire de faire traverser les Lieux Loués par certains éléments des systèmes mécanique, électrique, de chauffage et de climatisation ou de plomberie, le Locataire autorise, par les présentes, le Locateur, ses représentants et ses entrepreneurs à exécuter ce travail dans les Lieux Loués, sans indemnisation ou réduction du Loyer du Locataire. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance avant la date à laquelle seront effectués les travaux à moins d'une situation d'urgence.

**11.9** **Aucune publicité :** Le Locataire ne pourra imprimer, publier, exposer, diffuser, afficher ou autrement offrir en tout ou en partie les Lieux Loués à des fins de cession, transfert ou sous-location et ne devra permettre à aucun courtier ou aucune autre personne de le faire, à moins que le texte complet, le format et le

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

médium n'aient été préalablement approuvés par écrit par le Locateur.

**11.10 Cession par le Locateur :** Si le Locateur loue, cède, ou autrement aliène l'Immeuble ou quelque partie de celui-ci ou encore cède le présent Bail ou tout droit, intérêt ou participation qu'il y détient, et dans la mesure où un tel acheteur ou cessionnaire assume les obligations du Locateur aux termes des présentes, ce dernier sera dès lors, ipso facto, dégagé et libéré de toute responsabilité à l'égard de ces obligations à titre de Locateur sans qu'aucune autre entente ultérieure ne soit nécessaire.

**11.11 Abandon des Lieux Loués :** Le Locataire ne devra, en aucun cas, laisser les Lieux Loués vacants ou les abandonner pendant la durée du présent Bail sans avoir obtenu préalablement le consentement écrit du Locateur.

## ARTICLE 12
## RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

**12.1 Règlement** : Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

## ARTICLE 13
## ANNEXES

**13.1 Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

► Annexe A : Plan des Lieux loués.

**13.2 Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

## ARTICLE 14
## ÉLECTION DE DOMICILE

**14.1 Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à :
immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à : immeubles.locations@montreal.ca

► Pour le Locataire :

ASSOCIATION DES EMPLOYÉS RETRAITÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL INC.

| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

Adresse : 791 rue Jarry Est
Montréal, Québec, H2P 1W3
Téléphone : (514) 272-0818
Courriel : aer@bellnet.ca

**14.2 Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

**14.3 Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

## ARTICLE 15
## ACCEPTATION

**15.1 Signatures** : Les Parties conviennent de s'échanger leurs signatures respectives du présent Bail par voie électronique. Une version signée échangée par courriel entre les Parties aura la valeur d'original et les Parties ne seront pas autrement obligées d'en faire la preuve.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties ont signé, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

**LOCATEUR**

_____
par : Domenico Zambito

Le 24 août 2022

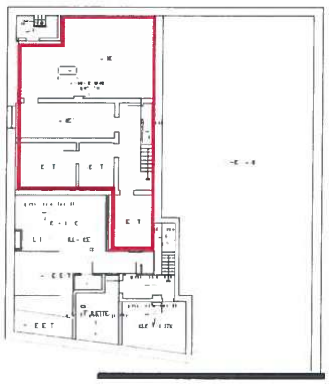
**LOCATAIRE**

_____
par : Jacques Guilmain

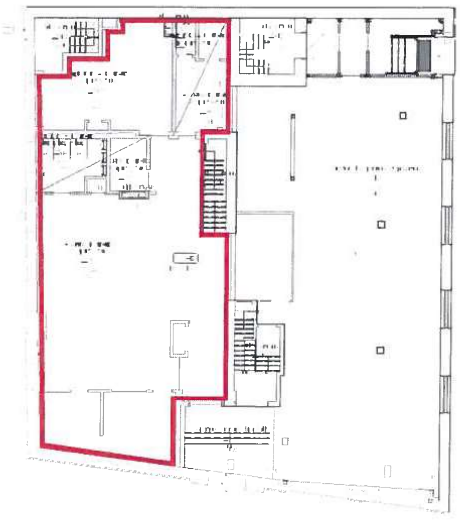
| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |
| | |

**Annexe A : Plan des Lieux loués**

Sous-sol :



Rez-de-chaussée :



| Paraphes | |
|---|---|
| Locateur | Locataire |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228682004*
Unité administrative responsable : *SSI – Division des Locations*
Projet : Nouveau bail pour l'Association des retraités de la Ville de Montréal pour la location d'un local à des fins de bureau, dans l'immeuble sis au 791 rue Jarry Est.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. *Priorité #20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Combler les locaux vacants de la Ville, par la location des espaces.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **x** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1226025009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division locations |
| **Objet :** | Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc., pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er octobre 2022, des locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble sis au 791, rue Jarry Est, d'une superficie d'environ 290,25 m², à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 2 750 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 55 669,68 $. Bâtiment 0377-101. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier joint.

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1226025009 - Ville loue à Ass. employés retraités Ville Mtl, 791 Jarry E.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-4232

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-29

Anjeza DIMO
Agente de gestion des ressources financières
**Tél :** 514-872-4764
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.030

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229196002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation |
| **Compétence d'agglomération :** | Élimination et la valorisation des matières résiduelles |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier non récurrent de 70 227,40 $ à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois provenant des abattages d'arbres urbains / Approuver un projet de convention à cette fin. |

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 70 227,40 $ à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois provenant des abattages d'arbres urbains pour l'année 2022-2023;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier pour une période d'un an, se terminant le 1er juin 2023;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-09 12:10

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1229196002** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation |
| **Compétence d'agglomération :** | Élimination et la valorisation des matières résiduelles |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier non récurrent de 70 227,40 $ à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois provenant des abattages d'arbres urbains / Approuver un projet de convention à cette fin. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du Programme de lutte contre l'agrile du frêne, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite valoriser les produits du bois issus de la valorisation des arbres urbains abattus en mettant en place des actions et outils de communication afin d'informer et d'encourager les services centraux, arrondissements et villes liées, ainsi que leurs citoyens et citoyennes, à l'utilisation de cette matière au sein de divers projets.
Bois Public est un organisme à but non lucratif dont la mission consiste à contribuer à l'économie circulaire en transformant les arbres publics en mobilier, à favoriser l'insertion socioprofessionnelle et à retourner les arbres publics à la communauté.

Bois Public a soumis au SGPMRS une demande de soutien financier pour les aider à mettre en oeuvre un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois provenant des abattages d'arbres urbains pour un montant de 70 227,40 $.

Le Plan de la forêt urbaine est considéré comme un programme d'envergure avec date de fin, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projet/programmes d'envergure.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0022 – 27 janvier 2022 – Accorder cinq contrats à Entrepreneur Paysagiste Strathmore (1997) ltée, Asplundh Canada ULC et Serviforêt inc. pour les travaux d'abattage de frênes dépérissants et d'arbres dépérissants d'autres essences dans les grands parcs de la Ville de

Montréal 2022-2023 - Dépense totale de 4 326 148,09 $, taxes, variations des quantités et contingences incluses - Appel d'offres public 21 19018 (6 soum.).

CG21 0329 – 17 juin 2021 – Accorder un soutien financier non récurrent de 152 856 $ au Centre de valorisation du bois urbain pour la transformation et la valorisation des billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en 2021, 2022 et 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG21 0035 – 28 janvier 2021 – Accorder un soutien financier de 57 487,50 $ à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion du programme de valorisation des arbres urbains. / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE19 0657 – 25 avril 2019 – Accorder un soutien financier de 129 470,00 $ à Bois Public pour la transformation d'environ 1 800 billots de frênes provenant de l'abattage des frênes dépérissants dans le réseau des grands parcs en environ 90 000 PMP de planches prêtes à être utilisées dans des projets d'ébénisterie. / Approuver un projet de convention à cette fin.

**DESCRIPTION**

Le soutien financier demandé par Bois Public contribuera à la continuation d'un plan de communication qui avait été implanté grâce à une contribution financière précédente. Le plan de communication porte sur le projet de valorisation des arbres abattus par le SGPMRS. Les coûts du projet sont présentés dans la demande de soutien financier de Bois Public, qui se trouve en pièce jointe.

Le plan de communication se décline en trois axes : la promotion (interne et externe) du bois de frêne montréalais, la documentation des projets et l'éducation citoyenne.

Le volet promotionnel permettra la diffusion de l'information grâce, entre autres, à la bonification du catalogue de produits de frêne montréalais développé dans l'entente précédente et à l'envoi d'infolettres. L'objectif est d'inspirer, conseiller et motiver les divers acteurs et actrices de la Ville de Montréal et des villes liées à utiliser et/ou à intégrer le frêne urbain à leurs projets.

Le volet documentation vise à capter des photos de projets déjà existants qui utilisent le frêne montréalais afin de les répertorier. Ces photos mettront en lumière l'éventail de réalisations possibles avec le bois montréalais.

Le volet éducatif vise à sensibiliser et à informer la population sur l'enjeu des frênes dépérissants à Montréal et sur leur potentiel de valorisation. Grâce à un atelier pédagogique, qui sera capté en vidéo, cet axe du plan de communication permettra de rapprocher les citoyens et citoyennes du frêne revalorisé qui est de plus en plus présent dans le décor montréalais.

Cette contribution financière représente 94 % du coût total du projet.

Il est à noter que Bois Public était partenaire dans les projets de valorisation des bois de frênes en 2018 et 2019 et a continué de faire la promotion de cette démarche en 2020 et 2021.

**JUSTIFICATION**

La proposition de projet et la mission de Bois Public cadrent bien avec les orientations et priorités de la Ville en matière de valorisation du bois.

L'agglomération montréalaise compte sur une multitude d'acteurs et d'actrices, autant à

l'interne qu'à l'externe, qui réalisent des ouvrages au bénéfice de la communauté. En développant un réseau de contacts, en informant ce réseau de la disponibilité du frêne et en inspirant les concepteurs et conceptrices, tant par des concepts originaux que par des réalisations passées, le présent projet favorisera la distribution et la réutilisation du bois de frêne montréalais.

De plus, ce projet fera la promotion du processus de valorisation du bois urbain auprès de la population dans le but de renforcer sa proximité au bois de frêne et son sentiment d'appartenance à la Ville de Montréal.

En somme, le projet qui vise à stimuler l'économie verte et l'implication citoyenne, s'inscrit dans les objectifs du plan Montréal 2030.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution est de 70 227,40 $ (sans taxes) et sera financé par le règlement d'emprunt d'agglomération RCG 21-016 - « Plan de gestion de la forêt urbaine ».

| Projet | 2022 (sans taxes) | 2023 (sans taxes) | Total (sans taxes) |
|---|---|---|---|
| Contribution financière à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois de frêne | 52 670,55 $ | 17 556,85 $ | 70 227,40 $ |

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Une contribution financière a été accordée en 2019 à Bois Public pour un montant de 129 470,00 $ (sans taxes) (Résolution CE19 0657). Ce montant représentait 63 % du projet.

Une contribution financière a été accordée en 2020 à Bois Public pour un montant de 57 487,50 $ (sans taxes) (Résolution CG21 0035). Ce montant représentait 70 % du projet.

Modalités de versement :

- Un premier versement de 25 % de la valeur de l'entente (17 556,85 $ sans taxes) serait fait dans les 30 jours suivant la signature de l'entente (à la fin septembre);
- Un deuxième versement de 25 % de la valeur de l'entente (17 556,85 $ sans taxes) dans les 30 jours suivant l'envoi de la première infolettre (à l'automne 2022);
- Un troisième versement de 25 % de la valeur de l'entente (17 556,85 $ sans taxes) dans les 30 jours suivant la captation de la vidéo – atelier citoyen (à l'automne 2022);
- Le dernier versement de 25 % de la valeur de l'entente (17 556,85 $ sans taxes) dans les 30 jours suivant l'envoi du catalogue (à l'hiver 2023).

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion et en équité.
Le projet contribue à la priorité #2 de Montréal 2030 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

Le projet contribue à la priorité #4 de Montréal 2030 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

Le projet contribue à la priorité #5 de Montréal 2030 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Le projet contribue à la priorité #10 de Montréal 2030 : Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens, la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.

Le dossier contribue également à l'atteinte de l'objectif « Croissance de la forêt urbaine » du volet 1 du Plan nature et sports du SGPMRS, notamment en améliorant la gestion des résidus de bois d'abattage.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'octroi du soutien financier doit être fait à la séance du conseil d'agglomération du 22 septembre 2022 pour mettre en action le plan de communication et permettre rapidement la diffusion des infolettres.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Nous ne prévoyons pas de retard dans l'exécution des travaux lié à la COVID-19. Advenant l'imposition de mesures sanitaires et que l'organisme ne puisse remplir tous ses engagements, l'aide financière serait ajustée.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par le comité exécutif : 7 septembre 2022.

Approbation par le conseil municipal : 19 septembre 2022.

Approbation par le conseil d'agglomération : 22 septembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Eve MALÉPART, Direction générale
Gustavo RIBAS, Direction générale

Lecture :

Gustavo RIBAS, 5 août 2022

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Xavier NOEL-MONASTESSE
ingenieur(e) forestier

**Tél :** 514 241-8500
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-14

Daniel BÉDARD
Chef de division

**Tél :** 514 872-1642
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Anne DESAUTELS
Directrice - direction des grands parcs et milieux naturels
**Tél :** 514 280-6721
**Approuvé le :** 2022-08-05

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

**Tél :** 514.872.1456
**Approuvé le :** 2022-08-08

# DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE 2022

Valorisation des arbres
des Grands Parcs de Montréal

BOIS PUBLIC

# TABLE DES MATIÈRES


1 — Mise en contexte

2-4 — Présentation de Bois Public

- Qui sommes-nous?
- Équipe
- Travailler avec nous c'est...
- Nos partenaires

5 — Nos partenaires

6-9 — Retour sur projet 2020-2021

10 — Proposition 2022

11-15 — Plan de communication

- Publics cibles
- Objectifs de communication
- Stratégies de communication
- Planification 2022

16-17 — Coûts du projet

18 — Conclusion

19 — Vision 2023

20 — Annexe

# MISE EN CONTEXTE À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

L'année 2021 est loin d'être une année ordinaire, celle-ci vient marquer la cinquième année de Bois Public. Il est fascinant de voir l'évolution que nous avons eu au fil du temps et tout particulièrement, celle que nous avons avec Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de Montréal. Après une fantastique année à travailler avec le SGPMRS dans la promotion de son projet de valorisation des arbres, il nous fait plaisir de vouloir renouveler l'expérience.

Le service valorisera d'importantes quantités de bois en 2022 et nous croyons être un élément clé à la circulation/retour de cette matière au sein de la communauté. Les impacts positifs du dernier projet nous amène à poursuivre encore plus loin notre accompagnement. Étant une importante figure de l'économie circulaire et sociale à Montréal, nous sommes persuadés que la force de notre réseau peut réellement faire la différence dans un projet comme celui-ci.

C'est ce qui nous amène à continuer à prendre part à conserver le patrimoine naturel de Montréal par le biais de la transition écologique.

# NOUS SOMMES BOIS PUBLIC

Avec la collaboration de nos partenaires, nous rêvons de créer un projet de société rassembleur. Transformer le bois des arbres abattus, un acte empreint d'une volonté partagée pour la préservation de l'environnement et de notre patrimoine.



**Notre leitmotiv |**
Contribuer à l'essor d'une économie circulaire à richesse sociale.

**Notre mission |** Faire du bois revalorisé une richesse commune.

Marie-Ève Dontigny

Directrice générale

Amélie Charbonneau

Chargée de projet & designer

Alexandre Lortie

Adjoint de direction
& ébéniste

Mathieu Hochedez

Graphiste

# ÉQUIPE

Unie à la base par une passion commune envers le développement durable, notre équipe, bien que petite, est plus que complète. Sous le même organisme, plusieurs forces et champs d'expertise se retrouvent : ébénisterie, design de l'environnement, graphisme, développement d'affaires, marketing, communication et gestion. Mais notre plus-value réside dans la qualité des humains derrière Bois Public : des gens authentiques, chaleureux et dévoués.

# TRAVAILLER AVEC BOIS PUBLIC C'EST ...

Contribuer au mouvement d'économie circulaire et répondre à la demande citoyenne en matière d'implication socio-environnementale.

Une collaboration hautement pertinente dans le cadre du Plan de transition écologique émis par la ville.

Profiter du rayonnement positif qu'engendre la marque Bois Public auprès des citoyens.

Travailler avec un partenaire parfaitement au fait des rouages de l'appareil municipal. Autrement dit, collaborer avec nous, c'est simple.

Cultiver un sentiment d'appartenance fort entre les municipalités et les citoyens avides d'initiatives porteuses de changement.

Pouvoir communiquer au sujet de la traçabilité des matières utilisées.

Selon les paramètres de vos projets, nous pouvons agir à titre d'agent en service-conseil, de concepteur et/ou à titre de fabricant.

# NOS PARTENAIRES

# RETOUR SUR PROJET 2020-2021

## Vidéo et catalogue

Grand succès auprès des acteurs de la Ville de Montréal et des divers partenaires de Bois Public.

En plus d'avoir été diffusée largement, la vidéo fût partagée par nos collaborateurs à l'international et certains extraits ont même été présentés à Télé-Québec durant l'hiver 2022 !

Envoyée à plus de 200 personnes au sein de la Ville de Montréal, la première version du catalogue eut pour effet de créer un engouement et ouvrit le dialogue sur la possibilité d'utiliser le bois de frêne dans plusieurs projets montréalais.
Il fut intéressant également de rassembler les commentaires/ suggestions des différents acteurs en vue d'une deuxième version de ce catalogue. Plusieurs personnes attendent ce prochain catalogue avec impatience !

# RETOUR SUR PROJET 2020-2021

## Rayonnement (Promotion)

Fort de son réseau, Bois Public eut la chance de participer et de faire rayonner le projet de valorisation du SGPMRS auprès de :

Consulter

### Portait/entrevue, L'avenir nous appartient, Télé-Québec (diffusé à l'hiver 2022)

– PARTICIPANT

### 1st Local wood summit par Local Sonian Wood Coop, Bruxelles, Belgique

– PANÉLISTE

### Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), Atelier – logisticiens

– PARTICIPANT

### Parcours Développement durable Montréal, Panel : Développement durable et l'économie circulaire

– PANÉLISTE

# RETOUR SUR PROJET 2020-2021

## Rayonnement (Promotion) suite

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) organisation internationale

– PARTICIPANT/ ÉTUDE DE CAS (VOIR ANNEXE)

Consulter

Baron Mag, Entrevue/article, Valoriser la nature, valoriser l'humain : deux quêtes qui empruntent le même chemin chez Bois Public

– PARTICIPANT

Consulter

Index-design, Entrevue/article, Meubles et objets : récupération et up-cycling comme processus créatif

– PARTICIPANT

# RETOUR SUR PROJET 2020-2021

## Volet éducatif

### Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie :

Atelier ludique de personnalisation de flèches avec le frêne de Montréal dans une ruelle verte.

### Regroupement des éco-quartiers (REQ) :

Atelier ludique de personnalisation de flèches avec le frêne de Montréal donnés dans des ruelles vertes des arrondissements : Montréal–Nord, Villeray et Sud-Ouest.

### École nationale du meuble et de l'ébénisterie (Campus de Montréal) :

Participation au salon stage et emploi. Endroit privilégié pour parler aux professeurs et étudiants de notre importante mission et collaboration avec le SGPMRS. L'école et ses étudiants s'approvisionnent maintenant chez Bois Public pour leurs besoins en bois massif.

# PROPO-SITION 2022

Suite au succès retentissant du projet 2020-2021, il nous fait plaisir de vous présenter une offre qui répondra adéquatement aux besoins de la Ville de Montréal pour l'année à venir. Nous vous proposons cette année de travailler avec des outils similaires à ceux utilisés dernièrement.

## Promotion

Nous souhaitons continuer à mettre l'accent sur à la promotion interne et externe du bois revalorisé.
Le (premier) catalogue 2020-2021 s'est avéré un excellent outil pour ouvrir le canal de communication avec les différents acteurs au sein de la Ville de Montréal.

Nous souhaitons continuer à bonifier ce catalogue cette année en considérant les commentaires reçus durant la dernière année. Il fut intéressant d'observer que la puissance de notre réseau interne chez Bois Public peut réellement faire la différence. En discutant avec plusieurs collaborateurs de l'économie circulaire et sociale de Montréal, nous nous sommes rendu compte que notre réseau était une ressource incroyable pour retourner encore plus de bois aux citoyens. C'est pour cette raison que nous souhaitons travailler davantage avec ceux-ci et du même coup rentrer directement dans la mission de Bois Public, c'est-à-dire : retourner les arbres à la communauté.

## Documentation de projet

Comment le bois a-t-il été retourné à la communauté ? Rien ne vaut de belles images pour documenter ces réalisations et inspirer d'autres acteurs de la Ville de Montréal à faire de même. Nous vous proposons ici de capter des photos, tout au long de l'année, des projets réalisés à partir du frêne montréalais. Ces images pourront par la suite être réunies dans un seul document faisant état des possibilités infinies qu'offre cette fantastique matière recyclée.

## Volet éducatif

Retourner des arbres sous forme de mobilier est fantastique. Mais, si nous pouvions aller encore plus loin ? Et si nous pouvions contribuer à informer davantage les citoyens ?

Ces questions sont souvent venues sur le sujet au sein de notre équipe durant de la dernière année.
En effet, étant souvent sur le terrain pour des évènements et/ou de l'installation, nous sommes appelés à parler très fréquemment avec des curieux. Passionnée par notre boulot, notre brigade prend toujours bien le temps d'expliquer le projet de valorisation des arbres de Montréal. Et si nous pouvions prendre une part plus active à sensibiliser les Montréalais ?
Voilà pourquoi nous souhaitons développer un atelier expliquant le processus de valorisation des arbres accessibles aux petits et aux plus grands. En plus de développer cet atelier, Bois Public aimerait capter des images de l'impact que peut avoir notre organisme au sein des communautés en informant et sensibilisant ceux-ci.

Vous trouverez à la page suivante le plan de communication proposé mettant en œuvre cette proposition.

# PLAN DE COMMUNICATION

## - Publics cibles

### Groupes prioritaires

Les dix-neuf arrondissements, les services centraux de la Ville de Montréal, les entités paramunicipales, les villes liées de l'agglomération de Montréal et ses citoyen(ne)s.

### Groupes secondaires

Organismes, coopératives, écoles et autres acteurs de l'économie sociale de Montréal.

# PLAN DE COMMUNICATION

## - Objectifs de communication

1. Faire rayonner les efforts concertés mis en œuvre par la Ville de Montréal et Bois public pour la transition écologique par la valorisation des arbres.

2. En collaboration avec le SGPMRS, informer, sensibiliser et éduquer les publics cibles sur les enjeux liés à l'agrile du frêne et l'utilisation du bois de frêne.

3. Informer et diffuser auprès des publics cibles la disponibilité du bois pour des projets de retour à la communauté.

4. Développer le sentiment d'appartenance des publics cibles.

5. Sensibiliser et favoriser l'usage du bois recyclé afin de développer des réflexes lors de la conception de projet.

6. Mettre à profit notre expertise en ébénisterie écoresponsable auprès des acteurs de la Ville ( conseils, suggestions, accompagnement, etc...).

7. Faire connaître notre service design personnalisé et adapté aux besoins de la ville axé sur l'écoconception.

8. Faire connaître notre service de fabrication par des entreprises d'insertion socioprofessionnelle, d'économie sociale, locales qui ont le développement durable à cœur ainsi que par des écoles d'ébénisterie et des coopératives.

# PLAN DE COMMUNICATION

## - Stratégies de communication

**1.** Miser sur le sentiment d'appartenance des citoyens, des services et arrondissements envers la richesse et l'histoire que représentent nos arbres montréalais.

**2.** Démontrer l'ouverture, la créativité et la fierté de la ville à travailler avec ses ressources naturelles locales.

**3.** Continuer de développer des liens et de cibler les bons acteurs de l'économie circulaire/sociale qui pourraient contribuer au retourner la matière à la communauté.

**4.** Contribuer à des ateliers de formation en ébénisterie travaillant le bois de Montréal par nos partenaires.

**5.** Démontrer par le biais d'un portfolio, les réalisations possibles grâce au bois valorisé (d'un projet simple à quelque chose de plus complexe).

**6.** Profiter des événements et activités publiques pour renforcer les relations entre les citoyens par une approche participative (atelier de fabrication extérieur, table d'animation de rue, kiosques informatifs).

**7.** Profiter de notre tribune locale et internationale en développement durable, pour partager notre parcours qui a pris naissance grâce à la Ville de Montréal et qui continue d'être notre partenaire le plus important.

**8.** Faciliter et stimuler l'utilisation du bois recyclé par la bonification du catalogue de produits destiné à la Ville de Montréal montrant les diverses possibilités. Valoriser et diffuser sur nos différentes plateformes les projets réalisés à partir du bois local.

**9.** Valoriser la collaboration et la complémentarité entre la Ville de Montréal et Bois Public. Tenir informée la Ville des actions posées par Bois Public en faveur de la valorisation des arbres de Montréal, des projets qui en découlent et de la répercussion citoyenne.

# PLAN DE COMMUNICATION

## - Planification 2022

| OUTILS | CONTENU | ENVOI INSTALLATION DISTRIBUTION | PÉRIODE |
|---|---|---|---|
| Base de données (promotion interne) | Bonification de la liste actuelle de contact au sein de la Ville de Montréal avec l'aide du SGPMRS. | Document monté sur Excel ainsi que sur Mailchimp. Cette liste sera utilisée pour l'envoi des infolettres et du catalogue. | Automne - hiver 2022 et hiver 2023 |
| Base de données (externe) | Bonification de la liste actuelle de contact de Bois Public (OBNL, organismes communautaires, etc...). | Document monté sur Excel ainsi que sur Mailchimp. Cette liste sera utilisée pour l'envoi des infolettres et du catalogue. | Automne - hiver 2022 et hiver 2023 |
| Infolettre 1 | Partage du premier concept (design) pour 2022 et de la disponibilité du bois. | Envoi aux bases de données interne et externe via Mailchimp. | Automne 2022 |
| Infolettre 2 | Partage du deuxième concept (design) pour 2022 et de la disponibilité du bois. | Envoi aux bases de données interne et externe via Mailchimp. | Automne 2022 |
| Infolettre 3 | Partage des troisièmes et quatrièmes concepts (design) pour 2023 et de la disponibilité du bois. | Envoi aux bases de données interne et externe via Mailchimp. | Hiver 2023 |
| Atelier participatif citoyen | Atelier de sensibilisation sur la Valorisation des arbres de Montréal. | Ruelle verte de Montréal. | Automne 2022 |

# PLAN DE COMMUNICATION

## - Planification 2022 (suite)

| OUTILS | CONTENU | ENVOI INSTALLATION DISTRIBUTION | PÉRIODE |
|---|---|---|---|
| Catalogue | Bonification et mise à jour du catalogue créé pour la Ville de Montréal en 2021. Cette version viendra ajouter/regrouper : les nouveaux concepts élaborés et envoyés par infolettre en 2022. De plus, nous pourrons y retrouver un minimum de 8 projets réalisés au courant de l'année à partir du bois valorisé de Montréal. | Envoi aux bases de données internes et externes via Mailchimp. | Hiver 2023 |
| Photos prototypes + projets (8 projets/ sites max) | | Dans les infolettres envoyées au courant de l'année + une version regroupée dans le catalogue de l'automne 2022. | En continu durant 2022 et l'hiver 2023 |
| Vidéo-Atelier participatif citoyens | Captation vidéo (caméra et drone) de l'atelier extérieur donné par Bois Public auprès de la communauté. | Sera diffusée sur nos réseaux sociaux et sur l'infolettre 3. | Automne 2022 |
| Invitation électronique | Portes ouvertes chez Bois Public dédiées spécialement aux acteurs de la Ville de Montréal. | Envoi avec l'infolettre 3 à la base de données interne via Mailchimp. | Hiver 2023 |
| Affiches portes ouvertes Bois Public | Informations concernant les portes ouvertes dédiées spécialement aux acteurs de la Ville de Montréal. | Dans le bâtiment occupé par Bois Public. | Hiver 2023 |
| Échantillons de bois de Montréal | Échantillons de bois valorisé de Montréal. | Disponible en tout temps à l'atelier Bois Public. | En continu durant 2022 et l'hiver 2023 |
| Prototypes | Mise à disposition des prototypes auprès des acteurs de la Ville de Montréal. | Disponibles dès leurs fabrications en tout temps à l'atelier Bois Public. | En continu durant 2022 et l'hiver 2023 |

# COÛTS DU PROJET

| | QUANTITÉ | TAUX $ | TOTAL $ |
|---|---|---|---|
| **Volet éducatif** | | | |
| Développement volet éducatif (hres) | 40 | 97.73 $ | 3909.20 $ |
| Vidéo: Captation d'un atelier sur la valorisation des arbres auprès de citoyens (caméra/drone/montage/ musique par artiste montréalais) | 1 | 5748.75 $ | 5748.75 $ |
| Photos - atelier citoyens | 1 | 1149.75 $ | 1149.75 $ |
| **Infolettre et catalogue** | | | |
| Design produits catalogue (hres) | 120 | 97.73 $ | 11 727.60 $ |
| Fabrication (prototypage) pour catalogue (hres) | 120 | 97.73 $ | 11 727.60 $ |
| Service d'accompagnement - ajout de l'option composantes de frêne dans le catalogue de mobilier urbain de la Ville de Montréal | 20 | 97.73 $ | 1954.60 $ |
| Montage graphique catalogue et infolettres | 1 | 8048.35 $ | 8048.35 $ |
| Photos prototypes + projets (8 projets/sites max) | 1 | 11497.50 $ | 11497.50 $ |
| Chargée de communication ( base de données + publications réseaux sociaux + rédaction/montage/envois infolettres ) (hres) | 100 | 97.73 $ | 9 773 $ |
| Promotion interne (rencontres, conseils) (hres) | 40 | 97.73 $ | 3 909.20 $ |
| Phase 2 développement des marchés externes - OBNL, organismes communautaires etc..(hres) | 8 | 97.73 $ | 781.85 $ |

| | |
|---|---|
| **Total** | **70 227.40 $** |

# COÛTS DU PROJET

## Termes de l'entente

La présente entente couvre les frais générés par la mise en place et exécution du plan de communication en lien avec les projets de valorisation des arbres de la Ville de Montréal.

*COVID-19 : Bois Public ne peut être tenu en aucun cas responsable des délais et/ou changements de procédure en lien avec la COVID-19.*

## Financement demandé

Par la présente, nous demandons une aide financière de 70 227.40$ afin de couvrir les coûts générés par la création et mise en exécution du plan de communication ci-joint.

## Modalités

Premier versement représentant 25% du contrat au montant de 17 556.85 dollars (17 556.85 $) dans les trente (30) jours à la signature du contrat.

Deuxième versement représentant 25% du contrat au montant de 17 556.85 dollars (17 556.85 $) dans les trente (30) jours suivant l'envoi de la première infolettre.

Troisième versement représentant 25% du contrat au montant de 17 556.85 dollars (17 556.85 $) dans les trente (30) jours suivant la captation du vidéo - atelier citoyens.

Quatrième versement représentant 25% du contrat au montant de 17 556.85 dollars (17 556.85 $) dans les trente (30) jours suivant l'envoi du catalogue.

# CONCLU-SION



C’est avec beaucoup confiance et de fierté que nous envisageons le projet de l’année 2022 avec le SGPMRS. Notre volonté de nous rapprocher encore plus de la communauté montréalaise vient une fois de plus renforcer notre mission organisationnelle et sociale. C’est donc avec beaucoup d’enthousiasme que nous travaillerons au courant de l’année avec notre réseau riche en valeurs humaines, circulaires et sociales à retourner une partie du patrimoine montréalais à sa communauté.

# VISION 2023

« … Bois Public est heureux de continuer à voir plus loin et grand. »

Fidèle collaborateur depuis maintenant 5 ans auprès du SGPMRS, Bois Public est heureux de continuer à voir plus loin et grand. Les échanges de la dernière année avec les différents acteurs, organismes et citoyens sont venus confirmer l'importance de Bois Public au sein du projet de valorisation des arbres de Montréal. Nous sommes un organisme fièrement montréalais et c'est avec ce fort sentiment d'appartenance que nous nous projetons déjà en 2023.

Comment voit-on cette année qui semble si loin, mais qui est si proche ? Exactement comme celle que nous voyons pour 2022. C'est-à-dire, en poursuivant l'accompagnement auprès de projets à valeur sociétale et environnementale qui viennent s'imbriquer totalement dans l'importante transition écologique de Montréal.

# ANNEXE

Consulter le document

BOIS PUBLIC

Marie-Eve Dontigny | Directrice générale
438-788-3837 ext: 1 | marie-eve@boispublic.org

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **Bois Public**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2050 rue Dandurand, suite 300, Montréal, Québec, H2G 1Y9, agissant et représentée par Marie-Ève Dontigny, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 746033125 TR0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1224129587 TQ001
Numéro d'entreprise du Québec : 1172128341

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme contributeur à l'économie circulaire en valorisant les arbres publics de façon à les retourner à la communauté;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

### 4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

### 4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas

échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201,

Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

### 4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

### 5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-dix mille deux cent vingt-sept dollars et quarante cents (70 227,40 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

### 5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en quatre versements :

- un premier versement au montant de dix-sept mille cinq cent cinquante-six dollars et quatre-vingt-cinq cents (17 556,85 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de dix-sept mille cinq cent cinquante-six dollars et quatre-vingt-cinq cents (17 556,85 $) dans les trente (30) jours suivant l'envoie de la première infolettre;

- un troisième versement au montant de dix-sept mille cinq cent cinquante-six dollars et quatre-vingt-cinq cents (17 556,85 $) dans les trente (30) jours suivant la captation de la vidéo;

- et un quatrième versement au montant de dix-sept mille cinq cent cinquante-six dollars et quatre-vingt-cinq cents (17 556,85 $) dans les trente (30) jours suivant l'envoie du catalogue.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

### 5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le

montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1er juin 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 2050, rue Dandurand, suite 300, Montréal, Québec, H2G 1Y9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### 13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de juillet 2022

**BOIS PUBLIC**

Par : _____
Marie-Ève Dontigny, Directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ____e jour de _____ 2022 (Résolution CG 22__).

## ANNEXE 1

## PROJET

Voir la demande de contribution financière de l'Organisme intitulée «Demande d'aide financière 2022 — Valorisation des arbres des Grands Parcs de Montréal». Document de vingt-trois (23) pages.

**ANNEXE** 2

**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL**

Ce protocole définit les dispositions que Bois Public (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

# 1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

# 2 COMMUNICATIONS

## 2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

## 2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

## 2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

## 2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

# 3 MODALITÉS

## 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

## 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

## 3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

**IMPORTANT :**

**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.**

**Grille d'analyse Montréal 2030**
Numéro de dossier : *1229196002*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Accorder un soutien financier à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois provenant des abattages d'arbres urbains.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | oui | non | s. o. |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | x | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

4- Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

5- Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

10- Accroitre la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens, la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

2- Montréal est présentement engagé à lutter contre l'agrile du frêne pour préserver ses espaces verts. La valorisation des bois abattus, qui représente une part importante de cette lutte, permet de retourner le frêne aux décors montréalais.

4- Le bois de frêne est un produit local et écoresponsable dont la valorisation s'inscrit dans un processus d'économie circulaire. La proposition de Bois Public favorisera un foisonnement de projets qui permettront le retour des bois abattus vers les citoyens, transformant de ce fait la menace de l'agrile du frêne en opportunités multiples pour les acteurs du milieu.

5- Sans les efforts de valorisations du bois de frêne, auxquels le projet de Bois Public participe, les bois abattus seraient considérés comme une matière indésirable dont il faut se débarrasser à coûts considérables. Inversement, ce bois gagne actuellement une deuxième vie, diminuant ainsi les coûts de gestion de cette matière résiduelle.

10- L'atelier éducatif proposé par Bois Public vise à impliquer les citoyens et à développer leur sentiment d'appartenance à la Ville.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229196002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier non récurrent de 70 227,40 $ à Bois Public pour un plan de communication visant la promotion de la valorisation du bois provenant des abattages d'arbres urbains / Approuver un projet de convention à cette fin. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds_GDD 1229196002.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-3580

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-20

Alpha OKAKESEMA
Conseiller(ère) budgétaire
**Tél :** 514 872-5872
**Division :** Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.031

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229664001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier totalisant 180 000 $ à l'organisme Festival du nouveau cinéma de Montréal pour l'organisation de la 51e édition du Festival du nouveau cinéma 2022 du 5 au 16 octobre 2022. Approuver le projet de convention à cet effet. |

Il est recommandé au conseil municipal:
1- d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 180 000 $ à l'organisme Festival du nouveau cinéma de Montréal, pour soutenir la 51e édition du Festival du nouveau cinéma de Montréal du 5 au 16 octobre 2022;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement du soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-29 10:24

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229664001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier totalisant 180 000 $ à l'organisme Festival du nouveau cinéma de Montréal pour l'organisation de la 51e édition du Festival du nouveau cinéma 2022 du 5 au 16 octobre 2022. Approuver le projet de convention à cet effet. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2022, le Festival du nouveau cinéma de Montréal (FNC) présentera la 51e édition de l'événement du 5 au 16 octobre 2022. Après avoir célébré son 50e et proposé des plates-formes numériques innovantes pour s'adapter au contexte sanitaire dû à la COVID-19, le Festival du nouveau cinéma revient en 2022 avec des événements et un accueil complet en salles. Comme par le passé, la mission première du Festival du nouveau cinéma de Montréal est d'offrir aux publics dans toute leur diversité, une véritable immersion à travers une expérience unique, qui va au-delà d'un simple visionnement de film. Pour 2022, l'objectif du FNC est entre autre de démocratiser l'accès à la culture et faire découvrir de nouveaux talents tout en soutenant le rayonnement des créateurs québécois.
Le présent sommaire fait état d'une contribution financière pour supporter l'organisme dans un déploiement pérenne de son festival.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM21 0568 - 18 mai 2021 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 180 000 $ au Festival du Nouveau cinéma de Montréal pour l'organisation de la 50e édition du Festival du nouveau cinéma 2021 / Approuver les projets de conventions à cet effet
CE21 1059 - 9 juin 2021 - d'accorder un soutien financier et technique totalisant la somme de 2 594 750 $, aux organismes ci-après désignés pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel à projets Agir pour l'animation du centre-ville par les festivals et événements 2021
CM20 0157, 24 février 2020 : Accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'organisme "Festival du nouveau cinéma de Montréal", pour soutenir la 49e édition du Festival du nouveau cinéma 2020 / Approuver un projet de convention à cette fin.
CM19 0425, 15 avril 2019 : Accorder un soutien financier de 180 000 $ au Festival du nouveau cinéma de Montréal pour soutenir la 48e édition du Festival du nouveau cinéma 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet.
CE19 1515 - 2 octobre 2019 - d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 356 750 $ aux huit organismes culturels ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Initiatives collaboratives art-industrie-savoir en créativité numérique 2019-2020, de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM)

**DESCRIPTION**

Le FNC positionne notre métropole sur la scène internationale au sein des réseaux les plus influents de l'industrie cinématographique. Il fait partie des plus grands festivals de son créneau en Amérique du Nord et est, à ce titre, un important port d'accès sur le monde pour les artistes et le public d'ici. Chaque année de nombreuses activités sont mises en place pour et par les communautés majeures de la métropole. Dans ce sens, en 2022 le FNC renouvelle son partenariat historique avec le Wapikoni Mobile (déjà plus de 10 ans de partenariat) et il accueillera un programme de courts métrages ainsi qu'une soirée spéciale en l'honneur de la création autochtone.
Le FNC est le plus important festival de cinéma international généraliste au Québec et le plus ancien au Canada et il est reconnu pour la qualité et l'audace de sa programmation. En 2022, le Festival a développé une programmation de projection de films et d'activités professionnelles pour tout les cinéphiles:

- Une compétition internationale de longs et courts métrage
- Plus de 200 oeuvres en provenance de 57 pays
- Plusieurs activités de maillage de l'industrie cinématographique (réalisateur, producteur, étudiant, etc.)
- Des volets de programmation orientés vers l'éducation (public jeunesse, médiation, etc.)

Le Festival du nouveau cinéma de Montréal a développé, depuis sa création, une programmation riche et relevée qui permet aux Montréalaises et aux Montréalais de découvrir le cinéma d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Voici quelques éléments de la programmation pour les professionnels et la relève:

**NOUVEAU MARCHÉ: Nouveauté 2022**
Plus que jamais, le Québec occupe une position stratégique puisque le Canada, premier pays hors Europe à être devenu membre du fonds Eurimages, est également le pays concluant le plus de traités bilatéraux du monde, après la France. Le marché du Festival du nouveau cinéma est, à ce jour, le seul marché de coproduction en Amérique du nord à présenter des projets VR (réalité virtuelle) et des longs métrages de fiction d'ici et de l'international au stade de développement. À travers des séances de "pitch" et des activités de maillage, le FNC encourage les rencontres et fait de Montréal un lieu stratégique pour la création du meilleur du cinéma actuel. Dans ce contexte, plusieurs activités ont été mise sur pieds afin de favoriser les rencontres des professionnels de l'industrie.

**FORUM FNC: Nouvelle édition**
Cet espace de rencontre et outil pour les professionnels de l'industrie du cinéma. Le Forum se déroulera au Coeur des Sciences de l'UQAM. Lors de ces Forums, des professionnels de l'industrie d'ici et du monde entier sont invités à participer à des ateliers et à des discussions autour de la création, du financement et de la distribution de films et d'œuvres nouveaux médias. Plus que jamais, l'industrie à besoin de se réunir et de réfléchir sur de nouveaux sujets et paradigmes.

**FIRST CUT LAB (FORUM) : Nouvelle édition pour la relève**
Le First Cut Lab FNC Montréal est un programme qui propose une sélection de 3 longs métrages de fiction en phase de montage en provenance du Canada, soutenus par le Festival du nouveau cinéma de Montréal et présentés par Netflix. Les équipes de producteurs/réalisateurs sélectionnés projettent leur montage complet lors d'une session privée et reçoivent des commentaires de la part de trois professionnels internationaux (producteurs créatifs, programmateurs de festivals, agents de vente, etc.) ainsi que des

conseils sur mesure d'un éditeur consultant. L'objectif principal de ce projet est de favoriser le potentiel artistique des premiers montages sélectionnés et, en même temps, d'augmenter le potentiel de vente, de festival et de circulation des films achevés.

**FNC CAMPUS: Nouveauté 2022 pour la relève**
Inauguré en 2022, le FNC Campus regroupe toutes les activités dédiées à la professionnalisation des jeunes étudiants en cinéma et en nouveaux médias. Ce nouveau projet destiné aux étudiants en cinéma et en nouveaux médias du Québec, soutenu par le Secrétariat à la Jeunesse, vise à encourager la relève artistique québécoise et canadienne. Les activités se déroulent à Montréal (pendant le Festival) et dans plus de 15 écoles et universités du Québec durant l'année.

**JUSTIFICATION**

La Ville de Montréal affiche sa volonté de poursuivre son appui financier à l'organisme, pour lui permettre de consolider ses activités et produire un festival de qualité. L'événement participe au positionnement international de Montréal comme plaque tournante de la diffusion et de la création artistique.

Les festivals et événements contribuent à faire rayonner la vitalité culturelle de notre métropole ; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et cinématographique et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

Avec sa programmation, le Festival du nouveau cinéma Montréal a pour objectif de :

- Stimuler l'activité culturelle et économique et participer à la relance post-pandémique;
- Soutenir l'écosystème cinématographique, culturel et touristique;
- Demeurer un moteur créatif et économique malgré la crise.

Le soutien financier à l'organisme reste essentiel pour poursuivre sa mission qui demeure, entre autres, de contribuer à la qualité de vie des Montréalais.es et continuer de positionner et renforcer Montréal comme une "Ville de festivals"

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

| | | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| | **Total :** | **205 000 $** | **180 000 $** | **180 000 $** |
| **Culture** | CE19 1515 | 25 000 $ | | |
| | CM19 0425 | 180 000 $ | | |
| | CM20 0157 | | 180 000 $ | |
| | CM21 0568 | | | 180 000 $ |
| **Développement économique** | CE21 1059 | | | 125 000 $ |

Le coût total maximal de cette contribution financière de 180 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre. La contribution de 180 000 $ en 2022 représente 4,9 % du budget déposé par l'organisme (3 660 463 $).

La contribution de 180 000 $ en 2021 représentait 6,24 % du budget déposé par l'organisme (2 882 779 $). La contribution de 125 000 $ du Service du développement économique en 2021 a été attribuée de façon non récurrente dans le cadre de l'appel à projets Agir pour l'animation du centre-ville par les festivals et événements en 2021.

**MONTRÉAL 2030**

Le financement du FNC s'inscrit directement dans le *Plan stratégique 2030* de la Ville de Montréal. Plus précisément, ce soutien financier suit particulièrement l'orientation:

- Stimuler l'innovation et la créativité à travers la priorité no.15 *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

Cette orientation fait référence à l'événement Festival du nouveau cinéma qui est devenu un rassemblement important pour les membres de la communauté cinématographique locale et internationale. L'intégration d'artistes, de réalisateurs et autres travailleurs locaux du domaine cinématographique fait en sorte d'assurer la pérennité de ces travailleurs dans ce milieu en constante évolution.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ce genre d'événement favorise la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et culturel).

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyen.ne.s montréalais.es;
- positionne et renforce Montréal comme « *Ville de festivals* » toute l'année durant;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

L'organisme présentera au besoin, en collaboration avec différents partenaires, divers projets dans un environnement adapté aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement de ses activités. Le soutien à cet événement culturel aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, en soutenant les organismes et les artistes offrant des prestations en ces temps de reprise des activités post-pandémie. Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la convention.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

L'organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Conclure la convention requise avec l'organisme.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS**

**ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Eric MARTINEAU
agent(e) de developpement culturel

**Tél :** 514-779-2114
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-22

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

**Tél :** 438-820-0182
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Kevin DONNELLY
Directeur
**Tél :** 514-809-3070
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Kevin DONNELLY
Directeur
**Tél :** 514-809-3070
**Approuvé le :** 2022-08-24

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229664001

Unité administrative responsable : Service de la culture, Direction Cinéma - Festivals - Événements, Division Festivals et événements

Projet : Accorder un soutien financier totalisant 180 000 $ à l'organisme Festival du nouveau cinéma de Montréal pour l'organisation de la 51e édition du Festival du nouveau cinéma 2022. Approuver les projets de conventions à cet effet

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | X | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

La priorité No 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La priorité No 15 - Cette orientation fait référence à l'événement Festival du nouveau cinéma qui est devenu un rassemblement important pour les membres de la communauté cinématographique locale et internationale. L'intégration d'artistes, de réalisateurs et autres travailleurs locaux du domaine cinématographique fait en sorte d'assurer la pérennité de ces travailleurs dans ce milieu en constante évolution.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | X | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | X | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | X | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito greffier-adjoint de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **FESTIVAL DU NOUVEAU CINÉMA**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6095, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2V 4K9, agissant et représentée par Nicolas Girard-Deltruc, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit afin de rendre le cinéma d'auteur national et international accessible à tous et supporter les voix émergentes autant que les œuvres majeures, afin d'en faire découvrir l'originalité et la diversité au plus grand nombre;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;



NG

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

| | |
|---|---|
| **2.1** « **Annexe 1** » : | la description du Projet; |
| **2.2** « **Annexe 2** » : | le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant; |
| **2.3** « **Annexe 3** » : | la grille du conseil d'administration; |
| **2.4** « **Annexe 4**» : | le bilan des réalisations; |
| **2.5** « **Projet** » : | le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; |
| **2.6** « **Rapport annuel** » : | document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention; |
| **2.7** « **Reddition de compte** » : | les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même |



NG

que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.8** « **Responsable** » : Cheffe de division de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.9** « **Unité administrative** » : Direction Cinéma-Festivals-Événements du Service de la culture**.**

**ARTICLE 3**
**OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet**.**

**ARTICLE 4**
**OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

**4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet**.**

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

**4.2 Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

**4.3 Respect des lois**



NG

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de



NG

l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent quatre vingt mille dollars** (180 000 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent soixante-cinq mille dollars (165 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,,

- un deuxième versement au montant de quinze mille dollars (15 000 $), dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout



NG

tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

**ARTICLE 7**
**DÉFAUT**

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

**ARTICLE 8**
**RÉSILIATION**

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit



NG

également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

**ARTICLE 9**
**DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

**ARTICLE 10**
**ASSURANCES**

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

**ARTICLE 11**
**DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

**ARTICLE 12**
**DÉCLARATIONS ET GARANTIES**



NG

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

**13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

**13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 6095, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2V 4K9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier-adjoint de la Ville

Le 22e jour de août 2022

**FESTIVAL DU NOUVEAU CINÉMA**

Par : _____
Nicolas Girard-Deltruc, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CM ……).

**ANNEXE 1**
**PROJET**

Après avoir célébré son 50e et proposé des plateformes numériques innovantes pour s'adapter au contexte sanitaire, le Festival du nouveau cinéma revient éclatant en 2022 avec des événements et un accueil complet en salles. Au programme : convivialité, fête et plaisir pour vivre ensemble la passion du cinéma.

**Identité:**
Le FNC est le plus important festival de cinéma international généraliste au Québec et le plus ancien au Canada, reconnu pour la qualité et l'audace de sa programmation.

**Mission:**
Rendre le cinéma d'auteur national et international accessible à tous et supporter les voix émergentes autant que les œuvres majeures, afin d'en faire découvrir l'originalité et la diversité au plus grand nombre.

**Objectifs généraux 2022:**

- démocratiser l'accès à la culture
- découvrir de nouveaux talents et soutenir le rayonnement de créateurs québécois
- Accroître l'attractivité de Montréal,
- faire rayonner la ville
- consolider la place stratégique du Québec dans l'industrie cinématographique internationale.
- connecter les différents acteurs du territoir
- redynamiser le centre ville et participer à la relance post-covid.

**Projections de films:**

Pendant 10 jours le cinéma d'ici et d'ailleurs et les nouvelles pratiques numériques investissent le centre ville : Cinémathèque Québécoise, Cinéma du Parc, Cinéma du Musée, Cinéma Impérial, Centre Phi, Maison Théâtre.

**FNC forum:**

● Ateliers ● Tables rondes ● Séances de pitch ● Événements de réseautage

**Marché de coproduction:**

● Activités de réseautage (100+ professionnels de la province, du Canada et de l'international se retrouvent sur place à Montréal)
● Présentation de projets internationaux ● Opportunités de coproductions avec l'international

**Sur invitation:**
● Soirées d'ouverture et de clôture (Tapis rouge, cocktail, projections, soirées)
● Premières de films ● Cocktails réseautage ● Remises de prix

**Gratuits:**



NG

● Classes de maître ● Soirées de la louve ● Kermesse des p’tits loups ● Installations et ou projections sur la Place des Festivals.

**Payants:**

● Gastronomie et cinéma (Projections,rencontres et dégustations)



NG

**ANNEXE 2**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville,



NG

au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@montreal.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de
Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca



NG

## ANNEXE 3
## GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Nom de l'organisme: FESTIVAL DU NOUVEAU CINEMA**

| Nom | Fonction au CA | Depuis quelle année à ce poste | Depuis quelle année sur le CA | Profession / Entreprise |
|---|---|---|---|---|
| Jacques Méthé | Président | 2018-03-13 | 2018-03-13 | Producteur indépendant |
| Joseph Jarjour | Secrétaire | 2017-07-21 | 2017-07-21 | Avocat à Davies |
| Pierre Fauteux | Trésorier | 2016-06-01 | 2016-06-01 | Comptable au cabinet comptable Fauteux, Bruno, Bussière, Leewarden (FBBL) |
| Élaine Hébert | Administratrice | Mars 2019 | Mars 2019 | Productrice chez Micro-scope |
| Susan Kudzman | Administratrice | Mars 2019 | Mars 2019 | Directrice, Financeit |
| Myriam Verreault | Administratrice | Mars 2019 | Mars 2019 | Réalisatrice |
| Martin Paul-Hus | Administrateur | 2021-08-24 | 2021-08-24 | Producteur chez Amérique Film |
| Sophie Fouron | Administratrice | 2021-08-24 | 2021-08-24 | animatrice, journaliste et conceptrice |



NG

**ANNEXE 4**
**BILAN DES RÉALISATIONS**

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);
- Inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);



NG

- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;

- Joindre 4 visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* et dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, l'organisme s'engage à:

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.



NG

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229664001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier totalisant 180 000 $ à l'organisme Festival du nouveau cinéma de Montréal pour l'organisation de la 51e édition du Festival du nouveau cinéma 2022 du 5 au 16 octobre 2022. Approuver le projet de convention à cet effet. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification de fonds.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-9547

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872-7660
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.032

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227722004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 c) promouvoir la création |
| **Projet :** | MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)<br>MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel) |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier non récurrent de 18 900,00 $ à l'organisme AGC Art public pour la réalisation d'une murale dans l'arrondissement du Sud-Ouest. / Approuver un nouveau projet de convention à cet effet. |

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution financière de 18 900 $ à l'organisme A.G.C. Art Public pour la réalisation d'une murale dans l'arrondissement du Sud-Ouest;
2. d'approuver un projet de convention à cet effet;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites aux interventions financières jointes au dossier.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-26 10:40

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227722004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 c) promouvoir la création |
| **Projet :** | MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)<br>MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel) |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier non récurrent de 18 900,00 $ à l'organisme AGC Art public pour la réalisation d'une murale dans l'arrondissement du Sud-Ouest. / Approuver un nouveau projet de convention à cet effet. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Par ses politiques et ses programmes, la Ville de Montréal a notamment pour objectifs d'améliorer la qualité des milieux de vie, de favoriser l'accès aux arts et à la culture, d'encourager l'engagement des citoyens dans l'amélioration de leur milieu, d'entretenir et d'embellir la ville et de soutenir et mettre en valeur la création artistique. L'art mural est un médium de choix pour réaliser l'ensemble de ces objectifs.
Le présent sommaire concerne un projet de murale soutenu au premier volet du Programme d'art mural pour l'année 2020 dont la réalisation a été reportée à la demande de la Ville dans le contexte des travaux sur les rues Peel et William entravant l'accès à l'organisme pour la réalisation de la murale. La convention étant arrivée à échéance, une nouvelle convention doit être produite avec ajustement au calendrier de réalisation ainsi qu'au budget du projet en fonction du travail supplémentaire effectué par l'organisme depuis 2020. Cet ajustement à la hausse au budget représente 10% de la valeur totale du projet de la murale.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE20 0984 - 17 juin 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales en 2020, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 124 480 $ incluant les frais de concours de 2 480 $, aux organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.
CG19 0314 - 20 juin 2019 - Accorder un contrat à la compagnie Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de Réfection des infrastructures de la rue William entre la rue de la Montagne et Dalhousie-Griffintown Lot 6A- Dépense totale de 22 394 673.52 $ (contrat:18 180 000.00 $, contingences : 2 278 194.40 $ et incidences : 1 936 479.12 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441610 - 2 soumissionnaires conformes.

CE19 1014 - 12 juin 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales en 2019, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 140 696 $ incluant les frais de concours de 1 696 $, aux organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.

**DESCRIPTION**

Par cette murale, l'organisme et son partenaire l'ÉTS souhaitent souligner l'histoire du quartier par un design coloré, dynamique et végétal afin de mieux insérer le pavillon A de l'ÉTS dans son quartier d'accueil et de marquer le réaménagement de la rue Peel. Collectif de peintres muralistes créé à Montréal en 2006 par Jasmin Guérard Alie et Simon Bachand, Artducommun regroupe des artistes professionnels qui pratiquent cette forme d'art depuis plus de 15 ans. Jasmin Guérard Alie et Simon Bachand sont les artistes muralistes qui réaliseront ce projet. A.G.C. Art public et l'ÉTS souhaitent utiliser la murale comme tremplin pour favoriser les liens avec les gens du quartier.
Dans l'objectif de développer un campus dynamique et intégré au cœur de Griffintown, l'ÉTS a effectué une consultation citoyenne en juin 2018 auprès de 70 personnes du quartier représentant les riverains, les intervenants en transport, les intervenants socio-économiques et les partenaires d'affaires de l'ÉTS. Cette murale a été conceptualisée pour répondre directement aux objectifs soulevés par l'exercice de consultation :

- Rendre le campus de l'ÉTS plus attractif
- Assouvir le désir d'avoir plus d'art dans le quartier, incluant une murale.
- Souligner l'histoire du quartier par une murale.
- Végétaliser le secteur avec des vignes de houblon.

**JUSTIFICATION**

Conformément aux alignements stratégiques de la Ville et aux objectifs du Service de la culture qui en découlent, ce projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (priorité 15) en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son coeur créatif, notamment les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire. Plus précisément, les interventions en art public participent à l'expérience du site, en soutenant des gestes structurants tant à l'échelle de la ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût maximal de cette contribution financière est de 18 900 $ qui sera financée comme suit :

Un montant maximal de 12 600 $ (portion non versée - CE20 0984) par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-064 Partie 2019-2020 / Années antérieures CM18 1388.

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015, 2015-2016 et 2018-2021.

La dépense de 12 600 $ est subventionnée à 6 269,09 $ par le ministère de la Culture et des Communications du Québec par les recommandations de crédit suivantes 14-02.07.01.00-0389, 15-04.02.01.00-0179, 19-02.01.03.00-0094, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 6 330,91 $.

Un montant maximal de 6 300 $ sera financé par le budget de fonctionnement.

Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la ville.

Les contributions financières pour les cinq dernières années sont :

| Nom fournisseur | No fournisseur | Unité d'affaires | No résolution | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Totaux** | | | | **91 550,00** | **72 800,00** | **48 200,00** |
| A.G.C. Art Public | 450936 | Concertation des arrondissements | CE 21-0647 | - | - | 35 900,00 |
| | | | CE190796 | 20 000,00 | - | - |
| | | | ce200764 | - | 28 700,00 | 12 300,00 |
| | | | CE220754 | - | - | - |
| | | Culture | CE19 1014 | 34 300,00 | 14 700,00 | - |
| | | | CE20 0984 | - | 29 400,00 | - |
| | | Ville-Marie | CA19 240254 | 37 250,00 | - | - |

**MONTRÉAL 2030**

Ce lancement de concours contribue à la vitalité culturelle de Montréal et à son coeur créatif, notamment les artistes et les créateurs en arts visuels (15). De plus, ce projet contribue à accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens (10).

Ce projet de murale prévoit la participation de la population montréalaise. Elle sera réalisée à travers des activités de médiation culturelle en collaboration avec l'ÉTS. Cette contribution financière représentent un soutien au milieu artistique, tant aux organismes sans but lucratif qu'aux artistes.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les murales contribuent au développement d'un sentiment de fierté et d'appartenance à la ville puisqu'elles se déploient sur des murs extérieurs et ont un fort impact visuel dans l'espace public.
Elles contribuent à la démocratisation de l'art ainsi qu'au rayonnement des artistes dans la ville.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

L'échéancier de travail pourrait être ajusté au besoin.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

| | |
|---|---|
| Signature de la convention | été 2022 |
| Réalisation de la murale | été 2023 |
| Réalisation de la médiation culturelle | été-automne 2023 |
| Inauguration de la murale | été-automne 2023 |
| Réception du bilan de projet | 30 novembre 2023 |

| | |
|---|---|
| Évaluation du bilan | automne - hiver 2023 |

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux politiques administratives des concours d'art public du Service de la culture. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Martin PARÉ, Le Sud-Ouest
Anjali MISHRA, Service des infrastructures du réseau routier
Robyn MALER, Le Sud-Ouest

Lecture :

Martin PARÉ, 25 juillet 2022
Anjali MISHRA, 25 juillet 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sara SAVIGNAC ROUSSEAU
Agente de développement culturel

**Tél :** 514-872-2686
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-15

Stéphanie ROSE
Cheffe de division

**Tél :** 514-868-5856
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marie-Odile MELANÇON
Cheffe de division - Division soutien au développement culturel
**Tél :** 514 872-7404
**Approuvé le :** 2022-08-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Kevin DONNELLY
Directeur, Direction Cinéma Festivals Événements
**Tél :** 514-872-5189
**Approuvé le :** 2022-08-25

**Bureau d'art public**
**Service de la culture**
**25 août 2022**

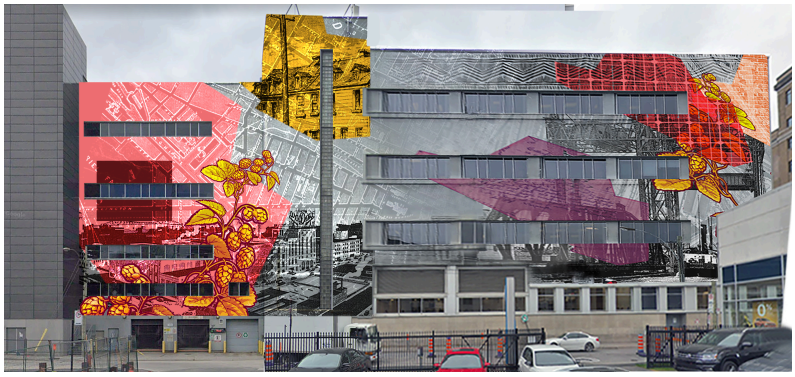
# FICHE TECHNIQUE

Nouvelle murale

***Lignes du temps***

**Artistes :** Artducommun (Jasmin Guérard Alie et Simon Bachand)
**Organisme :** Art public A.G.C.
**Arrondissement du Sud-Ouest**

**Financée dans le cadre du volet 1 du Programme d'art mural 2020**



**Site de l'implantation de la murale**
1125 rue William
École de Technologie Supérieure (ÉTS), Pavillon A (Peel et William)

**Surface**
3 500 pieds carrés

**Date d'inauguration**
Automne 2023

**Financement**
Programme d'art mural 2020 (volet 1)
Financé par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal
**Bonification de 6 300 $ accordée par le SC pour dédommager l'organisme** du travail effectué sur deux années pour le report du projet, report à la demande du Service de l'infrastructure et du réseau routier.

**Montage financier**

| | |
|---|---|
| Coût total estimé du projet : | 69 300 $ |
| Financé par le PAM (Service de la culture et Ministère) | 42 000 $ |
| SC - report du projet | 6 300 $ |
| École de Technologie Supérieure (ÉTS) | 21 000 $ |

**Mise en contexte | Programme d'art mural**
Créé en 2016 suite à une collaboration entre la Ville de Montréal (Service de la culture, Service de la concertation des arrondissements et Arrondissement de Ville-Marie) et le gouvernement du Québec, le Programme d'art mural vise à embellir l'espace public montréalais par la réalisation de murales extérieures visibles, créatives et liées à leur contexte. Il vise à soutenir des projets à réaliser sur l'ensemble du territoire montréalais.

Ce projet de murale a été soutenu au premier volet du Programme pour l'année 2020. La réalisation a été reportée à la demande du Service de l'infrastructure et du réseau routier dans le contexte des travaux sur les rues Peel et William entravant l'accès à l'organisme pour la réalisation de la murale. La convention étant arrivée à échéance, une nouvelle convention doit être produite avec ajustement au calendrier de réalisation ainsi qu'au budget du projet en fonction du travail supplémentaire effectué par l'organisme depuis 2020. Cet ajustement à la hausse au budget représente 10% de la valeur totale du projet de la murale.

Le volet 1 est axé sur la qualité artistique des murales et vise la réalisation de grandes murales sur des murs offrant une très bonne visibilité à partir du domaine public. Il s'adresse aux organismes à but non lucratif producteurs de murales ayant au minimum deux ans d'expérience et associés à un artiste professionnel, à un muraliste ou à un collectif d'artistes reconnu.

Les critères de sélection des projets sont les suivants :

- qualité du projet, de son intégration à l'architecture et au contexte immédiat ainsi que de la démarche artistique (30 %)
- qualité des portfolios et expérience dans la réalisation de projets comparables (20 %)
- visibilité, qualité de l'intégration sur le territoire, accessibilité et impact visuel (25 %)
- activités de médiation culturelle
- favorisant la mobilisation et l'appropriation citoyenne et l'inclusion (15 %)
- faisabilité technique, financière et respect de l'échéancier du programme (10 %)

**La murale et l'artiste**
Par cette murale, l'organisme et son partenaire souhaitent souligner l'histoire du quartier par un design coloré, dynamique et végétal afin de mieux insérer le pavillon A de l'ÉTS dans son quartier d'accueil et de marquer le futur réaménagement de la rue Peel.

Collectif de peintres muralistes créé à Montréal en 2006 par Jasmin Guérard Alie et Simon Bachand, Artducommun regroupe des artistes professionnels qui pratiquent cette forme d'art depuis plus de 15 ans. Jasmin Guérard Alie et Simon Bachand sont les artistes muralistes qui réaliseront ce projet.

**Activités de médiation favorisant la mobilisation et l'appropriation citoyenne**

Dans l'objectif de développer un campus dynamique et intégré au cœur de Griffintown, l'ÉTS a effectué une consultation citoyenne en juin 2018 auprès de 70 personnes du quartier représentant les riverains, les intervenants en transport, les intervenants socio-économiques et les partenaires d'affaires de l'ÉTS. Ce projet a été mis en place pour répondre directement aux objectifs soulevés par cet exercice :

- Rendre le campus de l'ÉTS plus attractif
- Assouvir le désir d'avoir plus d'art dans le quartier, incluant une murale.
- Souligner l'histoire du quartier par une murale.
- Végétaliser le secteur avec des vignes de houblon.

L'ÉTS souhaite utiliser la murale comme tremplin pour favoriser les liens avec les citoyens du quartier. Celle-ci permettra d'attirer la participation de résidents à une activité d'inauguration qui mettra de l'avant les projets des étudiants afin de démontrer ce qui se produit derrière les murs de l'université. Une présentation des artistes marquera le début de l'événement afin d'expliquer les références historiques et la démarche artistique de la murale. Ceci servira de point de réflexion sur l'historique du quartier et de l'édifice tout en abordant la question de l'avenir communautaire.

**L'organisme**
Le collectif A.G.C. a été créé en 2006 à Montréal par un groupe d'amis et de créatifs. Ils ont lancé leur première boutique en 2010 et ont établi la galerie d'art Artgang en 2014. Ils ont organisé plus de 50 expositions et produit plus de 100 murales avec des artistes locaux et internationaux dans le but de positionner Montréal comme centre d'importance pour l'art urbain. Leur passion pour les arts nous a poussé à créer l'OBNL Art Public A.G.C. afin d'utiliser leurs ressources organisationnelles pour soutenir les artistes et promouvoir la culture auprès de la population Montréalaise par l'entremise de projets de murale de grande envergure.

Leur mission: Enrichir la vie publique et le patrimoine par l'entremise de l'art, la promotion de la culture et le soutien de la communauté artistique.

**Sommaire décisionnel** : 1207722001 & 1227722004
**Rédigée par :** Sara Savignac Rousseau, agente de développement culturel
**Validée par :** Geneviève Pichet, Directrice du développement culturel, Service de la culture

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227722004*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : *Accorder un soutien financier à l'organisme AGC Art public pour la réalisation d'une murale dans l'arrondissement du Sud-Ouest.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | oui | non | s. o. |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | X | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

***Démocratie et participation***
*10 - Accroitre la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens, à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision*

***Innovation et créativité***
*15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Réalisation d'une murale au Pavillon A de l'ÉTS par l'organisme A.G.C. Art public avec le collectif Artducommun.*
- *Participation de la population montréalaise une activité de médiation culturelle réalisées dans le cadre du projet.*
- *Soutien au milieu artistique, tant aux organismes sans but lucratif qu'aux artistes.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**
**POUR LA RÉALISATION DE MURALES**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **A.G.C. Art public**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 1065 avenue Pratt, Outremont (Québec) H2V 2V5, agissant et représentée par Gavin MacGregor, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 792479719RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1224969160TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : n/a

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** la Ville a conclu avec l'Organisme une convention ayant pour but d'accorder un soutien financier de 42 000 $, laquelle a été approuvée par le comité exécutif par sa résolution CE20 0984 (ci-après la « Convention initiale »), pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

**ATTENDU QUE** la Convention initiale venait à échéance le 29 janvier 2021 et que l'Organisme a dû reporter la réalisation du Projet à plusieurs reprises à la demande de la Ville, impliquant ainsi une charge supplémentaire de coordination de l'ensemble des étapes de réalisation de son Projet;

**ATTENDU QU**'un premier versement de la contribution financière au montant de 29 400 $ a été versé à l'Organisme en 2020 et qu'une somme de 12 600 $ restait à verser;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à terminer son Projet en l'aidant financièrement et en le compensant pour les sommes supplémentaires de 6 300 $ qu'il a assumé en raison du report de la réalisation du Projet;

**ATTENDU QUE** la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2012-2015, 2015-2016 et 2018-2021 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l'« **Entente** »);

**ATTENDU QUE** le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : Directeur du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du

Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

**4.3 Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements en relation avec le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le MCC ou leurs représentants à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

**4.9 Communications des informations**

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

**4.10 Conditions spéciales**

4.10.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé, l'esquisse de la murale et copie de l'entente conclue avec l'artiste pour chaque murale qui démontre notamment que l'Organisme a les droits prévus aux articles 12.1.2 et 12.1.3;

4.10.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.10.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50 %) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-huit neuf cents dollars (18 900,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme deux versements :

- un premier versement au montant de six mille troix cents dollars (6 300$) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

- un deuxième versement au montant de douze mille six cents dollars (12 600,00 $), au plus tard le 20 janvier 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

### 5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

### 5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

**7.2** Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

**7.5** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur

préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 29 septembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

**10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

**10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## LICENCE

**11.1** L'Organisme concède à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limites territoriales, transférable et irrévocable lui

permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

**11.2** La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 1065 avenue Pratt, Outremont (Québec) H2V 2V5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 21e jour de juillet 2022

**A.G.C. Art Public**

Par : _____
Gavin MacGregor, Directeur des opérations

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution CE …….).

**ANNEXE 1**

**PROJET**

# PROGRAMME D'ART MURAL 2020

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

**Date limite le 2 mars 2020 à midi.**

**Nom de l'organisme sans but lucratif:** A.G.C. Art Public

**Volet :** 1

**Arrondissement :** Sud - Ouest

**Nom du projet :** Lignes du temps

Montréal Québec

# Programme d'art mural

## Appel de projets 2020

## Formulaire – volets 1 et 2

IMPORTANT : Les exigences, les critères d'admissibilité ainsi que les explications concernant ce formulaire, se trouvent dans le document d'appel de projets 2020, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/murales

Les organismes demandeurs sont invités à en prendre connaissance afin de s'assurer de déposer une demande complète et conforme. **Il est important de compléter toutes les sections du formulaire.**

Le formulaire est conçu pour utilisation avec le logiciel gratuit Adobe Acrobat Reader DC. Pour les utilisateurs de produits Apple ou Outlook, vous devez télécharger le formulaire et le remplir avec le logiciel Acrobat Reader DC adapté à votre système d'exploitation. L'utilisation des fonctions "Aperçu", souvent activées par défaut, peut endommager le contenu de votre formulaire et entraîner des pertes d'information. Le logiciel peut être téléchargé au https://get.adobe.com/fr/reader/otherversions/.

---

**Préambule – Choix du volet dans le cadre du programme**
**Cocher une seule case**

(●) Volet 1 : Murale de grande visibilité ( ) Volet 2 : Murale de quartier

**Section 1 – Présentation de l'organisme sans but lucratif**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nom de l'organisme | | A.G.C. Art Public | | | |
| Adresse | | 4 Rue Notre-Dame Est #501, Montréal, QC H2Y 1B8 | | | |
| Responsable de l'organisme | | Gavin MacGregor | | | |
| Téléphone | (514) 518-6784 | Courriel | macg.gavin@gmail.com | | |
| Responsable du projet | | Waita Mendoza | | | |
| Téléphone | (514) 795-0924 | Courriel | waitamendoza.artgang@gmail.com | | |
| Numéro de compte TPS | | 792479719RT | | Numéro de TVQ | 1224969160TQ0001 |

| Description de l'organisme (mission et activités régulières) | | | |
|---|---|---|---|
| Le collectif A.G.C. a été créé en 2006 à Montréal par un groupe d'amis et de créatifs. Nous avons lancé notre première boutique en 2010, et avons établi la galerie d'art Artgang en 2014. Nous avons organisé plus de 50 expositions et produit plus de 100 murales avec des artistes locaux et internationaux dans le but de positionner Montréal comme centre d'importance pour l'art urbain. Notre passion pour les arts nous a poussé à créer l'OBNL A.G.C. Art Public afin d'utiliser nos ressources organisationnelles pour soutenir les artistes et promouvoir la culture auprès de la population Montréalaise par l'entremise de projets de murale de grande envergure.<br><br>Notre mission: Enrichir la vie publique et le patrimoine par l'entremise de l'art, la promotion de la culture et le soutien de la communauté artistique. | | | |
| Années d'expérience en art mural | 14 | Nombre de projets d'art mural | 107 |

**Section 2 – Présentation de l'artiste ou du collectif**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Nom de l'artiste ou du collectif * | | ArtDuCommun | | |
| Artiste principal | | Jasmin Guérard Alie et Simon Bachand | | |
| Téléphone | (438) 938-7907 | courriel | info@artducommun.com | |
| Site web de l'artiste | | www.artducommun.com | | |
| Équipe de réalisation (s'il y a lieu) | | | | |
| Autres tâches de l'artiste que la production de l'œuvre (s'il y a lieu) | | Gestion de chantier, direction artistique | | |
| Années d'expérience en art mural | | 23 | Nombre de projets d'art mural | 52 |

** Le curriculum vitae, une courte biographie et un portfolio de l'artiste sont à joindre au dossier.*

**Section 3 – Présentation du projet**

| | |
|---|---|
| **Nom du projet** | Lignes du temps |

Description du projet de murale **et** description de la démarche de l'artiste (celui envisagé si volet 2)

L'objectif de cette murale est de souligner l'histoire du quartier par un design coloré, dynamique et végétal afin de mieux insérer le pavillon A de l'ÉTS dans son quartier d'accueil et de marquer le futur réaménagement de la rue Peel d'un geste fort.

Le fond de plan gris est composé d'éléments aux traits linéaires qui s'intègrent aux rythmes de la fenestration du bâtiment. Des éclats de couleur viennent ponctuer la composition créant une transition vers les formes riches et organiques de la vigne qui orne le coin du mur. Cette approche permet à l'oeuvre de s'incorporer à son support architectural tout en adoucissant l'aspect froid et écrasant de ce dernier. La découverte de l'histoire du quartier se fait par la lecture de fragments superposés. En couronnement de la murale se trouve un motif de poterie autochtone issu des fouilles archéologiques du secteur. Ces motifs sont au coeur de la direction artistique du réaménagement de la rue Peel, et seront bientôt inscrits sur le mobilier urbain environnant. Les formes géométriques colorées représentent le plan Nazareth de 1805, limite du quartier durant sa période agricole. Une orthophotographie de Griffintown (1947) sert de fond de plan. Une photo d'archive de l'entrée du canal Lachine souligne son importance durant la vocation industrielle du secteur. Une maison d'ouvrier, teinté de vert, rend hommage à la classe ouvrière irlandaise. La vigne de houblon et les textures de brique rappellent les matériaux et l'ancienne vocation de brasserie du pavillon. Cette vigne fait écho aux besoins de végétalisation retenues durant la consultation citoyenne.

Ce souci de la mémoire du quartier se retrouve au coeur de la démarche de ArtDuCommun, qui se spécialisent dans la recherche d'archives et le diagnostic des lieux pour élaborer leurs créations.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Arrondissement visé | Le Sud-Ouest | | |
| Adresse du mur / secteur visé ou intersection | 1125 rue William (Pavillon A de l'ÉTS) | | |
| Nombre de murales à réaliser | 1 | | |
| Surface estimée du mur | 6450' carrés | Surface estimée de la murale | approx 3500'carrés |

Caractéristiques du mur ou secteur visé (état, présence de graffitis ou d'une murale, enjeux, etc.)

Surface idéale pour peindre: revêtement de crépis plat sur panneaux de béton léger (13mm d'épaisseur)

Le projet répond à deux enjeux importants du secteur.

Le premier a été soulevé à maintes reprises durant une consultation citoyenne menée par l'ÉTS : l'architecture imposante et froide du pavillon A de l'ÉTS s'insère difficilement dans le quartier environnant.

Le deuxième enjeu est celui du réaménagement de la rue Peel, prévu pour accommoder le grand achalandage piéton dans le secteur. Cette rue est l'épine dorsale du Quartier de l'innovation, en plus d'être un des rares axes continus entre le fleuve et la montagne, deux piliers identitaires de la ville. La murale se trouve à un emplacement stratégique, soit à la porte de sortie du quartier. Ce site est un point d'accès incontournable entre le coeur de Griffintown et le métro Bonaventure (pour les piétons), ainsi qu'entre le quartier de Pointe-Saint-Charles et l'entrée de l'autoroute 720 (pour les voitures). L'ÉTS génère l'achalandage de plus de 12 000 étudiants et professionnels qui travaillent et étudient sur le campus, ou qui habitent dans les multiples résidences à proximité de la murale.

**Plans et photos du mur ou secteur visé**

**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| **Adéquation du projet avec le contexte local** |
|---|
| Dans l'objectif de développer un campus dynamique et intégré dans au coeur de Griffintown, l'ÉTS a effectué une consultation citoyenne en juin 2018 auprès de 70 personnes du quartier représentant les riverains, les intervenants en transport, les intervenants socio-économiques et les partenaires d'affaires de l'ÉTS. Ce projet a été mis en place pour répondre directement aux objectifs soulevés par cet exercice, soit :<br><br>-Rendre le campus de l'ÉTS plus attractif<br>-Assouvir le désir d'avoir plus d'art dans le quartier, incluant une murale.<br>-Souligner l'histoire du quartier par une murale.<br>-Végétaliser le secteur avec des vignes de houblon.<br><br>La volumétrie imposante et grise du bâtiment cause une discontinuité dans le tissu urbain qui diminue la qualité de l'expérience visuelle. La murale viendra atténuer cet effet de discontinuité, et profitera des grandes surfaces aveugles du bâtiment pour mettre en valeur l'oeuvre. Étant le dernier bâtiment d'une grande visibilité à la sortie du quartier Griffintown cette murale se veut une réelle vitrine vers la population. Il reste aujourd'hui peu de vestiges du vieux Griffintown et cette oeuvre viendra remettre en lumière cette précieuse richesse historique, en prenant compte des populations fondatrices.<br><br>Le PPU du quartier identifie un futur corridor culturel sur la rue Ottawa, près du site. La fonderie Darling, le cul-de-sac Dalhousie, la salle de spectacle New City Gas et les multiples ateliers de créateurs de la rue Murray sont des lieux à proximité de la murale qui consolident cet axe culturel en développement. |
| **Partenaires et leur rôle dans le projet** (commanditaire, service, médiation, etc.) |
| École de Technologie Supérieure (financement, organisation de l'inauguration, documentation et envoi aux médias) |

| **Description du projet de médiation culturelle et mobilisation de la communauté** (activités, participation de la communauté, mentorat, etc.) À distinguer des activités de promotion. |
|---|
| La première activité de mobilisation de la communauté a été la consultation citoyenne qui a fait naître le projet. La deuxième activité sera organisée pour l'inauguration de la murale.<br><br>Les objectifs clés du projet étant l'identité territoriale, l'embellissement et le verdissement, une activité qui résonne avec ces objectifs sera offerte en collaboration avec les étudiants de l'ÉTS.<br><br>Au-delà de simplement de soutenir ce projet pour améliorer la qualité du milieu de vie du quartier, l'ÉTS souhaite l'utiliser comme tremplin pour favoriser les liens avec les citoyens du quartier. La murale permettra d'attirer la participation de résidents à une activité d'inauguration qui mettra de l'avant les projets des étudiants afin de démontrer ce qui se produit derrière les murs de l'université. Les étudiants pourront présenter divers projets d'avenir sur lesquels ils travaillent (ex. véhicule solaire, véhicule éolien, etc) et répondre aux questions des citoyens. Contrairement aux expositions qui visent à recruter de futurs étudiants, cette activité sera orientée vers la population locale et leurs familles afin de maximiser l'échange avec les citoyens.<br><br>Une présentation des artistes marquera le début de l'événement afin d'expliquer les références historiques et la démarche artistique de la murale. Le site de la murale servira de point de réflexion sur l'historique du quartier et de l'édifice tout en abordant la question de l'avenir communautaire.<br><br>L'inauguration sera un vernissage en plein air et sera planifiée en fonction de la météo. |

| **Estimation du nombre de personnes rejointes :** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Citoyens** | 200 | **Entreprises** | | **Organismes** | 1 |
| **Précisions** | La première activité a eu lieu en juin 2018. | | | | |
| **Nombre total d'activités prévues** | | | 2 | | |

**Section 3 – Présentation du projet (suite)**

| Mesures de préservation de la murale | | | |
|---|---|---|---|
| Moyens de préparation du mur | Le mur sera nettoyé à l'aide d'un jet à pression et, au besoin, une brosse métallique. Une couche d'apprêt extérieur de haute qualité sera appliquée avant de peindre. Les acryliques seront des peintures extérieures de marque Dulux Diamond. Pour l'aérosol la marque Montana à base d'eau compatible avec l'acrylique de fond sera utilisée. L'acrylique sera priorisée pour l'oeuvre. | | |
| Pose d'enduit anti-graffiti | oi | Retouches de l'artiste ou autorisation de retouche | oui |
| Mesures de suivi prévues | | | |

**Objectifs mesurables visés par la réalisation du projet pour répondre aux objectifs du Programme de soutien en art mural**

| Objectifs de résultats du Programme d'art mural | Actions pour l'atteinte des objectifs |
|---|---|
| Embellir le paysage urbain par l'art | La murale s'inscrit parfaitement en continuité avec la vision évolutive du quartier. En incorporant des plans cartographiques du quartier ainsi qu'une référence au passé maritime, la murale viendra animer un sentiment de prise en considération de l'évolution de Griffintown vers un avenir verdoyant et vivant.<br>Ce mur de crépit gris de style bloc de béton sera animé de couleurs vives et chaleureuses. |
| Soutenir et mettre en valeur la création artistique | Les artistes du collectif Art du Commun ayant pris en considération la consultation citoyenne de l'ETS ont une démarche artistique consciente des enjeux tout en élaborant sur le thème du passé agricole et industriel du quartier,en plus d'honorer la culture autochtone. |
| Favoriser l'inclusion de même qu'une mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie | Un vernissage dynamique et créatif incluant les citoyens ainsi qu'une rencontre avec les artistes en guise de coup d'envoi sera organisée. En plus, une activité offerte par les étudiants de l'ETS qui pourrons présenter leurs projets afin de créer un pont entre eux et les citoyens du quartier. |
| Prévenir le vandalisme | Le mur est en hauteur et ne peut donc pas être atteint par les vandales. |
| Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais | L'inauguration et le vernissage suscitera des conversations et un sentiment d'appartenance au projet. L'explication des démarches artistiques et notre disponibilité pour répondre aux questions favoriseront une compréhension de la culture du muralisme. |
| Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville | Notre projet de murale servira de levier pour favoriser le sentiment d'appartenance et la valeur patrimoniale du secteur. Avec une murale comme vitrine à la sortie vers la station Bonaventure, on entend que Griffintown est un quartier ou il fait bon vivre et ou on sait reconnaitre l'historique si riche du secteur. |
| Enrichir le patrimoine artistique public | La murale devient un outil de lecture de son entourage qui permet de souligner la présence d'éléments remarquables d<br>l'environnement immédiat.<br>Éléments perdus mais retrouvés! |

## Section 4 – Échéancier

Les recommandation du jury sont soumises aux instances de la Ville de Montréal pour approbation. À cet effet, l'organisme doit considérer l'échéancier indiqué dans le document « Appel de projets ».

| Activités | Début | Fin |
|---|---|---|
| Date approximative de la fin des chantiers de voirie de la Ville de Montréal | 01/08/2022 | 08/08/2022 |
| Recouvrement des fils électriques | 01/05/2023 | 13/05/2023 |
| Location des équipements et achat des matériels de production | 07/05/2023 | 13/05/2023 |
| Production de murale (à confirmer selon la disponibilité du matriel de location et météo) | 14/05/2023 | 30/09/2023 |
| Inauguration (à confirmer selon la météo et les élus) | 01/10/2023 | 07/10/2023 |
| Rédition de comptes | 15/10/2023 | 21/10/2023 |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Remise de la reddition de compte incluant tous les documents à joindre | | 21/10/2023 |

| | Précisez la source des revenus | Revenus confirmés | Revenus prévus anticipés | Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande) |
|---|---|---|---|---|
| **Contributions financières** | ETS | 21,000.00 $ | 21,000.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | Adenda à la convention (PAM) | 0.00 $ | 6,300.00 $ | |
| | **Programme d'art mural:**<br>Soutien financier demandé dans le cadre du PAM | | 42,000.00 $ | |
| | *Soutien financier demandé à l'arrondissement* | | | |
| | Arrondissement: Le Sud-Ouest | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(A) Total des contributions** | 0.00 $ | 69,300.00 $ | |
| **Revenus autonomes**<br>Ex. : Dons, commandites, contribution de l'organisme, du propriétaire, en service,etc. | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| | **(B) Total des revenus autonomes** | 0.00 $ | 0.00 $ | |
| **(C) TOTAL DES REVENUS (A+B)**<br>Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (J) | | 0.00 $ | 69,300.00 $ | |

**Budget-Dépenses**

| | Nature des dépenses | | | | Dépenses totales | Répartition du soutien financier demandé à la ville* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Salaires**<br>Ex: honoraire de l'artiste principal, de l'équipe de réalisation, etc.<br>Le montant destiné à l'artiste pour ses droits d'auteur peut être forfaitaire. S'il occupe plusieurs rôles dans le projet, ces derniers doivent être distingués.<br>La coordination du projet doit être intégrée aux frais d'administration. | Titre du poste | Nb d'heures X taux horaire | | | | |
| | Conception | 100,00 | * | 50,00 $ | 5,000,00 $ | |
| | Honoraires Artistes | 335,00 | * | 85,00 $ | 28,475,00 $ | |
| | Gestion de Chantier | 30,00 | * | 50,00 $ | 1,500,00 $ | |
| | Gestion chantier 2020 (ajout) | 24,00 | * | 50,00 $ | 1,200,00 $ | |
| | Compensation heures artistes | 16,70 | * | 100,00 $ | 1,670,00 $ | |
| | | 0,00 | * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | | 0,00 | * | 0,00 $ | 0,00 $ | |
| | **(D) Total salaires** | | | | 37,845,00 $ | 54.6 % |
| **Frais d'opération**<br>Ex : Matériel, location d'équipements, transport, entreposage, entretien de la murale, etc. | Nettoyage de la surface | | | | 1,200,00 $ | |
| | Location nacelle hydraulique | | | | 10,300,00 $ | |
| | Peinture - équipement de production | | | | 5,200,00 $ | |
| | Transport | | | | 800,00 $ | |
| | Protection du Chantier | | | | 925,00 $ | |
| | Clôtures louées en 2020 (ajout) | | | | 212,00 $ | |
| | Échaffaudage loué en 2020 (ajout) | | | | 3,111,00 $ | |
| | **(E) Total des frais d'opération** | | | | 21,748,00 $ | 31.4 % |
| **Implication de la communauté et médiation culturelle**<br>Ex : Coordination d'activités avec le milieu, conception et animation d'activités, frais associés au matériel, etc. | Organisation de l'inauguration (gratuit, fourni par l'ETS) | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | **(F) Total projet d'implication de la communauté** | | | | 0,00 $ | 0.0 % |
| **Communication et promotion**<br>Ex : Graphisme, médias sociaux, impression, etc.<br><br>Tous les outils de communication, visant la promotion ou associés à l'inauguration doivent être comptabilisés dans cette section. | Communication | | | | 500,00 $ | |
| | Photos Archivage | | | | 300,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | **(G) Total communication et publicité** | | | | 800,00 $ | 1.2 % |
| **Frais d'administration (10%)**<br>Ex : Locaux, téléphonie, papeterie, coordination du projet*.<br><br>*Inclut les frais associés à un tiers si la réalisation du projet est sous-traitée. | Frais administration | | | | 6,300,00 $ | |
| | Permis réalisation 2020 (ajout) | | | | 107,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | | | | | 0,00 $ | |
| | **(H) Total des frais d'administration** | | | | 6,407,00 $ | 9.2 % |
| **Contingences (10%)**<br>Ex : imprévus | Imprevus | | | | 2,500,00 $ | |
| | **(I) Total des contingences** | | | | 2,500,00 $ | 3.6 % |
| **(J) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G+H+I)** | | | | | 69,300,00 $ | |

## Section 6 – Signature

Après avoir pris connaissance du Programme de soutien financier – Programme d'art mural, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier. Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

| Signataire de la demande | | | |
|---|---|---|---|
| Nom | Gavin MacGregor | Fonction | Directeur des opérations |
| Date | 01/03/2020 | Signature | Gavin MacGregor Digitally signed by Gavin MacGregor Date: 2020.03.01 21:04:25 -05'00' |

## Section 7 – Pièces à joindre (en cliquant sur les trombones)

**IMPORTANT – Pour l'admissibilité de votre projet aux volets 1 et 2, vous devez fournir les documents suivants :**

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une copie de la résolution du CA désignant la personne habilitée à signer la convention avec la Ville de Montréal (« responsable de l'organisme », en page 1 section 1 du formulaire)
- Une copie des règlements généraux de l'organisme
- La liste des membres du conseil d'administration
- Le dossier de l'artiste, du muraliste ou du collectif (CV, courte biographie, démarche artistique, portfolio d'un maximum de 10 œuvres pour le volet 1 et de 5 œuvres pour le volet 2)
- Les états financiers de l'organisme pour la dernière année complétée
- La lettre d'appui de l'arrondissement
- La lettre d'intention des partenaires financiers

**Pour tous les projets du volet 1 – Murales de grande visibilité, vous devez fournir également:**

- Une (1) maquette de la murale
- Un portfolio de l'organisme (maximum de 10 œuvres)
- Entente avec le propriétaire du mur, incluant une autorisation d'accès aux représentants de la Ville de Montréal

  Entente avec l'artiste, incluant les clauses obligatoires demandées



**Si vous éprouvez des difficultés à intégrer certaines pièces, celles-ci peuvent être envoyées séparément avec le formulaire, en format pdf.**

## ANNEXE 2

## PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

**CADRE DE RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE VISIBILITÉ ET NORMES DE VISIBILITÉ GOUVERNEMENTALE ET D'IDENTIFICATION PERMANENTE**

Les organismes signataires d'une entente de développement culturel s'engagent à :

- rendre publics les principaux projets réalisés dans le cadre de l'Entente ;
- indiquer clairement, dans les contenus diffusés, l'apport de fonds publics consentis à la réalisation des projets, tant ceux réalisés par le partenaire bénéficiaire et financés en totalité en vertu de l'Entente que ceux qui bénéficient d'un apport financier en vertu de l'Entente ;
- faire appliquer les mêmes exigences en matière de communication et de visibilité aux projets réalisés par des organismes mandataires ;
- faire connaître au ministère de la Culture et des Communications, au moins vingt (20) jours ouvrables avant leur tenue, la date des cérémonies officielles liées à un projet financé dans le cadre de l'Entente ;
- respecter le Protocole de communication publique : entente de développement culturel se trouvant à la page suivante.

# PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

# ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

## 1. Le contexte

Le présent Protocole de communication publique : entente de développement culturel vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront le bénéficiaire et le ministère de la Culture et des Communications dans la mise en œuvre de l'entente de développement culturel.

## 2. Les principes directeurs

2.1. La visibilité accordée au Ministère à la suite de sa participation financière à un projet découlant de l'Entente doit refléter, de façon équitable, l'importance de sa contribution par rapport à celle des autres partenaires du projet.

2.2. Les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du programme,
- le nom des partenaires,
- la contribution financière des partenaires,
- la nature du projet.

## 3. La signature

3.1. Il est important de mentionner le nom de l'entente de développement culturel qui lie le Ministère et le bénéficiaire dans tous les outils et toutes les activités de communication associées (communiqués, lettres d'annonces, bannières, panneaux, affiches, catalogues, brochures, dépliants, annonces publicitaires, sites Web, médias sociaux, matériel audiovisuel servant à la promotion de l'Entente, cartons d'invitation, etc.). Tous les outils de communication doivent porter la même signature visuelle.

La signature visuelle doit être composée du logo du bénéficiaire et de celui du gouvernement du Québec, avec la mention « Entente de développement culturel ».

Exemple :

La signature visuelle avec la mention à l'Entente est privilégiée. Toutefois, si le format minimal ne peut pas être respecté et que cette mention n'apparaît pas, la phrase suivante doit être ajoutée aux outils de communication :

« Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de [nom du bénéficiaire] dans le cadre de l'Entente de développement culturel [nom de l'Entente]. »

3.2. Lorsque le projet est aussi financé en vertu d'autres ententes ou programmes gouvernementaux, provinciaux ou municipaux, en plus de l'entente de développement culturel, **il ne faut pas** apposer la signature avec la mention, et ce, pour ne pas laisser entendre que l'aide financière provient uniquement de l'entente de développement culturel.

Toutefois, le logo institutionnel du bénéficiaire (par exemple, le logo de la Ville ou de la MRC) et le logo du gouvernement du Québec (Québec-drapeau) doivent être apposés – côte à côte et dans cet ordre. De plus, le nom du programme et ceux de l'Entente, de l'arrondissement ou de l'autre partenaire financier doivent être ajoutés dans une phrase de type suivant :

« Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de [nom du bénéficiaire] dans le cadre de l'Entente de développement culturel [nom de l'Entente] et [à compléter avec le nom des autres partenaires ou des autres sources de financement]. »

Toute utilisation de la signature gouvernementale doit être approuvée préalablement par le Ministère. Pour toute approbation et toute question concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, le bénéficiaire doit écrire à l'adresse suivante : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**.

Le Ministère s'assure que la signature gouvernementale est conforme aux exigences du Programme, disponible en ligne à l'adresse : www.piv.gouv.qc.ca. À noter que les normes du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec prévalent en tout temps.

Pour consulter les normes de visibilité et les règles concernant la signature visuelle des ententes, voir le Cadre de référence en matière de visibilité, disponible à l'adresse suivante : www.mcc.gouv.qc.ca/signatures.

## 4. Les modalités de communication

### 4.1. Annonces publiques

Les annonces des projets réalisés par le ou les partenaires de l'Entente sont effectuées conjointement par le bénéficiaire et le Ministre ou son représentant.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement ou au moyen de communiqués communs, selon ce qui a été déterminé au préalable par les parties, et ce, au moins vingt jours (20) ouvrables avant la tenue des activités.

### 4.2. Programmes communs

Tous les programmes communs doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes visés. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature gouvernementale et être assortis des clauses de visibilité prévues au point 5.

### 4.3. Lettres de confirmation et d'attribution de la subvention

Toutes les annonces de subvention doivent être faites au nom du gouvernement du Québec et du bénéficiaire.

### 4.4. La langue des communications

Les communications publiques de l'Entente doivent s'effectuer en français, en vertu de la *Charte de la langue française*. Aucun document bilingue ne peut être produit. Si la production d'un document dans une autre langue est jugée souhaitable par les partenaires, les deux versions du document seront produites sur des supports distincts.

## 5. Clauses de visibilité liant les organismes subventionnés

Les lettres d'entente, les contrats et les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes dans le cadre de l'Entente doivent comporter une clause de visibilité agréée par le bénéficiaire et le Ministère. Le bénéficiaire est responsable d'insérer cette clause de visibilité dans les lettres d'entente, les contrats et les protocoles qu'il signe avec les organismes subventionnés dans le cadre de ladite Entente.

Le libellé de la clause de visibilité tiendra compte de ce qui suit :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de l'Entente – ou rémunérés à la suite d'un contrat effectué pour le compte du bénéficiaire et du Ministère – doivent y mentionner que le document ou le projet auquel il fait référence a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et du [nom du bénéficiaire] dans le cadre de l'Entente de développement culturel [nom de l'Entente].

- lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiches, dépliants, brochures, publicités, infographies, sites Web, médias sociaux, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le Ministère et le bénéficiaire doit également être accompagnée de la signature visuelle de l'Entente, laquelle est composée du logo du bénéficiaire et de celui du gouvernement du Québec, avec ou sans la mention « Entente de développement culturel ».

Par ailleurs, si le projet d'un organisme donne lieu à une activité publique, l'organisme doit convier le Ministre et le bénéficiaire à y participer, et ce, au moins vingt (20) jours ouvrables avant sa tenue.

## 6. Mécanismes de suivi et reddition de comptes

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place, en collaboration avec le Ministère, un mécanisme de suivi permettant de rendre compte annuellement des actions de communication effectuées dans le cadre de l'Entente.

Pour ce faire, le comité de suivi doit fournir au Ministère un bilan de la visibilité accordée au gouvernement du Québec lors d'une de ses rencontres.

## 7. Plan culturel numérique du Québec

En plus des exigences énumérées aux points 1 à 6, le bénéficiaire qui reçoit une aide financière dans le cadre du Plan culturel numérique du Québec s'engage à :

- mentionner que le projet découle de la mise en œuvre d'une mesure du Plan dans ses documents promotionnels, ses messages publicitaires, ses sites Web, ses billets médias sociaux ainsi que ses activités publiques. Le libellé pourra prendre la forme suivante : « Ce projet s'inscrit dans le contexte de la mise en œuvre d'une mesure du Plan culturel numérique du Québec. »;

- ajouter un lien vers le site Web du Plan (www.culturenumerique.mcc.gouv.qc.ca) dans toutes ses communications liées à une mesure du Plan ;

- utiliser le mot-clic #PCNQ dans les médias sociaux pour toutes ses communications liées à une mesure du Plan.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227722004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier non récurrent de 18 900,00 $ à l'organisme AGC Art public pour la réalisation d'une murale dans l'arrondissement du Sud-Ouest. / Approuver un nouveau projet de convention à cet effet. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification 1227722004.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-5597

Co-autrice

Marie-antoine paul
Préposée au budget
Tél. : 514 872-7801

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872-7660

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.033

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229151004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier rétroactif de 20 000 $ à l'Orchestre Métropolitain (OM) pour la présentation d'un concert au parc du Mont-Royal le 2 août 2022 / Approuver un projet de convention à cet effet |

Il est recommandé d'accorder un soutien financier de 20 000 $ à l'Orchestre Métropolitain pour la présentation d'un concert inédit au parc du Mont-Royal s'étant tenu le 2 août 2022, et d'approuver un projet de convention à cet effet.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-24 15:29

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229151004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier rétroactif de 20 000 $ à l'Orchestre Métropolitain (OM) pour la présentation d'un concert au parc du Mont-Royal le 2 août 2022 / Approuver un projet de convention à cet effet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Depuis 40 ans, l'OM va à la rencontre des montréalais.es dans leurs quartiers et tisse des liens avec les communautés. À l'été 2022, après deux années de pandémie, l'OM a invité les montréalais.es à se réunir à nouveau afin de profiter d'une évasion musicale. C'est avec la volonté de partager sa passion avec le plus grand nombre que l'OM à proposé une nouvelle série de concerts dans plusieurs parcs montréalais. À travers ces concerts offerts gratuitement, l'OM souhaite contribuer au bien-être de chacun, stimuler la curiosité et favoriser les échanges entre les artistes et le public.
C'est dans ce contexte que l'OM a sollicité la contribution financière du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) afin d'inviter les citoyen.ne.s à se retrouver au coeur de la montagne pour un concert en plein air.

Le présent dossier décisionnel vise à accorder, rétroactivement, une contribution financière de 20 000 $ à l'OM pour la tenue d'un concert en plein air au parc du Mont-Royal. L'événement a eu lieu le 2 août 2022.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE21 1210 - 7 juillet 2021 : Accorder un soutien financier de 20 000, 00 $ à l'Orchestre Métropolitain pour la présentation en version numérique, d'un concert dans le cadre des Concerts Campbell 2021 / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet.
CE20 1707 - 4 novembre 2020 : Accorder un soutien financier de 20 000, 00 $ à l'Orchestre Métropolitain pour la présentation d'un concert en version numérique, dans le cadre des Concerts Campbell 2020. Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE19 1086 - 3 juillet 2019 : Accorder un soutien financier de 34 000 $ à l'Orchestre Métropolitain pour la présentation d'un concert au pied du Mont-Royal le 25 juillet 2019 dans le cadre des Concerts Campbell;

**DESCRIPTION**

Depuis 2014, l'OM, dirigé par le chef d'orchestre Yannick Nézet-Séguin, présente annuellement un concert gratuit en plein air au parc du Mont-Royal. Cet événement constitue un des deux concerts que l'OM présente annuellement en collaboration avec la Ville de Montréal dans le cadre de la série des concerts Campbell. Le concert au Mont-Royal est rapidement devenu un incontournable estival à Montréal.

C'est avec la volonté de démocratiser la musique classique que l'OM s'est engagé à réaliser annuellement ce concert. Le concert de l'OM présenté le 2 août 2022 a réuni près de 50 000 personnes. En plus de soutenir financièrement l'événement, la Ville a contribué aux activités de communications entourant le concert afin d'en assurer le rayonnement.

L'édition 2022 s'est tenue le 2 août à 20 h, à l'angle des avenues du Parc et des Pins. La logistique de l'événement a été assuré par l'OM.

**JUSTIFICATION**

En soutenant le concert, la Ville contribue à l'accessibilité à la culture pour tous les citoyens. Le concert permet également d'accroître l'attractivité et le rayonnement de la métropole, l'OM étant une compagnie artistique de renommée mondiale. Enfin, le projet favorise l'inclusion puisque le concert a été présenté gratuitement et a attiré plusieurs dizaines de milliers de personnes.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant maximal de cette contribution financière est de 20 000 $. L'imputation budgétaire pour cette dépense est issue à 100 % du budget d'agglomération Protection et mise en valeur du mont Royal du SGPMRS.
Le projet bénéficie du soutien financier d'autres organisations gouvernementales et de partenaires privés, notamment le Secrétariat de la région métropolitaine, le Conseil des arts de Montréal et Tourisme Montréal, pour un total de 280 000 $.

Au cours des 5 dernières années, l'organisme a bénéficié des contributions suivantes :

| Provenances de la contribution | Programmes | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Conseil des arts de Montréal | Fonctionnement | 95 000 $ | 95 000 $ | 95 000 $ | | 10 000 $ |
| Conseil des arts de Montréal | Subvention à la tournée (CAM en tournée et Quand l'art prend l'air) | 185 000 $ | 200 000$ | 240 000 $ | | |
| Conseil des arts de Montréal | Via différents prix et programmes voués au service de la communauté | 8 000 $ | 5 000 $ | 23 000 $ | | |
| Conseil des arts | Contribution au | | | 14 000 $ | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| de Montréal | concert d'été de l'OM | | | | | |
| Service de la culture / Trust Royal | Présentation d'un concert dans le cadre des Concerts Campbell | 16 500 $ | 34 000 $ | | 20 000 $ | 20 000 $ |
| SGPMRS | Présentation du Concert Campbell au pied du Mont-Royal | | 20 000 $ | 20 000 $ | | 20 000 $ |
| Arrondissement de Ville-Marie | Programme de soutien aux initiatives culturelles | | 10 000 $ | 10 000 $ | | 10 000 $ |
| Autres partenaires gouvernementaux | Divers | | | | | 55 000 $ |
| Partenaires privés | Divers | | | | | 165 000 $ |
| **Totaux** | | **304 500 $** | **364 000 $** | **402 000 $** | **20 000 $*** | **280 000 $** |

* En 2021, le projet a également bénéficié du soutien financier du Conseil des arts de Montréal et du privé, toutefois ces données ne sont pas disponibles.

**MONTRÉAL 2030**

Par ce soutien à l'accessibilité à la culture, cette entente participe à améliorer la qualité de vie montréalaise. En effet, l'accès à la culture et à la musique contribue au développement des individus et à la cohésion sociale.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le refus d'accorder cette contribution financière mettrait à risque le ficelage du budget de l'organisme.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les activités prévues ont respecté les mesures sanitaires en vigueur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et a été appliqué par l'organisme partenaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Septembre 2022 : Passage du dossier aux instances
Octobre 2022 : Signature de la convention
Novembre 2022 : Versement de la contribution financière

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Deborah DELAUNAY
Conseillère en planification

**Tél :** 514 207-6466
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-10

Isabelle GIRARD
Chef de divison Concertation et Bureau du Mont-Royal

**Tél :** 514 346-3986
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Isabelle GIRARD

Chef de divison Concertation et Bureau du Mont-Royal pour,
Anne Desautels

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne :
Mme Isabelle Girard, chef de la Division concertation et Bureau du Mont-Royal, du 16 au 25 août 2022 inclusivement;
M. Daniel Bédard, chef de la Division forêt urbaine, du 26 août au 5 septembre 2022 inclusivement.
pour me remplacer dans l'exercice de mes fonctions de directrice par intérim de la

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Direction de la gestion des grands parcs et milieux naturels, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

**Tél :** 514 872-4046
**Approuvé le :** 2022-08-23

**Tél :** 514.872.1456
**Approuvé le :** 2022-08-23

ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN
Yannick Nézet-Séguin

Présente :

# *L'appel du destin*

## Programmation estivale 2022

## Une tournée inédite de l'OM dans les parcs montréalais

Le 7 mars 2022

Présenté par Andreea Bargoveanu
Cheffe, relations gouvernementales et protocole
abargoveanu@orchestremetropolitain.com | 514.929.2842

# *L'appel du destin*

## Une nouvelle tournée inédite de concerts de l'Orchestre Métropolitain dans les parcs montréalais à l'été 2022

**Contexte**

Depuis 40 ans déjà l'Orchestre Métropolitain va à la rencontre des Montréalais et Montréalaises, dans leur milieu de vie, et tisse des liens avec les communautés de différents territoires de la métropole. À l'été 2022, après deux années de pandémie, *l'OM* invite les montréalais à se retrouver ensemble pour profiter d'une évasion musicale extraordinaire.

C'est avec la volonté de partager sa passion avec le plus grand nombre que l'OM s'est engagé à réaliser cette nouvelle série de concerts dans plusieurs parcs montréalais. À travers des concerts gratuits dans les parcs offerts aux montréalais en collaboration avec la Ville de Montréal et divers arrondissements, l'OM souhaite contribuer au bien-être de chacun grâce à sa musique, stimuler la curiosité de toutes et tous et favoriser les échanges entre les artistes et le public.

**VOLET 1 : L'OM A LA RENCONTRE DES MONTRÉALAIS DANS LES PARCS**

**VOLET 2 : RETOUR DU CONCERT AVEC YANNICK NÉZET-SÉGUIN AU PIED DU MONT ROYAL**

**Programme**
Louise FARRENC : Symphonie n° 3 (35')
BEETHOVEN : Symphonie n° 5 (31')

**Équipe artistique : Mélanie Léonard, cheffe et L'Orchestre Métropolitain (53 musiciens)**

*Depuis le fameux motif du destin implacable qui frappe à la porte jusqu'à l'optimisme victorieux du finale, la Symphonie no 5 de Beethoven, une des œuvres les plus connues du répertoire, dépeint la condition humaine dans une optique d'espoir toujours renouvelé. La troisième symphonie de Louise Farrenc se réclame de l'héritage de Beethoven, Schubert et Mendelssohn. Voilà un extrait d'une critique par Théophile Gauthier : « …les honneurs de la soirée ont été pour la Symphonie en sol mineur de Mme Farrenc, œuvre remarquable, dans laquelle l'auteure s'est élevée au niveau des plus grands maîtres. »*

**Dates disponibles :** Du 8 au 14 juillet 2022

La série de concerts est constituée de :

a. **2 CONCERTS CONFIRMÉS : au Théâtre de Verdure du Parc La Fontaine présentés en collaboration avec la Ville de Montréal et les Concerts Campbell.**

b. **4 concerts dans divers parcs montréalais en collaboration avec des arrondissements.**

✓ **1 CONCERT CONFIRMÉ : Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville, Parc Ahuntsic**

- **Nombre de jours d'occupation dans chaque parc** : 24h. (Installation le matin, concert en soirée, démontage après le concert)

- **L'OM propose à chaque arrondissement un Projet « clé en main » d'une valeur de 30 à 40 000 $ qui inclut** : la participation des musiciens et de la cheffe, la scène, l'éclairage, le son, le transport des instruments et équipements, et la génératrice pour le concert.

- **La participation de chaque arrondissement sera grandement appréciée pour assurer les services logistiques pour l'accueil des concerts** : Sécurité, service des incendies, infrastructures techniques et sanitaires, alimentation électrique, entretien du site, gestion des résidus, etc.

**Concert gratuit au mont Royal avec Yannick Nézet-Séguin :**

Date : 2 août 2022

Programme en cours.

Nous sommes enthousiastes d'échanger avec vous pour offrir aux citoyens ce magnifique programme estival.

## PRODUCTEUR DE L'ÉVÉNEMENT : ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN

Kim Lajeunesse,
Directrice, Programmation
klajeunesse@orchestremetropolitain.com
B 514-598-0870, poste 28
C 514-917-9195

Luc Chaput
Directeur, Production et tournées
lchaput@orchestremetropolitain.com
B 514-598-0870, poste 26
C 514-824-0870

Dany Leblanc
Directeur technique
dleblanc@orchestremetropolitain.com
C 514-970-9463

Sylvie Lavoie,
Directrice de production
sylamisol@hotmail.ca
C 514-730-7459

Benoit Jolicoeur, directeur technique et logistique
bjolicoeur.st@gmail.com
C 514 726-4693

ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN
Yannick Nézet-Séguin

## Concert de l'OM et Yannick Nézet-Ségin au pied du mont Royal, août 2022

**Budget prévisionnel**
*mis à jour: 4 avril 2022*

| Revenus | Montants ($) | Confirmé |
|---|---|---|
| **Aide gouvernementale et municipale** | | |
| Conseil des arts de Montréal | 10 000 $ | X |
| Ville de Montréal: Arrondissement Ville-Marie | 10 000 $ | X |
| Ville de Montréal: Service des grands parcs | 40 000 $ | |
| Secrétariat à la région métropolitaine | 40 000 $ | |
| Conseil des arts du Canada | 15 000 $ | |
| **Sous-total** | **115 000 $** | |
| **Aide privée** | | |
| Tourisme Montréal | 20 000 $ | |
| Commanditaire privé | 50 000 $ | |
| Contribution de l'Orchestre Métropolitain | 95 000 $ | X |
| **Sous-total** | **165 000 $** | |
| **TOTAL** | **280 000 $** | |

| Dépenses | Montants ($) |
|---|---|
| **Frais de production** | |
| Instruments, location, entretien, transport | 1 725 $ |
| Salles de répétiotion et Direction technique | 915 $ |
| Techniciens | 18 000 $ |
| Location équipement, matériel et frais contingence | 181 925 $ |
| **Sous-total** | **202 565 $** |
| **Documentation** | |
| Honoraires professionnels captation | 25 000 $ |
| Partitions | 1 000 $ |
| Prévision SOCAN | 1 000 $ |
| Frais douanes, livraisons, envois | 200 $ |
| **Sous-total** | **27 200 $** |
| **Artistes et musiciens** | |
| chef et assistant chef, avec guilde | 11 246 $ |
| Cachets musiciens, caisse retraite et av. sociaux | 80 544 $ |
| **Sous-total** | **91 790 $** |
| **TOTAL** | **294 555 $** |

# TABLE DES MATIÈRES


1. STRUCTURE ORGANISATIONELLE 2
2. DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT 3
3. LOGISTIQUE ET OPÉRATIONS 5
4. ASSURANCES 11
5. PERMIS 12
6. PLAN D'URGENCE 13

# 1. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

## 1.1 PRODUCTEUR DE L'ÉVÉNEMENT

ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN

Kim Lajeunesse,
Directrice, Programmation
klajeunesse@orchestremetropolitain.com
B 514-598-0870, poste 28
C 514-917-9195

Luc Chaput
Directeur, Production et tournées
lchaput@orchestremetropolitain.com
B 514-598-0870, poste 26
C 514-824-0870

Dany Leblanc
Directeur technique
dleblanc@orchestremetropolitain.com
C 514-970-9463

Sylvie Lavoie,
Directrice de production
sylamisol@hotmail.ca
C 514-730-7459

Jean-François Beaulé, directeur technique et logistique
jf@jfbeaule.com
C 514 686-3168

# 2. DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT

## 2.1 CONCERT SYMPHONIQUE MONT-ROYAL

Depuis 2014, l'Orchestre Métropolitain et Yannick Nézet-Séguin présentent un concert gratuit en plein air devant le chalet du mont Royal. Environ 7 000 personnes ont pu assister au concert l'été dernier, atteignant la pleine capacité du site une heure avant le début du concert, alors que plus de 50 000 avaient manifesté leur intention d'y participer… Cet événement est un des deux concerts que l'OM présente en collaboration avec la Ville de Montréal (Accès culture, Bureau du mont Royal) dans le cadre de la série des concerts Campbell. Le concert au sommet du mont Royal est rapidement devenu un incontournable de la saison estivale à Montréal.

La renommée grandissante de l'Orchestre, de son chef Yannick Nézet-Séguin et de l'événement, jumelé à la volonté que le plus de gens possible y prennent part, a mené les partenaires du projet à tenir l'édition 2019 au pied du mont Royal (côte Placide), au même endroit où s'est déroulé le concert « Montréal symphonique » présenté dans le cadre du 375e anniversaire de la ville en 2017 et qui avait attiré près de 80 000 personnes.

Pour Yannick et pour l'OM, il est important de maintenir la présentation d'un concert symphonique gratuit au mont Royal, dans ce lieu qui symbolise de si belle façon notre métropole. C'est avec la volonté de partager sa passion avec le plus grand nombre que l'OM s'est engagé à réaliser ce concert. L'OM pense rassembler plus de 40 000 personnes. En plus d'aider financièrement l'activité, la ville de Montréal et le Bureau du mont Royal travaillent avec l'OM à faire de cet événement un rendez-vous annuel, dont le rayonnement sera à la hauteur de l'engagement de l'Orchestre et de son chef à rejoindre l'ensemble de sa communauté.

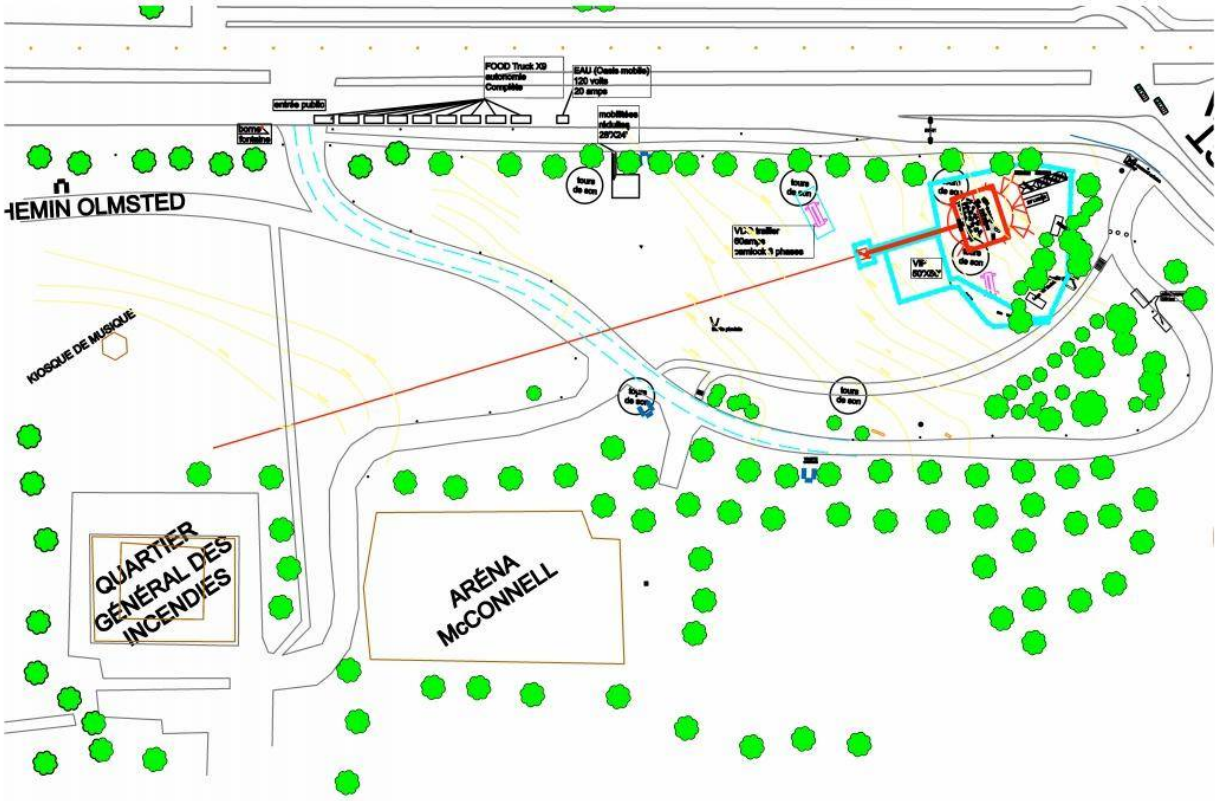
## 2.2 DATE DE L'ÉVÉNEMENT

Le 2 août 2022

Montage et démontage

## 2.3 LIEU

Au pied du mont Royal, le long de l'avenue du Parc (entre Mont-Royal et des Pins).




## 2.4 HORAIRE DES RÉPÉTITIONS SUR SCÈNE

Aucune répétition sur scène

## 2.5 PROGRAMMATION

Orchestre Métropolitain

# 3. LOGISTIQUE ET OPÉRATIONS

## 3.1 SÉCURITÉ

**Tâches**

- Assurer la sécurité des installations en tout temps, y compris pendant les périodes de montage et de démontage.
- Durant l'évènement public, assurer la sécurité du public sur le site ainsi que la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes lors de la fermeture des rues.
- Empêcher l'entrée et la sortie de boissons alcoolisées hors des zones restreintes qui seront situées aux alentours des camions de nourriture de rue.
- Assurer le filtrage des spectateurs.
- L'entrée du site est située sur le chemin Olmstead, accessible via l'avenue des Pins.

### 3.1.1 Compagnie de sécurité privée

La sécurité sera assurée par l'entreprise **Dans La Foule**

Il y aura présence de sécurité sur le site durant toute la période allant du 29 juillet 2022 au 3 août 2022. La présence d'un (1) à deux (2) agents est prévue pour la période de montage, le 23 juillet et 24 juillet, ainsi que pendant la période de démontage, soit le 26 juillet.

Le 2 août : 2 agents jusqu'à 13h00, 6 agents à 13h00, 10 agents à 16h00 et 24 agents à partir de 17h00

**Responsable : Alexis Lavoie-Bouchard 514-571-4382**

**Plan de positionnement des agents de sécurité**

Les points orange représentent ou il y aura un/des agents. Ces agents peuvent être statique ou en mouvement. Les traits orange signifient qu'il y aura un/des agents constamment en mouvement dans ces emplacements (zones prioritaires)

**À venir**

### 3.1.2 Police

Présence de deux véhicules de police à l'intersection de la rue Mont-Royal et de l'avenue du Parc et présence de deux véhicules de police à l'intersection de l'avenue des Pins et de l'avenue du Parc, durant toute la période de la fermeture des rues.

*Horaire détaillé à venir – il sera transmis dès que disponible.*

### 3.1.3 Premiers soins et paramédicaux

**13h00 - Installation, coin Duluth et du Parc.**
**16h00 - Début du service**

- Secouristes identifiés, La location de tout l'équipement médicale nécessaire
- Voiturettes de golfs ambulances
- Tente 20X20

**Resposable : Jean-François Millette 514-808-8075**

**Voir les détails du plan d'urgence au point 6.**

### 3.1.4 Bénévoles

**À venir**

## 3.2 FERMETURE DE RUES

**Plan de détour (*plan graphique à venir*)**

Aucun empiètement sur la voie public, lors du montage et démontage

2 août: 16h00 - Fermeture de l'avenue du Parc
Signalisation 2000 – Normand Pilon
Voir plan annexe A

### 3.2.1 Signalisation (*plan graphique à venir*)

Des affiches en polypropylène ondulé (Coroplast) seront imprimées et installées dans le secteur 14 jours avant l'événement et selon les indications :

### 3.2.2 Surveillance aux intersections bloquées

Comme mentionné plus haut (section 3.1.2), la police se chargera de faire respecter le plan de détour aux intersections bloquées.

### 3.2.3 Stationnements

Des affiches interdisant le stationnement sur l'avenue du Parc à partir du 2 août seront déployées plusieurs jours à l'avance.

### 3.2.4 Corridor de sécurité

Des clôtures Mills délimiteront le corridor de sécurité sur le chemin Olmsted de la rue du Parc jusqu'à la barrière qui mène au Quartier Général du service des incendies.

Le corridor de sécurité de la rue des Pins jusqu'à la rue Mont-Royal sera fait su coté du Parc Jeanne Mance. Voir les plans de Signalisation 1010 en annexe.

### 3.2.5 Avis aux riverains

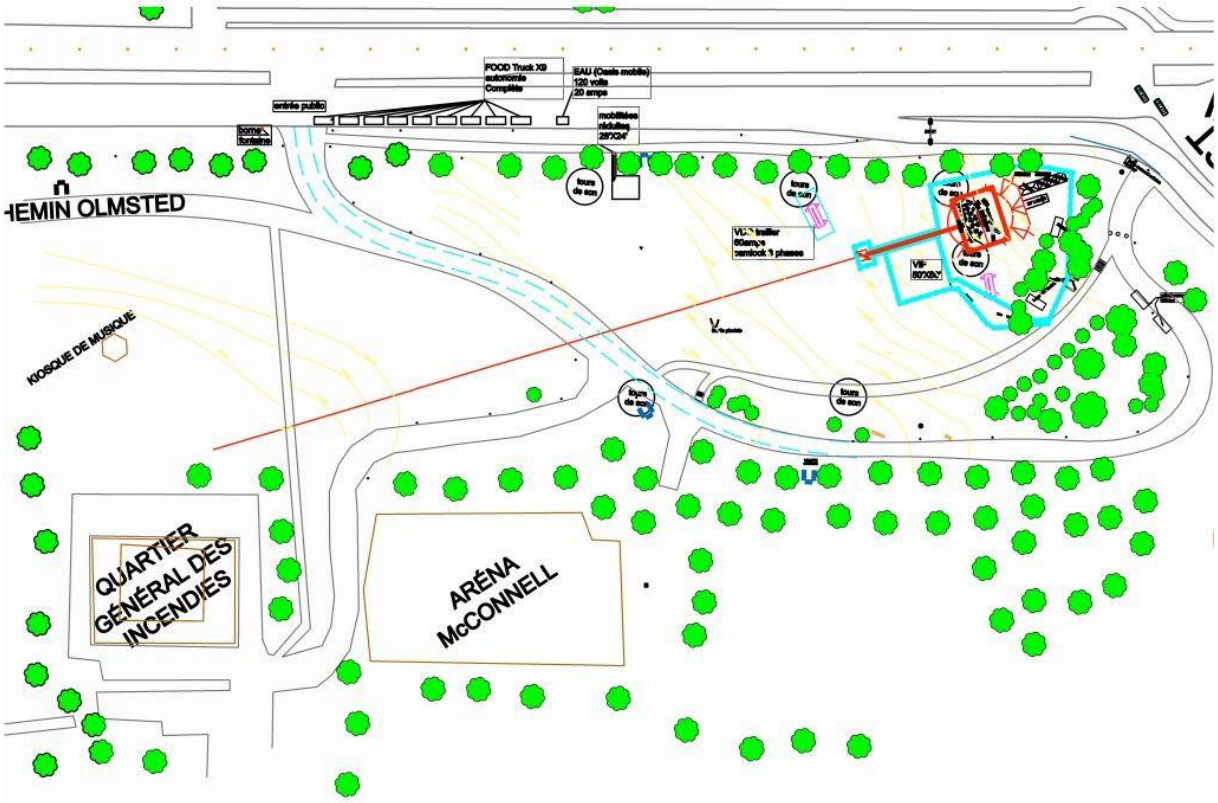
Un avis aux résidents et aux commerçants sera distribué au minimum 14 jours à l'avance dans le quadrilatère formé par les rues Mont-Royal, avenue des Pins et avenue du Parc.

## 3.3 MATÉRIEL ET SERVICES

### 3.3.1 Infrastructures techniques

Les infrastructures techniques seront situées à l'intersection des avenues

des Pins et du Parc, à l'intérieur des limites du terrain du parc.




### 3.3.2 Infrastructures de sécurité (clôtures et autre)

Clôtures Mills (fournies par la Ville de Montréal) : des clôtures Mills seront disposées selon la disposition du terrain utilisé pour le concert.

### 3.3.3 Infrastructures sanitaires (toilettes, poubelles, recyclage) :

**Modus Operandi**

*Voir plan générale*

#### 3.3.4 Demandes spéciales à la Ville de Montréal, livraison le 23 8h00

Clôtures Mills : 225 unités
Blocs de béton de type Jersey : 35 unités
Cloches de béton : 35 unités
6 blocs de 4’ x 3’ x 2’ de 3700 lbs chacun

## 3.4 ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

**3.4.1** Alimentation électrique des installations techniques sur groupe électrogène
**3.4.2** Alimentation électrique des installations de service sur groupe électrogène

## 3.5 SON/MUSIQUE

Début de la calibration : 1 août
Début des répétitions : aucune extérieur
Concert : 2 août 2022

## 3.6 ÉCLAIRAGE DU SITE

Plan du DT à venir

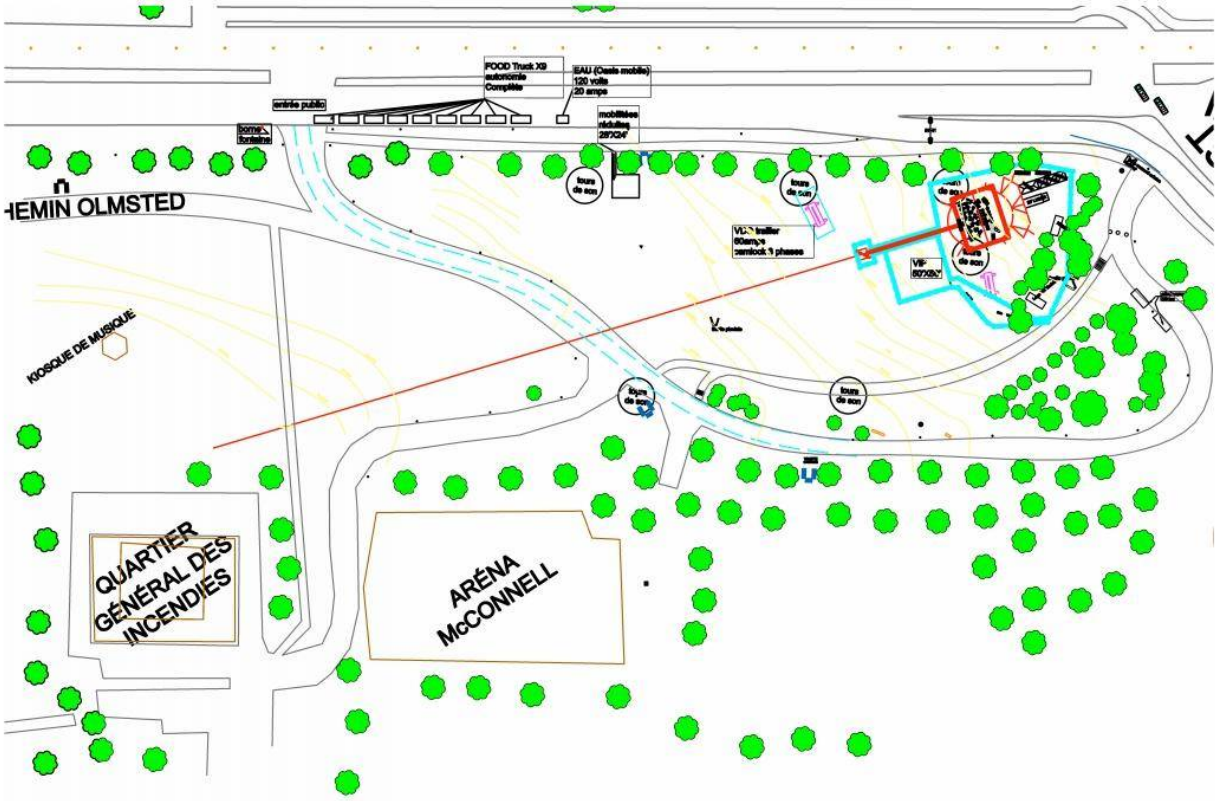
## 3.7 AFFICHAGE :

#### 3.7.1 Annonce de l’évènement

Des affiches en polypropylène ondulé seront installées dans le secteur 14 jours avant l’évènement, permettant d’annoncer l’évènement ainsi que la fermeture des rues (voir section 3.2.2).

## 3.8 ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE

L'espace pour les personnes à mobilité réduite sera installé avec un plancher au sud du chemin Olmstead près de la bande alsphaltée. Ils pourront y avoir accès par le trottoir sur du Parc. Une passerelle sera installée afin de faciliter l'accès.

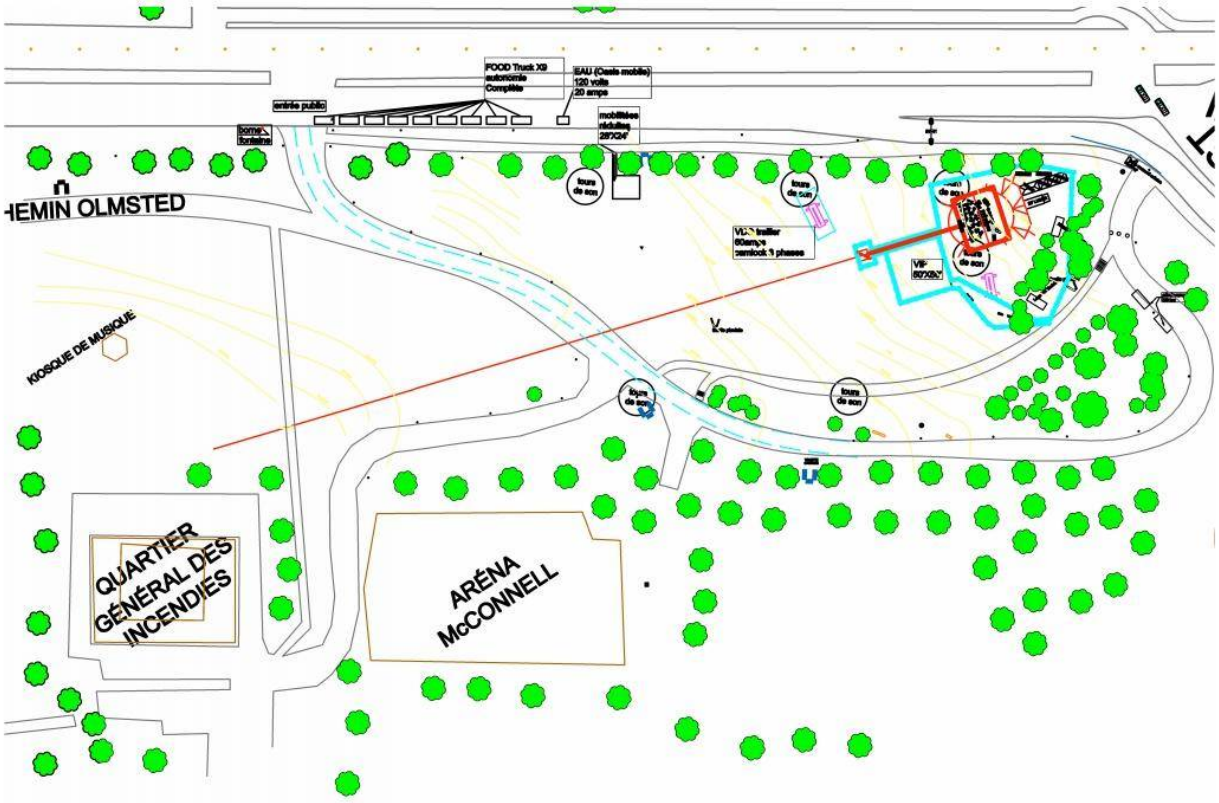



## 3.9 VENTES DE NOURRITURE ET DE BOISSONS ALCOOLISÉES

### 3.9.1 Nourriture et alcool :

Nourriture seulement, les camions de restauration de rue seront installés sur du Parc, au Sud du chemin Olmsted
9 camions de cuisine de rue

Il y aura un point d'eau Oasis, sur du Parc au sud du chemin Olmsted, nous aurons besoin d'avoir accès à la borne fontaine située sur le coin de Olmsted et du Parc afin de remplir le camion eau




## 3.10 ENTRETIENT

### 3.10.1 Vidage des poubelles et des bacs de recyclage

La gestion du contrôle des rebuts sera gérée par une équipe de bénévoles tout au long de la période où se déroulera l'évènement.

### 3.10.2 Nettoyage du site

Le nettoyage du site sera effectué par une entreprise privée le lendemain de l'évènement, soit le 3 août.

Modus Operandi

### 3.10.3 Gestion des matières résiduelles

La gestion des matières résiduelles sera effectuée par une entreprise privée le lendemain de l'évènement, soit le 3 août.

Modus Operandi

# 4. ASSURANCES

# 5. PERMIS

Le permis du site est détenu par l'Orchestre Métropolitain

# 6. PLAN D'URGENCE

## 6.1 OBJECTIF

Une situation d'urgence, de par sa nature, survient de façon imprévue. La sécurité est la responsabilité de tous. Comme son nom l'indique, le plan des mesures d'urgences (PMU) sert à évaluer les scénarios des situations d'urgence possibles, leurs conséquences et, ainsi, à planifier les stratégies d'interventions à suivre dans l'éventualité où l'un de ces évènements surviendrait.

Le présent document définit également les rôles et responsabilités de chaque intervenant ainsi que la chaine de commandement et de communication à suivre selon le type de scénario de possibles situations imprévues anticipées.

Le contenu constitue non seulement un guide de référence permettant de préparer et outiller les intervenants sur les procédures à suivre lors de situations d'urgences, mais il permet aussi de détecter des risques passés inaperçus susceptibles d'empirer la situation et de les éliminer par la suite.

Le plan de mesures d'urgences a pour objectif de prévenir au mieux les situations d'urgence, d'assurer une intervention immédiate, organisée et efficace tout en limitant les dégâts si une crise survient et, dans la mesure du possible, de permettre un retour à la normale, de façon calme et rapide.

## 6.2 DESCRIPTIF DE L'ÉVÉNEMENT

## 6.3 MANDAT ET RESPONSABILITÉS DU COMITÉ D'INTERVENTION

L'Orchestre Métropolitain est responsable de la sécurité du public, du personnel, des bénévoles ainsi que des équipements sur le site, lors de la présentation du concert symphonique. À cette fin, l'organisme met en place un comité d'intervention afin d'évaluer les incidents ou les évènements majeurs qui

pourraient mettre en jeu la santé et la sécurité des personnes sur le site et de prendre les actions qui s'imposent.

Les actions qui seront prises dépendront des circonstances ainsi que du caractère de la situation; par conséquent, les procédures de base doivent être bien comprises par les différents intervenants, soit les responsables de comité, les bénévoles, les superviseurs, ainsi que les engagés de l'orchestre Métropolitain

## 6.4 COMITÉ D'INTERVENTION

Le comité d'intervention est formé de sept membres :

- ***Madame Sylvie Lavoie,*** Chargée de projet
- ***Monsieur Luc Chaput,*** Directeur des opérations,
- ***Monsieur Jean-François Beaulé***, Directeur technique et logistique
- ***Monsieur Jean R. Dupré, Président directeur général***
- ***Monsieur Martin HUDON****,* Directeur communication et marketing
- ***Monsieur Alexis Lavoie Bouchard***, Directeur Sécurité, Agence de sécurité « Dans La Foule »
- ***Monsieur Jean-François Millette***, Responsable de Premiers Soins « Équipe Médicale »

**Responsabilités** : Orienter les décisions majeures de la sécurité publique/direction de production sur présentation de l'état de la situation, des options ouvertes et des procédures à suivre.

## 6.5 COMMUNICATIONS ET PROTOCOLE DE COMMUNICATION

**Fréquences:**

- F1 Production 1
- F2 Production 2
- F3 Accueil
- F4 Premiers Soins
- F5 Sécurité

**F6 Urgence**

## 6.6 POINT DE RASSEMBLEMENT DU COMITÉ D'INTERVENTION

Lors du déclenchement du plan d'urgence, **LE COMITÉ D'INTERVENTION SE RÉUNIRA SOUS LE CHAPITAUX RESTAURATION**, situé dans le périmètre contrôlé à l'arrière de la scène. Advenant un besoin d'évacuation de ce dit périmètre, **LE COMITÉ D'INTERVENTION SE RÉUNIRA DANS L'ÈRE DE STATIONNEMENT DE L'ARÉNA MCCONNELL**

## 6.7 IDENTIFICATIONS DÉPARTEMENTS, SÉCURITÉ PUBLIQUE ; RÔLES ET RESPONSABILITÉS

### 6.6.1 Identification, rôle et responsabilités de la direction de production

- ***Madame Sylvie Lavoie,*** Chargée de projet
- ***Monsieur Luc Chaput,*** Directeur des opérations,

**Responsabilités** :
- Prendre les décisions majeures sur présentation de l'état de la situation, des options ouvertes et des procédures à suivre.
- Assurer la coordination technique des groupes.
- Être prêt à réagir à toute demande spécifique liée aux opérations techniques, dans les circonstances possibles tout en demeurant dans un cadre sécuritaire.
- Gérer le personnel afin de combler tous les besoins en main-d'œuvre liés aux interventions techniques.
- Gérer la disponibilité des accès nécessaires aux diverses interventions techniques.
- Fournir toute liaison nécessaire entre les départements/services de sécurité publique.

### 6.6.2 Identification, rôle et responsabilités de la direction technique et

**logistique terrain**

- ***Monsieur Jean François Beaulé***, Directeur technique et logistique
- ***Madame Danny Leblanc,*** Directeur technique orchestre

**Responsabilités** :

- Être prêt à réagir à toute demande spécifique liée aux opérations de la logistique physique du terrain du site, dans les circonstances possibles tout en demeurant dans un cadre sécuritaire.
- Gérer le personnel afin de combler tous les besoins en main-d'œuvre d'intervention liés aux installations physiques sur le site.
- Gérer l'équipement lourd, si nécessaire.
- Gérer la disponibilité des accès nécessaire aux diverses interventions sur le site.
- Gérer les infrastructures électriques, si nécessaires
- Fournir toute liaison nécessaire entre les départements/services de sécurité publique.

### 6.6.3 Identification, rôle et responsabilités de la sécurité du site

- ***Monsieur Alexis Lavoie Bouchard***, Directeur Sécurité, Agence de sécurité « Dans La Foule » 514-571-4382

**Responsabilités** :

- Contrôler et coordonner l'accès et l'évacuation du site, de concert avec les services de sécurité publique.
- Contrôler et coordonner les mouvements de foule.
- Contrôler et coordonner la protection des installations et des équipements contre le pillage et le vandalisme.
- Communiquer en tout temps toutes les informations opérationnelles et sur l'état de la situation pour tous les secteurs du site.
- Fournir, au besoin, un officier de liaison entre l'équipe d'organisation de l'évènement et les services de sécurité publique.

### 6.6.4 Identification, rôle et responsabilités des premiers soins locaux

- ***Jean-François Millette***, Responsable de Premiers Soins « Équipe Médicale » 514-808-8075

**Responsabilités** :
- Maintenir les services de premiers soins.
- Gérer le personnel des premiers soins.
- Identifier les besoins de personnel complémentaire et supplémentaire, si nécessaire.
- Informer le chef des opérations sur les services de sécurité publique lorsque nécessaire.
- Aider les ambulanciers à effectuer le tri des blessés s'il y a lieu.
- Administrer les premiers soins et faire la gestion du transport des blessés aux divers centres hospitaliers, lorsque nécessaire.
- Identifier un site alternatif et y déplacer les opérations au besoin.

### 6.6.5 *Centre de coordination d'urgence du site (s'il y a lieu)*

- *À déterminer*

### 6.6.6 Police

- *Directeur de la police; no cellulaire; fréquence radio*

**Responsabilités**
- *À déterminer en collaboration avec le service de police*

### 6.6.7 Service des incendies

- *Directeur du service des incendies; no cellulaire; fréquence radio*

**Responsabilités** :
- Réagir aux situations d'urgence relatives aux incendies.
- Assurer le maintien des normes en matière d'incendie.
- *Description de leur présence sur site s'il y a lieu et autre à déterminer avec le service des incendies.*

### 6.6.8 Services paramédicaux

- *Directeur des services paramédicaux; no cellulaire; fréquence radio*

**Responsabilités** :

- *À déterminer en collaboration avec le service des paramédicaux*

## 6.7 INCIDENTS COURANTS (mineurs)

a. Accidents mineurs et blessures
b. Malaise physique
c. Malentendu à caractère dégénératif
d. Intoxication éthylique ou toxique
e. Enfants perdus
f. Etc.

**PROCÉDURE À SUIVRE EN CAS D'INCIDENTS COURANTS (mineurs) :**
Selon la situation, tout le personnel engagé doit être informé par les responsables du comité des mesures à prendre dans le cas d'une urgence mineure.

Au besoin, les incidents mineurs devront être gérés localement par le personnel en place, en attendant la disponibilité des services spécialisés habituellement chargés de ces responsabilités.

## 6.8 INCIDENTS À CARACTÈRE URGENT

6.8.1 Incendie
6.8.2 Urgence météo (vent, orage, tornade, ouragan)
6.8.3 Accident mécanique (scènes)
6.8.4 Attaque terroriste/émeute/tout acte malveillant

**PROCÉDURES EN CAS D'INCIDENTS À CARACTÈRE URGENT :**
En cas d'évènement majeur nécessitant la mise en application du plan d'urgence, le respect intégral et scrupuleux des directives est impératif au succès de l'opération.

Étapes à suivre selon l'incident :

1. Porter secours.

2. Contacter les premiers soins et la sécurité.
3. Établir un périmètre de sécurité.
4. Contacter le chef des opérations.
5. Utiliser les ressources.
6. Contacter les services d'urgence *(selon la procédure établie)*, suivre les instructions et attendre les services de relève.

## 6.9 PROTOCOLE MÉTÉO

**Seuil de stand-by** : à partir de vents de 50 km/h
- Sécuriser les infrastructures (tentes et structures de pavoisement).
- Évacuer les tentes.

**Seuil 1 (1er appel téléphonique)** : vents de 65 km/h à 80 km/h.
**Protocole 1** :
- Descendre les hautparleurs et les écrans DEL au niveau du sol.
- Mettre les équipes en alerte météo.
- Fermer l'entrée aux sites.

**Seuil 2** : vents de 80 km/h à 100 km/h.
**Protocole 2** :
- Procéder à l'évacuation du site.
- Faire monter l'éclairage le plus haut possible pour éviter le balancement.
- Procéder à l'évacuation des scènes (envoyer les messages d'évacuation).

**Seuil 3** : vents de 100 km/h et +
**Protocole 3** :
- Sécuriser un périmètre autour des scènes et des tours de délai.

**Mesure spéciale de surveillance de la pluie** :
Alerte 1 : Pluie dépassant un débit de 100 mm/h.
Alerte 2 : Accumulation totale continue de 25mm.

## 6.10 PROCÉDURES EN CAS D'ÉVACUATION

En cas d'évènement majeur nécessitant l'évacuation du terrain de l'événement, la personne responsable/tête du comité devra donner le feu vert aux étapes suivantes.

**Étapes à suivre** :

1. Le département procédant au déclenchement de l'évacuation avisera les responsables des autres départements (ex. : direction sécurité publique avise direction de production et direction sécurité).
2. Le spectacle sera arrêté.
3. Les lumières d'urgence sur la scène seront allumées.
4. Une annonce verbale sera effectuée (selon les dispositions) afin de diriger les spectateurs et les inviter à quitter les lieux calmement via la sortie la plus près.
5. Les agents de sécurité et/ou bénévoles répèteront le message aux spectateurs avec des mégaphones.
6. Le comité d'intervention se réunira au point de rassemblement afin de déterminer les prochaines étapes selon la nature de la situation.

Sorties d'urgences : Les gens seront dirigé vers l'est sur l'avenue Du Parc cet en direction nord vers l'avenue du Mont-Royal.

## 6.11 PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE ET MESURES PARTICULIÈRES D'AIDE À L'ÉVACUATION

Des bénévoles seront positionnés au abord de la plate forme pour personnes à mobilité réduite, pour la durée complète de l'évènement. En cas d'évacuation, ces derniers seront en mesures de diriger les accompagnateurs des présents spectateurs.

## 6.12 INVENTAIRE ET DISPOSITION DU MATÉRIEL DE PROTECTION INCENDIE

**Chaque bâtiment et/ou installation sera muni d'un extincteur**

**Extincteurs portatifs** : tous les extincteurs portatifs prévus doivent être accrochés sur des supports appropriés dont le sommet n'est pas à plus de cinq pieds du plancher. Si leur visibilité est obstruée, il faut installer un panneau de localisation indiquant sa présence. Tous les extincteurs portatifs présents doivent avoir subi l'entretien annuel et doivent satisfaire toutes les autres exigences spécifiques à la norme NFPA-10.

## 6.13 LOCALISATION SERVICES DE PREMIERS SOINS, BRIGADE LES HIRONDELLES, SERVICE POUR LES ENFANTS PERDUS

**Premiers soins :** La tente des premiers soins sera située : coin Duluth et Parc

**Enfants perdus :** Un kiosque pour les enfants perdus sera positionné : coin Duluth et Parc

**Les Hirondelles (recours pour les femmes)** : coin Duluth et Parc

## 6.14 COMMANDEMENT ET CONTRÔLE

Chaque responsable du comité d'intervention/directeur de département reçoit des directives et se voit assigner des responsabilités selon les tâches allouées apparaissant à la présente ou toute autre tâche selon les besoins de la situation.

Les responsables du comité d'intervention/directeurs de département émettent les nouvelles directives aux équipes sous leur direction et évacuent le personnel non nécessaire.

Un appel à tous par la procédure de [communication établie/radio] informe tous les intervenants du niveau de déclenchement de l'opération d'urgence et des procédures établies.

Chaque responsable du comité d'intervention/directeur de département doit être en contrôle des opérations de son personnel et/ou des bénévoles. Ils doivent se garder informés en tout temps de l'évolution de la situation et des procédures à suivre.

Les professionnels de la sécurité publique et des services d'incendie de la Ville de Montréal utilisent les procédures établies dans le cadre de leurs fonctions pour ce type d'intervention. (Description à faire selon les besoins/dispositions.)

Selon la nature de l'urgence et au besoin, l'information des appels d'urgence reçus par les services de sécurité publique pourrait être retransmise aux responsables appropriés.

Les communications externes aux médias, s'il y a lieu, devront être effectuées uniquement par les personnes préalablement désignées pour ce type de demandes.

Tous les efforts seront maintenus afin de garder une ambulance en périphérie du site en tout temps. Chaque ambulance en service aura en sa possession un plan

du site avec les sorties bien identifiées. (À valider)

Dans le cas où un appel d'urgence devrait être placé aux services paramédicaux pour une intervention sur site, l'entrée d'urgence à utiliser devra être spécifiée afin de faciliter l'arrivée du véhicule et du personnel ambulancier.

## 6.15 EXIGENCES ET DIRECTIVES SUPPLÉMENTAIRES

### 6.15.1 Exigences pour les concessionnaires et tentes

- Dans les tentes occupées par le public, il est interdit de fumer ou d'utiliser des appareils à flammes nues.
- Posséder un extincteur portatif.
- Les contenants à rebuts situés sur le site doivent être vidés de façon régulière.

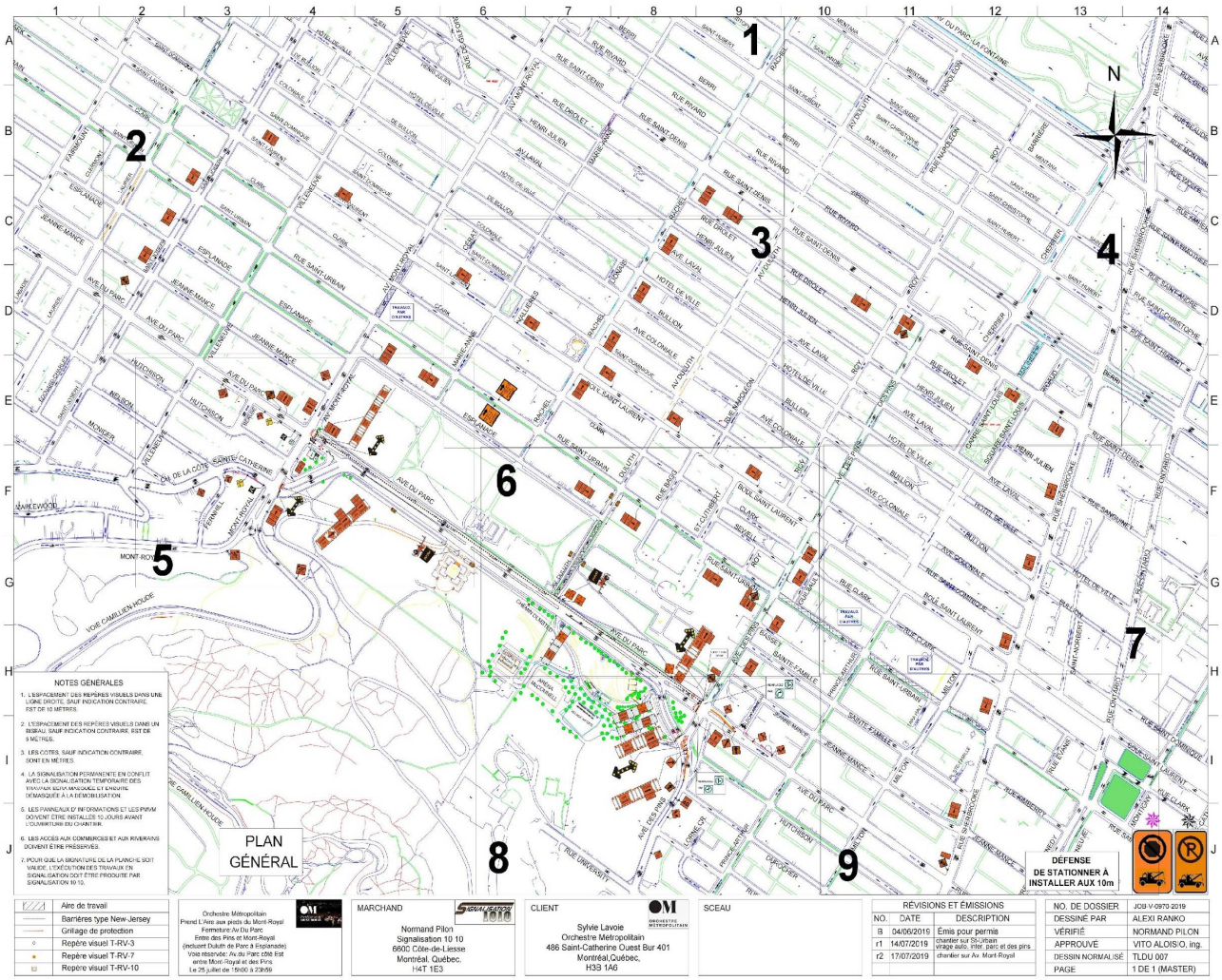
### 6.15.2 Exigences pour installation électrique

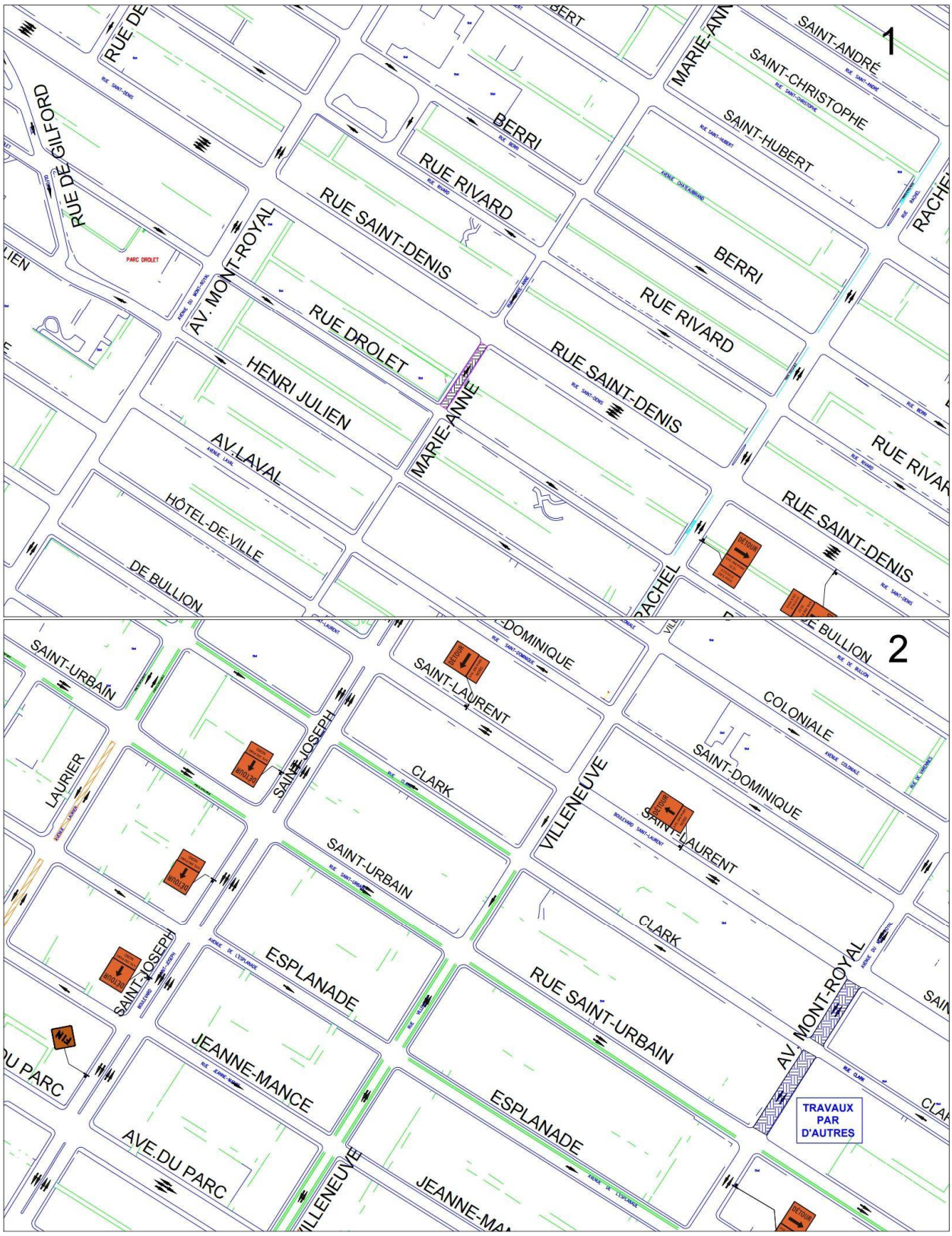
- Les panneaux doivent être fermés et verrouillés en tout temps.
- Les génératrices et la scène doivent avoir une mise à la terre.
- Les génératrices doivent être accessibles au personnel autorisé seulement.

### 6.15.3 Gaz comprimé

Aucun de prévu

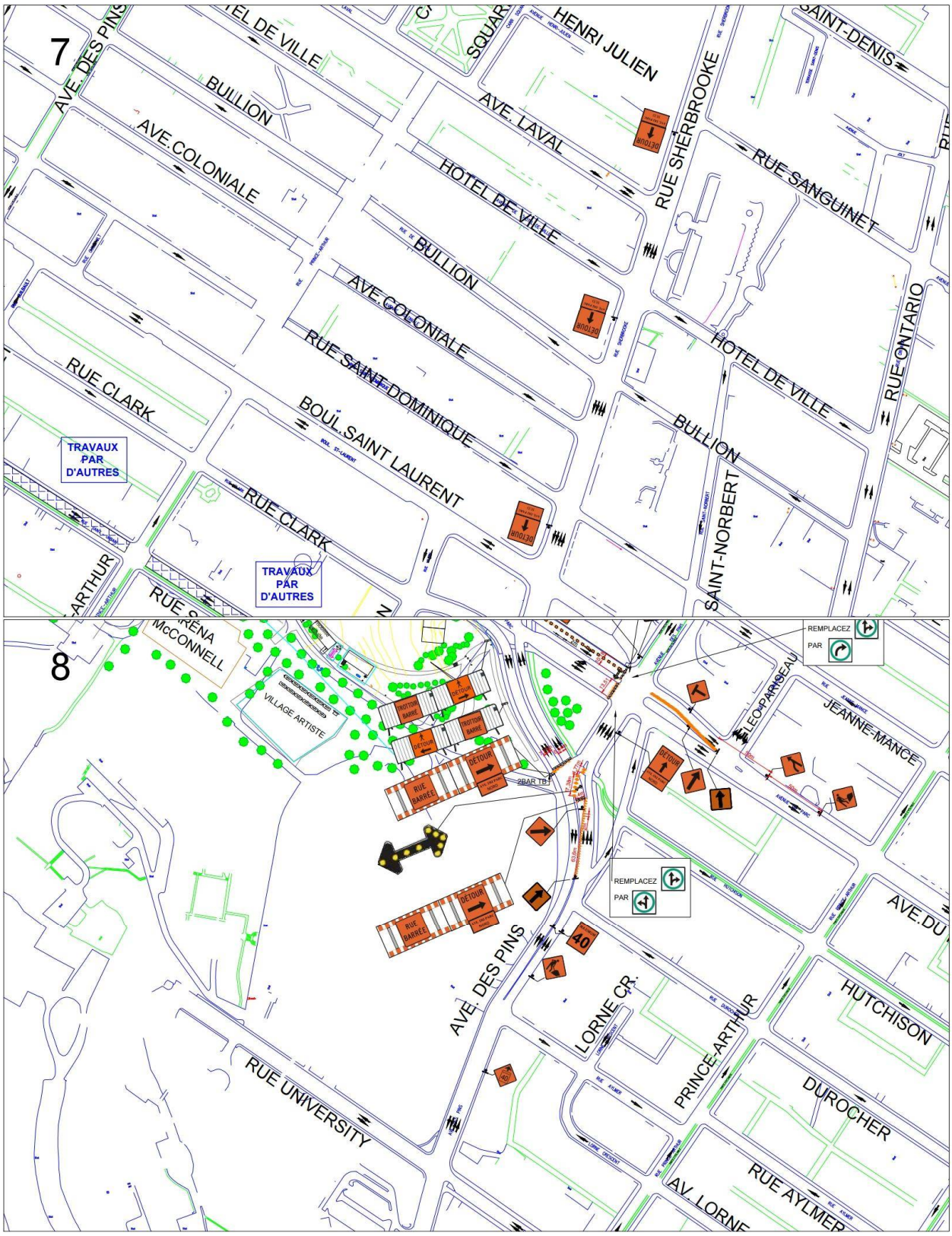
# ANNEXE A
# PLAN DE FERMETURE DE RUE

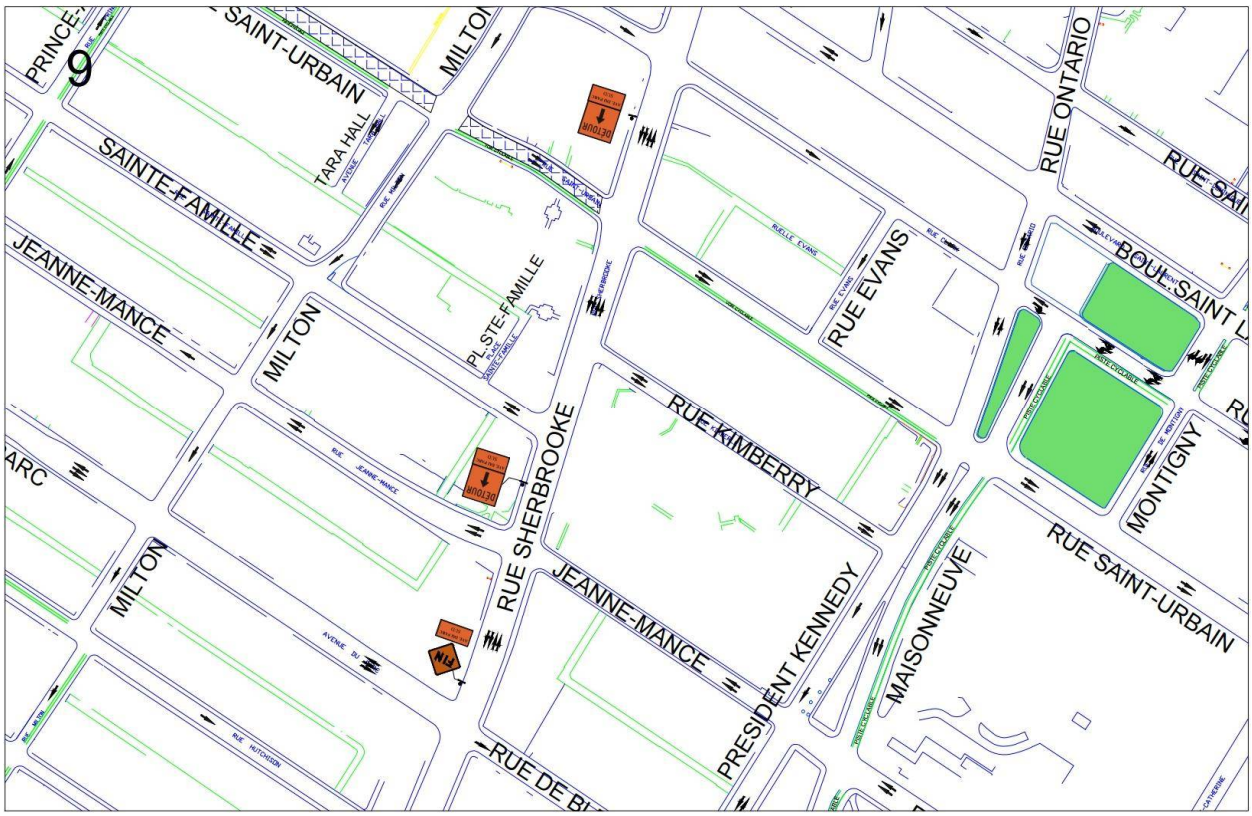



1
RUE DE GILFORD
PARC DROLET
AV. MONT-ROYAL
RUE SAINT-DENIS
BERRI
RUE RIVARD
RUE DROLET
HENRI JULIEN
AV. LAVAL
HÔTEL-DE-VILLE
DE BULLION
MARIE-ANNE
SAINT-ANDRÉ
SAINT-CHRISTOPHE
SAINT-HUBERT
RACHEL
2
SAINT-URBAIN
SAINT-JOSEPH
LAURIER
SAINT-LAURENT
CLARK
ESPLANADE
JEANNE-MANCE
AVE DU PARC
VILLENEUVE
COLONIALE
SAINT-DOMINIQUE
RUE SAINT-URBAIN
TRAVAUX PAR D'AUTRES
RETOUR

3
RUE DROLET
HENRI JULIEN
AVE. LAVAL
HOTEL DE VILLE
BULLION
AVE.COLONIALE
SAINT-DOMINIQUE
AV.DULUTH
RUE NAPOLÉON
BOUL.SAINT LAURENT
CLARK
RACHEL
VALLIÈRES
LIONAIS
CÉRAT
COLONIALE
MARIE-ANNE
ESPLANADE
DÉTOUR
4
RIVARD
RUE SAINT-DENIS
ROY
SAINT-HUBERT
CHERRIER
SAINT-ANDRÉ
DES PINS
MALINES
RIGAUD
BERRI
CARRÉ SAINT-LOUIS
RUE SAINT-LOUIS

HUTCHISON
AVE.DU PARC
HUTCHISON
BERUBE
AV. MONT-ROYAL
VILLENEUVE
CH. DE LA CÔTE SAINTE- CATHERINE
AVE.DU PARC
FERNHILL
MONT-ROYAL
5
6
SAINT-URBAIN
DULUTH
RUE BAGG
ROY
ST-CUTHBERT
BOUL.SAINT LAURENT
CLARK
SEWELL
AV. DULUTH
RUE SAINT-URBAIN
ROY
GUILBAULT
CHEMIN OLMSTED
AVE.DU PARC
QUARTIER GÉNÉRAL DES INCENDIES
GÉRÉE PAR SPVM
AVE. DES PINS
BASSET
SAINTE-FAMILLE


7
AVE. DES PINS
HÔTEL DE VILLE
BULLION
AVE. COLONIALE
HENRI JULIEN
AVE. LAVAL
RUE SHERBROOKE
SAINT-DENIS
RUE SANGUINET
HÔTEL DE VILLE
BULLION
AVE. COLONIALE
RUE SAINT-DOMINIQUE
RUE ONTARIO
HÔTEL DE VILLE
RUE CLARK
BOUL. SAINT LAURENT
BULLION
SAINT-NORBERT
TRAVAUX PAR D'AUTRES
RUE CLARK
TRAVAUX PAR D'AUTRES
8
RUE McCONNELL
VILLAGE ARTISTE
DÉTOUR
ROTOM BARRE
RUE BARRÉE
2BAR TB
REMPLACEZ PAR
LÉO-PARISEAU
JEANNE-MANCE
AVE. DES PINS
LORNE CR.
PRINCE-ARTHUR
HUTCHISON
DUROCHER
RUE UNIVERSITY
RUE AYLMER
AV. LORNE


9
SAINT-URBAIN
TARA HALL
SAINTE-FAMILLE
JEANNE-MANCE
MILTON
PL STE-FAMILLE
RUE SHERBROOKE
RUE KIMBERRY
RUE EVANS
RUE ONTARIO
BOUL SAINT L
MONTIGNY
RUE SAINT-URBAIN
MAISONNEUVE
PRESIDENT KENNEDY
JEANNE-MANCE
RUE SHERBROOKE
MILTON
RUE DE BL

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1219151004*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Accorder un soutien financier de 20 000 $ à l'Orchestre Métropolitain (OM) pour la présentation d'un concert au parc du Mont-Royal dans le cadre de leur tournée inédite dans les parcs montréalais en 2022 / Approuver un projet de protocole d'entente à cet effet.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*<br><br>*Priorité 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Priorité 15. Par ce soutien à l'accessibilité à la culture, cette entente participe à améliorer la vitalité culturelle et la qualité de vie montréalaise. En effet, l'accès à la culture et à la musique contribue au développement des individus et à la cohésion sociale.*<br><br>*Priorité 20. Renommé à l'international, ce concert de l'OM au pied du Mont-Royal représente une destination pour les visiteurs et les passionnés de musique et fait rayonner le patrimoine naturel et culturel exceptionnel de montréal* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | x |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | x |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | x |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | x | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | x | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | x | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | x |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**PROTOCOLE D'ENTENTE**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **L'ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est au 486 Saint-Catherine St Ouest, bureau 401, Montréal, Québec H3B 1A6, agissant et représentée par Jean R. Dupré, PDG de l'Orchestre Métropolitain, dûment autorisé aux fins des présentes dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

**ATTENDU QUE** la Ville souhaite consolider la nature au cœur de l'urbanité, améliorer l'accessibilité au réseau de parcs et d'espaces verts et offrir une plus grande variété d'activités en plein air toute l'année;

**ATTENDU QUE** la Ville souhaite permettre aux Montréalais-e-s d'avoir accès aux arts et à la culture selon des principes de démocratie et d'équité;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a proposé à la Ville de tenir à Montréal, le 2 août 2022, « L'OM au pied du Mont-Royal », un concert symphonique de plusieurs pièces en plein air (ci-après appelé l'« **Événement** »).

**ATTENDU QUE** la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à l'article 1.

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la «Convention»);

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**
**OBLIGATIONS DE LA VILLE**

1.1 Sous réserve des approbations requises, la Ville convient d'assurer une participation financière maximale de VINGT MILLE DOLLARS (20 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la production du concert de l'Organisme.

1.2 Cette participation financière sera remise à l'Organisme dans les soixante (60) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties.

## ARTICLE 2
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par la Ville, l'Organisme s'engage à :

2.1 présenter l'Événement aux dates indiquées au préambule;

2.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

2.3 mettre en évidence la participation de la Ville dans tous les programmes, toutes les publications et toutes les annonces relatifs à la tenue de l'Événement;

2.4 respecter les normes et règlements visant à assurer la sécurité du public à l'égard des activités se déroulant dans le cadre de l'Événement et conclure avec la Ville, le cas échéant, une entente relative aux modalités de soutien technique, aux assurances et aux garanties requises pour la tenue de l'Événement dans le domaine public;

2.5 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

2.6 affecter la participation financière de la Ville exclusivement aux fins mentionnées à l'article 1;

2.7 permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution du présent protocole;

2.8 remettre à la Ville, soixante (60) jours après la tenue de l'Événement, un bilan financier de celui-ci et se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* si la participation financière de la Ville est de 100 000 $ et plus;

2.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

2.10 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

## ARTICLE 3
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

3.1 qu'il a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci;

3.2 que les droits de propriété intellectuelle dus pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

## ARTICLE 4
## INDEMNISATION ET ASSURANCES

L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

## ARTICLE 5
## DISPOSITIONS FINALES

5.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

5.2 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

5.3 Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, il est toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

5.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

5.5 Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

**EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le e jour de 2022

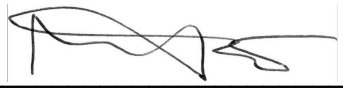
**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

Par : Yves Saindon, greffier

Le 22 e jour de juillet 2022

**ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN**



_____

Par Jean R. Dupré, PDG de l'Orchestre Métropolitain

Le protocole d'entente a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le …… e jour de …….. 2022 (Résolution…...)

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229151004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier rétroactif de 20 000 $ à l'Orchestre Métropolitain (OM) pour la présentation d'un concert au parc du Mont-Royal le 2 août 2022 / Approuver un projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification de fonds.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-9547

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-17

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
**Tél :** 514 872-5872
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.034

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229461007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale |
| **Compétence d'agglomération :** | Lutte à la pauvreté |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 200 000 $ à Le mouvement des jeunes en HLM pour la réalisation du projet « Fais le MOUV! » pour la période du 1er septembre 2022 au 31 octobre 2023, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet - CF.O-SDIS-22-071 |

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 200 000 $ à Le mouvement des jeunes en HLM pour la réalisation du projet « Fais le MOUV! » pour les années 2022 et 2023;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier pour la période de septembre 2022 à octobre 2023;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-29 12:44

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229461007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale |
| **Compétence d'agglomération :** | Lutte à la pauvreté |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 200 000 $ à Le mouvement des jeunes en HLM pour la réalisation du projet « Fais le MOUV! » pour la période du 1er septembre 2022 au 31 octobre 2023, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet - CF.O-SDIS-22-071 |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2015, les intervenants-es jeunesse de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM ou Office) ont encouragé les jeunes des habitations à loyer modiques (HLM) à s'impliquer dans leur milieu de vie. Forts de cet appui, des jeunes de 12 à 25 ans ont fondé un organisme communautaire par et pour les jeunes nommé : « Le Mouvement des jeunes en HLM (MOUV) ». Celui-ci a pour mission première de favoriser leur participation aux décisions touchant leur milieu de vie, notamment dans les HLM et veut particulièrement :
1 - Susciter et faciliter leur implication dans la vie communautaire de leur habitation;
2 - Mettre en œuvre des projets favorisant l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'OMHM soutient activement les jeunes de 12 à 25 ans qui sont impliqués dans le MOUV. Plus spécifiquement, une de ses intervenantes jeunesse occupe une place de dirigeante au sein de l'organisme afin d'appuyer les jeunes administrateurs au conseil d'administration. L'Office guide les jeunes du MOUV dans la gouvernance, l'administration et le déploiement des activités de l'organisme communautaire. De plus, même si l'OMHM bénéficie de financement en immobilisation, il reçoit peu de subventions pour répondre aux nombreux besoins des locataires. C'est pourquoi il s'allie avec les organismes communautaires ainsi que les associations de résidents-es comme le MOUV pour offrir à tous des services en sport, culture, loisir et développement social.

Le MOUV vise à rejoindre et à rassembler les 12 à 25 ans, qui sont moins mobilisés et plus difficiles à rejoindre par les organismes communautaires. La contribution financière de 200 000 $ au projet « Fait le MOUV! » couvre la période du 1er septembre 2022 au 31 octobre

2023 et vise à encourager et à favoriser l'engagement et l'autonomisation d'une centaine de jeunes, notamment ceux en provenance des communautés les plus défavorisées. Ce faisant, le rôle de l'organisme serait solidifié et susciterait un engagement à long terme de la part des participants-es.

Le projet prévoit de consolider les activités du MOUV dans les « plans d'ensemble », qui sont des plans d'habitations à loyer modique (HLM) regroupant plus de 400 unités. Ces « plans d'ensemble » sont composés d'une grande concentration de jeunes de moins de 25 ans; de plus les locataires y vivent avec davantage de facteurs de vulnérabilité que dans les autres types de logements des HLM.

À la suite des conclusions du Forum montréalais pour la lutte contre la violence armée du 31 mars 2022, la Ville s'est dotée d'un budget de 2 M$ pour deux ans. Ce dernier vise à soutenir des projets portés par et pour les jeunes, notamment des initiatives jeunesse comme le MOUV.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure avec ce projet.

## DESCRIPTION

« Fais le MOUV! » a pour objectif de recruter et de maintenir l'adhésion d'une vingtaine de nouveaux jeunes de 12 à 25 ans au Mouvement des jeunes en HLM (MOUV). Pour y parvenir, le MOUV vise la conception et la mise en œuvre de plusieurs petits projets d'expérimentation de type « Par et Pour » développés par les jeunes du MOUV, en collaboration avec les chargés-es de projets jeunesse du MOUV, sous la supervision de l'OMHM.
Voici quelques uns des buts recherchés par l'organisme :

1. 90 nouveaux jeunes de 12 à 25 ans seront rejoints et mobilisés lors des activités de recrutement à l'automne 2022;
2. 20 jeunes seront accompagnés par le MOUV dès l'hiver 2023 afin de concevoir des projets dans leur milieu de vie;
3. Les projets qui émergeront seront réalisés par ces 20 jeunes au cours de l'année 2023 avec le soutien des intervenants jeunesse du MOUV et de l'OMHM. Ceux-ci permettront d'agir auprès d'une centaine de jeunes dans les six milieux de vie HLM;
4. Les jeunes feront la promotion de leurs projets d'expérimentation auprès des citoyens de la Ville de Montréal, dont d'autres jeunes et des résidents des HLM.

Les projets se réaliseront dans six zones HLM (les Habitations : Thomas-Chapais, Dupéré, La Pépinière, Marie-Victorin, Séguin et Rosemont, où les jeunes de 6 à 25 ans représentent 50 % des occupants-es; où les locataires vivent beaucoup d'enjeux d'exclusion et de violence. La multitude de petits projets d'expérimentation créés par les jeunes, via « Fais le MOUV! » permettra aux jeunes de s'impliquer dans la vie communautaire afin de transformer leur milieu par la mise en œuvre de projets favorisant la participation civique, l'inclusion, l'autonomisation et la persévérance.

## JUSTIFICATION

Dans le contexte récent de la montée des violences armées chez les jeunes, la Ville souhaite soutenir ceux issus des milieux défavorisés à s'investir de manière durable dans leur milieu de vie. Au-delà de la réponse immédiate aux événements violents, il faut se pencher sur les conditions qui améliorent la qualité de vie et le parcours des jeunes, qui peuvent les maintenir loin de la criminalité et des armes. Pour ce faire, il faut les écouter et les impliquer. Avec ce projet Le mouvement des jeunes en HLM (MOUV), l'Office municipale d'habitation de Montréal (OMHM) et la Ville de Montréal souhaitent faire un pas de plus afin d'inclure les

jeunes résidents des HLM, trop souvent perçus comme des sources de grande insécurité dans leurs milieux.
Près de 50 % des occupants des habitations à loyer modique de Montréal ont moins de 18 ans. Ce projet jeunesse cible les habitations familles de type « plan d'ensemble » ayant une forte présence de jeunes soit :

- Mercier-Hochelaga–Maisonneuve : les Habitations Thomas Chapais, les Habitations Dupéré et les Habitations La Pépinière
- Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles : les Habitations Marie-Victorin et les Habitations Séguin
- Rosemont-La-Petite-Patrie : les Habitations Rosemont

Plusieurs enjeux sont présents dans ces milieux : grande pauvreté; stigmatisation des jeunes, notamment des minorités visibles; isolement important des familles immigrantes, particulièrement des femmes; insécurité due aux conflits de voisinage, à la violence de certains quartiers; conflits intergénérationnels; inégalité des chances. Malgré l'aide que peut représenter un logement subventionné, la très grande majorité des familles en HLM vivent dans une situation de grande pauvreté et d'exclusion sociale.

Faute de ressources et d'opportunités, les jeunes sont souvent coincés dans des cycles de violence. C'est-à-dire qu'ils sont stigmatisés dès l'enfance et sont, de ce fait, souvent précipités dans des trajectoires les menant à vivre des événements violents à l'adolescence. Ce projet contribue à briser la stigmatisation de ces jeunes en leur offrant la chance de concevoir et mettre en œuvre des projets porteurs dans leur milieu de vie.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 200 000 $ est prévu au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) pour la période du 1er septembre 2022 au 31 octobre 2023. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Le SDIS recommande d'accorder pour une première fois un soutien financier au Mouvement des jeunes en HLM.

| Organisme | Projet | Soutien antérieur pour ce projet | Soutien recommandé en 2022-2023 | Total | Soutien financier / Budget du projet |
|---|---|---|---|---|---|
| Le mouvement des jeunes en HLM<br>DA 738998 | Fais le MOUV! | S. O. | 200 000 $ | 200 000 $ | 100 % |

**MONTRÉAL 2030**

Ce projet répond aux engagements de Montréal 2030 en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans la planification stratégique Montréal 2030 « la Ville de Montréal reconnaît non seulement que les différents enjeux liés à la pauvreté, l'exclusion sociale, le racisme et les discriminations existent encore dans notre société, mais également que des solutions systémiques sont plus que jamais nécessaires pour atteindre l'équité, qui nécessite une égalité des chances et une égalité de traitement ». Le présent projet vise à lutter contre le

racisme et les discriminations systémiques, pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de jeunes des HLM.
D'autre part, la planification stratégique Montréal 2030 propose que « La Ville de Montréal s'engage à rendre la ville plus participative, ouverte et transparente, de manière à ce que les citoyennes et citoyens, dans toute leur diversité et de façon inclusive, aient la possibilité et les moyens de contribuer à la prise de décision publique, à l'amélioration de leur milieu de vie et au développement de la métropole ». La présente initiative vise à impliquer une vingtaine de nouveaux jeunes à long terme dans l'instance démocratique jeunesse des habitations à loyer modique : Le mouvement des jeunes en HLM (MOUV).

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce soutien financier permettra à la Ville d'adoucir les effets néfastes de la pandémie qui perdurent auprès de ses populations les plus vulnérables.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**7 septembre 2022** : Présentation au comité exécutif
**19 septembre 2022** : Présentation au conseil municipal pour approbation

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR | Le : 2022-08-16 |
|---|---|---|
| Gabrielle LALIBERTE | Dina HUSSEINI | |

Agente de recherche

**Tél :** 438-345-0744
**Télécop. :**

Cheffe de section

**Tél :** 438-864-5150
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Nadia BASTIEN
Directrice
**Tél :** (514) 872-3510
**Approuvé le :** 2022-08-29

Budget détaillé- Fais le MOUV!

| **Ressources humaines** | |
|---|---|
| 1 agent de projet :<br>30$ de l'heure x 35 heures x 65 semaines + 175.00$ avantages sociaux | 79 625.00$ |
| 1 agent de développement<br>25$ de l'heure x 20 heures x 40 semaines + 82.50$ avantages sociaux | 23 300.00$ |
| 3 Chargés de projet-contractuels (3 personnes du MOUV)<br>2475$ : 15 mois x 90$ pour transport (passe autobus) + 75.00$<br>(remboursement de forfait cellulaire x 3 personnes | 7425.00$ |
| **Équipement : Achat et location**<br>Pour les activités pop up : location de jeu arcade, frais de professionnels, barbier éphémère, technicienne ongle, machine slush, pop corn<br>Frais relatifs à la retraite, repas, locaux | 13 000.00$ |
| **Fourniture de bureau**<br>Papeterie, matériel d'animation de rencontre | 2 000.00$ |
| **Photocopies/publicité** | 650.00$ |
| **Déplacements**<br>Frais transport en commun participants et intervenants, remboursement de kilométrage, Transport retraite | 3000.00$ |
| **Montant pour projets**<br>Les montants sont réservés pour la mise en œuvre spécifique des projets qui pour les frais suivants : Matériel, expert externe, location, main d'œuvre, locaux, etc. | 60 000.00$ |
| **Frais administratifs**<br>Gestion de la paie, embauche, gestion de dossier, encadrement et supervision | 11 000.00$ |
| **TOTAL** | 200 000.00$ |

Office municipal
d'habitation
de Montréal

Montréal, le 15 août 2022

*À l'attention du Service de la diversité et de l'inclusion de la Ville de Montréal*

**Objet : lettre appui au projet « Fais le MOUV ! »**

Madame, Monsieur,

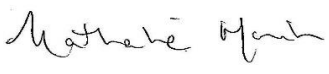
Par la présente, l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) témoigne de son appui au projet du MOUV, déposé dernièrement dans le cadre des actions qui seront déployés pour accroître la sécurité urbaine et lutter contre les violences armées à Montréal.

Le projet présenté par le MOUV est en continuité avec la mission de l'OMHM, qui est d'améliorer les conditions de vie de familles et de personnes à faible revenu, en offrant des logements et des services de qualité, tout en favorisant leur pouvoir d'influence et d'action.

Lieu d'implication et d'engagement créé par les jeunes des HLM il y a quelques années, le MOUV est soutenu depuis sa création par l'équipe en développement social de l'OMHM. Cet accompagnement a su s'adapter au développement et aux projets des jeunes qui s'y impliquent : appui à l'engagement d'une jeune au forum jeunesse de Montréal, à la gouvernance (aga, demande de financement), soutien aux projets réalisés au fil des propositions des jeunes,etc.

Dans le cadre de ce projet, l'OMHM s'engage à soutenir la réalisation du projet en partant des forces du MOUV, à déployer les moyens nécessaires pour en faire la promotion, à s'impliquer dans le comité de suivi du projet et à en faire une priorité d'équipe. Nous sommes convaincus que le MOUV pourra faire un pas de plus afin de permettre aux jeunes résidants en HLM d'être au cœur des projets et actions menés afin de réaliser certaines de leurs aspirations au sein même de leur milieu de vie.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, nos plus sincères salutations.



**Nathalie Morin**
Directrice de l'organisation communautaire
Service de la gestion des milieux de vie – Direction de la gestion des HLM
OMHM

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229461007
Unité administrative responsable : *Service de la diversité et de l'inclusion sociale*
Projet : Faire le MOUV!

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 8 *Lutter contre le **racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.*<br><br>Priorité 10 *Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.* | | | |
| | | | |

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 8. *Le projet Fais le MOUV! sera pensé par les jeunes du milieu pour promouvoir l'épanouissement de tous dans 6 milieux de vie des HLM, grandement touché par le racisme et les discriminations systémiques. À terme, 100 jeunes auront été rejoints par les activités du Mouvement des jeunes en HLM (MOUV) et 20 jeunes auront été accompagnés et outillés pour concevoir et réaliser des projets qui leur tiennent à cœur dans leur Ville.*

Priorité 10. *Le projet Fais le MOUV! a pour objectif de recruter et de maintenir l'engagement de 20 nouveaux jeunes de 12 à 25 ans dans le «le Mouvement des jeunes en HLM (MOUV)» qui a pour mission de favoriser la participation des jeunes aux décisions touchant leur milieu de vie. Ce projet avec une approche Par et Pour permettra à 20 jeunes d'agir directement sur leur milieux et permettra de rejoindre 100 jeunes participants parmi les plus éloignés des institutions officielles.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

122 9461 007

---

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **LE MOUVEMENT DES JEUNES EN HLM**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 502-5800, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2S 3L5, agissant et représentée par Mme Caroline Langevin, directrice de la gestion des milieux de vie, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

Numéro d'inscription TPS : 10397 6700
Numéro d'inscription TVQ : 1006092949TQ0001

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme favorise la participation des jeunes aux décisions touchant leur milieu de vie;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du fonds spécial jeunesse que la Ville de Montréal a créé pour répondre aux conclusions du *Forum montréalais pour la lutte à la violence armée* du 31 mars 2022, pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** la Ville et l'Organisme se préoccupent de la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

**ATTENDU QUE** la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

**2.3** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.4** « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.5** « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.6** « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

**2.7** « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

### 4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

**4.3 Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

**4.4 Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

**4.5 Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document

concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de CENT MILLE dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.6 Conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

**4.7 Responsabilité**

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède,

en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

**4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **DEUX CENT MILLE** dollars (200 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.2 Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- un versement au montant de **DEUX CENT MILLE** dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

**5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

**5.4.1 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## ARTICLE 8
## RÉSILIATION

**8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

**8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

**8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard **le 31 octobre 2023**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

**12.1** L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 502-5800, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2S 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice de la gestion des milieux de vie. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 2022

**LE MOUVEMENT DES JEUNES EN HLM**

Par : _____
Caroline Langevin, directrice de la gestion des milieux de vie

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2022 (Résolution CM22…….).

–

## #8350 - Fais le MOUV! - Demande de soutien financier *(brouillon, créé le 15 août 2022 à 15:10)*

| Nom de l'organisme | Mission |
|---|---|
| MOUV Le mouvement des jeunes en HLM | À des fins purement sociales, et sans intention de gain pécuniaire pour ses membres, Le MOUV a pour mission première de favoriser la participation des jeunes aux décisions touchant leur milieu de vie. Le MOUV veut particulièrement: 1. Susciter et faciliter l'implication des jeunes vivant en HLM, dans la vie communautaire de leur habitation. 2. Mettre en œuvre des projets favorisant l'amélioration des conditions de vie des jeunes en HLM. |

### Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
**Initiatives jeunesses - Fonds Par et Pour jeunes 2022 (Élus)-MOUV (Autre)**

### Informations générales

**Nom du projet:** Fais le MOUV!

**Numéro de projet GSS:** 8350

### Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

**Prénom:** Caroline
**Nom:** Langevin
**Fonction:** Directeur(trice)
**Numéro de téléphone:** (514) 872-3484
**Numéro de télécopieur:**
**Courriel:** caroline.langevin@omhm.qc.ca

### Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

**Prénom:** Caroline
**Nom:** Langevin
**Fonction:** Directeur(trice)

## Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

| Période du projet | | |
|---|---|---|
| | **Date de début** | **Date de fin** |
| Prévue | 2022-09-01 | 2023-10-31 |

| **Date limite de réception du rapport final** |
|---|
| 2023-12-01 |

## Résumé du projet

Près de 50 % des occupants des HLM familles de Montréal ont moins de 18 ans. Plusieurs enjeux sont présents dans ces milieux: grande pauvreté, stigmatisation des jeunes notamment des minorités visibles, isolement important des familles immigrantes (particulièrement des femmes), insécurité due aux conflits de voisinage, à la violence de certains quartiers, conflits intergénérationnels, inégalité des chances. Malgré l'aide que peut représenter un logement subventionné, la très grande majorité des familles en HLM vivent dans une situation de grande pauvreté et d'exclusion sociale. Dans certains quartiers, on parle de plus de la moitié des jeunes qui quittent l'école sans diplôme d'études secondaires. Près de 10 000 jeunes de moins de 25 ans vivent en HLM, dont plus du deux tiers sont d'âge scolaire, soit 32 % au primaire et 35 % au secondaire. 55% des jeunes vivant en HLM ont entre 13 et 25 ans. Une grande concentration de nos familles vivent dans le sud-ouest (1219 familles), dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve (640 familles) et dans Ville-Marie (484) Les HLM sont décimés un peu partout dans la ville.

La violence armée est très présente dans nos milieux et les HLM sont souvent associés directement ou indirectement avec les évènements impliquant des armes à feu à Montréal. Les jeunes des HLM, racisés sont trop souvent marginalisés car ils sont des victimes avant tout mais deviennent également des suspects potentiels. Ils sont très stigmatisés. Nous voulons qu'ils puissent maintenir une bonne estime de soi malgré la stigmatisation et que l'avenue de la violence ne devienne pas une fatalité.

Plusieurs acteurs locaux animent ces milieux de vie et travaillent activement avec les jeunes. Nous souhaitons ici faire des pas de plus afin d'avoir une approche inclusive avec les jeunes résidents, trop souvent perçus comme des sources de grande insécurité dans leurs milieux. Si les 6-12 ans sont plus facilement rejoints par les organismes communautaires installés dans des locaux au sein même des habitations, les adolescents et les jeunes adultes sont moins mobilisés et beaucoup plus difficiles à rejoindre. Le projet vise à rejoindre les jeunes réellement à risque en s'assurant d'entendre et de comprendre leurs préoccupations afin de découvrir qui ils sont et quels sont leurs défis afin d'ouvrir des voies de communications et d'actions alternatives, à leur image. Les projets qui émergeront seront faits avec et pour eux et leur implication sera au cœur même des initiatives. Le MOUV sera coordonnateur du projet. La mission du MOUV est de permettre aux jeunes vivant en HLM d'avoir une voix et d'être entendu.

Nous ciblerons les habitations familles ayant une forte présence de jeunes soit, Thomas Chapais et Dupéré dans Hochelaga-Maisonneuve, MArie-Victorin et Séguin dans Pointe-aux -Trembles et Rivière-des-prairies, Rosemont dans Rosemont et Saint-Michel Nord.

## Impacts, résultats, activités

**IMPACT(S) VISÉ(S)**

| Interpeller les jeunes de 12 à 25 habitant en HLM sur des plans d'ensemble afin de s'impliquer dans le MOUV de façon durable dans le mouvement |
|---|
| |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Mise en place d'une communication fluide avec les jeunes plus isolés grâce à un lien de confiance établit lors des activités de reaching-out

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Mobilisation des jeunes- évènements pop-up permettant de rejoindre les jeunes plus isolées et non-impliqués dans des activités communautaires ou sportives.

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par mois | 3 | 3 | 3 | 9 | 90 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Renforcement du pouvoir d'agir et de l'autonomie des jeunes

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Co-conception d'idées de projets, transformation et émergence d'idées et/ ou de bonification de projet par et pour les jeunes via une retraite de 24 heures

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par année | 1 | 1 | 24 | 1 | 20 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des questionnaires remplis avant et après par les participants | |
| Par des questionnaires remplis avant et après par les participants | |

**RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)**
Affiliation avec des pairs positifs, création de liens avec des intervenants et augmentation du lien d'appartenance à la communauté.

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Mise en place de projets élaborer par et pour les jeunes selon les sélections

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par année | 10 | 10 | 10 | 5 | 4 |

**ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)**
Évaluation, promotion, miser sur le rayonnement des initiatives et évaluation de celles-ci

| Fréquence de l'activité | Nombre de fréquences | Nombre de fois par fréquence | Durée en heures de l'activité | Nombre de groupes | Nombre de participants |
|---|---|---|---|---|---|
| Par année | 1 | 1 | 4 | 1 | 100 |

| Mesures des résultats | Précision |
|---|---|
| Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.) | |

## Lieu(x) où se déroule le projet

**Nom du lieu:** Habitation Thomas Chapais
**No civique:** 8840
**Rue:** Berlinguet
**Code postal:** H1K 2H6
**Ville ou arrondissement:** Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
**Ville précision:**

**Nom du lieu:** Habitations Dupéré
**No civique:** 8365
**Rue:** rue de Forbin Janson
**Code postal:** H1K 2H9
**Ville ou arrondissement:** Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
**Ville précision:**

**Nom du lieu:** Habitations La Pépinière
**No civique:** 6000
**Rue:** Albani
**Code postal:** H1M 2J5
**Ville ou arrondissement:** Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
**Ville précision:**

**Nom du lieu:** Habitations Marie-Victorin
**No civique:** 12515
**Rue:** avenue du Colombet
**Code postal:** H1E 1V3
**Ville ou arrondissement:** Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
**Ville précision:**

**Nom du lieu:** Séguin
**No civique:** 13687
**Rue:** Forsyth
**Code postal:** H1A 3X3
**Ville ou arrondissement:** Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
**Ville précision:**

**Nom du lieu:** Rosemont
**No civique:** 6005
**Rue:** 18e avenue
**Code postal:** H1X 2P7
**Ville ou arrondissement:** Rosemont–La Petite-Patrie
**Ville précision:**

## Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Vivre-ensemble
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre**: Participation citoyenne
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre**: Engagement social et communautaire

## Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

| | Nb. hommes | Nb. femmes | Autres identités de genre | Total (H + F + Autres) |
|---|---|---|---|---|
| Prévu | 50 | 45 | 5 | 100 |

## Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

## Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

## Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités ethniques
- Jeunes à risque
- Résidents de logements sociaux

## Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

**Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?**
Oui

**Informations complémentaires:**
Le projet est tout d'abord un projet PAR et POUR. Il est modelable et s'adapte à la réalité et aux aspirations des jeunes qui seront impliqués. Ce sont des jeunes issus de l'immigration et ayant des réalités culturelles diverses. Nous adapterons nous horaires en fonctions des besoins des cultures diverses et les activités seront également modulées.

Les coordonnateurs sont issus des HLM, vivent dans les milieux et comprennent les enjeux actuels car ils les vivent.

Nous embaucherons des intervenants issus de la diversité culturelle ce qui permettra aux jeunes de se reconnaitre et de se sentir représenté dans leur unicité et leur culture.

## Contributions des partenaires

**Nom du partenaire:** Office municipal d'habitation de Mtl
**Précision:**

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Expertise-conseil | | Oui |
| Prêt de local | | Oui |
| Soutien administratif | | Oui |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** 5800 St-Denis
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2S 3L5

**Nom du partenaire:** Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
**Précision:** OBNL ayant pignon sur rue au sein même des HLM parmi le 38 existants

| Type de soutien | Montant | Soutien confirmé |
|---|---|---|
| Expertise-conseil | | Oui |
| Participation au comité aviseur / Concertation | | Oui |

**Adresse courriel:**
**Numéro de téléphone:**
**Adresse postale:** Au sein de certain HLM ou en périférie
**Ville:** Ville de Montréal
**Province:** Québec
**Code postal:** H2S 3L5

## Budget pour le personnel lié au projet

| Poste(s) à taux horaire régulier | Taux horaire régulier | Nombre d'heures par semaine | Taux des avantages sociaux par semaine | Nombre de semaines prévu | Nombre de postes prévu | Budget total prévu |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Agent(e) de projet | 30,00 $ | 35,00 | 175,00 $ | 65 | 1 | 79 625,00 $ |
| Agent(e) de développement | 25,00 $ | 20,00 | 82,50 $ | 40 | 1 | 23 300,00 $ |
| **Total** | | | | | | **102 925,00 $** |

| Postes forfaitaires | Montant forfaitaire par poste | Nombre de postes prévu | | Budget total prévu |
|---|---|---|---|---|
| Chargé(e) de projet | 2 475,00 $ | 3 | | 7 425,00 $ |
| **Total** | | | | **7 425,00 $** |

## Budget prévisionnel global

| | Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet | Montant de l'autofinancement | Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s) | |
|---|---|---|---|---|
| | Autre: Fonds Par et Pour les jeunes | Somme de tous les $ «Autofinancement» | Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement» | |
| | **0,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | |

| **Budget pour le personnel lié au projet** | | | | **Total** | **Frais liés au personnel du projet** ⓘ |
|---|---|---|---|---|---|
| Agent(e) de projet | 79 625,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **79 625,00 $** | 79 625,00 $ |
| Agent(e) de développement | 23 300,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **23 300,00 $** | 23 300,00 $ |
| Chargé(e) de projet *(poste forfaitaire)* | 7 425,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **7 425,00 $** | 7 425,00 $ |
| **Total** | **110 350,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **110 350,00 $** | **110 350,00 $** |

| **Frais d'activités** | | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Équipement: achat ou location | 13 000,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **13 000,00 $** |
| Fournitures de bureau, matériel d'animation | 2 000,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **2 000,00 $** |
| Photocopies, publicité | 650,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **650,00 $** |
| Déplacements | 3 000,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **3 000,00 $** |

| | Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet | Montant de l'autofinancement | Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s) | |
|---|---|---|---|---|
| | Autre: Fonds Par et Pour les jeunes | Somme de tous les $ «Autofinancement» | Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement» | |
| | **0,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | |
| Locaux, conciergerie ou surveillance | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Assurances (frais supplémentaires) | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **0,00 $** |
| Autres | 60 000,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | **60 000,00 $** |
| **Total** | **78 650,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **78 650,00 $** |
| **% maximum =** | 20 % | | | |
| **% atteint =** | **39,33 %** | | | |
| | | | | |
| **Frais administratifs** | **11 000,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **11 000,00 $** |
| **% maximum =** | 10 % | | | |
| **% atteint =** | **5,5 %** | | | |
| | | | | |
| **Total** | **200 000,00 $** | **0,00 $** | **0,00 $** | **200 000,00 $** |
| **Montants non dépensés** | **—** | **0,00 $** | **0,00 $** | **—** |

## Informations complémentaires

**Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet**

Les montants réservés pour les projets pourront être ventilés lorsque les projets auront été pensés, votés et validés par les jeunes recrutés. Le montant de 60 000$ est réservé à cette mise en œuvre.

Les ressources humaines seront des embauches externes et non du prêt d'employés OMHM déjà en poste. Nous embaucherons spécifiquement pour le projet des ressources issues de la diversité.

Un document explicatif sur ce qu'est le MOUV est joint à la demande.

La déclinaison du projet s'articule comme suit:

Septembre à décembre: Mise en place de 3 activités pop up par habitation permettant de joindre et interpeller les jeunes en HLM. Ex: Arcade mobile, barber shop éphémère, atelier de pose d'ongles, rencontre avec un sportif professionnel etc.

Janvier: Recrutement des jeunes ayant participé aux activités pop-up

Février: Rencontres de présentation, formation sur le travail collaboratif, activités de "brainstorming", mobilisation de partenaires

Mars: Retraite de 2 jours permettant la co-conception d'idées de projets, transformation d'idée et finalisation des maquettes de projets .Octroi des sommes aux projets retenus.

Avril à juillet: Mise en œuvre des projets. Ex: Explore Montréal qui permet de faire visiter des lieux touristiques de la ville aux jeunes en 5 visites ou ajout d'un entrainement Élite au programme déjà existant de Basket ball d'un organisme in situ pour 5 semaines.

Août à septembre: Évaluation de la démarche, promotion des projets et activités de rayonnement des initiatives/projets.

## Documents spécifiques au projet

**Budget détaillé du projet**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| Budget-Fais le MOUV!.pdf | *Non applicable* |

**Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)**

—

**Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| Présentation AGA.pdf | *Non applicable* |

**Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.**

| Nom du fichier | Périodes |
|---|---|
| Résolution_Projet Ville 2022.pdf | Validité du 2022-08-10 |

## Engagement du répondant

| Nom du fichier |
|---|
| engagement MOUV.pdf |

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

**ANNEXE 2**

**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

---

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

## 1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1 Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

## 2. Communications

L'Organisme doit :

2.1 Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.;
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal**;
- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2 Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

**Note** : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter de la mairesse : **mairesse.montreal.ca**

2.3 Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@montreal.ca;
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11)

2.4 Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5 Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

  Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse@montreal.ca.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229461007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 200 000 $ à Le mouvement des jeunes en HLM pour la réalisation du projet « Fais le MOUV! » pour la période du 1er septembre 2022 au 31 octobre 2023, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet - CF.O-SDIS-22-071 |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1229461007 - Mouvement des jeunes HLM.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion des ressources financières
**Tél :** 514 872-2598

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-26

Michelle DE GRAND-MAISON
Cheffe d'équipe
**Tél :** 514 872-7512
**Division :** Division du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.035

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229286001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Projet :** | Chantier Montréal abordable |
| **Objet :** | Autoriser une aide financière de 2 331 651 $ à la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES), sous forme de contribution financière garantie par une hypothèque de 3e rang pour l'acquisition et la réalisation de rénovations partielles d'un bâtiment résidentiel situé au 450, 33e avenue, dans l'arrondissement de Lachine; approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et SOLIDES; déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; autoriser l'augmentation des budgets revenus et dépenses du Service de l'habitation pour 2022 pour un montant de 2 331 651$, provenant des surplus affectés. |

Il est recommandé:

- D'autoriser une aide financière de 2 331 651 $ en faveur de la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES), sous forme d'une contribution financière garantie par une hypothèque de 3e rang pour l'acquisition et la réalisation de rénovations partielles d'un bâtiment résidentiel situé au 450, 33e avenue, dans l'arrondissement de Lachine;
- D'approuver la conventions de contribution financière entre la Ville de Montréal et la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES);
- De déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;
- D'autoriser l'augmentation des budgets revenus dépenses du Service de l'habitation pour 2022 pour un montant de 2 331 651$, provenant des surplus

affectés.
- D’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-31 09:21

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229286001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste |
| **Projet :** | Chantier Montréal abordable |
| **Objet :** | Autoriser une aide financière de 2 331 651 $ à la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES), sous forme de contribution financière garantie par une hypothèque de 3e rang pour l'acquisition et la réalisation de rénovations partielles d'un bâtiment résidentiel situé au 450, 33e avenue, dans l'arrondissement de Lachine; approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et SOLIDES; déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; autoriser l'augmentation des budgets revenus et dépenses du Service de l'habitation pour 2022 pour un montant de 2 331 651$, provenant des surplus affectés. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal a lancé, en juin 2022, le Chantier Montréal abordable. Pour réaliser ce Grand projet de construction et de préservation de logements abordables pérennes, la Ville a réuni une diversité de partenaires privés et collectifs. Ces derniers mettent en commun leur expertise pour faire émerger de nouveaux leviers d'intervention concernant le financement, la fiscalité, le foncier, l'immobilier, la facilitation des projets et les outils de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM). De plus, la Ville soutient des projets pilotes qui permettent de tester et raffiner ces leviers d'intervention.
Afin d'amorcer sans délai la livraison de logements, des projets pilotes sont identifiés et priorisés dès le début de cette démarche. C'est le cas de la Société locative d'investissement et de développement social (l'Organisme), qui avait déposé auprès du Service de l'habitation une demande d'aide financière pour l'acquisition et la remise en état d'un immeuble de 47 logements abordables situé au 450, 33e avenue dans l'arrondissement de Lachine.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM21 0955 - 23 août 2021 (Sommaire : 1214861004) - Soutien financier de 350 000 $ à Vivacité Montréal pour la réalisation d'un projet de six logements en propriété à capitalisation partagée, dans l'arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie;

- CM20 1341 - 14 décembre 2020 (Sommaire 1208207002) – Aide financière de 2 120 000 $ à la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES), pour l'acquisition et la réalisation de rénovations partielles de deux bâtiments résidentiels dans les arrondissements de Lachine et de Verdun (45 logements);
- CM20 0266 - 23 mars 2020 (Sommaire 1208441001) – Aide financière de 1 881 386 $ à La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. pour la rénovation et l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un centre d'hébergement temporaire pour femmes (22 lits);
- CM19 1205 - 18 novembre 2019 (Sommaire 1198441002) – Aide financière de 5 300 000 $ à l'organisme à but non lucratif UTILE Angus inc. pour la réalisation d'un projet de logements abordables pour étudiants, dans le Technopôle Angus, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie (122 logements / 158 chambres);
- CM19 0866 - 19 août 2019 (Sommaire 1198441001) – Aide financière de 2 373 158 $ à l'organisme à but non lucratif L'Anonyme U.I.M. pour l'acquisition et la rénovation d'une maison de chambres dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14 chambres);
- CM19 0591 - 14 mai 2019 - Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2018, la détermination des surplus de gestion des arrondissements / Adopter l'affectation de surplus 2018 à des dossiers spécifiques.
- CM18 1505 - 18 décembre 2018 (Sommaire 1180640006) – Aide financière à Habitations communautaires Duff Court au montant de 4 680 000 $ et un prêt de 4 680 000 $ dans le cadre d'un montage financier du Fonds d'Investissement Montréal – phase 4 (FIM-IV), pour l'achat et la rénovation de logements locatifs abordables dans l'arrondissement de Lachine (144 logements);
- CM18 1258 - 22 octobre 2018 (Sommaire 1186692001) – Aide financière de 1 600 000 $ à l'organisme Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE), pour la réalisation d'un projet de logements abordables pour étudiants, sur l'avenue Papineau, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (90 logements/ 144 chambres) - (ce sommaire modifie à la hausse une première autorisation de subvention de 500 000 $ faite en 2017);
- CM18 1008 - 21 août 2018 (Sommaire 1180640005) – Aide financière à l'organisme Habitations communautaires Olympia, comprenant 1 418 250 $ sous forme de subvention et 1 418 250 $ sous la forme d'un prêt dans le cadre d'un montage financier du Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV), pour l'achat et la rénovation de logements locatifs abordables dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (61 logements);
- CM18 1007 - 21 août 2018 (Sommaire 1180640004) – Aide financière à l'organisme Les Habitations du trentenaire de la SHAPEM, comprenant une subvention de 2 430 000 $ et 2 430 000 $ sous forme de prêt, dans le cadre d'un montage financier du Fonds d'Investissement Montréal - phase 4 (FIM-IV), pour l'achat et la rénovation de logements locatifs abordables dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie (90 logements).

**DESCRIPTION**

**1. <u>L'Organisme</u>**

La Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) est un organisme à but non lucratif, fondé en l'an 2000, dont la mission est, notamment, d'acquérir, rénover ou construire des édifices dans l'intention de fournir des logements adéquats et d'administrer

des logements dans une optique d'amélioration locative tout en maintenant des loyers abordables, destinés à des personnes dont le revenu est faible ou moyen.

En 22 ans, SOLIDES a acquis un parc de 29 immeubles ou ensembles immobiliers totalisant 619 logements, ce qui représente une immobilisation de 65M$, situés à Châteauguay, Longueuil et dans les arrondissements de Lachine et Verdun. Comme la plupart des immeubles ont été acquis sans l'aide de programmes gouvernementaux (immeubles non-conventionnés), l'organisme a la capacité de les refinancer. Les ressources de l'organisme pour le développement de son parc immobilier proviennent donc de cet accès à son équité immobilière.

## 2. Le projet immobilier

Le projet, situé au 450, 33e avenue à Lachine, comprend 47 logements, 11 stationnements intérieurs et un ascenseur. Le bâtiment de 4 étages est situé à quelques pas de la propriété de l'Organisme située au 3410, rue Victoria acquis avec une contribution financière de la Ville. Cette proximité constitue un atout pour l'optimisation de la gestion de ces ensembles immobiliers. Le projet est localisé proche de nombreux commerces et services, dans le domaine de la santé, des services sociaux et de l'hébergement pour personnes âgées, notamment.

### 2.1 La clientèle visée par le projet

La clientèle déjà en place dans l'immeuble est composée essentiellement de personnes seules (70%), de retraitées, de travailleuses à petits revenus et de personnes issues des minorités culturelles (environ 35%). L'approche de SOLIDES permettant à cette clientèle de demeurer en place, est gagnante pour la mixité sociale dans un contexte de transformation de ce quartier.

L'objectif de l'Organisme est d'effectuer les travaux requis sur l'immeuble tout en maintenant les locataires en place.

### 2.2 L'abordabilité des loyers

Le bâtiment compte 23 studios et petits 1 cc; 8 unités de 1 cc; 15 unités 2 cc et 1 unité 3cc.
Une analyse de l'abordabilité des loyers nous indique que les loyers moyens par typologie, sont inférieurs aux loyers médians, indexés pour 2022, de la Société d'habitation du Québec appliqués à Montréal dans le cadre du programme Accèslogis à titre de référence (LMM).

- Le loyer moyen des studios/petits 1cc est de 648$ par mois soit 91% du LMM
- Le loyer moyen des grands 1 cc est de 692$ par mois soit 84% du LMM
- Le loyer moyen des 2cc est de 836$ par mois soit 89% du LMM
- Le loyer moyen du seul 3cc est de 1200$ par mois ce qui dépasse les LMM de 8%. Cependant tel que prévu à la convention, les loyers trop élevés bénéficient d'un gel pour atteindre les loyers cibles abordables de l'organisme.

Une exigence de maintien de l'abordabilité des loyers est incluse dans la convention, conformément au budget prévisionnel d'exploitation présenté par l'Organisme.

### 2.3 Le coût du projet et l'aide financière

Le budget d'acquisition et de remise en état de l'immeuble est estimé à 7 961 651$ (incluant les taxes) et se répartit comme suit:

- Frais d'acquisition (incluant les droits de mutation et taxes applicables): 7 768

651 $;
- Coûts des travaux et autres frais de développement: 193 000 $

Plusieurs sources de financement sont prévues pour assurer la réalisation de ce projet, soit :

- 4,6 M$ Prêt de First National
- 2,33 M$ Contribution financière de la Ville
- 1,03 M$ Prêt de New Market Funds

Les principales conditions associées à l'aide financière sont:

- Maintien de l'abordabilité des loyers;
- Rénovation du bâtiment et des logements sans déplacer de locataires;
- Contribution annuelle à la réserve de remplacement pour assurer le bon état de l'immeuble pour la durée de la convention;
- Reddition de comptes annuelle durant toute la durée de la convention.
- Procéder à tous les trois ans pendant la durée de la Convention, à une inspection du Bâtiment par un professionnel certifié

Ces conditions sont reprises dans une convention d'une durée de 25 ans et sont garanties par une hypothèque de troisième rang en faveur de la Ville. L'acte hypothécaire sera publié à la suite de la signature de la convention de contribution financière entre la Ville et SOLIDES. Le 2e rang sera détenu par New Market Funds pour une période de 10 ans, période après laquelle, la Ville occupera le 2e rang.

**JUSTIFICATION**

Le projet:

- Contribue à l'atteinte des objectifs du Chantier Montréal abordable
- Offre un modèle qui permettrait, s'il est reproduit à grande échelle, de préserver un nombre significatif de logements abordables dans le cadre du Chantier Montréal abordable;
- Correspond à la volonté de la Ville de Montréal de maintenir le parc locatif abordable existant et vise à accroître l'offre de logements salubres et accessibles financièrement sur le territoire montréalais.

La contribution financière de la Ville permet de réduire les coûts du projet et d'ainsi pérenniser l'abordabilité des loyers à long terme et rend l'opération de l'immeuble financièrement viable.

L'aspect innovant du projet consiste dans le montage financier qui inclut en plus de contribution financière de la Ville, plusieurs prêteurs qui assureront le financement du projet. D'une part, First National fournira le prêt principal dont la SCHL se portera assureur, avec son nouveau programme APH Sélect. Un prêteur complémentaire, New Market Funds, fournira la somme requise pour compléter le financement. Les avantages de ce montage financier feront l'objet d'une évaluation dans le cadre du Chantier Montréal abordable afin d'identifier les conditions de sa reproduction à grande échelle.

**Solidité de l'Organisme**

L'analyse des états financiers des deux dernières années (2020-2021) permet de constater que l'Organisme a une saine gestion financière et peut compter sur des liquidités suffisantes. Ces dernières démontrent sa capacité à faire face à ses engagements à court terme. Les fonds générés sont constamment positifs et permettent une couverture aisée de la dette.

**Viabilité financière du projet**

Les projections financières du projet se basent sur des revenus locatifs avec une augmentation modérée des loyers, pour l'ensemble des 47 unités, permettant de dégager un léger déficit la première année puis des surplus d'exploitation durant les années suivantes.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière non récurrente totale maximale de 2 331 651 $ proviendra entièrement du surplus affectés pour des mesures innovantes en habitation. En conséquence, les budgets revenus/dépenses du Service de l'habitation devront être ajustés en 2022. Il s'agit de dépenses de compétence locale.

La contribution financière servira pour une partie de l'acquisition ainsi que des travaux de rénovation. Elle sera versées à l'Organisme de la façon suivante :

- Un premier montant de deux millions cent trente-huit mille six cent cinquante et un dollars (2 138 651$), effectué au moment de l'acquisition de l'Immeuble (octobre 2022), devant être affecté au prix d'acquisition de l'Immeuble et aux frais accessoires à l'acquisition.
- Un second montant maximal de cent quatre-vingt-treize mille dollars (193 000$) en 2023.

## MONTRÉAL 2030

L'offre de logements salubres et abordables contribue au développement durable et à ses trois composantes : les dimensions économiques, environnementales et au premier plan, sociales. Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030, ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, le projet permettra de sauvegarder un immeuble et de conserver la trame bâtie d'un secteur en voie de revitalisation. Au plan social, le projet constitue une solution pour des personnes à faible revenu et contribue au maintien du parc locatif abordable existant essentiel à une mixité urbaine et sociale

## IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Au plan urbain, le projet permettra de sauvegarder un immeuble et de conserver la trame bâtie d'un secteur en voie de revitalisation. Au plan social, le projet constitue une solution pour des personnes à faible revenu et contribue au maintien du parc locatif abordable existant essentiel à une mixité urbaine et sociale.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

**Octobre 2022**: Signature de la convention entre la Ville et l'Organisme et acquisition de l'immeuble;
**2023-2024** : Réalisation des travaux de remise en état;
**Durant la période de la convention**: reddition de compte annuelle.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Michel SÉGUIN, Lachine

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Carol-Anne LANGLOIS
Conseillère en développement de l'habitation

**Tél :** 514-466-3622
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-23

Marthe BOUCHER
c/d soutien projets logement social et abordable

**Tél :** 514.868.7384
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-31

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1229286001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable |
| **Objet :** | Autoriser une aide financière de 2 331 651 $ à la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES), sous forme de contribution financière garantie par une hypothèque de 3e rang pour l'acquisition et la réalisation de rénovations partielles d'un bâtiment résidentiel situé au 450, 33e avenue, dans l'arrondissement de Lachine; approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et SOLIDES; déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; autoriser l'augmentation des budgets revenus et dépenses du Service de l'habitation pour 2022 pour un montant de 2 331 651$, provenant des surplus affectés. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

La convention ci-jointe est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

**FICHIERS JOINTS**

2022-08-25 Convention SOLIDES 33e Avenue_finale visée.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane BÉLANGER
Avocate
**Tél :** 514 475-9934

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Ariane BÉLANGER
Avocate
**Tél :** 514 475-9934
**Division :** Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

25 août 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M$^{e}$ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES)** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 311 Rue McLeod, Châteauguay, QC, J6J 2H8, agissant et représentée par M. François Giguère, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme est un organisme à but non lucratif dont la mission vise notamment à administrer une ou plusieurs propriétés immobilières, de loger ou d'aider financièrement ou de toute manière les personnes ou ménages qui n'ont pas les moyens de se trouver un logement convenable dans le marché privé;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a signé une promesse d'achat pour l'acquisition d'un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 1 553 095 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec une bâtisse y érigée portant le numéro 450, 33e avenue (ci-après, le **« Bâtiment »**), dans l'arrondissement de Lachine. Le Bâtiment et le terrain sont collectivement ci-après appelés l'« **Immeuble** »;

**ATTENDU QUE** cette acquisition est prévue en octobre 2022;

**ATTENDU QUE** l'Organisme souhaite réaliser le Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention, et que le Projet consistera notamment à acquérir l'Immeuble et à rénover le Bâtiment tout en préservant les loyers abordables et en maintenant les locataires sur place;

**ATTENDU QUE** pour la réalisation du Projet, l'Organisme devra contracter deux prêts hypothécaires, soit un prêt au montant de quatre million six cent mille dollars (4 600 000$) en faveur de la Financière First National SEC (ci-après, « **FIRST NATIONAL** ») et un second prêt, d'une durée de dix (10) ans, au montant d'un million trente mille dollars (1 030 000$) en faveur de New Market Funds (ci-après, « **NEW MARKET** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la part de la Ville pour la réalisation du Projet;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant une contribution financière;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après, la « **Convention** »), prévoir les conditions qui s'y rattachent;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

**2.1** « **Annexe 1** » : la description du Projet;

**2.2** « **Annexe 2** » : la description des objectifs associés à la réalisation de son Projet de même que les indicateurs permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs;

**2.3** « **Annexe 3** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.8 de la présente Convention;

**2.4** « **Annexe 4** » : le détail de la Reddition de compte à fournir dans le cadre de la présente Convention;

**2.5** « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution financière, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

**2.6** « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants et un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

**2.7** « **Reddition de compte** » : les documents détaillés à l'Annexe 4 de la présente Convention, ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

**2.8 « Responsable** » : la directrice du Service de l'habitation de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### 4.1 Acquisition

se porter acquéreur de l'Immeuble, au plus tard le 15 octobre 2022 ou à tout autre date préalablement approuvée par le Responsable.

### 4.2 Financement

au plus tard le 1er octobre 2022 ou à toute autre date préalablement approuvée par le Responsable, transmettre au Responsable toutes les informations permettant de confirmer, à la

satisfaction de ce dernier, que l'Organisme a obtenu le financement nécessaire pour assurer la réalisation du Projet, incluant toute information et tout document relatif aux prêts consentis respectivement par FIRST NATIONAL et NEW MARKET à l'Organisme.

**4.3 Réalisation du Projet**

4.3.1 réaliser le Projet;

4.3.2 informer le Responsable, dans les plus brefs délais, de toute modification substantielle envisagée au Projet;

4.3.3 utiliser la contribution financière exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.3.4 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la contribution financière;

4.3.5 ne pas déposer de demande de subvention pour le Projet dans le cadre d'un programme du Service de l'habitation de la Ville, pendant la durée de la Convention, sauf sur exception autorisée par le Responsable, à sa discrétion;

4.3.6 respecter les objectifs et indicateurs indiqués à l'Annexe 2.

**4.4 Autorisations et permis**

4.4.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.4.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

**4.5 Entrepreneurs en règle et assurances**

4.5.1 s'assurer que toute personne exécutant les travaux du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

4.5.2 exiger de l'entrepreneur qui réalisera les travaux sur l'Immeuble dans le cadre du Projet à souscrire une police d'assurance chantier tous risques ainsi qu'une police d'assurance responsabilité civile délivrées par une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, et dans laquelle l'Organisme devra être désigné comme co-assuré;

4.5.3 exiger que tous les professionnels impliqués dans les travaux sur l'Immeuble soient assurés dans le cadre d'une police d'assurance responsabilité professionnelle;

### 4.6 Travaux de rénovation

4.6.1 effectuer avec diligence les travaux qui s'imposent afin d'assurer le maintien en bon état du Bâtiment au cours des ans;

4.6.2 retenir, selon le cas, les services d'un architecte ou d'un ingénieur pour la planification des travaux de rénovation majeure du Bâtiment.

### 4.7 Respect des lois

4.7.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville. À cet effet, l'Organisme s'engage notamment à respecter les critères du *Règlement sur les critères de fixation de loyer* (RLRQ, c. T-15.01, r. 2);

4.7.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

### 4.8 Promotion et publicité

4.8.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Toute Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.8.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet.

### 4.9 Aspects financiers

4.9.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable. Le Responsable pourra aussi modifier la fréquence et le contenu de la Reddition de compte, à sa discrétion, pendant la durée de la Convention;

4.9.2 la Reddition de compte doit lui être remise au plus tard dans les cent cinquante (150) jours de la fin de chaque année financière de l'Organisme et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et la fin de l'année financière en cours de l'Organisme (30 juin) pour la première année et la période du 1er juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante pour les années subséquentes;

4.9.3 nonobstant l'article 4.9.2, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de**

**terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.9.4 tenir une comptabilité distincte pour la contribution financière de celle concernant les autres projets et secteurs d'activités de l'Organisme et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. Sauf le premier versement prévu à l'article 5.2.1.1, l'Organisme devra également s'assurer de déposer tout versement de la contribution financière dans un compte bancaire spécifiquement ouvert à cette fin, lequel doit être distinct de ses autres comptes et être utilisé par l'Organisme uniquement dans le cadre du Projet;

4.9.5 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.9.6 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.9.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers audités conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente Convention, une preuve de l'envoi au Vérificateur général ainsi qu'une copie desdits états financiers audités, le tout au plus tard cent cinquante (150) jours après la fin de son exercice financier;

4.9.8 transmettre au Responsable, dans les quinze (15) jours suivant une demande faite par ce dernier, une copie de tous documents en lien avec le Projet;

4.9.9 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

**4.10 Conseil d'administration**

4.10.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.10.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

**4.11 Responsabilité**

4.11.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou tout poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.11.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, toute réclamation ou toute demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

**4.12 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

Lorsque la contribution financière est accordée par le Conseil municipal ou le Comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du Conseil municipal ou du Comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

**4.13 Vente de l'immeuble**

4.13.1 sous réserve d'une entente écrite à l'effet contraire entre les Parties, dans l'éventualité où l'Organisme décide d'aliéner, de céder ou de disposer de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci pendant la durée de la Convention, solliciter des organismes à but non lucratif (OBNL) ayant une vocation compatible avec les objectifs et indicateurs du Projet indiqués à l'Annexe 2, et doit soumettre au Responsable, pour approbation par la Ville, la candidature de l'organisme souhaitant se porter acquéreur de l'Immeuble. En sus, l'Organisme devra obtenir et remettre au Responsable un engagement formel par écrit aux termes duquel l'organisme acquéreur accepte et s'engage à assumer toutes les obligations de l'Organisme consenties aux termes des présentes. La Ville devra transmettre une réponse à l'Organisme dans les trente (30) jours suivant la réception de la demande. Suivant telle approbation par la Ville, le cas échéant, l'Organisme pourra céder l'Immeuble ou ses droits dans celui-ci à l'organisme acquéreur et les droits et obligations de l'Organisme aux termes de la présente Convention seront cédés à l'organisme acquéreur. Dans le cas d'une cession à titre onéreux de l'Immeuble, la totalité de la contribution financière versée en vertu des présentes devra être remboursée à la Ville;

4.13.2 dans l'éventualité où l'Immeuble ne peut pas être cédé, aliéné ou qu'il n'est pas possible d'en disposer en faveur d'un organisme à but non lucratif ayant une vocation compatible avec les objectifs et indicateurs du Projet indiqués à l'Annexe 2, ou que la candidature d'un tel organisme n'est pas approuvée par la Ville conformément à l'article 4.13.1, offrir de vendre l'Immeuble ou ses droits dans celui-ci, à la Ville, par avis écrit, à la juste valeur marchande, et ce, avant de pouvoir librement négocier avec toute tierce partie. La totalité de la contribution financière versée par la Ville sera déduite du prix de vente. La Ville devra exercer ce droit de

préemption dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception de l'avis écrit et devra aviser l'Organisme de ses intentions dans ce délai imparti. Si la Ville ne s'est pas prévalue de son droit de préemption ou si elle ne s'est pas manifestée dans le délai imparti, l'Organisme sera libre de vendre l'Immeuble en faveur de tout tiers pourvu toutefois que les conditions offertes à ce tiers ne soient pas plus favorables ou avantageuses que celles dont la Ville pouvait se prévaloir en vertu de son droit de préemption. La totalité de la contribution financière versée en vertu des présentes sera alors remboursable à la Ville;

4.13.3 il est entendu que les articles 4.13.1 et 4.13.2 ne s'appliquent pas en cas d'exercice de recours hypothécaire par un créancier.

**4.14 Information continue**

aviser la Ville sans délai de toute situation ou de tout événement qui pourrait mener à un défaut aux termes de la Convention, mettre en péril le Projet ou affecter la santé financière de l'Organisme.

**4.15 Notaire**

4.15.1 obtenir préalablement au dépôt du premier versement prévu à l'article 5.2.1.1 dans le compte en fidéicommis du notaire instrumentant la vente de l'Immeuble, un engagement unilatéral du notaire en vertu duquel ce dernier s'engage à ne pas débourser les sommes déposées à son compte en fidéicommis par la Ville avant de s'être assuré d'honorer les engagements prévus aux articles 5.2.1.1 et 5.2.2 de la Convention et remettre une copie de cet engagement à la Ville.

**4.16 Inspection et visite de l'Immeuble**

4.16.1 permettre en tout temps, sous réserve d'un avis préalable à cet effet de la part du Responsable, à un représentant de la Ville, de visiter et d'inspecter l'Immeuble afin de pouvoir s'assurer du respect par l'Organisme des obligations prévues à la présente Convention;

4.16.2 si une visite des Logements est requise par le Responsable, prendre toutes les dispositions requises auprès des ménages de l'Immeuble pour permettre à un représentant de la Ville d'y accéder;

4.16.3 fournir, sur demande de la Ville, un rapport sur le suivi des actions entreprises par l'Organisme pour corriger les problèmes identifiés lors de de toute inspection ou visite.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

**5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière d'une somme maximale de deux millions trois cent trente et un mille six cent cinquante et un dollars (2 331 651$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

## 5.2 Versements de la contribution financière

5.2.1 Les versements seront effectués comme suit :

5.2.1.1 un premier versement de deux millions cent trente-huit mille six cent cinquante et un dollars *(*2 138 651 $), effectué au moment de l'acquisition de l'Immeuble et devant être affecté à l'acquisition de l'Immeuble pour le paiement du prix de vente et des frais accessoires à l'acquisition, conformément à l'article 5.2.2.;

5.2.1.2 un maximum de deux (2) versements totalisant une somme maximale de cent quatre-vingt-treize mille dollars (193 000$) pour les dépenses afférentes aux travaux de rénovation de l'Immeuble ainsi qu'aux frais de développement payés par l'Organisme dans le cadre de la réalisation du Projet conformément au tableau intitulé « **Acquisition et viabilité_SOLIDES_450_33e_Lachine** », daté du 19-08-2022 et dont copie a été transmise et approuvée par le Responsable préalablement à la signature de la présente Convention. Ces versements seront versés dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception par le Responsable d'une demande écrite de l'Organisme, laquelle devra être accompagnée des documents décrits à l'article 5.2.3 de la présente.

Le montant des versements prévus au premier alinéa sera établi par le Responsable, en fonction du montant demandé par l'Organisme dans sa demande écrite de paiement, étant entendu que le montant de chaque versement ne devra pas excéder le coût des travaux et les dépenses encourues à la date de la demande écrite de l'Organisme. Les dépenses reconnues pour ces versements sont celles prévues au tableau **« Acquisition et viabilité_SOLIDES_450_33e_Lachine** ».

5.2.2 L'Organisme charge la Ville de remettre le premier versement de la contribution financière, prévu à l'article 5.2.1.1 de la présente Convention, au compte en fidéicommis du notaire instrumentant la vente de l'Immeuble dans les soixante (60) jours de la signature de la présente Convention et, à cet effet, l'Organisme s'engage à ce que le notaire instrumentant l'acte de vente remette préalablement à la Ville son engagement unilatéral à ne pas débourser les sommes déposées dans son compte en fidéicommis par la Ville avant de s'être assuré notamment:

- que la Ville détient une bonne et valable garantie hypothécaire de 3$^{e}$ rang garantissant les obligations de l'Organisme aux termes de la présente Convention;
- que l'Organisme soit propriétaire absolu de l'Immeuble par bon et valable titre, libre de toute charge, à l'exception de l'hypothèque consentie en faveur de FIRST NATIONAL et de l'hypothèque consentie en faveur de NEW MARKET, lesquelles demeureront respectivement de 1$^{er}$ et 2$^{e}$ rang;
- que les sommes reçues soient utilisées au paiement du prix de vente de l'Immeuble et au paiement des frais accessoires à l'acquisition de celui-ci, et le résidu du premier versement étant ensuite versé à l'Organisme pour l'acquittement des droits de mutation immobilière afférents à l'Immeuble;
- que la vente de l'Immeuble soit publiée au registre foncier sans entrée adverse;
- que le Responsable lui a confirmé que :
    - les présentes ont été dûment approuvées par la Ville et l'Organisme par résolution ou autres procédures internes appropriées, nécessaires ou

requises aux termes de leurs documents constitutifs, de leurs règlements ou autrement pour leur donner plein effet et pour rendre exécutoires les obligations qu'elles constatent;

- l'Organisme a remis au Responsable une copie conforme des documents constitutifs de l'Organisme et de tous les amendements qui y ont été apportés, le cas échéant;
- l'Organisme a signé tout écrit qui peut raisonnablement être demandé par la Ville dans le but de donner plein effet aux dispositions des présentes;
- l'Organisme a transmis les informations requises aux termes de l'article 4.2 des présentes;
- l'Organisme a remis une copie des polices d'assurance ou des certificats de la police, conformément à l'article 10 des présentes.

5.2.3 La Ville n'effectuera pas les versements prévus à l'article 5.2.1.2 avant que le Responsable puisse s'assurer, notamment:

- que toutes les factures et pièces justificatives afférentes aux coûts des travaux et les dépenses encourues par l'Organisme justifiant le versement du solde de la contribution financière pour le remboursement des dépenses reconnues au tableau « **Acquisition et viabilité_SOLIDES_450_33e_Lachine** » ont été fournies par l'Organisme;
- qu'une Reddition de compte conforme à l'Annexe 4 a été remise à la Ville;
- que l'organisme a remis au Responsable un rapport d'ingénieur établissant l'état de la fondation du Bâtiment;
- que tout autre document demandé par le Responsable, à sa discrétion, lui a été remis.

5.2.4 Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme soit propriétaire de l'Immeuble (sauf pour le premier versement prévu à l'article 5.2.1.1) et qu'il ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

### 5.3 Ajustement de la contribution financière

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville, sur demande du Responsable, toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention;

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière prévue à la présente Convention si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale;

5.3.3 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la contribution financière d'un montant équivalant à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

### 5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

**6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

**6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

**6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉFAUT

**7.1** L'Organisme est en défaut :

7.1.1 s'il n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 sans limiter la généralité de 7.1.1, s'il fait défaut de respecter l'article 4.13 de la présente Convention;

7.1.3 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 s'il perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.6 s'il fait une fausse déclaration, si une déclaration cesse d'être vraie ou s'il commet une fraude en rapport avec la présente Convention;

7.1.7 s'il n'a pas remédié à un défaut aux termes de l'Hypothèque définie à l'article 8 des présentes.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente Convention, sur simple avis écrit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

**7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4 et 7.1.5, 7.1.6, 7.1.7, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

**7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, que celles-ci aient été engagées ou non dans le Projet. De plus, dès réception de l'avis du Responsable prévu à l'article 7.2 à l'effet qu'il a l'intention de recommander aux instances de la Ville de résilier la présente Convention s'il n'est pas remédié au défaut dans le délai imparti ou à compter de la résiliation de la Convention conformément à l'article 7.3, l'Organisme doit s'abstenir de conclure tout contrat ayant pour effet d'utiliser toute partie de la contribution financière non encore engagée dans le Projet.

## ARTICLE 8
## SÛRETÉS

**8.1** Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues à la présente Convention, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, préalablement au premier versement de la contribution financière prévue à l'article 5.2.1.1 de la présente Convention, comme suit :

- une garantie hypothécaire de troisième rang d'un montant de deux millions trois cent trente et un mille six cent cinquante et un dollars (2 331 651$) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par

accession ou autrement à l'Immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurances qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (ci-après, l' « **Hypothèque** »), étant entendu que les hypothèques de FIRST NATIONAL et NEW MARKET qui doivent être consenties par l'Organisme sont les seules qui auront préséance de rang sur l'Hypothèque de la Ville résultant des présentes.

**8.2** Considérant que le terme du prêt hypothécaire en faveur de NEW MARKET est d'une durée de dix (10) ans, l'Organisme s'engage à rembourser le montant dû en capital, intérêt et frais du prêt dès la fin de son terme et à procéder à la radiation de ce prêt hypothécaire au plus tard dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant le remboursement.

## ARTICLE 9
## DURÉE

La présente Convention prend effet à compter de sa signature la plus tardive par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard vingt-cinq (25) ans à compter de la date qui suit celle à laquelle l'Organisme devient propriétaire de l'Immeuble.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 10
## ASSURANCES

**10.1.** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour l'Immeuble (incendie et tout autre risque et pertes habituellement couverts) jusqu'à concurrence de sa pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance pour sa responsabilité civile accordant, par accident ou événement, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 0000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices;

**10.2.** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur;

**10.3.** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, préalablement au premier versement de la contribution financière prévu à l'article 5.2.1.1, une copie des polices d'assurance ou des certificats de police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement des polices d'assurance, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

## ARTICLE 11
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LICENCE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

## ARTICLE 12
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

L'Organisme représente et garantit à la Ville que :

**12.1** il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

**12.2** que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

**12.3** il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

**12.4** il est une entité validement constituée, immatriculée et organisée, en règle avec les lois qui la régissent, et il détient les pouvoirs, permis et licences nécessaires à l'exploitation de ses activités, incluant le Projet, et à la possession, gestion et administration de ses biens;

**12.5** il détient tous les permis, licences, marques de commerce, noms d'emprunt et brevets et autres droits et autorisations requis pour l'exploitation de ses activités, incluant le Projet;

**12.6** il n'est impliqué dans aucune action en justice ou procédure judiciaire susceptible d'affecter de façon significative sa situation financière ou sa capacité d'exploiter ses activités;

**12.7** il n'est pas en défaut en vertu des contrats auxquels il est partie ou de la législation et de la réglementation applicables à l'exploitation de ses activités ou à ses biens, incluant, sans limitation, toute exigence environnementale;

**12.8** toute taxe, cotisation, tout prélèvement, tout impôt ou toute autre redevance dont le paiement est garanti par priorité ou hypothèque légale a été payé, sans subrogation ni consolidation;

**12.9** il reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### 13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### 13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

### 13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

**Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 311 Rue McLeod, Châteauguay, QC, J6J 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de François Giguère, directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

**Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

**13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....e jour de ..... 2022

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 2022

**SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES)**

Par : _____
François Giguère
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2022 (Résolution CM ……).

## ANNEXE 1

### PROJET SOLIDES 33e AVENUE, ARRONDISSEMENT LACHINE

Le Projet consiste en l'acquisition de l'Immeuble par l'Organisme et la réalisation de travaux de rénovation du Bâtiment, de manière à :

- Pérenniser l'offre de logements abordables dans le Projet;
- Assurer la rénovation des logements et du Bâtiment sans déplacer les locataires qui occupent actuellement le Bâtiment;
- Assurer le maintien en bon état du Bâtiment au cours des ans par une réserve de remplacement adéquate.

Le Bâtiment est à tenure locative et compte 47 logements, répartis sur 4 étages.

Le Projet est également soutenu par FIRST NATIONAL, dont le prêt de 4 600 000$ est assuré par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), et agira comme prêteur de 1er rang. Un autre prêteur, NEW MARKET, fournira également un financement complémentaire de 1 030 000 $

Typologies des logements :

Studios : 23
1 chambre à coucher (c.c). : 8
2 c.c. : 15
3 c.c. : 1

Prix d'achat : 7 500 000$

Montant estimé des travaux au cours des deux premières années complètes, incluant les frais indirects: environ 193 000$

Le budget de réalisation total du Projet, incluant l'acquisition de l'Immeuble, les travaux à faire dans les deux premières années, les frais indirects, les équipements et les taxes, est d'environ 7 961 651$.

## ANNEXE 2

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DU PROJET

**OBJECTIF 1 – Pérenniser une offre de logements abordables**

Indicateurs :

1.1 Procéder à l'acquisition de l'Immeuble et en demeurer propriétaire.

1.2 Maintenir l'abordabilité des loyers en ne dépassant pas les pourcentage (%) d'augmentations annuelles prévues dans le tableau indiqué à l'article 1.3.2 de la présente annexe.

1.3 Gérer le Bâtiment en vue d'en assurer la viabilité financière et immobilière à long terme en maintenant l'équilibre financier de ses opérations d'exploitation. À cet égard :

1.3.1 Respecter les projections de financement et de dépenses du budget de réalisation prévu au tableau intitulé « **Acquisition et viabilité_SOLIDES_450_33e_Lachine** - onglet Budget d'acquisition » dont copie a été transmise au Responsable en date du 17 août 2022 sous réserve d'ajustements au coût total des travaux prévus dans une année donnée ne pouvant dépasser 10 %. Le cas échéant, tout ajustement supérieur à 10% sera assujetti au consentement du Responsable.

1.3.2 Respecter les projections de recettes et de déboursés d'exploitation prévues au tableau intitulé « **Acquisition et viabilité_SOLIDES_450_33e_Lachine** - onglet Budget d'opération » daté du 19-08-2022, dont copie a été transmise au Responsable en date du 17 août 2022, sous réserve d'un ajustement au total des déboursés d'exploitation prévus dans une année donnée, lequel ne peut dépasser 10 % de la projection des déboursés au tableau mentionné ci-dessus. Le cas échéant, tout ajustement supérieur à 10% sera assujetti au consentement du Responsable.

**OBJECTIF 2 – Assurer la rénovation du Bâtiment et des logements sans déplacer de locataires**

Indicateurs :

2.1 Réaliser les travaux prévus au tableau intitulé « **Acquisition et viabilité_SOLIDES_450_33e_Lachine** - onglet Budget d'acquisition » daté du 19-08-2022, dont copie a été transmise au Responsable en date du 17 août 2022, et détaillés dans le rapport du GRT Rive-Sud « Planification des travaux requis, 450, 33e Avenue - arr. Lachine », à l'intérieur d'un délai de cinq (5) ans suivant l'acquisition de l'Immeuble.

2.2 Réaliser ces travaux sans relocaliser de locataires. Malgré ce qui précède, la relocalisation est permise, avec l'accord écrit des locataires, idéalement à l'intérieur du Bâtiment ou dans un logement situé dans un secteur environnant.

**OBJECTIF 3 – Assurer le maintien en bon état du Bâtiment au cours des ans par une réserve de remplacement adéquate**

Indicateur :

3.1 Respecter les projections de contributions annuelles à la réserve de remplacement prévues au tableau intitulé « **Acquisition et viabilité_SOLIDES_450_33e_Lachine** - onglet Budget d'opération » daté du 19-08-2022, dont copie a été transmise au Responsable en date du 17 août 2022, sous réserve d'un ajustement aux contributions prévues dans une année donnée lequel ne peut dépasser 10 % de la projection des déboursés prévue au tableau mentionné ci-dessus. Le cas échéant, tout ajustement supérieur à 10% sera assujetti au consentement du Responsable.

3.2 Procéder, à la cinquième année après la date de réception définitive des travaux, puis à tous les trois ans pendant la durée de la Convention, à une inspection du Bâtiment par un professionnel certifié, dans le but d'établir un bilan de l'état du Bâtiment et de procéder aux travaux et réparations nécessaires, le cas échéant.

# ANNEXE 3

# PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

## Chantier Montréal abordable

**IMPORTANT** : aucune communication d'envergure sur le Projet financé dans le cadre de la présente Convention de contribution financière ne peut être effectuée par l'Organisme sans l'accord de la Ville de Montréal.

## 1. Engagements de l'Organisme

1.1 Aviser vingt (20) jours ouvrables à l'avance le Responsable du Projet de la Ville de toute intention d'effectuer une communication d'envergure, quel qu'en soit le support : conférence de presse, communiqué de presse, site web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche, document d'information, etc.;

1.2 Faire approuver toutes communications telles que définies en 1.1, selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus dans la présente Annexe;

1.3 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médiatiques, telles que définies au point 2.2;

1.4 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité de la présente Annexe ainsi que la Charte de la langue française.

## 2. Communications

### 2.1 Reconnaissance de la contribution de la Ville

2.1.1 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés et électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de la présente Annexe.

2.1.2 Dans le cas où l'insertion du logo n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter l'une des deux mentions écrites suivantes :

- **Mention complète** : Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière de la Ville de Montréal.
- **Mention brève** : Avec le soutien de la Ville de Montréal.

### 2.2 Relations publiques et médiatiques

2.2.1 **Message écrit officiel** : proposer à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un-e représentant un

-e politique dans toutes communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins **vingt (20) jours ouvrables** avant la date de diffusion ou la date limite de livraison du matériel pour impression;

2.2.2 **Annonce ou événement public** : lors d'une annonce importante ou d'un événement public organisé dans le cadre du Projet :

- Inviter un-e représentant-e politique de la Ville à participer, au moins **quinze (15) jours ouvrables** à l'avance;
- Une fois la participation d'un-e représentant-e politique confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et en faire la coordination;
- Proposer un scénario de déroulement pour approbation par toutes les parties;
- Assurer l'accréditation média des employé-es délégué-es par la Ville ainsi que leurs collaborateurs-trices mandaté-es (ex : relationnistes, photographes, vidéastes);
- Veiller à ce que les personnes pouvant apparaître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

### 2.3 Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du Projet de la Ville un bilan des activités de communication effectuées (ex. : revue de presse, copie imprimée ou numérique des outils de communication) ainsi que tout indicateur permettant d'évaluer les retombées du Projet.

## 3. Modalités

### 3.1 Normes graphiques

3.1.1 Respecter les règles d'utilisation du logo de la Ville, telles que décrites dans le document suivant :

3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, ou une mention qui associerait l'Organisme à la Ville, en dehors du contexte de la présente Annexe.

## 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au **responsable du Projet** de la Ville, **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance :

- Toutes intentions d'effectuer une communication d'envergure, telle que définie à la clause 1.1 de la présente Annexe.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la **Division des relations de presse** de la Ville (relationsmedias@montreal.ca), **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance :

- Les communiqués de presse et les avis médias.

3.2.3 Soumettre pour approbation à la **Division création et production** de la Ville (visibilite@montreal.ca), **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion :

- Toute communication imprimée ou numérique où apparaît le logo de la Ville (ou l'une des mentions indiquées en 2.1.1).

## 3.3 Contacts

**Responsable du Projet**

Pour proposer toutes communications publiques telles que définies en 1.1 de la présente Annexe, veuillez vous adresser au Responsable du Projet de la Ville ou à la personne qu'elle aura désignée pour la représenter.

**Division des relations de presse**

Pour faire approuver les communiqués de presse et les avis médias ou pour tout élément lié à des activités médiatiques (ex. : demande d'entrevue), veuillez écrire à : relationsmedias@montreal.ca

**Division Création et production**

Pour offrir à la Ville l'un des éléments de visibilité mentionnés dans la présente Annexe, pour faire approuver le positionnement de son logo ou

pour toute question portant sur ces sujets, veuillez écrire à : visibilite@montreal.ca

**Cabinet de la mairie de Montréal ***

Pour offrir à un-e représentant-e politique de la Ville la possibilité d'inclure un message officiel ou de participer à une annonce ou à un événement public, et pour prendre les dispositions protocolaires requises, veuillez compléter le formulaire approprié sur le site web suivant : https://mairesse.montreal.ca/

**** Assurez-vous de préciser que le Projet est financé dans le cadre du Chantier Montréal abordable et qu'il doit respecter le Protocole de visibilité prévu.***

## ANNEXE 4

## REDDITION DE COMPTE

La Redditions de compte doit notamment inclure:

- les rapports d'activités de l'Organisme;
- les états financiers annuels audités de l'Organisme;
- les rapports d'étape ou final, le cas échéant, relatifs au Projet;
- la liste des interventions, travaux ou activités effectuées dans le cadre du Projet;
- les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion engagés par l'Organisme dans le cadre du Projet;
- tout ajustement aux projections de revenus et de dépenses du budget de réalisation et du budget d'exploitation du Projet;
- le niveau d'atteinte des objectifs mesurables prévus à l'Annexe 2, dont:
    - le loyer mensuel moyen pour chaque typologie de logement;
    - le nombre de logements dont le locataire bénéficie d'un programme de supplément au loyer et le loyer perçu pour chacun de ces logements;
    - le montant de la réserve de remplacement;
    - les rapports d'inspections à l'égard de l'Immeuble.
- tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229286001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'habitation , Direction , Division du développement du logement abordable |
| **Objet :** | Autoriser une aide financière de 2 331 651 $ à la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES), sous forme de contribution financière garantie par une hypothèque de 3e rang pour l'acquisition et la réalisation de rénovations partielles d'un bâtiment résidentiel situé au 450, 33e avenue, dans l'arrondissement de Lachine; approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et SOLIDES; déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; autoriser l'augmentation des budgets revenus et dépenses du Service de l'habitation pour 2022 pour un montant de 2 331 651$, provenant des surplus affectés. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1229286001 - Solides 33e avenue.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-9547

Co-auteurs

Christian Borys
Conseiller budgétaire
Tél.: 514 872-5676

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-30

Yves COURCHESNE
Directeur de service - Finances et trésorier
**Tél :** 514 245-8779

Claude Pepin
Conseiller en analyses financieres chef d'équipe
Tél.: 514 872-0409

**Division :** Service des finances

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.036

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227211009**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre |
| **Compétence d'agglomération :** | Écoterritoires |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Entériner une dépense de 3 115 822,50 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage faunique, piétonnier et cyclable dans le secteur du parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc dans le cadre des travaux du projet REM |

Il est recommandé :
1) d'entériner une dépense de 3 115 822,5$ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage faunique, piétonnier et cyclable dans le secteur du parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc dans le cadre des travaux du projet REM ;

2) d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 09:31

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1227211009** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des grands projets de transport en partenariat , Division des grands projets partenaires |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre |
| **Compétence d'agglomération :** | Écoterritoires |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Entériner une dépense de 3 115 822,50 $ taxes incluses pour la conception et la réalisation d'un passage faunique, piétonnier et cyclable dans le secteur du parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc dans le cadre des travaux du projet REM |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructure (CDPQ Infra inc. (CDPQi)), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception-construction du Réseau Express Métropolitain (REM). Ces travaux sont encadrés par la loi concernant le Réseau électrique métropolitain (la "Loi sur le REM"). La réalisation de ce projet de 67 km nécessite la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau de drainage de l'Île de Montréal. Toute infrastructure municipale, réalisée dans le cadre du projet REM, est encadrée par une entente entre la CDPQi et la Ville de Montréal, à titre d'agglomération. Il s'agit de l'entente visée à l'article 14 de la loi sur le REM ("L'Entente").
Le tracé du REM se compose de différentes antennes sur le territoire de l'île de Montréal, dont l'antenne Deux-Montagnes. Cette dernière traverse le parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, qui est actuellement non aménagé et non accessible au public.

C'est à cet endroit qu'il enjambe la rivière des Prairies pour poursuivre son parcours vers Laval et la Rive-Nord. Malgré la présence des voies ferrées sur un talus d'environ 5 mètres de haut, il s'est créé avec le temps un sentier informel dans l'axe de la rue Perron, traversant le talus afin de joindre les deux parties du parc. Les nouveaux trains du REM, sans chauffeur, devront être sécurisés par l'implantation d'une barrière infranchissable de part et d'autre des voies. Cela aura pour effet d'enclaver le parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc, au nord des voies, la traverse la plus proche est le boulevard de Sources, à environ 1,5 km vers l'Est. Ce secteur faisant également partie du Grand parc de l'Ouest, il devient essentiel d'assurer cette connectivité des deux côtés de l'emprise du REM.

La Ville souhaitait donc créer ce passage afin de faciliter les déplacements fauniques, piétons et cyclistes dans ce secteur. Les travaux de conception-réalisation de ce passage, à titre d'infrastructure municipale, sont couverts par l'Entente visée à l'Article 14 de la Loi sur le REM. De plus, les articles 20 et 22 de la même loi encadrent le processus de rétrocession des ouvrages vers la municipalité à la fin des travaux, et la définition de voie publique est clairement décrite à l'article 66 de la loi sur les compétences municipales. La Ville a donc demandé à la CDPQi de réaliser ces travaux par l'entremise de son mandataire, NouvLR.

Cette demande de changement au contrat est couverte par l'article 14 de l'Entente qui prévoit que la CDPQi doit analyser la demande de la Ville afin qu'il n'y ait aucune incidence sur l'échéancier général du projet REM. Ainsi, NouvLR étant maitre d'oeuvre de son chantier, la Ville doit insérer ces besoins dans le modèle d'affaire du projet REM afin de saisir ses opportunités en tenant compte de l'échéancier général de réalisation. Toute demande de changement doit être autorisée par la CDPQi. La Ville doit donc ajuster son mode de traitement des demandes de changements afin de respecter les délais imposés par la CDPQi.

La Ville souhaite aussi consolider le parcours riverain cyclable de l'île de Montréal, désenclaver le secteur ouest du parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc, ce qui augmentera considérablement la fréquentation d'usagers dans le secteur, d'où la nécessité de normaliser le passage informel existant. En ce sens, la Ville prévoit également assurer la connexion de ce passage au réseau cyclable existant et de le raccorder au parc, lorsque ce dernier sera officiellement ouvert au public.

La Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM), par l'entremise de son Plan directeur du réseau vélo métropolitain et du Plan métropolitain d'aménagement de développement (PMAD), a également émis la nécessité de prolonger le réseau cyclable vers l'île Bigras à Laval.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE22 0969 - 1er juin 2022 - Approuver le règlement hors Cour d'un litige impliquant la Ville de Montréal et signer la transaction au nom de la Ville de Montréal.
CG22 0007 - 21 janvier 2022 - Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CM22 0016 - 20 janvier 2022 - Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2022 et du PDI 2022-2031 pour l'exercice financier 2022 (volet agglomération).

CG20 0639 - 11 décembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet agglomération) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE20 1829 - 12 novembre 2020 - Décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet ville centrale) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19).

CE17 1172 - 5 juillet 2017 - D'entériner, sous réserve de l'adoption de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (Projet de loi 137), le projet d'entente intitulée « Entente visée à l'article 14 de la *Loi concernant le Réseau électrique métropolitain* (la « Loi sur le REM ») » entre CDPQ Infra inc. et la Ville de Montréal relativement au projet du REM.

CG16 0754 – 22 décembre 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de

réseau électrique métropolitain (REM).

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

**DESCRIPTION**

Le passage construit se trouve dans le prolongement de l'axe de la rue Perron, aux environs du chaînage 122+ 825 du projet du REM, à la limite Est du parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc qui fait partie du Grand parc de l'Ouest.
Le REM étant un système de transport automatisé, sans conducteur, son emprise est à usage exclusif et ne comprend aucun passage à niveau. Lorsque le train de Deux-Montagnes était en service, des traverses non officielles se faisaient à travers les voies du CN/EXO. Avec l'arrivée du REM, le secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc se trouve enclavé. Le projet consiste en la conception et la construction par le consortium NouvLR mandaté par la CDPQi, d'un tunnel sous le talus permettant ainsi un passage faunique, piéton et cycliste.

Les travaux indiqués dans ce dossier ont été réalisés conformément aux directives du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal et en respectant les normes et les règlements en vigueur à la Ville de Montréal ainsi qu'aux normes sur les aménagements cyclables.

**JUSTIFICATION**

La construction de cet ouvrage était nécessaire afin de ne pas enclaver le parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc, au nord des voies ferrées du REM.
Advenant que la conception/construction du passage n'avait pas été incluse au projet du REM, la réalisation de ce mandat serait revenu à la Ville.

Étant donné que le train fonctionne 20h par jour, les travaux n'auraient pu être réalisés que 4h par jour pendant la nuit, ce qui aurait généré de nombreux enjeux techniques, en plus d'une augmentation conséquente du temps de réalisation et des coûts totaux.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

L'enveloppe budgétaire pour ce mandat s'élève à un total de 3 115 822,5$ taxes incluses. Cette dépense correspond à un coût net de 2 845 161,25$ $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales. Cette dépense est financée par un virement provenant du règlement d'emprunt numéro RCG 16-063, du projet REM (75050). Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération. Le service de l'urbanisme et mobilité (SUM) agit en tant que requérant et exécutant.
Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Il est prévu d'utiliser les fonds selon la distribution précisée au tableau :

| | 2022 | Total |
|---|---|---|
| IAC – Ingénierie, approvisionnement et construction | 3 115 822,50$ | 3 115 822,50$ |
| **Total incluant taxes** | **3 115 822,50$** | **3 115 823,50$** |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièces jointes.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant que la conception/construction du passage n'avait pas été incluse au projet du REM, qui est une emprise exclusive, la Ville aurait eu à assumer des coûts de réalisation plus élevés à cause des contraintes d'intervention à proximité du REM. Les travaux déjà exécutés par le projet REM à la demande de la Ville devront être remboursés à la CDPQi suivant le montant convenu.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier ne comporte pas d'impact en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal : 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération : 22 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Severine PAIN, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Amelie CHARTIER-GABELIER, Service des affaires juridiques

Lecture :

Amelie CHARTIER-GABELIER, 11 août 2022
Severine PAIN, 11 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sonia THOMPSON

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-10

Sonia THOMPSON

Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

**Tél :** 514 513-4207
**Télécop. :**

Professionnel responsable du dossier :

Xavier Grypczynski
Chargée de projets-grands projets
cellulaire : 438-989-2963

Chef de section - Projets Champlain et REM

**Tél :** 514-872-8544
**Télécop. :**

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne Mme Sonia Thompson, cheffe de section - Portefeuille 2, pour me remplacer dans l'exercice de mes fonctions de cheffe de Division des grands projets partenaires au Service de l'urbanisme et de la mobilité et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant et ce du 4 au 21 août 2022 inclusivement.

Vous pouvez communiquer avec Mme Thompson à l'adresse sonia.thompson@montreal.ca ou par téléphone au 514 513-4207.

Et j'ai signé,
Isabelle Lebrun, ing., M.Ing
Cheffe de Division - Grands projets partenaires

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David THERRIEN
Directeur des grans projets de transport en partenariat
**Tél :** 514 872-7092
**Approuvé le :** 2022-08-26

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-26

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
28 NOV. 2017
POUR
DIRECTRICE
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

# ENTENTE VISÉE À L'ARTICLE 14 DE LA *LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN* (la « Loi sur le REM »)

**ENTRE :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-0004, article 6;

Ci-après nommée la «**Ville**»

**ET :**

**CDPQ INFRA INC**, personne morale incorporée en vertu de Loi sur sociétés par actions (Québec) dont l'adresse principale est au 1000, Place Jean-Paul Riopelle, Montréal, Québec, H2Z 2B3 représentée par M. Jean-Marc Arbaud et par M. Thomas Assimes, dûment autorisé(e)s aux fins des présentes tels qu'ils(elles) le déclarent;

Ci-après nommée «**Infra**»

(la Ville et Infra étant collectivement appelées les «**Parties**»)

**LESQUELLES ONT PRÉALABLEMENT DÉCLARÉ ET EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

**ATTENDU QUE** le Gouvernement du Québec et la Caisse de Dépôt et Placement du Québec ont conclu, en juin 2015, une entente relative à la réalisation de projets d'infrastructures;

**ATTENDU QU'**Infra a amorcé la planification du système de transport collectif dans l'axe A10/ Centre-ville de Montréal / Sainte-Anne-de-Bellevue et Deux-Montagnes, appelé Réseau Électrique Métropolitain (ci-après le « **Projet**»);

**ATTENDU QUE** qu'une société en commandite composée d'un seul commandité et d'un seul commanditaire chacun étant une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* sera constituée par Infra dans le but de réaliser ce Projet et qu'en conséquence cette société appelée REM sera assimilée à un mandataire de l'État dans le cadre de ses activités de réalisation et exploitation du Projet conformément à l'article 3 de la Loi sur le REM;

**ATTENDU QUE** la présente Entente est signée par Infra pour et au nom de cette société en commandite à être constituée sous le nom de REM et qu'elle est conclue au bénéficie de REM conformément à la *Loi sur le REM*;

**ATTENDU QUE** bien que la construction du Projet sera effectuée par un Entrepreneur, Infra (ou Rem après sa constitution) sera seule et unique responsable, vis-à-vis la Ville, du respect des termes et obligations prévues aux présentes;

**ATTENDU QUE** la réalisation du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal nécessite la participation et la collaboration de la Ville;

**ATTENDU QUE** l'article 14 de la Loi sur le REM prévoit la possibilité de conclure une entente avec une municipalité aux fins de la réalisation du Projet;

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent conclure une telle entente, laquelle couvrira notamment les aspects prévus à l'article 14 de la Loi sur le REM ainsi que les modalités de collaboration entre les Parties durant les phases de planification, de conception et de réalisation des Travaux du Projet;

**ATTENDU QU**'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le REM, la conclusion de la présente entente est une compétence de l'agglomération de Montréal;

**PAR CONSÉQUENT LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT** :

## 1. MISE EN CONTEXTE

Le préambule fait partie intégrante de la présente Entente.

La présente Entente conclue en vertu des articles 14 et 15 de la Loi sur le REM vise l'occupation temporaire des voies publiques ainsi que les réseaux d'aqueducs, d'égouts et/ou de conduits souterrains et autres Infrastructures municipales qui se trouvent sur ou sous la surface des voies publiques visées par la présente Entente. La présente Entente vise également l'occupation temporaire d'autres parties du Domaine public de la Ville, et ce, afin de permettre de traiter au sein d'une seule convention l'ensemble des droits et biens de la Ville affectés par la réalisation des Travaux du Projet.

Malgré la présente Entente, les Parties s'en remettent aux dispositions de l'article 20 de la Loi sur le REM, lequel aura seul force de loi entre les Parties relativement aux règles d'occupation permanente de parties de voies publiques et relatives aux transferts de propriété qui y sont établis suite à la construction d'un étagement, d'un ouvrage ou d'une installation devant faire partie du Projet sur ou sous une partie de voie publique de la Ville. Les Parties reconnaissent que conformément à l'article 20 de la Loi sur le REM, les transferts de propriétés qui y sont prévus se feront en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec au sens de l'article 88.15 de la *Loi sur les transports* laquelle constitue une corporation incluse dans la définition du mot « Caisse » à la Loi sur le REM.

Enfin, relativement à l'article 57 de la Loi sur le REM, les Parties confirment que la présente constitue une entente conclue entre les Parties au sens du sixième alinéa de l'article 194 de l'Annexe C de la Charte de la ville de Montréal (c. C-11.4) aux termes de laquelle Infra est autorisée à procéder à ses travaux de construction et son exploitation du Projet tels qu'envisagés.

## 2. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **Arrondissements Affectés** : signifie les arrondissements suivants de la ville de Montréal : Sud-Ouest, Verdun, Ville-Marie, St-Laurent, Ahuntsic, Pierrefonds-Roxboro, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Outremont;

2.2 **Appel de propositions** : signifie l'appel de propositions par Infra visant à permettre aux Soumissionnaires de formuler leurs propositions de contrat de conception et construction du Projet;

2.3 **Certificateur indépendant** : signifie l'ingénieur indépendant mandaté aux termes de la Convention relative au Projet pour, entre autres, l'inspection de l'ensemble des infrastructures qui seront construites ou modifiées dans le cadre du Projet;

2.4 **Convention relative au Projet** : désigne la convention à intervenir entre Infra et l'Entrepreneur à l'égard du Projet;

2.5 **Date de Réception Définitive** : signifie la date de prise de possession par REM du Projet à la suite de son développement et de sa construction complète, tel que confirmé par avis écrit par REM à la Ville;

2.6 **Domaine public** : désigne les rues, ruelles, squares et places publiques y compris les trottoirs, terre-pleins, voies cyclables hors rue et l'emprise excédentaire de la voie publique, les parcs et les jardins publics, incluant le Parc du Mont-Royal et les autres immeubles composant le Domaine public de la Ville ou d'une Ville liée;

2.7 **Droits Existants** : signifie l'ensemble des droits réels et personnels connus et existants en date des présentes en faveur de tiers et pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet sur le territoire de la ville de Montréal, y compris tout droit réel et personnel affectant les Immeubles;

2.8 **Entente** : désigne le présent document, lequel vise la coordination des échanges et communications entre la Ville et Infra concernant la réalisation des Travaux relatifs au Projet et le partage d'Informations durant les phases de planification et de conception-construction du Projet, le tout dans le cadre de la Convention relative au Projet;

2.9 **Entente de confidentialité** : a le sens qui lui est donné à l'article 20;

2.10 **Entrepreneur**: désigne la partie qui sera sélectionnée par Infra à la suite du processus compétitif d'approvisionnement pour la réalisation du Projet conformément aux dispositions de la Convention relative au Projet;

2.11 **Immeubles**: signifie l'ensemble des immeubles requis aux fins de la construction du Projet, situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal et identifiés en Annexe A aux présentes;

2.12 **Informations** : désigne toute information pertinente à la conception ou à la modification des Ouvrages Municipaux, à la protection des Infrastructures municipales, y compris les exigences techniques, normes particulières, dessins, données, études, plans relatifs à ces Ouvrages municipaux et ces Infrastructures municipales;

2.13 **Infrastructures municipales** : désigne, à l'exception des Ouvrages municipaux, toute infrastructure municipale existante de la Ville, incluant le Mobilier urbain et les infrastructures de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) situés dans ou à proximité de l'emprise du Projet;

2.14 **Loi sur le REM** : signifie la *Loi concernant le Réseau électrique métropolitain* ch. 17 des lois du Québec de 2017;

2.15 **Mobilier urbain** : signifie les arbres, arbustes, abribus, bancs, bollards, bornes d'alimentation du métro, bornes d'incendie, bornes géodésiques, bornes repères, buttes de décélération, câbles, chambres de vannes, clôtures, conduits, fontaines, grilles, lampadaires, monuments, murs, murets, panneaux de signalisation, feux de circulation, parcomètres, poteaux, poubelles, puisards, puits d'accès, regards, réverbères, revêtement d'asphalte, de gazon ou de béton, tuyaux, voûtes et autres choses semblables d'utilité ou d'ornementation, mis en place par la Ville ou une Ville liée;

2.16 **Ouvrages municipaux**: désigne les infrastructures municipales conçues, construites, modifiées ou améliorées par l'Entrepreneur et qui seront transférées à la Ville;

2.17 **Parties** : désigne collectivement la Ville et Infra;

2.18 **Plan de Gestion de la Circulation** : signifie le plan de gestion de la circulation de l'Entrepreneur applicable au territoire de la Ville ou d'une Ville Liée et mentionné au paragraphe 13.8.4;

2.19 **Projet** : a le sens qui lui est conféré au préambule des présentes, et inclut l'ensemble des activités et travaux relatifs à la conception, la construction, le financement, l'exploitation ou l'entretien du Réseau Électrique Métropolitain;

2.20 **REM** : désigne la société en commandite à être constituée aux fins de la réalisation et exploitation du Projet, laquelle est représentée par son commandité, Rem Commandité Inc., toutes ces entités étant des filiales d'Infra, étant entendu que REM deviendra, dès sa constitution et sous réserve de l'article 23 des présentes, partie à la présente Entente en substitution d'Infra;

2.21 **Soumissionnaire(s)** : désigne toute(s) personne(s) morale(s) ou regroupement(s) de personnes morales de droit privé (consortium) s'étant qualifiée(s) pour répondre à l'Appel de propositions;

2.22 **Travaux** : signifie l'ensemble des travaux relatifs au Projet effectués par Infra et son Entrepreneur;

2.23 **Travaux Anticipés** : signifie tout ouvrage ou construction incluant toute addition ou modification ou rénovation d'un ouvrage public sous le contrôle de la Ville, qui existe en date des présentes, qui est présentement en voie d'exécution, qui a déjà été approuvé par la Ville ou qui est à sa connaissance en voie de planification sans être encore approuvé par la Ville;

2.24 **Ville** : La ville de Montréal agissant au nom de l'agglomération de Montréal conformément à l'article 15 de la Loi sur le REM;

2.25 **Villes liées** : Les villes de Baie D'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Kirkland, Mont-Royal, Pointe-Claire, Sainte-Anne – de –Bellevue.

## 3 MISE EN CONTEXTE ET OBJET DE L'ENTENTE

La présente Entente a pour objet d'octroyer à Infra les droits d'occupation du Domaine public qui lui sont nécessaires pendant les Travaux, et ce, pour la durée de la présente Entente. La présente Entente a également pour objet la mise en place entre Infra et la Ville d'un processus de collaboration dans le cadre du Projet durant les phases de planification, de conception et de construction, notamment pour la réalisation et la réception des Ouvrages municipaux, la protection des Infrastructures municipales ainsi que le raccordement des ouvrages construits dans le cadre du Projet aux Infrastructures municipales. La présente Entente a comme objectif supplémentaire de faciliter les communications et les échanges entre Infra et la Ville, étant entendu que la Ville à titre de coordonnatrice des relations avec Infra sur le territoire de l'agglomération partagera avec les Villes liées et Arrondissements, le cas échéant, les informations et demandes reçues d'Infra ou destinées à Infra dans le cadre de la réalisation du Projet. Ce rôle de coordination permettra à la Ville de planifier les ressources municipales qui seront affectées par elle pour assurer une collaboration nécessaire lors de la réalisation du Projet.

## 4 PORTÉE DE L'ENTENTE

Le Projet comporte plusieurs antennes :

1. l'Antenne Rive-Sud A10/ Centre-ville de Montréal;
2. l'Antenne Deux-Montagnes;
3. l'Antenne Aéroport de Montréal;
4. l'Antenne Sainte-Anne-de-Bellevue.

La présente Entente de collaboration vise les composantes 1 à 4.

## 5 COLLABORATION / COMMUNICATION ENTRE LA VILLE ET INFRA

Une fois complétées la sélection de l'Entrepreneur et la signature de la Convention relative au Projet finalisée, un comité de coordination des Travaux du Projet présidé par Infra sera mis en place. Infra, l'Entrepreneur, la Ville et s'il y a lieu, la Ville liée concernée par les Travaux, participeront à ce comité.

Les Travaux de ce comité permettront, entre autres, de définir la conception détaillée des Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux et ceux ayant un impact sur les Infrastructures municipales et de permettre sa réalisation.

Conformément à l'article 18 de la présente Entente, les Parties conviennent de mettre en place plusieurs comités se rapportant, le cas échéant, à ce comité afin de traiter des enjeux propres au Projet. La participation des Parties et de l'Entrepreneur au sein de ces comités est requise.

## 6 PERMIS MUNICIPAUX

Dans le cadre de la réalisation du Projet, malgré qu'elle bénéficie du statut de mandataire de l'État, Infra acceptera, sans renoncer d'aucune façon aux immunités dont elle bénéficie, de requérir de l'Entrepreneur qu'il dépose des formulaires de demandes de permis municipaux à l'égard des Travaux ainsi que des demandes de permission d'occuper le Domaine public pour toute occupation de voies publiques ou autres parties du Domaine public. Infra accepte cette particularité afin de permettre à la Ville, de concert avec les Arrondissements et les Villes liées de coordonner l'ensemble des Travaux effectués sur leur territoire. La soumission de ces formulaires de demandes de permis ne pourra être interprétée comme une demande de permis ni comme une obligation d'obtenir un tel permis sauf lorsque requis par la loi de la part d'un mandataire de l'État.

Nonobstant ce qui précède, Infra convient que les Travaux relatifs aux Ouvrages municipaux ou à toute autre Infrastructure de la Ville ou d'une Ville liée située sur les immeubles visés par ces demandes de permissions seront réalisés et exécutés conformément aux règlements et normes applicables de la Ville concernée avec demande de permis en conséquence, lesquels permis devront être émis par la Ville (ainsi que par l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée pertinente, selon le cas), le tout selon les modalités et à l'intérieur des délais plus spécifiquement prévus à l'article 13 ci-après. Relativement aux Travaux anticipés ou effectués affectant les Infrastructures municipales ou les citoyens de façon importante, Infra pourra, en lieu et place de fournir ces demandes de permis d'occuper le Domaine public, fournir à la Ville mensuellement une liste desdits Travaux anticipés.

Pour plus de précision, aucun tarif municipal ne sera exigé par la Ville dans le cadre de la réalisation du Projet.

## 7 PÉRIODE D'APPEL DE PROPOSITIONS

Pendant la période qui suit la publication de l'Appel de propositions, Infra pourra soumettre à la Ville les questions que les Soumissionnaires qui se sont qualifiés pourraient avoir relativement aux Infrastructures municipales.

La Ville convient de plus de mettre à la disposition du Soumissionnaire souhaitant les rencontrer ses professionnels/spécialistes (incluant ceux des Villes liées) à l'égard de toutes questions qui concernent les Travaux ayant un impact sur les Infrastructures municipales ou qui concernent une expertise municipale, notamment lorsqu'il est question de l'évaluation de la signature architecturale du Projet telle que proposée par un Soumissionnaire. L'ensemble des personnes compétentes tentera de répondre aux questions anticipées, et ce, dans un délai pouvant varier entre cinq (5) et sept (7) jours ouvrables après une demande écrite d'Infra à cet effet.

Durant cette période, la Ville reverra, dans son rôle consultatif, les sections du devis de performance relatives aux Ouvrages municipaux, ainsi que les sections du devis concernant la circulation et la gestion des impacts.

La Ville nommera également un représentant pour participer au Comité d'évaluation de la signature architecturale et de l'intégration architecturale, urbaine et paysagère.

## 8 PÉRIODE DE RÉALISATION DU PROJET / PROCÉDURE DE REVUE

8.1 Conformément à la Convention relative au Projet, le Soumissionnaire qui sera choisi par Infra aura l'obligation de suivre une procédure de revue qui comprend entre autres les étapes suivantes :

8.1.1 Conception générale (équivalant à un avancement de 30% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.2 Conception préliminaire (équivalant à un avancement de 70% des plans et devis de l'ensemble du Projet);

8.1.3 Conception définitive (équivalant à un avancement de 100% des plans et devis de l'ensemble du Projet).

Pour chacune de ces étapes, l'Entrepreneur prépare et fournit à Infra les plans et devis pertinents accompagnés des documents, demandes et avis en appui.

La Ville et Infra conviennent que lorsque les plans et devis concernent un Ouvrage municipal, affectent une Infrastructure municipale ou consistent en des Travaux en surface dans le site patrimonial du Mont-Royal le cas échéant, la Ville participe avec Infra à l'analyse de ces plans et devis, et ce, à chaque phase de conception. La Ville aura alors l'opportunité de fournir des commentaires à Infra, qui le cas échéant, transmettra ces commentaires au Soumissionnaire et au Certificateur indépendant. La Ville, en tant que coordonnatrice, avise le représentant de la Ville liée ou de l'Arrondissement Affecté le cas échéant, où seront réalisés les Travaux et s'assure de communiquer à Infra les commentaires ainsi reçus de la Ville liée en question.

8.2 Étant donné que le calendrier et les délais de réponse du Soumissionnaire ne sont pas encore établis, les Parties conviennent que la Ville fournira ses commentaires (incluant ceux de la Ville liée ou Arrondissement Affecté, le cas échéant) à Infra au plus tard à la date qui est cinq (5) jours ouvrables précédant la date à laquelle Infra doit répondre à l'Entrepreneur. Si la Ville ou une Ville liée n'a pas fourni de réponse dans les délais établis, la Ville ou la Ville liée, le cas échéant, sera présumée ne pas avoir de commentaires. Infra reconnaît que dans la mesure du possible, la Ville devra disposer d'un minimum de 10 jours pour analyser et commenter les plans et devis qui lui sont soumis.

## 9 AUDITS LIÉS AUX OUVRAGES MUNICIPAUX

La Ville ou une Ville liée affectée pourra participer avec Infra à tous les audits touchant les Ouvrages municipaux. La présence d'un représentant de la Ville ou d'une Ville liée ainsi que d'un représentant d'Infra sera requise lors de toute inspection. Infra prendra en considération les commentaires formulés par la Ville ou la Ville liée suite à son inspection.

## 10 PROCÉDURE GÉNÉRALE DE CERTIFICATION ET D'ATTESTATION DURANT LA PHASE DE CONCEPTION-CONSTRUCTION

10.1 Conformément à la Convention relative au Projet, l'Entrepreneur a l'obligation de suivre une procédure de certification et d'attestation définie dans la Convention relative au Projet durant la phase de conception-construction pour les objets suivants :

10.1.1 Lors de l'achèvement substantiel des ouvrages; sous réserve des droits d'inspection et d'identification des déficiences prévus aux procédures ci-après;

10.1.2 Lors de l'achèvement définitif des ouvrages; soit lors de l'attestation d'achèvement final d'un ouvrage par le Certificateur indépendant.

10.2 Les attestations sont émises par le Certificateur indépendant.

La Convention relative au Projet prévoira que le délai de soumission des documents accompagnant les demandes de certification sera fixé dans un échéancier qui sera convenu entre Infra et l'Entrepreneur.

À l'égard d'un Ouvrage municipal, Infra sera avisée par l'Entrepreneur, et elle avisera la Ville, de la date prévue de l'achèvement substantiel de celui-ci au moins 60 jours avant telle date, lequel avis invitera la Ville à inspecter cet Ouvrage municipal, et ce, au terme d'une procédure de réception anticipée prévue à la Convention relative au Projet.

10.3 Pour toute certification (et attestation) liée aux Ouvrages municipaux ou toute infrastructure construite par Infra dont la mise en service ou l'exploitation pourrait avoir une incidence sur le réseau d'infrastructures de la Ville ou d'une Ville liée (incluant les Infrastructures municipales), Infra sollicitera la collaboration de la Ville (qui avisera la Ville liée, le cas échéant) pour la revue et l'analyse des certificats et documents soumis par l'Entrepreneur au Certificateur indépendant et à Infra. La Ville disposera d'un délai de huit (8) jours ouvrables pour remettre ses commentaires écrits à Infra. Infra les transmettra au Certificateur indépendant.

10.4 Dans le cas de questions spécifiques suffisamment complexes, la Ville dans son rôle de coordonnatrice auprès des Villes liées, pourra faire une demande écrite à Infra pour justifier une prolongation du délai. Si l'échéancier du Projet et les modalités de la Convention relative au Projet le permettent, Infra avisera alors l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant de la prolongation du délai.

10.5 Compte tenu de l'échéancier accéléré du Projet, certaines Informations pourraient n'être développées ou identifiées qu'après le début des Travaux de construction. À la demande d'Infra, la Ville fournira, dans la mesure du possible et le plus rapidement possible, les Informations requises si elles sont disponibles.

10.6 Dans la mesure où la Ville n'a fourni aucun document ni aucune observation dans le cadre de l'émission d'un certificat par le Certificateur indépendant, ce dernier pourra procéder à l'émission d'un tel certificat sans autre délai.

10.7 Pour plus de précision, le Certificateur indépendant n'émettra une attestation ou des avis qu'après analyse de l'ensemble des documents en appui, dont les documents de la Ville et Infra, à condition que ceux-ci aient été transmis à l'intérieur des délais prescrits. Le Certificateur indépendant ne sera pas lié par les commentaires reçus par la Ville ou par Infra.

## 11 CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'INSPECTION DES OUVRAGES MUNICIPAUX

11.1 Dans les 10 jours qui suivront la certification de l'achèvement substantiel d'un Ouvrage municipal, comme prévu à l'article 10 ci-dessus, la Ville qui invitera la Ville liée concernée, le cas échéant sera invitée par Infra à effectuer l'inspection de l'Ouvrage municipal. La Ville avisera Infra, le cas échéant, de toute déficience concernant l'Ouvrage municipal devant être corrigée par l'Entrepreneur, ainsi que de tout commentaire de la Ville concernée sur les documents fournis par l'Entrepreneur dans le cadre de la procédure de certification et d'attestation de l'achèvement substantiel de l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur devra corriger les déficiences et prendre en compte les commentaires de la Ville concernée concernant l'Ouvrage municipal.

L'Entrepreneur émettra ensuite une attestation écrite au Certificateur indépendant comme quoi les déficiences et commentaires soumis par la Ville ou la Ville liée ont été corrigés et pris en compte. Une copie de cette attestation sera remise à la Ville.

Sur émission de l'attestation d'achèvement final de l'Ouvrage municipal par le Certificateur indépendant, la Ville concernée par les Travaux reçoit l'Ouvrage municipal et la responsabilité de cet Ouvrage municipal échoit à la Ville dès cet instant.

Dans les 5 jours suivant l'attestation de l'achèvement définitif d'un Ouvrage municipal, l'Entrepreneur émettra les plans finaux de l'Ouvrage municipal concerné à la Ville.

## 12 PROPRIÉTÉ DES INFRASTRUCTURES DU PROJET

12.1 Les Parties reconnaissent le principe que toute composante des infrastructures du Projet construites ou développées par Infra est en tout temps la propriété exclusive d'Infra.

Toutefois, sans déroger aux prescriptions de la loi contenue à l'article 20 et suivants de la Loi sur le REM, les Parties confirment s'en remettre aux principes établis en Annexe B afin de déterminer la limite des voies publiques nouvelles aménagées par Infra qui, à la fin des Travaux, reviennent à la Ville ou à une Ville liée, selon le cas. La présente ne constitue pas une entente au sens de l'article 20, mais vise simplement à préciser l'étendue des droits des Parties à l'égard de la voie publique nouvelle aménagée par Infra dont la propriété est à la Ville ou une Ville liée, selon le cas.

Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux concernant les Ouvrages municipaux de manière conforme aux normes de la Ville concernée, applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable des coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites structures municipales demandée par la Ville, la Ville concernée assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

De plus, la Ville reconnait que l'intervention d'Infra et de l'Entrepreneur à l'égard des Ouvrages municipaux se limitera à l'emprise du Projet sous réserve des dommages que l'exécution des Travaux pourrait occasionner aux Infrastructures municipales.

## 13 PERMISSION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC

### 13.1 Permission

13.1.1 Sous réserve des termes, engagements et obligations de la présente Entente, la Ville, agissant dans sa compétence d'agglomération et en conséquence au nom de de chaque

Ville liée et de chacun des Arrondissements Affectés, autorise Infra à occuper les immeubles identifiés au paragraphe 13.2 aux conditions suivantes :

13.1.1.1 à occuper de façon exclusive, pour toute la durée de la présente Entente, les Immeubles afin d'y réaliser tous les Travaux;

13.1.1.2 à maintenir sur, sous ou au-dessus des Immeubles, pendant la durée de la présente Entente, ses propres constructions;

13.1.1.3 à couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, tous arbres, arbustes, branches, buissons et racines se trouvant sur, sous ou au-dessus des Immeubles et de déplacer hors des Immeubles tous objets, Mobilier urbain, qui s'y trouveraient et qui pourraient nuire à l'exercice des droits accordés aux présentes, étant entendu que, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, tout Mobilier urbain appartenant à la Ville, détruit, enlevé ou déplacé de quelque manière, devra être remplacé ou replacé à la satisfaction de la Ville dans le respect des principes établis à l'article 13.3 ci-après;

13.1.1.4 à travailler, passer et circuler sur les Immeubles, en tout temps, à pied, en véhicule de tout genre et avec de la machinerie de tout genre étant entendu qu'Infra devra, en tout temps, respecter les limites de charge légale dans l'exercice des droits consentis aux termes de la présente Entente;

13.1.1.5 à réaliser toutes les activités et tous les travaux complémentaires nécessaires, utiles ou opportuns pour accomplir l'ensemble des Travaux, tels que, notamment les études géotechniques et environnementales ainsi que les travaux d'aménagement temporaire ;

13.1.1.6 à maintenir, entretenir et utiliser sur les Immeubles, le temps nécessaire à la réalisation du Projet, l'équipement, le matériel, les outils, la machinerie et les installations, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation et à l'exécution des Travaux (tels que, des abris, roulottes, grues, machineries lourdes, murs et barrières de protection, éclairage, affiches et panneaux de signalisation et autres);

13.1.1.7 à prendre toutes les mesures nécessaires, utiles ou opportunes pour protéger et sécuriser les lieux et assurer la sécurité des personnes;

13.1.1.8 à prendre entente avec les compagnies d'utilité publique (Hydro-Québec, Bell Canada, Gaz Métro, etc.) pour le déplacement, la modification et la protection de leur réseau respectif à l'intérieur des Immeubles. Lorsqu'il s'agit du réseau de la Commission des services électriques de la Ville, Infra convient de traiter ce réseau comme une Infrastructure municipale.

13.1.2 Pour éviter toute ambigüité, la permission prévue au présent article 13 est également accordée à l'Entrepreneur et pourra être exercée, en tout temps pendant la durée de la présente Entente, par l'Entrepreneur, ses employés, représentants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, ayants droit, mandataires et par toute autre personne dûment autorisée par ledit Entrepreneur. Il est toutefois entendu que l'Entrepreneur devra respecter tous et chacun des termes, obligations et engagements de la présente Entente et plus particulièrement l'Entrepreneur devra fournir un certificat d'assurance responsabilité civile et biens tous risques et y ajouter la Ville et les Villes liées à titre d'assurées additionnelles.

13.1.3 La présente permission est accordée à Infra pour la réalisation des Travaux lesquels seront effectués par l'Entrepreneur dans le cadre du Projet.

13.2 **Identification des immeubles**

Les droits prévus et accordés aux termes du paragraphe 13.1 de la présente Entente pourront être exercés par Infra et l'Entrepreneur, sur, sous ou au-dessus des Immeubles dont la liste est jointe à l'Annexe A des présentes.

Si d'autres immeubles que ceux identifiés à l'Annexe A sont requis aux fins du Projet, la Ville s'engage à autoriser Infra à occuper ces parties du Domaine public selon les termes et conditions de la présente Entente.

13.3 **Conditions relatives à l'occupation**

13.3.1 La permission prévue et consentie à l'article 13 de la présente Entente est assujettie aux conditions suivantes :

13.3.1.1 À moins qu'il ne s'agisse d'un Ouvrage municipal, Infra ne pourra installer ou construire de nouvelles Infrastructures municipales ou modifier celles existantes autrement qu'aux fins de remise en état ou de réparation de ces infrastructures, en raison de l'exécution des Travaux du Projet;

13.3.1.2 Préalablement à la signature de la présente Entente, la Ville a autorisé Infra à effectuer sur les Immeubles, conformément aux lois, règlements, directives et politiques applicables en matière environnementale, des vérifications environnementales. Suivant ces vérifications, si des travaux de caractérisation environnementale sont requis afin de déterminer l'état environnemental des Immeubles, Infra pourra y procéder avant le début des Travaux. Le cas échéant, Infra transmettra à la Ville une copie des rapports environnementaux dans un délai de dix (10) jours ouvrables suivant leur réception. Ces rapports feront foi de l'état environnemental des Immeubles avant le début des Travaux. Tous les frais reliés à ces travaux de caractérisation et de décontamination s'il y a lieu sont à la charge d'Infra et sont sous son entière responsabilité, étant entendu qu'Infra ne pourra exiger le remboursement de ces frais ni autre compensation de la part de la Ville;

13.3.1.3 Infra devra, à ses frais, dans la mesure où cela est réalisable en pratique, remettre les Immeubles dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des Travaux, incluant leur état environnemental, ce qui comprend notamment la réparation ou la remise en état, selon les règles de l'art et à ses frais, des Infrastructures municipales et du Mobilier urbain appartenant à la Ville situés sur, sous et aux abords des Immeubles qui auraient pu être endommagés ou dont le fonctionnement aurait pu être affecté par les Travaux. Lorsque la remise en état antérieure aux Travaux est impossible, Infra s'engage à fournir des biens de remplacement équivalents situés dans des endroits convenus entre les Parties.

13.3.1.4 À l'égard des Ouvrages municipaux, Infra reconnait son obligation de procéder à tous les Travaux les concernant de manière conforme aux normes de la Ville concernée applicables à ces Ouvrages municipaux, étant entendu qu'Infra ne sera pas responsable de tous les coûts additionnels découlant de quelque modification auxdites Infrastructures municipales demandée par la Ville ou une Ville liée, cette ville assumant les coûts rattachés aux modifications en question. Pour plus de précision, les modifications peuvent inclure notamment

la prolongation, l'agrandissement ou la mise en commun d'infrastructures existantes.

13.3.2 Responsabilité civile et indemnisation

Infra sera responsable, pendant toute la durée de la présente permission d'occupation du Domaine public, de tout dommage ou préjudice, aux biens ou à la personne, qui pourrait être subi par la Ville ou la Ville liée concernée ou par toute autre personne se trouvant sur les Immeubles, lorsque ce dommage ou préjudice résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

Infra doit prendre fait et cause et doit tenir la Ville ou la Ville liée concernée indemne de toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, de toute action qui pourrait lui être intentée et de tout jugement qui pourrait être rendu contre ladite Ville, y compris les frais et accessoires s'y rattachant, lorsque telle réclamation, telle action ou tel jugement résulte de l'exercice des droits consentis à Infra par le présent article 13.

13.3.3 Assurances

Préalablement à la clôture financière confirmant la lancée du Projet, Infra doit fournir à la Ville une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile et biens tous risques d'un montant de dix (10) millions de dollars par sinistre ou évènement. Cette assurance doit contenir un avenant qui précise que la Ville et les Villes liées sont désignées comme assurées additionnelles au contrat d'assurance.

Le contrat d'assurance doit être émis par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1).

Cette assurance devra être maintenue par Infra durant toute la période d'occupation jusqu'à la réception définitive des Travaux. Elle ne pourra être annulée ou modifiée sans d'abord avoir fait l'objet d'un préavis écrit de 30 jours adressé à la Ville et aux la Villes liées.

13.3.4 Infra ne pourra occuper les Immeubles qu'aux seules fins prévues et aux conditions prévues à la présente Entente.

13.4 **Obligations de la Ville**

13.4.1 La Ville s'engage à n'accorder et veiller à ce qu'aucune Ville liée n'accorde aucun autre droit à une personne physique ou morale sur les Immeubles, sans avoir préalablement consulté Infra, et ce, afin d'assurer une coordination efficace des Travaux. La Ville s'engage de plus à ne rien faire qui tende à diminuer les droits consentis aux termes de la présente Entente ou à rendre la réalisation et l'exécution des Travaux plus incommodantes.

13.5 **Durée de l'Entente**

13.5.1 La présente Entente prend effet à compter de la date de la dernière signature par les Parties.

13.5.2 La présente Entente demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du sixième (6) mois suivant la Date de Réception Définitive.

13.6 **Considération**

13.6.1 En considération des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux, la permission prévue au paragraphe 13.1 des présentes est consentie à Infra et à l'Entrepreneur, sans contrepartie, ni frais, droits ou redevance payable à la Ville, ou une Ville liée quelle qu'en soit la nature et pour quelque raison que ce soit, étant entendu toutefois que tout permis délivré à l'Entrepreneur l'est au bénéfice d'Infra.

13.7 **Opérations cadastrales**

13.7.1 La Ville reconnait qu'Infra pourrait devoir préparer des documents ou écrits permettant la création d'un ou plusieurs lots distincts aux fins de l'identification des Immeubles, le tout aux frais d'Infra. La Ville s'engage à coopérer avec Infra à cette fin étant de plus entendu qu'en sa qualité de mandataire de l'État, aucune contribution aux fins de parc n'est exigible à l'occasion de toute demande de lotissement ou construction sur les Immeubles.

13.8 **Gestion de la circulation**

Compte tenu de l'impact sur la mobilité urbaine qu'auront les Travaux et l'occupation du Domaine public prévue à la présente Entente, Infra et la Ville conviennent des principes qui suivent afin d'établir un plan de gestion de la circulation selon les principes ci-après :

13.8.1 Étape 1 : Plan de gestion conceptuel

Les concepts généraux du plan de gestion de la circulation proposé pour le Projet seront soumis par Infra à la Ville au plus tard à la date à laquelle un Soumissionnaire est choisi par Infra pour devenir l'Entrepreneur; ces concepts généraux seront fondés sur le plan de gestion de la circulation conceptuel (ou des plans essentiellement équivalents) contenu dans l'offre finale présentée par l'Entrepreneur à l'égard du Projet et devra être commentés et approuvés par la Ville en priorité après sa transmission, soit dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours ouvrables après sa transmission.

13.8.2 Étape 2 : Planification des fenêtres d'intervention

l'Entrepreneur préparera et proposera des fenêtres d'intervention dans la gestion de la circulation établissant le lieu des Travaux projetés et les fermetures totales ou partielles de voies publiques anticipées à des fins d'approbation par la Ville et Infra avant la date à laquelle la Convention relative au Projet est signée par l'Entrepreneur et Infra et ce, à l'égard des travaux devant être effectués au cours de la période d'au moins douze (12) mois suivant cette date.

Tous les six (6) mois après la signature de la Convention relative au Projet, soit les 1er mai et 1er novembre de chaque année, l'Entrepreneur mettra à jour lorsque nécessaire ou préparera et proposera, le cas échéant, des fenêtres d'intervention pour les travaux devant être effectués dans la période débutant six (6) mois plus tard et ce, pour une période d'au moins six (6) mois suivants. Ainsi, les fenêtres d'intervention soumises le 1er novembre d'une année seront relatives aux travaux devant être effectués pour la période du 1er mai jusqu'au minimum au 1er novembre suivant. La Ville s'engage à commenter et approuver ces fenêtres d'intervention au plus tard dans les trente (30) jours suivant sa réception de celles-ci.

À l'exception des situations urgentes ou de force majeure, la Ville s'abstiendra d'imposer comme condition d'une telle approbation des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus au paragraphe 13.8.1.

13.8.3 Étape 3 : Plan de gestion détaillé de la circulation

Au moment d'établir de façon détaillée la gestion de la circulation sur le territoire et pendant la période visée aux fenêtres d'intervention établies conformément au paragraphe précédent, l'Entrepreneur préparera et soumettra, aussi souvent que nécessaire, des plans de gestion de la circulation détaillés à des fins d'approbation par la Ville et Infra selon les principes ci-après, étant entendu que la Ville s'abstiendra (et verra à ce que chaque Ville liée et chaque Arrondissement s'abstienne) d'imposer comme condition de telle approbation, des modalités ou des conditions qui constituent un écart important par rapport aux concepts généraux prévus aux paragraphe 13.8.1 ou aux fenêtres d'intervention établies au paragraphe 13.8.2. Ainsi :

13.8.3.1 Tel que prévu à l'article 6, Infra ou l'Entrepreneur aura, en tout temps, l'obligation d'envoyer une demande de permis à la Ville, l'Arrondissement ou la Ville liée concernée le cas échéant avant d'occuper une partie du Domaine public ou de débuter quelques Travaux en lien avec les Ouvrages municipaux. La demande de permis prévue aux présentes prendra la forme d'une demande de permis d'occupation du Domaine public de l'arrondissement ou de la Ville liée où sont situés les Travaux. En aucun cas cette demande ne constituera une nécessité d'obtenir ledit permis, cette demande n'étant formulée qu'afin de permettre à la Ville de gérer les diverses occupations et travaux entrepris sur son territoire notamment ceux d'Infra.

13.8.3.2 La demande de permis d'occupation du Domaine public devra être déposée au bureau de l'Arrondissement ou de la Ville liée avec copie à la Ville au moins dix (10) jours ouvrables avant le début desdits Travaux. À l'expiration d'un délai de cinq (5) jours ouvrables, la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté devra répondre à l'Entrepreneur et lui indiquer si la demande, telle que formulée, est complète et si les Travaux projetés représentent un enjeu majeur ou un enjeu majeur particulièrement complexe pour la Ville (telles que ces expressions sont définies ci-après). Si le dossier est complet et ne représente pas un enjeu majeur ni un enjeu majeur particulièrement complexe, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée doit émettre le permis demandé au plus tard le dixième ($10^{e}$) jour ouvrable à compter de la date du dépôt de la demande. Lorsqu'il s'agit d'un enjeu majeur, l'Arrondissement Affecté ou la Ville liée devra en informer l'Entrepreneur à l'intérieur des cinq (5) jours ouvrables et le délai obligatoire pour l'émission des permis sera alors de vingt (20) jours ouvrables calculé à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.3 Par ailleurs, si la Ville détermine que les Travaux projetés représentent un enjeu majeur particulièrement complexe, le délai d'émission du permis pourra être prolongé pour permettre une analyse complète des impacts et tout enjeu à cet égard sera traité par le Comité de coordination des travaux prévu au paragraphe 18.4; étant entendu que le permis devra être émis le plus rapidement possible afin de ne pas indûment retarder les activités d'Infra et de l'Entrepreneur.

13.8.3.4 Lorsque la demande de permis déposée par Infra ou l'Entrepreneur est incomplète, tel que déterminé par la Ville liée ou l'Arrondissement Affecté, agissant raisonnablement et conformément à ses pratiques antérieures, le délai de réponse initial de cinq (5) jours ouvrables est calculé de nouveau à compter de la réception par la Ville des informations additionnelles.

13.8.3.5 Les permis relatifs à la fermeture d'une borne d'incendie devront être émis deux (2) jours ouvrables après la demande, calculés à compter de la date du dépôt de la demande.

13.8.3.6 Lorsque la demande de permis est relative à une fermeture de rue, complète ou partielle, Infra ou l'Entrepreneur devra joindre son plan détaillé de la circulation, conformément au présent paragraphe 13.8.3.3.

13.8.3.7 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur**» signifie des Travaux relatifs aux Ouvrages Municipaux qui sont susceptibles d'interrompre ou d'entraver de façon importante les activités de la Ville liée ou Arrondissement Affecté ou les services essentiels offerts aux citoyens tels que la fermeture de rue, la déviation de la circulation, le fait d'entraver ou de démolir, en tout ou en partie, une rue, un trottoir ou une piste cyclable, la coupure de l'alimentation en eau, la contamination de l'eau potable ou le risque de telle contamination, le déplacement des feux de circulation et autre mesure similaire.

13.8.3.8 Aux fins des présentes, l'expression «**enjeu majeur particulièrement complexe**» signifie un enjeu majeur susceptible d'avoir un impact sur la sécurité et d'affecter une grande proportion des citoyens de la Ville concernée.

13.8.3.9 Sans restreindre la généralité de ce qui précède, il est expressément convenu que tous les Travaux qui font l'objet d'une demande de permis, conformément au présent article, devront être exécutés et réalisés de manière à causer le moins d'impacts possibles aux activités de la Ville ou de la Ville liée selon le cas ainsi que de leurs citoyens.

13.8.4 Plan de gestion de la circulation définitif

Au fur et à mesure que les propositions visées au paragraphe 13.8.3 ci-dessus auront été approuvées par la Ville et Infra, celles-ci seront réputées constituer le «Plan de gestion de la circulation» aux fins du Projet et l'Entrepreneur procèdera à sa mise en œuvre et sera tenu de respecter celui-ci.

13.8.5 Coordination avec les Arrondissements et les Villes Liées

La Ville, dans son rôle de coordonnatrice du Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal et dans le cadre de l'exercice de sa compétence d'agglomération en matière de transport collectif, verra à coordonner avec les Arrondissements Affectés et Villes Liées les interactions nécessaires de façon à obtenir les commentaires et approbations de ces Arrondissements Affectés et/ou Villes Liées, le cas échéant, à l'intérieur des délais et selon les paramètres décrits à la présente Entente, notamment au présent article 13.8.

## 14 DEMANDE DE CHANGEMENT AUX EXIGENCES TECHNIQUES

La Ville (à la demande d'une Ville liée le cas échéant), peut transmettre par écrit à Infra toute demande de modifications qu'elle souhaite voir apportée aux exigences techniques de la Convention relative au Projet. Cette demande doit être motivée quant à la nature des changements (incluant une analyse de l'effet des modifications sur le calendrier ou le coût du Projet) et doit comprendre un engagement de la Ville concernée à payer le coût de ces changements. Toute demande de modifications doit être autorisée par Infra. À défaut d'une telle autorisation, la nature et les paramètres du Projet seront maintenus. Les demandes de modifications approuvées par Infra sont par la suite acheminées par celui-ci à l'Entrepreneur, conformément aux modalités et délais prévus à la Convention relative au Projet.

## 15 SURVEILLANCE DES TRAVAUX

15.1 La surveillance des Travaux est la seule responsabilité de l'Entrepreneur qui émet les demandes de certification telles que décrites à la présente Entente. Sur la base de ces documents, le Certificateur indépendant émet des attestations qu'il remet à l'Entrepreneur et à Infra. Le

Certificateur indépendant vérifie que la conception et la réalisation des Travaux du Projet sont conformes aux exigences techniques de la Convention relative au Projet et aux engagements de l'Entrepreneur.

15.2 Pour éviter toute ambigüité lors de la réalisation des Travaux, l'Entrepreneur et le Certificateur indépendant ne répondent qu'aux demandes formulées par Infra en ce qui concerne les Travaux relatifs au Projet. Toute demande de la Ville ou d'une Ville Liée relative à ces Travaux doit être transmise à Infra qui décidera du suivi nécessaire.

## 16 INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L'APPEL DE PROPOSITIONS

### 16.1 Droits Existants

Infra a identifié les Droits Existants pouvant avoir un impact sur le développement, la construction ou l'opération du Projet et Infra a transmis cette liste de Droits Existants à la Ville le 21 novembre 2016 ainsi qu'aux Villes liées à différents moments. La Ville convient de transmettre ses commentaires écrits à Infra relativement à cette liste des Droits Existants.

Si Infra souhaite y procéder, Infra sera responsable des négociations avec les détenteurs de Droits Existants de manière à racheter ces mêmes droits ou en obtenir les modifications de façon à satisfaire ses besoins. Toute telle entente qui résultera de ces négociations sera aux frais d'Infra.

À compter de la date des présentes, la Ville s'engage à ne pas céder et faire en sorte que les Villes liées ne cèdent pas de droits nouveaux ou à permettre à tout bénéficiaire de Droits Existants d'en modifier les termes si une telle modification peut entrainer un impact négatif sur la réalisation du Projet.

### 16.2 Travaux Anticipés

La Ville partagera les Informations qu'elle possède relativement à sa planification triennale sur le réseau artériel prévue par la Ville afin de permettre au Soumissionnaire de pouvoir tenir compte des Travaux Anticipés dans le cadre de sa propre soumission. La Ville confirme que les Informations ainsi fournies reflètent les intentions de la Ville en date des présentes et ne constituent pas une garantie d'exécution des Travaux aux moments anticipés.

La Ville convient d'obtenir des informations similaires relativement aux routes et autres voies publiques sous la gestion des Arrondissements Affectés ou des Villes liées, selon le cas, pour communiquer ces mêmes informations avec diligence à Infra.

Infra reconnait que ces Informations n'identifient pas les travaux municipaux d'urgence.

## 17 PRIORITÉ D'EXÉCUTION ET PERSONNE CONTACT

### 17.1 Priorité d'exécution

La Ville convient de traiter l'ensemble des Travaux dans le cadre du développement et la construction du Projet comme étant une grande priorité, tenant compte toutefois de l'existence d'autres projets majeurs actuellement en cours de construction sur son territoire et la Ville s'engage à répondre rapidement à l'ensemble des demandes d'information, étant entendu que pour obtenir des réponses rapides, Infra a convenu séparément d'une entente de services professionnels visant la fourniture des ressources additionnelles par la Ville à cet effet.

La Ville convient de négocier de bonne foi pendant la phase de conception avec Infra les modifications nécessaires aux Travaux Anticipés afin de prioriser, dans toute la mesure possible,

les travaux relatifs au Projet, de ne pas nuire aux Travaux d'Infra dans le cadre du Projet et de n'entamer ni n'approuver aucun autre ouvrage qui pourrait affecter les droits d'Infra contenus aux présentes sous réserve des situations urgentes qui peuvent affecter les services publics ou la sécurité publique.

17.2 **Personne contact**

Infra reconnait l'importance que toutes les communications soient coordonnées par un seul représentant de la Ville et en conséquence, la Ville identifie M. Claude Carette, Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

De son côté, Infra identifie M. Jean-Marc Arbaud, Directeur général adjoint d'Infra ou tout autre représentant désigné par ce dernier ou son successeur, pour agir comme coordonnateur principal des relations entre Infra et la Ville aux fins du Projet.

## 18 COMITÉS

Les Parties conviennent d'identifier des représentants pour former les comités ou sous-comités suivants :

18.1 **Comité de mobilité de Montréal** : Ce comité présidé par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec a le mandat de planifier et coordonner les déplacements à Montréal. Infra s'engage à participer avec la Ville et les autres parties qui forment ce comité incluant une ou plusieurs Ville(s) liée(s) s'il y a lieu.

18.2 **Comités de bon voisinage** : Les Parties conviennent qu'il sera nécessaire de former des comités de bon voisinage afin de répondre aux préoccupations des citoyens affectés par les Travaux. Le mandat de ces comités sera d'informer les citoyens affectés par les Travaux d'Infra et des mesures mises en place pour atténuer les impacts de ces Travaux. Il sera présidé par Infra et la Ville.

18.3 **Comité stratégique des Ville liées** : Ce comité sera formé par des représentants de la Ville et des Villes liées et d'Infra. Il aura comme mandat consultatif de traiter des enjeux propres aux Villes liées et des communications destinées aux citoyens.

18.4 **Comité de coordination des travaux :** Ce comité, auquel il est fait référence à l'article 5, permettra aux représentants de la Ville et/ou d'une Ville liée, selon le cas, de planifier et suivre les Travaux en cours, d'anticiper les demandes d'informations et de permis, le cas échéant, et de préparer les mesures à mettre en place pour atténuer les impacts engendrés par ces Travaux. Ce comité pourra varier selon le lieu ou la ville où sont effectués les Travaux. Il sera présidé par Infra.

18.5 **Comité directeur**: Ce comité sera composé d'un représentant de la haute direction de la Ville et d'Infra. Il sera l'instance responsable des grands enjeux et de la résolution de différends, le cas échéant.

18.6 **Comité aviseur relativement à la signature architecturale et à l'intégration urbaine** : Ce comité aviseur et consultatif, dont les membres, la structure et le fonctionnement seront établis par Infra après consultation de la Ville, sera mis en place par Infra pour discuter des questions d'intégration urbaine et architecturale des ouvrages du Projet. Tous les membres de ce comité devront, avant la clôture financière du Projet et avant d'entrer en fonction, avoir confirmé leur engagement de réserve à l'égard de l'ensemble de la documentation dont ils pourront prendre connaissance dans le cadre de leur mandat, le tout aux termes d'une convention à cet effet préparée par Infra. Via ce comité, Infra sollicitera des avis sur les plans d'aménagement liés à

l'intégration urbaine, l'aménagement du paysage et les rendus architecturaux du Projet à chacune des étapes de la conception générale (30%) et préliminaire (70%) et (100%). Les avis du comité demeurent consultatifs pour Infra et ses mandataires. Il est entendu que ces documents seront remis à la Ville et aux directeurs généraux de chacune des Villes liées.

## 19 COMMUNICATIONS

19.1 Les Parties collaboreront à la préparation d'un plan de communication relatif aux Travaux de construction du Projet effectués par l'Entrepreneur.

19.2 Infra et la Ville conviennent de ne diffuser aucun communiqué grand public relativement au Projet par quelque moyen que ce soit sans d'abord avoir coordonné ladite communication avec l'autre partie. La partie désirant diffuser un communiqué devra avoir transmis le texte de son projet de communiqué à l'autre partie 48 heures avant toute publication dans les médias.

## 20 CONDITIONS PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE PARTAGE D'INFORMATIONS

### 20.1 Confidentialité

La Ville verra à recueillir les Informations nécessaires auprès des Villes Liées et des Arrondissements Affectés aux fins de la réalisation du Projet. Infra soumettra à la Ville des gabarits ou directives afin de faciliter et de standardiser la cueillette des Informations.

20.2 Le partage d'Informations prévu à la présente Entente est assujetti à l'Entente de partage d'information et de confidentialité en vigueur depuis le 17 mars 2016 (« **Entente de confidentialité** »), incluant sans s'y limiter les dispositions concernant l'utilisation et la confidentialité. Sujet aux dispositions de l'Entente de confidentialité, la Ville fournira les Informations nécessaires à Infra.

20.3 Sans limiter la portée générale de la clause 2 de l'Entente de confidentialité, les Parties conviennent que les discussions qui se déroulent entre les Parties, Infra, le Certificateur indépendant et/ou l'Entrepreneur dans le cadre de la présente Entente sont confidentielles à moins que les Parties n'en conviennent autrement. Dans le cas d'Infra, les informations confidentielles telles que définies dans l'Entente de confidentialité reçues de la Ville peuvent être divulgués au Certificateur indépendant, aux Soumissionnaires et à leurs administrateurs, employés, mandataires ou représentants respectifs. La divulgation d'informations confidentielles entre les Parties ne devra en aucun cas être réputée constituer un octroi de licence ou droit de propriété. Au besoin, Infra et la Ville concluront des ententes subséquentes afin de traiter, notamment, mais sans s'y limiter, du partage de ces Informations avec des tiers et de l'octroi de licences pour permettre l'utilisation optimale des Informations partagées.

## 21 AUCUN PARTENARIAT NI DÉLÉGATION

Il est entendu et convenu qu'aucune disposition de la présente Entente ni aucune action d'Infra, de la Ville ou de leurs représentants, employés ou mandataires respectifs n'établit ni n'est réputée établir un partenariat, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon que ce soit entre les Parties ou entre la Ville et l'Entrepreneur.

## 22 MODIFICATION

La présente Entente ne peut être amendée ou autrement modifiée que par une entente écrite signée par les Parties, et ce, sous réserve des autorisations requises.

## 23 CESSION

L'ensemble des droits et obligations de l'une des Parties ne peut être cédé à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie. Toutefois, à compter de la constitution de REM, Infra pourra céder l'ensemble de ses droits aux présentes à cette société en commandite tel que prévu à l'article 3 de la Loi sur le REM étant entendu que cette dernière devra s'engager par écrit à respecter les termes et conditions des obligations d'Infra aux présentes. Suite à cette cession en faveur de Rem, celle-ci est substituée à Infra qui est alors libérée de ses obligations aux présentes.

*[Signature page suivante]*

**EN FOI DE QUOI** les Parties ont signé la présente Entente laquelle porte la date formelle du 15 décembre 2017, comme suit :

**Ville de Montréal**

Par : _____

Nom : ● Me Yves Saindon
Fonction : ● Greffier

Date: 4 décembre 2017

**CDPQ Infra Inc.**

Par : _____

Nom : ● M. Jean-Marc Arbaud
Fonction : ● Directeur général adjoint

Par : _____

Nom : ● M. Thomas Assimes
Fonction : ● Directeur – Finances et services aux projets

Date: 15 decembre 2017

Cette entente a été approuvée
le 5 juillet 2017
(Résolution CE17 1172)

Québec

© Éditeur officiel du Québec

**À jour au 1er avril 2022**
Ce document a valeur officielle.

chapitre R-25.02

# LOI CONCERNANT LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

## TABLE DES MATIÈRES

**CHAPITRE I**
DISPOSITIONS INTRODUCTIVES ..... **1**

**CHAPITRE II**
ACTIVITÉS D'ACQUISITION ..... **6**

**CHAPITRE III**
ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL ..... **12**

**CHAPITRE IV**
SERVITUDES ..... **34**

**CHAPITRE V**
INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE ..... **36**

**CHAPITRE VI**
EXEMPTIONS ..... **46**

**CHAPITRE VII**
DISPOSITIONS MODIFICATIVES ..... **48**
LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN ..... **48**
CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL ..... **57**
LOI SUR LES CHEMINS DE FER ..... **58**
LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE ..... **59**
LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ..... **67**
LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ ..... **70**
LOI SUR LES TRANSPORTS ..... **72**
RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE ..... **76**

**CHAPITRE VIII**
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES ..... **77**

## CHAPITRE I

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

2017, c. 17, c. I.

**1.** La présente loi a pour objet de faciliter la réalisation d'un projet d'infrastructure de transport collectif visé à la section IX.3 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) en vue de la mise en place et de l'exploitation d'un système de transport collectif annoncé publiquement comme le «Réseau électrique métropolitain».

2017, c. 17, a. 1.

**2.** Dans la présente loi, la «Caisse» s'entend de la Caisse de dépôt et placement du Québec aussi bien que de toute filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 2.

**3.** Une société en commandite constituée entre un seul commandité et un seul commanditaire qui, chacun, est une filiale visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) est assimilée à un mandataire de l'État lorsque l'activité qu'elle exerce vise la réalisation ou l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, une telle société est appelée «société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse» .

2017, c. 17, a. 3.

**4.** Une société en commandite peut être partie à une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), pourvu qu'au moment de la conclusion de l'entente elle soit une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et que cette dernière y soit également partie.

2017, c. 17, a. 4.

**5.** Les dispositions de la présente loi ont préséance sur celles de toute autre loi.

2017, c. 17, a. 5.

## CHAPITRE II

ACTIVITÉS D'ACQUISITION

2017, c. 17, c. II.

**6.** Le ministre peut, pour la réalisation du Réseau, faire les acquisitions, de gré à gré ou par expropriation, visées au deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28) aux conditions qu'il détermine, sans que le gouvernement n'en décide.

Dès la signification d'un avis d'expropriation relativement à un bien nécessaire à la réalisation du Réseau, l'évaluation et la négociation en vue de son acquisition doivent être menées par le ministre.

2017, c. 17, a. 6.

**7.** La Caisse est seule responsable de faire l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du Réseau lorsque ceux-ci sont la propriété du gouvernement du Canada, de l'un de ses ministères ou organismes ou d'entreprises assujetties à la compétence du Parlement du Canada.

2017, c. 17, a. 7.


© Éditeur officiel du Québec

**8.** L'expropriation décidée par le ministre en vertu du deuxième alinéa de l'article 11.1 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28), pour la réalisation du Réseau, n'a pas à être autorisée préalablement par le gouvernement ainsi que le prévoit la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24).

En ce cas, l'avis d'expropriation doit, en plus des mentions prévues à l'article 40 de la Loi sur l'expropriation, indiquer la date à laquelle l'exproprié, le locataire ou l'occupant de bonne foi devra avoir quitté les lieux. Le droit de l'expropriant à l'expropriation ne peut être contesté et le délai de 30 jours prévu à l'article 46 de cette loi débute à compter de la signification de l'avis d'expropriation. L'avis ministériel de transfert prévu à l'article 9 de la présente loi est substitué à l'avis de transfert de propriété prévu au paragraphe 1° de l'article 53 et à l'article 53.1 de la Loi sur l'expropriation. L'avis ministériel de transfert doit être transmis à l'exproprié; il n'a pas à être signifié. De plus, l'indemnité provisionnelle, dans les cas visés à l'article 53.13 de cette loi, est fixée par le ministre, incluant l'indemnité qu'il estime raisonnable pour le préjudice directement causé par l'expropriation, dans la mesure où les documents qui la justifient, requis par l'avis d'expropriation, ont été fournis dans les 30 jours de la signification de cet avis. Enfin, l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi ne peuvent demander de rester en possession du bien exproprié.

En conséquence, ne s'appliquent pas à une telle expropriation le premier aliéna de l'article 36, la partie du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 40 qui suit «Tribunal», les articles 44 à 44.3, la première phrase de l'article 53.2, l'article 53.3, le paragraphe 2° de l'article 53.4 et les articles 53.5, 53.7 et 53.14 de la Loi sur l'expropriation; ses autres dispositions s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

2017, c. 17, a. 8.

**9.** L'avis ministériel de transfert comporte les mentions suivantes:

1° le montant de l'offre faite pour le compte de la Caisse;

2° la date à compter de laquelle la Caisse prendra possession du bien;

3° l'obligation pour l'exproprié, le locataire et l'occupant de bonne foi d'avoir quitté les lieux avant la date de prise de possession par la Caisse.

Les pièces qui établissent que l'indemnité provisionnelle a été versée à l'exproprié ou déposée, pour son compte, au greffe de la Cour supérieure sont jointes à l'avis.

Le ministre peut désigner tout membre du personnel de son ministère pour signer cet avis.

2017, c. 17, a. 9.

**10.** Malgré les adaptations à la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) prévues à l'article 8, lorsqu'un bien comprend tout ou partie d'un bâtiment résidentiel, le ministre ne peut, avant l'expiration d'un délai de 12 mois suivant l'inscription sur le registre foncier d'un avis d'expropriation, y inscrire l'avis ministériel de transfert. Ce délai est porté à 18 mois lorsque l'usage du bâtiment est, même en partie, agricole, commercial ou industriel.

Dans tous les cas, l'exproprié peut consentir à l'inscription de l'avis ministériel de transfert dans un délai plus court.

2017, c. 17, a. 10.

**11.** Les activités d'acquisition de biens par le ministre, de gré à gré ou par expropriation, en vue de la réalisation du Réseau, peuvent être complétées avant que celle-ci ait fait l'objet d'une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

2017, c. 17, a. 11.


© Éditeur officiel du Québec

## CHAPITRE III

ACTIVITÉS CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL

2017, c. 17, c. III.

**12.** Pour l'application des articles 149 à 157 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) à la réalisation du Réseau par la Caisse, le délai de 120 jours prévu à l'article 152 de cette loi est réduit à 60 jours alors que le délai de 90 jours prévu à l'article 155 de cette loi est réduit à 45 jours.

2017, c. 17, a. 12.

**13.** Le Réseau doit être exempt de passages à niveau et libre de toute autre interférence avec une voie publique. Il incombe à la Caisse de construire un étagement chaque fois que la voie de guidage du Réseau doit croiser une voie publique, à moins que cette voie publique ne soit autrement modifiée pour éviter un tel passage à niveau ou une autre interférence avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau.

Dans la présente loi, on entend par:

«étagement» : un ouvrage qui, avec ses approches, est conçu pour permettre le croisement d'une voie publique et de la voie de guidage à différentes élévations;

«voie publique» : une voie publique au sens du troisième alinéa de l'article 66 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1) sur laquelle une municipalité locale a compétence en vertu du premier alinéa de cet article.

2017, c. 17, a. 13.

**14.** Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse et une municipalité locale peuvent, dans une entente, prévoir les stipulations suivantes:

1° l'occupation temporaire de voies publiques pendant les travaux de construction;

2° la modification de voies publiques lorsqu'elles croisent la voie de guidage ou lorsqu'elles interfèrent autrement avec la voie de guidage, un autre ouvrage ou une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau;

3° le réaménagement de voies publiques dans les environs du Réseau en raison d'une modification visée au paragraphe 2°;

4° les cessions de droits de propriété découlant de modifications ou de réaménagements visés respectivement aux paragraphes 2° et 3°;

5° les documents qu'elles doivent se remettre.

2017, c. 17, a. 14.

**15.** Dans le cas des municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de l'agglomération de Montréal, la conclusion d'une entente en vertu de l'article 14 est une matière qui intéresse l'ensemble formé par les municipalités liées au sens de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001). Une telle entente s'applique à l'égard des voies publiques qui relèvent de la compétence du conseil d'une municipalité liée de l'agglomération et d'un conseil d'arrondissement. La Ville de Montréal transmet sans délai une copie de l'entente aux conseils des municipalités liées et aux conseils d'arrondissement concernés.


© Éditeur officiel du Québec

L'entente visée au premier alinéa doit respecter les stipulations prévues dans une entente antérieurement conclue avec une municipalité locale en vertu de l'article 14.

2017, c. 17, a. 15.

**16.** La Caisse doit transmettre à la municipalité locale concernée un avis qui mentionne les voies publiques qui seront temporairement occupées, la durée prévue de l'occupation ainsi que, s'il en est, les modifications et les réaménagements projetés à ces voies. Si des matières dangereuses sont susceptibles d'être apportées sur les voies occupées, l'avis doit en faire l'énumération.

La Caisse doit transmettre, au plus tard le 30e jour suivant celui de la réception de l'avis par la municipalité, les documents suivants:

1° les plans d'arpentage, sans description technique, décrivant les voies publiques qui seront occupées;

2° le plan de gestion de la circulation pendant les travaux;

3° les plans des ouvrages et des aménagements projetés, le cas échéant, ainsi que les devis détaillant leur conception;

4° l'échéancier des travaux;

5° la liste des mesures de sécurité;

6° la liste des mesures d'atténuation des inconvénients résultant de l'occupation des voies publiques et, le cas échéant, des travaux qui y seront effectués;

7° un document constatant l'état des voies publiques avant leur occupation;

8° tout autre document jugé utile par la Caisse.

La conclusion de l'entente prévue à l'article 14 relève la Caisse de l'obligation de transmettre à la municipalité qui y est partie et, le cas échéant, aux municipalités liées, l'avis prévu au premier alinéa.

La Caisse transmet sans délai au ministre une copie de l'avis ou, le cas échéant, une copie de l'entente intervenue entre elle et la municipalité. Le ministre peut identifier les interventions auxquelles la Caisse ou la municipalité est tenue pour favoriser la fluidité de la circulation sur le réseau routier dont la gestion incombe à celui-ci.

2017, c. 17, a. 16.

**17.** Les documents visés aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6° du deuxième alinéa de l'article 16 sont rendus publics par la Caisse sur son site Internet dès la transmission faite à la municipalité en vertu de l'article 16. Elle peut en faire de même avec tout autre document qu'elle juge utile. Elle effectue une mise à jour de ces publications dès leur modification.

2017, c. 17, a. 17.

**18.** Dans les 30 jours suivant la réception de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la municipalité locale doit transmettre à la Caisse une copie des plans des voies publiques, dont elle dispose, mentionnées dans cet avis et des autres documents qu'elle détient les concernant, notamment à l'égard de leur état.

2017, c. 17, a. 18.

**19.** À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la réception par la municipalité de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 16, la Caisse peut commencer


© Éditeur officiel du Québec

l'occupation et, le cas échéant, les travaux qui y sont mentionnés, conformément aux plans et devis transmis à cette municipalité, et ce, sans être tenue de lui verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

La Caisse et une municipalité locale peuvent convenir d'un délai différent de celui prévu au premier alinéa pour les fins de la négociation. Une telle entente concernant la prolongation de ce délai peut également être conclue entre la Caisse et l'agglomération de Montréal, par application de l'article 15.

2017, c. 17, a. 19.

**20.** À défaut d'entente entre la municipalité locale et la Caisse, la construction par la Caisse d'un étagement, d'un autre ouvrage ou d'une installation utile à l'aménagement ou à l'exploitation du Réseau sur une partie d'une voie publique emporte, dès le début des travaux, le transfert en faveur de la Caisse de la propriété de la partie de l'immeuble où se trouve la voie publique.

Sauf dans les cas prévus au premier alinéa, toute partie d'un immeuble appartenant à la Caisse sur lequel une voie publique nouvelle est aménagée appartient, à la fin des travaux, à la municipalité.

2017, c. 17, a. 20.

**21.** La partie d'un immeuble qui devient la propriété de la Caisse en vertu du premier alinéa de l'article 20, et qui conserve sa vocation de voie publique après les travaux, est et demeure affectée à l'utilité publique en quelques mains qu'elle passe.

La municipalité locale conserve la gestion de cette voie publique et demeure responsable de l'entretien des parties suivantes de cette voie : les installations de drainage, la chaussée et ses installations accessoires telles que les glissières de sécurité, les garde-fous, les trottoirs et les lampadaires.

2017, c. 17, a. 21.

**22.** Les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent sans formalité, par l'effet de la loi. La Caisse et la municipalité locale ne peuvent, pour ces transferts, être tenues de se verser une somme d'argent ou une autre contrepartie.

Dans l'année qui suit la fin des travaux, la Caisse dépose dans ses archives une copie du plan représentant ces transferts, certifiée conforme par une personne qu'elle a autorisée. L'inscription au registre foncier des droits de propriété respectifs de la Caisse et de la municipalité concernée s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne les immeubles visés, indique les dates de transfert de propriété et fait référence au présent article.

2017, c. 17, a. 22.

**23.** Lorsque des modifications ou des réaménagements sont apportés à des voies publiques par la Caisse, celle-ci doit maintenir la fonctionnalité générale du réseau auquel ces voies se raccordent, incluant le réseau d'une municipalité locale limitrophe, le cas échéant. En outre, ces modifications et ces réaménagements doivent être conçus et construits afin de permettre l'intégration de ces voies à ce réseau ou à ces réseaux, le cas échéant.

2017, c. 17, a. 23.

**24.** Au fur et à mesure que des travaux sont exécutés par la Caisse dans une voie publique ou partie de celle-ci, la Caisse est tenue d'informer la municipalité locale concernée des dates projetées de fin des travaux et de réception de l'ouvrage. Elle doit, avant de recevoir l'ouvrage, permettre à la municipalité de procéder à une inspection de l'ouvrage et lui accorder un délai raisonnable qui ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de la fin des travaux. À la date de réception de l'ouvrage par la Caisse, elle est également tenue aux obligations suivantes:

1° cesser l'occupation temporaire de la voie publique ou partie de celle-ci;


© Éditeur officiel du Québec

2° remettre la voie publique, ou la partie de celle-ci, qui n'a pas fait l'objet d'une modification ou d'un réaménagement dans un état équivalent à celui précédant l'occupation;

3° céder à la municipalité locale les garanties légales et conventionnelles se rapportant aux travaux effectués aux immeubles dont la propriété lui est transférée ou qui sont sous sa gestion ainsi que garantir que les sols de la nouvelle voie publique, ou partie de nouvelle voie, sont d'une qualité propre à l'usage qui en sera fait;

4° céder à la municipalité la propriété intellectuelle des plans et devis nécessaire pour lui permettre d'effectuer l'entretien et la réparation des immeubles dont la propriété lui est transférée, incluant la faculté de modifier ces plans et devis à sa convenance.

La Caisse doit remettre, au plus tard 15 jours avant la date de la fin des travaux, un plan de gestion de la circulation relatif à la voie publique ou partie de celle-ci.

Les garanties conventionnelles visées au paragraphe 3° du premier alinéa et cédées par la Caisse peuvent ajouter aux obligations des garanties légales; elles ne peuvent en diminuer les effets, ou les exclure entièrement.

L'inspection de la municipalité visée au premier alinéa n'emporte, pour cette dernière, aucune responsabilité quant à la réception de l'ouvrage et ne diminue pas les garanties y afférentes. Tant que la Caisse n'a pas reçu l'ouvrage, cette dernière assume toutes les responsabilités pouvant être recherchées.

Les coûts des travaux, qu'il s'agisse de la modification ou du réaménagement de voies publiques, de même que les coûts nécessaires aux fins de la remise de la voie publique dans un état équivalent à celui précédant l'occupation, sont à la charge de la Caisse.

La Caisse et une municipalité peuvent convenir un délai différent de celui prévu au premier alinéa.

2017, c. 17, a. 24.

**25.** Dans les six mois qui suivent la date de la fin des travaux dans une voie publique, la Caisse transmet à la municipalité locale une copie, certifiée conforme, des documents suivants:

1° les plans des ouvrages tels que construits par la Caisse;

2° un certificat délivré par un ingénieur attestant de la conformité de la voie publique et des autres ouvrages qui, après la fin des travaux, sont la propriété de la municipalité ou sous sa gestion;

3° les documents relatifs à l'état des immeubles, à la conception des ouvrages et à leur construction, notamment les journaux de chantier;

4° tout autre document jugé utile par la Caisse.

2017, c. 17, a. 25.

**26.** La Caisse tient la municipalité locale indemne des coûts que cette dernière pourrait engager pour réparer les malfaçons, vices ou pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse pouvant affecter les biens qui sont devenus sa propriété ou qui sont sous sa gestion, en vertu respectivement des articles 20 et 21.

La Caisse est subrogée dans les droits de la municipalité contre l'auteur d'une telle malfaçon, d'un tel vice ou d'une telle perte jusqu'à concurrence des sommes qu'elle lui a versées. Quand, du fait de la municipalité, la Caisse ne peut être ainsi subrogée, elle peut être libérée, en tout ou en partie, de son obligation d'indemniser la municipalité.

2017, c. 17, a. 26.


© Éditeur officiel du Québec

**27.** Sauf lorsque la Caisse est subrogée dans les droits d'une municipalité locale en vertu du deuxième alinéa de l'article 26, la Caisse prend fait et cause pour une municipalité locale dans toute demande, à titre de demanderesse, d'intervenante, de défenderesse ou de mise en cause, concernant des malfaçons, des vices ou des pertes couverts par les garanties légales ou conventionnelles cédées par la Caisse et qui affectent les biens qui sont devenus la propriété de la municipalité ou qui sont sous sa gestion en vertu respectivement des articles 20 et 21. Elle tient également la municipalité indemne des coûts, incluant les honoraires professionnels de ses avocats et les frais de justice, que cette dernière pourrait engager à l'égard d'une telle demande. Il en est de même des coûts relatifs à un règlement à l'amiable intervenu avant une telle demande.

2017, c. 17, a. 27.

**28.** Une municipalité locale doit, dès qu'elle en a connaissance, déclarer à la Caisse tout événement de nature à mettre en jeu les obligations auxquelles cette dernière est tenue en vertu des articles 26 et 27. Inversement, lorsque la Caisse prend connaissance d'un tel événement sans qu'il ne lui ait été déclaré par une municipalité, la Caisse doit, sans délai, l'en informer.

La Caisse et la municipalité collaborent activement, sans limite de temps, afin d'assurer l'exécution de ces obligations. Elles se transmettent, en outre, tout document ou renseignement utile.

2017, c. 17, a. 28.

**29.** Tout différend, entre la Caisse et une municipalité locale ou entre l'une ou l'autre d'entre elles et un entrepreneur, relatif aux travaux exécutés et aux ouvrages construits aux fins de la réalisation du Réseau, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions du Code de procédure civile (chapitre C-25.01), à moins que les parties ne conviennent d'un arbitrage dont la procédure est autrement réglée.

Aucuns frais ne peuvent être imposés à une municipalité pour un arbitrage.

2017, c. 17, a. 29.

**30.** La prescription court contre une municipalité locale, pour tout droit qu'elle peut faire valoir à l'égard de travaux faits par la Caisse dans une voie publique, seulement à compter de la date de la fin des travaux pour cette voie.

2017, c. 17, a. 30.

**31.** Les dispositions des articles 14 à 30 s'appliquent avec les adaptations nécessaires aux réseaux d'aqueduc, d'égout ou de conduits souterrains, aux autres ouvrages qui peuvent se trouver sous la surface des voies publiques ainsi qu'aux réseaux aériens, lorsque ces réseaux ou autres ouvrages sont la propriété d'une municipalité locale. Malgré l'article 20, ces réseaux ou ces autres ouvrages demeurent la propriété de la municipalité à la fin des travaux.

Aux fins de la réalisation du Réseau, la Caisse peut exercer toutes les servitudes établies en faveur de la municipalité lui permettant d'entretenir ou d'accéder à ces réseaux ou à ces autres ouvrages, lorsque ceux-ci se trouvent sous la surface des immeubles avoisinant ceux de la municipalité.

2017, c. 17, a. 31.

**32.** Les dispositions du présent chapitre n'ont pas pour effet de permettre à la Caisse de modifier l'équipement appartenant à une entreprise de services publics, autre que municipale, sans avoir obtenu le consentement de cette entreprise.

2017, c. 17, a. 32.

**33.** La Caisse peut confier l'exercice des fonctions et pouvoirs que lui confèrent les dispositions du présent chapitre à une société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse.


© Éditeur officiel du Québec

En ce cas, les transferts de propriété prévus à l'article 20 s'opèrent néanmoins en faveur de la Caisse plutôt qu'en faveur de cette société.

2017, c. 17, a. 33.

## CHAPITRE IV

SERVITUDES

2017, c. 17, c. IV.

**34.** Toute route dont la gestion incombe au ministre, traversée ou longée par le Réseau, de même que tout immeuble sous son autorité et qu'il estime requis pour ses fins, sont assujettis, sans indemnité, à une servitude qui s'exerce sur l'assiette nécessaire au Réseau, et ce, à compter de la conclusion d'une entente entre la Caisse et le ministre qui en détermine les modalités et conditions.

La Caisse peut, dès la conclusion de l'entente, publier la servitude sur le registre foncier; elle y est tenue dans les cas suivants:

1° la gestion de la route est dévolue à une municipalité en vertu de l'article 3 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9);

2° la route est définitivement fermée;

3° le fonds servant fait l'objet d'une disposition sans avoir été inclus dans l'emprise d'une route.

Le ministre avise sans délai la Caisse d'une dévolution, d'une fermeture ou d'une disposition visée au deuxième alinéa.

L'inscription de la servitude s'obtient par la présentation d'un avis qui désigne l'assiette de la servitude, mentionne les modalités et conditions de la servitude et fait référence au présent article.

Dans tous les cas, cette servitude s'éteint avec le démantèlement du Réseau.

2017, c. 17, a. 34.

**35.** Le ministre peut, pour le compte de la Caisse, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, une servitude de non-accès afin d'interdire ou de limiter l'accès à une voie publique modifiée ou réaménagée en vertu des dispositions du chapitre III, et ce, même si la Caisse n'est pas propriétaire de cette voie. L'expropriation est alors régie par les dispositions du chapitre II.

Lorsque le ministre acquiert une servitude en faveur du Réseau en tant que fonds dominant, sa description aux fins de la publicité des droits sur le registre foncier n'a pas à être conforme aux articles 3032, 3033, 3036 et 3037 du Code civil.

2017, c. 17, a. 35.

## CHAPITRE V

INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE

2017, c. 17, c. V.

**36.** Dans la poursuite de sa mission et afin d'augmenter les services de transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, l'Autorité régionale de transport métropolitain doit favoriser la réalisation du


© Éditeur officiel du Québec

Réseau et le maintien de ses services, tout en assurant l'intégration des différents services de transport collectif desservant son territoire.

2017, c. 17, a. 36.

**37.** La Caisse doit, sans délai, transmettre à l'Autorité une copie conforme de l'entente, concernant le Réseau, conclue avec le gouvernement en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), qui fait notamment état des besoins des usagers, des objectifs d'intérêt public et du cadre tarifaire du Réseau, incluant les mécanismes d'indexation.

2017, c. 17, a. 37.

**38.** La Caisse et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la contribution financière que l'Autorité apporte en vue de la réalisation du Réseau.

Les sommes suivantes constituent la contribution de l'Autorité:

1° 512 000 000 $ tenant lieu de la captation de la plus-value foncière;

2° les autres sommes versées selon la périodicité déterminée par la Caisse et l'Autorité, jusqu'à l'atteinte d'une cible de financement qu'elles fixent jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 600 000 000 $ et pour une période n'excédant pas 50 ans.

Un versement visé au paragraphe 2° du deuxième alinéa, pour une période, ne peut excéder, pour cette période, le produit de la redevance, établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), prélevée à l'égard du Réseau.

L'entente prévue au premier alinéa prend fin si la Caisse cède en tout ou en partie ses droits, titres et intérêts dans les terrains constituant l'assiette de la voie de guidage du Réseau. Elle n'a force obligatoire que si elle est approuvée par le ministre, avec ou sans modification.

À défaut par l'Autorité et la Caisse de s'entendre dans le délai que leur indique le ministre, celui-ci peut déterminer les modalités et conditions d'une telle entente, laquelle est alors réputée conclue entre elles.

2017, c. 17, a. 38.

**39.** L'exploitant du Réseau et l'Autorité peuvent conclure une entente prévoyant la rémunération pour les services de transport collectif qu'il fournit sur le territoire de celle-ci. Cette entente peut prévoir, sans déroger aux modalités et conditions prévues dans l'entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou les rendre plus onéreuses:

1° une rémunération déterminée notamment en fonction du nombre d'usagers transportés et de la distance parcourue par chacun d'eux ou, autrement, le partage de recettes tarifaires;

2° les obligations mutuelles de collaboration;

3° les modalités relatives au cadre tarifaire pour les usagers du Réseau;

4° l'utilisation des services de billetterie et du guichet unique de l'Autorité afin de permettre un accès simplifié au Réseau;

5° les renseignements et les documents que l'Autorité et l'exploitant doivent se remettre, plus particulièrement ceux nécessaires à la fixation, par l'Autorité, de ses tarifs.

2017, c. 17, a. 39.


© Éditeur officiel du Québec

**40.** Chaque entente prévue aux articles 38 et 39 est réputée être une entente conclue en vertu du paragraphe 3° du troisième alinéa de l'article 8 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3).

Les modalités de la contractualisation entre les parties à ces ententes figurant à la politique de financement de l'Autorité, prévue à l'article 72 de cette loi, n'ont pas à être approuvées par la Communauté métropolitaine de Montréal. Une modification proposée à ces modalités, le cas échéant, n'a pas d'effet entre les parties, à moins qu'elles n'y consentent.

2017, c. 17, a. 40.

**41.** Sauf dans la mesure prévue par une entente conclue en vertu de l'article 39, seuls sont compétents à l'égard de la réalisation et de l'exploitation du Réseau: la Caisse, la société en commandite contrôlée exclusivement par la Caisse et l'exploitant.

2017, c. 17, a. 41.

**42.** Le cadre tarifaire établi par l'Autorité en vertu de l'article 25 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) peut intégrer les services de transport collectif du Réseau seulement si une entente conclue en vertu de l'article 88.10 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) ou en vertu de l'article 39 le permet.

2017, c. 17, a. 42.

**43.** Les zones identifiées par l'Autorité, conformément à l'article 97.1 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), propices à l'articulation de l'urbanisation et des services de transport collectif fournis par le Réseau, doivent être comprises dans un rayon n'excédant pas 1 km de chacune de ses gares ou de ses stations.

2017, c. 17, a. 43.

**44.** Un organisme public de transport en commun au sens de l'article 5 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3) doit, sur demande de l'Autorité, proposer un nouveau plan de desserte pour son territoire afin de favoriser l'intégration de ses services avec ceux du Réseau.

2017, c. 17, a. 44.

**45.** L'Autorité peut exercer à l'égard du Réseau, comme s'il relevait d'un organisme public de transport en commun visé par la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), les pouvoirs qui lui sont conférés par les chapitres VII et VIII de cette loi, à moins que l'entente conclue entre l'exploitant du Réseau et l'Autorité n'y pourvoie autrement.

L'Autorité peut déléguer l'exercice des pouvoirs visés au premier alinéa, sauf celui d'intenter une poursuite pénale, à la personne ou à la société désignée conjointement par l'Autorité et la Caisse ou une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

2017, c. 17, a. 45.


© Éditeur officiel du Québec

## CHAPITRE VI

EXEMPTIONS

2017, c. 17, c. VI.

**46.** La Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (chapitre D-15.1) ne s'applique pas lorsqu'au terme d'un transfert relatif à un immeuble faisant ou devant faire partie du Réseau, le cessionnaire est l'un des suivants:

1° la Caisse;

2° une société en commandite, lorsque, à la fois, la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement détient 10% ou plus des titres de son fonds commun et le commandité est une société par actions à l'égard de laquelle la Caisse, un autre mandataire de l'État ou le gouvernement a la faculté d'exercer 10% ou plus des droits de vote que confèrent les actions émises par cette société.

Le premier alinéa ne s'applique pas si la cession vise à exclure un immeuble du Réseau.

2017, c. 17, a. 46.

**47.** La Caisse et la société en commandite visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 46 sont, dans leurs activités de réalisation ou de gestion du Réseau, exemptées:

1° de tout mode de tarification, établi par une municipalité locale en vertu des articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) pour ses biens, services et autres activités;

2° de toute condition préalable imposée en vertu des articles 117.1 à 117.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1);

3° de tout tarif d'honoraires pour la délivrance d'un permis ou d'un certificat en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

4° de tout assujettissement d'un de ses permis ou certificats au régime des articles 145.21 à 145.30 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

5° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 151.8 à 151.12 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4);

6° de toute redevance en vertu des articles 151.13 à 151.18 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

7° de l'imposition de toute taxe en vertu des articles 500.1 à 500.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou des articles 1000.1 à 1000.5 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1);

8° de toute redevance en vertu des articles 500.6 à 500.11 de la Loi sur les cités et villes ou des articles 1000.6 à 1000.11 du Code municipal du Québec.

2017, c. 17, a. 47.


© Éditeur officiel du Québec

**CHAPITRE VII**

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

2017, c. 17, c. VII.

LOI SUR L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

**48.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 6).*

2017, c. 17, a. 48.

**49.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 8).*

2017, c. 17, a. 49.

**50.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 72).*

2017, c. 17, a. 50.

**51.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 79).*

2017, c. 17, a. 51.

**52.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 82).*

2017, c. 17, a. 52.

**53.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 84.1).*

2017, c. 17, a. 53.

**54.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, chapitre V.1, aa. 97.1-97.12).*

2017, c. 17, a. 54.

**55.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, aa. 108.1-108.2).*

2017, c. 17, a. 55.

**56.** *(Modification intégrée au c. A-33.3, a. 130.1).*

2017, c. 17, a. 56.

CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

**57.** *(Modification intégrée au c. C-11.4, Ann. C, a. 194).*

2017, c. 17, a. 57.

LOI SUR LES CHEMINS DE FER

**58.** *(Modification intégrée au c. C-14.1, a. 1).*

2017, c. 17, a. 58.


© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

**59.** *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 47).*

2017, c. 17, a. 59.

**60.** *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 65).*

2017, c. 17, a. 60.

**61.** *(Omis).*

2017, c. 17, a. 61.

**62.** *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 204).*

2017, c. 17, a. 62.

**63.** *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 208).*

2017, c. 17, a. 63.

**64.** *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 236).*

2017, c. 17, a. 64.

**65.** *(Modification intégrée au c. F-2.1, a. 262).*

2017, c. 17, a. 65.

**66.** *(Modification intégrée au c. F-2.1).*

2017, c. 17, a. 66.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

**67.** *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1).*

2017, c. 17, a. 67.

**68.** *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.1.2).*

2017, c. 17, a. 68.

**69.** *(Modification intégrée au c. M-28, a. 11.5).*

2017, c. 17, a. 69.

LOI SUR LA SÉCURITÉ DU TRANSPORT TERRESTRE GUIDÉ

**70.** *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 54).*

2017, c. 17, a. 70.

**71.** *(Modification intégrée au c. S-3.3, a. 58).*

2017, c. 17, a. 71.


© Éditeur officiel du Québec

LOI SUR LES TRANSPORTS

**72.** *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11).*

2017, c. 17, a. 72.

**73.** *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.11.1).*

2017, c. 17, a. 73.

**74.** *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.14).*

2017, c. 17, a. 74.

**75.** *(Modification intégrée au c. T-12, a. 88.15).*

2017, c. 17, a. 75.

RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

**76.** *(Modification intégrée au c. S-3.3, r. 2, a. 106).*

2017, c. 17, a. 76.

## CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

2017, c. 17, c. VIII.

**77.** Le ministre des Finances est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme n'excédant pas 1 283 000 000 $ pour la contrepartie qu'il doit fournir pour la souscription d'actions émises par une filiale en propriété exclusive au sens du cinquième alinéa de l'article 4 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) et qui est visée au paragraphe *a*.1 du premier alinéa de l'article 31 ou au troisième alinéa de l'article 32 de cette loi.

Cette autorisation cesse d'avoir effet le 1er avril 2020.

2017, c. 17, a. 77.

**78.** Aux fins de la réalisation du Réseau, le gouvernement peut, malgré la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), autoriser aux conditions qu'il détermine l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, le lotissement et l'aliénation du lot ou d'une partie du lot 2 702 207 et de superficies additionnelles des lots 2 702 212 et 3 349 833, identifiés au (D. 456-2017, 2017-05-03), tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de La Prairie, situés sur le territoire de la Ville de Brossard, ou de la partie de ceux-ci qu'il décrit.

Ce décret est réputé, depuis le jour où il a été pris, l'avoir été en vertu du présent article.

Le gouvernement peut révoquer, en tout ou en partie, une autorisation visée au présent article.

L'autorisation ou la révocation est notifiée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

2017, c. 17, a. 78.

**79.** Sont inclus dans la zone agricole de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka, les lots 5 126 417, 5 583 376, 5 583 377, 5 583 378, 5 583 379, 5 583 380, 5 583 381, 5 583 382 et 5 583 383 ainsi que les


© Éditeur officiel du Québec

parties des lots 5 583 385, 5 583 389 et 5 583 392 qui ne font pas déjà partie de cette zone, tous du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Beauharnois.

2017, c. 17, a. 79.

**80.** L'aménagement de l'antenne Deux-Montagnes prévu pour la réalisation du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal n'est pas et n'a jamais été assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2).

En ce qui concerne la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du Réseau sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, le certificat d'autorisation délivré par le (D. 458-2017, 2017-05-03) de même que la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement ayant précédé la prise de ce décret, notamment toutes les décisions rendues et les autres actes accomplis par le ministre responsable de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, sont réputés conformes à la loi.

2017, c. 17, a. 80.

**81.** La présente loi opère cession en faveur d'une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec visée à l'article 88.15 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) du bénéfice de toute réserve imposée en vertu de l'article 75 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24) et dont la Caisse est titulaire le 26 septembre 2017.

La Caisse ou sa filiale identifiée à l'avis d'expropriation, le cas échéant, est réputée être mentionnée dans l'avis d'imposition de réserve.

Aucune publicité des droits n'est requise au registre foncier. La Caisse peut toutefois, à l'égard d'un immeuble et si elle le juge opportun, publier un avis qui fait état de la cession, fait référence au présent article et contient la désignation de l'immeuble.

2017, c. 17, a. 81.

**82.** Jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris par le gouvernement en vertu du paragraphe 11.1° du premier alinéa de l'article 54 de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (chapitre S-3.3), édicté par l'article 70 de la présente loi, le montant minimum d'assurance couvrant la responsabilité civile que l'exploitant du Réseau doit souscrire est de 100 000 000 $ et le montant de la franchise ne peut excéder 5 000 000 $.

2017, c. 17, a. 82.

**83.** La Caisse et l'Autorité doivent conclure la première entente prévue à l'article 38 au plus tard le 26 novembre 2017.

À défaut, le ministre détermine, sans délai, les modalités et conditions de l'entente visée à cet article, laquelle est alors réputée conclue entre la Caisse et l'Autorité.

2017, c. 17, a. 83.

**84.** L'Autorité doit, au plus tard le 26 novembre 2017, prendre le premier règlement prévu à l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), édicté par l'article 54, concernant la redevance de transport destinée à financer les coûts des ententes conclues en vertu des articles 38 et 39. Les modalités de la redevance n'ont alors pas à être conformes à celles figurant à la politique de financement de l'Autorité.


© Éditeur officiel du Québec

À défaut, le ministre peut édicter ce règlement. Ce dernier se substitue alors à l'Autorité pour identifier les zones visées à l'article 97.1 de cette loi, édicté par l'article 54.

2017, c. 17, a. 84.

**85.** Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 97.2 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3), le taux prévu au règlement de l'Autorité régionale de transport métropolitain concernant la redevance établie en vertu des dispositions du chapitre V.1 de cette loi, à l'égard du Réseau, correspond:

1° pour la période se terminant le 31 décembre 2018, à 50% de ce taux;

2° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2019, à 65% de ce taux;

3° pour la période suivante se terminant le 31 décembre 2020, à 80% de ce taux.

2017, c. 17, a. 85.

**86.** Tout bail affectant l'immeuble de la Caisse situé sur les lots 1 179 344, 1 284 732, 5 777 987 et 5 777 989 du cadastre du Québec de la circonscription foncière de Montréal est de plein droit résilié le 27 mars 2018. Il en est de même de toute sous-location affectant cet immeuble.

Le chapitre II s'applique à une telle résiliation, avec les adaptations nécessaires, comme si elle était une expropriation décidée par le ministre, la Caisse lui est alors substituée.

2017, c. 17, a. 86.

**87.** Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi.

2017, c. 17, a. 87.

**88.** L'article 11 a effet depuis le 19 avril 2016.

2017, c. 17, a. 88.

**89.** *(Omis)*.

2017, c. 17, a. 89.


© Éditeur officiel du Québec

© Éditeur officiel du Québec, 2017



Gouvernement du Québec

## **Décret 457-2017,** 3 mai 2017

CONCERNANT le renouvellement du mandat de madame Nathalie Tremblay comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Société de l'assurance automobile du Québec et la détermination des paramètres devant servir à fixer sa rémunération et ses autres conditions de travail

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 7 de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (chapitre S-11.011) prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de neuf à quinze membres, dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit que le gouvernement, sur la recommandation du conseil d'administration, nomme le président-directeur général en tenant compte du profil de compétence et d'expérience approuvé par le conseil d'administration;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit que le mandat du président-directeur général est d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE le troisième alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit que le conseil d'administration fixe la rémunération et les autres conditions de travail du président-directeur général à l'intérieur des paramètres que le gouvernement détermine;

ATTENDU QUE madame Nathalie Tremblay a été nommée de nouveau membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Société de l'assurance automobile du Québec par le décret numéro 735-2012 du 27 juin 2012 et que le conseil d'administration recommande le renouvellement de son mandat pour une durée de cinq ans;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer de nouveau madame Nathalie Tremblay comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Société de l'assurance automobile du Québec et de déterminer les paramètres devant servir à fixer sa rémunération et ses autres conditions de travail;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports :

QUE madame Nathalie Tremblay soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale de la Société de l'assurance automobile du Québec pour un mandat de cinq ans à compter du 28 novembre 2017, au traitement annuel de 217 888 $;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 s'appliquent à madame Nathalie Tremblay comme première dirigeante d'un organisme du gouvernement du niveau 9 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE le conseil d'administration de la Société de l'assurance automobile du Québec mette en place un mécanisme de suivi de l'application des présents paramètres, en fournissant au secrétaire général associé aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif, à sa demande, tout document de support ayant servi à fixer la rémunération et les autres conditions de travail du président-directeur général de la Société par le conseil d'administration.

*Le greffier du Conseil exécutif,*
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66574

Gouvernement du Québec

## **Décret 458-2017,** 3 mai 2017

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation à CDPQ Infra inc. relativement à la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du projet de Réseau électrique métropolitain sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour la réalisation de certains projets de construction, ouvrages, activités, exploitations ou travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas prévus par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le paragraphe *h* du premier alinéa de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (chapitre Q-2, r. 23) assujettit notamment à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement l'établissement d'un terminus ferroviaire et la construction, sur une longueur de plus de 2 km, d'une voie de chemin de fer;

ATTENDU QUE l'Agence métropolitaine de transport a transmis au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques un avis de projet, le 17 septembre 2014, et que CDPQ Infra inc. a transmis une étude d'impact sur

l'environnement, le 8 avril 2016, et ce, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, relativement au projet de Réseau électrique métropolitain sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal;

ATTENDU QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a effectué l'analyse de l'étude d'impact visant à établir si celle-ci répond à la directive du ministre et que cette analyse a nécessité la consultation d'autres ministères ainsi que la demande d'informations complémentaires auprès de CDPQ Infra inc.;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le 28 juillet 2016, conformément au premier alinéa de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE, durant la période d'information et de consultation publiques prévue à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, soit du 28 juillet 2016 au 12 septembre 2016, des demandes d'audience publique ont été adressées au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relativement à ce projet;

ATTENDU QUE, conformément au troisième alinéa de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a confié au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement un mandat d'audience publique, qui a commencé le 29 août 2016, et que ce dernier a déposé son rapport le 22 décembre 2016;

ATTENDU QUE le gouvernement, après avoir pris avis de la Commission de protection du territoire agricole du Québec en vertu du premier alinéa de l'article 66 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1), a autorisé, par le décret numéro xx-2017 du 3 mai 2017, l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, le lotissement et l'aliénation de lots ou parties de lots situés en zone agricole pour la réalisation du projet de Réseau électrique métropolitain;

ATTENDU QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a produit, le 23 mars 2017, un rapport d'analyse environnementale qui permet de conclure que le projet est acceptable sur le plan environnemental, à certaines conditions;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit notamment que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation du projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QU'un certificat d'autorisation soit délivré à CDPQ Infra inc. relativement à la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du projet de Réseau électrique métropolitain sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, et ce, aux conditions suivantes :

**CONDITION 1**
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sous réserve des conditions prévues au présent certificat, la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du projet de Réseau électrique métropolitain doit être conforme aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants :

— CDPQ INFRA INC. Projet de transport collectif dans l'axe A10/Centre-ville de Montréal – Étude d'impact sur l'environnement – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 1 – Rapport principal, par CIMA+, avril 2016, totalisant environ 483 pages;

— CDPQ INFRA INC. Projet de transport collectif dans l'axe A10/Centre-ville de Montréal – Étude d'impact sur l'environnement – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 2 – Cartes, par CIMA+, avril 2016, totalisant environ 62 pages;

— CDPQ INFRA INC. Projet de transport collectif dans l'axe A10/Centre-ville de Montréal – Étude d'impact sur l'environnement – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 3 – Annexes, par CIMA+, avril 2016, totalisant environ 646 pages incluant 13 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Addenda n° 1 – Antenne Rive-Sud – (Projet de transport collectif dans l'axe A10/Centre-ville de Montréal) – déposée au

ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par CIMA+, mai 2016, totalisant environ 32 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Addenda n° 2 – Systèmes de transport collectif de l'Ouest-de-l'île de Montréal, via l'aéroport – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 1 – Rapport principal, par Hatch, mai 2016, totalisant environ 441 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Addenda n° 2 – Systèmes de transport collectif de l'Ouest-de-l'île de Montréal, via l'aéroport – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 2 – Cartes, par Hatch, mai 2016, totalisant environ 28 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Addenda n° 2 – Systèmes de transport collectif de l'Ouest-de-l'île de Montréal, via l'aéroport – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 3 – Annexes, par Hatch, mai 2016, totalisant environ 578 pages incluant 14 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Antenne Rive-Sud – Réponses aux questions et commentaires du MDDELCC – (Projet de transport collectif dans l'axe A10/Centre-ville de Montréal) – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par CIMA+, juin 2016, totalisant environ 151 pages incluant 4 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Addenda n° 3 – Projet optimisé et intégré – déposé au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 1 – Rapport principal, par Hatch, transmis le 5 juillet 2016, totalisant environ 175 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Addenda n° 3 – Système de transport collectif de l'Ouest de l'île de Montréal, via l'aéroport – déposé au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 2 – Cartes, par Hatch, transmis le 5 juillet 2016, totalisant environ 29 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Addenda n° 3 – Projet optimisé et intégré – déposé au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques – Volume 3 – Annexes, par Hatch, transmis le 5 juillet 2016, totalisant environ 117 pages incluant 6 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Réseau Électrique Métropolitain – Réponses aux questions et commentaires du MDDELCC – déposées au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, juillet 2016, totalisant environ 161 pages incluant 3 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Réseau Électrique Métropolitain – Réponses aux questions et commentaires additionnels du MDDELCC – déposées au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, juillet 2016, totalisant environ 77 pages incluant 3 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Réseau électrique métropolitain – Réponses à la 4e série de questions et commentaires du MDDELCC – déposées au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, août 2016, totalisant environ 2 167 pages incluant 17 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Inventaires biologiques – Rapport final – déposé au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par CIMA+, novembre 2016, totalisant environ 781 pages incluant 6 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude de l'impact sur l'ambiance sonore – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, novembre 2016, totalisant environ 310 pages incluant 8 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude de l'impact des vibrations – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, novembre 2016, totalisant environ 130 pages incluant 5 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Étude d'impact sur l'environnement – Réseau électrique métropolitain – Évaluation de la qualité environnementale des sols – Document cartographique – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par CIMA+, novembre 2016, totalisant environ 51 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain (REM) – Sommaire des prévisions d'achalandage du REM – par Steer Davies Gleave, novembre 2016, totalisant environ 69 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain (REM) – Note technique – Minimisation des impacts environnementaux du REM, par Hatch, 15 décembre 2016, 10 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Note technique – Justification de l'emplacement des stations du REM, par Hatch, 16 décembre 2016, 5 pages;

— Lettre de Mme Virginie Cousineau, de CDPQ Infra inc., à M. Hubert Gagné, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 1er décembre 2016, concernant les réponses à la cinquième série de questions du MDDELCC, totalisant environ 13 pages;

— Lettre de Mme Virginie Cousineau, de CDPQ Infra inc., à M. Hubert Gagné, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 9 décembre 2016, concernant le complément de réponses à la cinquième série de questions du MDDELCC, 8 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Note technique – Profil optimisé du tracé de l'antenne Aéroport – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, transmis le 22 décembre 2016, totalisant environ 54 pages incluant 1 annexe;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Approche de compensation – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, transmis le 1er mars 2017, totalisant environ 56 pages incluant 2 annexes;

— Lettre de Mme Virginie Cousineau, de CDPQ Infra inc., à M. Hubert Gagné, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 12 janvier 2017, concernant les réponses à la sixième série de questions du MDDELCC, 9 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Description mise à jour du projet – déposée au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, transmis le 16 janvier 2017, totalisant environ 101 pages incluant 1 annexe;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Orientations de gestion des EVEE – déposées au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par CIMA+, janvier 2017, totalisant environ 276 pages incluant 3 annexes;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain – Étude d'impact sur l'environnement – Programme préliminaire de surveillance et de suivi environnemental – déposé au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, par Hatch, transmis le 25 janvier 2017, totalisant environ 19 pages;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain (REM) – Étude sur les gaz à effet de serre, par Hatch, 1er février 2017, totalisant environ 32 pages incluant 1 annexe;

— CDPQ INFRA INC. Réseau électrique métropolitain (REM) – Modélisation de la dispersion atmosphérique, par Hatch, 1er février 2017, totalisant environ 117 pages incluant 4 annexes;

— Lettre de M. Jean-Marc Arbaud, de CDPQ Infra inc., à M. Yves Rochon, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 15 février 2017, concernant les réponses et engagements aux avis et constats de la commission d'enquête du BAPE – Réseau électrique métropolitain, totalisant environ 13 pages;

— Lettre de M. Jean-Marc Arbaud, de CDPQ Infra inc., à M. Yves Rochon, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 1er mars 2017, concernant les réponses et engagements provenant de l'analyse environnementale du projet de réseau électrique métropolitain, totalisant environ 22 pages;

— Lettre de M. Jean-Marc Arbaud, de CDPQ Infra inc., à M. Yves Rochon, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, datée du 20 mars 2017, concernant la consultation gouvernementale auprès de la communauté mohawk de Kahnawake - projet de réseau électrique métropolitain, 2 pages;

—CDPQ INFRA INC., UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES, COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL. Entente de principe afin d'assurer la vocation et la pérennité du territoire et des activités agricoles métropolitaines, 21 mars 2017, 3 pages.

En cas de conflit entre les dispositions des documents ci-dessus mentionnés, les dispositions les plus récentes prévalent;

**CONDITION 2**
MILIEU AGRICOLE

CDPQ Infra inc. doit transmettre au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques un rapport de suivi annuel sur la mise en œuvre de l'entente de principe afin d'assurer la vocation et la pérennité du territoire et des activités agricoles métropolitaines, pour les sept années suivant la mise œuvre de l'entente;

**CONDITION 3**
SUIVI DES SOLS AGRICOLES

CDPQ Infra inc. doit élaborer et appliquer un programme de suivi des sols agricoles pour les aires temporaires qui seront remises en état afin d'assurer un potentiel agricole équivalent à celui de départ, et ce, pour les sept années suivant la mise en exploitation de l'antenne Rive-Sud. S'il y a lieu, CDPQ Infra inc. sera tenue d'apporter des correctifs. Le protocole de suivi devra respecter les recommandations des autorités concernées. Le programme de suivi des sols agricoles doit être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) pour la construction de la station terminale Rive-Sud.

Les rapports de suivi devront être déposés auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans un délai de trois mois suivant l'évaluation des rendements.

CDPQ Infra inc. devra démontrer et détailler dans un document synthèse qu'elle a, conformément à son engagement, transféré en zone agricole les sols arables déblayés. Ce document synthèse devra être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard six mois après la mise en œuvre de cet engagement;

**CONDITION 4**
AMÉNAGEMENT DES STATIONS

CDPQ Infra inc. devra poursuivre les échanges avec les partenaires concernés, dont le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, l'Autorité régionale de transport métropolitain, les villes et les directions de santé publique, à propos de l'aménagement des stations des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud. Ces discussions doivent faire l'objet de rapports démontrant dans quelle mesure les préoccupations des partenaires concernés ont été prises en compte. CDPQ Infra inc. devra fournir les plans finaux des stations et une description détaillée des mesures qu'elle entend mettre en place afin d'assurer un accès sécuritaire aux stations pour les piétons et les cyclistes, de réduire la congestion routière aux abords immédiats de celles-ci et de faciliter l'accès aux stationnements incitatifs. Ces renseignements devront être déposés auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour la construction de chacune des stations;

**CONDITION 5**
SURVEILLANCE DU CLIMAT SONORE EN PHASE DE CONSTRUCTION

CDPQ Infra inc. doit élaborer et réaliser son programme de surveillance du climat sonore prévu pour la phase de construction. Ce programme doit inclure les niveaux de bruit à respecter et comprendre des relevés sonores aux zones sensibles les plus susceptibles d'être affectées par le bruit du chantier. Ces relevés doivent prévoir des mesures du niveau initial et des mesures de la contribution sonore du chantier. Le programme doit également prévoir des mesures d'atténuation à mettre en place si la situation l'exige et des mécanismes pour informer les citoyens demeurant à proximité du chantier du déroulement des activités.

Le programme de surveillance doit être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la première demande visant l'obtention du certificat d'autorisation ou de l'autorisation prévu à l'un ou l'autre des articles 22 ou 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Un rapport de surveillance doit être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans un délai de trois mois suivant la fin des travaux;

**CONDITION 6**
SUIVI DU CLIMAT SONORE EN PHASE D'EXPLOITATION

CDPQ Infra inc. doit élaborer et réaliser son programme de suivi du climat sonore prévu pour la phase d'exploitation. Ce programme doit permettre de valider les prévisions obtenues à l'aide des modélisations déjà réalisées et, le cas échéant, d'évaluer la mise en place de mesures d'atténuation lorsque des impacts significatifs sont mesurés pour les récepteurs sensibles selon l'approche utilisée pour l'évaluation des impacts sonores du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Il doit prévoir des relevés sonores effectués en période estivale un, cinq et dix ans après la mise en exploitation. La localisation et le nombre de points d'échantillonnage doivent être représentatifs des zones sensibles.

Le programme doit être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Les rapports de suivi doivent lui être transmis au plus tard trois mois après chaque série de relevés sonores;

**CONDITION 7**
PLAN DE GESTION DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

CDPQ Infra inc. doit élaborer et mettre en œuvre un plan de gestion des émissions atmosphériques en phase de construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud. Ce plan doit être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la première demande visant l'obtention du certificat d'autorisation ou de l'autorisation prévu à l'un ou l'autre des articles 22 ou 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Pour la phase d'exploitation, CDPQ Infra inc. doit mettre en œuvre un plan de gestion des émissions atmosphériques comprenant les mesures prévues pour minimiser les émissions atmosphériques aux terminus et aux stationnements incitatifs des antennes Rive-Sud et Sainte-Anne-de-Bellevue. Ce plan de gestion doit être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

**CONDITION 8**
DISPERSION ATMOSPHÉRIQUE EN PHASE DE CONSTRUCTION DANS LE SECTEUR DE POINTE-SAINT-CHARLES

CDPQ Infra inc. doit raffiner son étude portant sur la modélisation de la dispersion atmosphérique en identifiant les sources qui contribuent aux dépassements calculés des normes de qualité de l'atmosphère. Des mesures d'atténuation supplémentaires doivent être proposées et l'efficacité de ces dernières doit être étudiée à l'aide de modélisation.

De plus, son étude doit comprendre une révision de l'approche de modélisation utilisée de façon à modéliser la transformation chimique du monoxyde d'azote en dioxyde d'azote et à utiliser les concentrations horaires de dioxyde d'azote et d'ozone mesurées sur le terrain. CDPQ Infra inc. devra proposer des mesures d'atténuation supplémentaires si les dépassements modélisés du dioxyde d'azote persistent avec cette nouvelle approche de modélisation.

Cette étude révisée doit être déposée auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la première demande visant l'obtention du certificat d'autorisation ou de l'autorisation prévu à l'un ou l'autre des articles 22 ou 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour tous travaux prévus à niveau ou en souterrain dans le secteur de Pointe-Saint-Charles;

**CONDITION 9**
EAUX SOUTERRAINES CONTAMINÉES DANS LE SECTEUR DE POINTE-SAINT-CHARLES

CDPQ Infra inc. doit déposer un rapport faisant état des discussions avec la Ville de Montréal et démontrant que l'implantation de l'antenne Rive-Sud aura été prise en considération dans la conception du projet de captage et de traitement des eaux souterraines contaminées prévu par la Ville de Montréal. Ce rapport doit être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la première demande visant l'obtention du certificat d'autorisation ou de l'autorisation prévu à l'un ou l'autre des articles 22 ou 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour tous travaux prévus dans le secteur visé.

CDPQ Infra inc. doit également déposer une évaluation hydrogéologique finale des impacts sur l'écoulement des eaux souterraines de l'entrée en tunnel à Pointe-Saint-Charles lorsque les méthodes de travail et la conception détaillée seront connues. Cette évaluation doit inclure les phases de construction et d'exploitation. Si l'évaluation démontre une migration des eaux souterraines contaminées à l'extérieur du secteur couvert par le projet de

captage et de traitement des eaux souterraines contaminées prévu par la Ville de Montréal, CDPQ Infra inc. devra démontrer que des mesures correctrices seront prévues et mises en place afin d'éviter une telle migration. Cette évaluation devra être déposée auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la première demande visant l'obtention du certificat d'autorisation ou de l'autorisation prévu à l'un ou l'autre des articles 22 ou 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour tous travaux prévus dans le secteur visé;

**CONDITION 10**
MILIEUX HUMIDES

CDPQ Infra inc. doit déposer les plans de compensation prévus pour contrebalancer les pertes inévitables de milieux humides dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

CDPQ Infra inc. devra réaliser un suivi des milieux visés par ces compensations. Ce suivi devra être réalisé aux années 1, 2, 3, 5 et 10 et faire l'objet de rapports présentés au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain. Les rapports d'étape ainsi qu'un rapport final au terme du suivi devront être déposés auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Pour les milieux humides du futur parc-nature des Sources, CDPQ Infra inc. devra effectuer un suivi hydrologique pour s'assurer que les méthodes de travail ont permis de conserver l'intégrité de ces milieux. Le suivi devra s'effectuer sur toute la durée des travaux dans ce secteur et se prolonger sur une durée de cinq ans après la construction de l'antenne Aéroport. Il devra notamment permettre de détecter des modifications à l'hydrologie et au drainage des milieux humides. Advenant que le suivi révèle, selon les experts du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, que le projet affecte de manière importante les milieux humides, CDPQ Infra inc. devra prévoir des mesures correctives. CDPQ Infra inc. devra déposer des rapports d'étape en cours et à la fin de la période de construction, un an après sa mise en service ainsi qu'un rapport final au terme des cinq années de suivi auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Les rapports devront être présentés au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain.

Enfin, CDPQ Infra inc. devra réaliser son suivi prévu sur un an pour la remise en état des aires de chantier temporaires dans des milieux humides. Un rapport devra être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain;

**CONDITION 11**
ESPÈCES FAUNIQUES À STATUT PARTICULIER

CDPQ Infra inc. doit déposer les plans de compensation prévus pour les pertes d'habitat d'espèces fauniques à statut particulier dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

CDPQ Infra inc. devra réaliser un suivi pour la couleuvre brune et le goglu des prés. Le suivi de la couleuvre brune devra viser à valider la recolonisation et la qualité des habitats à la suite de la remise en état des aires de chantier. Le suivi du goglu des prés devra permettre d'évaluer le succès des aménagements créés pour compenser les pertes d'habitat. Ces deux suivis devront être réalisés aux années 1, 3 et 5 suivant la remise en état des aires de chantier et la création des aménagements. Les rapports devront être déposés auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain. Des correctifs et des suivis supplémentaires pourraient être exigés dans les habitats de la couleuvre brune en fonction des résultats du suivi;

**CONDITION 12**
ESPÈCES FLORISTIQUES À STATUT PARTICULIER

CDPQ Infra inc. doit déposer les plans de compensation prévus des pertes d'habitat d'espèces floristiques à statut particulier dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

CDPQ Infra inc. devra réaliser un suivi du succès des plantations et de la relocalisation des plants aux années 1, 3 et 5 et les rapports devront être déposés auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain.

CDPQ Infra inc. devra réaliser son suivi prévu sur un an pour la remise en état des aires de chantier temporaires dans les habitats des espèces floristiques à statut particulier. Un rapport devra être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain;

**CONDITION 13**
HABITAT DU POISSON

CDPQ Infra inc. doit déposer les plans de compensation prévus pour les pertes d'habitat du poisson dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

CDPQ Infra inc. devra réaliser un suivi pour s'assurer du succès de ces aménagements de compensation. Ce suivi devra être réalisé aux années 1, 3 et 5. Le cas échéant, CDPQ Infra inc. sera tenue d'apporter des correctifs. Les rapports de suivi devront être déposés auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain.

CDPQ Infra inc. s'est engagée à respecter la période de restriction des travaux dans l'habitat du poisson, soit du 1er mars au 1er août. Si cette période ne peut être respectée, CDPQ Infra inc. devra le justifier et, en consultation avec les autorités concernées, identifier les méthodes de travail et les mesures d'atténuation particulières à privilégier. Le cas échéant, cette information devra être déposée auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard lors de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

**CONDITION 14**
SUPERFICIES FORESTIÈRES

Conformément à ses engagements, CDPQ Infra inc. doit déposer un bilan des pertes temporaires et permanentes et les plans de compensation pour les pertes permanentes de superficies forestières dans le cadre des demandes visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement ainsi que son plan de plantation au plus tard deux ans après l'obtention du certificat d'autorisation gouvernemental.

CDPQ Infra inc. devra réaliser un suivi du reboisement sur une période de dix ans, soit aux années 1, 5 et 10. Le cas échéant, CDPQ Infra inc. sera tenue d'apporter des correctifs. Chaque année de suivi, un rapport devra être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain.

Pour assurer la remise en production des pertes temporaires de superficies forestières, CDPQ Infra inc. devra réaliser un suivi sur une période de trois ans, soit aux années 1 et 3. Les correctifs requis devront être mis en place pour assurer la régénération forestière. Chaque année de suivi, un rapport devra être déposé auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques au plus tard trois mois après la prise de mesures sur le terrain. Si les conditions de régénération forestière ne sont pas adéquates à l'an 3, les modalités associées aux pertes permanentes seront mises en place;

**CONDITION 15**
ÉTUDE HYDRAULIQUE

CDPQ Infra inc. doit déposer l'étude hydraulique de l'emplacement du pont projeté au-dessus du chenal de l'Île-des-Sœurs auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dès qu'elle sera disponible ou au plus tard dans le cadre de la demande visant l'obtention du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour les travaux relatifs au pont;

**CONDITION 16**
DIFFUSION DES RÉSULTATS DES PROGRAMMES DE SURVEILLANCE ET DE SUIVI

CDPQ Infra inc. doit rendre public, en le diffusant sur son site Internet, un bilan annuel portant sur ses activités de surveillance et de suivi prévues au présent certificat d'autorisation.

*Le greffier du Conseil exécutif,*
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66575

Gouvernement du Québec

## **Décret 462-2017,** 10 mai 2017

CONCERNANT la soustraction des projets requis pour réparer ou prévenir les dommages causés par les inondations survenues en avril et mai 2017 sur le territoire des régions administratives de la Mauricie et du Centre-du-Québec de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et la délivrance d'un certificat d'autorisation au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, aux municipalités régionales de comté et aux municipalités concernées

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour la réalisation de certains projets de

Service des infrastructures du réseau routier
Direction de la gestion des grands projets
**Division des projets partenaires - REM**

# Avis de modification du REM

AM_VdM_DM_ 001_(R1)Passage

Ajout d’un passage faunique, piéton et cycliste

Montréal

# Table des matières

**Description de la modification ..... 2**

Mise en contexte générale ..... 2

Demande : PASSAGE DES RAPIDES DU CHEVAL BLANC ..... 4

Conditions existantes ..... 4

Localisation ..... 4

Modification au projet de référence ..... 5

Schéma de la modification ..... 5

**Annexes – Documents techniques**

**Annexe 1 :** Extrait du guide des paramètres de conception en architecture et d'aménagement

**Annexe 2 :** Extraits du Plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand

# Description de la modification

## Mise en contexte générale

La présente demande remplace la demande  AM_VdM_DM_001_Passages, transmise à CDPQ Infra en août 2018. Une série d'échanges entre la Ville de Montréal, la CDPQ Infra et son mandataire concernant les détails de conception et les contraintes techniques de réalisation des passages, a amené la Ville à réviser la demande de modification. Ainsi, sur les trois modifications demandées précédemment, il s'avère qu'un seul des passages peut être modifié selon les demandes de la Ville, il s'agit du nouveau passage faunique, piéton et cycliste du Parc des Rapides du Cheval Blanc.

Le tracé de l'antenne Deux-Montagnes du REM prévoit traverser ou border trois parcs-nature dans l'ouest de l'île de Montréal : les parcs-nature du Bois-de-Liesse, du Bois-de-Saraguay et des Rapides-du-Cheval-Blanc. Les deux premiers parcs font partie de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand tandis que le dernier est situé dans l'écoterritoire des rapides du Cheval Blanc.  Afin de protéger l'intégrité écologique de ces secteurs et de limiter l'effet qu'entraînera la fragmentation des habitats fauniques, la Ville a produit en décembre 2016 un document proposant à CDPQ Infra la mise en place de passages fauniques et de passages récréatifs/fauniques le long du tracé. Des critères d'aménagement pour ces passages ont aussi été formulés par la Ville (voir Annexe 1). Ces demandes sont basées sur une connaissance précise des milieux impactés et sur les orientations d'aménagement et de conservation prévues par la Ville dans ces secteurs définis notamment dans le plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand adopté en 2015 (voir Annexe 2).

Tel que mentionné en introduction, en raison de contraintes techniques, le présent avis ne retient que la demande d'ajout d'un nouveau passage dans l'Arrondissement Pierrefonds-Roxboro et annule ceux précédemment demandés dans l'axe de la rue Martin et au ruisseau Brook (ajout de passage pour piétons et cyclistes).

Tel que mentionné dans la correspondance courriel de monsieur André Dufour datée du 20 juin dernier, une étude sonore est en cours afin de déterminer si l'implantation d'un mur anti-bruit est requise ou non entre le Bois-de-Saraguay et le Bois-de-Liesse le long des rues Hervé et Maple. La Ville est également consciente que dans ce secteur, les voies, au nombre de 4, requièrent une vaste largeur d'emprise. Elle insiste cependant sur l'importance de conserver un lien vert est-ouest permettant à la petite faune de transiter entre les deux parcs nature, étant donné que les liens nord-sud ne seront plus possible. De plus, un lien cyclable est souhaité en parallèle de l'emprise. Une rencontre de coordination est demandée afin de discuter de l'aménagement et du partage de l'espace afin de planifier le corridor cycliste et écologique.

**Figure 1. Corridor à conserver**

**Figure 2. Plan de localisation des passages visés par l'avis de modification**

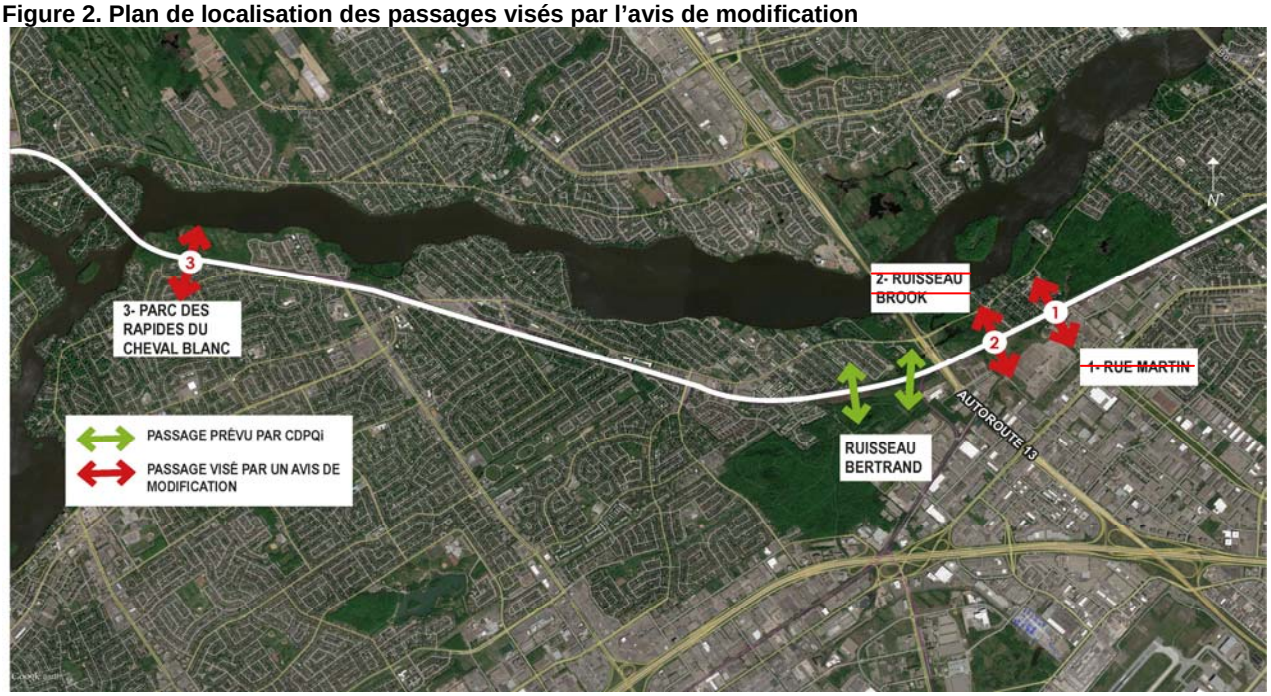



**Tableau synthèse des modifications demandées**

| | Aménagement existant | Aménagement prévu au contrat REM | Demande de modification par la Ville de Montréal août 2018 | Révision de la demande par la Ville de Montréal juin 2019 |
|---|---|---|---|---|
| **1. Rue Martin** | Aucun aménagement | Aucun aménagement | Nouveau passage faunique aquatique et terrestre (type A) | Annulation de la demande |
| **2. Ruisseau Brook** | Ponceau | Construction d'un passage faunique aquatique et terrestre | Bonification par l'ajout d'un passage piéton et cycliste (type C) | Annulation de la demande |
| **3. Parc des Rapides du Cheval Blanc** | Aucun aménagement | Aucun aménagement | Nouveau passage faunique, piéton et cycliste demandé (type C) | Demande modifiée |

# Demande : **PASSAGE DES RAPIDES DU CHEVAL BLANC**

## Conditions existantes

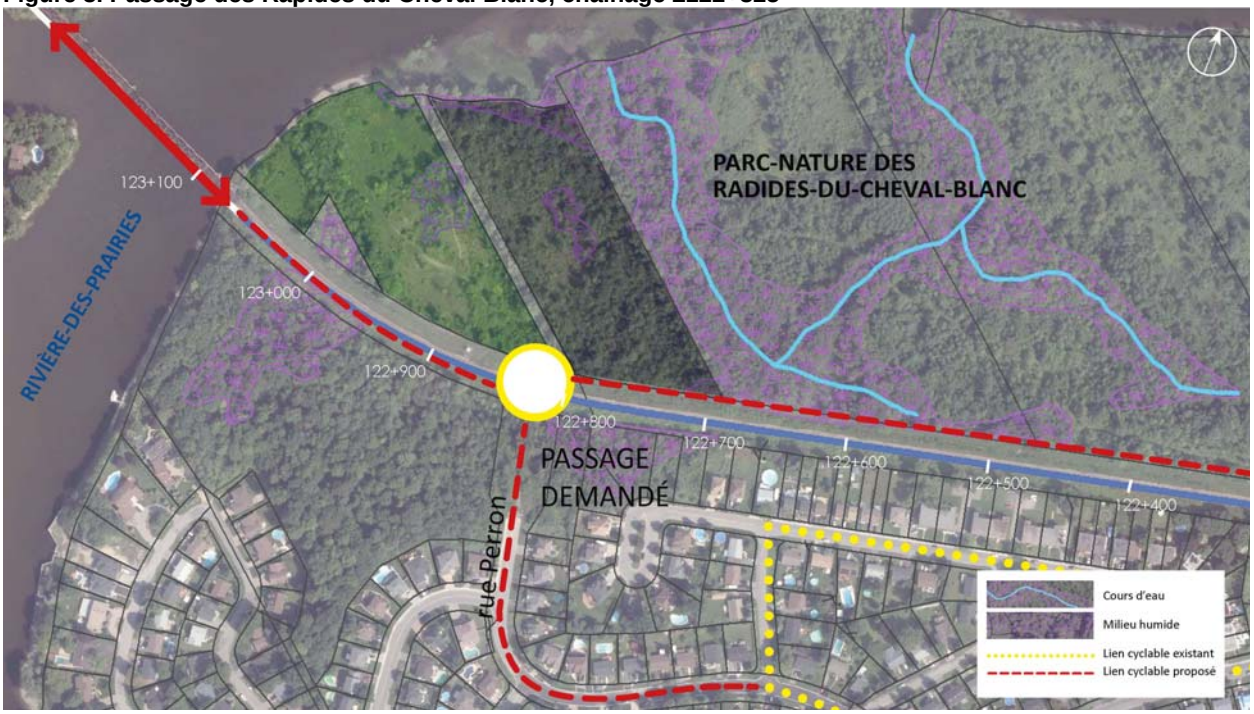
Le tracé du REM de l'antenne Deux-Montagnes termine son passage sur l'île de Montréal en traversant le parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro. C'est à cet endroit qu'il enjambe la Rivière-des-Prairies pour poursuivre son parcours vers Laval et la Rive-nord. Bien que les voies ferrées soient situées sur un talus d'environ 5 mètres de haut, il s'est créé avec le temps un sentier informel dans l'axe de la rue Perron, traversant le talus afin de joindre les deux parties du parc-nature. Les nouveaux trains du REM, sans chauffeur, devront être sécurisés par l'implantation de part et d'autre des voies d'une barrière non franchissable. Cela aura pour effet d'enclaver la partie située au nord des voies, la traverse la plus près se trouvant à être le boulevard de Sources, à environ 1.5 km vers l'Est.

La Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM), par l'entremise de son Plan directeur du réseau vélo métropolitain et du Plan métropolitain d'aménagement de développement (PMAD), a également l'intention de prolonger le réseau cyclable vers l'île Bigras à Laval. Elle souhaite aussi consolider le parcours riverain cyclable de l'île de Montréal[1], ce qui augmentera considérablement la fréquentation d'usagers dans le secteur, d'où la nécessité de normaliser le passage informel existant. En ce sens, la Ville prévoit également assurer la connexion au réseau cyclable existant et aménager dans ce parc, un réseau de sentiers accessible aux cyclistes.

## Localisation

Le passage souhaité se trouve dans le prolongement de l'axe de la rue Perron, aux environs du chaînage 122+ 825, à la limite Est du parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro.

**Figure 3. Passage des Rapides du Cheval Blanc, chaînage ±122+825**




1 Plan directeur du réseau vélo métropolitain, horizon 2031, axe 40
http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/20171117_ReseauVelo_planMetropolitain.pdf

## Modification au projet de référence

La CDPQ Infra n'a prévu aucun aménagement de passage à cet endroit. La Ville confirme sa demande d'y aménager un lien et souhaite régulariser le passage informel en aménageant un passage faunique, piéton et cycliste. En tenant compte de l'espace disponible du REM vis-à-vis la rue Perron, les concepteurs de NouvLR proposent d'ériger une chambre en béton sous les voies ferrées. Afin de ne pas compromettre l'accessibilité à ce parc-nature qui reste à aménager, la Ville accueille favorablement la proposition qui lui permettra d'aménager elle-même le sentier ultérieurement.

Les critères d'aménagement demandés pour la conception de la chambre de béton sont les suivants :

- largeur d'ouverture minimale de la chambre de 7 mètres permettant l'aménagement d'un sentier polyvalent de 5 mètres avec deux couloirs latéraux d'un (1) mètre chacun pour le déplacement de la petite faune;
- hauteur libre à l'intérieur de la chambre de 3.5 mètres;
- remblai temporaire des deux façades du tunnel pour être retiré par la Ville de Montréal lors des travaux d'aménagement du sentier.

## Schéma de la modification

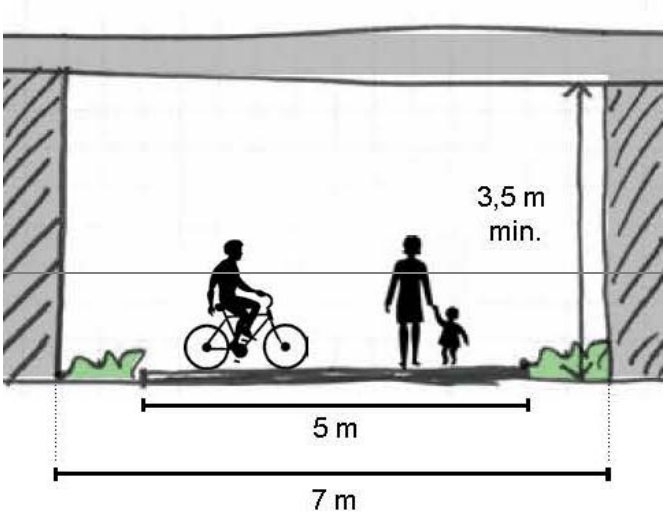



**Figure3. Coupe du passage avec valeurs minimales**

# Annexe 1

Extrait du guide des paramètres de conception en architecture et aménagement

*Produit par la Ville de Montréal, 18 janvier 2017*

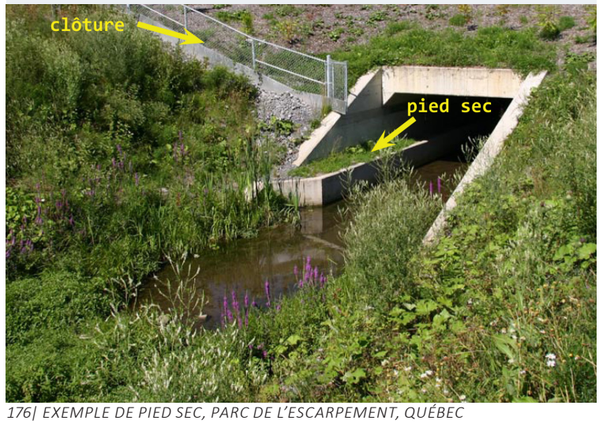
# 31| AMÉNAGEMENT DE PASSAGES FAUNIQUES, HYDRIQUES, PIÉTONS ET CYCLABLES

**PORTÉE**
Cette fiche présente la localisation et les critères d'aménagement souhaités pour la création de passages dans certains parcs-nature touchés par le futur tracé du REM.

**NORMES, POLITIQUES OU GUIDES**
Ville de Montréal : Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels.

**DÉFINITIONS**
Les passages proposés sont localisés dans trois parcs-nature traversés ou bordés par le tracé. Il s'agit des parcs-nature du Bois-de-Liesse, du Bois-de-Saraguay et des Rapides-du-Cheval-Blanc. Le doublement de certaines voies, la mise en place d'une clôture étanche en bordure du tracé et l'augmentation de la fréquence des trains auront un impact sur le déplacement de la faune dans ces secteurs. Cette fiche propose également de formaliser et de sécuriser certains passages, actuellement illicites, créés et utilisés par les utilisateurs de ces espaces verts.

Quatres types de passages sont proposés dans cette fiche. Leurs emplacements sont indiqués sur les deux prochaines pages. La création de ces passages est essentielle pour assurer la connectivité de ces espaces verts.



*176| EXEMPLE DE PIED SEC, PARC DE L'ESCARPEMENT, QUÉBEC*

Ⓐ Passage pour la faune aquatique et terrestre



Coupe type avec valeur minimale

Ⓑ Double passage pour la faune aquatique et terrestre



Coupe type avec valeur minimale

Ⓒ Passage pour piéton, cycliste et faune terrestre



Coupe type avec valeur minimale

Ⓓ Passage pour piéton, cycliste et faune aquatique et terrestre

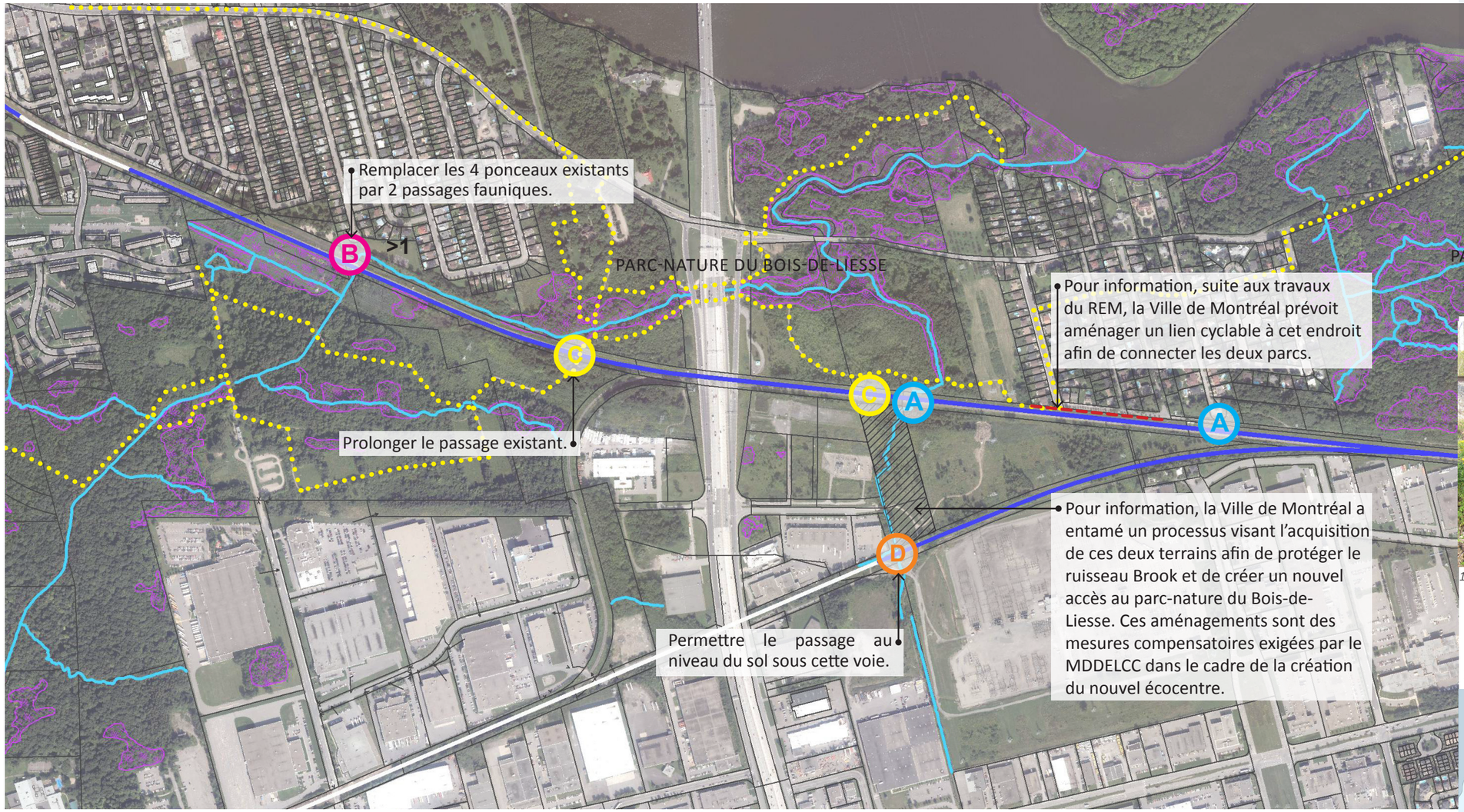


Coupe type avec valeur minimale

**CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT POUR A et B**
- Utiliser des plantes indigènes caractéristiques de l'agglomération de Montréal pour les ensemencements et la plantation.
- Utiliser des végétaux qui assurent une compétition afin d'éviter l'envahissement par le phragmite.
- Prévoir une plantation dense sur les rives.
- Prévoir un dégagement vertical permettant d'apporter une bonne luminosité dans le passage.
- Aménager un pied sec permettant à la faune terrestre d'utiliser le passage :
  - le pied sec peut avoir divers aspects selon les caractéristiques du cours d'eau (ex. privilégier des tablettes en porte-à-faux lorsque les contraintes ne permettent pas l'utilisation de pied sec);
  - les extrémités du pied sec peuvent être végétalisées lorsqu'elles dépassent du passage (voir photo).
- Mettre en place des pierres angulaires en bas de pente sur la rive aux extrémités du passage pour que la faune terrestre puisse s'engager dans le passage.
- Prévoir pour la clôture qui délimite le tracé du REM, à proximité des passages fauniques, un dégagement de 30 cm par rapport au niveau du sol afin de permettre le passage de la petite faune.

**CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT POUR C et D**
- Utiliser des plantes indigènes caractéristiques de l'agglomération de Montréal pour les ensemencements et la plantation.
- Assurer une ouverture visuelle permettant aux utilisateurs de voir de l'autre côté de l'ouvrage d'art pour augmenter le sentiment de sécurité.
- Respecter des pentes maximales de 6 % pour les sentiers piétonniers et cyclables.
- Mettre en place une clôture en haut de talus lorsque la hauteur de chute est importante.
- Mettre en place les éléments appropriés afin de ne pas créer des dépressions humides qui pourrait assécher les milieux humides environnants.
- Ensemencer de part et d'autre du sentier sur une largeur de 1000 mm (bande de propreté).

## SUITE... LOCALISATION DES PASSAGES FAUNIQUES, HYDRIQUES, PIÉTONNIERS ET CYCLABLES



*177| VUE CÔTÉ NORD DES 4 PONCEAUX*

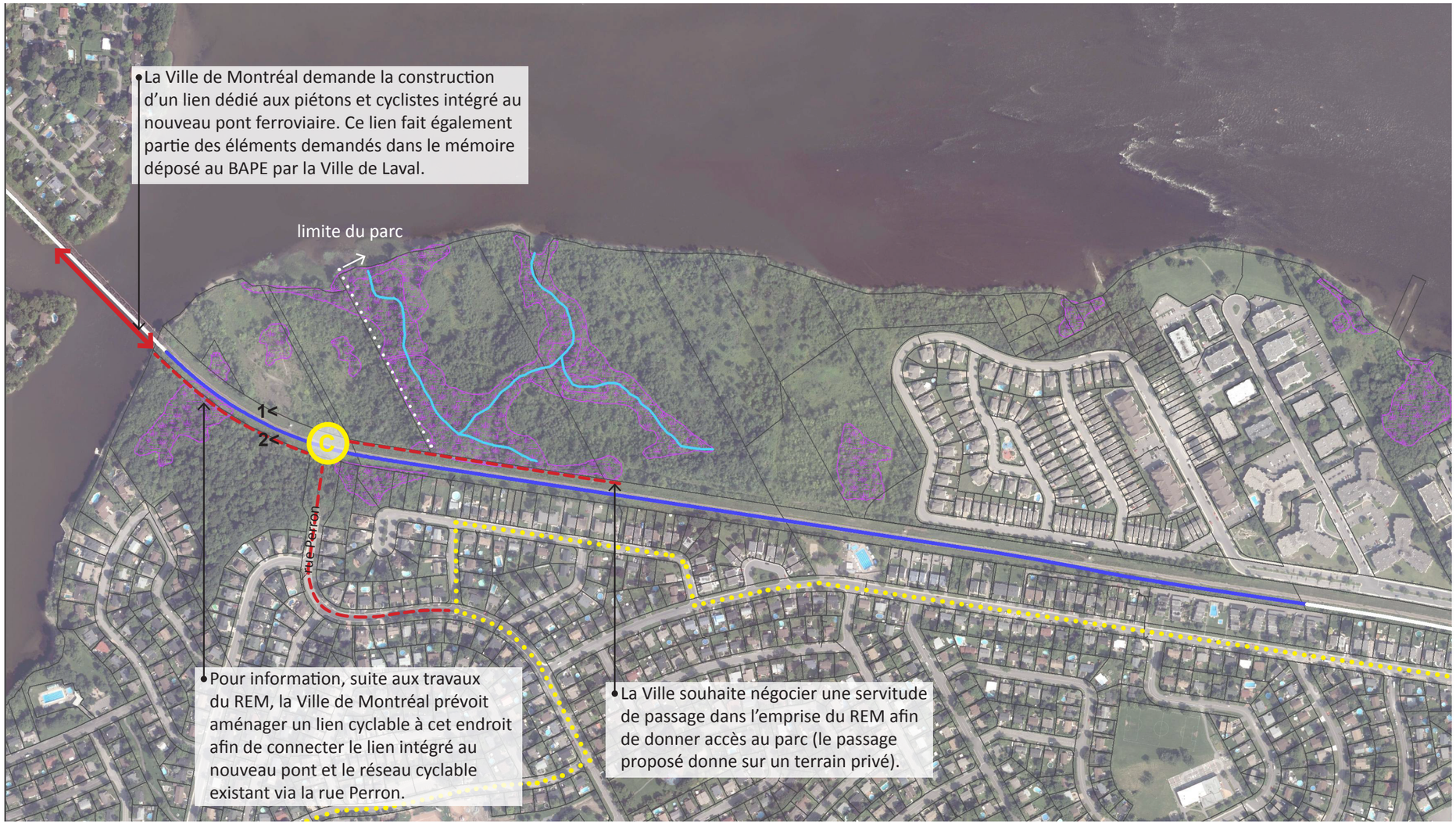
SECTEUR DU PARC-NATURE DU BOIS-DE-LIESSE

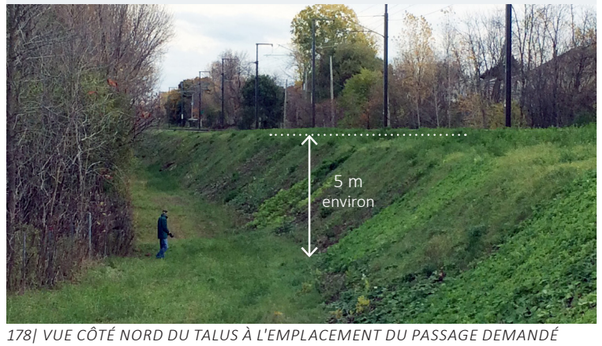
- A — Passage pour la faune aquatique et terrestre
- B — Double passage pour la faune aquatique et terrestre
- C — Passage pour piéton, cycliste et faune terrestre
- D — Passage pour piéton, cycliste et faune aquatique et terrestre

Exemples de faune terrestre ciblée par ces aménagements : raton laveur, lapin à queue blanche, renard, coyote, etc.

- Cours d'eau
- Milieu humide
- Piste cyclable existante

## SUITE... LOCALISATION DES PASSAGES FAUNIQUES, HYDRIQUES, PIÉTONNIERS ET CYCLABLES

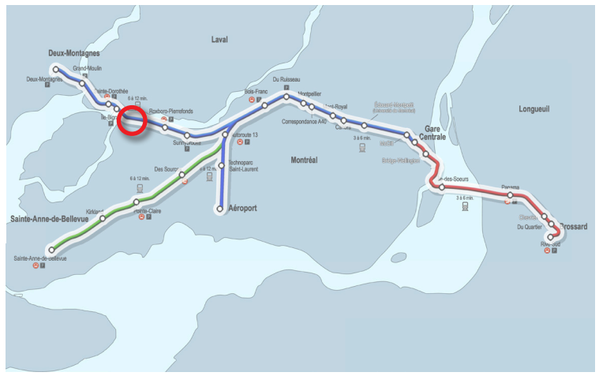



*178| VUE CÔTÉ NORD DU TALUS À L'EMPLACEMENT DU PASSAGE DEMANDÉ*

*179| VUE CÔTÉ SUD DU TALUS À L'EMPLACEMENT DU PASSAGE DEMANDÉ*

SECTEUR DU PARC-NATURE
DES RAPIDES-DU-CHEVAL-BLANC




- A — Passage pour la faune aquatique et terrestre
- B — Double passage pour la faune aquatique et terrestre
- C — Passage pour piéton, cycliste et faune terrestre
- D — Passage pour piéton, cycliste et faune aquatique et terrestre

Exemples de faune terrestre ciblée par ces aménagements : raton laveur, lapin à queue blanche, renard, coyote, etc.

- Cours d'eau
- Milieu humide
- Piste cyclable existante

# Annexe 2

Plan concept de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand

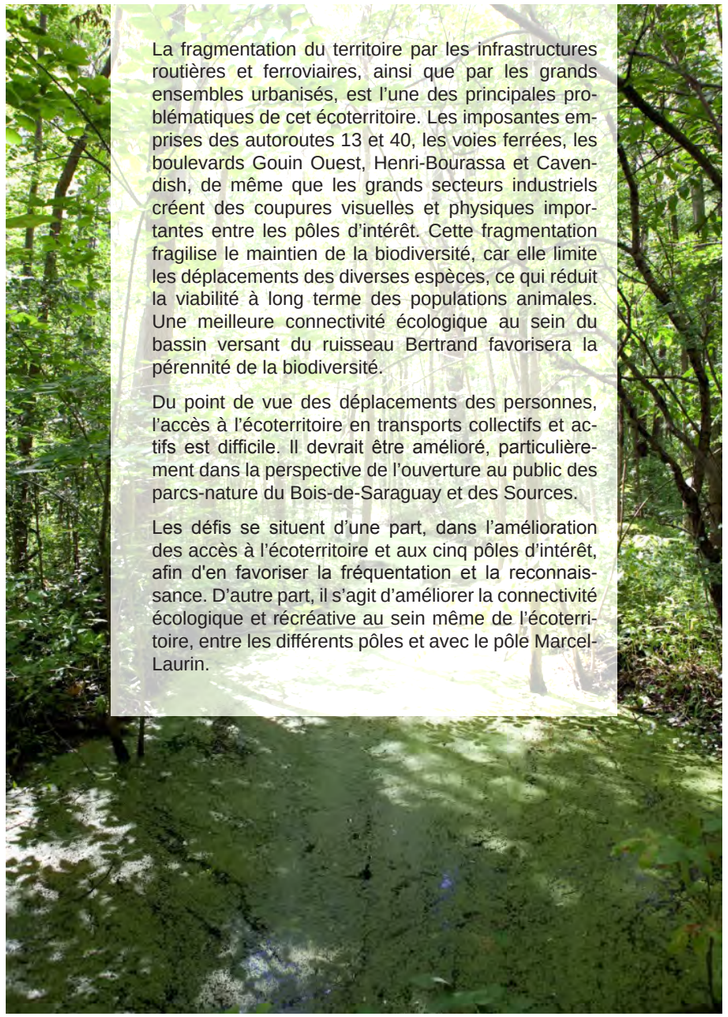
*Produit par la Ville Montréal, décembre 2014*

# PLAN CONCEPT

## *Écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand*

# LA CONNECTIVITÉ ÉCOLOGIQUE ET RÉCRÉATIVE

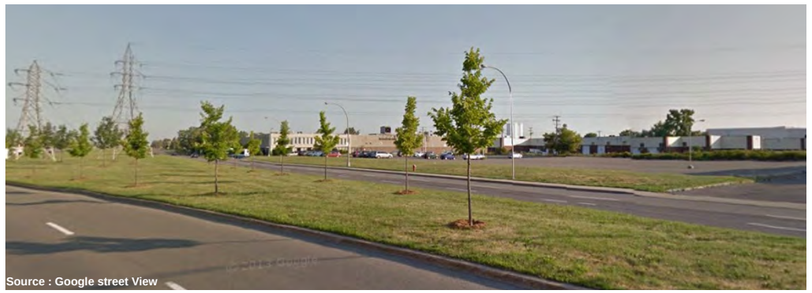
### *Accès, déplacements et corridors de biodiversité*



La fragmentation du territoire par les infrastructures routières et ferroviaires, ainsi que par les grands ensembles urbanisés, est l'une des principales problématiques de cet écoterritoire. Les imposantes emprises des autoroutes 13 et 40, les voies ferrées, les boulevards Gouin Ouest, Henri-Bourassa et Cavendish, de même que les grands secteurs industriels créent des coupures visuelles et physiques importantes entre les pôles d'intérêt. Cette fragmentation fragilise le maintien de la biodiversité, car elle limite les déplacements des diverses espèces, ce qui réduit la viabilité à long terme des populations animales. Une meilleure connectivité écologique au sein du bassin versant du ruisseau Bertrand favorisera la pérennité de la biodiversité.

Du point de vue des déplacements des personnes, l'accès à l'écoterritoire en transports collectifs et actifs est difficile. Il devrait être amélioré, particulièrement dans la perspective de l'ouverture au public des parcs-nature du Bois-de-Saraguay et des Sources.

Les défis se situent d'une part, dans l'amélioration des accès à l'écoterritoire et aux cinq pôles d'intérêt, afin d'en favoriser la fréquentation et la reconnaissance. D'autre part, il s'agit d'améliorer la connectivité écologique et récréative au sein même de l'écoterritoire, entre les différents pôles et avec le pôle Marcel-Laurin.



Source : Google street View

## ATOUTS

- Ruisseau Bertrand, « colonne vertébrale » de l'écoterritoire
- Rivière des Prairies
- Ruisseau Brook, tributaire du ruisseau Bertrand
- Lien écologique et récréatif sous l'autoroute 13, reliant deux secteurs du parc-nature du Bois-de-Liesse
- Passage écologique et récréatif sous la voie ferrée, dans le parc-nature du Bois-de-Liesse
- Infrastructures publiques et parapubliques linéaires pouvant offrir des opportunités de connexions écologiques et récréatives (emprises de transport d'électricité, antennes ferroviaires qui pourraient être délaissées)

## CONTRAINTES

- Canalisation partielle du ruisseau Bertrand et absence de bande riveraine végétalisée à certains endroits
- Milieux dégradés aux abords du ruisseau Brook
- Isolement des différents pôles de l'écoterritoire, par des coupures physiques et visuelles :
  - Autoroutes 40 et 13
  - Boulevards Gouin Ouest, Cavendish, Toupin, Henri-Bourassa
  - Voies ferrées
  - Secteurs industriels
  - Aéroport de Montréal
- Accès peu aisé aux pôles de l'écoterritoire en transports collectifs ou actifs depuis les gares de train et les stations de métro avoisinantes
- Déplacements à vélo qui peuvent être difficiles sur certains axes et non sécuritaires, notamment le boulevard Gouin Ouest

Source : Air Index

Montréal

## VISION

« D'ici vingt ans, les richesses naturelles, culturelles et paysagères de l'écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand sont reconnues, tant à l'échelle locale que régionale, préservées et mises en valeur, contribuant à l'attractivité de Montréal. La connectivité écologique et récréative est rétablie entre les principaux pôles de biodiversité. La participation, la responsabilisation et le dynamisme de toute la communauté assurent leur pérennité. »

## ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

**PROTÉGER ET ASSURER LA PÉRENNITÉ DES RICHESSES NATURELLES, CULTURELLES ET PAYSAGERES**

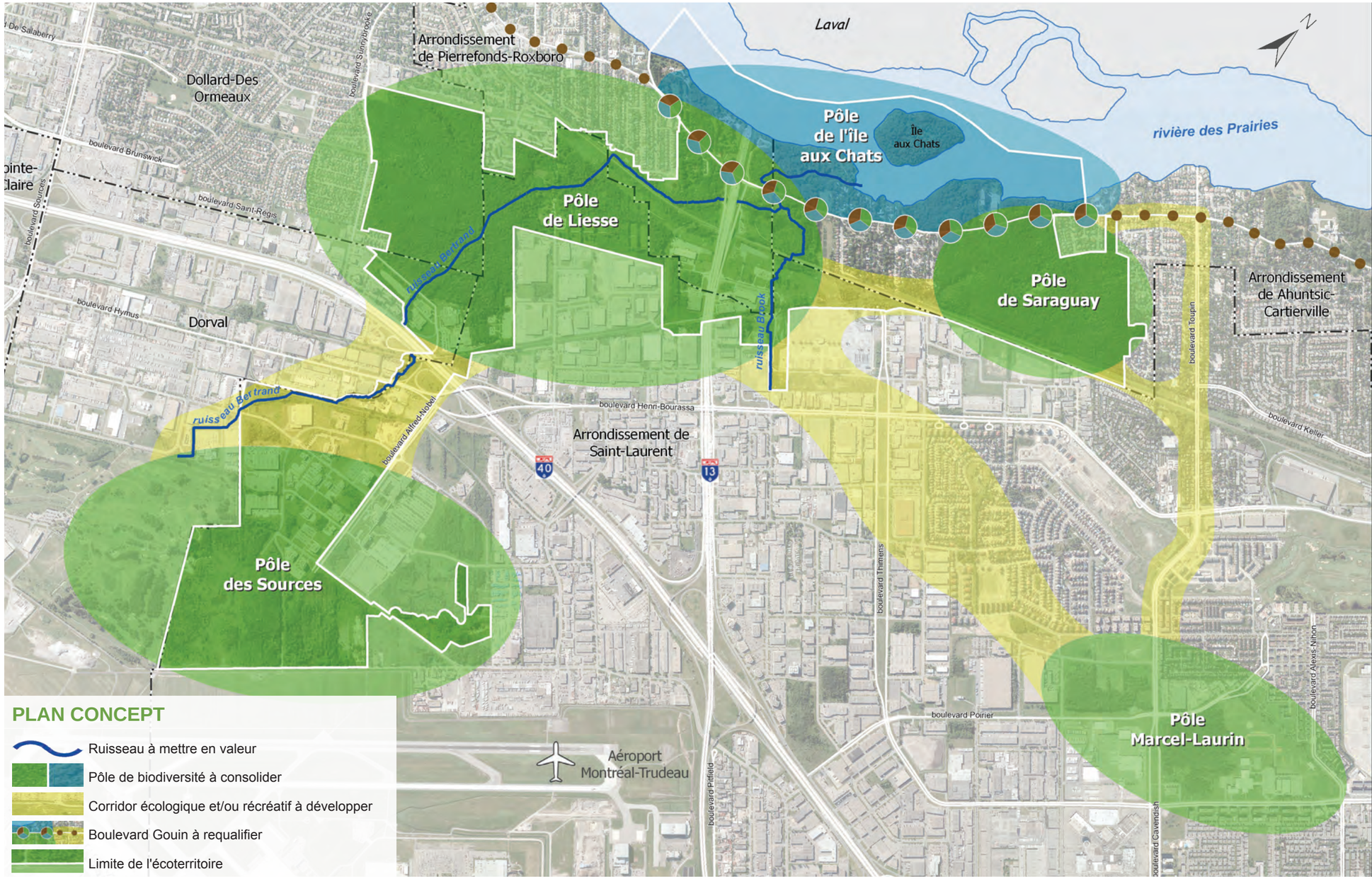
- Suivre l'évolution des milieux naturels
- Assurer une alimentation en eau adéquate en quantité et en qualité du ruisseau Bertrand et du ruisseau Brook
- Consolider les limites des trois parcs-nature en incluant des milieux naturels d'intérêt écologique
- Accroître la protection des milieux naturels en les faisant reconnaître comme « bois et corridor forestiers métropolitains » par la Communauté métropolitaine de Montréal
- Élaborer et mettre en œuvre des plans de protection et de mise en valeur du parc-nature du Bois-de-Saraguay et du parc-nature des Sources

**AMÉLIORER LA CONNECTIVITÉ ÉCOLOGIQUE ET RÉCRÉATIVE**

- Améliorer la desserte de l'écoterritoire en transports actifs et collectifs
- Favoriser les liens écologiques et récréatifs entre les différents pôles de l'écoterritoire
- Recréer un écosystème riverain aux abords du ruisseau Bertrand, de sa partie amont jusqu'au parc-nature du Bois-de-Liesse
- Prévoir un lien vert entre l'écoterritoire et le lac Saint-Louis

**FAVORISER LA RECONNAISSANCE DES ATOUTS À L'ÉCHELLE LOCALE ET RÉGIONALE**

- Développer la notoriété et l'attractivité de l'écoterritoire
- Accroître sa fréquentation
- Valoriser chaque pôle dans sa spécificité et sa complémentarité à l'échelle de l'écoterritoire
- Proposer un concept thématique afin d'orienter le développement du parc-nature des Sources
- Promouvoir les bénéfices écologiques, sociaux et économiques de la conciliation entre protection et développement
- Augmenter la sensibilisation et accroître la participation des citoyens, des organismes et des entreprises dans la protection et la mise en valeur de l'écoterritoire




## PLAN CONCEPT

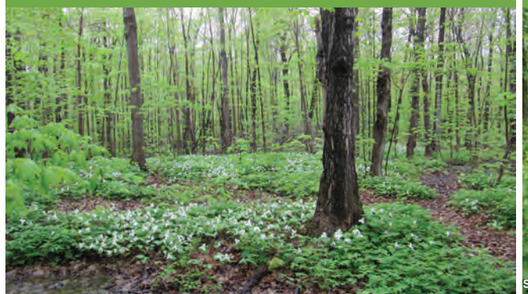
- Ruisseau à mettre en valeur
- Pôle de biodiversité à consolider
- Corridor écologique et/ou récréatif à développer
- Boulevard Gouin à requalifier
- Limite de l'écoterritoire

## PÔLE DE L'ÎLE AUX CHATS

## PÔLE DES SOURCES

## PÔLE DE LIESSE

## PÔLE DE SARAGUAY



## PÔLE MARCEL-LAURIN

Source : Arrondissement de Saint-Laurent

## VISION

« D'ici vingt ans, l'écoterritoire est bien desservi par les services de transports collectifs. Le réseau de transports actifs s'est également bonifié. Les trois parcs-nature et le parc Marcel-Laurin sont bien connus des Montréalais. L'ouverture au public du parc-nature du Bois-de-Saraguay et du parc-nature des Sources a contribué à faire de l'écoterritoire une destination de grand intérêt, que ce soit pour vivre, travailler ou se détendre. Les connexions écologiques et récréatives entre les pôles se sont grandement améliorées au fil des opportunités qui se sont présentées, contribuant ainsi à la pérennité des écosystèmes, à l'amélioration de l'expérience récréative et à l'augmentation de la part modale des transports actifs vers les secteurs industriels. »

## ORIENTATIONS

**AMÉLIORER LES LIENS ENTRE L'ÉCOTERRITOIRE ET SON ENVIRONNEMENT URBAIN**

- Favoriser le développement de l'offre en transports actifs et collectifs pour accéder aux sites d'intérêt des différents pôles
- Étudier la faisabilité de créer un lien vert entre l'écoterritoire et le lac Saint-Louis

**AMÉLIORER LES LIENS ÉCOLOGIQUES ET RÉCRÉATIFS ENTRE LES 5 PÔLES**

- Assurer le maintien de l'équilibre hydrique au sein de l'écoterritoire pour conserver les écosystèmes qui en dépendent
- Assurer une alimentation en eau adéquate en quantité et en qualité au ruisseau Bertrand
- Identifier les opportunités de connectivité écologique et récréative et assurer un suivi de celles-ci afin d'intervenir au moment opportun pour concrétiser la réalisation de liens stratégiques
- Sensibiliser les différents intervenants (municipaux, gouvernementaux et paragouvernementaux, entreprises, etc.) à l'importance de la connectivité et aux moyens de sa mise en œuvre

## OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POUR LA CONNECTIVITÉ

### PÉRENNITÉ

- Rediriger les eaux de surface présentement captées par le réseau pluvial vers le ruisseau Bertrand
- Renaturaliser des portions du ruisseau Bertrand dans le secteur du campus Saint-Laurent de Technoparc Montréal (décanalisation et restauration des berges)
- Renaturaliser des portions du ruisseau Brook
- Encourager les modes alternatifs de gestion des eaux de surface
- Maintenir et améliorer le système de surveillance de la qualité des eaux des ruisseaux Bertrand et Brook

### CONNECTIVITÉ

- Améliorer la desserte en transports collectifs de l'écoterrtoire et établir des liens piétonniers et cyclables sécuritaires permettant de traverser les infrastructures routières et ferroviaires dans l'écoterritoire
- Mettre en valeur les corridors écologiques existants
- Créer de nouveaux corridors écologiques entre les différents pôles de biodiversité
- Requalifier le boulevard Gouin comme élément unificateur des parcs-nature du Bois-de-Liesse et du Bois-de-Saraguay et comme lien entre les pôles
- Lier le noyau villageois de Saraguay aux trois pôles avoisinants

### RECONNAISSANCE

- Faire la promotion de l'ensemble de l'écoterritoire et des spécificités des cinq pôles d'intérêt
- Valoriser l'écoterritoire comme élément de la Trame verte et bleue du Grand Montréal
- Développer une programmation complémentaire des activités offertes au sein de l'écoterritoire

# PLAN CONCEPT

## *Écoterritoire de la coulée verte du ruisseau Bertrand*

## PÔLE DE LIESSE

### *Nature, plein air et découvertes*

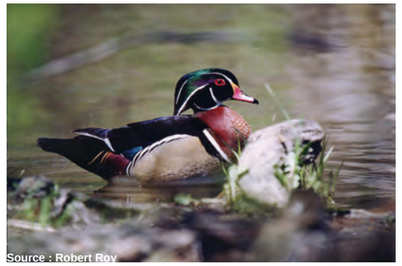
Le pôle de Liesse se déploie dans les arrondissements de Saint-Laurent, d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et dans les villes de Dollard-Des Ormeaux et de Dorval. Il comprend la majeure partie du parc-nature du Bois-de-Liesse et des milieux naturels d'intérêt jouxtant le parc.

Le pôle de Liesse comprend les secteurs des Champs, des Bois-Francs et la majeure partie du secteur de la Péninsule du parc-nature du Bois-de-Liesse. Des aménagements y ont été réalisés depuis les années quatre-vingt-dix en vue de permettre la pratique d'activités de plein air et de découverte des milieux naturels, tout en respectant sa vocation de conservation.

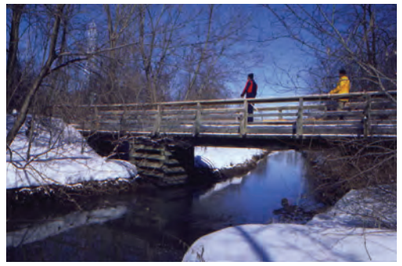
Été comme hiver, des dizaines de kilomètres de sentiers sont accessibles gratuitement à tous et les visiteurs sont les bienvenus dans les deux aires d'accueil du parc-nature. Le Sentier des attraits présente plusieurs stations d'exploration qui font voir la forêt de façon inédite à partir de capsules thématiques et d'installations originales.

Le parc-nature du Bois-de-Liesse est traversé dans tous ses secteurs par le ruisseau Bertrand. Il se caractérise par un réseau important de milieux humides ainsi qu'une forêt d'arbres centenaires.

Au sud et à l'est du pôle de Liesse se trouvent des milieux naturels qui restent à protéger. Ce sont des peuplements forestiers matures traversés par le ruisseau Bertrand, ainsi que la partie amont du ruisseau Brook, un tributaire du ruisseau Bertrand.



Source : Robert Roy



## ATOUTS

- Mosaïque de milieux naturels
- Ruisseaux Bertrand et Brook
- Flore et faune diversifiées
- Réseau de sentiers quatre saisons et activités récréatives variées
- Infrastructures d'accueil, activités d'interprétation et services de location d'équipements de plein air
- Bâtiments municipaux d'intérêt patrimonial (la maison Pitfield et les maisons jumelles)
- Accés et perspectives sur la rivière des Prairies

## CONTRAINTES

- Territoire fragmenté par des infrastructures routières et ferroviaires
- Service de transport collectif peu développé

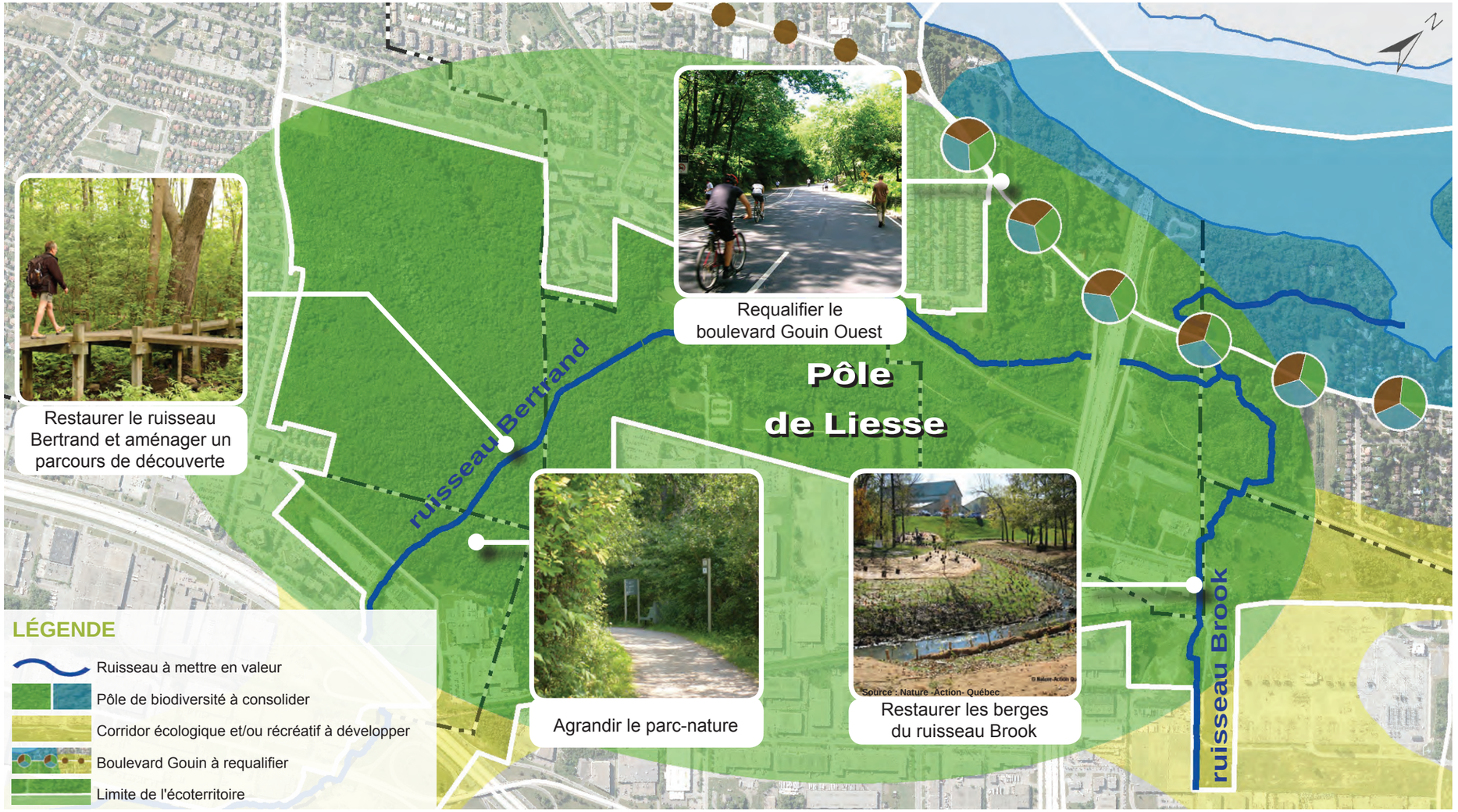
Source : Air Imex

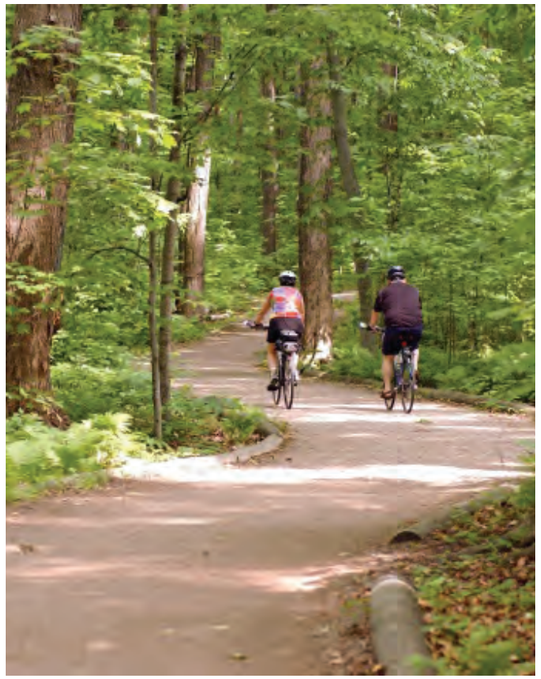
## VISION

« D'ici vingt ans, le pôle de Liesse est bien connecté au reste de l'écoterritoire. Le parc-nature est agrandi, notamment dans sa partie sud. La qualité de l'eau du ruisseau Bertrand s'est améliorée, le ruisseau Brook et ses abords sont mis en valeur. Les Montréalais continuent de bénéficier des activités de plein air et de découverte de la nature et participent à la mise en valeur du parc-nature. »

## ORIENTATIONS

- Consolider les limites du parc nature du Bois-de-Liesse en incluant les peuplements forestiers d'intérêt écologique au sud du parc-nature
- Mettre en valeur le ruisseau Bertrand par un parcours de découverte
- Protéger et mettre en valeur les abords du ruisseau Brook



## OBJECTIFS SPÉCIFIQUES POUR LE PÔLE DE LIESSE

### PÉRENNITÉ

- Approfondir les connaissances sur les milieux naturels
- Consolider la partie sud du parc-nature
- Considérer le patrimoine bâti comme une composante culturelle et paysagère à mettre en valeur
- Restaurer les berges du ruisseau Brook
- Intervenir sur les plantes envahissantes
- Contrer l'eutrophisation de la partie avale du ruisseau Bertrand

### CONNECTIVITÉ

- Favoriser les liens avec le pôle de l'île aux Chats, le pôle de Saraguay et le pôle des Sources

### RECONNAISSANCE

- Mettre en valeur les activités récréatives du parc-nature
- Faire rayonner les services éducatifs offerts par GUEPE
- Faire découvrir les richesses naturelles, culturelles et paysagères du pôle de Liesse

PROJET DU GRAND PARC DE L'OUEST
Emplacement du territoire visé

*Lac des Deux-Montagnes*

PARC-NATURE DU
BOIS-DE-L'ÎLE-BIZARD

CORRIDOR A-440

L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève

PARC-NATURE DES
RAPIDES-DU-CHEVAL-BLANC

PARC-NATURE DU
CAP-SAINT-JACQUES

Senneville

ÎLE MÉNARD

*Rivière des Prairies*

ÎLE
CADASTRE
150

PARC AGRICOLE DU
BOIS-DE-LA-ROCHE

RÉSERVE NATURELLE DE
LA FORÊT-DE-SENNEVILLE

ÎLE
GIRWOOD

ARBORETUM
MORGAN

Pierrefonds-Roxboro

CORRIDOR A-440

PARC-NATURE DE
L'ANSE-À-L'ORME

Dollard-des-Ormeaux

ÎLE
HÉBERT

FERME DE
L'UNIVERSITÉ
MCGILL

Sainte-Anne-de-Bellevue

Kirkland

COLLÈGE
JOHN
ABBOTT

Baie-d'Urfé

Beaconsfield

Pointe-Claire

*Lac Saint-Louis*

0 1 2 km

Lot intégré
Parc-nature actuel
Gare du REM existante et projetée

Montréal
Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

*2019-08-07*

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1227211009***
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction des grands projets de transport en partenariat, Division des grands projets partenaires.
Projet : *REM* - Entériner une dépense de 3 115 823,50$ taxes inclusespour la conception et la réalisation d'un passage faunique, piétons et cycliste dans le secteur du parc nature du Rapid-du-Cheval-Blanc dans le cadre des travaux du projet REM, tel que spécifié à l'Article 14 de «l'Entente visée à l'Article 14 de la Loi concernant le Réseau Électrique Métropolitain» (la «Loi sur le REM») intervenue entre la Ville et la Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructure (CDPQ INFRA inc.)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

***Priorité 2*** *: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

***Priorité 3*** *: Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*

***Priorité 20*** *: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. *Ce dossier permettra aux chargés de projets de mener des projets de développer et bonifier l'accès à des espaces verts. Privilégier l'accès et l'intégration de la biodiversité, sont au cœur des projets d'aménagements liés à ce dossier - Priorité 2*
2. *Ce dossier à pour but d'améliorer le réseau des pistes cyclables, sentiers pédestres et les rendre plus accessibles aux*

*montréalais - Priorité 3*

3. *Afin d'accroître l'attractivité, la prospérité ainsi que le rayonnement de la métropole, il est très important d'assurer l'intégration des divers réseaux de liens cyclables, et de sentiers pédestres avec la biodiversité en ville. C'est-à-dire, minimiser l'impact environnemental dans le cadre des nouveaux projets ainsi que de travailler de concert avec les spécialistes en biodiversité pour maximiser le verdissement dans les projets. L'harmonisation entre le verdissement et l'amélioration de la mobilité durable aura un impact positif quant-à l'attractivité de la ville par toutes et tous - Priorité 20*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Le dossier permettra d'amorcer la mise en œuvre de liens cyclables dans ce secteur. Ces futurs projets auront un impact direct sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre en développant et privilégiant des modes de transport actif dans ce secteur. | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?<br>● Aucun moyen quantitatif ne permet de lier le projet à une diminution des vulnérabilités climatiques | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **?** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 20.037

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1219245005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation, pour la propriété située au 1361, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de seize (16) ans, soit à partir du 30 juillet 2037 jusqu'au 29 juillet 2053, dont la rente annuelle sera de 5 400 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 560 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1167- 01 mandat #15-0237-T |

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation à Montréal, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de seize (16) ans, soit du 30 juillet 2037 jusqu'au 29 juillet 2053, pour la propriété sise au 1361, boul. Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, connue et désignée comme étant le lot 1 193 468 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 276,9 m², le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2. d'imputer le revenu de la rente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 11:07

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1219245005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation, pour la propriété située au 1361, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de seize (16) ans, soit à partir du 30 juillet 2037 jusqu'au 29 juillet 2053, dont la rente annuelle sera de 5 400 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 560 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1167- 01 mandat #15-0237-T |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une soixantaine de coopératives et d'OBNL d'habitation ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subventions fédérales sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.
Les conventions de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), qui sont d'une durée de 35 ans, arrivent à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025.
L'échéance des conventions coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces OBNL cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire. En effet, les institutions bancaires exigent que l'emphytéose arrive à terme au minimum cinq ans après l'échéance de l'hypothèque. Selon les informations recueillies auprès des organismes, les institutions bancaires sont prêtes à consentir des prêts pour une durée maximale de 25 ans.

Le Service de la stratégie immobilière (le « SSI ») et le Service de l'habitation (le « SH ») ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SSI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.

Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux de rénovation importants sur leur bâtiment, le SSI et le SH proposent de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour ces organismes et de soumettre ainsi pour décision par les instances de la Ville. Les prolongations qui seront consenties permettront de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la Loi sur les coopératives, destinées à assurer la préservation de l'immeuble et sa vocation sociale.

Le choix de procéder à des prolongations ponctuelles d'emphytéoses permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose tout en assurant que les immeubles concernés pourront demeurer en bon état d'entretien, une condition essentielle de l'emphytéose. Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, les organismes ayant bénéficié d'une prolongation d'emphytéose seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentées dans les paragraphes précédents, l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation (l'« Emphytéote »), doit souscrire à une nouvelle hypothèque afin de réaliser d'importants travaux sur l'immeuble situé au 1361, boulevard Saint-Joseph Est (l'« Immeuble »). Le coût des travaux à réaliser est estimé à 1 904 087 $ plus les taxes applicables. Pour souscrire à une nouvelle hypothèque amortie sur 25 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 30 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance le 29 juillet 2037, une prolongation de seize (16) ans est requise afin de bénéficier d'un amortissement pouvant aller jusqu'à 25 ans.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte de modification de l'emphytéose par les autorités compétentes.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas.

**DESCRIPTION**

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et l'Emphytéote pour la propriété sise au 1361, boulevard Saint-Joseph Est, connue comme étant le lot 1 193 468 du cadastre du Québec, d'une superficie de 2 276,9 m², située dans l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, afin de permettre une prolongation du terme de l'emphytéose d'une période additionnelle de seize (16) ans, à partir du 30 juillet 2037 jusqu'au 29 juillet 2053. L'Immeuble a été cédé par emphytéose à l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation le 29 juillet 1985 avec l'obligation de rénover le bâtiment existant pour un coût d'au moins un million neuf cent mille dollars (1 900 000$). Les travaux de rénovation concernent le remplacement des panneaux électriques, l'enveloppe du bâtiment et les fenêtres qui doivent être effectués sur l'Immeuble à court terme.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de 2037 à 2053, sera de 5 400 $ payable, selon les mêmes conditions prévues, à l'emphytéose initiale.

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

Remettre un rapport d'inspection du bâtiment réalisé par un expert, tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :

- l’Association des inspecteurs en bâtiments du Québec
- l’Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec
- l’Ordre des architectes du Québec
- l’Ordre des ingénieurs du Québec
- l’Ordre des technologues professionnels du Québec

· Présenter un plan quinquennal des travaux d’entretien et de préservation en lien avec le rapport d’inspection;
· Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière à réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
· Préserver l’affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble;
· Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l’entretien et la préservation de l’immeuble.

**JUSTIFICATION**

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- La prolongation de la durée de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer les travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.

- La modification de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.

- La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

- La prolongation de la durée de l'emphytéose, de seize (16) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur vingt-cinq (25) ans.

- Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d’assurer le suivi du maintien en bon état de l’Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.

- La réduction de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

- La modification de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc ancien de logements sociaux et communautaires.

- L’ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.

La prolongation de la durée de l'Emphytéose n'entraîne aucun coût pour l'agglomération et aucune responsabilité additionnelle.

Le créancier hypothécaire a confirmé que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de 25 ans.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

En concertation avec le Service de l’habitation, il a été décidé d'appliquer une rente moyenne pour la durée des prolongations d'emphytéose pour permettre de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et être équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 $/unité) payé par les coopératives d'habitation sous emphytéose. Ainsi, la rente annuelle sera de 5 400 $, à partir du 1er juillet 2037 jusqu'au 29

juillet 2053. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour l'année 2022 est de 7 614 $. La Division des analyses immobilières du SSI estime que l'application de la rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 560 000 $ pour la période de la prolongation.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques parce que l'Emphytéote réalise des travaux pour assurer le maintien en bon état de l'Immeuble.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril les ententes prévues avec le prêteur hypothécaire et les entrepreneurs réalisant les travaux. De plus, un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier nuirait à la viabilité de l'Emphytéote et à la qualité de l'Immeuble.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Les restrictions liées à la COVID-19 n'ont pas d'impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est requise, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 7 septembre 2022
Conseil municipal : 19 septembre 2022
Conseil d'agglomération : 22 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Marie-Ève LAFORTUNE, Service de l'habitation
Martin ALAIN, Service de l'habitation

Lecture :

Marie-Ève LAFORTUNE, 4 mars 2022

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Julie Nadia MC LEAN
Conseillère en immobilier

**Tél :** 438-226-6432
**Télécop. :**

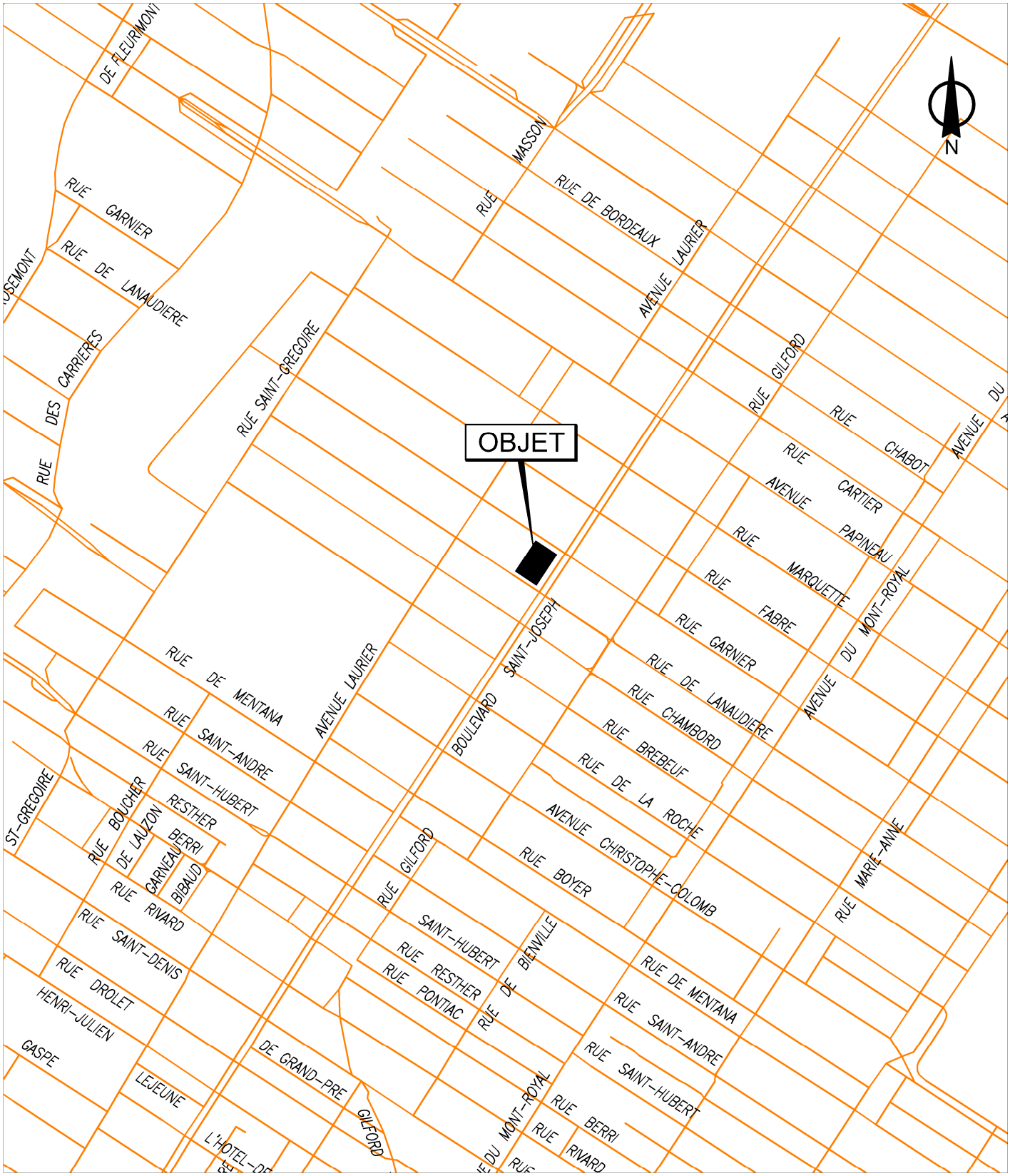
**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-11

Gérard TRUCHON
chef de division - Transactions mmobilières, par intérim

**Tél :** 438.229.8975
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine FORTIN
Directrice de service
**Tél :** 514-501-3390
**Approuvé le :** 2022-08-29




SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Le Plateau-Mont-Royal

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1167-01
Mandat: 15-0267-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 07-03-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1167-01
Mandat: 15-0267-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:700
Date: 07-03-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1219245005**
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière
Projet : **Coopérative d'habitation l'Académie des Saints-Anges**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>● *Priorités Montréal 2030*<br>○ *Rénovation d'un immeuble de 27 logements et maintien de l'abordabilité des loyers - priorité 7;* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**COOPÉRATIVE D'HABITATION ACADÉMIE DES SAINTS-ANGES**
1361 Boulevard Saint-joseph Est, Montréal, Qc

**3031 Estimation des coûts (classe D) - Travaux d'enveloppe et de mécanique**
13 juin 2022

| # | description | qté | unit. | prix unit. | total |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Architecture** | | | | **1 126 700,00 $** |
| .1 | Ragréage des finis au pourtour des panneaux élecriques | 27 | un | $2 500,00 | 67 500,00 $ |
| .2 | Crépis sur fondations | 1 | lot | $10 000,00 | 10 000,00 $ |
| .3 | Maçonnerie - façades (correctifs rapport de Brosseau)* | 1 | lot | $10 000,00 | 10 000,00 $ |
| .4 | Maçonnerie - façade arrière | 500 | m.c. | $550,00 | 275 000,00 $ |
| .5 | Maçonnerie - façade arrière Pierre | 150 | m.c. | $1 450,00 | 217 500,00 $ |
| .6 | Ouvertures - remplacement des fenestres (4 façades) | 138 | un | $3 900,00 | 538 200,00 $ |
| .7 | Ouvertures - remplacement de la porte d'accès arrière | 1 | un | $8 500,00 | 8 500,00 $ |
| | | | | | |
| | **Structure / Civil** | | | | **225 000,00 $** |
| .8 | Fondations et pierres - façade Laurier (escalier et trottoir) | 1 | lot | $225 000,00 | 225 000,00 $ |
| | | | | | |
| | **Mécanique / Plomberie / Électricité** | | | | **125 730,00 $** |
| .9 | Remplacement panneaux élecriques des logements | 1 | lot | $86 400,00 | 86 400,00 $ |
| .10 | Remplacement équipements de chauffage / ventilation du vide sanitaire | 1 | lot | $39 330,00 | 39 330,00 $ |
| | | | | | |
| | **Hygiène industrielle** | | | | **33 750,00 $** |
| .11 | Ragréage des finis (Contrôle des poussières) | 27 | un | $1 250,00 | 33 750,00 $ |
| | | | | | |

| | |
|---|---|
| **SOUS-TOTAL** | **1 511 180,00 $** |

| Z10 | GÉNÉRAL | | | | 392 907 $ |
|---|---|---|---|---|---|
| | Conditions générales | | | 16% | 241 789 $ |
| | Conditions d'hiver | | | 0% | - $ |
| | Administration et profits | | | 10% | 151 118 $ |
| | | | | | |

| | |
|---|---|
| **GRAND SOUS-TOTAL** | **1 904 086,80 $** |

| Z10 | GÉNÉRAL | | | | 571 226 $ |
|---|---|---|---|---|---|
| | Contingences | | | 30% | 571 226 $ |
| | | | | | |

Notes importantes:

1. Exclusions: Évolution des conditions du marché, frais de permis de construction, honoraires professionnels, conditions d'hiver, mobilier amovible, sécurité physique et caméras de surveillance, équipement de projection sur écran, travaux de décontamination du site, revêtements de sol ext. spéciaux et aménagement paysager.

2. La présente estimation constitue une opinion sur le budget de construction basée sur des données connues du projet ainsi que des données empiriques en égard aux coûts unitaires. L'architecte n'a pas la maîtrise des coûts de main-d'œuvre, l'équipements ou de matériaux, du niveau de concurrence, de l'état du marché au moment de l'appel d"offres ou même des conditions des négociations. Par conséquent, l'architecte ne peut garantir que les prix obtenus par l'appel d'offres ou par négociations correspondront au coût de la présente estimation.

3. Dans le marché actuel, malgré le fait que nous avons mis à jour notre banque de données en fonction des derniers prix reçus lors de

| | | |
|---|---|---|
| **TOTAL AVANT TAXES** | | **2 475 312,84 $** |
| **TPS** | **5%** | **123 765,64 $** |
| **TVQ** | **9,975%** | **246 912,46 $** |
| **TOTAL APRÈS TAXES** | | **2 845 990,94 $** |

Légende
À confirmer par ing.
À confirmer par BPA

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1219245005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières |
| **Objet :** | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation, pour la propriété située au 1361, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de seize (16) ans, soit à partir du 30 juillet 2037 jusqu'au 29 juillet 2053, dont la rente annuelle sera de 5 400 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 560 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1167- 01 mandat #15-0237-T |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Nous joignons le projet d'acte de prolongation d'emphytéose donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu la confirmation du représentant de l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte.

N/D 21-003245

**FICHIERS JOINTS**

2022-08-23 Modification d'emphytéose.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Caroline BOILEAU
notaire
**Tél :** 514-589-7571

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Caroline BOILEAU
Notaire
**Tél :** 514-589-7571
**Division :** Division droit notarial

1219245005
21-003245

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX

Le

Devant **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

**COMPARAISSENT :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006) et dont copie est annexée à la minute 3602 de la notaire soussignée conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3) et

b) de la résolution numéro CG20 _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ (____) _____ deux mille vingt-deux (2022), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

**ET :**

**ACADÉMIE DES SAINTS-ANGES, COOPÉRATIVE D'HABITATION**, coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) dont les statuts de constitution sont datés du treize (13) mars mille neuf cent quatre-vingt-deux (1982) immatriculée sous le numéro

1146354619 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1361, boulevard Saint-Joseph Est, bureau 7, Montréal, province de Québec, H2J 1M4, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ (__) _____ deux mille _____ (20___) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

La Ville et l'Emphytéote sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

**LESQUELLES**, préalablement à l'acte de modification faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** par acte de bail emphytéotique reçu devant M$^{e}$ Jean-Paul Langlois, notaire, le vingt-neuf (29) juillet mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 619 189 (ci-après l'« **Emphytéose** » ou le « **bail emphytéotique** »), lequel a été modifié par acte reçu devant le même notaire le vingt-cinq (25) novembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) dont copie a été publiée au même bureau de la publicité des droits sous le numéros 3 668 201, la Ville cédait à l'Emphytéote, un immeuble autrefois connu comme étant les lots 339-99, 339-100, 339-101, 339-102, 339-103, 339-104, 339-125, 339-126, 339-127, 339-105, 106-1, 129-1 du cadastre du Village de Côte-Saint-Louis, circonscription foncière de Montréal et une partie du lot 339-128 dudit cadastre;

**ATTENDU QUE** depuis, lesdits lots ont fait l'objet d'une rénovation cadastrale et sont maintenant connus comme étant le lot 1 193 468 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

**ATTENDU QUE** ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans commençant le vingt-neuf (29) juillet mil neuf

cent quatre-vingt-cinq (1985) et se terminant le vingt-neuf (29) juillet deux mille trente-sept (2037);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait, pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement et que les institutions bancaires exigent qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties afin notamment de prolonger de quinze (15) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au vingt-neuf (29) juillet deux mille cinquante-deux (2052);

**ATTENDU QUE** l'Emphytéote a remis préalablement à la signature du présent acte à la Ville une confirmation préliminaire écrite de son créancier hypothécaire et, le cas échéant de l'assureur hypothécaire, à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de vingt-cinq (25) ans.

**CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS**, les Parties conviennent de ce qui suit :

## 1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

## 2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-HUIT (1 193 468)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec les bâtiments dessus érigé portant le numéro civique 1361, boulevard Saint-Joseph Est, à Montréal, province de Québec, H2J 1M4.

ci-après nommé l'« **immeuble** »

## 3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

## 4. AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE

### a) OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.5 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.6. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.6.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.6.2 Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable;

3.7. Conformément à la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), l'Emphytéote s'engage à :

3.7.1 Effectuer, au moins à tous les cinq (5) ans un rapport d'inspection de l'Ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels. Une

copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.7.2 À la suite du rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'Ensemble immobilier ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.7.3 L'Emphytéote s'engage à transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal;

3.8 L'Emphytéote s'engage à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Ensemble immobilier.

3.9 L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin au bail emphytéotique par abandon, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

**b) <u>ASSURANCES</u>**

<u>Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :</u>

« **ARTICLE 4**
**ASSURANCES**

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire (avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tout autre travail), et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1 Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la

Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-

CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou d'une caisse populaire, dont le siège est à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que le bail emphytéotique prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2022, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu du bail emphytéotique, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant

ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou une caisse populaire dont le siège est situé à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie certifiée des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant;

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant

toute la durée du bail emphytéotique, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de destruction partielle ou totale des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter du sinistre, s'il y a destruction partielle, ou dans les douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux;

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme du bail emphytéotique, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

Cette obligation de reconstruire ou de restaurer les Améliorations ne s'éteindra pas à la fin de l'Emphytéose, si la cause est antérieure à cette fin.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement

du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble immobilier;

4.6. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par ce bail emphytéotique auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

**c) PARTAGE DES INDEMNITÉS**

Les Parties conviennent d'ajouter à la fin du tableau du sous-paragraphe 11.3.2. de l'Emphytéose ce qui suit :

« Par conséquent, la part de l'indemnité d'expropriation revenant à l'Emphytéote à partir de la 52$^{e}$ année jusqu'à la 67$^{e}$ année sera de 0,0 % »

**d) EXTENSION DU TERME**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
**DURÉE**

12.1 Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de soixante-sept (67) ans à compter de sa date. »

**e) RENTE**

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de CINQ MILLE QUATRE CENTS DOLLARS (5 400,00 $), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 13.1.21. de l'Emphytéose le sous-paragraphe suivant :

« 13.1.22. du six cent vingt-cinquième (625$^{e}$) mois jusqu'au huit cent

quatrième (804e) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de CINQ MILLE QUATRE CENTS DOLLARS (5 400,00 $), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de QUATRE CENT CINQUANTE DOLLARS (450,00 $), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des présentes. »

**f) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation au numéro 1361, boulevard Saint-Joseph Est, bureau 7, à Montréal, province de Québec, H2J 1M4. »

**g) TAXES**

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose l'article suivant :

**« ARTICLE 16**
**DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)**

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En

conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les Parties reconnaissent, qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les Parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être. »

## 5. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

## 6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence

seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose et ses modifications publiés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 3 619 189, 3 668 201 et 3 668 202 demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

**7. EFFETS**

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose mentionnées à l'article 3 des présentes prennent effet à compter de la date des présentes.

**8. DÉCLARATION DE L'EMPHYTÉOTE**

8.1 L'Emphytéote déclare avoir obtenu l'approbation du créancier hypothécaire détenant une hypothèque sur l'immeuble en vertu de l'acte suivant :

- Hypothèque consentie par l'Académie des Saints-Anges, Coopérative d'Habitation en faveur de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, reçue devant M$^{e}$ Rachel Couture, notaire, le cinq (5) octobre deux mille dix-sept (2017), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le six (6) octobre deux mille dix-sept (2017), sous le numéro 23 415 863.

**9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

**DONT ACTE** à Montréal, sous le

des minutes de la notaire soussignée.

**LES PARTIES** déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l'avoir exemptée d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 daté du trente 31 août 2020 et dont la période d'effet des mesures est prolongée par l'arrêté 20214556 du ministre de la Justice daté du 20 août 2021, identifient et reconnaissent véritable l'information portée sur les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

**VILLE DE MONTRÉAL**

_____

Par :

**ACADÉMIE DES SAINTS-ANGES, COOPÉRATIVE D'HABITATION**

_____

Par :

_____

**M^e^ Caroline BOILEAU, notaire**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1219245005**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières |
| **Objet :** | Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et l'Académie des Saints-Anges, coopérative d'habitation, pour la propriété située au 1361, boulevard Saint-Joseph Est, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de seize (16) ans, soit à partir du 30 juillet 2037 jusqu'au 29 juillet 2053, dont la rente annuelle sera de 5 400 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 560 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1167- 01 mandat #15-0237-T |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**COMMENTAIRES**

Imputer le revenu tel que indiqué dans le fichier ci-joint:

---

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1219245005 - Coop l'Académie des Saints-Anges.xls

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
**Tél :** 514-872-0470

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-20

Pierre BLANCHARD
Conseiller budgétaire

**Tél :** 514 872-6714
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.038

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.001

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1221097001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement et grands projets |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement des lignes de distribution aériennes longeant le boulevard LaSalle, entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 258 814 $, taxes incluses. |

Il est recommandé :

1. de mandater la Direction des projets d'aménagement urbain pour déposer une demande à Hydro-Québec pour l'enfouissement des lignes de distribution aériennes longeant le boulevard LaSalle, entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon dans l'arrondissement de Verdun;

2. de demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement, à savoir l'ingénierie électrique et l'expression des besoins en ouvrages de génie civil;

3. de mandater la Commission des services électriques de Montréal (CSÉM) pour agir en tant qu'intégratrice technique et gestionnaire des travaux civils relatifs à l'enfouissement des lignes de distribution aériennes, et de s'engager à lui rembourser les coûts des travaux civils majorés des frais d'administration ainsi que des autres activités nécessaires à l'enfouissement réalisées par la CSÉM;

4. d'autoriser le directeur des projets d'aménagement urbain à signer tous les documents et ententes relatifs à l'enfouissement, pour et au nom de la Ville de Montréal;

5. de confirmer l'engagement de la Ville de Montréal à rembourser les coûts engagés par Hydro-Québec, évalués à 258 814 $, taxes incluses, si la Ville de Montréal décide d'abandonner la demande d'enfouissement;

6. d'autoriser à cette fin une dépense totale de 258 814 $, taxes incluses;

7. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 14:08

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1221097001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement et grands projets |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement des lignes de distribution aériennes longeant le boulevard LaSalle, entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 258 814 $, taxes incluses. |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le boulevard LaSalle est une voie panoramique, en bordure du fleuve Saint-Laurent, qui traverse l'arrondissement de Verdun. Or, entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon, les conduites secondaires d'eau potable et d'égout sont dans un état critique. Ainsi, une reconstruction des infrastructures souterraines, et par conséquent de la chaussée et des trottoirs, est devenue nécessaire. Il y a donc une opportunité d'enfouir les réseaux câblés sur rue, tel que recommandé dans le Plan directeur de la Commission des services électriques de Montréal (CSÉM) et de revoir l'aménagement du boulevard, notamment par l'élargissement des trottoirs existants et le verdissement. Il est à noter que certaines portions du tronçon sont actuellement dépourvues d'aménagement piéton et que le projet permettra de construire de nouveaux trottoirs là où nécessaire.
Une première phase des travaux de réfection du boulevard LaSalle entre la 1re avenue et la rue Gordon est prévue en 2025 et une deuxième phase entre l'avenue Desmarchais et la 1re avenue est prévue en 2026-2027. L'ensemble de ces travaux est estimé préliminairement à 15 000 000 $.

Hydro-Québec exige une autorisation formelle des instances des municipalités avant de procéder à la conception des travaux menant à une modification de son réseau de distribution. En ce sens, l'approbation de l'enfouissement dans le boulevard LaSalle, dans les limites indiquées en rubrique, constitue l'objet du présent dossier.

Pour plus d'information, les documents suivants sont joints au sommaire décisionnel :

- Lettre d'Hydro-Québec sur la validation de l'évaluation;
- Grille d'évaluation budgétaire du projet d'enfouissement des lignes de distribution existantes approuvée par Hydro-Québec;
- Plan indiquant les lignes de distribution à enfouir;

- Plan directeur de la CSÉM;
- Exemples d'emplacements de poteaux dans le boulevard LaSalle.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM19 0359 - 26 mars 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

**DESCRIPTION**

Des travaux d'enfouissement des lignes aériennes de distribution électriques, de câblodistribution et de télécommunications sont nécessaires afin de pouvoir réaménager la rue. La Direction des projets d'aménagement urbain, en accord avec l'arrondissement de Verdun, propose d'enfouir ces lignes dans le cadre des travaux de réaménagement du boulevard LaSalle. Les réseaux de distribution électrique aériens présents sur le tronçon à l'étude sont d'une longueur de 800 mètres. Les lignes aériennes entrent en conflit avec les futurs aménagements pour piétons.
La conception des travaux, relevant d'Hydro-Québec, portera sur les modifications au réseau de ces lignes, les travaux civils connexes (excavations et installation de conduites souterraines) ainsi que sur les coûts et l'échéancier de réalisation de ces travaux. La portion concernant les travaux civils sera réalisée en collaboration avec la CSÉM. Cette dernière agira comme intégratrice et ses travaux seront inclus à l'appel d'offres de la Ville. Aux travaux d'Hydro-Québec et aux travaux civils s'ajoute le déplacement des liens de télécommunication et de câblodistribution et la modification, si requis, des points de raccordement électrique des propriétaires.

Pour plus d'information, les documents suivants sont joints au dossier décisionnel:

- lettre d'Hydro-Québec sur la validation de l'évaluation;
- grille d'évaluation budgétaire du projet d'enfouissement des lignes de distribution existantes approuvée par Hydro-Québec;
- plan indiquant les lignes de distribution à enfouir.

**JUSTIFICATION**

Hydro-Québec exige une autorisation formelle des instances des municipalités avant de procéder à la conception des travaux menant à une modification de son réseau de distribution. Ce contrat de conception des travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive qu'Hydro-Québec doit réaliser sur son réseau, selon les dispositions de l'article 573.3 par. 7° de la Loi sur les cités et villes.
L'enlèvement des poteaux permettra de libérer du corridor de marche tout obstacle sur une largeur suffisante tel que préconisé dans les grands principes d'aménagement d'une rue universellement accessible et d'élargir les trottoirs pour que tous les usagers puissent se déplacer de façon simple et sécuritaire ; voir en pièce jointe les exemples de la position actuelle des poteaux dans le boulevard LaSalle.

De plus, la CSÉM recommande l'enfouissement des réseaux câblés sur ce tronçon, car la présence des fils et des poteaux rend vulnérable les réseaux de distribution électrique et de télécommunication face à divers bris. De plus, ils génèrent des obstacles aux pompiers et peuvent occasionner des délais dans leurs interventions.

Sur plusieurs tronçons, l'espace est insuffisant dans l'emprise du boulevard pour déplacer les poteaux hors des trottoirs et le maintien en place des poteaux remettrait en cause la pertinence d'un réaménagement du boulevard LaSalle.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les coûts de conception des travaux ont été établis par Hydro-Québec selon sa procédure habituelle et sont évalués à 258 814 $, taxes incluses. Ces coûts devront être payés à Hydro-Québec uniquement dans le cas où la Ville décide d'abandonner les travaux d'enfouissement sur ce tronçon. Notons que la Ville assumera tous les coûts de construction des réseaux souterrains et le démantèlement des réseaux aériens, comme convenu et mentionné dans la grille d'évaluation budgétaire approuvée par Hydro-Québec.
Un montant maximal de 236 331,68 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-023 Programme d'aménagement des rues artérielles.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031 et est réparti comme suit pour chacune des années en milliers de dollars:

| Projet | 2022 | 2023 | 2024 | Ultérieur | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 59070 - Programme d'aménagement des rues artérielles | - | - | - | 236 | 236 |
| **TOTAL** | - | - | - | 236 | 236 |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir grille d'analyse en pièce jointe).

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans le cas où l'enfouissement ne pourrait être réalisé, le projet de réaménagement du boulevard LaSalle serait compromis. La reconstruction de trottoir avec le maintien des poteaux dans son axe pourrait être critiquée par la population de Verdun et l'opportunité d'enlever les poteaux avec la reconstruction de la chaussée et des trottoirs pourrait ne pas revenir avant 50 ans.
L'enfouissement des réseaux aériens est indispensable à la réalisation du projet. Le mandat d'Hydro-Québec doit débuter dans les prochains mois, afin que la société d'État puisse procéder à la conception des travaux d'ingénierie préalables selon l'échéancier visé pour le début des travaux en 2025.

L'éventualité d'un retard des démarches du projet d'enfouissement compromettrait l'amorce souhaitée de la réalisation des travaux en 2025 et augmenterait le risque de bris des conduites d'aqueduc et d'égout qui sont dans un état critique. Il est donc important qu'Hydro-Québec entame la conception des plans et devis à court terme, en vue de respecter les échéanciers du projet et de poursuivre les étapes subséquentes.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Hydro-Québec, la CSÉM et la Ville de Montréal continuent leurs opérations en télétravaill. Il ne devrait pas y avoir de délai important dans la production des plans et devis. La situation chez les autres «utilisateurs des réseaux de télécommunication» est actuellement inconnue.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est

élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Résolution du Conseil municipal: 19 Septembre 2022;

- Dépôt de la demande d'enfouissement auprès d'Hydro-Québec: Octobre 2022;
- Conception des plans d'aménagement de rue: 2023-2024;
- Réalisation de la phase 1 des travaux du boulevard LaSalle entre la 1re avenue et la rue Gordon: 2025;
- Réalisation de la phase 2 des travaux du boulevard LaSalle entre l'avenue Desmarchais et la 1re avenue: 2026-2027.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Jean CARDIN, Verdun
Mario DUGUAY, Service des infrastructures du réseau routier
Normand HACHEY, Service de l'eau

Lecture :

Mario DUGUAY, 1er août 2022

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

**Tél :** 514 872-3481
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-25

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
C/D aménagement et grands projets

**Tél :** 514-872-0264
**Télécop. :**


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jonathan HAMEL-NUNES
Délégation - Chef de division par intérim (ing)
**Tél :** 438-989-5036
**Approuvé le :** 2022-08-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
Directrice de service - urbanisme et mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-25

Hydro Québec Distribution

Une division d'Hydro-Québec

Montréal, le 8 juin 2022

***Programme d'enfouissement***
***Direction – Centre de gestion service technique aux clients***

Hydro-Québec
C.P. 10000, succ. pl. Desjardins
Tour Est, 15e étage, Complexe Desjardins
Montréal, H5B 1H7
(514) 840-3000 Poste 8075
Courriel. : roberge.francis@hydro.qc.ca

**Stefan Galopin, ing., M.ing.**
*Ingénieur en aménagement de rues*
Division de l'aménagement et des grands projets
Direction de la mobilité
Service de l'urbanisme et de la mobilité
801, rue Brennan, 6e étage, bur. 6150.19
Montréal (Québec) H3C 0G4

**Objet : Grille d'évaluation budgétaire**
**Enfouissement de lignes de distribution existantes**
**Boul. Lasalle, Verdun**

Monsieur,

À votre demande, nous avons procédé à la validation de la *Grille d'évaluation budgétaire* relative à l'enfouissement de la ligne de distribution d'Hydro-Québec située en bordure du Boul. Lasalle. Cette demande couvre une distance totale de ligne de **850 mètres**, soit entre la 1re av. et l'av. Démarchais. Cette longueur sera officialisée lors de l'étude d'avant-projet (ingénierie détaillée).

Nous tenons à vous informer que ce projet fait partie de la nouvelle entente entre Hydro-Québec et la ville de Montréal. Présentement, cette entente reste à être finalisée pour fin de signatures.

La présente validation porte sur la portion des coûts des travaux relatifs à la ligne d'Hydro-Québec seulement (section 2 de la grille). Cependant, une étude d'avant-projet (ingénierie détaillée) doit être réalisée pour préciser l'ensemble des coûts d'un tel projet.

Les autres sections de la grille (sections 3 et 4) étant remplies par le demandeur, ce dernier a la responsabilité de s'assurer de l'exactitude des montants inscrits. À cet effet, le demandeur a l'obligation de consulter les autres propriétaires des réseaux de distribution câblés touchés par cette demande pour connaître les conditions de traitement d'une demande d'enfouissement de leurs réseaux et les coûts qui s'y rattachent.

À titre informatif, notre capacité de réalisation d'ingénierie pourrait nous permettre de commencer la première phase d'ingénierie en **2022**, pour des travaux civils (CSEM) en **2025, 2026 et 2027**, tel que mentionné dans la grille d'évaluation budgétaire**.** De plus, ce projet fait parti de la planification triennale du groupe AGIR de la ville de Montréal.
Cet échéancier préliminaire est sous condition de ne pas subir de retard par les autres participants au projet.

Cette validation ne constitue pas l'acceptation de votre demande d'enfouissement. C'est seulement suite au dépôt de votre demande d'enfouissement à l'aide du formulaire dûment rempli et accompagné d'une résolution municipale conforme. Le montant accepté dans cette résolution devra être au minimum de **258 814 $**, tel que mentionné à la section 2 de la grille. Par la suite, Hydro-Québec sera en mesure d'analyser votre demande et d'en prononcer l'acceptation et de vous confirmer l'échéancier de réalisation.

Vous trouverez en pièce jointe, des informations additionnelles relatives au contenu de la grille d'évaluation budgétaire ainsi que les étapes à suivre pour le dépôt d'une demande d'enfouissement.

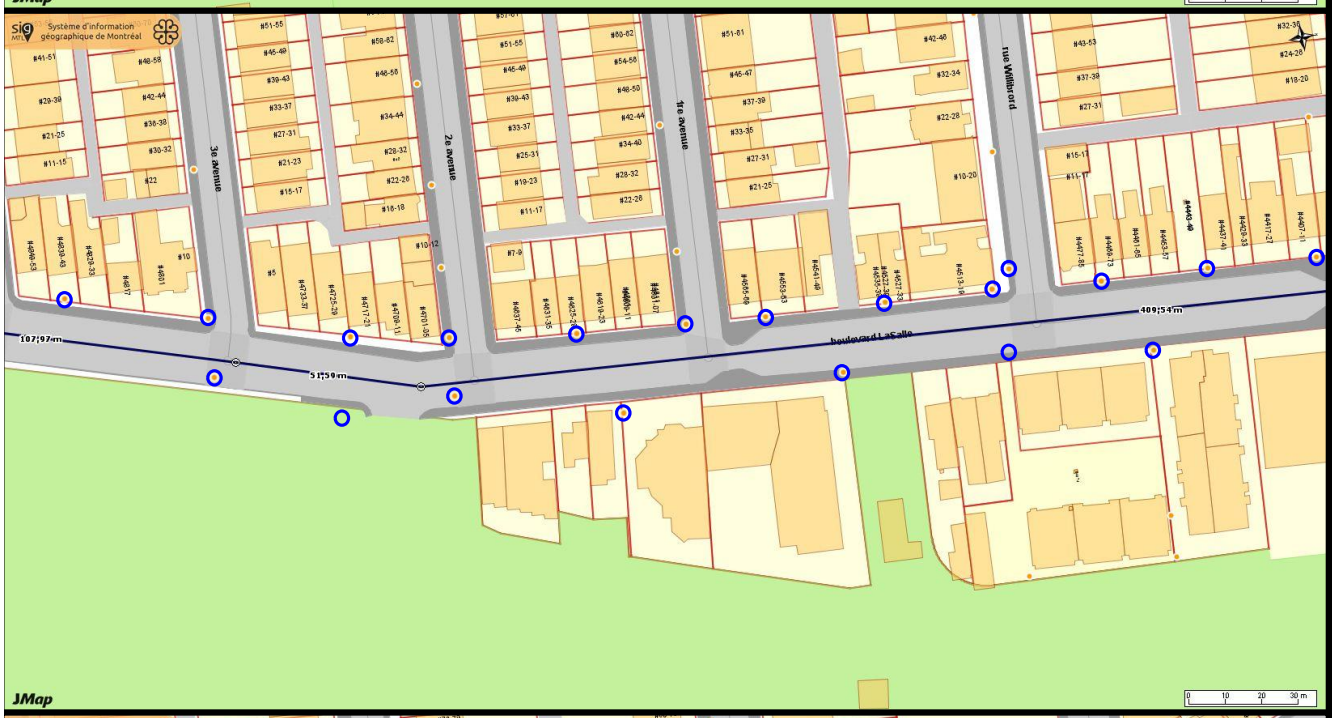
Pour toute autre information, nous vous invitons à nous écrire à
RESD_DGA_Programmes_Enfouissement@hydro.qc.ca

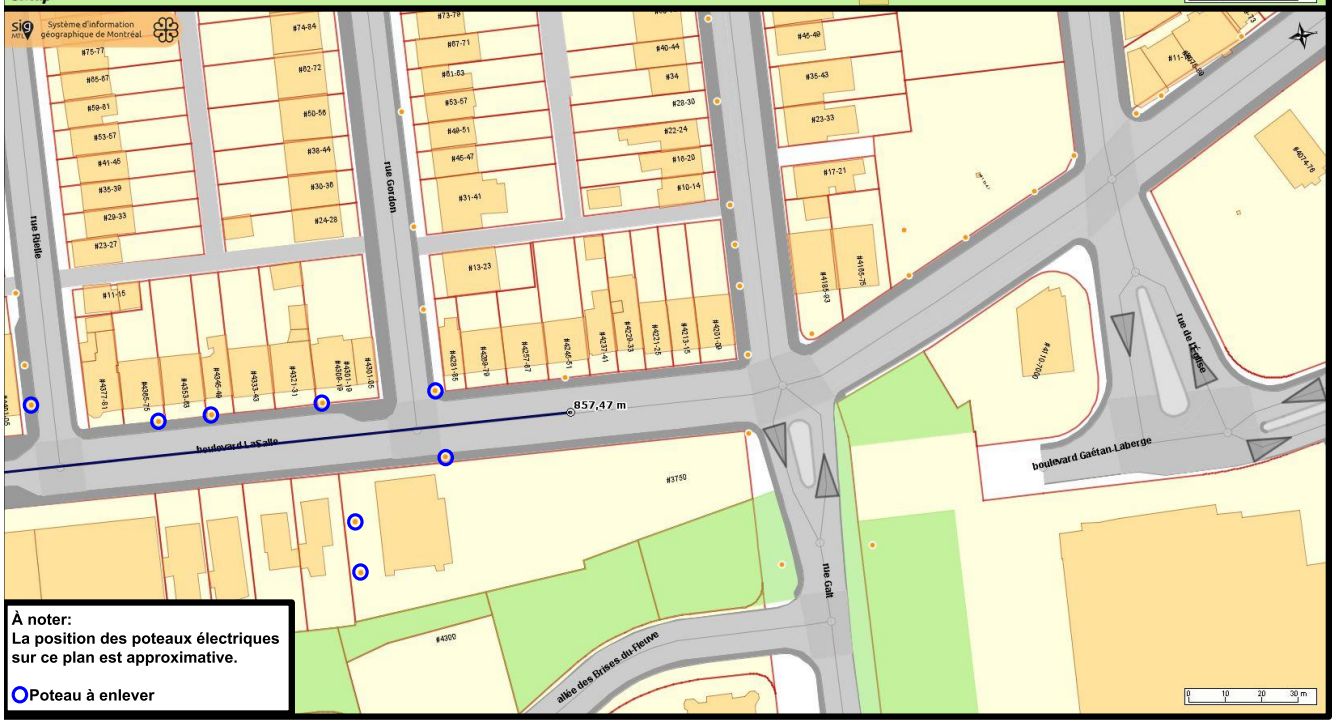
Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Francis Roberge

Francis Roberge,
Coordonnateur des projets d'enfouissements, île de Montréal

p. j. Informations additionnelles
Grille d'évaluation budgétaire
Croquis




**À noter:**
**La position des poteaux électriques sur ce plan est approximative.**

**Poteau à enlever**

Hydro Québec

# Grille d'évaluation budgétaire

## Demande d'enfouissement de lignes de distribution existantes

*Territoire « CSEM »*

## Section 1 - Identification de la demande

| | | |
|---|---|---|
| **1.1 Coordonnnées du requérant** | | |
| Ville : | | |
| **Montréal** | | |
| Intervalles d'adresses et rues visées par l'enfouissement : | | |
| **Boulevard LaSalle entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon** | | |
| Nom du demandeur et fonction : | | Téléphone : |
| **Stefan Galopin, Ingénieur** | | **514 872-3481** |
| Adresse postale : | Courriel : | |
| **801, rue Brennan, 6e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4** | **stefan.galopin@montreal.ca** | |
| **1.2 Informations générales** | | |
| **Admissible à l'aide financière dans le cadre d'un programme ou d'une entente** | **X** | (inscrire un « **x** » au besoin) |
| **Zone à densité électrique minimale atteinte (> 6 MVA/km)** | | |
| **Année planifiée par la municipalité pour la réalisation des travaux civils :** | **2025-2027** | |
| **Gestionnaire des travaux civils :** | CSEM | Municipalité **X** |
| **Type de réseau à prévoir :** | **Réseau avec appareils hors sol (de base)** | |
| | **Réseau avec appareils en chambre enfouie (option)** | **X** |
| **1.3 Longueur totale de la ligne aérienne à enfouir (d'un poteau à l'autre ) :** (La longueur inscrite doit comprendre les tronçons principaux de lignes à enfouir) | (en mètres) | **850** |

## Section 2 - Évaluation budgétaire des travaux à réaliser pour la ligne d'Hydro-Québec

Cette évaluation est seulement un outil d'aide à la prise de décisions pour la municipalité.

| **2.1) Travaux électriques aériens et souterrains d'Hydro-Québec** | Évaluation (en millions $) | Partage des coûts | |
|---|---|---|---|
| | | Hydro-Québec | Municipalité |
| **Déploiement du nouveau réseau électrique incluant le transfert des branchements clients sur le nouveau réseau**<br>Coût établi selon l'implantation d'une ligne souterraine avec appareillages hors sol (de base) | 1,08 $ | 1,08 $ | - $ |
| **Démantèlement du réseau existant incluant l'enlèvement des poteaux** | 0,27 $ | | 0,27 $ |
| **Valeur dépréciée des équipements démentelés** | - $ | | - $ |
| **Coût de l'option de réseau** | 0,54 $ | 0,54 $ | - $ |
| **Frais d'ingénierie** | 0,26 $ | 0,26 $ | - $ |
| **Total travaux électriques :** | **2,15 $** | **1,88 $** | **0,27 $** |
| **2.2) Réalisation des ouvrages de génie civil d'Hydro-Québec :** | (voir 3.1) | | |
| **Frais d'ingénierie d'Hydro-Québec :** | 0,06 $ | 0,06 $ | - $ |
| **Total section 2 :** (n'inclus pas les ouvrages civils) | **2,21 $** | **1,94 $** | **0,27 $** |

Montant approximatif pour couvrir les frais d'ingénierie de l'étude d'avant-projet : 258 814 $ (déjà inclus dans la section 2)

**Année proposée par Hydro-Québec pour la réalisation des travaux civils :** (à confirmer par la Ville de Montréal et la CSEM) **2025, 2026, 2027**

Section 2 validée par : *Francis Roberge*

Date : **2022-06-08**

Remarques :

**LES SECTIONS 3, 4 ET 5 DOIVENT ÊTRE REMPLIES PAR LA MUNICPALITÉ**
**(la municipalité est la seule responsable de l'exactitude de ces données)**

## Section 3 - Évaluation budgétaire des travaux civils (par la CSEM)

| **Travaux de génie civil relatifs aux réseaux de distribution câblés** | Évaluation (en millions $) | Partage des coûts | |
|---|---|---|---|
| | | Entreprises | Municipalité |
| 3.1) Ouvrages civils pour Hydro-Québec : | 3,49 $ | - $ | 3,49 $ |
| 3.2) Ouvrages civils pour les autres entreprises de réseaux câblés : | | | - $ |
| 3.3) Ouvrages civils pour l'éclairage et feux de circulation (ville) : | | | - $ |
| 3.4) Ouvrages civils pour autres : | | | - $ |
| 3.5) Réfection des surfaçes : | 3,20 $ | | 3,20 $ |
| 3.6) Étude de potentielle et surveillance archéologique : | | | - $ |
| 3.7) Caractérisation et décontamination des sols | | | - $ |
| 3.8) Autres : Aqueduc et Égout | 4,71 $ | | 4,71 $ |
| **Total section 3 :** | **11,40 $** | **- $** | **11,40 $** |

## Section 4 - Évaluation budgétaire des travaux des autres entreprises de distribution câblées

| **Travaux relatifs aux autres lignes de distribution câblées** | | | Évaluation (en millions $) | Partage des coûts | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Entreprises | Municipalité |
| 4.1) Nom de l'entreprise : | **Bell** | | | | |
| Travaux relatifs aux fils aériens et souterrains | | | 0,27 $ | | 0,27 $ |
| Autres : ( description ) | | | - $ | | - $ |
| Aide financière | - $ | | | - $ | - $ |
| | | Total partiel : | 0,27 $ | - $ | 0,27 $ |
| 4.2) Nom de l'entreprise | **Vidéotron** | | | | |
| Travaux relatifs aux fils aériens et souterrains | | | 0,23 $ | | 0,23 $ |
| Autres : ( description ) | | | - $ | | - $ |
| Aide financière | - $ | | | - $ | - $ |
| | | Total partiel : | 0,23 $ | - $ | 0,23 $ |
| 4.3) Nom de l'entreprise | **Autres télécoms** | | | | |
| Travaux relatifs aux fils aériens et souterrains | | | 0,35 $ | | 0,35 $ |
| Autres : ( description ) | | | - $ | | - $ |
| Aide financière | - $ | | | - $ | - $ |
| | | Total partiel : | 0,35 $ | - $ | 0,35 $ |
| 4.4) Nom de l'entreprise | | | | | |
| Travaux relatifs aux fils aériens et souterrains | | | - $ | | - $ |
| Autres : ( description ) | | | - $ | | - $ |
| Aide financière | - $ | | | - $ | - $ |
| | | Total partiel : | - $ | - $ | - $ |
| | | **Total section 4 :** (n'inclus pas les ouvrages civils) | **0,85 $** | **- $** | **0,85 $** |

## Section 5 - Évaluation budgétaire des autres activités

La liste des activités est fournie à titre indicatif seulement. La municipalité doit déterminer s'il y a d'autres activités à évaluer.

| **Autres activités à réaliser dans le cadre d'un projet d'enfouissement** | | Évaluation (en millions $) | Partage des coûts | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Entreprises | Municipalité |
| Servitudes | | | | - $ |
| Permis | | - $ | | - $ |
| Ingénierie et travaux de modification des installations électriques des clients | | 0,63 $ | | 0,63 $ |
| Éclairage de rue temporaire et permanent | | 0,10 $ | | 0,10 $ |
| Feux de signalisation | | 0,10 $ | | 0,10 $ |
| Autres : ( description ) | Imprévus (15%) | 0,53 $ | | 0,53 $ |
| | **Total section 5 :** | **1,36 $** | **- $** | **1,36 $** |

## SOMMAIRE DE L'ÉVALUATION BUDGÉTAIRE

| **Évaluations budgétaires** | Évaluation (en millions $) | Partage des coûts | |
|---|---|---|---|
| | | Entreprises | Municipalité |
| Section 2 - Ligne d'Hydro-Québec | 2,21 $ | 1,94 $ | 0,27 $ |
| Section 3 - Travaux civils « CSEM » | 11,40 $ | - $ | 11,40 $ |
| Section 4 - Travaux des autres entreprises | 0,85 $ | - $ | 0,85 $ |
| Section 5 - Autres activités | 1,36 $ | - $ | 1,36 $ |
| **Total SOMAIRE :** | **15,81 $** | **1,94 $** | **13,88 $** |

**Notes :**

a) Les coûts fournis dans cette grille sont à titre indicatif seulement et ne peuvent pas servir à des fins de facturations. Une étude d'avant-projet doit être réalisée pour estimer avec précision les coûts d'un tel projet.

b) La validation de cette grille ne constitue pas une acceptation du projet. Une demande d'enfouissement accompagnée d'une résolution du conseil doit être transmise à Hydro-Québec pour analyse finale et confirmation d'un échéancier.

c)

# VERDUN
# RECOMMANDATIONS D'ENFOUISSEMENT DE RÉSEAUX CÂBLÉS SUR RUE

Recommandations retenues, illustrées selon le réseau routier hiérarchisé

- Artère principale
- Artère secondaire
- Collectrice
- Locale

Réseaux câblés souterrains et aériens

- Réseau de distribution souterrain
- Réseau de distribution aérien hors rue et réseau de conduits souterrain de la Ville de Montréal ou de la CSEM (éclairage de rue et signalisation)
- Réseau mixte (aérien hors rue et souterrain)

Découpage territorial

- Arrondissement de Montréal
- Municipalité reconstituée
- Limite des arrondissements et des municipalités reconstituées

Parc

- Parc régional
- Parc municipal

Notes

- Le réseau électrique de la Ville de Westmount n'est pas réprésenté
- Ne sont pas inclus les réseaux privés et publics autres que municipaux

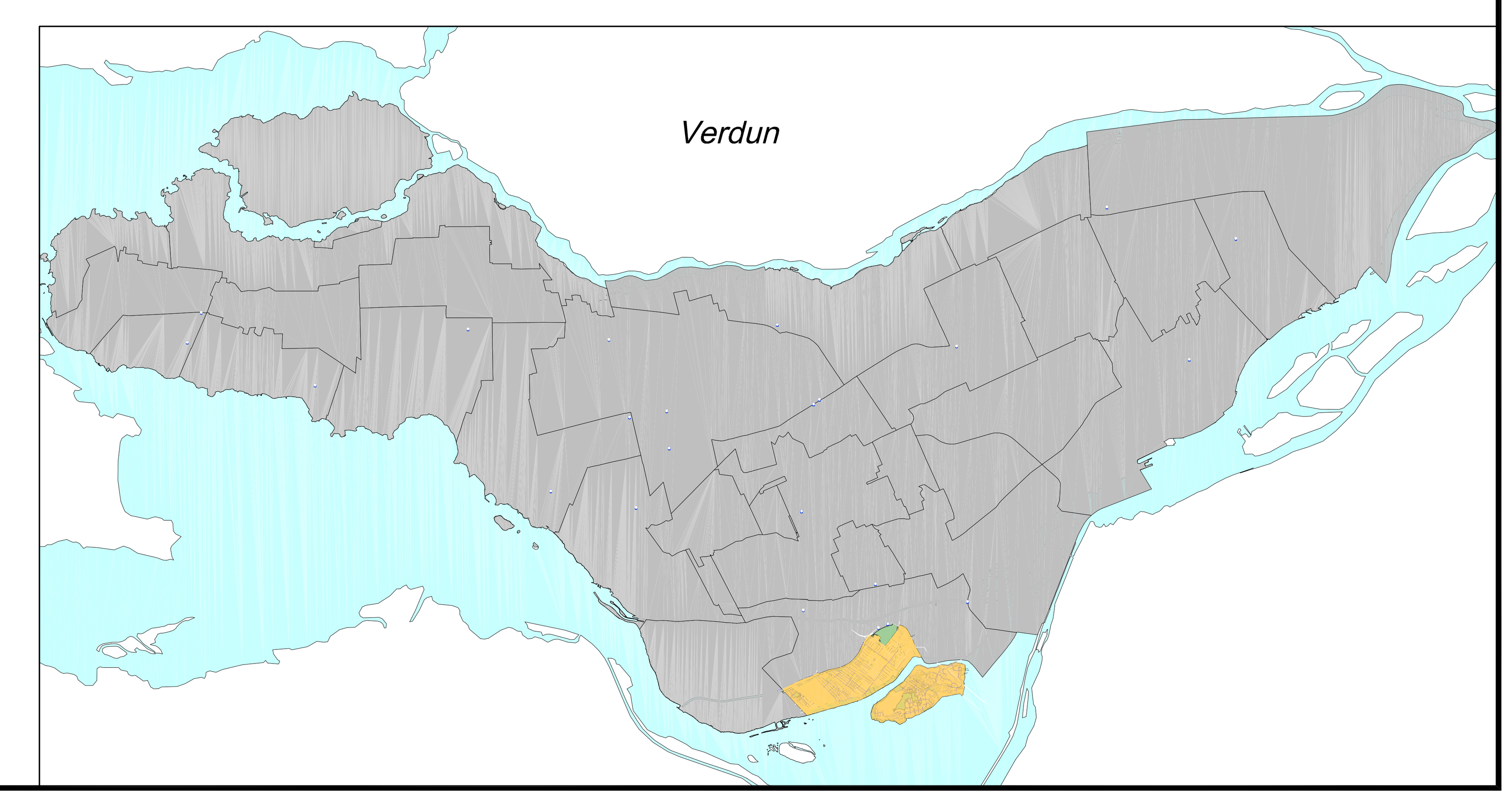
Sources

- Commission des services électriques de Montréal 2013
- Géobase de la CMM
- Carte de base au 1/1000 de la ville de Montréal

0 0,5 1,0 km

Commission des services électriques de Montréal

NOVEMBRE 2015



# Boulevard LaSalle - Verdun

2e avenue

1re avenue

Rue Gordon

Rue Rielle

3e avenue

4e av

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1221097001*
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité
Projet : Réaménagement du boulevard LaSalle entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon - Verdun

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | *X* | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

Priorité 3 : Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

- Réduction de la dépendance à l'auto solo
- Implantation de bornes de recharges provoquant l'augmentation du nombre de véhicules électriques
- Amélioration des parcours piétons pour favoriser la mobilité douce et active

Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du

patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision

- Plantation d'arbres de rues sur les trottoirs
- Déminéralisation
- Gestion des eaux de pluie via les zones végétalisées drainantes
- Diminution des îlots de chaleur

Priorité 3 : Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

- Amélioration de l'offre en transport collectif
- Amélioration des parcours piétons pour favoriser la mobilité douce et active

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

- Améliorer la sécurité des trajets piétons nocturnes par la réfection de la stratégie d'éclairage
- Amélioration des parcours de tous les usagers par le respect des meilleurs pratiques en terme d'accessibilité universelle

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1221097001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement et grands projets |
| **Objet :** | Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement des lignes de distribution aériennes longeant le boulevard LaSalle, entre l'avenue Desmarchais et la rue Gordon dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 258 814 $, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification de fonds.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Immacula CADELY
Préposée au budget
**Tél :** 514 872-9547

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-29

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
**Tél :** 514 872-1444
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.002

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.003

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1224368007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division planification et développement de la mobilité |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | 1) Autoriser le dépôt d'une demande de subvention adressée au Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains du ministère des Transports du Québec dans le cadre de l'appel à projets 2022-2023 pour l'achat de vélos à assistance électrique et de stations électriques du système de vélo en libre-service de la Ville de Montréal; 2) Autoriser madame Floriane Vayssières, Chef de division, Planification et développement de la mobilité de la direction de la mobilité à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministère des Transports |

Il est recommandé :
1) d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention adressée au Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains du ministère des Transports du Québec dans le cadre de l'appel à projets 2022-2023 pour l'achat de vélos à assistance électrique et de stations électriques du système de vélo en libre-service de la Ville de Montréal;
2) d'autoriser madame Floriane Vayssières, Chef de division, Planification et développement de la mobilité de la direction de la mobilité à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministère des Transports du Québec.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-19 12:49

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1224368007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division planification et développement de la mobilité |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | 1) Autoriser le dépôt d'une demande de subvention adressée au Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains du ministère des Transports du Québec dans le cadre de l'appel à projets 2022-2023 pour l'achat de vélos à assistance électrique et de stations électriques du système de vélo en libre-service de la Ville de Montréal; 2) Autoriser madame Floriane Vayssières, Chef de division, Planification et développement de la mobilité de la direction de la mobilité à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministère des Transports |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction des projets d'aménagement urbain (Service de l'urbanisme et de la mobilité) a procédé en 2022 à l'acquisition de vélos à assistance électrique et de stations électriques conformément au contrat octroyé à PBSC Solutions urbaines inc. en 2020. Ces équipements s'ajoutent à la flotte actuelle de vélos en libre-service dont l'exploitation est assurée par BIXI Montréal. La valeur de ces achats en 2022 totalise 2 749 684,00$. L'aide financière maximale offerte par le ministère des Transports du Québec via le programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) peut couvrir jusqu'à 50% des dépenses admissibles.
Afin de pouvoir présenter une demande d'aide financière, il est requis de joindre à la demande une résolution de la Ville autorisant le dépôt de la demande d'aide financière et confirmant le montant de sa contribution financière au projet. La résolution doit également autoriser un(e) gestionnaire à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministère des Transports. Voir à cet effet le modèle de résolution proposé par le MTQ en pièce jointe.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0403 (20 avril 2020) : Accorder un contrat à PBSC Solutions Urbaines inc. pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années - Dépense totale de 17 421 244,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-17994 (1 seul soum., conforme).

### DESCRIPTION

En 2021, BIXI Montréal a connu une augmentation de nouveaux utilisateurs de 326% par rapport à 2020 et de 195% par rapport à 2019. Les déplacements, tout comme la distance totale parcourue à chaque année, progressent de façon constante année après année.

Depuis 2014, plus de 30 millions de déplacements ont été effectués pour un total de 84,5 millions de kilomètres parcourus. Comme quoi le vélo en libre-service de la Ville de Montréal demeure encore aujourd'hui un symbole fort de la mobilité active à l'échelle du territoire montréalais.

Ces indicateurs de performance confirment la nécessité pour la Ville de Montréal de poursuivre l'optimisation de son système de vélo en libre-service en procédant à l'acquisition de nouveaux vélos à assistance électrique au cours des prochaines années. En 2022, la Ville s'est procuré 425 vélos à assistance électrique ainsi que 31 nouvelles stations électriques maintenant répartis sur le territoire montréalais.

**JUSTIFICATION**

La Ville entend saisir l'opportunité offerte par l'appel à projets du programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) pour déposer une demande d'aide financière afin de lui permettre de financer en partie les investissements requis pour l'achat de vélos à assistance électrique et de stations électriques de son système de vélo en libre-service.
Afin de pouvoir déposer une demande de subvention, le MTQ demande qu'une résolution de l'instance municipale soit jointe au dossier pour :

1. autoriser le dépôt d'une demande dans le cadre du programme;
2. autoriser un(e) représentant(e) de la Ville à signer la demande et les documents en lien avec le suivi administratif.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) finance les projets sélectionnés selon le plus petit des deux montants suivants:
-50% des dépenses admissibles;
-l'aide financière maximale pour les systèmes de vélos en libre-service est de 2 000 000$ par projet.

De son côté, la Ville s'engage à assumer au moins 50% des dépenses admissibles et 100% des dépenses non admissibles du projet.

Le financement des dépenses à la charge de la Ville pour ce projet sera assumé à même les budgets de la Direction des projets d'aménagement urbain.

Tous les détails du programme figurent dans le document (modalités-TAPU 2022-2025) qui apparaît en pièce jointe.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Voir les détails dans la grille d'analyse en pièce jointe.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'adoption d'une résolution est essentielle pour compléter le dossier et permettre au ministère des Transports du Québec de procéder à son analyse. Une réponse favorable du ministère permettra à la Ville de bénéficier d'une subvention pouvant couvrir jusqu'à un maximum de 50% des coûts de réalisation du projet.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun impact en lien avec la COVID-19

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue pour le moment.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

7 septembre 2022 : Adoption d'une résolution du CE

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Michel D BÉDARD
Conseiller(ere) en amenagement- c/e

**Tél :** 514 872-0180
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-16

Floriane VAYSSIERES
Chef de division

**Tél :** 514 820-7218
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Floriane VAYSSIERES
chef(fe) de division - developpement des

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et

projets en transport
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-18

mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-19

Plan pour une économie verte

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

# PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AU DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ACTIFS DANS LES PÉRIMÈTRES URBAINS (TAPU)

Modalités d'application 2022-2025

Avril 2022

Votre gouvernement

Québec

Cette publication a été réalisée par la Direction générale du transport terrestre des personnes et éditée par la Direction générale des communications du ministère des Transports.

Le contenu de cette publication se trouve sur le site Web du Ministère à l'adresse suivante : **www.transports.gouv.qc.ca**.

Pour obtenir des renseignements, on peut :

• composer le 511 (au Québec) ou le 1 888 355-0511

• consulter le site Web du ministère des Transports au **www.transports.gouv.qc.ca**

• écrire à l'adresse suivante : Direction générale des communications
Ministère des Transports
500, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 4.010
Montréal (Québec) H2Z 1W7

© Gouvernement du Québec, ministère des Transports, 2022
ISBN 978-2-550-91617-8 (PDF)

Dépôt légal – 2022
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Tous droits réservés. Reproduction à des fins commerciales par quelque procédé que ce soit et traduction, même partielles, interdites sans l'autorisation écrite des Publications du Québec.

# Table des matières

**1. Description du programme ..... 1**
Durée du programme ..... 2
**2. Objectifs du programme ..... 2**
**3. Clientèles admissibles ..... 2**
**4. Admissibilité des demandes ..... 3**
Projets admissibles ..... 3
Travaux admissibles ..... 4
Mesures de réduction et d'apaisement de la circulation ..... 6
**5. Fonctionnement ..... 6**
Dépôt d'une demande ..... 6
Dépenses admissibles ..... 7
Dépenses non admissibles ..... 7
Présentation d'une demande ..... 8
Sélection des demandes ..... 9
Annonce des projets sélectionnés ..... 11
**6. Aide financière et conditions de versements ..... 11**
Aide financière ..... 11
Règle de cumul ..... 11
Versements ..... 12
**7. Dispositions générales ..... 12**
Obligations légales et réglementaires ..... 12
Réalisation des travaux ..... 14
Gestion des infrastructures et des équipements ..... 14
Processus de suivi et reddition de comptes des bénéficiaires ..... 15
Autres obligations et exigences ..... 16
**Annexe – Lexique ..... 18**

# 1. Description du programme

Dans le cadre de la Politique de mobilité durable – 2030 (PMD 2030) et en lien avec les objectifs véhiculés par le Plan pour une économie verte 2030 du gouvernement du Québec, le ministère des Transports cherche à développer des modes de transport alternatifs à l'automobile, dont la bicyclette et la marche, afin d'encourager la population québécoise, la clientèle ultime du programme, à opter pour ces moyens plus sains, économiques, écologiques et sécuritaires. Ce programme se veut un outil d'accompagnement aux bénéficiaires du programme, les municipalités, et un incitatif pour les aider à prendre ou à poursuivre un virage marqué dans l'offre d'infrastructures de transport actif au Québec.

Le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour le transport actif se démarque du fait que chaque déplacement à pied et à vélo se fait essentiellement sans rejet dans l'environnement. Les enquêtes origine-destination les plus récentes, à Montréal comme à Québec, démontrent une hausse fulgurante des déplacements à vélo (respectivement de 70 % à 156 % d'augmentation en 10 ans), avec un taux de croissance supérieur à tout autre mode de transport, y compris le voiturage en solo.

Malgré cette tendance observée, le transport actif demeure bien en deçà des taux observés ailleurs dans le monde, notamment dans le nord de l'Europe. Pour tendre vers un meilleur équilibre entre l'augmentation de la demande de la population pour les déplacements à pied et à vélo, d'une part, et l'offre en infrastructures efficaces et sécuritaires, d'autre part, il est essentiel de soutenir l'effort municipal afin de s'assurer d'un transfert modal efficace vers ces modes de déplacement. En offrant un environnement favorable à la marche et au vélo, les gouvernements locaux et régionaux peuvent tirer avantage du potentiel de réduction des émissions de GES de ces types de déplacements, y compris les portions de la chaîne de déplacements faites à pied ou à vélo, pour contribuer à l'atteinte de la cible du Québec de réduction de 37,5 %, sous le niveau de 1990, des émissions de GES d'ici 2030. Enfin, en plus de démocratiser l'accessibilité au territoire, l'offre de vélos en libre-service améliore la flexibilité dans les déplacements. Le succès de Bixi, à Montréal, avec presque 1 000 000 de déplacements par mois en haute saison pour 9 000 vélos répartis dans 680 stations, démontre l'efficacité d'un tel ajout à l'offre de services en transport. En rendant des vélos accessibles dans les parties les plus densément urbanisées d'une agglomération, on peut accommoder les usagers pour les courts déplacements rendus difficiles en automobile (congestion) ou pour des tracés non adéquatement desservis par le transport collectif (complémentarité). Ce type de service vient également soutenir la forte tendance à l'augmentation des déplacements à vélo en mettant des vélos publics à la disposition de la population qui n'en possède pas (inclusion sociale) ou n'ayant pas la place pour en stationner un chez elle (implicite à la densification de l'occupation du sol).

Ce programme fait écho aux mesures 5, « Extension du réseau des vélos en libre-service dans les agglomérations du Québec », et 9, « Soutenir les municipalités dans l'adaptation des infrastructures de transport en milieu urbanisé au profit des transports actifs » du *Cadre d'intervention en transport actif*, lequel découle de la PMD 2030. Il est en partie financé par le Fonds d'électrification et de changements climatiques puisqu'il s'inscrit également dans la mesure 1.2.1 du plan de mise en œuvre du Plan pour une économie verte 2030, soit « Augmenter l'offre et promouvoir l'usage des transports collectif, actif et partagé et des transports ferroviaire et maritime ».

### Durée du programme

Le programme entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le Conseil du trésor et se termine le 31 mars 2025.

Ce programme met fin au Programme d'aide financière au développement de l'offre de vélos en libre-service, qui était en vigueur depuis le 26 janvier 2021, et ce, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent programme.

## 2. Objectifs du programme

Le TAPU vise à intensifier la mise en place d'infrastructures et de services de transport qui favorisent les déplacements actifs en milieu urbain. On entend par « déplacement actif » la marche, le vélo et tout autre mode de déplacement nécessitant l'effort humain, y compris les modes impliquant l'assistance d'un moteur électrique, notamment pour compenser une incapacité ou une limitation physiques (bicyclette assistée, fauteuil roulant, quadriporteur et autre équipement d'aide à la mobilité).

Ce programme vise donc à soutenir un transfert modal vers les transports actifs, y compris pour les portions de déplacements impliquant un autre mode de transport. En ce sens, par l'entremise de la transformation des tissus urbains et des infrastructures de transport, les objectifs du programme sont d'accroître la part modale des déplacements actifs en milieu urbain et de réduire les émissions de GES associées aux déplacements des personnes.

Plus précisément, ce programme vise :

- à développer des réseaux piétonniers et cyclables efficaces, concurrentiels et complémentaires par rapport aux autres modes de transport en milieu urbain;
- à améliorer la sécurité et la quiétude des piétons et des cyclistes en développant des infrastructures conformes aux normes de conception et de signalisation en vigueur;
- à développer l'offre de vélos en libre-service dans les milieux urbanisés, y compris les services offrant des vélos à assistance au pédalage.

## 3. Clientèles admissibles

Sont admissibles à ce programme :

- une municipalité ou une municipalité régionale de comté (MRC);
- la Communauté métropolitaine de Montréal;
- la Communauté métropolitaine de Québec;
- un conseil d'arrondissement ou un conseil d'agglomération, sous réserve du partage des compétences établies par les lois applicables;

- une communauté autochtone représentée par son conseil de bande au sens de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, chapitre I-5) ou de la Loi sur les Naskapis et la Commission crie-naskapie (S.C. 1984, chapitre 18);
- un organisme à but non lucratif mandaté par résolution du conseil d'une municipalité, d'une MRC ou d'un conseil susmentionné pour la gestion de l'infrastructure faisant l'objet d'une demande;
- un organisme responsable du transport collectif (uniquement pour les vélos en libre-service)[1].

La désignation de « bénéficiaire », dans le présent programme, englobe généralement l'ensemble de ces clientèles admissibles.

Nonobstant ce qui précède, un organisme admissible ayant fait défaut, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, de respecter ses obligations en lien avec l'octroi d'une aide financière antérieure accordée par le ministre, après en avoir été dûment mis en demeure, n'est pas admissible au présent programme.

# 4. Admissibilité des demandes

## Projets admissibles

Pour être admissible à ce programme, le projet :

- doit être entièrement situé à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation défini conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) et apparaissant au plan d'urbanisme, au schéma d'aménagement et de développement ou au plan métropolitain, ou ce projet doit permettre de relier entre eux deux périmètres d'urbanisation, de telle sorte qu'il constitue un lien direct favorisant les déplacements actifs à l'intérieur du territoire d'une même municipalité[2]; s'il est réalisé sur un chemin public, ce dernier doit avoir été construit avant le 1er janvier 2007;
- ne doit pas avoir reçu une aide dans le cadre d'un autre programme d'aide financière administré par le ministre.

[1] Les autorités organisatrices de transport collectif sont admissibles à une aide financière pour plusieurs types d'aménagements de transport actif à proximité des stations et des arrêts d'autobus dans le cadre du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes.
[2] Cette définition inclut les territoires habités en Jamésie et le territoire de l'Administration régionale Kativik, qui n'ont pas de schéma d'aménagement, mais comprennent des zones urbanisées admissibles.

## Travaux admissibles

Les travaux admissibles au regard des divers types d'aménagements et les maximums admissibles sont exclusivement les suivants :

| Travaux admissibles | Coûts maximaux admissibles[1] | Aide financière maximale |
|---|---|---|
| Construction d'un nouveau lien de transport actif[2] constitué d'une piste cyclable et d'un sentier pédestre ou d'un trottoir, ou d'un sentier polyvalent, qu'il soit en site propre ou dans l'emprise d'une route, mais séparé des voies de circulation automobile par une bordure, un terre-plein, une zone tampon ou un système de retenu pour les véhicules routiers. | 2 000 000 $/km | 1 000 000 $/km |
| Aménagement d'une chaussée désignée, d'une rue partagée ou d'une vélorue[2], y compris les mesures de réduction et d'apaisement de la circulation (voir les précisions à la section suivante) pour y favoriser les déplacements des vélos et des piétons. L'aménagement de ce type de voie peut inclure l'ajout, le déplacement ou l'élargissement de trottoirs afin d'améliorer les conditions de partage de la rue. | 1 000 000 $/km | 500 000 $/km |
| Construction de bandes cyclables unidirectionnelles ou d'accotements revêtus pour cyclistes[2]. L'aménagement de ce type de voie peut inclure les déplacements de services publics, le déplacement, l'ajout et l'élargissement de bordures et de trottoirs, de même que les mesures de réduction et d'apaisement de la circulation (voir les précisions à la section suivante). | 1 000 000 $/km | 500 000 $/km |
| Construction d'un ouvrage d'art ou d'une structure permettant aux cyclistes et aux piétons de franchir des portions du territoire actuellement séparées par une barrière naturelle ou anthropique (cours d'eau, autoroute, route achalandée, chemin de fer, etc.) ou modification d'un pont routier existant pour y ajouter une voie cyclable et piétonne. | 4 000 000 $,<br>soit 2 000 000 $ par structure plus<br>40 000 $/m linéaire | 2 000 000 $,<br>soit 1 000 000 $ par structure plus<br>20 000 $/m linéaire |
| Stationnement pour vélos sur un terrain de tenure publique, dans l'emprise d'une rue ou sur un terrain privé destiné à l'usage d'une station de transport collectif ou d'une gare de train, y compris l'aménagement du site, la construction d'abris et l'achat de supports à vélos. | 500 $/vélo<br>selon les spécifications des supports utilisés | 250 $/vélo<br>selon les spécifications des supports utilisés |
| Installation ou déploiement d'un système de vélos en libre-service, ordinaires ou assistés, y compris les vélos[3] et leur adaptation aux fins du service, les stations d'ancrage[4] et les systèmes électroniques installés sur les vélos ou les | 8 000 $ par vélo mis en service, y compris tous les travaux admissibles inhérents | 4 000 $ par vélo mis en service, y compris tous les travaux admissibles inhérents |

| | | |
|---|---|---|
| stations d'ancrage (communications, localisation, réservation, transaction). Le service doit être totalement compatible (technologie, tarification) avec un service similaire déjà en place sur le territoire, le cas échéant. | | |

1. Les longueurs de voies cyclables données dans ce programme sont les longueurs itinéraires, comprenant généralement une voie dans chaque direction. Pour tout aménagement unidirectionnel, les maximums, par direction, équivalent à la moitié des montants inscrits.
2. Un tel lien comprend également l'implantation d'un corridor scolaire aménagé et signalisé pourvu qu'il s'agisse d'un aménagement linéaire répondant aux travaux admissibles au programme.
3. Les vélos assistés doivent répondre aux exigences du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2) et doivent avoir un moteur activé uniquement par l'action du pédalage de l'utilisateur. Le vélo électrique mû par une commande manuelle ne nécessitant pas le pédalage est non admissible. Le vélo doit, par ailleurs, être conforme aux règlements adoptés sous la Loi sur la sécurité automobile (LC 1993, chapitre 16) ou à tout autre règlement adopté à cet effet par les gouvernements.
4. Les travaux initiaux d'installation et de branchement d'une station ou d'une borne sont inclus. Les systèmes de vélos en libre-service sans station d'ancrage ne sont pas admissibles au présent programme. Toutefois, les systèmes de type locatif développés dans les municipalités de moins de 5 000 habitants, où les vélos sont prêtés à partir d'un port d'attache unique et équipés d'un cadenas, sont admissibles.

### Mesures de réduction et d'apaisement de la circulation

Sont considérées comme des mesures de réduction et d'apaisement de la circulation associées aux travaux admissibles mentionnés ci-dessus[3], de manière non exhaustive :

- la fermeture de rues ou la déviation de véhicules à des intersections;
- la construction ou l'élargissement de trottoirs;
- toute modification à la chaussée susceptible d'entraîner une réduction de la vitesse pratiquée (rétrécissement, déformation verticale, contrôle de la circulation), y compris :
  - les élargissements de trottoirs aux intersections ou aux passages pour piétons (saillies de trottoir),
  - les dos d'âne allongés,
  - les terre-pleins centraux et les îlots de refuge,
  - les intersections surélevées,
  - les passages piétons, cyclistes ou polyvalents surélevés,
  - les sens uniques et les interdictions de virage pour les véhicules,
  - la plantation d'arbres et la création d'îlots végétalisés;
- toute autre forme reconnue de reconfiguration aux fins d'apaisement de la circulation.

La valeur admissible des travaux est incluse dans le maximum admissible des travaux dans lesquels ces mesures s'insèrent.

## 5. Fonctionnement

### Dépôt d'une demande

Toute demande d'aide financière doit être faite au plus tard à la date d'échéance fixée par l'appel de projets et indiquée sur le site Web du Ministère.

Advenant une disponibilité budgétaire résiduelle, un deuxième appel de projets peut être lancé dans une même année financière.

La demande doit être transmise à l'adresse indiquée sur le site Web du Ministère et doit contenir les renseignements nécessaires à son analyse (voir la sous-section « Présentation d'une demande »). Pour être soumis à l'évaluation, les dossiers doivent être complets, compréhensibles et fondés sur des données exactes[4].

[3] Toute intervention ponctuelle de réduction ou d'apaisement de la circulation non associée à la mise en place d'une voie cyclable, piétonne ou polyvalente doit être présentée dans le cadre du Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière.
[4] À cette étape, des frais de contingence peuvent être considérés à un taux maximal de 15 % des coûts admissibles du projet.

## Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont celles qui sont inhérentes et directement liées à la réalisation des travaux admissibles prévus à la section 4. Plus précisément, les dépenses admissibles liées à ces travaux comprennent les dépenses suivantes :

| Dépenses admissibles |
|---|
| L'acquisition de terrains ou de servitudes réelles, y compris les frais juridiques et les frais d'évaluation. |
| Les frais d'arpentage. |
| Les frais de compensation financière, y compris le coût des travaux de restauration palliatifs, le cas échéant, versés en vertu du Règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques (RLRQ, chapitre Q-2, r. 9.1) et liés directement à la réalisation du projet. |
| La préparation du terrain, y compris le déboisement, le terrassement, les frais de déplacement d'équipements de services publics et les branchements au réseau électrique (dans le cas des bornes et des stations de vélos en libre-service). |
| Les coûts d'acquisition du matériel roulant (vélos), statique (stations) et électronique (incorporé aux vélos et aux stations) dans le cas des parcs de vélos en libre-service. |
| Les coûts des contrats octroyés aux entreprises pour la réalisation du projet, y compris la confection des plans et devis. |
| Les coûts des matériaux et des fournitures spécifiés aux plans et devis, y compris leur transport. |
| Les frais de location d'outils, d'équipements et de machinerie, y compris la machinerie municipale, pourvu que ces frais ne dépassent pas les taux prévus au document *Taux de location de machinerie lourde avec opérateur et équipements divers 2021* ou sa plus récente version. |
| Les coûts d'équipements de signalisation associés à ces aménagements, y compris le marquage et les feux de circulation. |
| Les coûts liés aux dispositifs de surveillance et de communication, s'il y a lieu. |
| Les frais de contrôle de la qualité. |

## Dépenses non admissibles

Ne sont pas admissibles au présent programme les dépenses suivantes :

| Dépenses non admissibles |
|---|
| L'aménagement de stationnements automobiles. |
| Les coûts du mobilier urbain et des services connexes, à l'exception des supports pour vélos. |
| Les coûts d'entretien et d'exploitation des aménagements (balayage, entretien hivernal, rafraîchissement du marquage, pose et enlèvement saisonniers des délinéateurs, etc.) et les coûts d'exploitation des parcs de vélos en libre-service (gestion et administration, entretien, remplacement et transport des vélos, installation saisonnière des stations, électricité et carburant). |

| |
|---|
| Les dépenses ne respectant pas les lois et règlements en vigueur. |
| Le mobilier et le matériel de bureau. |
| Les outils manuels ou portatifs. |
| Les frais juridiques, sauf dans le cas des acquisitions et des servitudes admissibles. |
| Les taxes remboursées autrement au bénéficiaire. |
| Les salaires et les avantages sociaux touchant les employés permanents du bénéficiaire affectés à un projet ou à une activité. |
| Les frais administratifs, tels que les coûts de transport, de restauration ou d'hébergement des employés permanents du bénéficiaire affectés à un projet ou à une activité, de même que les frais de financement. |
| Les activités de promotion et d'animation. |
| Les dépenses découlant de l'achat de biens ou de la prestation de services en provenance d'une entreprise inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. |

## Présentation d'une demande

Sur la base des modalités de fonctionnement décrites dans les trois sous-sections précédentes, un formulaire de demande d'aide doit être déposé pour chacun des projets admissibles. Les éléments spécifiques à inscrire sur le formulaire de demande sont les suivants :

| Informations requises |
|---|
| Le nom et les coordonnées du demandeur. |
| La description générale du projet, démontrant les solutions apportées par celui-ci dans la poursuite des objectifs du programme (franchissement de barrières naturelles ou anthropiques, insécurité, absence de voies pédestres ou cyclables, problèmes d'interconnexion des réseaux, baisse d'achalandage à pied ou à vélo, etc.)[5]. |
| La description détaillée :<br>❖ plan illustrant les implantations prévues;<br>❖ type d'aménagement, y compris les caractéristiques techniques des voies cyclables ou polyvalentes projetées par type de voie (longueur, largeur, dégagement latéral, etc.);<br>❖ profil en travers pour chaque implantation différente;<br>❖ nombre de places dans le cas des stationnements pour vélos;<br>❖ nombre de vélos et de stations d'ancrage, par type, dans le cas des vélos en libre-service;<br>❖ plan de localisation incluant les limites du périmètre d'urbanisation. |

[5] Joindre un extrait du plan d'urbanisme, du plan de mobilité durable ou de tout autre plan concernant le déplacement des personnes sur le territoire, le cas échéant.

| |
|---|
| L'entente notariée conclue ou à conclure avec le propriétaire pour assurer la pérennité de la piste ou du sentier, lorsque l'aménagement se fait sur une propriété privée, ou la permission du ministre lorsque l'aménagement touche une route, une emprise ou un terrain relevant de sa gestion. |
| Une description des dépenses en vue d'en déterminer l'admissibilité (des frais de contingence d'un maximum de 15 % peuvent être considérés à cette étape). |
| Un échéancier de mise en service. |
| Le plan de financement, y compris la contribution des autres partenaires financiers du projet, le cas échéant. |
| Le montant de l'aide financière demandée, sans dépasser 50 % des dépenses admissibles. |
| Tout autre document et argument permettant d'analyser le projet déposé sur la base des critères d'appréciation présentés à la section « Sélection des demandes ». |

Chacun des formulaires remplis doit être transmis dans un courriel distinct (un seul formulaire par courriel de transmission). Le courriel de transmission doit spécifier, dans l'objet :

« Objet : TAPU 202X 202X – Nom_du_demandeur – Nom_du_projet »

Si le ministère requiert auprès du demandeur des documents manquants, incomplets ou non conformes, le demandeur doit y donner suite dans les deux semaines suivant la requête, à la satisfaction du ministre, sans quoi la demande est rejetée.

## Sélection des demandes

Les projets soumis sont analysés selon les critères décrits ci-après, puis sont placés en ordre de priorité par un comité de sélection sur la base des cotes octroyées pour ces mêmes critères lors de l'analyse. Les critères déterminés, et pour lesquels il appartient au demandeur de déposer un argumentaire pour son projet, sont présentés dans le tableau suivant :

| Critères d'analyse | Pondération |
|---|---|
| **Potentiel d'utilisation**<br>Nombre potentiel de personnes pouvant effectuer un transfert modal, des modes de transport motorisés aux modes de transport actifs, en fonction de la densité de population dans l'aire couverte par le projet (habitants par kilomètre carré). | **20 points** |
| **Sécurité**<br>Appréciation de l'amélioration de la sécurité des piétons et des cyclistes par rapport à la situation avant la réalisation du projet, quel que soit l'âge ou l'habileté des usagers. Dans le cas des stationnements pour vélos et des vélos en libre-service, c'est la convivialité du milieu où ils s'insèrent qui détermine le niveau de sécurité des usagers (présence de voies cyclables, de rues paisibles). | **20 points** |
| **Importance stratégique**<br>Importance du projet sur la stratégie d'augmentation des déplacements en transport actif, sur la base des destinations desservies (établissements d'enseignement, pôles d'emploi, présence de | **15 points** |

| | |
|---|---|
| commerces et de services, présence de clientèles plus vulnérables). L'importance stratégique du projet peut également être en lien avec d'autres travaux à effectuer ou d'autres interventions à réaliser au même endroit, représentant des possibilités d'économie d'échelle (combinaison des frais de mobilisation de la main-d'œuvre, du matériel et des matériaux). | |
| **Continuité**<br>Possibilité d'assurer une bonne continuité des cheminements piétons et cyclistes par le développement, le parachèvement et l'interconnexion du réseau piétonnier et cyclable actuel et prévu. Pour les implantations ponctuelles, comme les stationnements pour vélos ou les vélos en libre-service, cette continuité s'évaluera sur la distribution géographique de ces éléments et donc sur le niveau de service en continu (distance entre les stationnements ou stations d'ancrage sur le territoire). | **15 points** |
| **Caractère multimodal**<br>Possibilité d'interconnexion avec d'autres réseaux de transport alternatifs à l'automobile : métro, train, autobus, stationnement incitatif, autocar interurbain, traversier, etc. | **10 points** |
| **Engagement du milieu**<br>Démarche en place favorisant un mode de vie actif de sa population, notamment l'adhésion à des programmes comme la certification VÉLOSYMPATHIQUE, le programme À pied, à vélo, ville active ou la démarche Municipalités amies des aînés, l'existence d'un plan de mobilité durable ou d'un plan de transport incluant les transports actifs, l'existence d'une politique familiale, etc. Lorsqu'applicable, la part du contenu québécois dans les matériaux, le matériel et la main-d'œuvre est à considérer. | **10 points** |
| **Accessibilité**<br>Possibilité pour une plus grande part de la population, notamment pour les personnes ayant un handicap de mobilité ou de motricité, ou ayant des limitations cognitives ou sensorielles, d'utiliser l'infrastructure ou le service. Cette accessibilité se mesure également par la capacité du projet à favoriser l'universalité des clientèles (tout âge, genre ou origine ethnique et culturelle) et l'inclusion sociale (milieu défavorisé, coût d'utilisation abordable dans le cas des vélos en libre-service). | **10 points** |

Le ministre déterminera les projets effectivement sélectionnés, et en limitera le nombre, sur la base :

- de l'analyse des projets selon les critères susmentionnés;
- de la volonté de favoriser une distribution régionale des aides financières, pour les projets d'une valeur de moins de 200 000 $[6];
- de la nécessité de respecter l'enveloppe budgétaire et les montants disponibles à chaque année financière.

[6] Cette clause peut être utilisée pour favoriser les projets ayant obtenu la meilleure cote dans les régions hors communautés métropolitaines où aucun projet ne se qualifie en raison d'une faible population (potentiel d'utilisation) et de l'inexistence d'un transport collectif (caractère multimodal). Cette clause de régionalisation se limite à un maximum de deux projets par région.

### Annonce des projets sélectionnés

Les bénéficiaires des aides accordées pour les projets retenus seront informés par une lettre signée par le ministre, le sous-ministre ou un fonctionnaire autorisé. Les demandeurs dont les projets ne sont pas retenus seront également avisés par écrit et seront invités à redéposer leur projet au cours d'un appel de projets ultérieur, le cas échéant.

## 6. Aide financière et conditions de versements

### Aide financière

L'aide financière accordée dans le cadre du programme ne pourra pas excéder, pour chaque type de travaux admissibles composant le projet, le plus petit des deux montants suivants :

- 50 % des dépenses admissibles;
- l'aide financière maximale prévue pour le type de travaux admissibles, sous réserve de la règle de cumul précisée dans la section ci-dessous.

L'aide financière maximale accordée est de 1 000 000 $ par projet, à l'exception des structures et des systèmes de vélos en libre-service, pour lesquels l'aide maximale est de 2 000 000 $ par projet.

### Règle de cumul

Le cumul des aides financières reçues directement ou indirectement des ministères et organismes des gouvernements du Canada ou du Québec ainsi que des entités municipales qui ne sont pas directement bénéficiaires du programme ne peut pas excéder 80 % du total des dépenses admissibles directement liées au projet. Tout montant supérieur à cette règle de cumul sera déduit de l'aide accordée dans le cadre du présent programme d'aide financière.

Le solde du financement du projet (soit un minimum de 20 % du total des dépenses admissibles directement liées au projet) doit être assumé par le bénéficiaire, les entités municipales concernées par le projet ou des contributions privées.

Aux fins des règles de cumul des aides financières publiques, le terme « entités municipales » renvoie aux organismes municipaux compris à l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

L'actif visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 89 de la Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (RLRQ, c. G-1.04) n'est pas considéré dans la règle de cumul de la présente norme.

### Versements

L'enveloppe budgétaire de ce programme est une enveloppe fermée. Les aides financières sont versées uniquement pour des projets sélectionnés et ne peuvent pas dépasser le budget alloué. En conséquence, le programme ne prévoit pas de majoration des aides financières en cours de travaux.

Pour bénéficier de l'aide financière prévue au programme, l'organisme bénéficiaire, par l'entremise de son représentant autorisé, devra préalablement conclure avec le ministre qui pourrait être représenté par un fonctionnaire autorisé du Ministère, un engagement portant sur le respect des conditions du programme et des obligations qui en découlent, dont la forme est déterminée par le ministre.

Les aides financières sont versées sous la forme d'un paiement au comptant et sont payables en deux versements :

- le premier versement, d'un montant équivalant à 80 % de l'aide financière, est versé suivant l'autorisation du projet (lettre d'octroi de l'aide financière) et la signature de l'engagement du bénéficiaire à respecter les conditions du programme et les obligations en découlant selon la forme prescrite par le ministre;

- le second versement, d'un montant correspondant au solde de l'aide financière, est versé une fois que le rapport des travaux effectués par le bénéficiaire et la résolution d'adoption dudit rapport ont été reçus, analysés et acceptés par le ministre. Si le rapport des travaux fait état de dépenses inférieures aux montants ayant servi au calcul de l'aide déjà versée, le bénéficiaire doit rembourser les sommes versées en trop.

L'aide financière accordée est versée sous réserve des sommes disponibles, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

## 7. Dispositions générales

### Obligations légales et réglementaires

Le bénéficiaire s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur durant la réalisation du projet et à obtenir les autorisations requises avant l'exécution de celui-ci[7].

Pour la réalisation de projets ou d'activités par des tiers, le bénéficiaire doit appliquer les obligations légales en matière de contrats des organismes municipaux.

Pour la réalisation de travaux de construction, à l'exception des travaux réalisés en régie interne :

- les organismes municipaux et les organismes publics assujettis à la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1) sont soumis aux règles en matière d'adjudication des contrats qui leur sont applicables;

[7] Pour toute partie d'un aménagement projeté située sur une route sous la gestion du ministre ou traversant une telle route, le promoteur du projet doit faire approuver ses plans et devis, préalablement à la réalisation des travaux, par la direction générale territoriale concernée du Ministère, et obtenir les permissions requises. Cette condition s'applique aussi à un terrain appartenant au ministre.

- les autres organismes admissibles ont l'obligation de procéder par appel d'offres public pour tout contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal prévu à la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1).

Dans le cas des pistes et sentiers en site propre :

- le bénéficiaire ou son mandataire doit détenir les titres, les baux ou les servitudes lui donnant le droit d'exploiter la piste cyclable;

- sur une propriété privée, à défaut d'en faire l'acquisition, une servitude de droit réel doit être acquise pour la surface occupée par l'aménagement;

- lorsque la piste est située sur un terrain de tenure privée ou publique (ensemble industriel, emprise ferroviaire en exploitation, parc ou réserve), le bénéficiaire ou son mandataire doit conclure une entente avec le propriétaire ou son représentant afin de s'assurer du respect des conditions du programme, notamment en ce qui a trait au montage financier, à l'universalité d'accès et à l'obligation d'entretien.

Dans le cas où les conditions du programme ne sont pas respectées, le ministre se réserve le droit de réduire ou d'annuler l'aide financière ou, le cas échéant, d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes versées en trop. Le non-respect des modalités du programme peut se traduire, entre autres, par le fait d'omettre le dépôt d'un rapport ou de remettre un rapport incomplet, par la réalisation de travaux qui ne sont pas conformes aux normes ou qui sont inachevés, ou encore par des dépenses injustifiées. Aucun intérêt n'est exigible sur les aides financières à verser ou versées en trop.

Le bénéficiaire doit éviter toute situation mettant en conflit son propre intérêt et celui du ministre, ainsi que toute situation créant l'apparence d'un tel conflit. Si une telle situation se présente, le bénéficiaire doit immédiatement en informer le ministre, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au bénéficiaire comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier l'engagement portant sur le respect des conditions du programme et des obligations en découlant.

Le ministre se réserve le droit de refuser, de modifier, de réduire ou de résilier l'aide financière pour des motifs d'intérêt public. Pour ce faire, le ministre adresse un avis écrit au demandeur énonçant le motif de refus, de modification, de réduction ou de résiliation. Le demandeur aura alors l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier. Le ministre pourra tenir compte de ces observations ou de ces documents pour prendre sa décision.

Le bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, ses agents, ses représentants ou ses sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de son engagement, y compris le dommage résultant d'un manquement à une obligation prise en vertu de cet engagement. Le bénéficiaire s'engage à indemniser le ministre de tous les recours, les réclamations, les demandes et les poursuites pris en raison de dommages ainsi causés.

Il doit aussi garantir et faciliter en tout temps toute activité de vérification devant être effectuée dans le cadre du programme par le ministre ou son mandataire ainsi que par tout autre organisme ou personne dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés.

## Réalisation des travaux

Les travaux doivent être réalisés au cours de l'année financière pour laquelle l'aide financière a été demandée ou, le cas échéant, avant la fin de l'année financière spécifiée dans l'engagement. Si les travaux ne peuvent pas être terminés avant cette échéance, le bénéficiaire doit s'adresser au ministre avant le 31 janvier précédant la fin de l'année financière gouvernementale (31 mars) afin d'obtenir l'autorisation de prolonger la période de réalisation des travaux, en indiquant le motif de ce retard et son intention de réaliser les travaux selon un nouvel échéancier. L'acceptation d'une telle prolongation de la période de réalisation des travaux est conditionnelle à l'obtention, par le ministre, des budgets de parachèvement requis pour l'année financière suivante.

Les dépenses effectuées avant la date de la lettre d'acceptation relativement à l'aide financière ne sont pas admissibles, à l'exception des dépenses en lien avec des travaux préparatoires[8] visant à accélérer la réalisation du projet, soit celles concernant :

- la réalisation des plans et devis;
- l'acquisition de terrains;
- le déboisement;
- le terrassement;
- le déplacement de services publics.

Pour l'année financière 2022-2023, l'ensemble des dépenses admissibles prévues à la section 5 effectuées entre le 1er avril 2022 et la date de la lettre d'acceptation sont considérées dans le calcul de l'aide financière.

Les projets doivent être conçus et réalisés pour accorder une accessibilité universelle. Les aménagements doivent être conçus et réalisés selon les normes de conception et de signalisation établies par le ministre[9].

## Gestion des infrastructures et des équipements

Le bénéficiaire doit s'engager à rendre accessibles, gratuitement[10] et universellement, ses équipements ou infrastructures piétonniers et cyclables ayant fait l'objet d'une aide financière sans faire de distinction en fonction du lieu de résidence des usagers. Le ministre peut retarder, réduire ou annuler le versement d'une aide financière à un bénéficiaire lorsque celui-ci en tarifie l'usage ou en discrimine l'accès selon le lieu de résidence de l'usager.

Les infrastructures et les équipements hors route ayant fait l'objet d'une aide financière doivent être utilisés en tout temps uniquement aux fins auxquelles ils ont été réalisés ou, en hiver, pour d'autres modes actifs (ski de fond, raquette, etc.). Ces aménagements ne doivent pas permettre la circulation des véhicules routiers et des véhicules hors route (motos, quads et motoneiges) autrement que pour des raisons d'entretien et d'inspection, de manière à ne pas nuire à la sécurité et à la quiétude des usagers les plus vulnérables. Cependant, la circulation sur les ponts

[8] Ces dépenses sont admissibles même si elles ont été réalisées au cours de l'année financière précédant celle pour laquelle l'aide financière est octroyée.
[9] En l'absence de telles normes, l'aménagement doit être conforme aux règles de l'art en la matière.
[10] À l'exception des tarifs d'utilisation des vélos en libre-service et des stationnements pour vélos de type vélo-station en enclos.

et les structures peut déroger à cette règle si la sécurité et le confort des cyclistes ne sont pas compromis (corridors parallèles, mesure d'atténuation, etc.).

Les voies cyclables à même la chaussée peuvent être saisonnières (fermées en hiver), mais devraient autant que possible être conçues en vue d'une utilisation permanente.

## Processus de suivi et reddition de comptes des bénéficiaires

Le rapport des travaux effectués doit être adopté par résolution de l'instance municipale concernée ou du conseil d'administration de l'organisme mandaté par celle-ci et doit comprendre :

- le détail des dépenses effectuées;
- la mention de tout autre remboursement obtenu pour les travaux faisant l'objet de l'aide financière (remboursements de taxes, autres aides financières, etc.);
- le résultat quant aux indicateurs suivants :
  - nombre de kilomètres de voies cyclables, piétonnes ou polyvalentes réalisées, par type d'aménagement,
  - nombre de kilomètres de rues aménagées pour les piétons et les cyclistes (rue partagée, vélorue, chaussée désignée),
  - nombre de vélos en libre-service et de stations d'ancrage implantés, par type (assisté ou non),
  - nombre de places de stationnement pour vélos ajoutées,
  - nombre de structures (pont, passerelle, passage sous-terrain) aménagées.

Ce rapport doit être déposé avant le 31 janvier de l'année financière pour laquelle l'aide financière est octroyée, afin de permettre un paiement des dépenses avant la fin de l'année financière gouvernementale.

Le bénéficiaire doit s'engager à transmettre au ministre, au plus tard 18 mois après le dernier versement de l'aide financière, les données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme, notamment les résultats des indicateurs susmentionnés. Celles-ci comprennent un comptage, aux frais du bénéficiaire, de l'achalandage ou de l'utilisation de l'infrastructure ou de l'équipement ayant fait l'objet de l'aide financière[11]. Dans le cas des vélos en libre-service, cet achalandage se traduit par le nombre de déplacements effectués par les vélos en libre-service sur le territoire desservi au cours de la saison d'exploitation et le nombre d'abonnements annuels octroyés par le gestionnaire du service (fidélisation des usagers).

Dans le cas des vélos en libre-service, le bénéficiaire s'engage à assurer la confidentialité de toutes données sur les usagers de son service lors du traitement ou de la transmission des données d'utilisation pour des fins de suivi, de recherche, de développement ou d'étalonnage de son système. En aucun cas des données confidentielles sur les usagers ne peuvent être divulguées ou monnayées.

[11] Ne s'applique pas aux stationnements pour vélos et aux aménagements ponctuels.

Tous les projets ayant fait l'objet d'une aide financière dans le cadre du programme peuvent faire l'objet d'une vérification par le ministre ou son mandataire. Le bénéficiaire doit conserver toutes les pièces justificatives et tous les documents relatifs à son projet pendant une période de cinq ans suivant la date du dernier versement de l'aide financière. Il doit s'engager à fournir ces documents et pièces justificatives à tout représentant dûment autorisé qui lui en fait la demande.

Le ministre se réserve le droit d'exiger tout autre document ou renseignement qu'il juge nécessaire.

## Autres obligations et exigences

Le bénéficiaire s'engage à se conformer aux exigences de visibilité qui seront transmises avec la lettre d'octroi ou de l'engagement portant sur le respect des conditions du programme et des obligations en découlant.

Le bénéficiaire accepte que le ministre ou la personne qui le représente puisse annoncer publiquement les éléments importants du projet et de l'aide financière versée, notamment la nature du projet, son emplacement, son coût estimé, le montant de l'aide financière et les bénéfices escomptés à la suite de la réalisation du projet.

Le bénéficiaire consent à la publication, par le ministre, de toute information relative à l'octroi de son aide financière.

# LEXIQUE

# Annexe – Lexique

| | |
|---|---|
| Accessibilité universelle | Aménagement accessible à l'ensemble des usagers se déplaçant par des modes de transport non motorisés, y compris les piétons, les cyclistes et les personnes à capacités physiques restreintes devant faire usage d'un appareil d'aide à la mobilité, motorisé ou non, pour se déplacer. |
| Accotement asphalté | Accotement sur lequel se prolonge le revêtement de la chaussée, séparé de celle-ci par des marques au sol et aménagé spécifiquement pour améliorer la sécurité des cyclistes. |
| Aménagement cyclable | Ensemble des interventions physiques destinées principalement aux cyclistes, y compris les voies, les stationnements pour vélos et les espaces publics. |
| Apaisement de la circulation | Tout aménagement routier destiné à créer un environnement favorable à la réduction de la vitesse et du débit des véhicules routiers ainsi qu'à des comportements moins agressifs des conducteurs. |
| Bande cyclable | Voie unidirectionnelle réservée à l'usage exclusif des cyclistes et délimitée par un marquage au sol ou par un revêtement distinct. Elle est généralement aménagée sur des routes où la vitesse affichée est inférieure ou égale à 50 km/h et située à la droite des autres voies de circulation. |
| Bicyclette assistée | Aux fins du présent programme, bicyclette ou tricycle pour adulte muni d'un moteur électrique d'une puissance d'au plus 500 watts activé uniquement par le pédalage du conducteur, sans commande manuelle d'accélération au guidon. |
| Chaussée désignée | Chaussée officiellement reconnue comme voie cyclable (chaussée partagée avec la circulation automobile), recommandée aux cyclistes, et caractérisée par une signalisation simplifiée et l'absence de corridor réservé aux cyclistes. |

| | |
|---|---|
| Ouvrage d'art | Toute structure permettant le franchissement d'un obstacle par les piétons et les cyclistes, y compris les ponts, les passerelles, les ponceaux, les tunnels et les murs, tels qu'ils sont définis dans le *Tome III – Ouvrages d'art* de la collection Normes – Ouvrages routiers (Publications du Québec). |
| Piste cyclable | Voie cyclable réservée exclusivement à la circulation cycliste, indépendante de toute voie de circulation (en site propre) ou séparée de celle-ci par une barrière physique continue. |
| Rue partagée | Rue aménagée conformément au chapitre V.1 du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2) pour y prioriser les déplacements des piétons. |
| Sentier à usage polyvalent | Voie cyclable ouverte à la circulation d'autres modes de déplacement actifs, comme la marche. |
| Station d'ancrage | Borne à laquelle sont cadenassés les vélos d'un système en libre-service et de laquelle ils peuvent être libérés à l'aide d'une carte, d'une clé ou d'un titre fourni par l'opérateur du système et détenu par l'usager après paiement, le cas échéant. |
| Stationnement pour vélos | Tout dispositif, extérieur ou sous abri, destiné à y cadenasser un vélo en sécurité afin de prévenir le vol tout en préservant le mobilier urbain. |
| Véhicule hors route | Véhicule auquel s'applique la Loi sur les véhicules hors route (RLRQ, chapitre V-1.3). |
| Véhicule routier | Véhicule motorisé pouvant circuler sur un chemin, à l'exclusion des bicyclettes assistées et des fauteuils roulants mus électriquement. |
| Vélorue | Rue aménagée conformément au chapitre V.1 du Code de la sécurité routière pour y favoriser les déplacements à vélo. |
| Voie cyclable | Ensemble des différents types de voies aménagées en fonction de la circulation cycliste, qu'elles soient en site propre ou en partage de la voie publique. |

## Résolution type accompagnant le dépôt d'une demande

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de _____
tenue le _____ 20___.

Sont présents :

formant quorum sous la présidence de _____. Est (sont) également présent(s) :

- **Titre du projet :** _____
- **Résolution numéro :** _____

ATTENDU QUE le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) vise à accroître la part modale des déplacements actifs en milieu urbain et à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) associées aux déplacements des personnes;

ATTENDU QUE _____ a pris connaissance des modalités d'application du programme TAPU et s'engage à les respecter;

ATTENDU QUE _____ doit respecter les lois et règlements en vigueur, et obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet;

ATTENDU QUE le projet mentionné précédemment, déposé dans le cadre de ce programme, est estimé à _____ $ toutes taxes incluses, et que l'aide financière demandée au Ministère est de _____ $;

ATTENDU QUE _____ doit autoriser le dépôt de la demande d'aide financière,

confirmer sa contribution financière au projet et autoriser un de ses représentants à signer cette demande;

POUR CES MOTIFS, sur la proposition de _____, appuyée par _____, il est unanimement résolu et adopté que le conseil de _____ autorise la présentation d'une demande d'aide financière, confirme son engagement à respecter les modalités d'application en vigueur, reconnaissant qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée, et certifie que _____ est dûment autorisée ou autorisé à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministre des Transports.

Copie certifiée conforme
Ce _____ jour de _____ 20___

_____ _____
Nom de la ou du signataire en caractères d'imprimerie Titre de la ou du signataire autorisé

_____
Signature

**Dossier décisionnel**

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1224368007*
Unité administrative responsable : *Direction des projets d'aménagement urbain*
Projet : *Autoriser le dépôt d'une demande de subvention adressée au Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) du ministère des Transports du Québec dans le cadre de l'appel à projets 2022-2023 pour l'achat de vélos à assistance électrique et de stations électriques du système de vélo en libre-service de la ville de Montréal*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Le maintien d'une offre de vélos en libre-service incitera les montréalais et les montréalaises à opter pour ce mode de transport à la fois rapide, efficace, non polluant et à délaisser l'utilisation de l'auto pour leurs déplacements, ce qui contribuera à une réduction des émissions de GES.

3. L'adoption de ce dossier confirme l'importance de diversifier l'offre de transport en proposant une alternative à l'utilisation de l'auto-solo. L'ajout de nouveaux vélos en libre-service à assistance électrique répond à un besoin et permettra d'attirer une nouvelle clientèle à la recherche d'un vélo qui nécessite un effort moindre et permet de parcourir de plus longues distances, plus rapidement. Rappelons que depuis 2020, les vélos en libre-service à assistance électrique acquis par la Ville sont utilisés en moyenne 60% plus souvent que les vélos standards sur une base quotidienne.

## Section B - Test climat

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x**<br><br><br><br>**x** | | <br><br>**x**<br>**x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | <br><br>**x**<br>**x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.004

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1220843003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense estimée à 3 460,90 $ relative au déplacement de Mme Kaila A. Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de ville de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre de la réunion du conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 13 au 15 septembre 2022 à Strathcona County (Alberta). |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense estimée à 3 460,90 $ relative au déplacement de Mme Kaila A. Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de ville de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre de la réunion du conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 13 au 15 septembre 2022 à Strathcona County (Alberta);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-08-26 18:42

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1220843003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense estimée à 3 460,90 $ relative au déplacement de Mme Kaila A. Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de ville de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre de la réunion du conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 13 au 15 septembre 2022 à Strathcona County (Alberta). |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Composée de plus de 2 000 membres, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) représente les intérêts municipaux de ses membres en regard des enjeux liés aux politiques et aux programmes de compétence fédérale. Ses membres regroupent tant les plus grandes villes du Canada que les plus petites collectivités urbaines et rurales, de même que 18 associations provinciales et territoriales de municipalités.
Le conseil d'administration de la FCM est formé d'élus municipaux et de membres affiliés de toutes les régions et de tous les types de collectivités au pays. Il constitue une base d'appui représentative permettant de transmettre le message municipal au gouvernement du Canada. Le conseil d'administration établit les priorités stratégiques qui reflètent les préoccupations des gouvernements municipaux et des membres affiliés. Il se réunit trimestriellement pour établir les orientations à l'égard des enjeux municipaux nationaux. Pendant la réunion trimestrielle, les différents comités permanents se rassemblent pour discuter et élaborer des positions stratégiques à l'égard des enjeux municipaux nationaux. Ces recommandations sont ensuite transmises au conseil d'administration qui les examine et les adopte.

La FCM sert ses membres dans les deux langues officielles et se consacre à l'amélioration de la qualité de vie dans toutes les collectivités en favorisant des gouvernements municipaux forts, efficaces et redevables. Tout en défendant des intérêts stratégiques, la FCM demeure une association professionnelle au service des élus municipaux.

Le conseil d'administration de la FCM est composé de 75 membres. Le Québec y détient 12 sièges, dont trois par la Ville de Montréal. Les élus se font élire lors de l'assemblée générale annuelle des membres.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM22 0238 - Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités, pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023 et le paiement de la

cotisation 2022-2023 au montant de 406 192,93 $.
CE22 0870 - Autoriser une dépense estimée à 11 844 $ relative aux déplacements de Mme Josefina Blanco, membre du comité exécutif et conseillère de la ville de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, de Mme Kaila Amaya-Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement de Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de la ville de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 1er au 6 juin 2022, à Regina, en Saskatchewan.

**DESCRIPTION**

Le présente sommaire vise à autoriser une dépense estimée à 3 460,90 $ relative au déplacement de Mme Kaila A. Munro, conseillère d'arrondissement de l'arrondissement Verdun, et de M. Sylvain Ouellet, conseiller de ville de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre de la réunion du conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 13 au 15 septembre 2022 à Strathcona County (Alberta).

**JUSTIFICATION**

Ces rencontres sont l'occasion de prendre position sur des dossiers prioritaires d'importance, tels que les infrastructures, l'habitation, le transport, la fiscalité, l'environnement, les accords économiques internationaux, etc. La présence des élus de Montréal est nécessaire à la bonne représentation des intérêts montréalais. Les organisateurs du congrès s'efforcent d'élaborer un programme de séminaires offrant des outils et des connaissances pratiques que peuvent appliquer les élus municipaux dans leur municipalité.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

**Budget de fonctionnement :**

Imputer la dépense (estimée) comme suit :

| | 2022 |
|---|---|
| 2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000<br>Division Soutien aux élus<br>Frais de déplacement et hébergement<br>Non admissible loi 90 | 3 460,90 $ |

**MONTRÉAL 2030**

Engagée dans la lutte contre les changements climatiques et l'atteinte de la carboneutralité, la Ville de Montréal compensera les GES générés lors de ce déplacement en vertu du *Programme d'achat de crédits carbone pour les déplacements aériens des activités municipales.*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La participation active de la Ville de Montréal à la FCM permet de faire avancer des dossiers prioritaires auprès du gouvernement fédéral.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

n/a

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

n/a

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

n/a

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Mathieu VICK, Service du greffe
Veronique SAVARY, Direction générale

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Brigitte MCSWEEN
Responsable du soutien aux élus

**Tél :** 514245-6838
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Marie-José CENCIG
Chef de division soutien aux élus - direction du greffe (ce)

**Tél :** 514-772-0121
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
**Tél :** 514 872-3007
**Approuvé le :** 2022-08-26

Montréal

# DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
## Absence, voyage et frais

| NOM DU VOYAGEUR (employé) | | FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu) |
|---|---|---|
| Nom : Kaila A. Munro | Sommaire 1220843003 | Nom : N/A |
| Unité d'affaires : Division du soutien aux élus (unité assumant les frais) | | Numéro de fournisseur : |
| Matricule (9 chiffres) : 100318540 | | Numéro du bon de commande : |
| Numéro de fournisseur : n/a | | ou Numéro d'engagement : |
| Lieu du déplacement : Strathcona County, Alberta | | |
| Date(s) du déplacement : 13 au 15 septembre 2022 | | *Cochez :* *Québec :* |
| Objet du déplacement : Réunion du CA de la FCM | | *Hors Québec : X* |

| PARTIE 1 | | | | PARTIE 2 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Estimé des dépenses** | | | | **Dépenses réelles** | | |
| **Description** | **Montant payé par l'employé** | **Montant payé par la Ville** | | **Montant payé par l'employé** | **Montant payé par la Ville** | |
| | | ***Carte d'achat*** | ***BC ou SDF*** | | ***Carte d'achat*** | ***BC ou SDF*** |
| ***Frais de transport*** | | | | | | |
| Transport en commun | | | | | | |
| Bus ou train (classe économique) | | | | | | |
| Taxi/Location auto | **172,54** | | | | | |
| Automobile personnelle *(joindre formulaire prévu à cette fin)* | | | | | | |
| Avion | | **898,08** | | | | |
| Coût du transport aérien | | | | | | |
| Total des émissions de GES 524,20 | | **29,88** | | | | |
| Quantité crédits carbone nécessaires 996 | | | | | | |
| | | | | | | |
| ***Frais de repas*** | | | | | | |
| Déplacement en Amérique du Nord | **295,35** | | | | | |
| Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice D du Conseil national mixte) | | | | | | |
| ***Frais d'hébergement*** | | | | | | |
| Établissement hôtelier ou logements commerciaux | | **300,00** | | | | |
| Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit) | | | | | | |
| Frais médicaux | | | | | | |
| ***Autres frais*** | | | | | | |
| Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.) | | | | | | |
| **Faux frais** : Indemnité forfaitaire dont la limite est mentionnée à l'annexe A. Elle inclut les frais de téléphone et les frais de nettoyage de vêtements. Les faux frais sont versés pour chaque nuitée dans un hôtel. (2 nuitées x 17,30 $) | **34,60** | | | | | |
| ***Frais de représentation*** *(selon les dépenses admissibles à la directive « Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation » - joindre le formulaire complété)* | | | | | | |
| **Sous-total** (incluant les taxes) | 502,49 $ | 1 227,96 $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| **Total des coûts** | | | 1 730,45 $ | | | - $ |

| IMPUTATION BUDGÉTAIRE | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Entité | Source | Centre Resp. | Activité | Objet | Sous-objet | Inter opér. | Projet | Autre | Cat. actifs | Futur | Montant brut |
| | | | | | | | | | | | 0,00 $ |
| | | | | | | | | | | | 0,00 $ |
| | | | | | | | | | | | 0,00 $ |

| | |
|---|---|
| **Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé** | **0,00 $** |
| **Dépenses non approuvées à réclamer à l'employé** | **0,00 $** |
| **Solde final à rembourser ou à recevoir de l'employé** | **0,00 $** |

| | | |
|---|---|---|
| **REQUÉRANT**<br>Nom et titre en lettres moulées : Kaila A. Munro | Signature : | Date : |

| APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT | | |
|---|---|---|
| **RESPONSABLE**<br>Nom et titre en lettres moulées : **RÉSOLUTION DU CE** | Signature : | Date : |

| APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT | | |
|---|---|---|
| **RESPONSABLE NIVEAU 2**<br>Nom et titre en lettres moulées : | N/A<br>Signature : | Date : |
| **RESPONSABLE NIVEAU 3**<br>Nom et titre en lettres moulées : | N/A<br>Signature : | Date : |

| APPROBATION DU PAIEMENT FINAL | | |
|---|---|---|
| **RESPONSABLE**<br>Nom et titre en lettres moulées : | Signature : | Date : |

**PARTIE 3**

**DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES**

| **Nom : Munro, Kaila A.** | | | | | | **Matricule : 100318540** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mois** | **Jour** | Transport | Stationnement | Repas | Hébergement | Inscription | Faux frais | Taxi/TC | Divers | Frais de représentation | **TOTAL** |
| 09 | 13 | | | | | | 17,30 $ | | | | 17,30 $ |
| 09 | 14 | | | | | | 17,30 $ | | | | 17,30 $ |
| 09 | 15 | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **34,60 $** | **- $** | **- $** | **- $** | **34,60 $** |

Montréal

# DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
## Absence, voyage et frais

| NOM DU VOYAGEUR (employé) | | FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu) |
|---|---|---|
| Nom : Sylvain Ouellet | Sommaire 1220843003 | Nom : N/A |
| Unité d'affaires : Division du soutien aux élus (unité assumant les frais) | | Numéro de fournisseur : |
| Matricule (9 chiffres) : 100001675 | | Numéro du bon de commande : |
| Numéro de fournisseur : n/a | | ou Numéro d'engagement : |
| Lieu du déplacement : Strathcona County, Alberta | | |
| Date(s) du déplacement : 13 au 15 septembre 2022 | | *Cochez :* *Québec :* |
| Objet du déplacement : Réunion du CA de la FCM | | *Hors Québec : X* |

| PARTIE 1 | | | | PARTIE 2 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Estimé des dépenses** | | | | **Dépenses réelles** | | |
| **Description** | **Montant payé par l'employé** | **Montant payé par la Ville** | | **Montant payé par l'employé** | **Montant payé par la Ville** | |
| | | ***Carte d'achat*** | ***BC ou SDF*** | | ***Carte d'achat*** | ***BC ou SDF*** |
| ***Frais de transport*** | | | | | | |
| Transport en commun | | | | | | |
| Bus ou train (classe économique) | | | | | | |
| Taxi/Location auto | **172,54** | | | | | |
| Automobile personnelle *(joindre formulaire prévu à cette fin)* | | | | | | |
| Avion | | **898,08** | | | | |
| Coût du transport aérien | | | | | | |
| Total des émissions de GES 524,20 | | **29,88** | | | | |
| Quantité crédits carbone nécessaires 996 | | | | | | |
| | | | | | | |
| ***Frais de repas*** | | | | | | |
| Déplacement en Amérique du Nord | **295,35** | | | | | |
| Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice D du Conseil national mixte) | | | | | | |
| ***Frais d'hébergement*** | | | | | | |
| Établissement hôtelier ou logements commerciaux | | **300,00** | | | | |
| Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit) | | | | | | |
| Frais médicaux | | | | | | |
| ***Autres frais*** | | | | | | |
| Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.) | | | | | | |
| **Faux frais** : Indemnité forfaitaire dont la limite est mentionnée à l'annexe A. Elle inclut les frais de téléphone et les frais de nettoyage de vêtements. Les faux frais sont versés pour chaque nuitée dans un hôtel. (2 nuitées x 17,30 $) | **34,60** | | | | | |
| ***Frais de représentation*** *(selon les dépenses admissibles à la directive « Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation » - joindre le formulaire complété)* | | | | | | |
| **Sous-total** (incluant les taxes) | 502,49 $ | 1 227,96 $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| **Total des coûts** | | | 1 730,45 $ | | | - $ |

| IMPUTATION BUDGÉTAIRE | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Entité | Source | Centre Resp. | Activité | Objet | Sous-objet | Inter opér. | Projet | Autre | Cat. actifs | Futur | Montant brut |
| | | | | | | | | | | | 0,00 $ |
| | | | | | | | | | | | 0,00 $ |
| | | | | | | | | | | | 0,00 $ |

| | |
|---|---|
| **Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé** | **0,00 $** |
| **Dépenses non approuvées à réclamer à l'employé** | **0,00 $** |
| **Solde final à rembourser ou à recevoir de l'employé** | **0,00 $** |

| | | |
|---|---|---|
| **REQUÉRANT**<br>Nom et titre en lettres moulées : Sylvain Ouellet | Signature : | Date : |

| APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT | | |
|---|---|---|
| **RESPONSABLE**<br>Nom et titre en lettres moulées : **RÉSOLUTION DU CE** | Signature : | Date : |

| APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT | | |
|---|---|---|
| **RESPONSABLE NIVEAU 2**<br>Nom et titre en lettres moulées : | N/A<br>Signature : | Date : |
| **RESPONSABLE NIVEAU 3**<br>Nom et titre en lettres moulées : | N/A<br>Signature : | Date : |

| APPROBATION DU PAIEMENT FINAL | | |
|---|---|---|
| **RESPONSABLE**<br>Nom et titre en lettres moulées : | Signature : | Date : |

**PARTIE 3**

**DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES**

| **Nom : Ouellet, Sylvain** | | | | | | **Matricule : 100001675** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mois** | **Jour** | Transport | Stationnement | Repas | Hébergement | Inscription | Faux frais | Taxi/TC | Divers | Frais de représentation | **TOTAL** |
| 09 | 13 | | | | | | 17,30 $ | | | | 17,30 $ |
| 09 | 14 | | | | | | 17,30 $ | | | | 17,30 $ |
| 09 | 15 | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | | | | | | | | | | - $ |
| | | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **- $** | **34,60 $** | **- $** | **- $** | **- $** | **34,60 $** |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1220843003
Unité administrative responsable : *Division du soutien aux élus*
Projet : *S/O*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s/o* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.005

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1223999002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nomination de Mme Virginie Journeau, conseillère de la Ville du district de Pointe-aux-Trembles de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à titre de membre observatrice au conseil du système alimentaire montréalais (CSAM) pour une période de trois ans |

Il est recommandé de :

- nommer Mme Virginie Journeau, conseillère de la Ville du district de Pointe-aux-Trembles de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à titre de membre observatrice au Conseil du système alimentaire montréalais (CSAM) pour une période de trois ans.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-26 10:35

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1223999002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division réduction des inégalités et milieux de vie inclusifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nomination de Mme Virginie Journeau, conseillère de la Ville du district de Pointe-aux-Trembles de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à titre de membre observatrice au conseil du système alimentaire montréalais (CSAM) pour une période de trois ans |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Système alimentaire montréalais (SAM) est un réseau régional comprenant plusieurs partenaires en alimentation (production, transformation, distribution, consommation et post-consommation). Sa mission est d'assurer un leadership régional fort en matière d'alimentation en mobilisant les acteurs, en conseillant les décideurs et en appuyant des initiatives structurantes. Ceci s'incarne par la vision d'une alimentation saine, diversifiée, de proximité, abordable et durable pour tous et toutes. En 2018, Montréal s'est dotée d'un premier conseil de politiques alimentaires - le SAM devenait ainsi le *Conseil du système alimentaire montréalais* (CSAM) regroupant près de 25 membres issus d'horizons divers (milieu économique, universitaire, institutionnel, philanthropique, communautaire, etc.). Ce Conseil intégré à l'organisme Montréal Métropole en santé (MMS) a été mis en place conformément à l'avis favorable émis en 2016 par le comité exécutif pour l'établissement d'un Conseil des politiques alimentaires. Actuellement, le CSAM est l'une des deux mobilisations avec Montréal physiquement active (MPA) qui composent l'organisme Montréal, Métropole en santé.
Dans sa gouvernance, Montréal, métropole en santé (MMS) est administré par un conseil d'administration :

· Co-présidé par la Ville de Montréal et la Direction régionale de santé publique;
· Composé de représentant.es des différents milieux engagés dans les mobilisations de MPA et CSAM.

Le CSAM est une instance multipartenariale de la collectivité montréalaise ancrée dans le milieu en raison notamment des expertises qu'elle rassemble, le soutien et l'accompagnement qu'elle propose et le maillage qu'elle facilite.

La mission du CSAM est :

· d'agir comme espace de coopération, de concertation et de maillage régional et local;
· de créer des opportunités de partage de connaissance;
· de développer des positions et promeut des priorités et des politiques favorables à un système alimentaire durable et équitable;
· de soutenir la mise en place d'initiatives structurantes.

Il est composé d'environ 25 membres issus des milieux communautaire, gouvernemental, municipal, institutionnel, économique, philanthropique, agroalimentaire, citoyen et universitaire. Il y a 10 membres statutaires (dont le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation - MAPAQ-; la Direction régionale de santé publique DRSP et la Ville de Montréal dont trois services de la Ville de Montréal soit le Service de la diversité et de l'inclusion sociale, le Service du développement économique et le Service de l'environnement) et 15 membres sélectionnés.

À la suite de la publication des recommandations de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise, depuis 2018, le comité exécutif souhaite que la mairesse désigne un.e élu.e qui le représente au CSAM. Les représentant.es de la Ville sont désignées à titre d'observateurs.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG21 0468** du 26 août 2021: Accorder un soutien financier de 450 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période 2021-2024, dans le cadre du Fonds région et ruralité / Approuver un projet de convention à cet effet
**CE18 1505** du 5 septembre 2018 : Désignation de madame Marie-Andrée Mauger, conseillère dans l'arrondissement de Verdun, à titre de membre observateur au conseil d'administration du Conseil du Système alimentaire montréalais, pour un mandat de trois ans (2018-2021)

**CE16 0113** du 13 janvier 2016: Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur le développement social et la diversité montréalaise portant sur « l'Analyse de l'opportunité de se doter, à l'échelle de l'agglomération montréalaise, d'un conseil des politiques alimentaires

**DESCRIPTION**

Détentrice d'un baccalauréat en Biologie en apprentissage par problèmes à l'UQAM, Virginie Journeau a poursuivi à la maîtrise à l'Université de Sherbrooke en Gestion systémique des milieux naturels. Durant cette maîtrise à volet international, elle a visité les systèmes d'agriculture dans la péninsule du Yucatan au Mexique puis a effectué un stage sur une ferme en biodynamie au Brésil dans l'État de Paraiba. Par la suite, elle a travaillé pendant deux années au Nicaragua dans un projet en agroécologie. De retour au Québec, elle a décidé de prendre le rôle de la coordination en agriculture urbaine à l'Éco de la Pointe-aux-Prairies, organisme porteur du programme Éco-quartier dans son arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles où elle s'occupait notamment des jardins communautaires et du jardin collectif Skawanoti au Cégep Marie-Victorin. Elle a par ailleurs siégé sur le conseil d'administration du Réseau alimentaire de l'est de Montréal et sur celui du Marché public de Pointe-aux-Trembles.
De par son expérience, Virginie Journeau saura renforcer la concertation entre la Ville et les différents acteurs du milieu de l'alimentation et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le cadre de ses fonctions à titre de membre observatrice au conseil du système alimentaire montréalais (CSAM).

Il est recommandé de désigner madame Virgine Journeau, conseillère de la Ville du district de Pointe-aux-Trembles de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, à titre de membre observatrice pour la Ville de Montréal, pour une période de trois ans.

**JUSTIFICATION**

Lors de la création du CSAM, le Comité exécutif avait déterminé que la mairesse de Montréal

désignerait un élu ou une élue détenant un fort leadership et pour qui le droit à l'alimentation deviendra un dossier prioritaire afin de la représenter auprès du CPA dans le cadre des échanges de celui-ci avec la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La recommandation de nomination n'a aucun impact financier

**MONTRÉAL 2030**

Cette recommandation s'inscrit dans le contexte de la planification stratégique Montréal 2030, cette nomination traduit l'engagement de la Ville de Montréal à Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion et à réaliser la Priorité 6: *Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire*

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La nomination d'une élue au CSAM permet de renforcer la concertation entre la Ville et les différents acteurs du milieu de l'alimentation et la lutte contre l'insécurité alimentaire. Cette initiative permet à la Ville de Montréal, tant les services centraux que les arrondissements que les Villes liées, de maximiser leur pouvoir d'action et leurs investissements en joignant leurs forces à celles de partenaires financiers majeurs ainsi qu'à plus de 300 partenaires provenant de tous les milieux et déjà engagés pour une ville durable.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun impact

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S.O. Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : septembre
Conseil municipal : septembre

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Aurélie LEBRUN
Agente de recherche

**Tél :** 438 354-8108
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-22

Dina HUSSEINI
Cheffe de section

**Tél :** 438-864-5150
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Nadia BASTIEN
Directrice - Service de la diversité et de l'inclusion sociale
**Tél :** (514) 872-3510
**Approuvé le :** 2022-08-25

CE : 30.006

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.007

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229679001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un budget équivalent de revenus et de dépenses d'un montant 450 000 $ au budget de fonctionnement 2022 de la Division de l'exploitation, innovation et gestion des déplacements du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la gestion du réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques. |

Il est recommandé :
1. d'accorder un budget équivalent de revenus et de dépenses d'un montant 450 000 $ au budget de fonctionnement 2022 de la Division de l'exploitation, innovation et gestion des déplacements du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la gestion du réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques;
2. d'effectuer l'ajustement budgétaire conformément à l'intervention financière inscrite au dossier décisionnel.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-24 14:41

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1229679001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un budget équivalent de revenus et de dépenses d'un montant 450 000 $ au budget de fonctionnement 2022 de la Division de l'exploitation, innovation et gestion des déplacements du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la gestion du réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques. |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est jointe au Circuit Électrique (CÉ) d'Hydro-Québec, premier réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques (BRVÉ) au Canada, afin de soutenir l'électrification des véhicules sur son territoire. À ce jour, la Ville a déployé un réseau de 1 189 BRVÉ, accessibles à tous, à l'échelle de son territoire et principalement installées sur rue. La récente annonce du gouvernement provincial d'interdire la vente de véhicules à essence en 2035 conforte la Ville dans la poursuite d'installation de BRVÉ.

Dans son dernier Programme décennal d'immobilisations, la Ville a prolongé son programme d'installation de BRVÉ avec l'ajout d'environ 1 000 nouvelles BRVÉ faisant partie du CÉ d'ici la fin de l'année 2025. La Ville prévoit donc le déploiement d'environ 200 nouvelles BRVÉ annuellement. À la fin de 2025, la Ville devrait donc offrir à sa population un réseau de plus de 2 000 BRVÉ. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a récemment adopté un règlement d'emprunt nécessaire afin de financer la poursuite du programme d'installation des BRVÉ.

La Ville de Montréal est en partenariat avec le fournisseur Axso, une filiale d'Hydro-Québec qui exploite les BRVÉ. Axso amasse les sommes (revenus) qui résultent de l'utilisation des BRVÉ en exploitation, et reverse ces sommes à la Ville sous la forme de revenus tarifaires à chaque trimestre. La grande utilisation des BRVÉ génère des revenus réels qui rapportent à la Ville au moins 100 000$ et plus par mois. Chaque année, les revenus tarifaires perçus par la Ville sont en augmentation, du fait de l'utilisation en hausse des BRVÉ.

Depuis le lancement du programme des BRVÉ, le budget des revenus et des dépenses n'avait

jamais été réajusté jusqu'alors en conséquence des revenus tarifaires, compte tenu de l'augmentation des BRVÉ en opération et de leur utilisation grandissante.

L'augmentation continue du parc de véhicules électriques exerce une pression sur l'utilisation des équipements installés. Malgré les revenus tarifaires perçues par la Ville pour entretenir et maintenir les équipements, il existe un écart de fonds pour répondre au besoin grandissant en opération et entretien.

Il est donc demandé l'ajustement du budget des revenus et des dépenses. Cette demande n'a aucune répercussion sur la taxation des citoyens. Elle est nécessaire, car les installations mises en place sont favorables pour les montréalais.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

- **CM18 1018 - 21 août 2018** (GDD 1180160003) - Autoriser pour 2018, un budget de fonctionnement additionnel de revenus de 155 000$ en redevance, et de 90 000 $ de dépenses en frais d'entretien des bornes de recharge pour véhicules électriques, au profit de la Division du développement des transports, Service des infrastructures, de la voirie et des transports/ Pour les années subséquentes les revenus et dépenses seront ajustés au budget de fonctionnement

- **CM17 0154 - 20 février 2017** - Approuver un projet d'entente de partenariat entre la Ville et HQ pour le déploiement de BRVÉ pour véhicules électriques, pour une période de 4 ans, renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à faire autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 450 000 $, dans le cadre de ses interventions de maintenance, pour répondre à l'évolution des frais de consommation d'électricité et autres frais d'opérations et d'entretien des BRVÉ publiques.

Ce budget correspond au montant requis pour compenser l'écart de fonds nécessaire pour contribuer aux opérations de maintenance de son réseau de BRVÉ. Au cours de l'année, il ne reste pas suffisamment de crédits dans le budget de revenus et de dépenses pour poursuivre les remboursements attribuables aux frais de consommation d'énergie supportés par les arrondissements où les équipements sont installés, mais également aux frais d'opérations et d'entretien.

**JUSTIFICATION**

La Ville de Montréal installe de plus en plus de BRVÉ et les bris sont proportionnels au volume des équipements installés. Considérant les montants investis dans les BRVÉ, il est important qu'elles soient accessibles et fonctionnelles afin de maintenir le service aux usagers, d'où la nécessité de les réparer rapidement lorsqu'un bris est signalé.

Le budget de revenus et de dépenses est nécessaire pour les frais d'opérations, de maintenance et de remplacement ainsi que les remboursements des frais d'électricité aux arrondissements.

Actuellement, le budget de revenus et de dépenses est insuffisant en cours d'année pour poursuivre les remboursements liés aux frais de consommation d'énergie supportés par les arrondissements où les équipements sont installés, mais également aux frais d'entretien et

d'opérations. Les données, récoltées au cours des années, nous démontrent une utilisation grandissante des équipements installés.

Entre 2020 et 2021, le taux d'utilisation des BRVÉ a augmenté d'environ 45% d'après les données récoltées et cette tendance reste à la hausse pour les années à venir. Cela implique donc des entretiens continus pour maintenir le réseau des BRVÉ dans un état sain afin de répondre à la demande évolutive. De plus, avec une prévision de déploiement d'environ 200 BRVÉ par année pour atteindre les 1 000 BRVÉ supplémentaires d'ici la fin 2025, les frais de consommation d'électricité continueront de croître d'année en année, en tenant compte également de l'augmentation du prix du kilowattheure.

Ci-dessous, le tableau des revenus et des dépenses depuis l'année 2019, comparativement au nombre de BRVÉ en opération, ainsi que les tableaux récapitulatifs des projections et des frais liés aux BRVÉ pour l'année 2022 :

| | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Budget** | **Réel** | **Budget** | **Réel** | **Budget** | **Réel** | **Budget** | **Réel (au 31 mars)** | **Projection redevances et dépenses** |
| **Revenus** | 220 000 $ | 526 694 $ | 315 000 $ | 365 000 $ | 321 000 $ | 933 666 $ | 327 400 $ | 314 067 $ | 1 520 000 $ |
| **Dépenses** | 120 000 $ | 151 003 $ | 360 000 $ | 320 291 $ | 620 000 $ | 840 000 $ | 620 000 $ | 373 340 $ | 1 042 190 $ |
| **Nombre de BRVÉ** | 637 | | 867 | | 1 024 | | 1 185 | | |

| | PRÉDICTIONS ANNÉE 2022 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Trimestre 1** | **Avril** | **Mai** | **Juin (+2%)** | **Trimestre 2** | **Trimestre 3 (+1,5%)** | **Trimestre 4 (+1,5%)** | **Total** |
| **Somme kWh** | 1 697 895 | 628 975 | 667 311 | 680 657 | 1 976 942 | 2 006 596 | 2 036 695 | 7 718 127 |
| **Revenus nets** | 334 519 $ | - | - | - | 389 496 $ | 395 339 $ | 401 269 $ | 1 520 622 $ |

| SOMMAIRE DES FRAIS | | |
|---|---|---|
| **Année** | **2022** | **2023** |
| **Nombre de BRVÉ en opération** | **1 185** | **1400** |
| **Frais de télécommunications** | | |
| Frais de télécommunications | 155 000 $ | 182 900 $ |
| Contingence (10%) | 15 500 $ | 18 290 $ |
| **Total** | **170 500 $** | **201 190 $** |
| **Frais d'entretien et remplacement** | | |

| | | |
|---|---|---|
| Frais d'entretien et de remplacement | 89 400 $ | 110 000 $ |
| Contingence (10%) | 8 940 $ | 11 000 $ |
| **Total** | **98 340 $** | **121 000 $** |
| **Total frais consommation d'énergie** | **815 000 $** | **929 100 $** |
| **Grand total frais d'exploitation** | **1 083 840 $** | **1 251 290 $** |
| **Redevances (nets de taxes pour 7 718 000 kWh)** | **1 634 000 $** | **1 764 720 $** |

À noter que le nombre de BRVÉ en opération date du dernier bilan de juillet 2022.

Entre 2019 et 2021, les dépenses étaient en deçà des revenus. Cette tendance s'est inversée en 2022, où le bilan des dépenses au trimestre 2, est supérieur aux revenus. Ceci s'explique par un plus grand nombre de BRVÉ en opération et des frais liés.

Avec l'augmentation des BRVÉ en opération, les revenus tarifaires et les dépenses seront révisées annuellement au budget de fonctionnement. Actuellement, les fonds requis aux frais des bornes doivent continuellement être trouvés dans une source de compétence locale, disponibles dans d'autres divisions.

Afin d'offrir un service efficace aux citoyens, il est recommandé d'approuver la demande de budget additionnel au budget de fonctionnement afin de faire face au besoin croissant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le budget additionnel de dépenses équivalent au revenu d'un montant de 450 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement de la Division Exploitation, innovation et gestion des déplacements du SUM.

Les ajustements de budgets revenus et dépenses sont de compétence 100% ville centrale.

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il consiste à une demande administrative et financière.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où le budget additionnel ne serait pas autorisé, la Ville ne sera plus en mesure de compenser l'augmentation de la consommation d'énergie supportée par les arrondissements ainsi que les frais d'opération et de maintenance grandissants.

En l'absence d'un budget d'entretien adéquat, le réseau de BRVÉ ne pourrait être maintenu à sa pleine capacité et l'offre aux usagers diminuerait progressivement. Nous devrions

également envisager des coupes budgétaires ailleurs pour compenser, au détriment d'autres activités.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Il n'y a pas d'impact lié à la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par le Comité exécutif : 7 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Isabel Cristina OLIER)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Giscard NIKER DE TOKI
controleur(-euse) de projet

**Tél :** 5148723336
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-28

Jonathan HAMEL-NUNES
Chef de division par intérim

**Tél :** 438-989-5036
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jonathan HAMEL-NUNES
Chef de division par intérim (ing)

**Tél :** 438-989-5036
**Approuvé le :** 2022-08-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-24

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229679001
Unité administrative responsable : exploitation, innovation et gestion des déplacements
Projet : Acquisition et installation de bornes de recharge pour véhicules électriques

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229679001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements |
| **Objet :** | Accorder un budget équivalent de revenus et de dépenses d'un montant 450 000 $ au budget de fonctionnement 2022 de la Division de l'exploitation, innovation et gestion des déplacements du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la gestion du réseau de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1229679001.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872-3580

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-23

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de Section DCSF
**Tél :** (514) 503-3296
**Division :** Service des finances

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.008

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228021003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter une subvention maximale de 7 132,50 GBP (livres sterling) (approximativement 11 000 $ CAD) de WCCF ltd. afin de permettre le financement du projet d'échange culturel entre les villes de Montréal et Lisbonne. Approuver un projet de convention entre la Ville et WCCF ltd. détaillant les modalités d'application de la subvention. Accorder un budget additionnel de dépenses de 11 000 $ CAD, équivalent au revenu additionnel. |

Il est recommandé :
1. d'accepter une subvention maximale de 7 132,50 GBP (livres sterling) (approximativement 11 000 $ CAD) de WCCF ltd. afin de permettre le financement du projet d'échange culturel entre les villes de Montréal et Lisbonne;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville et WCCF ltd. détaillant les modalités d'application de la subvention;
3. d'accorder un budget additionnel de dépenses de 11 000 $ CAD, équivalent au revenu additionnel à la direction du Service de la culture.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-29 08:56

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1228021003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accepter une subvention maximale de 7 132,50 GBP (livres sterling) (approximativement 11 000 $ CAD) de WCCF ltd. afin de permettre le financement du projet d'échange culturel entre les villes de Montréal et Lisbonne. Approuver un projet de convention entre la Ville et WCCF ltd. détaillant les modalités d'application de la subvention. Accorder un budget additionnel de dépenses de 11 000 $ CAD, équivalent au revenu additionnel. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal est membre du World Cities Culture Forum (WCCF) depuis 2013. Le but du WCCF est d'établir un dialogue permanent entre les principales villes du monde, relativement à leurs programmes et priorités culturels, pour explorer comment la culture peut agir davantage comme levier de développement et jouer un rôle rassembleur dans les villes d'aujourd'hui. La forme privilégiée d'action du Forum est le réseautage et l'échange entre hauts fonctionnaires, ainsi qu'entre représentants de la vie culturelle de chacune des villes membres.
Un des avantages pour Montréal d'être membre du WCCF est de pouvoir assister au Sommet annuel, mais également d'être éligible à un soutien financier pour réaliser des échanges avec d'autres villes membres grâce au *Leadership Exchange Program* financé par l'intermédiaire du WCCF ltd. Ce dernier agit à titre de coordonnateur entre les villes bénéficiaires du programme et la Fondation Bloomberg Philantropies fournit le financement pour ces projets.
Des discussions autour de différentes thématiques ont été organisées ces dernières années, et plus précisément, dans les derniers mois avec la Ville de Lisbonne (Portugal) afin de voir les pistes de collaboration possibles. Cela a donné lieu à ce projet de mission entre Montréal et Lisbonne.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE22 1162 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum pour la période d'avril 2022 à mars 2023 pour un montant de 7 150 £ (11 375 $ CAD approximativement);
CE21 1077 du 9 juin 2021 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum pour la période d'avril 2021 à mars 2022 pour un montant de 8

500 Euros (12 516 $ CAD approximativement).

CE20 1109 du 5 août 2020 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum, pour la période d'avril 2020 à mars 2021, pour un montant de 8 500 Euros (13 045 $ CAD approximativement).

CE19 1253 du 7 août 2019 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum, pour la période d'avril 2019 à mars 2020, pour un montant de 8 500 euros (12 833,22 $ CAD approximativement).

CE18 1752 du 31 octobre 2018 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum, pour la période d'avril 2018 à mars 2019, pour un montant de 8 500 Euros (12 572,35 $ CAD approximativement).

CE16 1908 du 30 novembre 2016 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum pour la période du 1er septembre 2016 au 31 août 2017 pour un montant de 7 500 Euros (10 976,25 $ CAD approximativement).

CE15 1980 du 4 novembre 2015 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum pour la période du 1er septembre 2015 au 31 août 2016 pour un montant de 7 500 Euros (11 200 $ CAD approximativement).

CE14 2579 - Approuver le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum pour la période du 1er septembre 2014 au 31 août 2015. Dépense de 5 000 Euros (7 100 $ CAD approximativement)

CE13 1014 du 3 juillet 2013 - Approuver l'adhésion de la Ville de Montréal au World Cities Culture Forum pour la période du 1er août 2013 au 31 juillet 2014. Dépense de 15 000 $ US (15 600 $ CAD approximativement). Mandater la Direction de la culture et du patrimoine pour en assurer le suivi administratif

**DESCRIPTION**

Les thématiques de l'échange sont la décentralisation et les quartiers culturels, la médiation culturelle, la participation citoyenne, l'inclusion, les maisons de la culture et l'art mural.
**Objectifs**

Pour Lisbonne :

- Alimenter leur réflexion pour mettre en place une stratégie politique autour du développement de quartiers culturels;
- Prendre connaissance des différents programmes mis en place par le Service de la culture avec les arrondissements afin de favoriser le développement culturel local;
- Visiter les infrastructures culturelles qui se démarquent à Montréal, comme le Quartier des spectacles, la Tohu, le MEM - Centre des mémoires montréalaises, etc.

Pour Montréal :

- Comparer les façons de faire à travers la prise de connaissance de différents projets de médiation culturelle, de mise en valeur du patrimoine immatériel, d'inclusion, de participation culturelle dans les quartiers de Lisbonne (EGEAC - Société de gestion d'équipements et d'animation culturelle-, A Square in Each Neighborhood, Galeria Arte Urbana (GAU), coopérative culturelle LARGO / Sou Residencias);

- Comparer les façons de faire pour la gestion des festivals, événements et art public (art mural);
- Découvrir comment une ville met en valeur son patrimoine immatériel (ex: musée du Fado, musée nationale de l'Azulejo).

**Délégations**

Ville de Lisbonne:
- L'élu responsable de la culture, de l'éducation, de l'économie et de l'innovation,
- La conseillère de l'élu responsable de la culture, de l'éducation, de l'économie et de l'innovation,
- Deux fonctionnaires de la Ville de Lisbonne (coordonnateurs à l'implantation de futurs quartiers culturels).

Ville de Montréal:
- Un-e représentant-e pour le volet musées et patrimoine;
- Un-e représentant-e pour le volet art mural et espaces culturels;
- Un-e représentant-e pour le volet festivals et événements.

**JUSTIFICATION**

Montréal bénéficierait de ce programme pour la première fois, n'ayant jamais participé à des échanges avec d'autres villes membres du WCCF dans le cadre du Leadership Exchange Program,
Les interventions culturelles de la Ville de Lisbonne dans les quartiers en lien avec les communautés sont très proches de celles développées à Montréal, tout en fonctionnant très différemment au niveau des structures de travail. En effet, les deux villes partent de points opposés, puisqu'à Lisbonne la gestion de toutes les salles et événements est centralisée, mais elles se rejoignent dans leur vision plus sociale du développement culturel dans les quartiers. Territoires d'immigration, les deux villes se ressemblent également en ce qui a trait à la mixité de leurs populations et leur philosophie concernant l'inclusion de la diversité.

Même si Montréal est plus avancée dans le développement de stratégies et programmes qui favorisent le développement culturel dans les quartiers, cet échange permettra à nos équipes de prendre connaissance de projets aux objectifs similaires, mais gérés différemment (moins en silo), ainsi que de confronter et améliorer nos pratiques. Cet échange permettra également de favoriser un travail plus transversal, la mutualisation des pratiques et la consolidation de nos actions.

Cette mission est directement en lien avec la démarche des Quartiers culturels et le Plan stratégique Montréal 2030. Les organisateurs souhaitent que Montréal prenne part à cet échange en raison de son expertise, afin de bonifier les discussions lors de panels avec les autres villes présentes au sommet annuel du WCCF.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Financement accordé par WCCF ltd. : 7 132,50 GBP (livres sterling) (approximativement 11 000 $ CAD) pour Montréal.
Ce montant couvre les frais financés par le programme :

- les billets d'avion aller-retour et les frais de transport pour accueillir les trois délégués sélectionnés;
- les nuits d'hôtel (pour un maximum de 5 nuits pour 3 personnes (15 nuitées);
- les repas (per diem);
- les frais d'accueil pour la ville hôte (transport, repas, billets de spectacles, etc.).
- Une somme maximale de 1000 GBP (livres sterling) pour la production d'une vidéo

et de photos de l'échange.

L'ensemble de ces frais sont financés dans le cadre du Leadership Program Exchange pour trois employé-e-s du Service de la culture pour représenter la Ville de Montréal.

Un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent au montant accordé par WCCF ltd. soit, une somme maximale de 7 132,50 GBP (livres sterling) (approximativement 11 000 $ CAD) est requise. Cette dépense sera assumée par la ville centrale. Cette dépense additionnelle provenant d'une entente conclue avec WCCF ltd. sera consacrée à couvrir les frais financés par ce programme.

**MONTRÉAL 2030**

La participation à l'échange permet de répondre aux objectifs du Plan stratégique Montréal 2030.
En référence à la grille en pièce jointe, cet échange favorisera la promotion de la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif (action 15) et permettra le rayonnement de la métropole (action 20).

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Faire partie de la quarantaine de villes membres du WCCF est un signe de reconnaissance du travail accompli au cours des dernières années. Réputé internationalement, le dynamisme culturel de Montréal fait la spécificité de notre métropole. La participation à ce programme permettra aux représentants de la Ville de Montréal de prendre connaissance des réalisations de Lisbonne en matière d'action culturelle et aussi de mieux faire connaître les réalisations montréalaises dans un contexte d'échange des meilleures pratiques.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

En participant à cet échange, Montréal pourra reprendre contact en présentiel avec les collaborateurs de la Ville de Lisbonne, discuter des grands enjeux en culture et pourra profiter de cette opportunité pour mettre en lumière les réalisations culturelles en matière d'adaptation aux impacts des mesures mises en place pour contrer la COVID-19. Ce sera une belle opportunité de faire rayonner la Ville après deux ans de pandémie.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

En lien avec la convention à signer et les éléments de visibilité:

Pour promouvoir l'échange
- 10 publications liées à l'échange sur les médias sociaux ville, partenaires, arrondissement etc

Pour documenter l'échange
- Une vidéo promotionnelle
- Prise de photos lors de l'échange

En accord avec le Service de l'Expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Représentants de la Ville de Lisbonne en visite à Montréal : Semaine du 5 au 9 septembre 2022.

- Lundi 5 septembre (férié): Arrivée de la délégation

- Rencontres et visites (en pièce jointe du contrat)

Représentants de la Ville de Montréal en visite à Lisbonne : Semaine du 26 au 30 septembre 2022.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

**Tél :** 514 868-5020
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-22

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - programmation et diffusion par interim

**Tél :** 514 872-7404
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Kevin DONNELLY
Chef de division
**Tél :** 514-872-5189
**Approuvé le :** 2022-08-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1228021003**

Unité administrative responsable : Service de la culture

Projet : Accepter une subvention de 6 132,50 £ (approximativement 9 600 $ CAD) de WCCF ltd. afin de permettre le financement du projet d'échange culturel entre les villes de Montréal et Lisbonne. Approuver un projet de convention entre la Ville et WCCF ltd. détaillant les modalités d'application de la subvention. Accorder un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | X | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>- action 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.<br><br>- action 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. | | | |

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- action 15 : L'échange avec Lisbonne permettra de faire connaître les pratiques exemplaires locales en matière de développement culturel. Montréal peut donc y mettre de l'avant son expertise, notamment organisant des visites au Quartier des spectacles, à la TOHU et au Centre des mémoires montréalaises (MEM) avec la délégation de Lisbonne.

- action 20 : Permet de maintenir Montréal parmi les villes reconnues et attractive pour leur stratégie de développement qui intègre la culture. La présence de Montréal à Lisbonne permettra de renforcir les liens avec Lisbonne qui partagent des enjeux et des défis communs en culture et qui souhaite s'inspirer de notre démarche de Quartiers culturels.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | X |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | X |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | X |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**ACCORD DU LEADERSHIP EXCHANGE PROGRAMME (PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DIRIGEANTS)**

Me Domenico Zambito,
Greffier adjoint, Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est,
Montréal, Québec
H2Y 1C6

**Notre réf : LEP22-001**

**Date :** 19/08/2022

Bonjour Me Dominico Zambito,

**Accord de subvention - World Cities Culture Forum Leadership Exchange Programme (Programme d'échange de dirigeants du World Cities Culture Forum) (« le Programme »)**

J'ai le plaisir de confirmer que WCCF Limited (« WCCF »), une société à responsabilité limitée par garantie constituée en Angleterre et au Pays de Galles, dont le siège social est situé à City Hall, Kamal Chunchie Way, London, E16 1ZE, étant l'organisme constitué en société qui gère le World Cities Culture Forum, a accepté d'accorder à la Ville de Montréal, dont le siège social est situé à l'adresse indiquée ci-dessus (« Vous/Votre/Vos »), une somme n'excédant pas 6,132.50 GBP (livres sterling) au total (« le Financement ») pour le coût de Votre échange bilatéral de dirigeants Montréal – Lisbonne dans le cadre du Programme (« le Projet »).

Le Programme est commandité par Bloomberg Philanthropies et Google Arts and Culture, par l'intermédiaire de WCCF, afin d'organiser des échanges de dirigeants dans le cadre des activités du World Cities Culture Forum. Le Financement est accordé par WCCF en tant que contribution à Vos coûts pour atteindre les objectifs définis dans l'Annexe 1 (« Objectifs ») de cet accord, sous réserve des conditions suivantes :

1. Le WCCF a le droit d'utiliser le formulaire de demande que Vous lui avez soumis et toute autre information que Vous fournissez dans le cadre du Projet, aux fins suivantes :
    a. Publier les informations et les résultats du Programme dans des communiqués de presse, des publications imprimées et en ligne, ainsi que dans les publications ou sur les sites Internet du WCCF, du World Cities Culture Forum, de Bloomberg Philanthropies ou de Google Arts & Culture, dans le cadre de la promotion du Programme et des activités du WCCF et du World Cities Culture Forum.

2. Le Financement doit être utilisé exclusivement pour la réalisation des Objectifs dans le cadre du Programme et doit être utilisé conformément aux dispositions de l'Annexe 1. Le WCCF accepte et reconnaît qu'au cours du processus de planification, les détails et les dates spécifiques du Projet peuvent être changés par la Ville de Montréal. Cependant, Vous devez obtenir le consentement écrit du WCCF avant que les détails de l'Annexe 1 puissent être modifiés.

3. Le WCCF et Vous reconnaissez et acceptez que WCCF ne fournira aucun financement supplémentaire et ne sera pas responsable de toute somme excédant le Financement fourni dans le cadre du présent accord.
4. Vous devez notifier immédiatement WCCF tout soupçon d'irrégularité financière dans l'utilisation du Financement, et indiquer les mesures prises pour les régulariser. L'irrégularité comprend (sans s'y limiter) toute fraude, irrégularité, mauvaise gestion ou utilisation du Financement à des fins autres que celles approuvées, soit la réalisation des Objectifs.
5. Sous réserve que Vous respectiez toutes les conditions du présent accord, des réclamations peuvent être faites et le Financement sera versé comme suit :
    a. 90 % du Financement sera versé par WCCF dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture conformément à l'Annexe 2.
    b. Les 10 % restants du Financement seront versés par WCCF dans les trente (30) jours suivant la réception d'un état des recettes et des dépenses (y compris les reçus pertinents) certifié par le service des finances de Votre ville ou par un comptable dûment autorisé et d'une facture, ainsi que d'un rapport d'évaluation initiale, conformément à l'Annexe 2.
6. Sur la base de l'état des recettes et des dépenses fourni par Vous, s'il est démontré que les dépenses engagées dans le cadre du Projet sont inférieures au Financement, , Vous acceptez que tout montant payé en trop par le WCCF soit remboursé dans les quarante-cinq (45) jours d'une demande écrite de WCCF.
7. Vous devez documenter le Projet, à la fois avant et pendant le Projet, conformément à l'Annexe 3. Une présentation de l'état d'avancement des travaux pourra être faite lors du Sommet mondial de la culture des villes du WCCF en 2023 ou 2024. Des mises à jour par courriel doivent être fournies à WCCF de temps en temps, sur demande écrite d'un représentant de WCCF.
8. Dans le cadre du Programme, des informations confidentielles peuvent être partagées. Vous et Vos délégués devez Vous assurer que Vous avez convenu avec Lisbonne de ce qui peut être utilisé publiquement ou qui est réservé à un usage interne dans le cadre du Projet.
9. Sous réserve de l'article 13, WCCF n'accepte aucune responsabilité pour les risques associés à la participation, y compris (sans limitation) les risques associés à la COVID-19 et aux restrictions, retards, annulations et coûts associés. Vous êtes responsable de l'organisation de Vos propres polices d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance de longue date et de bonne réputation en ce qui concerne la responsabilité civile, l'assurance des employés, l'assurance voyage et toute autre assurance qui pourrait être requise à Votre avis.
10. Dans le cadre du Projet, vous devez à tout moment Vous conformer pleinement à l'ensemble des règles, restrictions et directives associées, locales et

internationales, relatives aux voyages et aux déplacements qui sont en vigueur de temps à autre et, en tout état de cause.

11. Vous ne devez rien faire (de l'avis de WCCF) qui puisse jeter le discrédit sur WCCF, le World Cities Culture Forum, Bloomberg Philanthropies et Google Arts et Culture, ou nuire à la réputation du WCCF, du World Cities Culture Forum ou des commanditaires du Programme.
12. Les parties au présent accord ne seront pas tenues responsables (y compris financièrement) de tout échec dans l'exécution de ce Projet si l'échec découle d'une situation qui est hors du contrôle raisonnable d'une partie ou ne pouvait raisonnablement être prévu ou anticipé, notamment en raison de la COVID-19. Dans de telles circonstances, Vous devez rembourser à WCCF, dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant une demande écrite, tout Financement versé par WCCF en vertu du paragraphe 6, à l'exclusion de toute dépense engagée par Vous et qui ne peuvent être remboursée.
13. Si, par choix, Vous ne participez pas au Programme, Vous devez fournir au WCCF une proposition de reprogrammation du Projet, et le WCCF analysera la nouvelle proposition. Toutefois, dans les cas où le report de la date n'est pas possible ou que Votre proposition à cet effet n'est pas raisonnablement réalisable, Vous pouvez vous retirer du présent accord. Dans de telles circonstances, Vous devez rembourser à WCCF, dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant une demande écrite, tout Financement versé par WCCF en vertu du paragraphe 6, y compris tout montant du Financement ayant servi à rembourser toute dépense déjà encourue par Vous.

14. Le WCCF peut, à son entière discrétion, réduire, suspendre ou retenir le Financement, ou exiger le remboursement de tout ou en partie du Financement si :
    a. Vous ne parvenez pas à réaliser le Projet ou à atteindre les Objectifs et/ou la réalisation du Projet est raisonnablement jugée insatisfaisante par le WCCF;
    b. il y a une modification substantielle du Projet ou des Objectifs que le WCCF n'a pas préalablement approuvée;
    c. toute information fournie dans la demande de Financement ou dans une demande de paiement ou dans la correspondance ultérieure ou justificative s'avère incorrecte ou incomplète dans une mesure que le WCCF considère raisonnablement comme importante;
    d. Vous ne respectez pas l'une des dispositions du présent accord.

15. Le texte de l'accord a préséance sur celui des annexes en cas d'incompatibilité.

16. Afin de Vous permettre de vous conformer aux lois applicables concernant l'utilisation du français, le présent accord a été traduit en français à partir d'une version anglaise. Par conséquent, il est convenu entre les parties que la présente

version française a préséance sur toute version anglaise.

17. En sus du Financement, Vous pouvez réclamer jusqu'à 1 000 GBP (livres sterling) pour des frais liés aux communications qui seront approuvées lors du paiement final du Financement. Nous encourageons tous les partenaires d'échange à enregistrer, photographier et communiquer leurs visites, afin de recevoir la totalité de la somme de 1 000 GBP (livres sterling). Les coûts liés aux communications peuvent inclure la photographie, le montage vidéo et d'autres supports externes, mais ne doivent pas être utilisés pour couvrir les frais de personnel et de communications de routine. Les frais de communication réclamés ne peuvent pas dépasser 1 000 GBP (livres sterling) au total (cela doit inclure l'édition et tous les autres frais encourus) à moins d'être déjà approuvés dans le cadre du processus de candidature. La somme maximale de 1 000 GBP (livres sterling) sera versée au plus tard au moment du paiement final du Financement par WCCF.

Veuillez reconnaître l'acceptation des termes et conditions de cet Accord en signant et en renvoyant une copie électronique qui pourra ensuite être signée par WCCF.

Je Vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués

Laia Gasch, Manager de transition, dûment autorisée à agir pour et au nom du WCCF Ltd dans le cadre du présent accord, tel qu'elle le déclare.

Date : 25 Août 2022

Signé au nom de Me Domenico Zambito, greffier adjoint, pour accepter les termes et conditions de cet accord en relation avec la fourniture du Financement par WCCF Ltd.

Signature : XX

Me Domenico Zambito

Poste : Greffier adjoint

Date : [à compléter lors de la signature] XX

**ANNEXE 1**

**Les Objectifs et la répartition des charges dans le cadre du Projet**

**Contexte**

Avec le soutien de *Bloomberg Philanthropies* et de *Google Arts & Culture*, WCCF Ltd. (ci-après « **WCCF** ») gère le World Cities Culture Forum qui présente le **Programme d'échange de dirigeants du WCCF (ci-après dénommé « le Programme ») -** une occasion pour les villes partenaires d'approfondir leur apprentissage mutuel, de reproduire les bonnes idées et de résoudre les problèmes dans leur ville d'origine.

Grâce à son réseau et à son sommet annuel, le World Cities Culture Forum réunit les responsables culturels les plus informés et les plus influents du monde entier pour qu'ils apprennent les uns des autres et inscrivent la culture au cœur de la politique urbaine. Le Programme s'appuie sur cette expertise en donnant aux membres un accès aux programmes et aux politiques sur le terrain pour améliorer et inspirer le travail dans leurs villes d'origine.

Les échanges sélectionnés ont été choisis par un jury indépendant sur la base des propositions soumises.

Le Financement est accordé par WCCF pour atteindre les Objectifs définis dans la demande et aux fins du Programme.

Les villes qui participent aux échanges peuvent être des villes visiteuses (« **Villes en visite/Ville** ») - les villes qui se rendent dans une autre ville, ou des villes hôtes (« **Villes hôtes/Ville ») -** les villes qui reçoivent une autre ville. Dans le cas d'échanges bidirectionnels, une ville est une ville partenaire (« **Villes partenaires/Ville** »).

Le Financement offert dans le cadre du Programme, aux fins de la réalisation du Projet,doit être utilisé exclusivement pour :

1. Les vols des délégués de la ville en visite vers la ville hôte (ou les vols des villes partenaires en cas d'échanges dans les deux sens);

2. Hébergement en hôtel pour les délégués en fonction de la durée de l'échange;

3. Les frais d'accueil encourus en raison de l'accueil de la délégation de la ville en visite (il peut s'agir des frais de transport local vers et depuis les réunions, de la location de salles, des frais de conférenciers et de l'accueil de la délégation visiteuse et de son personnel);

4. Les frais de visite encourus en raison du déplacement vers la ville hôte (y compris le transport vers et depuis l'aéroport, les frais de visa associés, les indemnités journalières);

5. Coûts des événements/réunions numériques (pouvant inclure la traduction, l'enregistrement et le montage, les logiciels, la location d'équipements et l'animation de réunions).

Les coûts des vols doivent être basés sur des billets aller-retour, en classe économique, ou pour les vols de plus de 6 heures en classe économique premium. Les frais d'hébergement doivent être de catégorie 3* ou équivalente.

WCCF se réserve le droit de publier les informations et les résultats du Programme dans des communiqués de presse, des publications imprimées et en ligne, ainsi que dans les publications ou les sites Internet du WCCF, de Bloomberg Philanthropies ou de Google Arts & Culture, dans le cadre de la promotion du Programme et des activités du WCCF.

**Le Projet**
**Délégués – Ville de Montréal :**

1. Stéphanie Rose, chef de division - Bureau d'art public et Bureau des équipements et espaces culturels
2. Kevin Donnelly, directeur cinéma, festivals et événements
3 annabelle Laliberté, chef de division, MEM - Centre des mémoires montréalaises

**Ventilation des dépenses (tous les coûts sont en livres sterling)**

WCCF accepte de fournir un Financement jusqu'à 6,132.50 GBP pour Votre échange. WCCF ne fournira pas de financement supplémentaire au-delà de la somme convenue, sauf en cas de circonstances exceptionnelles, pour lesquelles un accord préalable doit être donné par WCCF et, si nécessaire, par les commanditaires du Programme. Tout coût supplémentaire par rapport à la somme convenue doit être défrayé par Vous.

Les partenaires de la ville engagés dans un échange bidirectionnel sont responsables de la répartition des coûts entre eux. Le présent accord est conclu exclusivement avec Vous seul.

Le Financement est convenu en livres sterling et le WCCF ne peut être tenue responsable des fluctuations du taux de change qui peuvent avoir un impact sur le montant reçu. Lorsque des dépenses sont encourues dans une devise étrangère, autre que la livre sterling, la dépense devrait être convertie en livres sterling en fonction du taux de change en vigueur au moment de la transaction ou au moment où la devise est achetée.

BUDGET ACCORDÉ :

**Dépenses totales 6,123,60 GBP (livres sterling) pouvant être encourues par la Ville de Montréal, dans le cadre du Projet, plus une somme maximale de 1000 GBP (livres sterling) à la fin de l'échange, suite à l'analyse du WCCF, des outils de communications produit par Vous.**

| **Information sur la proposition** | |
|---|---|
| Ville en visite | Montréal |
| Ville d'accueil | Lisbonne |
| Nombre de délégués | 3 |
| Type d'échange | Bilatérale |

Ce budget est à titre indicatif et si votre échange est sélectionné par le jury, la subvention attribuée à chaque ville sera finalisée sous réserve d'un budget actualisé de chaque ville. Nous comprenons qu'il peut y avoir des variations de prix, en particulier dans les frais de vol.

| | **Subvention WCCF *(Coûts anticipés en livres sterling)*** | **Subvention WCCF *(Coût réel en CAD après l'échange)*** | **Subvention WCCF (Coût réel en livres sterling après l'échange)** | **Soutien en nature ou autre (en livres sterling)** | **autre source ou support** | **Notes** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ville en visite | | | | | | |
| **Transport** | | | | | | |
| Vol d'avion | £ 2,000.00 | | | | | |
| Train | £ - | | | | | |
| Voiture | £ - | | | | | |
| Transferts (*ex. to/from airport)* | £ 50.00 | | | | | |
| Autres | £ - | | | | | |
| **Hébergement** | | | | | | |
| Hôtel (Spécifiez le nombre de nuits dans les notes) | £ 2,400.00 | | | | | *160£ x 5 nuits au total x 3 personnes (hôtel de 3*)* |
| **Repas** | | | | | | |
| *(Total per diem)* | £ 675.00 | | | | | moyenne de 45£/jour x 5 jours x 3 personnes |
| **Autres** | | | | | | |
| Cartes SIM | £ 100.00 | | | | | 3 cartes SIM |
| **Sous-total** | £ 5,225.00 | | | | | |

| Contingences | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *(Pourcentage d'augmentation des coûts prévisionnels pour couvrir les variations de prix entre le budget et la réservation)* | 5% | | | --- | | |
| **Sous-total** | £ 261.25 | | | £ - | | |
| | | | | **ÉCHANGE WCCF MONTANT DE LA DEMANDE** | | **£ 5,486.25** |
| **Total pour aller et recevoir Lisbonne sans le bonus de communication :** | | | | | | **£ 6,123.60** |
| **Total pour aller et recevoir Lisbonne avec le bonus de communication :** | | | | | | **£ 7,123.60** |

| Information sur la proposition | |
|---|---|
| Ville en visite | Lisbonne |
| Ville d'accueil | Montréal |
| Nombre de délégués | 4 |
| Type d'échange | Bilatérale |

Ce budget est à titre indicatif et si votre échange est sélectionné par le jury, la subvention attribuée à chaque ville sera finalisée sous réserve d'un budget actualisé de chaque ville. Nous comprenons qu'il peut y avoir des variations de prix, en particulier dans les frais de vol.

| | **Subvention WCCF *(Coûts anticipés en livres sterling)*** | **Subvention WCCF *(Coût réel en CAD après l'échange)*** | **Subvention WCCF (Coût réel en livres sterling après l'échange)** | **Soutien en nature ou autre (en livres sterling)** | **autre source ou support** | **Notes** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ville d'accueil | | | | | | |
| **Transport** | | | | | | |
| Frais de déplacement locaux vers et depuis les réunions pour la délégation et les hôtes (le cas échéant) | £ 123.00 | | | | | Mélange de taxi/covoiturage et transport en commun (50 £)<br><br>passes hebdomadaires - métro (22£ x 4 pax) |
| **Hospitalité** | | | | | | |
| Frais de salle (le cas échéant) | £ - | | | | | |
| Divertissement | £ - | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Repas | £ 484.00 | | | | | 2 lunchs + 1 souper<br>4 délégués de la ville en visite + équipe hôte 5 personnes (souper)<br>4 délégués de la ville en visite + équipe d'accueil 3 personnes (lunch à Verdun)<br>4 délégués de la ville en visite+ équipe d'accueil 2 personnes (lunch à St-Laurent)<br>+ pauses café (50£) |
| Matériel | £ - | | | | | |
| **Sous-total** | **£ 607.00** | | | **£ -** | | |
| **Contingences** | | | | | | |
| *(Pourcentage d'augmentation des coûts prévisionnels pour couvrir les variations de prix entre le budget et la réservation)* | 5% | | | --- | | |
| **Sous-total** | £ 30.35 | | | | | |
| | | | | WCCF EXCHANGE APPLICATION AMOUNT | | **£ 637.35** |
| **Communication Bonus** | | | | | | |
| *Embauche d'un vidéaste/photographe* | £ 1,000.00 | | | | | £ 1,000.00 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| **Total pour aller et recevoir Lisbonne sans le bonus de communication :** | | | | | | **£ 6,123.60** |
| **Total pour aller et recevoir Lisbonne avec le bonus de communication :** | | | | | | **£ 7,123.60** |

**Calendrier**

Dates proposées en fonction des autorisations de voyage actuelles.

| | 5 septembre | mardi 6 septembre | mercredi 7 septembre | jeudi 8 septembre |
|---|---|---|---|---|
| **AM** | | Rencontre du Service de la culture et de l'élue responsable de la culture et du patrimoine 10h-12h | 9h -10h \| Rencontre entre la direction cinéma, festivals et événements et la délégation de Lisbonne pour parler de notre relation avec le Partenariat du quartier des spectacles (PQDS)<br>---<br>10h-12h \| Rencontre avec le PQDS<br>Visite technique du Quartier des spectacles<br>---<br>12h-13h \| DJ Sugarface Jardins Gamelin | 9h-12h Visite du quartier St-Laurent / avec partenaires et artistes |
| **PM** | Autour de 16h ou 17h \| Courte rencontre pour planifier la semaine et répondre aux questions. | 12h-15h \| Lunch sur la rue Wellington et visite quartier culturel Verdun - marche jusqu'au Quai 5160<br>---<br>15h30-17h30 \| Visite du MEM- Centre des mémoires montréalaises | 13h30 - 14h30 \| Visite quartier culturel Faubourgs (arrondissement Ville-Marie)<br>---<br>15h30 - 17h \| Rencontre avec équipe quartiers culturels | 12h - 13h30 \| Lunch/réunion de réflexion et de discussion le dernier jour de l'échange. (Un membre de la délégation est chargé de capturer les conversations et les enseignements et de partager le résumé avec le<br>WCCF.)<br>---<br>14h - 17h \| Rencontre TOHU |
| **Soirée** | | 17h30 \| Souper avec la délégation de Montréal - Esplanade Tranquille - Restaurant Galaxie Brasserie | 19h \| Spectacle Mon île, mon coeur des 7 doigts | 19h \| Déplacement à l'aéroport - Retour à Libsonne |

**ANNEXE 2**

**Processus de réclamation**

Sous réserve que Vous respectiez toutes les dispositions du présent accord, le Financement peut être réclamé et, sous réserve que les réclamations soient valides, il Vous sera versé en deux parties.

Partie 1

Pour recevoir les 90 % initiaux du Financement convenu, Vous devez :

1. **renvoyez une copie signée du présent accord par courriel à Ikram Hirse, ikram.hirse@worldcitiesculturefo rum.com.**
2. **Envoyez par email une lettre signée sur papier à en-tête avec Vos coordonnées bancaires (ceci est distinct de Votre facture)***
3. **Envoyez un courriel électronique ou une autre confirmation de la manière dont Vous allez partager les coûts avec les autres villes participant à l'échange**
4. **Envoyer une facture** par courriel électronique**

***Veuillez lire attentivement les notes ci-dessous. Tous les articles doivent être envoyés par courrier électronique en raison du travail à distance actuel.***

*Lettre avec vos coordonnées bancaires

Elle doit être rédigée sur le papier à en-tête de Votre organisation, signée par Votre directeur financier ou un représentant équivalent, et doit inclure les détails suivants :

- Personne-ressource et courriel
- Nom complet du titulaire du compte
- Adresse de Votre banque
- Numéro de compte bancaire international (IBAN)
- Le code d'identification bancaire SWIFT (SWIFTBIC)
- Référence : WCCF LEP 22-001

**Facture

Votre facture doit comporter les informations suivantes :

- Date
- Date d'échéance (Vous devriez l'indiquer comme étant 30 jours à partir de la date de soumission)
- Référence : World Cities Culture Forum LEP 22-001
- Adressée à :
  WCCF LTD, City Hall, Kamal Chunchie Way, Londres, E16 1ZE

- Montant : 5 519,25 £ (ce qui équivaut à 90 % du Financement)

**Le WCCF conviendra avec Vous d'une date pour facturer la Partie 1 sur la base des dates d'échange proposées**.

Partie 2

Afin de recevoir les 10 % restants du Financement, et la somme maximale de 1 000 GBP (livres sterling) pour les communications, Vous devez :

- Soumettre une version actualisée de la ventilation des dépenses avec une colonne indiquant le montant « réel » dépensé. Notez que les dépenses supplémentaires au-delà de la somme convenue ne seront pas couvertes, sauf accord écrit de WCCF Ltd.
- Présenter les reçus à l'appui qui se rapportent directement aux chiffres réels du rapport de dépenses actualisé (les copies numérisées des reçus sont acceptables).
- Présenter une lettre d'accompagnement sur papier à en-tête signée par Votre représentant financier, dans laquelle il certifie que les informations soumises sont correctes.
- Soumettre une deuxième facture pour le montant restant vérifié par des reçus et basé sur le budget final dû en GBP, sur la base du rapport de dépenses actualisé, tel que certifié par Votre représentant financier.
- Fournir un rapport d'évaluation initial qui décrit les activités entreprises, les communications pendant la visite et les premiers résultats. Des orientations séparées fourniront plus de détails sur les exigences du rapport d'évaluation initial.

**Veuillez noter que, quels que soient les frais réels que Vous avez engagés, le montant maximum qui sera payé pour une réclamation valable est le solde de 10 % du Financement plus la somme maximale de 1000 GBP (livres sterling) pour les communications.**

**ANNEXE 3**

**Documentation**

**Dans le cadre du Programme, nous demandons aux villes participantes de communiquer et de documenter leur échange. Cela devrait se faire en trois étapes :**

**Étape 1 - Avant l'échange :**

1. Aidez-nous à identifier les principaux jalons liés à l'échange (il peut s'agir d'événements/annonces de la ville liés au défi identifié dans l'échange).
2. Envoyez-nous Vos identifiants de médias sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn) et Votre site Web.
3. Suivez le World Cities Culture Forum sur les médias sociaux et indiquez-nous dans tous les messages concernant l'échange - nous retweeterons/posterons/repartagerons.
4. Approuvez le modèle de texte d'une ligne/d'un paragraphe décrivant l'échange.
5. Demandez à tous vos délégués de répondre à un court questionnaire peu avant l'échange.
    a. Cela permettra d'identifier les priorités d'échange, les défis que les individus veulent relever et les résultats attendus.
6. (Facultatif) Envoyez une citation de Votre maire/responsable municipal au sujet de l'échange. Il peut s'agir d'une citation écrite ou d'un court message vidéo.

**Étape 2 - Pendant l'échange :**

1. Documentez 10 à 15 images adaptées aux médias sociaux ou aux rapports. Il doit s'agir d'un mélange de portraits et de paysages, d'images de haute qualité (300 dpi ou plus). Elles peuvent être :
    - Des documents d'échanges en personne (photos des personnes, des réunions et des lieux liés à l'échange);
    - Des images qui représentent le défi que Vous relevez.
2. Publiez l'échange sur Vos plateformes de médias sociaux, y compris les tweets, les publications et stories Instagram, et les publications Facebook. Nous partagerons le texte standard.
3. Envoyez-nous une courte citation de chaque délégué participant à propos de son expérience. Nous travaillerons avec Vous pour définir une question ou un cadre pour le devis.
4. Tenez une réunion de réflexion et de discussion le dernier jour de l'échange. Un membre de la délégation est chargé de capturer les conversations et les enseignements et de partager le résumé avec le WCCF.

**Étape 3 - Après l'échange :**

1. Questionnaire sur les résultats de l'échange envoyé par le WCCF (réponses écrites ou enregistrées).

- 3 mois, 9 mois et 18 mois après l'échange, en réfléchissant aux résultats tangibles (projets pilotes, changement de politique, développement de programme, collaboration).

2. Réponses écrites pour un rapport d'étude de cas : modèle fourni par le WCCF.
3. Partage de connaissances et de l'expérience acquises au cours de l'échange avec le réseau élargi du WCCF par le biais d'un webinaire post-échange organisé par le WCCF.
4. Présentation du sommet : le format dépendra de la date de l'échange et de l'état d'avancement, mais pourrait inclure une brève mise à jour du réseau du World Cities Culture Forum sur les progrès réalisés à ce jour. Nous comprenons que les représentants de l'échange peuvent ne pas être présents au Sommet.
5. Les produits de documentation énumérés dans Votre demande :
   Pour des raisons pratiques, la ville en visite documentera l'échange à un niveau minimum. La ville hôte sera chargée de documenter les différentes visites en images et en vidéo, si possible et si nécessaire. Les deux villes disposent de sites et de pages Web, de bulletins d'information internes et de publications où les nouvelles et les résultats de l'échange peuvent être diffusés. Une stratégie médiatique commune sera également élaborée avec des communiqués de presse destinés aux contacts des médias locaux respectifs.

   Pour la ville de Montréal, cet échange s'inscrit dans la mise en place de divers programmes et projets pour susciter la vitalité culturelle dans les quartiers et l'accès à une culture de proximité à travers la décentralisation d'équipements, la tenue de festivals, événements sur le domaine public, l'art public et l'art mural, la médiation culturelle, la mise en valeur du patrimoine immatériel, l'inclusion et la participation culturelle l

   Les deux villes produiront un rapport final sur l'échange, comprenant les similitudes et les différences, et les enseignements à reproduire à plusieurs niveaux : structure organisationnelle, méthodes et pratiques, communication et diffusion des résultats.

Nous Vous enverrons également des modèles supplémentaires sur la manière de faire référence au Programme d'échange de dirigeants et au World Cities Culture Forum.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1228021003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la culture , Direction , - |
| **Objet :** | Accepter une subvention maximale de 7 132,50 GBP (livres sterling) (approximativement 11 000 $ CAD) de WCCF ltd. afin de permettre le financement du projet d'échange culturel entre les villes de Montréal et Lisbonne. Approuver un projet de convention entre la Ville et WCCF ltd. détaillant les modalités d'application de la subvention. Accorder un budget additionnel de dépenses de 11 000 $ CAD, équivalent au revenu additionnel. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds_GDD 1228021003.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI
Préposée au budget

**Tél :** 514 872-3580

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-26

Francine LEBOEUF
Professionnelle (domaine d'expertise)-Chef d'équipe
**Tél :** 514 872-0985
**Division :** Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.009

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227482014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire de 2 394 746 $ en provenance des dépenses contingentes de la Ville, afin de combler le manque de fonds au budget d'exploitation de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'acquisition de coagulants en 2022, dans le cadre du contrat accordé à Kemira Water Solutions Canada inc (CG20 0507) |

Il est recommandé de:

1. d'autoriser un virement budgétaire de **2 394 746** $ en provenance des dépenses contingentes de la Ville, afin de combler le manque de fonds au budget d'exploitation de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'acquisition de coagulants en 2022.
2. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 14:27

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227482014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire de 2 394 746 $ en provenance des dépenses contingentes de la Ville, afin de combler le manque de fonds au budget d'exploitation de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'acquisition de coagulants en 2022, dans le cadre du contrat accordé à Kemira Water Solutions Canada inc (CG20 0507) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) utilise un procédé de traitement de type physico-chimique pour l'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal avant leur rejet au fleuve Saint-Laurent. Ce traitement requiert l'ajout en continu de coagulants, soit le sulfate d'aluminium (alun) et le chlorure ferrique, utilisés pour le contrôle des odeurs de mai à octobre. Le sulfate d'aluminium et le chlorure ferrique sont des coagulants efficaces et reconnus pour l'épuration des eaux usées. Ces produits servent à coaguler les matières en suspension, afin de rencontrer les exigences de traitement du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC). Depuis l'accroissement important des prix survenu en 2019 pour la fourniture de coagulants, les montants alloués aux budgets de la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) sont nettement insuffisants. En 2020, la DEEU avait demandé un virement budgétaire de 2 900 000$. En 2021, le virement fût de 2 172 562 $. Pour compléter l'année 2022, une somme additionnelle de 2 394 746 $ est requise.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE21 1811 – 6 octobre 2021 - Autoriser un virement budgétaire de 2 172 562,00 $ en provenance des chapitres corporatifs, afin de combler le manque de fonds au budget d'exploitation de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'acquisition de coagulants en 2021, dans le cadre du contrat accordé à Kemira Water Solutions Canada inc (CG19 0482 ).
CG20 0507 - 22 octobre 2022 - Accorder trois contrats à la firme Kemira water solutions

Canada inc. pour la fourniture et la livraison de coagulants à la station d'épuration des eaux usées et aux usines d'eau potable, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation d'une année chacune - Dépense totale de 22 496 008,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18235 (lots 1 et 2: 1 soum. et lot 3: 2 soum.)

CE20 1055 - 8 juillet 2020 - Autoriser un virement budgétaire de 2 900 000 $ en provenance des chapitres corporatifs, afin de combler le manque de fonds au budget d'exploitation de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'acquisition de coagulants en 2020.

**DESCRIPTION**

Le budget 2022 des coagulants à la DEEU est de 5 907 000 $ taxes au net et les dépenses prévues sont estimées à 8 301 746 $ taxes au net. Pour 2022, la DEEU anticipe donc un déficit de **2 394 746** $ dans son budget de fonctionnement pour son approvisionnement en coagulants.

**JUSTIFICATION**

Le budget de fonctionnement autorisé en 2022 pour les coagulants, a été établi à 5 907 000 $ taxes au net. Les montants indiqués sont au net.

| | | Coût réel / Estimé | Budget SIMON | Écart |
|---|---|---|---|---|
| Janvier | Réel | 717 250 $ | 571 165 $ | (146 086) $ |
| Février | Réel | 710 386 $ | 535 848 $ | (174 538) $ |
| Mars | Réel | 712 847 $ | 554 733 $ | (158 114) $ |
| Avril | Réel | 625 216 $ | 503 369 $ | (121 848) $ |
| Mai | Réel | 616 753 $ | 485 183 $ | (131 570) $ |
| Juin | Réel | 589 849 $ | 444 551 $ | (145 298) $ |
| Juillet | **Estimé** | **576 726 $** | 402 384 $ | (174 342) $ |
| Août | **Estimé** | **610 055 $** | 425 638 $ | (184 417) $ |
| Septembre | **Estimé** | **651 819 $** | 454 777 $ | (197 042) $ |
| Octobre | **Estimé** | **708 671$** | 494 442 $ | (214 229) $ |
| Novembre | **Estimé** | **830 441 $** | 513 904 $ | (316 537) $ |
| Décembre | **Estimé** | **951 733 $** | 521 006 $ | (430 727) $ |
| | **Total prévu** | **8 301 746$** | **5 907 000 $** | **(2 394 746) $** |

En se basant sur les consommations réelles de janvier à juillet 2022, ainsi que celles prévues d'août à décembre 2022, le budget des coagulants deviendra déficitaire dès le mois d'octobre avec un déficit annuel anticipé de **2 394 746** $.

Considérant que les coagulants sont des produits chimiques essentiels pour le traitement des eaux usées, il est recommandé d'autoriser un virement budgétaire de **2 394 746** $ en provenance des dépenses contingentes de la Ville, afin d'assurer un approvisionnement continu en coagulants pour l'année 2022.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le déficit budgétaire anticipé de 2 394 746 $ taxes au net, pour l'acquisition de coagulants en 2022 sera financé par le budget de fonctionnement de la DEEU. Pour ce faire, un virement en provenance des chapitres corporatifs, de **2 394 746** $ est donc requis au budget de fonctionnement de la DEEU.
Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne

l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier, de par sa nature, ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant une rupture de stock pour les coagulants, l'étape de la décantation des boues dans le procédé de traitement des eaux usées ne serait plus possible et conséquemment, les exigences gouvernementales (MELCCC) ne seraient plus rencontrées.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Aucun

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par le CE : septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Naceur AYARA
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 863 1252
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-18

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

**Tél :** 514 280-4364
**Télécop. :** 514 280-4387

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Stéphane BELLEMARE
Directeur - traitement des eaux usées (service de l'eau)
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-07-19

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
Directrice

**Tél :** 514 280-4260
**Approuvé le :** 2022-08-25

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1227482014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire de 2 394 746 $ en provenance des dépenses contingentes de la Ville, afin de combler le manque de fonds au budget d'exploitation de la Direction de l'épuration des eaux usées pour l'acquisition de coagulants en 2022, dans le cadre du contrat accordé à Kemira Water Solutions Canada inc (CG20 0507) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD_1227482014 InfoCompt_DEEU.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Samia KETTOU
Préposée au budget

Co-Auteur: Julie Dumaresq
Agent de gestion des ressources financières
**Tél :** (514) 872-7091

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Yves COURCHESNE
Directeur(-Trice) de service - finances et tresorier

**Tél :** (514) 872-7598
**Division :** Service Des Finances

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 30.010

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229711001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2022 de 82 000 $ en provenance de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000$ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de leur intégration au site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) |

Il est recommandé:
d'autoriser un virement budgétaire pour l'année 2022 de 82 000$ en provenance de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000$ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de leur intégration au site de gestion des sols du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC).

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2022-08-29 11:49

**Signataire :** Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229711001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2022 de 82 000 $ en provenance de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000$ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de leur intégration au site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre de ses activités de travaux publics, la Ville génère des sols d'excavation qui doivent être caractérisés afin de déterminer leur niveau de contamination et ainsi les traiter en conséquence. À cet égard, le 11 février 2021, la Direction générale a formellement mandaté le Service de la concertation des arrondissements pour mettre sur pied un projet de site de traitement intégré. En conséquence, la création du site du PEPSC a ainsi permis de répondre à ces besoins et est venue fournir aux arrondissements participants (Ville-Marie, Sud-Ouest, Verdun) une gamme de services permettant de disposer de manière optimale et standardisée leurs sols d'excavation.
Afin de disposer d'un budget de fonctionnement permettant la mise sur pied de ce projet et la viabilité du site, les différentes entités administratives qui bénéficient des services du PEPSC, acceptent de procéder à des transferts budgétaires. Les montants correspondent aux volumes des sols traités respectivement par les arrondissements participants.

En juin 2022, des pourparlers ont été amorcés avec l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM) et l'arrondissement Ahuntsic (AHU) afin que ceux-ci intègrent le projet site du PEPSC. Une entente de participation a été conclue leur permettant d'intégrer graduellement le projet. Ce sommaire décisionnel fait donc état des budgets à transférer pour l'arrondissement MHM et AHU vers le Service de la concertation des arrondissements servant.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM21 0970 - 23 août 2021 : Autoriser un virement budgétaire, pour l'année 2021, de 182 500 $ en provenance de l'arrondissement de Ville-Marie, de 85 000 $ en provenance de l'arrondissement du Sud-Ouest et de 40 000 $ en provenance de l'arrondissement de Verdun, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de l'ouverture du site de gestion de sol du Parc d'entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC)

**DESCRIPTION**

Considérant que les discussions et les ententes ont été convenues en milieu d'année (juin 2022) avec les arrondissements respectifs de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et d'Ahuntsic, et qu'après analyse des volumes en fonction du modèle d'affaires du site du PEPSC, les budgets à transférer vers le Service de la concertation des arrondissements s'élèveraient à :
- Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, 82 000 $.
- Arrondissement Ahuntsic, 119 000 $.

**JUSTIFICATION**

Les transferts budgétaires, même s'ils proviennent en 2022 des arrondissements, sont en fait issus des fonds de l'eau géré par le Service de l'eau. Ces transferts budgétaires s'accompagnent du transfert des opérations correspondantes. Il s'agit donc d'un transfert «transparent» pour les arrondissements.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les transferts budgétaires de 82 000 $ en provenance de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000 $ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic, pour un total de 201 000 $ seront intégrés au budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements afin de permettre l'exploitation du site de gestion des sols du Parc d'Entreprise de la Pointe Saint-Charles (PEPSC).
Les transferts budgétaires, même s'ils proviennent en 2022 des arrondissements, sont en fait issus des fonds de l'eau géré par le Service de l'eau. Les crédits budgétaires, une fois au Service de la concertation des arrondissements, resteront dans le périmètre des fonds de l'eau de compétence locale.

Pour 2023 et les années subséquentes, ce transfert devra être directement intégré lors de la préparation budgétaire, depuis le Service de l'eau et les arrondissements vers le Service de la concertation des arrondissements.

**MONTRÉAL 2030**

La mise sur pied du projet du PEPSC est directement alignée avec les objectifs stratégiques de Montréal 2030. Ce projet, permet des pratiques et des processus d'affaires appropriés pour l'aménagement, le démarrage, l'exploitation et la gestion des ressources d'un site spécialisé dans la gestion des sols excavés / contaminés. L'élimination, pour les arrondissements participants, des non-conformités liées au transport et à l'entreposage des sols contaminés / excavés est atteinte.
Le chantier de la réutilisation fait partie des priorités à développer maintenant que l'opération est démarrée au PEPSC. En 2021, plus de 9000 tonnes de sols A-B ont été utilisées pour aménager un talus en façade du site, cette forme de réutilisation a permis d'atteindre une proportion de 73% des sols. Des ententes avec le Centre Environnemental Saint-Michel (CESM), pour la réutilisation de sols issus du PEPSC dans le cadre de l'aménagement du parc Frederic-Back est un exemple concret lié au projet.

Une réduction de 35% du kilométrage parcouru et du temps requis au transport avait été fixée dans un cadre de réduction des émissions de Co2. À cet égard, pour la phase démarrage du PEPSC, grâce à la mise en place du talus, il a été estimé qu'une diminution de 58% du kilométrage parcouru a été observée en lien avec la disposition à partir du PEPSC.

Développement des filières de revalorisation des sols et autres résidus connexes est en cours de réalisation. Le chantier de la réutilisation fait partie des priorités à développer maintenant que l'opération est démarrée au PEPSC.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Pour permettre les opérations et l'intégration des arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et d'Ahuntsic, le site du PEPSC doit disposer des budgets nécessaires. Ces transferts budgétaires sont donc nécessaires au fonctionnement du site, afin de pouvoir intégrer aux opérations les sols d'excavation issus de ces arrondissements, et ce, tout en respectant la réglementation dans ce domaine.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : septembre 2022
Conseil municipal : septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Certification de fonds :
Ahuntsic-Cartierville , Direction performance_greffe et services administratifs (Amal AFFANE)

Certification de fonds :
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement (Julien LIMOGES-GALARNEAU)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

;

---

**Parties prenantes**

Julien LIMOGES-GALARNEAU, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Patrick DUCHARME, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Caroline ST-LAURENT, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Thomas RIVARD, Ahuntsic-Cartierville
Dominique PAQUIN, Ahuntsic-Cartierville
Mélanie BOURGEOIS, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Amal AFFANE, Ahuntsic-Cartierville
Mustapha CHBEL, Service des finances
Rémi LACROIX, Service de l'eau
Reak Sa SEN, Service des finances
Irenée HOUNGUEVOU FINAGNON, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Mustapha CHBEL, 22 août 2022
Amal AFFANE, 22 août 2022
Julien LIMOGES-GALARNEAU, 22 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Gilles HEVEY
chef(fe) de division - soutien technique et operationnel

**Tél :** 514-872-9353
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Stéphanie HOULE
programmes et systèmes

**Tél :** 514-872-5496
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Martin SAVARD
Directeur
**Tél :** 514.872.4757
**Approuvé le :** 2022-08-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :*1229711001*
Unité administrative responsable : *Service de la concertation des arrondissements*
Projet : Intégration des arrondissements Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Ahuntsic au projet de gestion des sols du *PEPSC*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | **X** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>**(Priorité #1)** Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.<br><br>**(Priorité #4)** Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et éco responsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>**(Priorité #1)** Dans une optique d'amélioration continue, la phase de démarrage du PEPSC, grâce à la mise en place du talus, a permis de réaliser une diminution de l'ordre de 58% (estimé) du kilométrage parcouru pour la disposition des sols. Dans cette même mouvance, l'intégration des arrondissements MHM et AHU permettra de réduire les émissions de GES de ces arrondissements en | | | |

réduisant les temps de transport des sols auparavant associés à la disposition de ceux-ci hors de Montréal (les gains seront à être calculés suite à leur intégration).

**(Priorité #4)** Développer un modèle d'affaires conforme et durable pour la gestion des sols orientée vers l'économie circulaire et une approche de gestion uniformisée à l'échelle de la Ville, ce qui se traduit par un modèle d'affaires qui permet d'éliminer les non-conformités liées au transport ainsi qu'à l'entreposage des sols contaminés. En 2021, plus de 9000 tonnes de sols A-B ont été utilisées pour aménager un talus en façade du site, cette forme de réutilisation a permis d'atteindre une proportion de 73% des sols. En concordance avec ces résultats, c'est maintenant la réutilisation, par l'entremise du PEPSC, des sols catégorisés A-B afin d'aménager le parc Frédéric-Back qui est réalisée en plus de contribuer à la mise sur pied des bases qui permettront de débuter une économie circulaire.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Ahuntsic-Cartierville , Direction performance_greffe et services administratifs**

**Dossier # : 1229711001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2022 de 82 000 $ en provenance de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000$ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de leur intégration au site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1229711001 virement vers le Service de la concertation des arrondissements.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Amal AFFANE
Conseiller en gestion des ressources financières
**Tél :** ----------

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-23

Josée BÉLANGER
Conseillère en gestion des ressources financières - C/E
**Tél :** ----------
**Division :** Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement**

**Dossier # : 1229711001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2022 de 82 000 $ en provenance de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000$ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de leur intégration au site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1229711001 - virement gestion des sols contaminés MHM.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julien LIMOGES-GALARNEAU
Conseiller en gestion des ressources financières
**Tél :** 514-868-4876

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Daniela TANASE
Chef de division

**Tél :** 514-402-1321
**Division :** RFMI

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1229711001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , Division du soutien technique et opérationnel |
| **Objet :** | Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2022 de 82 000 $ en provenance de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de 119 000$ en provenance de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, vers le Service de la concertation des arrondissements, dans le cadre de leur intégration au site de gestion de sol du Parc d'Entreprise de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 12297111001 Virement en provenance des arrondissements MHM et Ahuntsic.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier
**Tél :** 514-872-0470

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-25

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-4785
**Division :** Service des finances- Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.001

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1223227001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le règlement visant à créer un programme d'aide à l'acquisition de propriétés abordables pérennes (21-020) |

Adopter le Règlement modifiant le règlement visant à créer un programme municipal d'aide à l'acquisition de propriétés abordables pérennes (21-020).

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2022-08-29 12:13

**Signataire :** Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1223227001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le règlement visant à créer un programme d'aide à l'acquisition de propriétés abordables pérennes (21-020) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le programme municipal d'aide à l'acquisition d'une propriété abordable pérenne (règlement 21-020), connu sous le nom Programme pour une métropole abordable (PMA), a été adopté en avril 2021. Il a d'abord été conçu en lien avec l'article 18 du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (connu sous le nom de Règlement pour une métropole mixte (RMM)).

Ce programme d'aide accorde une subvention, à l'acheteur, d'un montant correspondant à 10 % de la valeur marchande d'une propriété abordable directement appliqué à l'acquisition de la propriété. Pour être admissible, la propriété doit être acquise pour un montant ne dépassant pas 90 % de sa valeur marchande. Le prix véritablement payé par l'acheteur (tenant compte du rabais accordé par le promoteur et de la subvention versé par la Ville) correspond donc à 80 % de la valeur marchande de la propriété et fait l'objet de mécanismes de contrôle du prix de vente pendant une période de 30 ans.

La subvention s'applique à l'acquisition de l'une ou l'autre des propriétés suivantes :

1. une propriété abordable réalisée dans le cadre d'une entente conclue en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 18 du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial et située dans une des zones prévues;
2. une propriété abordable réalisée dans le cadre d'un projet résidentiel dont la mise en marché est assurée par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) et qui prévoit la mise en place de mécanismes assurant le maintien du prix de revente maximal à 80% de la valeur marchande pendant une période minimale de 30 ans et située sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Dans le cadre des travaux du Chantier Montréal abordable lancés récemment, les terrains municipaux sont considérés comme l'un des leviers les plus importants pour augmenter l'offre de logements abordables. En ne soumettant pas ces terrains municipaux au RMM, la Ville se donnait alors la possibilité de négocier des exigences plus élevées en matière de logements abordables, lors de la vente de ces terrains, notamment.

Ce faisant, toutefois, ces unités ne peuvent être admissibles au Programme pour une

métropole abordable (PMA), même si le promoteur cède ces unités à des conditions qui satisfont au programme. La modification règlement proposée par le présent sommaire décisionnel vise à corriger cette situation.

En outre, la modification réglementaire proposée apporte quelques ajustements aux critères de revente, lorsque le vendeur est un prêteur hypothécaire exerçant un recours légal. Ces ajustements font suites à des discussions avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), afin de lever des barrières potentielles au financement de l'acquisition des propriétés réalisées dans le cadre du programme, et permettre du même coup à la SCHL de reconnaître la subvention accordée ainsi que le rabais du promoteur comme contributifs à la mise de fonds de l'acheteur.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0455 () - Adoption du règlement visant à créer un programme municipal d'aide à l'acquisition d'une propriété abordable pérenne
CM21 0103 (2021-01-25) - Adoption du règlement amendé intitulé « Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial »

## DESCRIPTION

La présent règlement propose de modifier le règlement du programme en le bonifiant avec les éléments suivants :

- ajouter, comme propriétés abordables admissible, celles réalisés dans le cadre d'une entente intervenue avec la Ville qui comprend des engagements visant la réalisation de logements abordables;
- le propriétaire de l'unité doit, dorénavant, aviser le directeur du Service de l'habitation lorsqu'il met en vente son unité;
- préciser à l'article 10 que le directeur peut offrir au propriétaire l'une des possibilités suivantes seulement (la formulation actuelle pouvait laisser penser que d'autres options étaient possibles):
    1. lui référer un acheteur qui se qualifie aux conditions d'admissibilité (à partir d'une liste qu'il aura constitué);
    2. le dispenser de l'application de l'une ou l'autre des conditions d'admissibilité;
    3. recommander l'acquisition de la propriété par l'instance municipale compétente ou par un organisme à but non lucratif ayant une vocation compatible avec les objectifs du programme, et ce, au prix de vente maximal prévu.

- On reconnaît aussi un statut particulier au prêteur hypothécaire exerçant un recours légal (une reprise de finance) :
    - Dans l'éventualité où l'aliénation de la propriété est réalisée par un prêteur hypothécaire pour lequel il exerce un recours légal, le délai de 120 jours mentionné plus haut sera ramené à 90 jours, afin de ne pas nuire indûment à sa capacité d'exercer ses recours;
    - Toujours selon cette éventualité, la propriété pourra être mise en vente pour un montant égal au plus élevé des deux montants suivants : le prix de vente maximum et le solde de l'hypothèque (incluant les pénalités, frais et intérêts). Pour un vendeur normal, c'est le prix de vente maximum.

## JUSTIFICATION

Cette modification réglementaire permettra d'optimiser le programme comme levier pour augmenter l'offre de logements abordables dans le cadre du développement des terrains municipaux et plus largement dans le cadre du Chantier Montréal abordable.
En ce qui concerne le délai de 120 jours accordé au propriétaire pour lui apporter soutien, la modification vient préciser que la discrétion du Directeur s'exercera essentiellement sur l'option de soutien qui sera proposée au vendeur.

Enfin, cette modification fera en sorte que le programme s'intègre mieux dans le système de financement hypothécaire et que l'aide accordée soit ultimement reconnue par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) comme contributif à la mise de fonds des acheteurs bénéficiant du programme, augmentant significativement l'accès à la propriété.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cette modification ne requiert pas de ressources humaines et financières additionnelles

**MONTRÉAL 2030**

Cette modification répond à la deuxième orientation du Plan stratégique 2030 : renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion.
Une offre résidentielle suffisante, équilibrée et diversifiée, respectant la capacité de payer des ménages, est une condition essentielle au développement urbain viable et au maintien d'une société inclusive. Le programme ajoute un élément important aux programmes et mesures déjà mis en place par la Ville de Montréal; il permettra de répondre spécifiquement à l'enjeu du maintien des familles à Montréal en offrant un choix accru de produits résidentiels familiaux. En plus de constituer une alternative à l'étalement urbain, la production d'unités abordables contribuera également à la lutte aux inégalités sociales et au maintien de la mixité sociale, tant dans les secteurs en développement que dans les quartiers existants.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

En rendant admissibles au programme les propriétés réalisées sur les terrains municipaux, la Ville se dote d'un levier additionnel pour générer la production de logements abordables.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Sans objet

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est requise

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

19 septembre 2022 : avis de motion au Conseil municipal
24 octobre 2022 : adoption du règlement et entrée en vigueur

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

François CADOTTE
Conseiller en aménagement

**Tél :** 872-4441
**Télécop. :** 872-3883

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-10

Martin ALAIN
chef(fe) de division - planification des strategies residentielles

**Tél :** 514-467-3601
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-29

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1223227001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le règlement visant à créer un programme d'aide à l'acquisition de propriétés abordables pérennes (21-020) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Voir pièce jointe

**FICHIERS JOINTS**

20220823 - Règlement modifiant le PMA_FINAL.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Julie FORTIER
Avocate
**Tél :** 514 872-6396

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Julie FORTIER
Avocate
**Tél :** 514 872-6396
**Division :** Droit public et législation

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**22-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT VISANT À CRÉER UN PROGRAMME MUNICIPAL D'AIDE À L'ACQUISITION DE PROPRIÉTÉS ABORDABLES PÉRENNES (21-020)**

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 18 du Règlement visant à favoriser l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041);

À l'assemblée du …. 2022, le conseil municipal décrète :

**1.** L'article 3 du Règlement visant à créer un programme municipal d'aide à l'acquisition de propriétés abordables pérennes (21-020) est modifié par l'insertion, à la suite du deuxième paragraphe, du suivant :

« 3° un logement abordable réalisé sur un immeuble faisant l'objet d'une entente conclue avec la Ville dans le cadre de la vente d'un immeuble municipal et qui comprend des engagements visant la réalisation de logements conformes au présent règlement; ».

**2.** L'article 10 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le propriétaire doit informer le directeur :

1° au moment de la mise en vente de la propriété;

2° à défaut de trouver un acheteur dans les 120 jours après avoir mis la propriété en vente. »

2° l'insertion, au troisième alinéa, du mot « , soit » après les mots « Le directeur peut, dans ce cas ».

**3.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 10, du suivant :

« 10.1. Lorsque la propriété est mise en vente dans le cadre d'un recours hypothécaire exercé par un créancier :

1° le délai mentionné au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 10 est de 90 jours;

2° malgré l'article 9, le prix de vente correspond au montant du solde hypothécaire si ce solde est plus élevé que le prix de vente maximal. ».

**4.** L'article 23 de ce règlement est modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

« 7° modifier les propriétés auxquelles s’applique le programme prévues à l’article 3. ».

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.002

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1224750001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | Site patrimonial déclaré du Mont-Royal |
| **Objet :** | Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance. |

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-23 11:10

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1224750001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | Site patrimonial déclaré du Mont-Royal |
| **Objet :** | Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal a été adopté par le conseil municipal en 2003 et le Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance a été adopté par le conseil municipal en 2020. Ces programmes visent la mise en oeuvre du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal approuvé par le conseil d'agglomération en 2009. Ce plan s'appuie sur les énoncés et les politiques interpellant le mont Royal, dont la Loi sur le patrimoine culturel.
Le Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure. Le Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance, quant à lui, n'est pas assujetti au cadre de gouvernance.

Donnant suite à l'adoption du Programme décennal d'immobilisations 2022-2031 par le conseil d'agglomération, l'Administration prévoit des investissements pour réaliser des projets de protection, de mise en valeur, d'aménagement et de maintien des actifs dans les parcs. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports doit faire adopter le règlement d'emprunt nécessaire afin de pouvoir financer les projets découlant du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et du Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG22 0007 - 21 janvier 2022 - Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2022-2031 de la Ville de Montréal (Volet agglomération)
CG21 0674 - 2 décembre 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal
CG19 0631 - 19 décembre 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 000 000 $ afin de financer les travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal
CG16 0273 - 21 avril 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal
CG09 0130 - 30 avril 2009 - Approuver le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt au montant de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance. Ce règlement d'emprunt permettra de poursuivre la planification et la réalisation des projets, notamment et pour ne citer que les principaux :
Au parc du Mont-Royal :
- Réaménagement du secteur de la maison Smith et des aires de stationnement;
- Aménagement du Flanc sud et des entrées rue Cedar, d'escaliers et de sentiers;
- Aménagement du belvédère Camillien-Houde;
- Aménagement de seuils;
- Aménagement du sentier de l'escarpement;
- Aménagement de la Place de l'Amérique latine (périphérique à la vespasienne blanche);
- Restauration et modification du système et de la structure d'éclairage de la Croix;
- Végétalisation de sentiers informels et restauration des milieux naturels dans le cadre de l'aménagement du réseau de sentiers et de seuils secondaires;
- Restauration et reconstruction d'escaliers, de ponts, de sentiers et d'infrastructures diverses et d'installation de mobilier et de signalisation;
- Travaux préalables de fouilles archéologiques, de caractérisations géotechnique et environnementale et d'arpentage.

Au parc Jeanne-Mance :
- Réaménagement du secteur de la pataugeoire et de l'axe monumental;
- Réaménagement des terrains de soccer;
- Réaménagement et réfection de sentiers.

L'adoption du règlement d'emprunt permettra de payer les honoraires professionnels pour des services d'analyse et d'inventaire, de conception, de préparation de plans et de cahiers des charges, de surveillance de travaux ainsi que tous les services et les travaux requis pour la mise en oeuvre et la réalisation des projets et toutes autres dépenses incidentes ou imprévues en lien avec ce qui précède.

Le plan illustrant le territoire du parc du Mont-Royal, qui inclut les parcs Tiohtià:Ke Otsirà'Kehne et Jeanne-Mance, est joint.

**JUSTIFICATION**

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux sur le territoire du parc du Mont-Royal, qui inclut les parcs Tiohtià:Ke Otsirà'Kehne et Jeanne-Mance.
L'accès à un emprunt constitue une valeur accrue pour la Ville de Montréal, car les travaux d'aménagement et de restauration mis de l'avant sont généralement partiellement financés par le ministère de la Culture et des Communications via l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Ce financement est probable mais non encore attribué.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement d'emprunt servira au financement des travaux prévus par le Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et par le Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance prévus au programme des immobilisations 2022-2031.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil

d'agglomération par la résolution CG18 0018.

Les dépenses sont projetées sur 5 ans, selon la répartition suivante :

| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22_3101_012 | 34250 - Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal | **11 563 414 $** | **9 688 816 $** | **9 214 546 $** | **8 045 464 $** | **7 538 006 $** | **46 050 246 $** |
| 22_3101_018 | 34251 - Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance | **4 014 703 $** | **3 607 880 $** | **2 970 880 $** | **1 969 881 $** | **1 386 411 $** | **13 949 754 $** |
| | | | | | | | **60 000 000 $** |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas directement à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il s'agit d'un règlement d'emprunt. Toutefois, chacun des projets à être réalisés contribueront certainement à un ou plusieurs des engagements. Ils contribueront aussi à l'atteinte des objectifs du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, notamment au volet Montréal des sommets voué à la protection et à la mise en valeur du mont Royal.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'adoption du règlement assurera le financement des travaux d'aménagement prévus au Programme décennal d'immobilisations et répondre ainsi aux engagements de la Ville.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Sans objet.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion et dépôt : conseil d'agglomération du 22 septembre 2022;
Adoption : conseil d'agglomération 27 octobre 2022;
Approbation par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Aurelie GRONDEIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marie-Claude SEGUIN, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Eve MALÉPART, 16 août 2022
Gustavo RIBAS, 3 août 2022
Marie-Claude SEGUIN, 18 juillet 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nancy AUDET
Architecte paysagiste, chef d'équipe

**Tél :** 514-894-3994
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-11

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains

**Tél :** 514 984-1706
**Télécop. :**

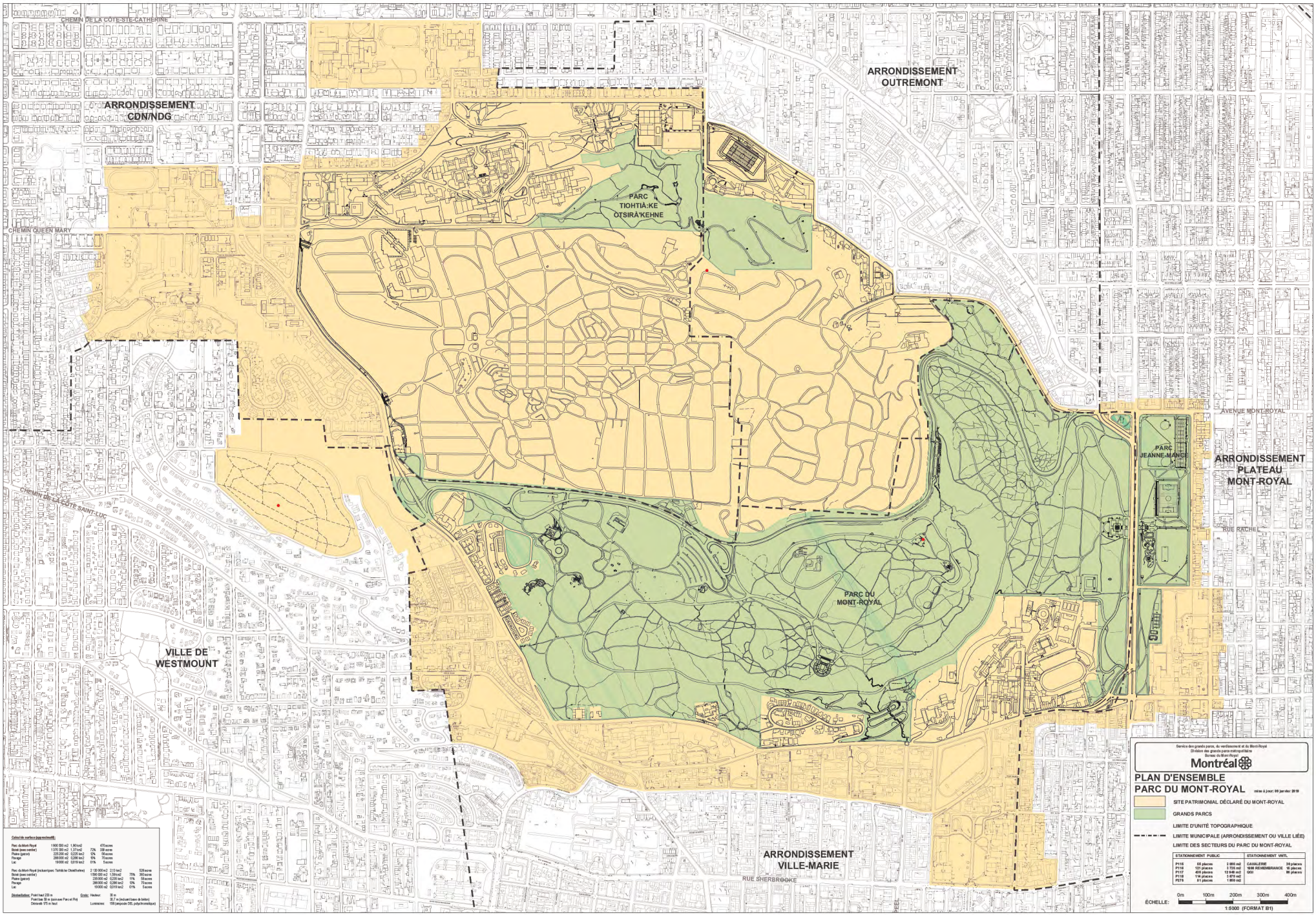
---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin BOULIANNE
Directeur
**Tél :** 514 214-0922
**Approuvé le :** 2022-08-22

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
**Tél :** 514 872-1456
**Approuvé le :** 2022-08-22


CHEMIN DE LA CÔTE-STE-CATHERINE
ARRONDISSEMENT CDN/NDG
ARRONDISSEMENT OUTREMONT
AVENUE DU PARC
PARC TIOHTIÀ:KE OTSIRÀ'KEHNE
CHEMIN QUEEN MARY
AVENUE MONT-ROYAL
PARC JEANNE-MANCE
ARRONDISSEMENT PLATEAU MONT-ROYAL
RUE RACHEL
CHEMIN DE LA CÔTE SAINT-LUC
PARC DU MONT-ROYAL
VILLE DE WESTMOUNT
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE
RUE SHERBROOKE
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Division des grands parcs métropolitains
Bureau du Mont-Royal
Montréal
PLAN D'ENSEMBLE
PARC DU MONT-ROYAL
mise à jour: 09 janvier 2019
SITE PATRIMONIAL DÉCLARÉ DU MONT-ROYAL
GRANDS PARCS
LIMITE D'UNITÉ TOPOGRAPHIQUE
LIMITE MUNICIPALE (ARRONDISSEMENT OU VILLE LIÉE)
LIMITE DES SECTEURS DU PARC DU MONT-ROYAL
STATIONNEMENT PUBLIC
STATIONNEMENT VMTL
P115 55 places 2 080 m2
P116 121 places 3 725 m2
P117 436 places 12 940 m2
P118 114 places 3 670 m2
P275 51 places 1 850 m2
CAVALERIE 30 places
1800 REMEMBRANCE 15 places
QGI 80 places
ÉCHELLE:
0m 100m 200m 300m 400m
1:5000 (FORMAT B1)

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1224750001
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | | | **S.O.** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>**S.O.** | | | |

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

**S.O.**

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **S.O.** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **S.O.** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **S.O.** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **S.O.** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **S.O.** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **S.O.** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **S.O.** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1224750001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs |
| **Objet :** | Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

AGr - 1224750001 - Parcs Mont-Royal et Jeanne-Mance.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Aurelie GRONDEIN
Avocate
**Tél :** 438-826-4614

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-26

Aurelie GRONDEIN
Avocate
**Tél :** 438-826-4614
**Division :** Droit fiscal, de l'évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 60 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE RÉAMÉNAGEMENT DU PARC DU MONT-ROYAL ET AU PROGRAMME DE RÉHABILITATION DU PARC JEANNE-MANCE.**

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**1.** Un emprunt de 60 000 000 $ est autorisé pour le financement des travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance.

**2.** Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition d'équipements et de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

**3.** Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

**4.** Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

**5.** Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1224750001

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1224750001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs |
| **Objet :** | Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal et au Programme de réhabilitation du parc Jeanne-Mance. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1224750001 - 34250 et 34251 GPMRS.xlsm

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
**Tél :** 514 872-4014

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-07-27

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
**Tél :** 514 872-5872
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.003

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229026001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Renommer « parc Gary-Longhi » le parc Saint-Damase dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension |

Il est recommandé :

- de renommer « parc Gary-Longhi » le parc Saint-Damase, situé dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et constitué du lot 2 216 524 du cadastre du Québec, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 11:00

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1229026001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Renommer « parc Gary-Longhi » le parc Saint-Damase dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une demande de changement toponymique visant à renommer « parc Gary-Longhi » le parc Saint-Damase a été adressée à la Division du patrimoine par l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

### DESCRIPTION

Renommer « parc Gary-Longhi » le parc Saint-Damase, situé dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et constitué du lot 2 216 524 du cadastre du Québec, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

### JUSTIFICATION

**Gary Longhi**
Gary Longhi est né à Montréal en 1964. À l'âge de 19 ans, sa vie bascule à la suite d'un accident de motocyclette, qui le plonge dans un coma durant trois mois et le laisse handicapé à son réveil. Trois ans après son accident, il commence à s'entraîner en vélo et est par la suite invité à s'exercer avec un groupe d'athlètes de l'Association québécoise de sports pour paralytiques cérébraux. Ayant atteint le niveau élite de cyclisme, il se qualifie dans la catégorie infirmité motrice et cérébrale et participe à quatre Jeux paralympiques. Il remporte notamment la médaille d'argent à Barcelone en 1992, puis l'or et le bronze à Atlanta en 1996.

Sa carrière de cycliste lui vaut plusieurs distinctions. Outre ses médailles olympiques, il est désigné pour être le porteur de drapeau pour la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques de Sydney en 2000. En 2003, il reçoit la médaille commémorative du jubilé de la reine afin de souligner sa contribution significative à la société canadienne. Gary Longhi

est également le premier athlète paralympique à être intronisé au Temple de la renommée du cyclisme québécois en 2004. Son parcours constitue un modèle de persévérance et de réussite, tant au plan humain que sportif. Sa carrière paralympique terminée, il fait la promotion du cyclisme handisport, en plus de siéger au Comité handisport de la Fédération québécoise des sports cyclistes.

Le choix du toponyme Gary-Longhi afin de renommer le parc Saint-Damase est justifié, car il permet de mettre en valeur un citoyen du quartier Saint-Michel, qui a habité à proximité du parc tout au long de sa vie et qui a contribué à faire rayonner son pays, sa ville et son quartier. Par ailleurs, cette reconnaissance permet de souligner l'apport des personnes handicapées ainsi que celui de la communauté italienne, dont il est issu, au quartier Saint-Michel et à la société montréalaise en général.

**Saint-Damase**
Le parc Saint-Damase évoque la paroisse Saint-Damase, située au coeur du quartier Saint-Michel. Fondée en 1951, elle a été supprimée par le diocèse catholique de Montréal en 2002. Il rappelle également Saint Damase (304-384), hommes de lettres, poète et 37e évêque de Rome.

Sources :


- RACINE, Jean-François. « La dernière épreuve d'un champion », [En ligne], *Le Journal de Québec,* 1er juillet 2020. [https://www.journaldequebec.com/2020/07/01/la-derniere-epreuve-dun-champion] (Consulté le 14 février 2022).
- VILLE DE MONTRÉAL. « Parc Saint-Damase », [En ligne], *Répertoire historique des toponymes montréalais.* [https://montreal.ca/toponymie/toponymes/parc-saint-damase] (Consulté le 24 mai 2022).


L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension a proposé le nom de monsieur Gary Longhi afin de renommer le parc Saint-Damase.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a été consulté dans ce dossier lors de la séance du 22 octobre 2021 et appuie cette recommandation, malgré le fait que le changement entraîne la disparition du nom Saint-Damase à Montréal. Considérant que ce nom fait référence à une paroisse relativement récente créée dans l'après-guerre et disparue depuis 2002, le comité estime que sa valeur patrimoniale est faible et recommande le changement toponymique proposé.

La famille et les proches de Gary Longhi ont été informés du projet de dénomination et l'appuient.

L'identification officielle et distincte des lieux publics a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce que sa nature ne concerne pas la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ni la diminution des vulnérabilités climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

- L'identification officielle de cet espace public a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Le Service de l'expérience citoyenne et des communications et l'arrondissement travaillent à l'élaboration d'une opération de communication.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Andréane LECLERC, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Andréane LECLERC, 17 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie POIRIER
conseiller(ere) en amenagement

**Tél :** (514) 872-5309
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-05

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

**Tél :** 514-872-0352
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Pascal LACASSE
Chef de division

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-24

# VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION - PARC SAINT-DAMASE

Réalisation: Marc Létourneau, avril 2022
VSMPE-DDT - Division de l'urbanisme et des services aux entreprises

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229026001
Unité administrative responsable : Division du patrimoine
Projet : Renommer « parc Gary-Longhi » le parc Saint-Damase dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>○ *Représentation accrue de la diversité sur le domaine public de la Ville de Montréal - priorité 8.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **x** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.004

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229026003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « bibliothèque Serge-Bouchard » la bibliothèque située au 14 001, rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles |

Il est recommandé :

- de nommer « bibliothèque Serge-Bouchard » la bibliothèque située au 14001, rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 10:58

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229026003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « bibliothèque Serge-Bouchard » la bibliothèque située au 14 001, rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

À la suite du décès de l'anthropologue Serge Bouchard, survenu le 11 mai 2021, les membres du conseil d'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles ont adopté, le 8 mars 2022, une motion à l'effet de nommer la bibliothèque de Pointe-aux-Trembles en son honneur. Par cette motion, l'arrondissement souhaitait mettre en valeur le large répertoire d'oeuvres signées par Serge Bouchard, sa contribution à l'avancement du savoir québécois dans plusieurs domaines, dont l'histoire des Premières Nations, ainsi que son riche bagage de connaissances partagées à travers son art écrit et parlé.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA22 30 03 0031 - 8 mars 2022 - Motion afin de renommer bibliothèque de Pointe-aux-Trembles en l'honneur de Serge Bouchard

**DESCRIPTION**

Nommer « bibliothèque Serge-Bouchard » la bibliothèque située au 14001, rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

**JUSTIFICATION**

**Serge Bouchard**

Serge Bouchard (1947-2021), anthropologue, auteur et animateur. Né à Montréal en 1947, il déménage très jeune dans la municipalité de Pointe-aux-Trembles, aujourd'hui intégrée à la Ville de Montréal. Il entreprend des études en anthropologie à l'Université Laval et à l'Université McGill, où il se spécialise dans le domaine de la nordicité, des peuples autochtones, de l'Amérique française et de la culture des camionneurs, des thèmes qui marquent par la suite l'ensemble de sa carrière. Au terme de ses études, il œuvre dans divers domaines, comme celui de la formation interculturelle, de l'environnement, de la justice, de

l'ethnohistoire et de la culture des métiers. Communicateur hors pair, il investit les ondes de la radio de Radio-Canada en animant des émissions phares, telles que *De remarquables oubliés* , *Une épinette noire nommée Diesel* et, durant seize ans, *Les chemins de travers.* Il donne également de nombreuses conférences au cours de sa vie devant des publics variés, au Québec et partout au Canada, aussi bien sur les réalités des peuples autochtones que sur nombre de sujets philosophiques et d'actualité. Durant sa carrière, il signe 'une vingtaine d'ouvrages, dont *L'homme descend de l'ourse* , *Mathieu Mestokosho, chasseur innu* et *C'était au temps des mammouths laineux* .

Le choix du nom de monsieur Serge Bouchard pour la dénomination officielle de la bibliothèque de Pointe-aux-Trembles trouve plusieurs justifications. Fier ambassadeur de ce quartier où il a passé son enfance, Serge Bouchard a toujours partagé sa fierté pointelière et son amour du fleuve dans ses écrits. Par ailleurs, que le nom d'un grand intellectuel comme lui soit associé à un lieu de savoir et de culture comme une bibliothèque semble aller de soi pour l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, qui a proposé ce nom et qui serait heureux de pouvoir rendre un hommage à la hauteur de cet homme qui laisse une trace importante dans l'histoire du quartier.

Sources :


- SOCIÉTÉ RADIO-CANADA. « La bibliothèque de Pointe-aux-Trembles pourrait porter le nom de Serge Bouchard », [En ligne]. 10 mars 2022. [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1867885/motion-rdp-pat-nom-bibliotheque-serge-bouchard-anttropologue] (Consulté le 19 mai 2022).
- MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS. « Biographie de Serge Bouchard », [En ligne]. [https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/forum-faune/experts/serge-bouchard/] (Consulté le 19 mai 2022).


L'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles a suggéré de nommer la bibliothèque de Pointe-aux-Trembles en hommage à Serge Bouchard.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé ce changement toponymique lors de sa séance du 5 août 2022.

La famille de monsieur Serge Bouchard a été informée du projet de dénomination de la Ville de Montréal et l'appuie.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il ne vise pas à renforcer l'inclusion, la visibilité et la représentativité de la diversité et des populations racisées, défavorisées ou discriminées.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce que sa nature ne concerne pas la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ni la diminution des vulnérabilités climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

- L'identification officielle de cet espace public a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement concerné.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Yann LESSNICK, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Yann LESSNICK, 17 août 2022

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie POIRIER
conseiller(ere) en amenagement

**Tél :** (514) 872-5309
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-05

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

**Tél :** 514-872-0352
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Pascal LACASSE
Chef de division

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

Bibliothèque de Pointe-aux-Trembles
JUIN 2017
14001

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229026003
Unité administrative responsable : Division du patrimoine
Projet : Nommer « bibliothèque Serge-Bouchard » la bibliothèque située au 14 001, rue Notre-Dame Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | **x** | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Aucune contribution* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Aucune contribution* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.005

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229026004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu, nommer le parc Francine-Léger, nommer l'édifice Nicole-Larivée-Boudreau et renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve |

Il est recommandé :

- de renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu, situé près de l'intersection de la rue Lepailleur et de la place De Beaujeu et constitué du lot numéro 1 323 735 du cadastre du Québec,
- de nommer « parc Francine-Léger » le parc connu par l'appellation usuelle « parc de Rouen / Bennett » situé près de l'intersection de la rue de Rouen et de l'avenue Bennett et constitué du lot numéro 1 879 241 du cadastre du Québec,
- de nommer « édifice Nicole-Larivée-Boudreau » l'édifice situé au 7958, rue Hochelaga, logeant le centre communautaire de Mercier-Est et l'organisme le Chez-Nous de Mercier-Est, et
- de renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau, situé près de l'intersection de la rue Lacordaire et de l'avenue Pierre-De Coubertin et constitué du lot numéro 1 361 552 du cadastre du Québec.

Le tout dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et comme illustré sur les plans joints au dossier.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 10:58

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229026004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu, nommer le parc Francine-Léger, nommer l'édifice Nicole-Larivée-Boudreau et renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Lors de son conseil d'arrondissement du 4 octobre 2021, l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve a adopté une motion visant à nommer ou renommer plusieurs lieux publics situés sur son territoire. La motion précise que le comité local de toponymie de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve a souhaité, en suggérant ces nominations, commémorer des personnes qui ont consacré leur vie à l'avancement, dans le contexte montréalais, québécois et canadien, des droits des femmes en matière de santé, de la valorisation de la médecine familiale et de l'entraide dans la communauté. Soulignant que l'arrondissement a été le berceau de cliniques destinées aux familles et à la santé des femmes, la motion indique également que la toponymie de l'arrondissement devrait inscrire en ses espaces publics que l'histoire du libre-choix au Québec et au Canada s'est écrite sur son territoire, de même qu'elle devrait commémorer l'histoire de ses mouvements sociocommunautaires et culturels.

Dans cette motion, il était notamment résolu :

- Que l'actuel parc De Beaujeu situé à l'intersection de la rue Lepailleur et de la place De Beaujeu soit renommé « parc Henry-Morgentaler ».
- Que l'actuel parc de Rouen / Bennett situé sur la rue de Rouen entre les avenues Bennett et Letourneux ainsi que l'allée qui y est située soient renommées « parc Francine-Léger » et « allée Francine-Léger ».
- Que le bâtiment situé au 7958, rue Hochelaga, soit celui qui loge l'organisme le Chez-Nous de Mercier-Est, reçoive le nom de « bâtiment Nicole-Larivée-Boudreau », qui a contribué à sa fondation.

Quant à la démarche toponymique visant à renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc

Thibodeau, elle découle d'une suggestion de l'Atelier d'histoire Mercier–Hochelaga-Maisonneuve visant à corriger une erreur factuelle. En effet, le nom du parc devrait rappeler le curé Joseph Thibaudeau (1864-1936), qui a contribué à la création du parc en 1913. Dans sa forme actuelle, le nom du parc Thibodeau rappelle de manière erronée Joseph-Rosaire Thibodeau (1837-1909), homme d'affaires, sénateur et shérif du district de Montréal, dont le nom a aussi été utilisé pour nommer la rue Thibodeau, située à environ cinq kilomètres du parc, dans le même arrondissement. L'Atelier d'histoire Mercier–Hochelaga-Maisonneuve recommandait de remplacer le nom du parc Thibodeau par celui de « parc Thibaudeau », mais le comité de toponymie de la Ville de Montréal a plutôt choisi de recommander d'utiliser le nom complet, soit « parc Joseph-Thibaudeau », afin d'éviter la confusion avec la rue Thibodeau et ainsi favoriser un repérage plus efficace de ces deux lieux publics.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CA21 27 0286 - 4 octobre 2021 - Motion en faveur de la nomination des lieux suivants sur le territoire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve : « parc Henry-Morgentaler », « parc Francine-Léger », « maison de la culture Madame Bolduc », « maison de la culture du village de la Longue-Pointe » et « édifice Nicole-Larivée-Boudreau ».

**DESCRIPTION**

Renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu, situé près de l'intersection de la rue Lepailleur et de la place De Beaujeu et constitué du lot numéro 1 323 735 du cadastre du Québec, nommer « parc Francine-Léger » le parc connu par l'appellation usuelle « parc de Rouen / Bennett » situé près de l'intersection de la rue de Rouen et de l'avenue Bennett et constitué du lot numéro 1 879 241 du cadastre du Québec, nommer « édifice Nicole-Larivée-Boudreau » l'édifice situé au 7958, rue Hochelaga, logeant le centre communautaire de Mercier-Est et l'organisme le Chez-Nous de Mercier-Est, et renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau, situé près de l'intersection de la rue Lacordaire et de l'avenue Pierre-De Coubertin et constitué du lot numéro 1 361 552 du cadastre du Québec. Le tout dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et comme illustré sur les plans joints au dossier.

**JUSTIFICATION**

**Henry Morgentaler**
Henry Morgentaler (1923-2013) médecin et grand défenseur du droit à l'avortement. Né à Lodz en Pologne et fils de militants socialistes tués pendant l'Holocauste, il survit aux camps de concentration d'Auschwitz et de Dachau avant d'immigrer au Canada en 1950. Il y poursuit des études en médecine à l'Université de Montréal, obtient son diplôme en 1953 et commence à pratiquer la médecine familiale en 1955 à Montréal. Tout au long de sa vie, il se bat pour le droit des femmes à l'avortement. Son action est d'ailleurs déterminante dans la décriminalisation de l'avortement au Canada. Le Dr Morgentaler a ainsi ouvert la première clinique médicale pratiquant des avortements sécuritaires au Canada en 1968, sur la rue Honoré-Beaugrand à Montréal. Cette pratique était alors illégale. En 1983, il ouvre d'autres cliniques d'avortement, toujours illégales, à Winnipeg et à Toronto. Dans les années suivantes, il arpente le Canada afin de donner des conférences et participer à des campagnes de souscription, et continue d'ouvrir des cliniques partout au pays. Au cours de sa lutte en faveur des droits sexuels et reproductifs des femmes, il rencontre plusieurs embûches: il est emprisonné, se présente deux fois devant la Cour suprême afin de défendre ses convictions, reçoit des menaces de mort et une bombe explose à sa clinique de Toronto en 1992. En 2008, après plusieurs nominations infructueuses, il devient membre de l'Ordre du Canada, la plus haute distinction civique du pays, un honneur par lequel le gouvernement du

Canada reconnaît la contribution du Dr Morgentaler. Il décède en 2013, à Toronto.

En plus de rendre hommage à monsieur Henry Morgentaler, un nom jusqu'alors absent de la toponymie montréalaise, le projet de renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu est justifié par la proximité du parc avec l'emplacement de la clinique qu'il a ouvert en 1968 sur la rue Honoré-Beaugrand, la première qui pratiquait des avortements sécuritaires au Canada. Le parc De Beaujeu avait été nommé le 12 septembre 1955, au même moment que la place De Beaujeu qui le borde. Ce nom rappelle Jacques-Philippe Saveuse de Beaujeu (1770-1832), protonotaire conjoint du district de Montréal de 1794 à 1813, représentant de Montréal-Est à l'Assemblée législative pendant 2 ans; capitaine durant la guerre de 1812-1815 et conseiller législatif du 6 avril 1830 jusqu'à sa mort survenue à Montréal le 19 juin 1832.

**Francine Léger**
Francine Léger (1958-2014), médecin. Elle a pratiqué pendant cinq années des interruptions volontaires de grossesse dans l'illégalité, avant que cette pratique ne soit décriminalisée. Au-delà de sa pratique au Centre de santé des femmes à Montréal (CSF) et à la clinique Morgentaler, la Dre Léger a pris part à de nombreux débats dans l'espace public et médiatique, dont ceux du droit à l'avortement et d'une meilleure reconnaissance du rôle des médecins omnipraticiens. Elle a d'ailleurs fondé une clinique de médecine familiale située sur la rue Ontario à l'est du boulevard Pie-IX, et a occupé le rôle de présidente du Collège québécois des médecins de famille de 1996 à 1998. Reconnue pour son humanité hors du commun, elle est la récipiendaire de nombreux prix, dont, en 2004, le Prix Reg L. Perkin remis au médecin de famille de l'année au Québec, pour la prestation de soins exemplaires à ses patients et pour une contribution significative à la santé et au bien-être de sa collectivité et de la société en général. Le jour de ses funérailles, les drapeaux du Centre hospitalier universitaire de Montréal et de l'Université de Montréal ont été mis en berne.

**Nicole Larivée-Boudreau**
Nicole Larivée-Boudreau (1942-2018), politicienne montréalaise. Avant son élection au conseil municipal, elle travaille comme secrétaire médicale, aide à former un CLSC à Mercier-Est, puis siège à son conseil d'administration. Elle est également l'instigatrice de la fondation, en 1985, de l'organisme communautaire « Le Chez-Nous de Mercier-Est », qui loge aujourd'hui au 7958 rue Hochelaga, le bâtiment visé par la présente démarche toponymique. Nicole Larivée-Boudreau se présente une première fois aux élections municipales de 1982 dans Longue-Pointe sous la bannière du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), mais perd contre le titulaire du Parti civique, Luc Larivée. Elle court à nouveau en 1986 et réussit à se faire élire avec une marge significative sur le candidat sortant. À la suite de son élection, elle déclare qu'elle souhaite travailler pour l'augmentation des installations portuaires et des espaces verts le long de la frontière terrestre de Montréal avec le fleuve Saint-Laurent. Madame Larivée-Boudreau est réélue une seconde fois aux élections municipales de 1990, au cours desquelles le RCM remporte une deuxième majorité consécutive. Elle se représente en 1994, puis en 1998, mais est défaite aux deux élections. Durant ces années, elle demeure très active dans le quartier en participant notamment au conseil d'administration de la Table de concertation Solidarité Mercier-Est.

**Joseph Thibaudeau**
Joseph Thibaudeau (1864-1936), curé. Après avoir étudié la prêtrise aux séminaires de L'Assomption et de Troy, dans l'état de New York, il devient curé de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan de 1893 à 1894, de celle de Sainte-Élizabeth de 1894 à 1895, de Sainte-Cunégonde de 1895 à 1907, de Notre-Dame-des-Victoires de 1907 à 1930 et finalement de Saint-Enfant-Jésus du Mile-End de 1930 à 1935. Entre 1907 et 1930, il joue un rôle important dans le développement religieux et civil des quartiers Notre-Dame-des-Victoires de Mercier-Ouest. Il préside notamment le comité d'annexion de la Commission scolaire de Longue-Pointe à la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) en 1916, exerce de nombreuses pressions sur l’administration municipale pour l'ouverture de rues, supervise

les souscriptions publiques pour la construction de l'église paroissiale achevée en 1927, et cède, au nom de la paroisse, le terrain du parc Olivier-Guimond (anciennement le parc Mercier). Le curé Thibaudeau est aussi à la tête des démarches ayant mené à la création du parc actuellement nommé « parc Thibodeau » qui est situé tout juste à côté de l'église Notre-Dame-des-Victoires.

Le remplacement du nom du parc Thibodeau par celui de « parc Joseph-Thibaudeau » est justifié, car il vise à mettre en lumière l'intention commémorative initiale de la Ville de Montréal, qui était de souligner l'apport du curé Joseph Thibaudeau dans le quartier où il a été actif pendant plus de 20 ans.

Sources :


- GAUDRY, William. *Proposition pour renommer le parc Thibodeau* , Atelier d'histoire Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, 31 mai 2019.
- PARÉ, Jason. « Un parc en hommage à la Dre Francine Léger », [En ligne], *Journal Métro* , 14 octobre 2021. (Consulté le 6 juin 2022).
- VILLE DE MONTRÉAL. « Francine Léger », [En ligne], *Banque de noms Toponym'Elles* . (Consulté le 6 juin 2022).
- DUCAS, Isabelle. « L'opposition veut renommer un parc en l'honneur du Dr Morgentaler », [En ligne], *La Presse,* 10 mai 2022. (Consulté le 6 juin 2022).
- DE BRUIN, Tabitha, et Angus MCLAREN. « Henry Morgentaler », [En ligne], *L'Encyclopédie canadienne.* (Consulté le 6 juin 2022).
- ARRONDISSEMENT MERCIER—HOCHELAGA-MAISONNEUVE. *Demande d'attribuer le nom « Édifice Nicole-Larivée-Boudreau » au bâtiment sis aux 7958-70, rue Hochelag a* , 2021.


L'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve a suggéré les projets de nominations contenus dans ce dossier.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé l'adoption des propositions concernant le parc Henry-Morgentaler, le parc Francine-Léger, l'édifice Nicole-Larivée-Boudreau et le parc Joseph-Thibaudeau lors de sa séance du 22 octobre 2021. Le comité souligne qu'aucun toponyme existant ne disparaîtra complètement du corpus toponyme montréalais à la suite de l'adoption des décisions recommandées.

La paroisse Notre-Dame-des-Victoires a été informée du projet de renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau et l'appuie.
Les familles de monsieur Henry Morgentaler et madame Francine Léger ont été informées des projets toponymiques de la Ville de nommer des parcs en leur honneur et l'appuient.
L'organisme le Chez-Nous de Mercier-Est a été avisé du projet toponymique de la Ville de nommer l'édifice situé au 7958, rue Hochelaga.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce que sa nature ne concerne pas la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ni la diminution des vulnérabilités climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

- L'identification officielle de ces espaces publics a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.
- Ces dénominations permettent d'enrichir le patrimoine toponymique de la Ville de Montréal en rendant hommage à des personnes qui ont marqué les droits des femmes à l'échelle nationale et locale, de même que l'histoire du quartier.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l’expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement concerné.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que les nouveaux toponymes auront été officialisés par la Commission de toponymie du Québec.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Réjean BOISVERT, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie POIRIER
conseiller(ere) en amenagement

**Tél :** (514) 872-5309
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-05

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

**Tél :** 514-872-0352
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Pascal LACASSE
Chef de division

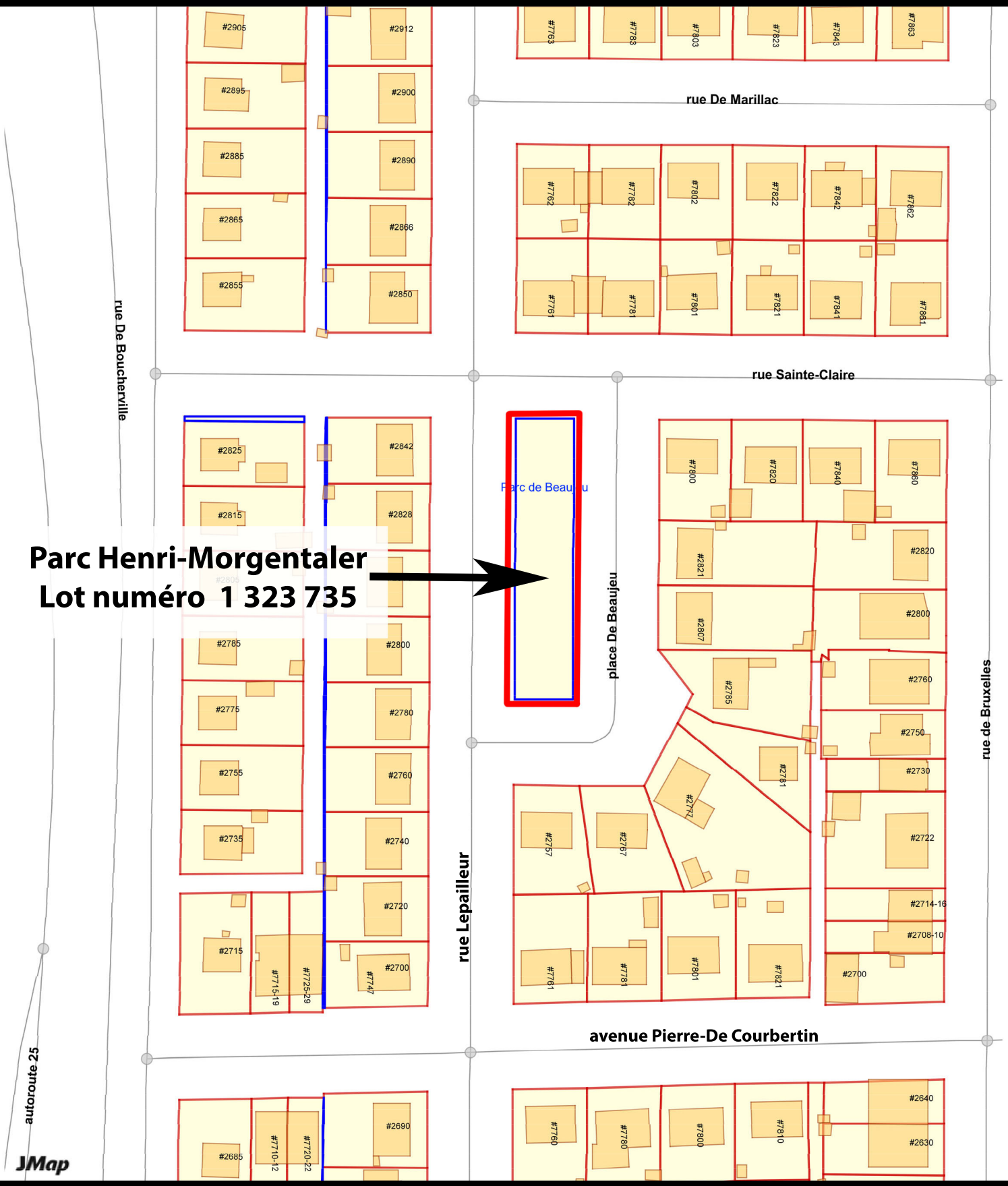
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-24

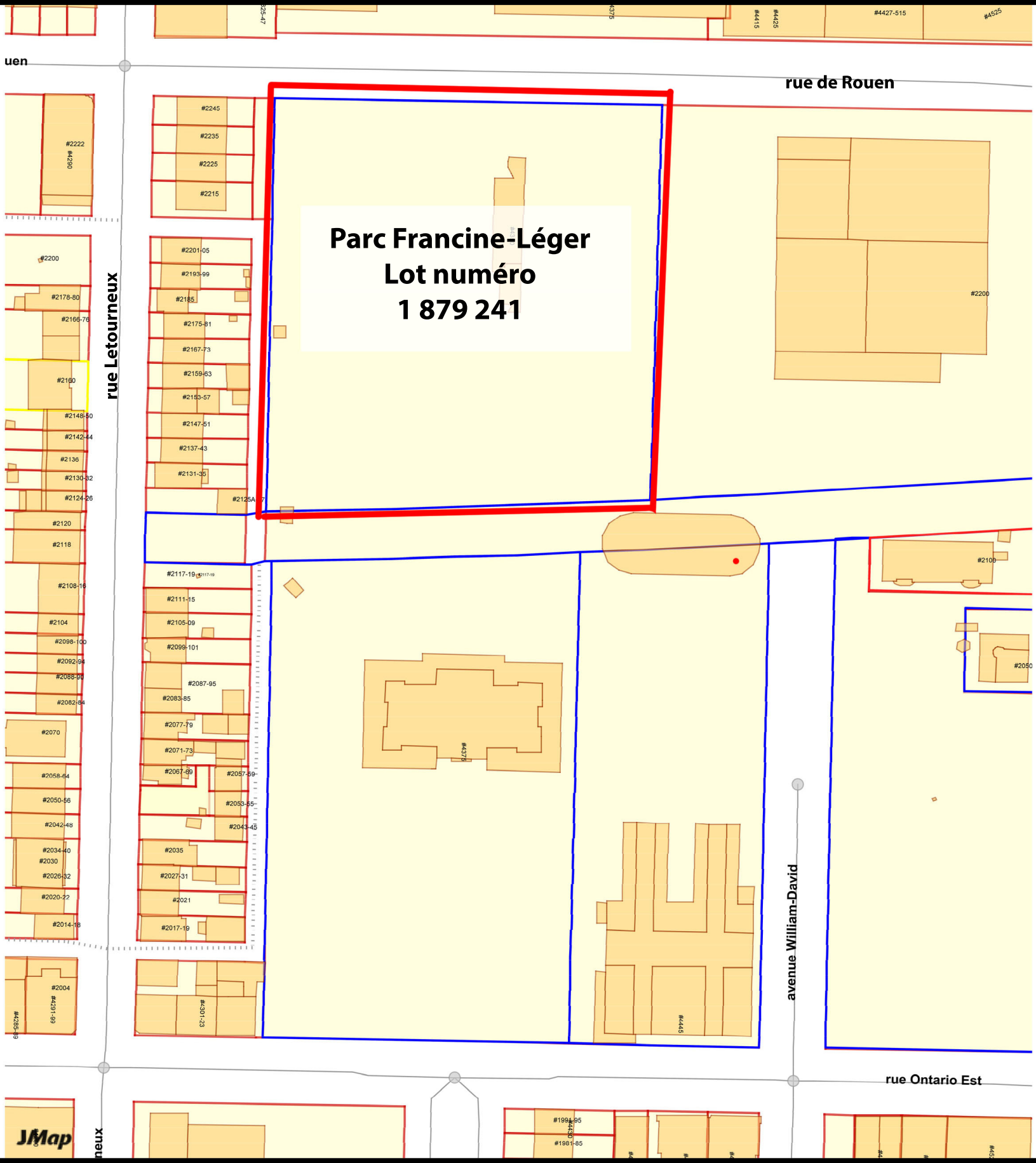
# Renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Dossier numéro 1229026004




Division du patrimoine, DPMVT, SUM
5 août 2022

Source : sigMTL
Ville de Mont

# Nommer le parc Francine-Léger, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Dossier numéro 1229026004




Division du patrimoine, DPMVT, SUM
5 août 2022

Source : sigMTL
Ville de Montréal

Le Chez-Nous
de Mercier-Est
Le Chez-Nous
de Mercier-Est
Ville de Montréal
CENTRE
COMMUNAUTAIRE
DE MERCIER-EST

# Renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Dossier numéro 1229026004

Division du patrimoine, DPMVT, SUM
5 août 2022

Source : sigMTL
Ville de Montréal

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229026004
Unité administrative responsable : Division du patrimoine
Projet : Renommer « parc Henry-Morgentaler » le parc De Beaujeu, nommer le parc Francine-Léger, nommer l'édifice Nicole-Larivée-Boudreau et renommer « parc Joseph-Thibaudeau » le parc Thibodeau, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>○ *Représentation accrue de la diversité sur le domaine public de la Ville de Montréal - priorité 8.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **x** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.006

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229026002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « bibliothèque Julio-Jean-Pierre » la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, située au 12004, boulevard Rolland, dans l'arrondissement de Montréal-Nord |

Il est recommandé :

- de nommer « bibliothèque Julio-Jean-Pierre » la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, située au 12004, boulevard Rolland, dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 10:58

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1229026002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « bibliothèque Julio-Jean-Pierre » la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, située au 12004, boulevard Rolland, dans l'arrondissement de Montréal-Nord |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2021, la Division du patrimoine a reçu une demande de l'arrondissement de Montréal-Nord, qui souhaitait renommer la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord. Le nom « bibliothèque Julio-Jean-Pierre » est une suggestion provenant de l'arrondissement de Montréal-Nord.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

### DESCRIPTION

Nommer « bibliothèque Julio-Jean-Pierre » la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, située au 12004, boulevard Rolland, dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

### JUSTIFICATION

**Julio Jean-Pierre**
Julio Jean-Pierre (1940-2017), romancier, poète, journaliste et enseignant, est l'auteur d'une dizaine de recueils de poésie et romans. Né en 1940 à Saint-Marc en Haïti, il immigre au Québec en 1971. Il travaille longtemps dans le domaine communautaire, notamment à la Maison des jeunes L'Ouverture, dans l'arrondissement de Montréal-Nord. Il est le membre fondateur des revues *Le Lambi* et *L'Objectif* , en plus de collaborer au journal *Présence* . Son roman *L'Année d'Isabel Martinez* lui vaut le prix Deschamps 2000 (Haïti). À partir de 1988, Julio Jean-Pierre fait le va-et-vient entre le Québec et Haïti, où il reprend partiellement son métier d'enseignant et poursuit son expérience de journaliste à Télé Nationale. Il s'éteint en Haïti le 11 décembre 2017, à l'âge de 77 ans.

Sources :

- ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD. « Notice biographique de Julio Jean-Pierre », juillet 2021.

L'arrondissement de Montréal-Nord a suggéré de renommer la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord en hommage à Julio Jean-Pierre.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé ce changement toponymique lors de sa séance du 5 août 2022.

La famille de monsieur Julio Jean-Pierre a été informée du projet de dénomination de la Ville de Montréal et l'appuie.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce que sa nature ne concerne pas la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ni la diminution des vulnérabilités climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

- L'identification officielle de cet espace public a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l’expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement concerné.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement de Montréal-Nord

lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marie DÉSILETS, Montréal-Nord
Claudel TOUSSAINT, Montréal-Nord

Lecture :

Marie DÉSILETS, 22 août 2022
Claudel TOUSSAINT, 18 août 2022

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie POIRIER
conseiller(ere) en amenagement

**Tél :** (514) 872-5309
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-05

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

**Tél :** 514-872-0352
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Pascal LACASSE
Chef de division

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-24

12004

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229026002
Unité administrative responsable : Division du patrimoine
Projet : Renommer « bibliothèque Julio-Jean-Pierre » la bibliothèque de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, située au 12 004, boulevard Rolland, dans l'arrondissement de Montréal-Nord

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>○ *Représentation de la diversité accrue sur le domaine public de la Ville de Montréal - priorité 8;* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.007

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1214521015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « place du Sable-Gris » la nouvelle place située dans la partie réaménagée de la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie |

Il est recommandé :

- de nommer « place du Sable-Gris » la nouvelle place publique située dans la partie réaménagée de la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen, sur une partie du lot numéro 5 521 963 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comme illustré sur le plan joint au dossier.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 11:02

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1214521015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « place du Sable-Gris » la nouvelle place située dans la partie réaménagée de la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2021, l'arrondissement de Ville-Marie a dévoilé le concept retenu pour la réalisation d'une future place publique située sur la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen. Puisque la Fonderie Darling, un établissement à vocation culturelle et artistique implanté depuis 2002 sur la rue, investit et anime ce tronçon de la rue Ottawa durant la saison estivale depuis une dizaine d'années, l'arrondissement a tenu à mettre à profit sa contribution dans le processus de co-construction de la place publique. En vue de ce projet, l'arrondissement a contacté la Division du patrimoine pour se renseigner sur la possibilité que la nouvelle place reçoive un toponyme distinct de celui de la rue Ottawa et, le cas échéant, obtenir des orientations à donner pour la nouvelle dénomination. Au niveau local, la recherche du nouveau nom a été menée par la Fonderie Darling, qui a mis sur pied un comité formé de citoyens. La Fonderie a spécifié ne pas vouloir s'approprier l'espace, mais plutôt aider à la recherche d'une nouvelle dénomination.

Le 19 mars 2021, la Division du patrimoine soumet une première fois ce dossier au comité de toponymie de la Ville. Après analyse, le comité confirme qu'il est justifié de traiter ce tronçon de rue comme une place publique distincte, et que par conséquent, cette nouvelle place devrait recevoir une dénomination distincte. Sans émettre de recommandations à ce stade du processus, il mentionne quelques pistes à explorer pour un trouver nom, notamment le milieu artistique, l'histoire du lieu ou le métier de mouleur. Le comité local et l'arrondissement souhaitant obtenir davantage de suggestions inspirées de l'histoire du site, le dossier est soumis un deuxième fois au comité de toponymie à sa séance du 14 juin 2021. Quelques suggestions émergent de cette réunion, dont « place du Sable-Gris », en référence à une technique de fonte de pièces de métal développée par la fonderie Darling. Parallèlement, à l'été 2021, le comité local invite la population à lui soumettre des idées de noms afin d'alimenter la démarche toponymique. À l'automne 2021, la liste complète de ces propositions de noms est transmise à la Division du patrimoine, qui procède à une présélection en se basant sur les critères applicables en toponymie.

Le comité local a retenu quelques choix parmi les noms recevables présélectionnés, recommandations qui ont été soumises au cabinet de l'arrondissement de Ville-Marie en février 2022. Des noms préférés par le cabinet, le nom « place du Sable-Gris » est recommandé par le comité de toponymie en août 2022 et fait l'objet de cette

recommandation.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Sans objet

**DESCRIPTION**

Nommer « place du Sable-Gris » la nouvelle place publique située dans la partie réaménagée de la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen, sur une partie du lot numéro 5 521 963 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comme illustré sur le plan joint au dossier.

**JUSTIFICATION**

**Sable Gris**
Ce nom fait référence à une technique de fonte de pièces de métal très ancienne, dite « au sable gris », développée à la fonderie Darling et permettant la fonte d'éléments métalliques de machines et de pièces destinées à l'industrie de construction. Cette technique consiste à fractionner le modèle en plusieurs parties que l'on moule respectivement en des châssis garnis de sable, lesquels reçoivent la coulée de métal. Travaillées séparément, les différentes pièces une fois soudées constituent l'objet voulu. Il s'agit d'une proposition bien ancrée dans l'histoire du secteur, qui fait appel à un patrimoine immatériel associé à l'histoire industrielle du Vieux-Montréal.

Sources :

- LA FONDERIE DARLING. « Historique », [En ligne]. [https://fonderiedarling.org/historique] (Consulté le 16 août 2022).

L'arrondissement de Ville-Marie appuie cette proposition de dénomination.

La fermeture à la circulation automobile de l'extrémité est de la rue Ottawa et le changement de nom associé à cette intervention de piétonnisation n'entraînera pas de perte au niveau du patrimoine toponymique, la rue Ottawa conservant son nom sur toute sa partie située à l'ouest de la rue Prince.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé l'adoption du toponyme « place du Sable-Gris » lors de sa séance du 5 août 2022.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il ne vise pas à renforcer l'inclusion, la visibilité et la représentativité de la diversité et des populations racisées, défavorisées ou

discriminées.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce que sa nature ne concerne pas la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ni la diminution des vulnérabilités climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

- L'identification officielle de cet espace public a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.
- Cette dénomination permet d'enrichir le patrimoine toponymique de la Ville de Montréal en faisant connaître un aspect du patrimoine immatériel du quartier.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement concerné.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement de Ville-Marie lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 872-5309
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-08

Sonia VIBERT
c/d patrimoine

**Tél :** 514-872-0352
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

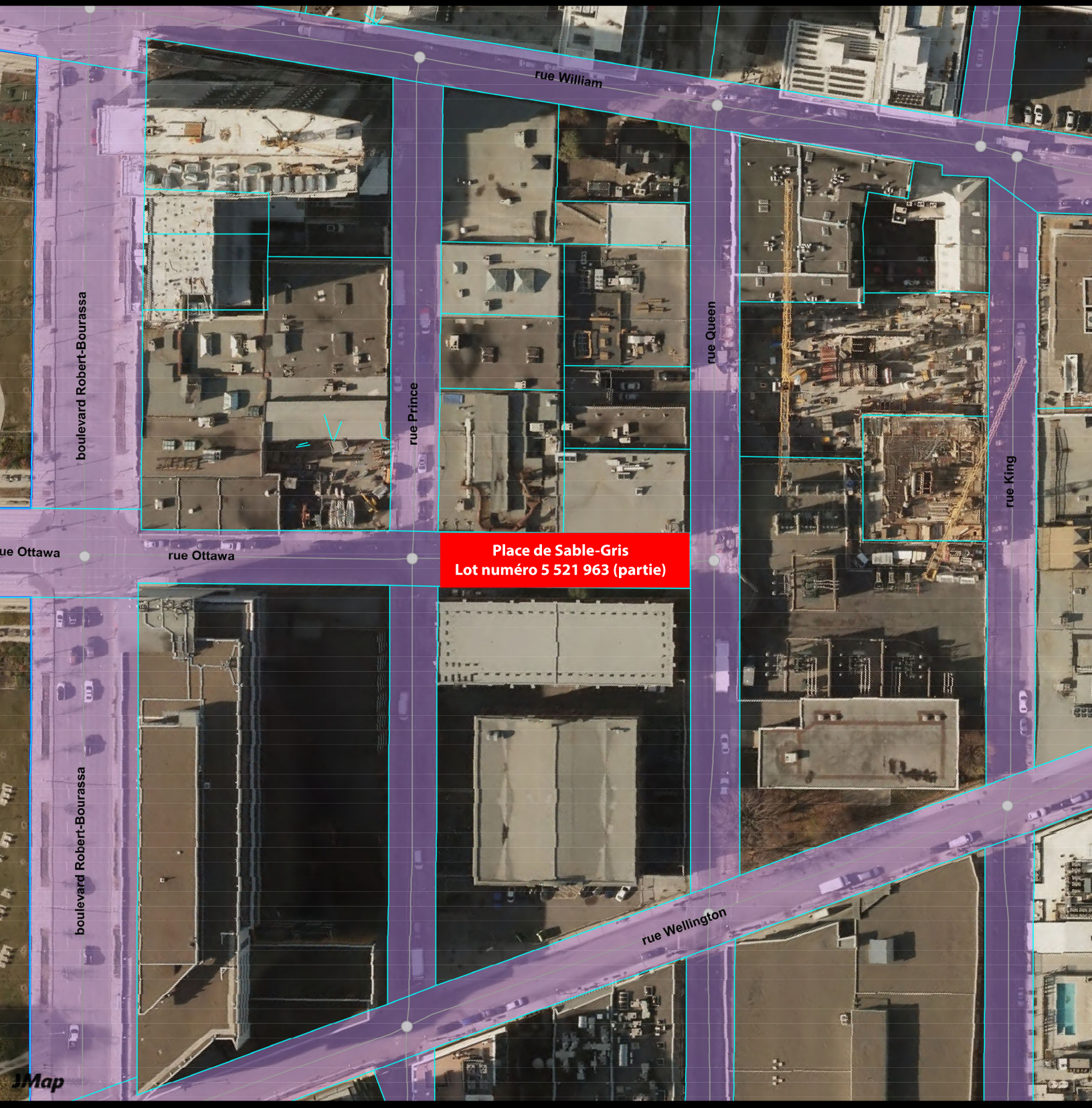
Pascal LACASSE
Chef de division

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

# Nommer « place du Sable-Gris » la nouvelle place située dans la partie réaménagée de la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie – Dossier numéro 1214521015




Division du patrimoine, DPMVT, SUM
5 août 2022

Source : sigMTL
Ville de Montréal

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1214521015
Unité administrative responsable : Division du patrimoine
Projet : Nommer « place du Sable-Gris » la nouvelle place publique située dans la partie réaménagée de la rue Ottawa, entre les rues Prince et Queen, dans l'arrondissement de Ville-Marie

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | **x** | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Aucune contribution* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Aucune contribution* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **x** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **x** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 40.008

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1224521003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « parc Gretta-Chambers » le parc situé du côté nord de l'avenue des Pins Ouest, à l'ouest de l'intersection avec la rue Redpath-Crescent, dans l'arrondissement de Ville-Marie |

Il est recommandé :

- de nommer « parc Gretta-Chambers » le parc situé du côté nord de l'avenue des Pins Ouest, à l'ouest de l'intersection avec la rue Redpath-Crescent, et constitué des lots numéros 1 340 726, 1 515 529 et 1 341 162 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comme illustré sur le plan joint au dossier.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-29 11:01

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1224521003** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Nommer « parc Gretta-Chambers » le parc situé du côté nord de l'avenue des Pins Ouest, à l'ouest de l'intersection avec la rue Redpath-Crescent, dans l'arrondissement de Ville-Marie |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le parc désigné sous l'appellation usuelle « parc des Pins / Redpath-Crescent » ne porte pas de nom officiel. À la demande de l'arrondissement de Ville-Marie, la Division du patrimoine et le comité de toponymie de la Ville de Montréal ont recommandé un nom issu de la banque Toponym'Elles, soit celui de madame Gretta Chambers, qui a notamment été chancelière de l'Université McGill située à proximité du site à nommer.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

### DESCRIPTION

Nommer « parc Gretta-Chambers » le parc situé du côté nord de l'avenue des Pins Ouest, à l'ouest de l'intersection avec la rue Redpath-Crescent, et constitué des lots numéros 1 340 726, 1 515 529 et 1 341 162 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comme illustré sur le plan joint au dossier.

### JUSTIFICATION

**Gretta Chambers**
Gretta Chambers, née Taylor (1927-2017), journaliste québécoise née et décédée à Montréal. Diplômée en science politique à l'Université McGill, elle publie notamment des chroniques pendant de nombreuses années dans le quotidien *The Gazette* . Après plusieurs

années d'implication au sein de l'administration de l'Université McGill, elle en devient la première femme chancelière de 1991 à 1999. Officière de l'Ordre national du Québec (1993), membre (1994), puis compagnon de l'Ordre du Canada (2000), elle était aussi membres des Grands Montréalais depuis 1995. « Depuis toujours, elle encourage l'harmonie interculturelle au Canada. Dans ses chroniques, publiées dans plusieurs grands quotidiens de langue anglaise, elle analyse les points de vue de la presse francophone, contribuant ainsi à mieux faire comprendre le Canada français. *[...]* Elle a en outre participé à d'importants groupes de travail provinciaux et a été présidente de la quatrième Conférence mondiale sur le vieillissement. »

Sources :

- ORDRE DU CANADA. « Gretta Chambers, C.C., O.Q., B.A., LL.D. », [En ligne]. [https://www.gg.ca/fr/distinctions/recipiendaires/146-8592] (Consulté le 5 août 2022).
- WIKIPÉDIA. « Gretta Chambers », [En ligne]. [https://en.wikipedia.org/wiki/Gretta_Chambers] (Consulté le 5 août 2022).

Le parc actuellement connu par l'appellation usuelle « parc des Pins / Redpath-Crescent » n'a jamais été nommé officiellement.

L'arrondissement de Ville-Marie appuie ce projet de dénomination.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé l'adoption du toponyme « parc Gretta-Chambers » lors de sa séance du 8 juillet 2020.

La famille de madame Chambers a été informée du projet de dénomination de la Ville de Montréal et l'appuie.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce que sa nature ne concerne pas la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ni la diminution des vulnérabilités climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

- L'identification officielle de cet espace public a pour objectif un repérage rapide et sécuritaire.
- Cette dénomination permet d'enrichir le patrimoine toponymique de la Ville de Montréal en rendant hommage à une femme d'exception.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement concerné.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement de Ville-Marie lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que le nouveau toponyme aura été officialisé par la Commission de toponymie du Québec.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

Marc LABELLE, 18 août 2022

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | | **ENDOSSÉ PAR** | Le : 2022-08-08 |
|---|---|---|---|
| Dominic DUFORD<br>Conseiller en aménagement | | Sonia VIBERT<br>c/d patrimoine | |
| **Tél :** | 514-872-5309 | **Tél :** | 514-872-0352 |

**Télécop. :** **Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Pascal LACASSE
Chef de division

**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :**
**Approuvé le :** 2022-08-24

**Nommer « parc Gretta-Chambers » le parc situé du côté nord de l'avenue des Pins Ouest, à l'ouest de l'intersection avec la rue Redpath-Crescent, dans l'arrondissement de Ville-Marie – Dossier numéro 1224521003**

**Division du patrimoine, DPMVT, SUM**
**5 août 2022**

**Source : sigMTL**
**Ville de Montréal**

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1224521003
Unité administrative responsable : Division du patrimoine
Projet : Nommer « parc Gretta-Chambers » le parc situé du côté nord de l'avenue des Pins Ouest, à l'ouest de l'intersection avec la rue Redpath-Crescent, dans l'arrondissement de Ville-Marie

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>○ *Représentation accrue de la diversité sur le domaine public de la Ville de Montréal - priorité 8.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **x** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CE : 50.001

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 50.002

2022/09/07 09:00

# L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 60.001

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1228788001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2021 |

Il est recommandé :
de déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2021

**Signé par** Diane DRH BOUCHARD **Le** 2022-08-16 13:01

**Signataire :** Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1228788001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2021 |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le 16 juin 2017, le gouvernement du Québec adoptait la Loi 122 visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité. Cette loi augmentait à ce titre leur autonomie, leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) et redéfinissait les relations du Québec et des municipalités «dans le but d'accroître leur autonomie et d'élargir leurs compétences».

La Loi 122 stipulait également que la Politique de gestion contractuelle qu'a adoptée toute municipalité en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) (ci-après la LCV) devenait un Règlement sur la gestion contractuelle (ci-après le RGC) dès le 1er janvier 2018 (articles 278 et 282). Le 26 mars 2020, une version modifiée du RGC a été adoptée par les instances décisionnelles de la Ville (CG 20 0158).

En vertu de l'article 573.3.1.2 de la LCV (RLRQ, c. C-19) , la Ville de Montréal doit publier annuellement un rapport concernant l'application du RGC afin de rendre compte de l'application des mesures prévues au RGC, de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Ville et d'indiquer toute modification apportée au RGC au cours de l'année écoulée.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0660 – 3 décembre 2021 (1218788002) – Déposer le rapport sur l'application du règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2020
CG20 0352 – 27 août 2020 (1208788001) - Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2019
CG20 0158 - 26 mars 2020 (1204184002) - Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024).
CG19 0499 - 21 novembre 2019 (1194990001) - Déposer le rapport sur l'application du

règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2018.

CG18 0310 - CG18 0387 - 21 juin 2018 (1184990002) - 1) Remplacer la version du Règlement sur la gestion contractuelle adoptée par le conseil d'agglomération le 25 août 2016 par le nouveau Règlement sur la gestion contractuelle 2) Adopter le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle afin que soit délégué au comité exécutif l'exercice de certains pouvoirs liés à l'application du Règlement sur la gestion contractuelle avec la possibilité que le comité exécutif les sous-délègue à un fonctionnaire.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier décisionnel a pour motivation le dépôt du bilan annuel de 2021 relativement aux actions prises en lien avec l'application du RGC (le rapport est joint au présent dossier décisionnel).

**JUSTIFICATION**

Ce rapport fera connaître aux instances les mesures prises par la Ville afin d'encadrer les normes du RGC.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

N/A

**MONTRÉAL 2030**

L'introduction de l'article 34.1 au Règlement sur la gestion contractuelle suite au projet de loi 67 (*Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* ) permet de réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, ce qui a donc une grande incidence sur la pollution de l'air et les changements climatiques. Il permet aussi la création d'emplois et le maintien de la main-d'œuvre, en plus de soutenir les commerces, les entreprises et les producteurs locaux.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Par ce rapport, le conseil municipal est informé, conformément à la disposition de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) , de l'application du Règlement sur la gestion contractuelle par la Ville de Montréal depuis son adoption.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

N/A

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

N/A

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

CE : 7 septembre 2022
CM : 19 septembre 2022

CG : 22 septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Rooward ANGIBEAU
conseiller(ere) en approvisionnement

**Tél :** 514-868-5710
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-03

El Mostafa RAKIBE
Chef de division gouvernance et normalisation

**Tél :** 514 868 0927
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

El Mostafa RAKIBE
Chef de division gouvernance et normalisation

**Tél :** 514 868 0927
**Approuvé le :** 2022-08-03

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
**Tél :** 514 347-8516
**Approuvé le :** 2022-08-16

**RAPPORT SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE (RGC) POUR L'ANNÉE 2021**

Le Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) s'applique aux contrats relevant du conseil d'agglomération, du conseil municipal et du comité exécutif. Le RGC adopté par le conseil municipal s'applique également aux arrondissements, selon la résolution CM18 1016 adoptée en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

En vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (LCV), la Ville est tenue de déposer, au moins une fois l'an et lors d'une séance du conseil municipal et d'agglomération, un rapport concernant l'application du règlement.

## 1. Les règles favorisant la rotation des cocontractants

Le RGC permet d'octroyer de gré à gré un contrat dont la dépense est égale ou supérieure à 25 000 $, mais inférieure au seuil de dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumission publique, pourvu que le RGC comporte des règles pour favoriser la rotation des cocontractants. Ce seuil est présentement établi à 105 700 $. Les règles favorisant la rotation font l'objet des articles 33 et 34 du RGC.

Nous présentons ci-dessous, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, un sommaire des contrats de gré à gré ayant occasionné une dépense égale ou supérieure à 25 000 $ et inférieure à 105 700 $, pour tous les services corporatifs et arrondissements de la Ville de Montréal.

Sommaire des contrats octroyés de gré à gré en vertu des articles 33 et 34 du RGC
Bons de commande avec une dépense égale ou supérieure à 25 000 $ et inférieure au seuil d'appel d'offres public
Tous les services corporatifs et arrondissements

| Période | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| De : | 2021-01-01 | | À : | 2021-12-31 | | |
| | Total | Rotation respectée (fournisseur/unité d'affaires) | Demande de prix documentée (Simon) | Mesures d'urgence | Exception à la LCV | Autres** |
| Nombre de contrats (BC 2021) | 2086 | 1864 | 76 | 1 | 45 | 100 |
| Pourcentage (année 2021) | 100% | 89,36% | 3,64% | 0,05% | 2,16% | 4,79% |
| Pourcentage (année 2020) | 100% | 81,23% | 2,29% | 9,41% | 3,50% | 3,56% |
| Pourcentage (année 2019) | 100% | 88,80% | 2,33% | 3,07% | 3,00% | 2,80% |
| | Total | Rotation respectée (fournisseur/unité d'affaires) | Demande de prix documentée (Simon) | Mesures d'urgence | Exception à la LCV | Autres** |
| Somme de contrats (BC 2021) | $104 761 030 | $93 734 274 | $4 059 882 | $45 784 | $2 285 703 | $4 635 387 |
| Pourcentage | 100% | 89,47% | 3,88% | 0,04% | 2,18% | 4,42% |

Source: information saisie dans Simon par les émetteurs des documents (Qlik Sense - extraction 8 février 2022).

**Exemples de manquements aux bonnes pratiques :
-Ne pas documenter les BC en justifiant le motif du choix d'un fournisseur;
-Émission d'un BC pour service rendu (BC de régularisation);
-Oublier de relier des BC au dossier approuvé par les instances ou à l'entente créée à la suite d'un A/O.

Le taux de rotation respectée (fournisseur/ unité d'affaires) était de 81,23% en 2020, comparativement à 89,36% en 2021, une nette amélioration à l'année précédente. Les transactions au cours desquelles les bonnes pratiques n'ont pas été respectées représentaient respectivement 3,56 % en 2020, et 4,79 % en 2021. Nous présentons ci-dessous les cas détaillés de manquements aux bonnes pratiques :

| ***Mauvaise pratique - Cas détaillés*** | Nombre BC |
|---|---|
| 1 seule sollicitation. | 1 |
| 1 seule soumission. | 1 |
| Aucun document justificatif annexé au BC. | 13 |
| BC de régularisation. | 32 |
| Documents annexés au BC ne justifient pas le gré à gré. | 53 |
| **Grand Total** | **100** |

## 2. Modification de l'encadrement « Règlement sur la gestion contractuelle : nouvelles dispositions sur l'application du mode d'octroi de contrats de gré à gré » (réf. : C-RM-APP-D-21-001)

Durant l'année 2021, une révision du RGC a été effectuée en lien avec le projet de loi 67, soit la « *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant certaines dispositions* ». Le projet de loi 67 prévoit une disposition obligeant les municipalités à prévoir dans leur règlement de gestion contractuelle, pour une période de trois ans à compter du 25 juin 2021, des mesures favorisant les biens et les services québécois et les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec, et ce, pour tout contrat comportant une dépense inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique. Une mise à jour de l'encadrement a été effectuée suite à l'ajout de l'article 34.1 du RGC.

## 3. Encadrements et autres documents de support

Il n'y a eu aucun changement apporté aux documents administratifs en 2021 en lien avec l'application du Règlement sur la gestion contractuelle, soit à :

- la directive « Contingences, variations des quantités, incidences et déboursés dans les contrats » (réf. : C-OG-DG-D-18-001)
- la directive « Situations conférant un avantage indu lors d'un octroi de contrat » (réf. : C-OG-CG-D-18-001)

Toutefois, les fichiers en lien avec le RGC ont été modifiés conformément à la nouvelle loi 67 :

- Procédure d'acquisition – contrats de gré à gré entre 25 000 $ et le seuil d'appel d'offres public;
- Formulaire – sommaire de la démarche de gré à gré;
- Gabarit – formulaire de demande de prix GAG.

## 4. Registre des personnes inadmissibles

Le Service de l'approvisionnement (SA) continue de tenir à jour le Registre des personnes inadmissibles. Ce registre comportait, au 31 décembre 2021, 23

noms de personnes ou de sociétés sanctionnées pour différentes infractions liées au RGC.

Au courant de l'année, nous avons effectué 12 retraits puisque les sanctions imposées sont arrivées à échéance.

## 5. Rapports, outils et formation

### 5.1 Rapports

Il n'y a eu aucun changement apporté au rapport de « Validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré », ni au rapport portant sur les « Contrats octroyés de gré à gré sans respect des règles de rotation par fournisseur ».

### 5.2 Outils

**La Demande de prix et d'octroi (DPO)**

Depuis septembre 2020, il y eu 159 demandes de prix avec DPO. L'outil informatisé permet notamment :

- de procéder à des envois automatisés des demandes de prix;
- de transférer l'information saisie dans la DPO en bon de commande SIMON;
- d'être plus efficient grâce à l'utilisation d'un outil qui est relié au système SIMON;
- de garder un historique de la démarche faite par les responsables des achats.

**Le module contrat**

Pour l'année 2021, 67 documents (demandes de prix et contrats de gré à gré) ont été créés dans le module de contrats sur la plateforme edilex.

Ce module permet d'obtenir des clauses harmonisées pour les transactions de gré à gré.

### 5.3 Formation sur les transactions de gré à gré de 25 000 $ et le seuil de l'appel d'offres public

En 2021, 15 personnes additionnelles ont été formées sur l'application du mode d'octroi de contrats de gré à gré. Depuis 2018, un total d'environ mille cent quinze (1 115) personnes ont été formées dans l'ensemble des unités d'affaires.

Au terme de cette formation, tous les participants connaissaient les modalités d'octroi des contrats de gré à gré et les bonnes pratiques à mettre en application. Toute l'année, le SA a également offert de l'accompagnement aux unités d'affaires au cours de leur démarche d'acquisition.

Au courant de l'année 2021, l'équipe de formation du SA a eu le mandat de réaliser une capsule de formation sur l'octroi de contrat de 25 000$ au seuil d'appel d'offres public. La formation va aborder les sujets suivants :

- Mise en contexte du projet de loi 67;
- Application des modalités de sollicitation de marché dans un processus d'appel d'offres sur invitation;
- Application des modalités de sollicitation de marché dans un processus sans appel d'offres (processus de gré à gré);
- Documentation à utiliser dans le processus sans appel d'offres (processus de gré à gré);
- Exceptions de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes.

## 6. Plan d'action

Le Service de l'approvisionnement a pour objectifs pour l'année 2022 :

- Uniformiser l'application des processus d'achat;
- Regrouper les achats communs;
- Respecter le cadre commun des achats.

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1228788001***
Unité administrative responsable : ***Service de l'approvisionnement, Direction architecture et développement d'affaires, Division gouvernance et normalisation***
Projet : ***Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2021***

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*L'introduction de l'article 34.1 au Règlement sur la gestion contractuelle suite au projet de loi 67 (Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions) permet de réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, ce qui a donc une grande incidence sur la pollution de l'air et les changements climatiques. Il permet aussi la création d'emplois et le maintien de la main-d'œuvre, en plus de soutenir les commerces, les entreprises et les producteurs locaux.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Relancer l'économie du Québec en Favorisant les biens et les services québécois et les établissements du Québec cela permettra de réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, ce qui a donc une grande incidence sur la pollution de l'air et les changements climatiques.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | **x** | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 60.002

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1227721003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Conseil des Montréalaises , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre connaissance du Répertoire des ressources pour les Montréalaises du Conseil des Montréalaises. |

Il est recommandé de prendre connaissance du Répertoire des ressources pour les Montréalaises du Conseil des Montréalaises.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2022-08-25 07:58

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1227721003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Conseil des Montréalaises , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre connaissance du Répertoire des ressources pour les Montréalaises du Conseil des Montréalaises. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2011, le Conseil des Montréalaises (CM) a publié la 3e édition du Répertoire de ressources en condition féminine pour les Montréalaises. En 2022, le CM a mis à jour ce Répertoire.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CM19 1043** - 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
**CM21 0088** - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).

**DESCRIPTION**

Le Répertoire des ressources pour les Montréalaises dresse la liste des organismes qui offrent des services, de l'accompagnement et du soutien aux femmes dans divers domaines et comprend divers types de ressources, des groupes autonomes de femmes aux organismes mixtes qui offrent des services spécifiques aux femmes.

**JUSTIFICATION**

Le répertoire de ressources pour les Montréalaises est un outil de référence pour les citoyennes, les travailleuses des groupes de femmes et du milieu communautaire, les fonctionnaires de la Ville de Montréal et les personnes élues. Il permet aussi aux travailleuses des groupes de femmes et du milieu communautaire de diriger adéquatement les femmes vers les ressources dont elles ont besoin.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les coûts reliés à la production de ce document sont pris dans le budget de fonctionnement

du Conseil des Montréalaises.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse en p.j

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le Répertoire des ressources pour les Montréalaises permet aux Montréalaises de connaître les différentes ressources à leur disposition, que ce soit dans leur arrondissement ou ailleurs sur l'île de Montréal.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

N.A.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

À la suite de son dépôt au conseil municipal, le Répertoire des ressources pour les Montréalaises sera disponible sur le site web du CM et sera diffusé dans le réseau du Conseil par différents moyens (courriel, réseaux sociaux).

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

N.A.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-23

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

**Tél :** 514 872-9074
**Télécop. :**

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

**Tél :** 514 872-0077
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
**Tél :** 514 872-3007
**Approuvé le :** 2022-08-24

4E ÉDITION

# Répertoire de ressources pour les Montréalaises

Conseil des Montréalaises

Montréal

Mot de la présidente 4

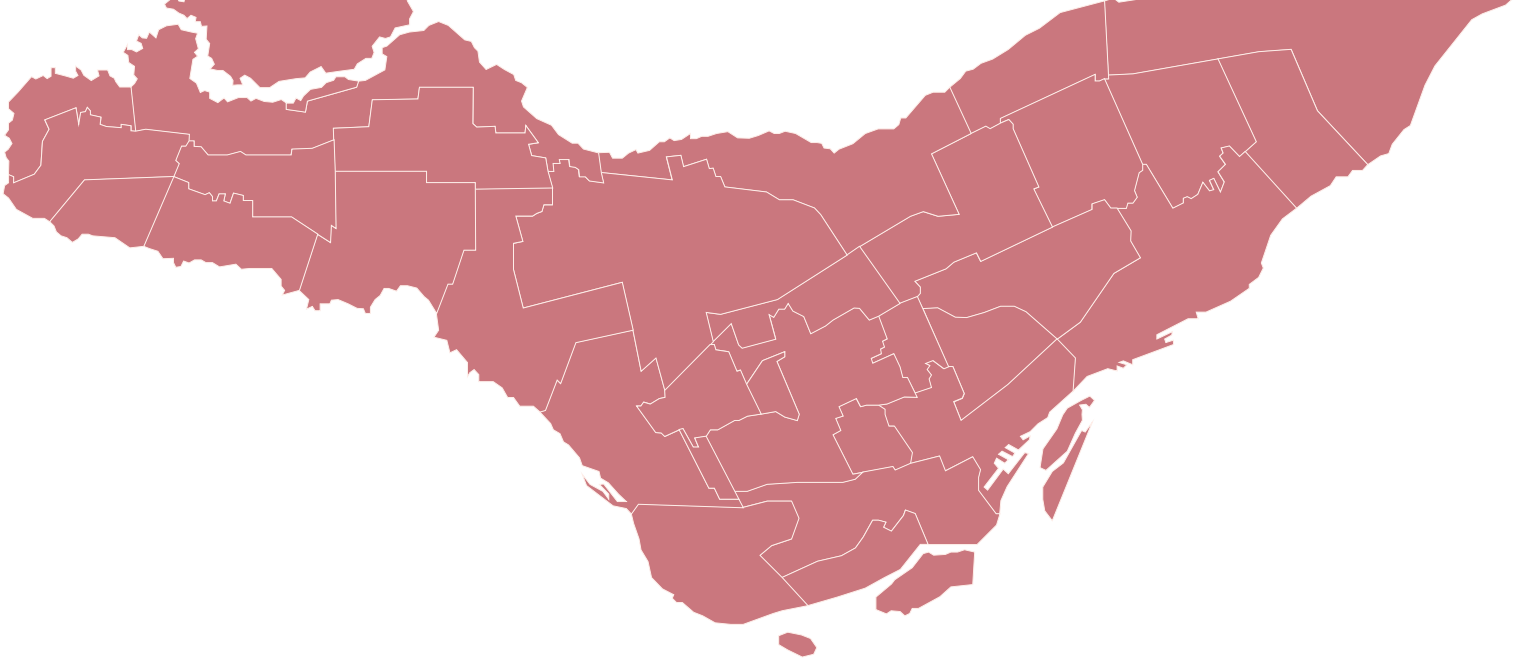
Montréal par arrondissements 5

Arrondissement confidentiel et organismes sans adresse physique 80

Autres villes sur l'île de Montréal 88

Index alphabétique 91

Index par arrondissements ou par villes 105




Recherche, rédaction et mise à jour
**Chantal Tellier**

Coordination
**Kenza Bennis**, coordonnatrice du Conseil des Montréalaises

Révision linguistique
**Edith Sans Cartier**

Conception et réalisation graphiques
**Audrey Guardia**


**Répertoires consultés**

Répertoire des organismes ressources du Conseil du statut de la femme : www.csf.gouv.qc.ca/organismes-ressources

Répertoire 211 du Grand Montréal : www.211qc.ca


Nos remerciements à l'équipe du 211 Grand Montréal pour son aide.

Septembre 2022

**Dépôt légal**
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-7647-1898-8 – PDF français



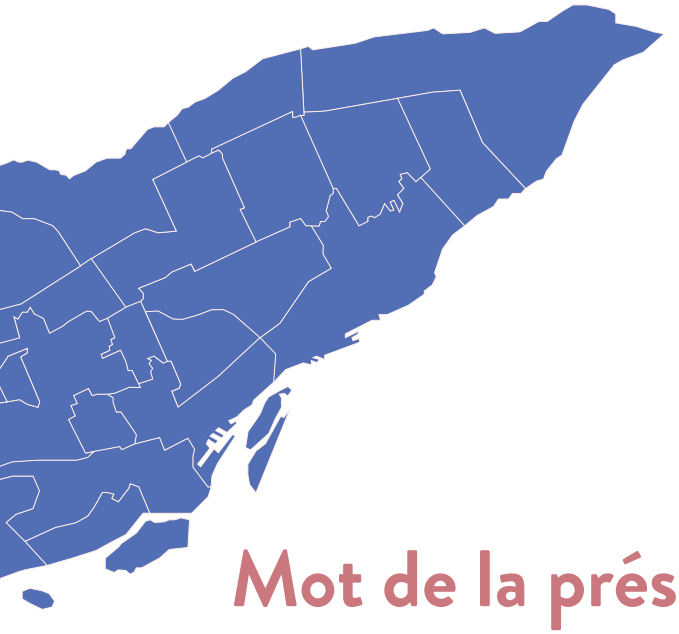
**Conseil des Montréalaises**

1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 868-5809
conseildesmontrealaises@montreal.ca
www.ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises

conseildesmontrealaises

C-Montréalaises



# Mot de la présidente

Au nom de toutes les membres du Conseil des Montréalaises, j'ai le plaisir de vous présenter la quatrième édition de notre *Répertoire de ressources pour les Montréalaises*. Cet outil de référence pour les citoyennes, les travailleuses des groupes de femmes et du milieu communautaire, les fonctionnaires de la Ville de Montréal et les personnes élues est toujours apprécié. Il dresse la liste des organismes qui offrent des services, de l'accompagnement et du soutien aux femmes dans divers domaines et comprend différents types de ressources, des groupes autonomes de femmes jusqu'aux organismes mixtes qui offrent des services spécifiques aux femmes. Nous espérons qu'il permettra aux Montréalaises de bénéficier pleinement des ressources à leur disposition, que ce soit dans leur arrondissement ou ailleurs sur l'île de Montréal.

*— Anuradha Dugal, présidente*

# Montréal

## par arrondissements

# AHUNTSIC-CARTIERVILLE

## Arrêt-Source (L')

1221, rue Fleury Est
C. P. 35032
Montréal (Québec) H2C 3K4

Téléphone : 514 383-2335
Courriel : info@arretsource.org
Site Web : www.arretsource.org

Maison d'hébergement pour jeunes femmes en difficulté âgées de 18 à 30 ans (durée du séjour de quelques mois à 2 ans). Services de référence, de soutien, d'intervention et de suivi afin de favoriser leur réinsertion sociale.

## Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF)

11800, avenue du Bois-de-Boulogne
Montréal (Québec) H3M 2X6

Téléphone : 514 336-2600
Télécopieur : 514 336-6073
Courriel : p.bertrand@qc.aira.com

Groupe de réflexion, de solidarité et d'action féministe. Ses membres sont des religieuses appartenant à plusieurs congrégations. Buts : participer à la transformation des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes ; contribuer à bâtir une société et une Église où la dignité, l'égalité et l'autonomie des femmes sont reconnues et respectées.

## Cartier Émilie

12395, rue Lachapelle
Montréal (Québec) H4J 2P7

Téléphone : 514 658-3126
Courriel : info@cartieremilie.com
Site Web : www.cartieremilie.com

Soutien pour aider les nouvelles arrivantes à s'intégrer à la société d'accueil et pour faciliter la création de liens entre les communautés. Rencontres mensuelles, activités sociales et culturelles. Récupération et distribution de dons, friperie avec halte-garderie.

## Centre des femmes solidaires et engagées (CFSE)

1586, rue Fleury Est, bureau 100
Montréal (Québec) H2C 1S6

Téléphone : 514 388-0980
Courriel : info@cfse.ca
Site Web : www.cfse.ca/fr

Regroupement ouvert à toutes les femmes, visant leur autonomie et leur intégration et favorisant les liens avec les ressources du milieu. Services offerts : information, référence, soutien dans les cas de détresse ou de violence, activités en plusieurs langues, cafés-rencontres, etc.

# AHUNTSIC-CARTIERVILLE

## Cercle de fermières d'Ahuntsic

2574, rue Fleury Est
Montréal (Québec)  H2B 1L5

Téléphone : 514 387-1264
Page Facebook : facebook.com/CFAhuntsic/

Le Cercle de fermières d'Ahuntsic organise des activités liées aux arts textiles. Il fait partie de la grande famille des Cercles de fermières du Québec, dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la femme et de la famille, ainsi qu'à la préservation et à la transmission du patrimoine culturel et artisanal.

## Comité de la condition des femmes de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal

8225, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec)  H2P 2M1

Téléphone : 514 383-4880
Courriel : info@alliancedesprofs.qc.ca
Site Web : www.alliancedesprofs.qc.ca

Sensibilisation et défense des droits des enseignantes (dossiers : équité salariale, harcèlement sexuel, accès à l'égalité, violence). Rencontres d'information et production de recherches, de mémoires, de guides et de politiques sur des dossiers liés à la condition féminine.

## Concertation-Femme

1405, boulevard Henri-Bourassa Ouest, bureau 12
Montréal (Québec)  H3M 3B2

Téléphone : 514 336-3733
Courriel : info@concertationfemme.ca

Promotion de l'autonomie et de la qualité des conditions de vie des femmes par des services d'entraide, de référence, de soutien et de consultation juridique.

## Maison Brin d'Elles

10175, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec)  H3L 2N5

Téléphone : 514 844-2322
Courriel : ccarranza@fohm.org

Édifice à logements avec espaces communs et soutien communautaire. Les locataires doivent être recommandées par un des trois partenaires, soit le Y des femmes de Montréal, le Centre de réadaptation en dépendance de Montréal (anciennement le Centre Dollard-Cormier) et le Réseau habitation femmes.

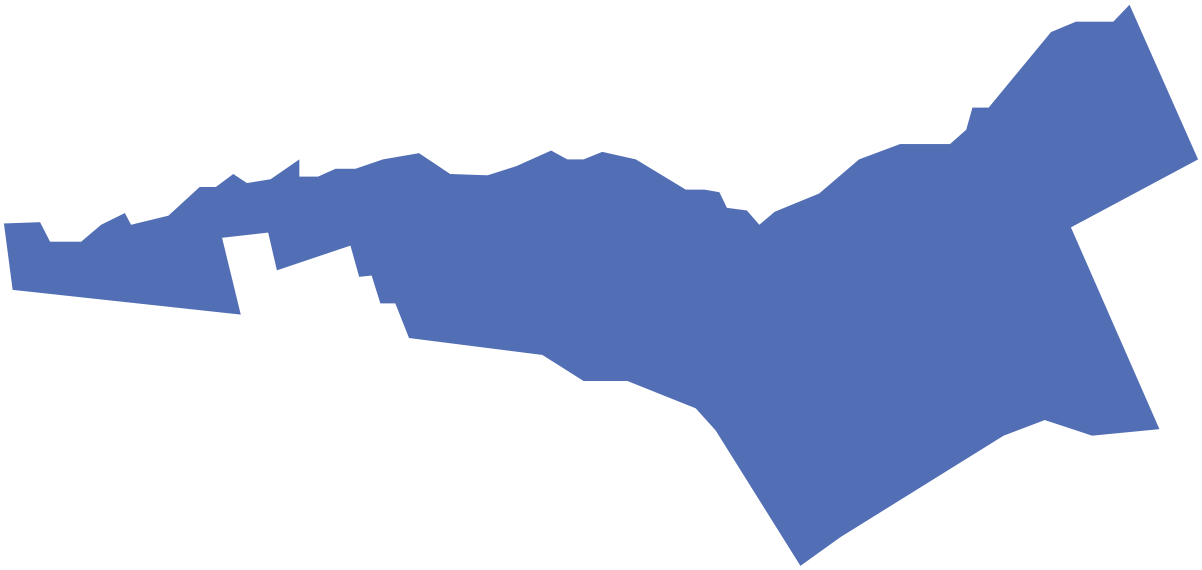
# AHUNTSIC-CARTIERVILLE

## Pour les droits des femmes du Québec – PDF Québec

C. P. 32257, B. P. Waverly
Montréal (Québec)  H3L 3X1

Téléphone : 438 333-3494
Courriel : pourlesdroitsdesfemmes@pdfquebec.org
Site Web : www.pdfquebec.org

Groupe féministe, citoyen, mixte, universaliste et pour la laïcité qui a pour mission de promouvoir l'égalité de fait entre les femmes et les hommes.



# ANJOU

## Carrefour des femmes d'Anjou

7777, boulevard Louis-H.-La Fontaine, local 105
Montréal (Québec)  H1K 4E4

Téléphone : 514 351-7974
Courriel : visibilite@cfanjou.ca
Site Web : www.cfanjou.ca

Centre de jour visant à offrir aux femmes un lieu d'appartenance et de solidarité et à les soutenir dans l'amélioration de leurs conditions de vie, la défense de leurs droits ainsi que l'accroissement de leur autonomie et de leur pouvoir d'agir. Services d'accueil, d'information, de référence et d'écoute. Cuisines collectives, groupes de discussion, ateliers, causeries. Comités de bénévoles.

## Cercle de fermières d'Anjou

7800, boulevard Métropolitain Est, bureau 104
Montréal (Québec)  H1K 1A1

Téléphone : 438 381-7405
Courriel : pres.fed14.anjou@cfq.qc.ca

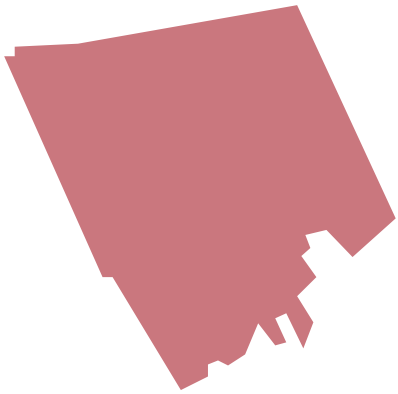
Transmission du patrimoine culturel et artisanal québécois. Amélioration de la qualité de vie des femmes et de leur famille. Activités sociales, tricot, crochet, tissage, broderie, bricolage, œuvres communautaires, projets jeunesse, etc.

## Comité de conditions de vie et de travail des femmes (CCVTF) des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), section locale 501

1100, boulevard Crémazie Est, bureau 720
Montréal (Québec)  H2P 2X2

Téléphone : 514 725-9525
Courriel : montreal@tuac.ca

Promotion de l'égalité pour les femmes en ce qui concerne leurs conditions de vie et de travail. Information sur les enjeux sociaux et mobilisation par rapport à des dossiers tels que l'équité salariale, la violence faite aux femmes, le harcèlement psychologique, la pauvreté, etc.



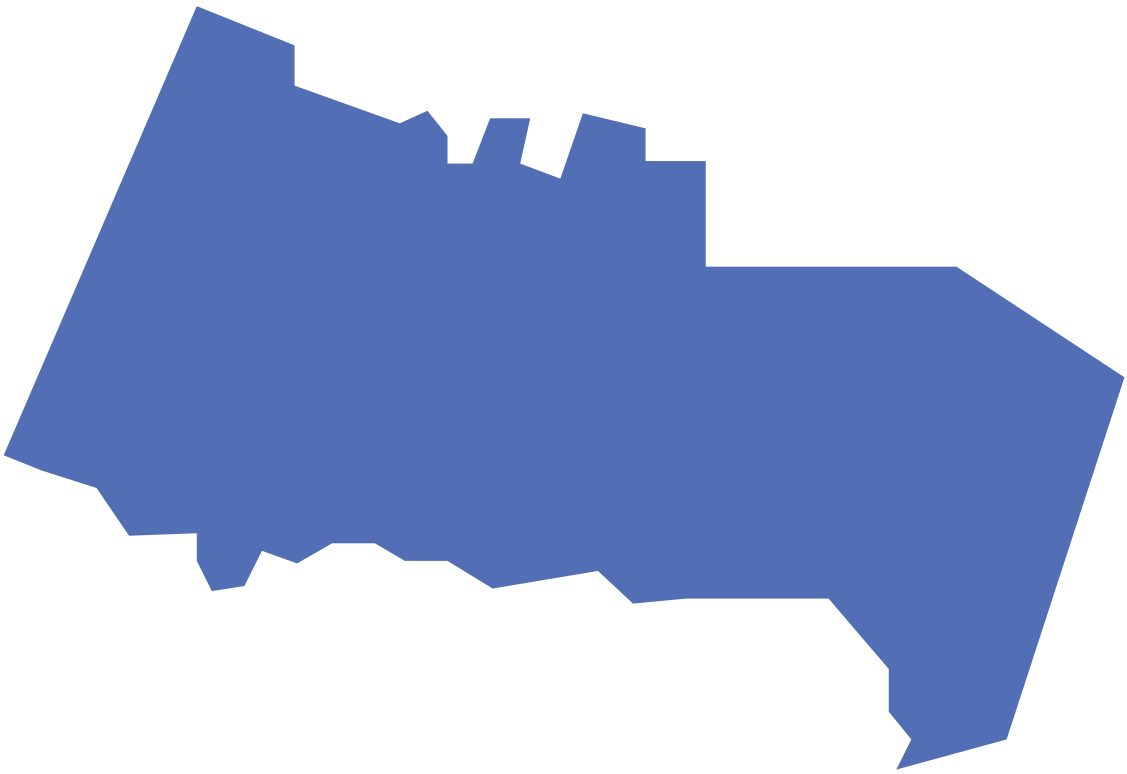
# BEACONSFIELD

## Club des femmes de Beaconsfield

303, boulevard Beaconsfield
Montréal (Québec)  H9W 4A7

Téléphone : 514 630-1604
Site Web : www.fr.beaconsfieldwomensclub.ca

Organisme qui joue un rôle actif dans la vie de nombreuses femmes de Beaconsfield ainsi que d'autres résidentes de l'ouest de l'île depuis plus de 30 ans. Rencontres mensuelles, conférences, clubs thématiques (bridge, mah-jong, canasta, lecture, petit-déjeuner, souper, cinéma, etc.).



# CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

## À deux mains/Head & Hands

3465, avenue Benny
Montréal (Québec)  H4B 2R9

Téléphone : 514 481-0277
Courriel : info@headandhands.ca
Site Web : www.headandhands.ca

Information et référence pour les jeunes de 12 à 25 ans. Services de santé communautaire : clinique médicale sans rendez-vous pour tous besoins médicaux, gynécologie, ITSS, grossesse. Banque alimentaire. Distribution de condoms, de lubrifiant et de produits d'hygiène menstruelle. Travail de rue et échange de seringues. Information juridique.

## Action cancer du sein du Québec (ACSQ)/Breast Cancer Action Quebec

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 430
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 483-1846
Courriel : info@acsqc.ca
Site Web : www.acsqc.ca/fr

Organisme sans but lucratif qui se consacre à la sensibilisation au cancer du sein.

## Association des femmes roumaines Mioritza

3221, avenue Forest Hill, appartement 46
Montréal (Québec)  H3V 1C4

Téléphone : 514 342-9153
Courriel : alice_tofan@yahoo.com

Association de femmes roumaines et de toutes origines. Promotion de leurs valeurs et de leur culture et prévention en santé pour leur bien-être, celui de leur famille et celui de toute la société, dans une perspective de complémentarité des personnes.

## Bureau d'intervention en matière de harcèlement de l'Université de Montréal et de HEC Montréal (BIMH)

3333, chemin Queen-Mary, bureau 543
Montréal (Québec)  H3V 1A2

Téléphone : 514 343-7020
Courriel : harcelement@umontreal.ca
Site Web : www.harcelement.umontreal.ca/accueil

Développement d'outils et de programmes de prévention, d'éducation et de sensibilisation en matière de gestion des conflits, de harcèlement psychologique et de violence à caractère sexuel.

# CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

## Centre culturel canadien-bulgare Zornica

6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 693-3
Montréal (Québec)  H3S 2T6

Téléphone : 514 369-0589
Courriel : iva.zornica@gmail.com
Site Web : www.zornitsa.ca

Accueil et accompagnement des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants, cours de français, d'anglais et de bulgare, aide à la recherche de logement, ateliers de recherche d'emploi, activités culturelles, rencontres pour femmes et jeunes mères.

## Club Zonta de Montréal/Zonta Club of Montreal

5854, place Decelles, appartement 12
Montréal (Québec)  H3S 1X5

Téléphone : 514 814-2248
Courriel : zcmcommunications@gmail.com
Site Web : www.zontadistrict2.org

Amélioration du statut légal, politique, économique, professionnel et santé de la femme. Organisation de projets locaux.

## Comité Femmes et Droit de l'Université de Montréal

3101, chemin de la Tour, local A-2414
Montréal (Québec)  H3T 1J7

Courriel : femmesetdroit.udem@gmail.com
Site Web : www.comitefemmesetdroit.wordpress.com

Comité féministe intersectionnel qui se préoccupe de la situation juridique des femmes et du travail à accomplir pour accéder à une société plus égalitaire. Sensibilisation au moyen de conférences, de tables rondes, etc.

## Comité-conseil sur l'équité, la diversité et l'inclusion (ÉDI) de l'Université de Montréal

2900, boulevard Édouard-Montpetit
Montréal (Québec)  H3C 3J7

Téléphone : 514 343-6111, poste 1668
Courriel : andree.labrie@umontreal.ca

Le Comité-conseil sur l'équité, la diversité et l'inclusion de l'Université de Montréal a pour mandat d'assurer une mise en œuvre effective du Plan d'action en équité, diversité et inclusion de l'Université de Montréal et de contribuer à l'atteinte des objectifs institutionnels dans les divers secteurs ou instances représentés au sein du Comité.

# CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

## Communauté sépharade unifiée du Québec

5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, bureau 216
Montréal (Québec)  H3W 1M6

Téléphone : 514 733-4998
Courriel : info@csuq.org
Site Web : www.csuq.org

Groupe de femmes québécoises juives attachées à la langue française et à la culture québécoise ainsi qu'aux valeurs universelles de liberté, de solidarité et de respect du droit à la différence.

## Envol des femmes (L')/Women on the Rise

6897, avenue Somerled
Montréal (Québec)  H4V 1V2

Téléphone : 514 485-7814
Courriel : womenontherise@bellnet.ca
Site Web : www.fr.womenontherise.ca

Programmes éducatifs pour les mères, notamment immigrantes, et leurs enfants. Ateliers de jour pour les enfants et les mères. Accompagnement et information sur les ressources disponibles.

## Espoir, c'est la vie (L')/Hope & Cope

3755, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, bureau 730.1
Montréal (Québec)  H3T 1E2

Téléphone : 514 340-8255
Courriel : hopecope@jgh.mcgill.ca
Site Web : www.hopeandcope.ca/fr

Entraide et soutien pour les personnes atteintes du cancer et leur famille : conférences, ateliers jumelage avec des personnes survivantes, groupes de soutien, dont certains visant spécialement les femmes qui ont reçu récemment un diagnostic de cancer du sein, celles qui vivent avec un cancer du sein métastatique et celles qui vivent avec un cancer des ovaires.

## Femmes de diverses origines

4755, avenue Van Horne
Montréal (Québec)  H3W 1H8

Courriel : wdofdo@gmail.com
Site Web : www.wdofdo.wordpress.com

Collectif qui regroupe des femmes d'origines ethniques, de religions, d'âges, d'orientations sexuelles diverses, unies dans des luttes contre le patriarcat, le racisme, le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme. Femmes de diverses origines organise des activités pour marquer la Journée internationale des femmes à Montréal depuis 2002.

# CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

## Femmes du monde à Côte-des-Neiges

6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 597
Montréal (Québec)  H3S 2T6

Téléphone : 514 735-9027
Courriel : info@femmesdumondecdn.org
Site Web : www.femmesdumondecdn.org

Centre de femmes offrant divers services : information, référence, écoute et soutien. Promotion de l'amélioration des conditions de vie des femmes et de la solidarité entre les femmes de différentes origines culturelles.

## Maison bleue de Côte-des-Neiges (La)

3735, avenue Plamondon
Montréal (Québec)  H3S 1L8

Téléphone : 514 509-0833
Courriel : coordo.cdn@maisonbleue.info
Site Web : www.maisonbleue.info

La mission de la Maison bleue est de réduire les inégalités sociales en intervenant auprès des femmes enceintes en situation de vulnérabilité. Elle favorise ainsi le développement optimal des enfants, du ventre de leur mère jusqu'à l'âge de cinq ans. Suivi de grossesse et de santé de la famille, évaluation et suivi psychosocial, rencontres de groupe, activités parents-enfants.

## Maison de naissance Côte-des-Neiges

6560, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal (Québec)  H3S 2A7

Téléphone : 514 736-2323
Site Web : www.ciussscentreouest.ca/etablissements-et-ressources/maisons-de-naissance/maison-de-naissance-cote-des-neiges

Maison de naissance offrant un service de sages-femmes : suivi prénatal, rencontres avec les sages-femmes, accouchement dans un lieu intime, chaleureux et sécurisant, suivi psychologique et physique postnatal, visites postnatales à domicile, etc.

## Maison Elizabeth

2131, avenue de Marlowe
Montréal (Québec)  H4A 3L4

Téléphone : 514 482-2488
Courriel : info.maison.elizabeth@ssss.gouv.qc.ca
Site Web : www.maisonelizabethhouse.com

Centre privé de réadaptation pour jeunes mères en difficulté d'adaptation. Accompagnement, résidence, conseils prénataux et postnataux, appartements de transition, art-thérapie, etc.

# CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

## Maison Les Étapes

2240, avenue Girouard
Montréal (Québec)  H4A 3C3

Téléphone : 514 488-9119
Courriel : maisonlesetapes@videotron.ca
Site Web : www.maisonlesetapes.org

Maison offrant différents programmes aux femmes ayant des problèmes d'ordre psychiatrique : réinsertion sociale, retour au travail, soutien communautaire, etc.

## Résidence Maria-Goretti

3333, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec)  H3T 1C8

Téléphone : 514 731-1161
Courriel : residence@promis.qc.ca

Lieu d'hébergement pour femmes de 18 à 45 ans, étudiantes et travailleuses. Service d'hébergement à court terme pour femmes autonomes de tous âges également offert.

## Résidence Projet Chance

3950, boulevard Cavendish, bureau 17
Montréal (Québec)  H4B 2N3

Téléphone : 514 934-6199
Courriel : projet.chance.montreal@gmail.com

Programme de logement sécuritaire à prix modique pour mères célibataires de 18 à 30 ans, étudiantes à temps plein dans un programme postsecondaire, bénéficiaires de programmes de sécurité du revenu ou de prêts et bourses. Soutien et service de garde. Activités sociales et référence.

## Société Elizabeth Fry du Québec

5105, chemin de la Côte-Saint-Antoine
Montréal (Québec)  H4A 1N8

Téléphone : 514 489-2116
Courriel : info@elizabethfry.qc.ca
Site Web : www.elizabethfry.qc.ca

Assistance destinée aux femmes ayant des démêlés avec la justice. Administration d'une maison de transition, d'un programme d'entraide pour le vol à l'étalage et de programmes en détention. Programme de prévention de la rechute en toxicomanie et de gestion de la colère en externe.

# LACHINE

## Cercle de fermières de Lachine

514, 19e Avenue, bureau 303
Montréal (Québec)  H8S 3S7

Téléphone : 514 639-3788

Rencontres, voyages, ateliers, conférences, exposition annuelle.

## Génération ELLES

615, rue Provost, bureau 1
Montréal (Québec)  H8S 1M5

Téléphone : 514 898-9805
Courriel : info@generationelles.ca
Site Web : www.generationelles.ca

Programme d'éducation, de mentorat et de réseautage qui vise l'acquisition des compétences de vie et le renforcement des habiletés personnelles et sociales des filles âgées de 6 à 17 ans.

# LASALLE

## Cercle de fermières de LaSalle

55, avenue Dupras
Montréal (Québec)  H8R 4A8

Téléphone : 514 365-7157

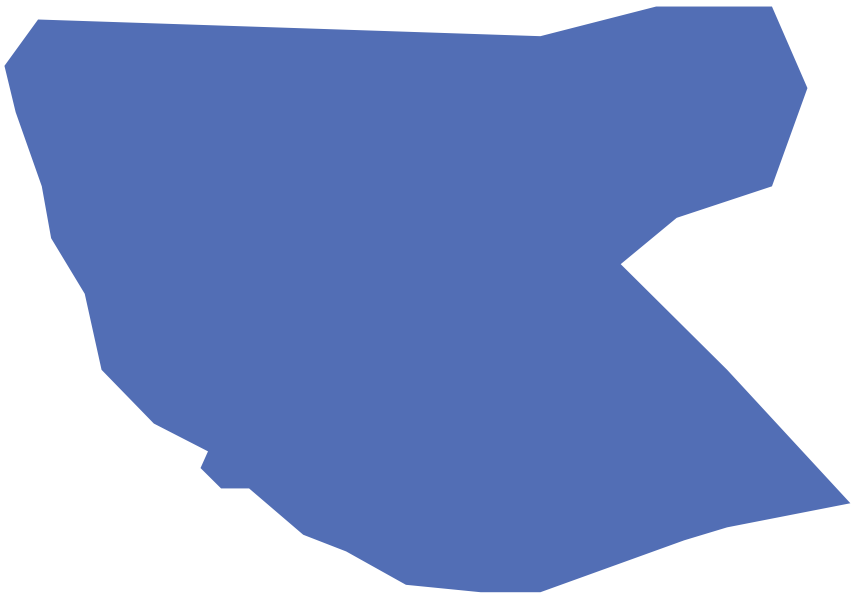
Ateliers de tricot, de couture, de courtepointe, de broderie et de tissage pour les membres.

## Organisation des femmes philippines du Québec (PINAY)

7595, rue Centrale
Montréal (Québec)  H8P 1K8

Téléphone : 514 238-0089
Courriel : info@pinayquebec.org

Groupe de soutien et de défense des droits des aides domestiques en résidence originaires des Philippines. Ateliers d'information sur les droits du travail et les perspectives d'emploi. Aide et soutien pour l'obtention du statut d'immigrante, d'un permis de travail, etc. Soutien aux familles et à la réunification familiale. Pressions politiques et lobbying pour l'amélioration des conditions de vie professionnelle et sociale des femmes immigrantes au Québec.



# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Ada X

4001, rue Berri, local 201
Montréal (Québec)  H2L 4H2

Téléphone : 514 845-7934
Courriel : info@ada-x.org
Site Web : www.ada-x.org

Ada X (anciennement Studio XX) est un centre d'artistes féministe et bilingue engagé dans l'exploration, la création et la réflexion critique en arts médiatiques. Il soutient la production indépendante et la diffusion de propositions d'artistes femmes, trans, non binaires et queer au sein des pratiques technologiques contemporaines.

## Association des femmes espagnoles immigrantes du Canada/ Associacion de mujeres espagñolas emigrantes de Canada (AMEEC)

4848, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec)  H2T 1R5

Téléphone : 514 347-8078
Courriel : mvtiscar@hotmail.com

Association qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des femmes immigrantes espagnoles.

## Autre Parole (L')

C. P. 393, succursale C
Montréal (Québec)  H2L 4K3

Téléphone : 514 598-1833
Courriel : carmina@cooptel.qc.ca
Site Web : www.lautreparole.org

Collectif de femmes chrétiennes et féministes formé de groupes de réflexion et d'action sur la condition féminine au sein de l'Église. Publication de la revue *L'Autre Parole*.

## Carrefour des petits soleils

5115, rue Rivard
Montréal (Québec)  H2J 2P2

Téléphone : 514 270-5471
Courriel : info@petitssoleils.com
Page Facebook : www.facebook.com/carrefour.despetitssoleils

Le Carrefour des petits soleils est un organisme communautaire qui œuvre auprès des familles (parents et enfants de 0 à 5 ans). Il offre des ateliers d'échange, des activités ainsi que des ateliers d'éveil pour les parents et les enfants de 0 à 1 an en après-midi, et pour les parents et les enfants de 1 à 3 ans le matin. Il propose aussi des ateliers animés pour les 3 à 5 ans, des ateliers ponctuels pour les parents (groupes de discussion et de soutien, conférences, déjeuners-causeries, etc.), un groupe d'entraide pour les femmes en postpartum, une halte-garderie et des sorties familiales.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Centrale Galerie Powerhouse (La)

4296, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec)  H2W 1Z3

Téléphone : 514 871-0268
Courriel : info@lacentrale.org
Site Web : www.lacentrale.org

Centre d'artistes autogéré voué à la diffusion et au développement des pratiques féministes pluridisciplinaires. La Centrale s'engage à soutenir des pratiques et des artistes peu visibles dans les institutions culturelles dominantes, et ce, à différentes étapes de leur carrière. La programmation de la Centrale dialogue avec les féminismes et soutient l'intersectionnalité et la justice sociale.

## Centre communautaire des femmes sud-asiatiques/The South Asian Women's Community Centre

1035, rue Rachel Est, 3e étage
Montréal (Québec)  H2J 2J5

Téléphone : 514 528-8812
Courriel : sawcc@sawcc-ccfsa.ca
Site Web : www.sawcc-ccfsa.ca/FR

Le Centre cherche à donner pouvoir et autonomie aux femmes d'origine sud-asiatique. Il offre aussi ses services aux femmes de partout dans le monde et à leur famille, sans égard à l'origine, à la couleur, au statut, à l'âge, à la religion, aux croyances, à l'ethnicité, à l'expression de genre ou à l'orientation sexuelle. Cours de français et d'anglais, séances d'information, organisation d'activités communautaires, etc.

## Centre d'aide à la famille

3861, boulevard Saint-Laurent
C. P. 42026
Montréal (Québec)  H2W 2T3

Téléphone : 514 982-0804
Courriel : info@centreaidefamille.com
Site Web : www.centreaidefamille.com

Services d'aide, d'écoute, de référence, de soutien, d'accompagnement et d'intervention pour les femmes victimes de violence conjugale ou familiale.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Centre de prévention des agressions de Montréal (Le)

4617, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)  H2J 2L4

Téléphone : 514 284-1212
Courriel : centre@cpamapc.org
Site Web : www.cpamapc.org

Centre offrant divers services : ateliers adaptés aux populations ayant des besoins particuliers, consultation, documentation, référence, éducation publique en vue de prévenir les agressions envers les femmes, les adolescentes et les enfants. Programme ACTION – Autodéfense pour femmes et adolescentes, qui enseigne des techniques d'autodéfense.

## Centre de santé des femmes de Montréal

3401, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)  H2K 3X5

Téléphone : 514 270-6110
Courriel : info@csfmontreal.qc.ca
Site Web : www.csfmontreal.qc.ca

Organisme communautaire autonome composé de femmes qui œuvrent principalement en santé gynécologique. Services offerts : avortement, information sur la santé gynécologique, ateliers santé.

## Centre de solidarité lesbienne (CSL)

4126, rue Saint-Denis, bureau 301
Montréal (Québec)  H2W 2M5

Téléphone : 514 526-2452
Courriel : info@solidaritelesbienne.qc.ca
Site Web : www.solidaritelesbienne.qc.ca

S'appuyant sur l'analyse féministe, le Centre de solidarité lesbienne a pour mission d'améliorer les conditions de vie des lesbiennes, des personnes trans et des personnes non binaires en leur offrant des services et des interventions adaptés à leur réalité, et ce, dans les domaines de la violence conjugale, du bien-être et de la santé. Groupes de discussion, soirées thématiques, suivi individuel, groupes de soutien, information, formation, centre de documentation et recherche.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Centre des femmes de Montréal

3585, rue Saint-Urbain
Montréal (Québec)  H2X 2N6

Téléphone : 514 842-4780
Courriel : cfmwcm@centredesfemmesdemtl.org
Site Web : www.centredesfemmesdemtl.org/fr

Services multilingues pour les femmes : information et référence, dépannage alimentaire et vestimentaire, cuisines collectives, information légale et accompagnement à la cour, intervention psychosociale, groupes d'entraide pour survivantes d'inceste, cours, ateliers, orientation, recherche d'emploi (entre autres pour nouvelles arrivantes et femmes de 50 ans et plus), soutien à l'intégration des femmes immigrantes et autochtones en milieu urbain, etc.

## Centre des femmes du Plateau-Mont-Royal

1022, boulevard Saint-Joseph Est
Montréal (Québec)  H2J 1L1

Téléphone : 514 527-2295
Courriel : info@cfemmesplateau.org
Site Web : www.cfemmesplateau.org

Le Centre offre des services d'accueil, d'écoute et de référence pour femmes. Il propose aussi des activités éducatives (conférences gratuites et ateliers à peu de frais), un programme d'orientation professionnelle conçu pour les femmes et des actions concrètes en sécurité urbaine pour toutes et tous.

## Chaînon (Le)

4373, avenue de l'Esplanade
Montréal (Québec)  H2W 1T2

Téléphone : 514 845-0151
Courriel : info@lechainon.org
Site Web : www.lechainon.org

Hébergement temporaire pour femmes en difficulté (accueil de nuit, court terme, transition). Écoute, soutien et référence.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540
Montréal (Québec)  H2L 1L3

Téléphone : 514 871-1086
Courriel : aqoci@aqoci.qc.ca
Site Web : www.aqoci.qc.ca

Comité faisant partie de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale. Lieu d'échange, de recherche, d'analyse et d'expertise francophone sur les questions touchant à l'égalité des genres, qui a pour objectifs de développer des solutions basées sur une vision féministe du développement, coconstruite par et pour les femmes, et de favoriser les liens de solidarité entre les groupes de femmes du Nord et du Sud.

## Compagnie F

3875A, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)  H2W 2M4

Téléphone : 514 381-7333
Courriel : info@compagnie-f.org
Site Web : www.compagnie-f.org

Compagnie F accompagne les femmes de toutes origines dans le but de les aider à atteindre leur autonomie financière par une démarche entrepreneuriale. Elle offre des formations en prédémarrage, en démarrage et en postdémarrage d'entreprise. Elle accompagne les entrepreneures et offre du financement aux femmes anglophones et allophones.

## ÉquiLibre

5455, avenue De Gaspé, bureau 200
Montréal (Québec)  H2T 3B3

Téléphone : 514 270-3779
Courriel : info@equilibre.ca
Site Web : www.equilibre.ca

Promotion des attitudes et des comportements sains à l'égard du poids et de la nourriture. Services aux personnes aux prises avec un problème lié à ce sujet, selon une approche globale. Information, référence, intervention individuelle ou de groupe, entraide, soirées-conférences, bottin de ressources.

## Étoffe du succès (L')/Dress for success

3945, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)  H2W 2M4

Téléphone : 514 282-1222
Courriel : contact@etoffedusucces.com
Site Web : www.etoffedusucces.com

Soutien à l'intégration en emploi pour femmes. Programme prêt-à-porter : choix et don de tenues professionnelles et préparation aux entrevues.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Fondation du cancer du sein du Québec

279, rue Sherbrooke Ouest, bureau 305
Montréal (Québec)  H2X 1Y1

Téléphone : 514 871-1717
Courriel : info@rubanrose.org
Site Web : www.rubanrose.org

Programme de soutien aux personnes touchées par le cancer du sein : écoute téléphonique, documentation, ressources et activités selon les régions (yoga et art-thérapie). Programme d'éducation et de sensibilisation à la santé du sein : conférences, kiosques, cliniques de santé du sein, activités éducatives dans les écoles, cégeps et universités et conférences en milieu de travail.

## Foyer du monde

2300, terrasse Mercure
Montréal (Québec)  H2H 1P1

Téléphone : 514 903-9739
Courriel : foyerdumonde@gmail.com
Site Web : www.foyerdumonde.ca

L'organisme héberge et soutient dans leurs démarches d'installation des femmes seules et cheffes de famille monoparentale, des couples et des familles qui sont demandeurs-euses d'asile, réfugiés-es et sans statut.

## Groupe Intervention Vidéo (GIV)

4001, rue Berri, local 105
Montréal (Québec)  H2L 4H2

Téléphone : 514 271-5506
Courriel : giv@givideo.org
Site Web : www.givideo.org

Organisme de promotion des vidéos de femmes, qui regroupe des femmes vidéastes. Produit, distribue et diffuse des vidéos d'œuvres réalisées par des femmes (dans sa définition la plus inclusive). Ateliers de formation.

## Hirondelle (L')

4450, rue Saint-Hubert, 5e étage
Montréal (Québec)  H2J 2W9

Téléphone : 514 281-5696
Courriel : communication@hirondelle.qc.ca
Site Web : www.hirondelle.qc.ca

Aide à l'intégration et à l'adaptation des femmes immigrantes et promotion de la solidarité entre elles. Information, orientation, accompagnement, écoute, cours de français, soutien à l'emploi, etc.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Maison des femmes sourdes de Montréal (La)

4855, rue Boyer, bureau 105
Montréal (Québec)  H2J 3E6

Téléphone : 514 255-5680
Courriel : femmessourdes@mfsm.ca
Site Web : www.mfsm.info

Centre pour les femmes sourdes offrant des activités d'éducation et un service de référence, d'écoute et d'aide aux femmes sourdes en difficulté. Intervention auprès des femmes sourdes victimes de violence conjugale ou d'agression sexuelle.

## Mères avec pouvoir (MAP)

2015A, rue Fullum
Montréal (Québec)  H2K 3N5

Téléphone : 514 282-1882
Courriel : info@meresavecpouvoir.org
Site Web : www.meresavecpouvoir.org

Mères avec pouvoir accueille des femmes cheffes de famille monoparentale avec enfants de 0 à 5 ans désireuses de prendre leur avenir en main et de procurer un environnement stimulant à leurs enfants. MAP est un milieu de vie conçu pour les familles avec jeunes enfants qui se distingue par sa solidarité et son sens de l'entraide.

## Microcrédit Montréal

3680, rue Jeanne-Mance, bureau 319
Montréal (Québec)  H2X 2K5

Téléphone : 514 843-7296
Courriel : info@microcreditmontreal.ca
Site Web : www.microcreditmontreal.ca

La mission de Microcrédit Montréal consiste à lutter contre la pauvreté et l'exclusion. L'organisme aide ceux et celles qui, à cause des barrières systémiques, n'ont pas les mêmes chances que les autres. Il soutient les entrepreneurs hommes et femmes dans la globalité de leur projet en leur accordant du financement et de l'accompagnement personnalisé, et offre des formations en entrepreneuriat féminin.

## Pavillon Marie Hermine

80, avenue Laurier Est
Montréal (Québec)  H2T 1E6

Téléphone : 514 279-7311
Courriel : pavillon.hebergement@yahoo.com

Service occasionnel d'hospitalité pour religieuses, femmes ou jeunes filles de passage à Montréal. Pension pour femmes et jeunes filles. Séjour à court et à long terme.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Petite Maison de la Miséricorde (La)

4401, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)  H2J 2X1

Téléphone : 514 526-2639
Courriel : petitemaison@videotron.qc.ca
Site Web : www.petitemaisondelamisericorde.org

Espace familial, halte-amitié, accompagnement, écoute téléphonique, service de garde, cafés-rencontres, activités sociales pour femmes cheffes de famille monoparentale avec enfants ou enceintes.

## PIAMP (Le)

4430, avenue Papineau
Montréal (Québec)  H2H 1T8

Téléphone : 514 284-1267
Courriel : piamp@piamp.net
Site Web : www.piamp.net

Intervention auprès des jeunes de 12 à 25 ans qui échangent ou sont susceptibles d'échanger des services sexuels. Accompagnement, référence personnalisée, médiation familiale, suivi. Distribution de matériel de réduction des méfaits : naloxone, bandelettes de test du fentanyl, matériel d'injection, condoms, etc. Distribution de produits d'hygiène menstruelle.

## Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal

5800, rue Saint-Denis, bureau 602
Montréal (Québec)  H2S 3L5

Téléphone : 514 374-1056
Courriel : info@raanm.net
Site Web : www.raanm.net

Le Regroupement a pour mission l'amélioration des conditions de vie des aidantes et aidants naturels de Montréal. Les objectifs : offrir un lieu où les personnes aidantes de l'île de Montréal peuvent s'informer, obtenir des références et se regrouper pour se solidariser ; promouvoir l'émergence de groupes de proches aidants dans tous les secteurs de l'île de Montréal ; promouvoir et défendre les droits des proches aidants ; sensibiliser les intervenantes et les intervenants du secteur de la santé et des services sociaux, les pouvoirs publics et la population.

# LE PLATEAU-MONT-ROYAL

## Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS)

C. P. 83626, succursale Garnier
Montréal (Québec)  H2J 4E9

Téléphone : 514 529-5252
Courriel : info@rqcalacs.qc.ca
Site Web : www.rqcalacs.qc.ca

Le Regroupement réunit les CALACS dans le but de favoriser l'échange d'expertises entre les membres, de soutenir la recherche de solutions pour enrayer les violences sexuelles et d'assurer le développement de services d'intervention féministe en agression sexuelle pour toutes les femmes du Québec.

## Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF)

4245, avenue Laval
Montréal (Québec)  H2W 2J6

Téléphone : 514 877-3189
Courriel : rqasf@rqasf.qc.ca
Site Web : www.rqasf.qc.ca

Le RQASF a pour mission de promouvoir et de défendre les droits et intérêts des femmes et d'agir avec elles dans la reconnaissance de leur savoir et la prise en charge de leur santé, dans une approche globale et féministe.

## Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE)

141, avenue du Président-Kennedy, bureau SB-1991
Montréal (Québec)  H2X 1Y4

Téléphone : 514 987-3000, poste 6684
Courriel : info@rqfe.org
Site Web : www.rqfe.org

Le RQFE a pour mission de créer et de promouvoir des actions novatrices et de fournir un espace de dialogue aux femmes afin d'améliorer la qualité de l'environnement, la santé et le bien-être.

## Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au travail (SORIF)

5150, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)  H2J 2Y3

Téléphone : 514 271-3866
Courriel : info@sorif.org
Site Web : www.sorif.org

Service d'orientation et d'aide à la recherche d'emploi visant l'intégration des femmes cheffes de famille monoparentale au travail.

# LE SUD-OUEST

## Abri d'espoir (L')/Armée du Salut

2000, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (Québec)  H3J 1M8

Téléphone : 514 934-5615
Courriel : direction@abri-espoir.org
Site Web : www.salvationarmy.ca/quebec/home/services/hebergement/abri/?lang=fr

Hébergement de court ou de long terme pour femmes et enfants en difficulté. Trente places à court terme, 13 places à long terme et 7 unités femmes et enfants. Consultation et service de référence. Soutien et orientation.

## Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale

C. P. 2, succursale Saint-Jacques
Montréal (Québec)  H3C 1C5

Téléphone : 514 409-7070
Courriel : coordopolitique@alliancemh2.org
Site Web : www.alliance2e.org/wordpress

L'Alliance regroupe 24 maisons d'hébergement de deuxième étape dans 14 régions du Québec qui offrent aux femmes, avec ou sans enfants, des services spécialisés en violence conjugale postséparation par l'entremise de logements sécuritaires de transition.

## Amitié Soleil

715, rue Chatham
Montréal (Québec)  H3J 1Z3

Téléphone : 514 937-5876
Courriel : amitiesoleil.adm@qc.aira.com

Organisme qui offre aux familles un lieu d'appartenance ainsi qu'un milieu de vie et de répit afin de leur permettre d'améliorer leur qualité de vie et de briser leur isolement. Services offerts : halte-garderie, ateliers de peinture, de couture et de francisation, soutien parental, repas communautaires, etc.

## Centre communautaire des femmes actives (CCFA)

4500, rue Saint-Antoine
Montréal (Québec)  H4C 1E1

Téléphone : 514 989-7320
Courriel : ccfa@bellnet.ca
Site Web : www.femmesactives.ca

La mission du Centre communautaire des femmes actives est de briser l'isolement des femmes de Saint-Henri et des quartiers environnants en favorisant l'échange, l'éducation, la formation, l'orientation, l'entraide, l'intégration sociale et le développement d'une plus grande autonomie des femmes. Déjeuners communautaires, conférences et discussions, ateliers de tricot et d'artisanat, ateliers de cuisine et d'informatique.

# LE SUD-OUEST

## Coloured Women's Club

C. P. 24551, succursale West Hill
Montréal (Québec)  H4B 3A5

Téléphone : 450 672-7081
Courriel : sagyles@sympatico.ca

Premier groupe de femmes noires à Montréal. Promotion de la réduction, voire de l'élimination de l'ostracisme social et économique des femmes noires. Lutte pour l'égalité et le rapprochement entre les communautés.

## Conseil des femmes de Montréal/Montreal Council of Women

151, avenue Atwater
Montréal (Québec)  H3J 2Z6

Courriel : mcwinformation@gmail.com
Site Web : www.montrealcouncilofwomen.ca

Fédération regroupant plus de 70 associations en plus de ses membres individuels, qui vise à susciter des changements sociaux et à améliorer les conditions de vie des femmes.

## Continuité-Famille auprès des détenues (CFAD)

2685, rue Allard
Montréal (Québec)  H4E 2L7

Téléphone : 514 989-9891
Courriel : direction@cfad.ca
Site Web : www.cfad.ca

Programme qui vient en aide aux femmes judiciarisées ou ayant des démêlés avec la justice. Il vise à maintenir le lien entre les mères incarcérées et leurs enfants afin de faciliter la transition lors de la libération de ces dernières et de les assister dans leurs démarches de réinsertion sociale et familiale.

## École secondaire Elizabeth

1741, rue de Biencourt
Montréal (Québec)  H4E 1T4

Téléphone : 514 488-6529
Courriel : elizabethhigh@emsb.qc.ca
Site Web : www.elizabethhigh.ca

École anglophone pour adolescentes enceintes et jeunes mères. Programme permettant aux étudiantes de terminer l'école secondaire à leur propre rythme. Garderie sur place.

# LE SUD-OUEST

## Logements de transition MBA

4755, rue Acorn, porte D
Montréal (Québec)  H4C 3L6

Téléphone : 514 937-9317
Courriel : info@missionba.com
Site Web : www.missionbonaccueil.com

Logements subventionnés pour femmes de 18 à 60 ans, seules, enceintes ou ayant un enfant de moins d'un an, à risque d'itinérance et engagées dans une démarche de réinsertion sociale. Accueil et référence, suivi psychosocial et accompagnement, suivi posthébergement, banque alimentaire, soutien matériel, service d'employabilité et clinique dentaire pour les locataires.

## Logifem

C. P. 72108, succursale Atwater
Montréal (Québec)  H3J 2Z6

Téléphone : 514 939-3172
Courriel : info@logifem.org
Site Web : www.logifem.org

Maison d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté. Services d'information, de référence, d'accompagnement, etc.

## Madame prend congé – Centre de femmes de Pointe-Saint-Charles

1950, rue Grand Trunk, bureau 110
Montréal (Québec)  H3K 1M3

Téléphone : 514 933-2507
Courriel : info@madameprendconge.com
Site Web : www.madameprendconge.com

Promotion du regroupement des femmes de Pointe-Saint-Charles afin de briser leur isolement et de favoriser leur autonomie : accueil, référence, écoute, ateliers et cours divers, etc.

## Montréal Autochtone

3183, rue Saint-Jacques, 3e étage
Montréal (Québec)  H4C 1G7

Téléphone : 514 331-6587
Courriel : info@nativemontreal.com
Site Web : www.rcaaq.info

Lieu de rencontre, cercles de femmes, programme d'employabilité, programme de bien-être familial : soutien éducatif aux enfants, aide pour trouver les services, services culturels pour les familles, camps de jour.

# LE SUD-OUEST

## Portage – Programme mère-enfant

865, square Richmond
Montréal (Québec)  H3J 1V8

Téléphone : 514 935-3152
Courriel : info_me@portage.ca
Site Web : www.portage.ca/fr/quebec/mere-enfant

Le programme mère-enfant de Portage est un programme en résidence de réadaptation en toxicomanie destiné aux femmes enceintes et aux mères avec de jeunes enfants. Thérapie de groupe, suivi postrésidentiel, service de garde.

## Regroupement Les Sages-femmes du Québec

2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 300
Montréal (Québec)  H3J 1N4

Téléphone : 514 738-8090
Courriel : info@rsfq.qc.ca
Site Web : www.rsfq.qc.ca

Le Regroupement travaille au développement de la profession de sage-femme et de sa spécificité à l'intérieur du système de santé du Québec. Il défend le libre choix des lieux d'accouchement pour les femmes (domicile, maison de naissance ou centre hospitalier), en conformité avec les normes de pratique de la profession et sa philosophie de pratique. Le Regroupement a pour mission de défendre les intérêts professionnels, économiques et sociaux de ses membres et fournit de l'information sur les services de sage-femme disponibles au Québec.

## Scientifines (Les)

525, rue Dominion, bureau 200
Montréal (Québec)  H3J 2B4

Téléphone : 514 938-3576
Courriel : scientifines@qc.aira.com
Site Web : www.scientifines.com

Les Scientifines ont comme mission de promouvoir les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques auprès des jeunes filles de 8 à 17 ans de milieux urbains défavorisés afin de leur permettre de développer diverses compétences, pour contrer le décrochage scolaire et la pauvreté chez les femmes.

# MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

## Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas)

5999, rue de Marseille
Montréal (Québec)  H1N 1K6

Téléphone : 514 251-1636
Courriel : info@afeas.qc.ca
Site Web : www.afeas.qc.ca

Groupe de défense des droits des femmes. Activités de formation et d'éducation sociale. Publication d'une revue trimestrielle. Dossiers prioritaires : conciliation travail-famille-études, travail invisible, violence, lutte contre l'hypersexualisation, laïcité de l'État, conjointes et conjoints de fait, approche positive de l'égalité.

## Carrefour familial Hochelaga

1611, avenue d'Orléans
Montréal (Québec)  H1W 3R4

Téléphone : 514 523-9283
Courriel : carrefour@carrefourfamilial.com
Site Web : www.carrefourfamilial.com

Le Carrefour familial Hochelaga est un organisme de soutien aux familles du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Activités pour les familles et les parents, ateliers sur la parentalité, l'éducation et le développement de l'enfant, ateliers artistiques, culturels et sportifs. Halte-garderie, rencontres pour les femmes.

## Coalition des familles LGBT+/LGBT+ Family Coalition

3155, rue Hochelaga, bureau 201
Montréal (Québec)  H1W 1G4

Téléphone : 514 878-7600
Courriel : info@familleslgbt.org
Site Web : www.familleslgbt.org

La Coalition des familles LGBT+ milite pour la reconnaissance légale et sociale des familles homoparentales. Ateliers pour parents et futurs parents LGBT+, activités de sensibilisation sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

## Comité de la condition des femmes de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

9405, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)  H1L 6P3

Téléphone : 514 356-8888
Courriel : conditiondesfemmes@lacsq.org
Site Web : www.lacsq.org

Promotion de l'équité pour les femmes dans leurs conditions de vie et de travail.

# MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

## Comité de la condition féminine de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

9405, rue Sherbrooke Est, bureau 2000
Montréal (Québec)  H1L 6P3

Téléphone : 514 899-1070
Courriel : gauthierv@csd.qc.ca
Site Web : www.csd.qc.ca

Information et sensibilisation relativement aux conditions de vie et de travail des femmes.

## École Rosalie-Jetté

5100, rue Bossuet
Montréal (Québec)  H1M 2M4

Téléphone : 514 596-4240
Courriel : rjette@csdm.qc.ca
Site Web : www.rosalie-jette.cssdm.gouv.qc.ca

École spécialisée qui permet aux jeunes femmes enceintes ou aux jeunes mères de 13 à 18 ans de poursuivre leurs études. Inscription en tout temps, services adaptés.

## Égale Action – Égalité par l'activité sportive

4545, avenue Pierre-De Coubertin
Montréal (Québec)  H1V 0B2

Téléphone : 514 252-3114, poste 3543
Courriels : egale_action@hotmail.com et info@egaleaction.com
Site Web : www.egaleaction.com

Organisme qui promeut la participation des filles et des femmes à l'activité physique et au sport et s'assure de l'équité de cette participation au Québec.

## Entre mamans et papas

3363, rue de Rouen, appartement 1
Montréal (Québec)  H1W 1L4

Téléphone : 514 525-8884
Courriel : entremamans.qc.ca
Site Web : www.entremamans.qc.ca

Lieu de rencontre pour les parents et leurs enfants de 0 à 5 ans. Accompagnement, suivi, dépannage, activités sociales, soutien téléphonique, halte-garderie, etc. Réseau d'allaitement, aide maternelle à domicile (relevailles), dépannage en lait maternisé et nourriture pour bébé, layette pour femmes enceintes.

# MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

## Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF)

C. P. 55036, succursale De Maisonneuve
Montréal (Québec)  H1W 0A1

Téléphone : 514 878-9757
Courriel : info@fmhf.ca
Site Web : www.fmhf.ca

Information, concertation, sensibilisation, intervention et représentation auprès des autorités politiques et des instances publiques, parapubliques et privées des intérêts des maisons membres et des droits des femmes.

## Fédération Nourri-Source

1855, rue Dézéry
Montréal (Québec)  H1W 2S1

Téléphone : 514 948-9877
Courriel : info@nourri-source.org
Site Web : www.nourri-source.org

La Fédération québécoise Nourri-Source est constituée d'organismes Nourri-Source, dont la mission est le soutien à l'allaitement. Près de 700 marraines d'allaitement Nourri-Source – réparties à travers 8 régions du Québec – accueillent, informent et soutiennent les mères qui ont choisi d'allaiter leur enfant, et ce, dans le respect de leurs choix et de leur rythme.

## Groupe de recherche et d'intervention sociale de Montréal (GRIS)

3155, rue Hochelaga, bureau 201
Montréal (Québec)  H1W 1G4

Téléphone : 514 590-0016
Courriel : info@gris.ca
Site Web : www.gris.ca

Le GRIS vise à démystifier la diversité sexuelle et de genre principalement en milieu scolaire. Information et sensibilisation, orientation vers les ressources pertinentes, ateliers et intervention, accompagnement et entraide sous forme de groupe de discussion pour parents d'enfants de la diversité sexuelle.

## Info-Femmes

9200, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)  H1L 1E5

Téléphone : 514 355-4529
Courriel : centreif@hotmail.com
Site Web : www.infofemmes.net

Lieu d'appartenance contribuant à briser l'isolement des femmes, à favoriser leur autonomie sur les plans personnel, affectif et économique, ainsi qu'à promouvoir et à défendre les droits et intérêts des femmes. Services d'accueil, d'écoute, de relation d'aide ponctuelle, d'information et de référence. Activités éducatives visant à aider les femmes à améliorer leurs conditions de vie : cours, conférences et rencontres d'échange.

# MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

## Maison de naissance de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (La)

4500, rue de Contrecœur
Montréal (Québec)  H1K 0L1

Téléphone : 514 356-4044
Courriel : inscription.suivi.sage-femme.cemtl@ssss.gouv.qc.ca
Site Web : www.ciusss-estmtl.gouv.qc.ca/soins-et-services/grossesse-accouchement-et-nouveau-ne/maison-de-naissance

La Maison de naissance de l'Est-de-l'Île-de-Montréal offre aux jeunes familles un environnement accueillant, chaleureux, intime et sécuritaire. Les femmes peuvent être suivies par une sage-femme tout au long de la grossesse, jusqu'aux premières heures de vie de leur poupon et durant les six premières semaines après la naissance.

## Maison L'Exode (La) – Pavillon André-Dumont

2590, avenue Letourneux
Montréal (Québec)  H1V 2P4

Téléphone : 514 255-7727
Courriel : info@maison-exode.org
Site Web : www.maison-exode.org

Programme de réinsertion sociale avec hébergement d'une durée de 3 à 12 mois qui s'adresse aux hommes et aux femmes de 18 ans et plus vivant avec des problèmes de toxicomanie, d'alcoolisme ou de jeu pathologique et qui ont complété un programme de thérapie interne dans les six mois précédant leur demande d'admission.

## Maison Sainte-Catherine
## Carrefour d'alimentation et de partage Saint-Barnabé

1475, avenue Bennett
Montréal (Québec)  H1V 2S5

Téléphone : 514 251-2081
Courriel : info@capstbarnabe.org
Site Web : www.capstbarnabe.org/maisons-d-hebergement

Logement pour femmes : 14 chambres individuelles permettent à des femmes de retrouver un logement, favorisant ainsi la réinsertion sociale et professionnelle.

## Marie Debout, centre d'éducation des femmes (La)

4001, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)  H1W 2G7

Téléphone : 514 597-2311
Courriel : info@lamariedebout.org
Site Web : www.lamariedebout.org

Centre de jour offrant des services d'accueil, d'information, de référence, de documentation et d'écoute afin de permettre aux femmes d'acquérir une plus grande autonomie.

# MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

## Mouvement allaitement du Québec (MAQ)

4545, avenue Pierre-De Coubertin
Montréal (Québec)  H1V 0B2

Téléphone : 1 866 529-2221
Courriel : info@mouvementallaitement.org
Site Web : www.mouvementallaitement.org

Accompagnement pour la mise en place d'environnements favorables à l'allaitement.

## Mwali

C. P. 49088, succursale Place-Versailles
Montréal (Québec)  H1N 1E9

Téléphone : 514 757-3582
Courriel : info@mwali.ca
Site Web : www.mwali.ca

Plateforme d'échange sur différents sujets qui touchent et impliquent les femmes. Accompagnement, encadrement, réalisation de recherches ciblées sur les inégalités que subissent les femmes, assistance aux cheffes de famille monoparentale, notamment celles ayant des enfants vivant avec un handicap, tenue d'un gala et d'un 5 à 7 thématique annuels autour des injustices que subissent les femmes et les jeunes filles.

## Nourri-Source

1855, rue Dézéry
Montréal (Québec)  H1W 2S1

Téléphone : 514 948-5160
Courriel : info@nourrisourcemontreal.org
Site Web : www.nourrisourcemontreal.org

Service téléphonique de marrainage, de soutien, d'encouragement et de conseils techniques offert aux mères et aux pères de bébés allaités. Halte-allaitement.

## Pavillon Lise Watier – Mission Old Brewery

4450, rue Ontario Est
Montréal (Québec)  H1V 1K6

Téléphone : 514 687-2025, poste 625
Courriel : info@missionoldbrewery.ca
Site Web : www.missionoldbrewery.ca/fr

Logements sociaux avec suivi individuel pour femmes itinérantes recommandées par une travailleuse sociale ou un travailleur social, ou encore un centre d'hébergement. Durée illimitée.

# MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

## Petit Revdec (Le)

4551, rue La Fontaine
Montréal (Québec)  H1V 1P6

Téléphone : 514 899-5499
Courriel : info@revdec.org
Site Web : www.revdec.org

Organisme pour les jeunes filles enceintes, les mères adolescentes (12-25 ans) et leurs enfants. Ressource alternative à l'école. Services offerts : ateliers de valorisation, ateliers sur le rôle parental, préparation au retour à l'école, soutien scolaire. Halte-répit sur place.

## Pont (Le)

2700, boulevard Lacordaire
Montréal (Québec)  H1N 2M6

Téléphone : 514 715-5847
Courriel : lepont@diocesemontreal.org
Site Web : www.appimontreal.org

Centre d'hébergement temporaire pour les femmes, les cheffes de famille monoparentale et les familles demandeuses d'asile.

## Syndicat régional des professionnelles en soins du Québec

5630, rue Hochelaga
Montréal (Québec)  H1N 3T1

Téléphone : 514 379-6030
Courriel : info@srpsq.org
Site Web : www.srpsq.org

Incitation à une réflexion des infirmières sur leur condition de femmes et de travailleuses de la santé.

## Trêve pour Elles (CALACS)

C. P. 56574, succursale Ontario
Montréal (Québec)  H1W 3Z3

Téléphone : 514 251-0323
Courriel : info@trevepourelles.org
Site Web : www.trevepourelles.org

Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel visant à aider et à soutenir les femmes (autant cisgenres que transgenres) ainsi que les personnes non binaires de 14 ans et plus agressées sexuellement. Activités de sensibilisation et de prévention auprès des femmes et des adolescentes.

# MONTRÉAL-NORD

## Centre des femmes interculturel Claire

C. P. 2, succursale Nord
Montréal (Québec)  H1H 1K4

Téléphone : 514 325-9116
Courriel : cfic@hotmail.ca

Centre multiethnique pour femmes cheffes de famille monoparentale. Halte-garderie. Activités parents-enfants de 0 à 5 ans. Alphabétisation et francisation. Ateliers : informatique, couture, cuisine et différents ateliers thématiques. Écoute téléphonique et référence.

## Fondation de la Visite

11832, avenue Bellevois
Montréal (Québec)  H1H 3G1

Téléphone : 514 329-2800
Courriel : fondation@delavisite.org
Site Web : www.delavisite.org

Soutien à domicile et accompagnement pour les femmes enceintes et les parents de nouveau-nés. Mère visiteuse et père visiteur : visites à domicile et accompagnement, soutien téléphonique, information et référence aux ressources du quartier. Distribution de trousses de naissance aux femmes enceintes recommandées par les organismes du milieu.

## Halte-Femmes Montréal-Nord

6532, boulevard Léger
Montréal (Québec)  H1G 1L5

Téléphone : 514 328-2055
Courriel : info@haltefemmes.org
Site Web : www.haltefemmes.org

Halte-Femmes est un lieu d'information, d'échange, de cheminement et d'action pour les femmes désirant reprendre le pouvoir sur leur vie. Plusieurs activités sont offertes, dont des services spécifiques aux femmes immigrantes et aux femmes victimes de violence conjugale.

# MONTRÉAL-NORD

## Mission Bon Accueil

606, rue De Courcelle
Montréal (Québec)  H4C 3L5

Téléphone : 514 523-6456
Courriel : info@missionba.com
Site Web : www.missionbonaccueil.com

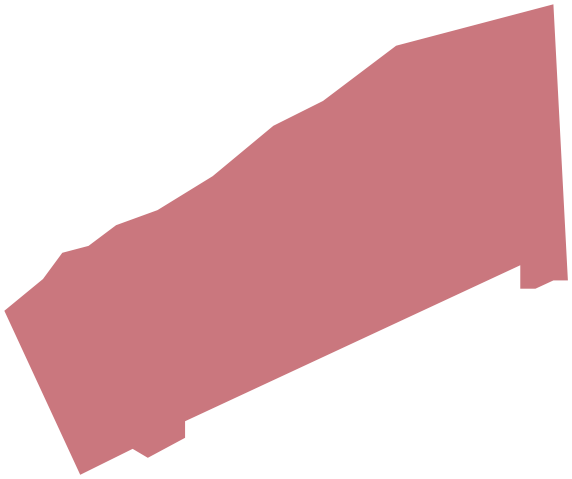
Plusieurs programmes de soutien sont offerts aux personnes en situation d'itinérance, aux familles démunies et aux jeunes en difficulté. Le programme Cœur à sœur aide les jeunes mères d'enfants âgés de 0 à 5 ans et les femmes enceintes de 15 à 30 ans à reprendre le contrôle de leur vie. Grâce à un plan de vie personnalisé, les participantes acquièrent de l'estime de soi, développent un plus grand sens des responsabilités et perfectionnent leurs compétences parentales.

## Rayon de soleil à Montréal-Nord (Un)

12167, boulevard Rolland
Montréal (Québec)  H1G 5Y1

Téléphone : 514 564-2385
Courriel : scolairerds@videotron.ca

Logements abordables pour jeunes mères monoparentales. Garderie disponible pour les résidentes et les non-résidentes. Accompagnement psychosocial.



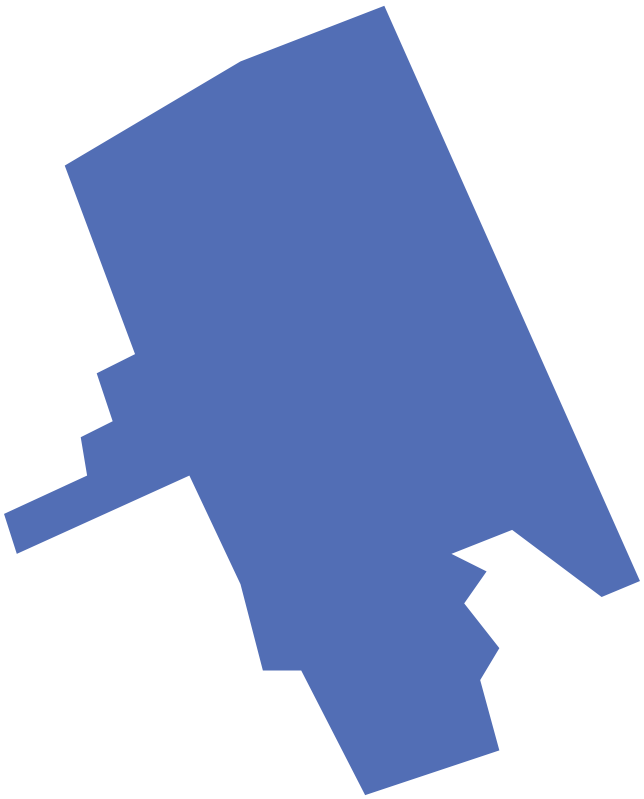
# OUTREMONT

## Dignité mensuelle

520, avenue Bloomfield
Montréal (Québec)  H2V 3R8

Courriel : presidents@monthlydignity.org
Site Web : www.dignitemensuelle.com

Organisme visant un meilleur accès aux produits d'hygiène menstruelle. Dignité mensuelle distribue des produits d'hygiène menstruelle auprès de refuges, d'organismes communautaires et d'écoles, qui les fournissent à leurs utilisatrices ou à leurs élèves vivant en situation précaire. Éducation et sensibilisation aux enjeux liés à la précarité menstruelle par la tenue d'activités et sur les réseaux sociaux.



# PIERREFONDS-ROXBORO

## Association des femmes iraniennes de Montréal

872, chemin de la Rive-Boisée
Montréal (Québec)  H8Z 2Y7

Téléphone : 514 377-6609

Association créée par des femmes pour sortir les Iraniennes de l'isolement. Mission : faire connaître les droits des femmes au Québec, porter la voix des Iraniennes à l'extérieur de l'Iran et créer des liens de solidarité avec les femmes des autres cultures. Activités sociales et culturelles, défense des droits, conférences et manifestations.

## Association des infirmières et infirmiers libanais – Montréal

58, rue Champlain
Montréal (Québec)  H8Y 3S5

Téléphone : 514 501-7926
Courriel : nassarmm@hotmail.com

Soutien aux infirmières et infirmiers libanais nouvellement arrivés, notamment en matière de référence et d'orientation ainsi que pour l'obtention des équivalences des diplômes. Groupe de pression, lien avec les autres associations professionnelles et renforcement de l'image et du rôle de l'infirmière dans la communauté. Promotion de la santé de la communauté arabophone et renforcement des liens et des échanges avec le Liban.

## Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) – Ouest-de-l'Île

C. P. 43536, succursale Roxboro
Montréal (Québec)  H8Y 3P4

Téléphone : 514 684-2198
Courriel : info@calacsdelouest.ca
Site Web : www.calacsdelouest.ca

Rencontres individuelles, groupe de soutien, information, écoute téléphonique et soutien à l'entourage. Sensibilisation, éducation, prévention et défense des droits afin de contrer le problème de la violence sexuelle.

## Sortie (La)

4747, boulevard Saint-Charles
Montréal (Québec)  H9H 3C7

Téléphone : 514 923-7255
Courriel : info@lasortie.org
Site Web : www.lasortie.org

La Sortie est un organisme œuvrant dans le secteur de la santé et des services sociaux sur le territoire de Montréal. Centre d'aide et de soutien pour les victimes d'exploitation sexuelle au Québec. Soutien, intervention et refuge pour les femmes souhaitant quitter l'industrie du sexe.

# RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

## Centre de la famille haïtienne et interculturelle de Rivière-des-Prairies

7650, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (Québec)  H1E 7R8

Téléphone : 514 643-1333
Courriel : ldirectioncfhi@hotmail.com
Site Web : www.cdcrdp.org/cfhi

Le Centre de la famille haïtienne et interculturelle de Rivière-des-Prairies est un organisme communautaire qui œuvre auprès des familles du quartier, dans une perspective interculturelle. Accueil, information et référence, échanges et discussions. Soutien aux familles et aux jeunes en difficulté. Dépannage alimentaire pour nouveaux arrivants, groupe d'entraide pour mamans, ateliers et conférences.

## Centre des femmes de Montréal-Est–Pointe-aux-Trembles

12125, rue Notre-Dame Est, local 164
Montréal (Québec)  H1B 2Y9

Téléphone : 514 645-6068
Courriel : info@cdfpat.org
Site Web : www.cdfmepat.org

Défense et promotion des droits des femmes dans le but de faire naître leur créativité sur les plans affectif, physique et moral. Information, cafés-rencontres, journées partage, conférences, etc.

## Centre des femmes de Rivière-des-Prairies

12017, avenue Rita-Levi-Montalcini
Montréal (Québec)  H1E 4B8

Téléphone : 514 648-1030
Courriel : info@cdfrdp.qc.ca
Site Web : www.cdfrdp.qc.ca

Centre visant à briser l'isolement des femmes et à leur faire prendre conscience de leurs conditions sociales, économiques et culturelles. Services : accueil, écoute, référence, documentation, cours, ateliers, conférences, etc.

## Comité de la condition des femmes du Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île

745, 15e Avenue
Montréal (Québec)  H1B 3P9

Téléphone : 514 645-4536
Courriel : courrier@sepi.qc.ca
Site Web : www.sepi.qc.ca/ccf

Le comité de la condition des femmes (CCF) relève les problématiques particulières aux femmes et fait des recommandations au conseil d'administration. Il promeut les réseaux de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et y participe au besoin. Il planifie et organise des formations, tente de trouver des moyens d'optimiser les conditions des salariées en tant que femmes, et diffuse de l'information relative à la condition des femmes.

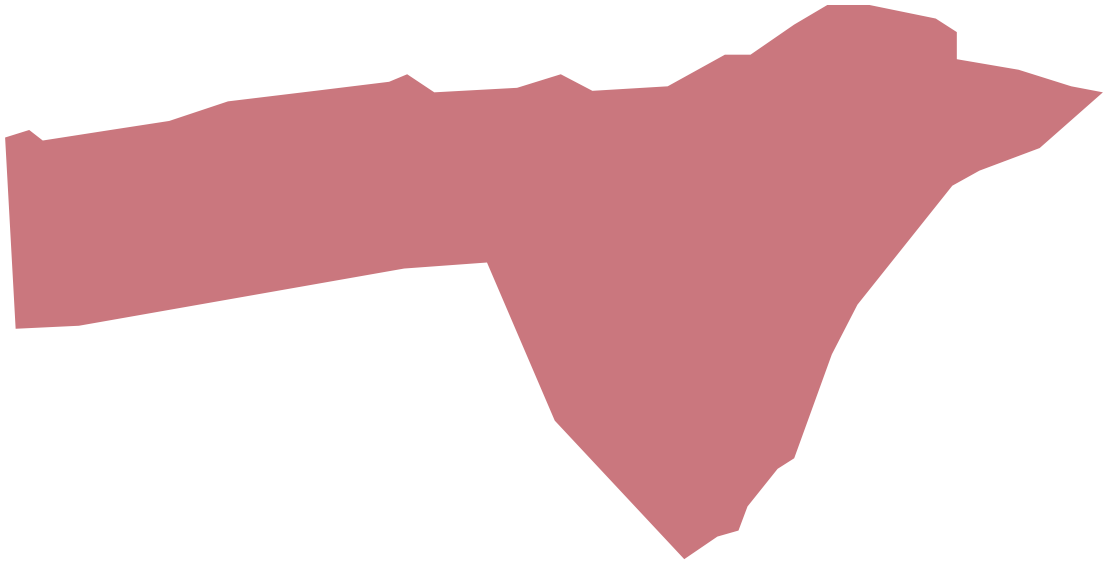
# RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

## Relevailles de Montréal (Les) – Centre de ressources périnatales

14115, rue Prince-Arthur, bureau 341
Montréal (Québec)  H1A 1A8

Téléphone : 514 640-6741
Courriel : crp@relevailles.com
Site Web : www.relevailles.com

Éventail de cours, d'activités et de services de soutien en périnatalité. Yoga, massage, ateliers prénataux, cours de portage (porter bébé en écharpe), rencontres postnatales, ateliers de stimulation, remise en forme, premiers soins pour bébés et enfants, soutien à domicile (répit et entretien ménager léger).



# ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

## Alternative Naissance

6006, rue de Bordeaux
Montréal (Québec)  H2G 2R7

Téléphone : 514 274-1727
Courriel : info@alternative-naissance.ca
Site Web : www.alternative-naissance.ca/fr

Humanisation de l'accouchement et de la naissance par de l'information et une offre de services alternatifs aux femmes et aux couples. Rencontres pré- et postnatales, accompagnement à l'accouchement, écoute et référence, formation d'accompagnante à la naissance, documentation, etc.

## Appartements supervisés Augustine-Gonzalez

6000, rue De La Roche, bureau 2
Montréal (Québec)  H2S 2C7

Téléphone : 514 722-1125
Courriel : augustine@videotron.ca

Appartements supervisés pour jeunes femmes enceintes vivant une première grossesse ou ayant un bébé, à faible revenu et en situation de vulnérabilité. Hébergement temporaire à prix modique. Encadrement et accompagnement. Activités sociales.

## Association Epmandok

5675, rue Saint-Denis, bureau 209
Montréal (Québec)  H2S 3R2

Téléphone : 514 270-2299
Courriel : marieclaudetteciriaque@videotron.ca

Groupe de femmes haïtiennes venant en aide, à partir de la région de Montréal, aux femmes en difficulté d'Haïti.

## Bouffe-Action de Rosemont

5350, rue Lafond, bureau 1.210
Montréal (Québec)  H1X 2X2

Téléphone : 514 523-2460
Courriel : administration@bouffe-action.org
Site Web : www.bouffe-action.org

Bouffe-Action de Rosemont est un organisme communautaire qui travaille à améliorer la qualité de vie et le bien-être des Rosemontoises et des Rosemontois en proposant des activités collectives, participatives et éducatives ainsi que des espaces d'échange autour de la sécurité alimentaire. Cuisines collectives, jardins collectifs, boîtes économiques de fruits et légumes, ateliers de cuisine et de nutrition pour femmes enceintes.

# ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

## Bureau de la communauté haïtienne de Montréal

6970, rue Marquette
Montréal (Québec)  H2E 2C7

Téléphone : 514 725-9508
Courriel : info@bchm.ca
Site Web : www.bchm.ca

Accueil et soutien pour familles vulnérables visant leur réussite sociale. Cuisine familiale et repas communautaires. Soutien aux aînés et aux parents, répit pour aidants. Soutien aux femmes : groupe d'entraide, information et soutien pour mères monoparentales, atelier d'estime de soi, réseau d'échange et d'entraide.

## Centre d'aide aux familles latino-américaines (CAFLA)

6839, rue Drolet, bureau 209
Montréal (Québec)  H2S 2T1

Téléphone : 514 273-8061
Courriel : info@cafla.ca
Site Web : www.cafla.ca

Activités parents-enfants de 0 à 5 ans, ateliers thématiques et accompagnement personnalisé des parents, prévention de la violence et de l'exploitation sexuelle, promotion de la persévérance scolaire, groupes de discussion pour filles, soutien psychosocial individuel, de couple ou familial, soutien pour l'intégration au marché du travail des nouveaux arrivants.

## Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (COPSI)

435, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)  H2S 2P7

Téléphone : 438 384-3341
Courriel : copsi.org@outlook.com
Site Web : www.copsi.org

Groupe favorisant l'intégration des femmes immigrantes par de l'information paralégale, de l'accompagnement aux bureaux des services publics, gouvernementaux et d'immigration, et par de la formation. Programmes et services spécifiques pour les mères de famille monoparentale.

## Centre des femmes de Rosemont

5350, rue Lafond
Montréal (Québec)  H1X 2X2

Téléphone : 514 525-3138
Courriel : c.femmes.rsmt@videotron.ca
Site Web : www.centredesfemmesdersmt.org

Centre de femmes ouvert à toutes celles qui désirent briser leur isolement tout en développant leur autonomie. Groupes de soutien pour femmes ayant été victimes ou étant victimes de violence conjugale, pour femmes aux comportements violents et pour femmes ayant vécu un abus sexuel.

# ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

## Centre haïtien d'action familiale (CHAF)

2573, rue Bélanger Est
Montréal (Québec)  H1Y 1A3

Téléphone : 514 729-8834
Courriel : chafquebec@yahoo.ca

Centre qui offre des services d'éducation, d'animation, de soutien et d'écoute aux familles en général et plus spécialement aux familles d'origine haïtienne. Information et référence, rencontres, échanges et discussions pour les femmes, les couples, les enfants et les aînés, groupes d'entraide sur la violence conjugale.

## Collectif

7124, rue Boyer
Montréal (Québec)  H2S 2J8

Téléphone : 514 279-4246
Courriel : info@cfiq.ca
Site Web : www.cfiq.ca

Organisme voué à l'intégration sociale et économique des immigrantes. Service d'aide à l'emploi culturellement adapté aux besoins et caractéristiques de la clientèle. Service de placement en emploi. Formations d'appoint en français, en anglais et en informatique. Accompagnement pour les femmes immigrantes : accompagnement individuel, cafés-rencontres, information juridique, activités de partage.

## Comité Égalité entre les femmes et les hommes du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)

3000, rue Omer-Lavallée
Montréal (Québec)  H1Y 3R8

Téléphone : 514 875-9911
Courriel : info@ceci.ca
Site Web : www.ceci.ca

Développement de projets, études, recherches. Collaboration avec la ressource Genre et développement d'Uniterra (programme de coopération volontaire).

## Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)

C. P. 37331, succursale Marquette
Montréal (Québec)  H2E 3B5

Téléphone : 514 750-4535
Courriel : info@lacles.org
Site Web : www.lacles.org

La CLES vient en aide aux femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution. Services offerts : rencontres individuelles, accompagnement dans les démarches juridiques ou lors de rendez-vous médicaux, cafés-rencontres, groupes de soutien, activités sociales et ateliers sur différents thèmes (consommation, estime de soi, autodéfense, etc.).

# ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

## Écho des femmes de La Petite-Patrie (L')

6032, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)  H2S 2L7

Téléphone : 514 277-7445
Courriel : echo@echodesfemmesdelapetitepatrie.org
Site Web : www.echodesfemmesdelapetitepatrie.org

Centre favorisant le regroupement des femmes dans le but de briser leur isolement et d'améliorer leurs conditions de vie. Activités éducatives, actions collectives, comités d'implication bénévole, groupes d'entraide, etc. Services de référence, d'écoute, d'accueil, d'information et de documentation.

## Fondation Émergence

C. P. 55510, succursale Centre Maisonneuve
Montréal (Québec)  H1W 0A1

Téléphone : 438 384-1058
Courriel : courrier@fondationemergence.org
Site Web : www.fondationemergence.org

Campagnes de sensibilisation et de lutte contre l'homophobie et la transphobie, programme de sensibilisation et de formation pour les personnes intervenant auprès des personnes âgées gaies, lesbiennes, bisexuelles ou trans.

## Grossesse-Secours

79, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)  H2S 1R1

Téléphone : 514 271-0554
Courriel : info@grossesse-secours.org
Site Web : www.grossesse-secours.org

Service d'écoute téléphonique confidentiel. Buts : aider les femmes en difficulté à vivre leur grossesse, et aider celles qui sont ambivalentes à faire un choix personnel et réfléchi. Offre test de grossesse et entrevue. Comptoir vestimentaire, halte-garderie, sensibilisation en milieu scolaire. Appartements partagés pour des femmes enceintes.

## Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec (GAIHST)

2231, rue Bélanger Est
Montréal (Québec)  H2G 1C5

Téléphone : 514 526-0789
Courriel : info@gaihst.qc.ca
Site Web : www.gaihst.qc.ca

Services de conseil, de soutien et de formation pour les personnes vivant avec des problèmes de harcèlement sexuel ou psychologique au travail, et pour les employeurs désireux de mieux comprendre cette problématique. Service d'écoute téléphonique pour les personnes vivant du harcèlement, cafés-rencontres visant à briser l'isolement et à favoriser l'entraide et l'autonomie. Information et assistance juridique, service d'accompagnement.

# ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

## Groupe d'entraide maternelle de La Petite-Patrie (Le)

6848, avenue Christophe-Colomb
Montréal (Québec)  H2S 2H2

Téléphone : 514 495-3494
Courriel : info@gem-pp.org
Site Web : www.groupedentraidematernelle.org

Organisme permettant aux mères d'enfants de 0 à 5 ans de s'entraider et de s'affirmer par l'entremise de divers services et activités.

## Groupe Femmes sans frontières de l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec (AMEIPH)

6462, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec)  H2S 3C4

Téléphone : 514 272-0680
Courriel : secretariat@ameiph.com
Site Web : www.ameiph.com

Collaboration avec l'Association pour toute activité faisant la promotion des droits des femmes handicapées de diverses origines ethnoculturelles et visant l'amélioration des services qui leur sont destinés. Réduction de l'isolement, développement de l'estime de soi et du sentiment d'appartenance. Contribution au changement de la société par l'engagement dans des activités de promotion et de défense des droits.

## Groupe MAMAN – Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel

2555, rue Holt, bureau 147
Montréal (Québec)  H3W 1N4

Téléphone : 514 303-1301
Courriel : info@groupemaman.org
Site Web : www.groupemaman.org

Défense du droit des femmes de donner naissance à leurs enfants dans l'environnement de leur choix. Promotion de l'allaitement.

## Logis Rose Virginie

3480, boulevard Rosemont, bureau 4
Montréal (Québec)  H1X 1K6

Téléphone : 514 593-8204
Courriel : info@logisrosevirginie.org
Site Web : www.logisrosevirginie.org

Logis Rose Virginie vient en aide aux femmes en difficulté et met à la disposition de sa clientèle un hébergement pour une durée de trois ans, un programme d'intervention et de suivi ainsi qu'un service d'accompagnement et d'encadrement personnalisé par du soutien professionnel et un programme individuel adapté.

# ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

## Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

4200, rue Molson
Montréal (Québec)  H1Y 4V4

Téléphone : 514 935-2501
Courriel : info@oiiq.org
Site Web : www.oiiq.org

Ordre professionnel dont la fonction principale est d'assurer la protection du public en contrôlant notamment l'exercice de la profession infirmière par ses membres.

## Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS)

6839, rue Drolet, bureau 304
Montréal (Québec)  H2S 2T1

Téléphone : 514 436-2047
Courriel : reseau@rafsss.org
Site Web : www.rafsss.org

Regroupement régional de groupes de femmes. Appui, information et action.

## Seréna Québec

6646, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)  H2S 2R9

Téléphone : 514 273-7531
Courriel : accompagnement@serenaquebec.com
Site Web : www.serenaquebec.com/fr

Service d'information sur la santé du cycle menstruel, la contraception naturelle, la conception naturelle, le retour de la fertilité après une naissance et la périménopause. Ateliers, conférences, suivi, formation, référence.

## Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM)

2555, rue Holt, bureau 164
Montréal (Québec)  H1Y 1N4

Téléphone : 514 303-0328
Courriel : infos@tcvcm.ca
Site Web : www.tcvcm.ca

La TCVCM a comme mission de réunir et de mobiliser les différents acteurs concernés par la problématique de la violence conjugale. Elle travaille en partenariat et en concertation dans une démarche globale d'analyse, de prévention et d'action qui vise la protection des femmes, des enfants, des autres victimes et des personnes vulnérables ou ayant des besoins particuliers, et la responsabilisation des personnes agresseuses dans le but de contrer la violence conjugale et ses conséquences.

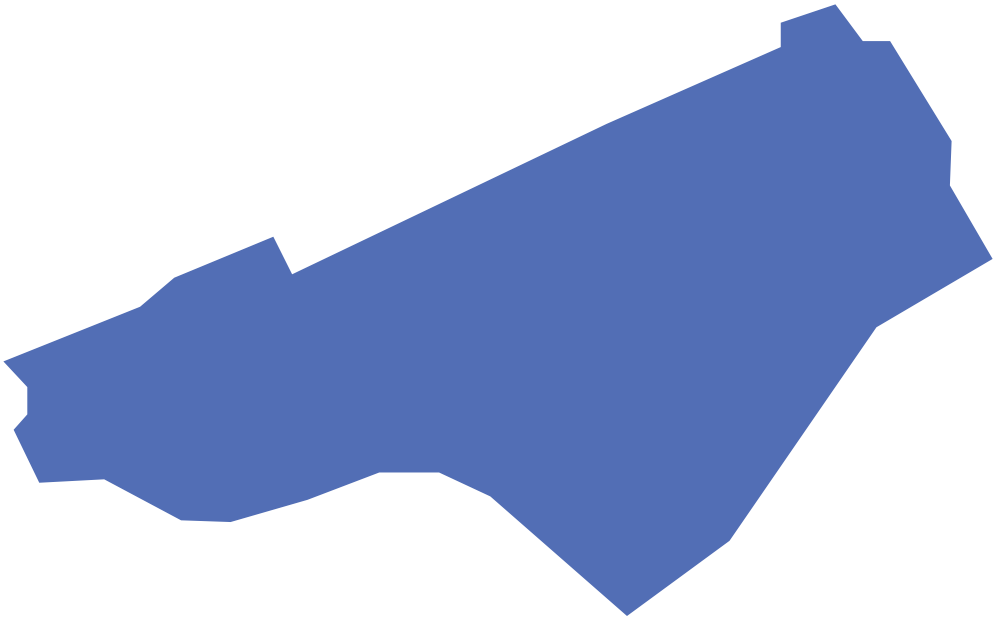
# ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

## Unis pour les petits

3958, rue Dandurand
Montréal (Québec)  H1X 1P7

Téléphone : 514 376-4613
Courriel : benevoles@unispourlespetits.ca
Site Web : www.unispourlespetits.ca

Soutien aux nouveaux parents et aide à domicile par des bénévoles qui viennent s'occuper du ou des bébés. Visites en période postnatale dans un but de prévention, de soutien et d'action.



# SAINT-LAURENT

## Acte d'amour !

710, boulevard Décarie, bureau 1B
Montréal (Québec)  H4L 3L5

Téléphone : 514 419-3632
Courriel : ensemble@actedamour.ca
Site Web : www.actedamour.ca

Service de référence, ateliers thématiques, formations, conférences, etc. pour les femmes immigrantes.

## Association des femmes vietnamiennes du Canada – Montréal

2730, rue O'Grady
Montréal (Québec)  H4M 2W5

Téléphone : 514 287-1149
Courriel : tuyen@thanhtuyennguyennotaire.ca

Aide générale aux femmes vietnamiennes sur les plans social, culturel et légal. Interprétariat, traduction, accompagnement. Promotion de la culture vietnamienne. Activités sociales et culturelles.

## Centre Amal pour femmes/Amal Centre for Women

903, boulevard Décarie, bureau 204
Montréal (Québec)  H4L 3M3

Téléphone : 514 855-0330
Courriel : info@amalwomencenter.ca
Site Web : www.amalwomencenter.ca/fr

Le Centre offre des services psychosociaux qui répondent aux besoins des femmes et des familles, et mène des activités de sensibilisation communautaire au sujet de la violence domestique, de la violence conjugale et de la santé mentale dans les communautés ethnoculturelles. Consultations individuelles, ateliers, information et référence, accompagnement juridique et médical.

## Centre d'action bénévole et communautaire Saint-Laurent

910, avenue Sainte-Croix
Montréal (Québec)  H4L 3Y6

Téléphone : 514 744-5511
Courriel : services@centreabc.org
Site Web : www.centreabc.org/fr

La mission du Centre d'action bénévole et communautaire Saint-Laurent est de promouvoir l'action bénévole dans les différents secteurs de l'activité humaine et de susciter une réponse aux besoins de la communauté. Popote roulante, visites et appels d'amitié, gardiennage-répit, groupe de soutien et ateliers thématiques, jumelage pour nouvelles mères.

# SAINT-LAURENT

## Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI)

1775, boulevard Édouard-Laurin
Montréal (Québec)  H4L 2B9

Téléphone : 514 744-2252
Courriel : contact@cejfi.org
Site Web : www.cejfi.org

Aide à l'intégration à la société québécoise pour les femmes immigrantes par divers services de soutien : ateliers de formation pour l'intégration au marché du travail ou le retour aux études, ateliers d'informatique, cours de langues, soutien psychosocial, aide juridique.

## Centre des femmes de Saint-Laurent

685, boulevard Décarie, bureau 101
Montréal (Québec)  H4L 5G4

Téléphone : 514 744-3513
Courriel : info@cfstl.org
Site Web : www.cfstl.org

Milieu de vie, agent de développement et centre de prévention pour les femmes, visant la promotion et l'amélioration de leurs conditions de vie : accueil, écoute, relation d'aide, référence, activités de sensibilisation et d'éducation populaire (ateliers, conférences, etc.), halte-garderie.

## Femmes du monde du Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI)

774, boulevard Décarie, bureau 300
Montréal (Québec)  H4L 3L5

Téléphone : 514 748-2007
Courriel : carist@cari.qc.ca
Site Web : www.cari.qc.ca

Groupe de femmes qui vise l'adaptation et l'intégration des femmes immigrantes à la société d'accueil afin d'éviter leur isolement et de créer des liens. Activités : ateliers de formation, travaux manuels, cuisine santé internationale, club de lecture, etc.

## Guides du Canada – Conseil du Québec

100, boulevard Alexis-Nihon, bureau 270
Montréal (Québec)  H4M 2N7

Téléphone : 1 800 565-8111
Courriel : info@girlguides.ca
Site Web : www.girlguides.ca/web/qc-fr

Le programme des Guides d'aujourd'hui permet aux filles de s'ouvrir au monde et aux différentes cultures, d'explorer les possibilités de carrière et de découvrir la science, la technologie et les arts. Les filles collaborent à des projets environnementaux et se penchent sur différentes questions telles que l'intimidation, l'estime de soi et l'image corporelle. Elles développent les compétences requises pour prendre la parole et changer les choses concernant les enjeux qui leur tiennent à cœur.

# SAINT-LÉONARD

## Carrefour des femmes de Saint-Léonard (Le)

8180, rue Collerette, local 3
Montréal (Québec)  H1P 2V5

Téléphone : 514 325-4910
Courriel : cfsl@bellnet.ca
Site Web : www.cfsl-femmes.com

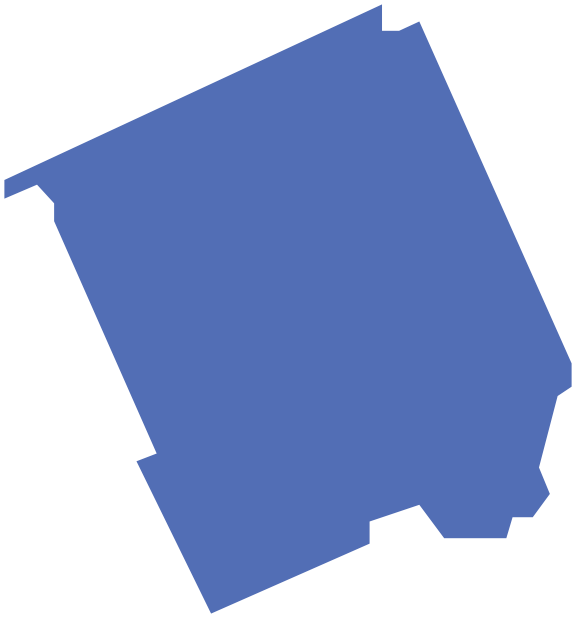
Le Carrefour des femmes de Saint-Léonard est un lieu d'appartenance favorisant l'implication et la solidarité des femmes, et visant le développement personnel et les changements sociaux. Services : accueil, écoute, information, référence, aide individuelle et de groupe, activités éducatives (conférences, cours, ateliers).

## Mains utiles

6705, rue Jean-Talon
Montréal (Québec)  H1S 1N2

Téléphone : 514 993-9128
Courriel : mainsutiles@yahoo.ca

Cours de couture industrielle d'une durée de huit semaines s'adressant aux femmes immigrantes de toutes les communautés culturelles. Boutique communautaire, cafés-causeries, activités.



# VERDUN

## Cancer de l'ovaire Canada

B. P. 28513 Verdun
Montréal (Québec)  H4G 3L7

Téléphone : 514 369-2972, poste 238
Courriel : info@ovairecanada.org
Site Web : www.ovairecanada.org

Cancer de l'ovaire Canada défend la santé et le bien-être des femmes atteintes du cancer de l'ovaire ainsi que de celles qui sont à risque de le développer, et favorise la progression de la recherche pour sauver des vies.

## Centre d'entrepreneuriat féminin du Québec (CEFQ)

4080, rue Wellington, bureau 310
Montréal (Québec)  H4G 1V4

Téléphone : 514 521-5733
Courriel : reussir@cefq.ca
Page Facebook : www.facebook.com/CEFQ.WECQ

Le CEFQ offre aux femmes des services d'accompagnement dans les démarches de démarrage ou de développement d'une entreprise.

## Centre des femmes de Verdun

284, rue de l'Église
Montréal (Québec)  H4G 1V8

Téléphone : 514 767-0384
Courriel : info@centredesfemmesdeverdun.org
Site Web : www.centredesfemmesdeverdun.org

Lieu inclusif et féministe offrant du soutien aux femmes. Services d'accueil, d'information, de référence et d'écoute active. Activités éducatives, déjeuners-causeries, cours, ateliers et activités de discussion portant sur différents thèmes liés à la situation des femmes et des personnes de la communauté LGBTQIA2S+.

## Centre Ivirtivik

4590, rue de Verdun, bureau 200
Montréal (Québec)  H4G 1M3

Téléphone : 514 564-3051
Site Web : www.ivirtivik.org/fr

Destiné à la communauté inuite, Ivirtivik est un projet permettant l'intégration socioprofessionnelle et le développement des compétences des personnes inuites âgées de 18 ans et plus. Programme d'aide à l'emploi d'une durée de 6 mois, à raison de 30 heures par semaine.

# VERDUN

## Chantier d'Afrique du Canada (CHAFRIC)

4740, rue Wellington, bureau 203
Montréal (Québec)  H4G 1X3

Téléphone : 514 767-6200
Courriel : info@chafric.ca
Site Web : www.chafric.ca

La mission de CHAFRIC est de soutenir les personnes issues des minorités ethnoculturelles en général, et d'origine africaine en particulier, dans leur processus d'intégration sociale, culturelle et économique. CHAFRIC offre aussi le programme Femmes et leadership, qui travaille au renforcement des capacités d'initiative et de leadership des femmes issues des diverses communautés culturelles.

## Maison bleue de Verdun (La)

4936, rue de Verdun
Montréal (Québec)  H4G 1N3

Téléphone : 514 564-4936
Courriel : coordo.vrd@maisonbleue.info
Site Web : www.maisonbleue.info

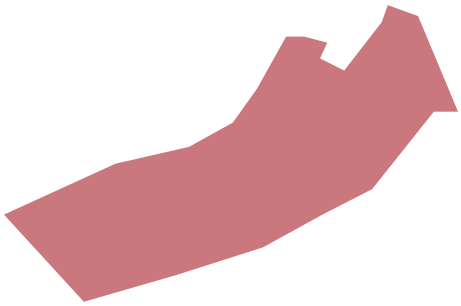
La mission de la Maison bleue est de réduire les inégalités sociales en intervenant auprès des femmes enceintes en situation de vulnérabilité. Elle favorise ainsi le développement optimal des enfants, du ventre de leur mère jusqu'à l'âge de cinq ans. Suivi de grossesse et de santé de la famille, évaluation et suivi psychosocial, rencontres de groupe, activités parents-enfants.

## Mamies immigrantes pour le développement et l'intégration (MIDI)

4250, rue Bannantyne
Montréal (Québec)  H4G 3J4

Téléphone : 514 903-1380
Courriel : lesmamies2002@gmail.com

Encadrement pour femmes immigrantes âgées de 50 ans et plus favorisant leur intégration au sein de la société québécoise grâce à la vie communautaire. Référence, information et accompagnement vers les organismes et les services. Lutte contre la pauvreté par la revalorisation de leur potentiel et de leurs talents. Activités culturelles et sociales. Appels d'amitié, service de répit pour proches aidantes, contes dans les écoles et les résidences, etc.



# VILLE-MARIE

## Action des femmes handicapées (Montréal)

1355, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2
Montréal (Québec)  H3G 1T3

Téléphone : 514 861-6903
Courriel : admin@afhm.org
Site Web : www.afhm.org

Promotion des droits des femmes qui vivent avec différents handicaps (physique, sensoriel, psychique et intellectuel), peu importe leur orientation sexuelle et leur appartenance culturelle, religieuse et socioéconomique.

## Action santé travesti(e)s et transexuel(le)s du Québec

1300, rue Sanguinet
Montréal (Québec)  H2X 3E7

Téléphone : 514 847-0067, poste 207
Courriel : info@astteq.org
Site Web : www.astteq.org/fr

L'organisme a pour mission de favoriser la santé et le bien-être des personnes trans. Accompagnement par les pairs, groupe de soutien, défense des droits, information et référence.

## AGIR Montréal

2075, rue Plessis, bureau 311
Montréal (Québec)  H2L 2Y4

Courriel : info@agirmontreal.org
Site Web : www.agirmontreal.org/fr

Soutien et défense des droits des nouvelles migrantes et nouveaux migrants faisant partie des communautés lesbienne, gaie, bisexuelle, trans et queer, dans une perspective de solidarité. Information et référence, groupes de soutien, activités sociales, etc.

## Aide aux trans du Québec

2075, rue Plessis, bureau 310
Montréal (Québec)  H2L 2Y4

Téléphone : 1 855 909-9038
Courriel : admin@atq1980.org
Site Web : www.atq1980.org

Ligne d'écoute, d'information et de référence. Lieu de rencontre et d'échange. Programme d'aide d'urgence : cartes-cadeaux de pharmacie pour payer l'hormonothérapie et cartes-cadeaux d'épicerie. Groupe d'entraide, consultation individuelle, conférences, formation.

# VILLE-MARIE

## Association des femmes en finance du Québec (AFFQ)

4, place Ville-Marie
Montréal (Québec)  H3B 2E7

Téléphone : 514 518-7557
Courriel : info@affq.org
Site Web : www.affq.org

S'adressant aux femmes de carrière qui évoluent dans des postes de haut niveau dans le domaine de la finance au Québec, l'AFFQ est un regroupement et un lieu d'échange qui se consacre à l'avancement professionnel des femmes. L'organisation s'emploie également à influencer les décideurs et les acteurs clés du développement économique du Québec, en prenant position par rapport à des faits d'actualité financière et économique touchant particulièrement les femmes. Programme de mentorat, réseautage, gala annuel, etc.

## BPW Montréal

C. P. 32137, succursale Saint-André
Montréal (Québec)  H2L 4Y5

Téléphone : 514 910-2028
Courriel : montrealbpw@gmail.com
Site Web : www.bpwmontreal.com

L'organisme se voue au développement du leadership et du potentiel professionnel des femmes de tous les horizons afin d'accroître leur influence dans toutes les sphères de la société. Il travaille à faire reconnaître les réalisations des femmes et à promouvoir un positionnement juste et équitable pour elles dans les organisations.

## Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal

2075, rue Plessis, bureau 110
Montréal (Québec)  H2L 2Y4

Téléphone : 514 528-8424
Courriel : info@ccglm.org
Site Web : www.ccglm.org

Bibliothèque, centre d'information juridique et services administratifs pour les organismes LGBTQ+.

## Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM)

2001, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec)  H2X 2T3

Téléphone : 514 499-1854
Courriel : info@nfcm.org
Site Web : www.nfcm.org/fr

Le Centre d'amitié autochtone de Montréal fournit des services à la population autochtone urbaine de Montréal, y compris les familles. Repas chauds, dons de vêtements, douches et buanderie, défense juridique et sociale, orientation et information, éducation, formation et orientation professionnelles.

# VILLE-MARIE

## Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF)

2422, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal (Québec)  H2K 2E9

Téléphone : 514 524-3901
Courriel : info@ceaf-montreal.qc.ca
Site Web : www.ceaf-montreal.qc.ca

Services d'accueil, d'information, de référence et d'écoute active. Activités éducatives, cafés-rencontres, cours, actions collectives.

## Centre de lutte contre l'oppression des genres/ Centre for Gender Advocacy

2110, rue Mackay
Montréal (Québec)  H3G 2J1

Téléphone : 514 937-2110
Courriel : info@genderadvocacy.org
Site Web : www.desluttesgenres.org

Le mandat du Centre est de promouvoir l'égalité entre les genres et l'autonomisation, particulièrement au sein des communautés marginalisées. Information sur les approches féministe et queer. Ateliers ponctuels et activités de partage.

## Centre des femmes afghanes de Montréal/ Afghan Women's Centre of Montreal

1857, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 305
Montréal (Québec)  H3H 1J9

Téléphone : 514 321-2194
Courriel : info@awcm.ca
Site Web : www.awcm.ca/?lang=fr

Regroupement de femmes afghanes. Programmes adaptés, ateliers de développement personnel et promotion de projets d'équipe. Cours : anglais et français, informatique, yoga. Services pour aînés. Accompagnement pour les nouvelles arrivantes et les nouveaux arrivants.

## Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM)

1801, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 600
Montréal (Québec)  H3H 1J9

Téléphone : 514 933-9007
Courriel : info@cvasm.ca
Site Web : www.cvasm.org/fr

Ligne d'écoute (hommes et femmes de tous âges). Suivi clinique individuel pour les personnes de 18 ans et plus qui ont été victimes d'agression sexuelle dans les 12 derniers mois. Accompagnement médical.

# VILLE-MARIE

## Chez Doris, la fondation du refuge pour femmes

1430, rue Chomedey
Montréal (Québec)  H3H 2A7

Téléphone : 514 937-2341
Courriel : info@chezdoris.org
Site Web : www.chezdoris.org

Centre de jour pour femmes itinérantes ou en difficulté. Services offerts : repas gratuits, vestiaire et douches, produits d'hygiène, accueil et référence, écoute active, information juridique, services médicaux, programmes éducatifs.

## Chez Émilie, maison d'entraide populaire

2106, rue Fullum
Montréal (Québec)  H2K 3N7

Téléphone : 514 526-9652
Courriel : chezemilie2106@hotmail.ca
Site Web : www.chezemiliemep.wordpress.com

L'organisme vise à aider les personnes démunies du quartier Centre-Sud à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Banque alimentaire, soupers communautaires, activités socioculturelles, soirées pour femmes avec thématiques sociales, etc.

## Clinique de sexologie – Université du Québec à Montréal

455, boulevard René-Lévesque Ouest, local W-R540
Montréal (Québec)  H2L 4Y2

Téléphone : 514 987-3000, poste 4453
Courriel : clinique.sexologie@uqam.ca
Site Web : www.sexologie.uqam.ca/clinique-de-sexologie

Thérapie individuelle ou de couple pour les difficultés sexuelles ou relationnelles. Ces services sont prodigués par les étudiantes et étudiants stagiaires de la maîtrise en sexologie clinique, sous la supervision de sexologues et de psychothérapeutes accrédités. Les problématiques sexuelles relevant de la justice ou de la psychiatrie ne sont pas évaluées ni traitées. Il en va de même pour les situations urgentes et les problématiques de toxicomanie.

## Clinique de violence conjugale – Université McGill

3506, rue University
Montréal (Québec)  H3A 2A7

Téléphone : 514 398-2686
Courriel : derrolj@hotmail.com
Site Web : www.mcgill.ca/dvc

Clinique-école de consultation en violence conjugale. Thérapie individuelle, de couple, familiale et de groupe par des étudiantes et des étudiants supervisés de l'Université McGill.

# VILLE-MARIE

## Club des femmes universitaires de Montréal/ University Women's Club of Montreal

1200, avenue Atwater, bureau 7
Montréal (Québec)  H3Z 1X4

Téléphone : 514 934-1362
Courriel : uwcm@uwcm.com
Site Web : www.uwcm.com/?lang=fr

Regroupement local de femmes universitaires affilié à un réseau provincial, pancanadien et international. Activités diverses, conférences, loisirs.

## Comité de la condition féminine de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN)

1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)  H2K 4M5

Téléphone : 514 598-2210
Courriel : judith.huot@csn.qc.ca
Site Web : www.fsss.qc.ca

Promotion et défense des revendications spécifiques aux femmes de la FSSS-CSN.

## Comité de la condition féminine de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

1234, avenue Papineau
Montréal (Québec)  H2K 0A4

Téléphone : 514 987-1141
Courriel : info@fiqsante.qc.ca
Site Web : www.fiqsante.qc.ca/dossiers/condition-feminine

Information et sensibilisation des professionnelles en soins sur toute question relative à la condition féminine et plus précisément en ce qui concerne la santé des femmes.

## Comité de la condition féminine du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)

1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)  H2K 4M5

Téléphone : 514 598-2021
Courriel : receptionccmm@csn.qc.ca
Site Web : www.ccmm-csn.qc.ca

Promotion et défense des revendications spécifiques aux femmes de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

# VILLE-MARIE

## Comité des femmes du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

1001, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 1003
Montréal (Québec)  H2L 4P9

Téléphone : 514 849-1103
Courriel : www.viesyndicale@spgq.qc.ca

Promotion de la prise en charge par les femmes des dossiers de condition féminine.

## Comité femmes de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)

1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)  H2K 4M5

Téléphone : 514 598-2241
Courriel : fneeq.reception@csn.qc.ca
Site Web : www.fneeq.qc.ca/fr/femmes

Le Comité femmes a pour mandat de faire avancer la condition des femmes à la Fédération, en matière tant de conditions de travail que de conditions de vie. Il soutient, appuie et informe les différentes instances de la Fédération concernant les questions liées à la condition féminine.

## Comité national de la condition féminine de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)  H2K 4M5

Téléphone : 514 529-4986 ou 514 529-3681
Courriel : emmanuelle.proulx@csn.qc.ca
Site Web : www.csn.qc.ca

Promotion de la lutte des femmes sur la base des revendications particulières des femmes au travail. Rencontres d'information.

## Concertation montréalaise femmes et emplois majoritairement masculins (CMFEMM)

1355, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)  H3G 1T3

Téléphone : 514 866-9941, poste 426
Courriel : coordination@cmfemm.org
Site Web : www.cmfemm.org

La CMFEMM réunit diverses organisations intersectorielles pour favoriser la rencontre, l'intégration et le maintien des femmes dans les emplois majoritairement masculins, en mettant en relation d'une part les acteurs stratégiques de ces métiers et d'autre part les femmes et les jeunes femmes souhaitant s'orienter vers ces carrières.

# VILLE-MARIE

## Conseil des Montréalaises

1550, rue Metcalfe, bureau 1424
Montréal (Québec)  H3A 1X6

Téléphone : 514 868-5809
Courriel : conseildesmontrealaises@montreal.ca
Site Web : www.ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises

Créé en 2004, le Conseil des Montréalaises est composé de 15 membres bénévoles représentant la diversité des Montréalaises. Il agit en tant qu'organisme consultatif auprès de l'administration municipale montréalaise en ce qui a trait à la condition féminine et à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes. Il utilise l'analyse féministe intersectionnelle des enjeux pour appréhender les réalités vécues par les Montréalaises.

## Conseil québécois LGBT

C. P. 182, succursale C
Montréal (Québec)  H2L 4K1

Téléphone : 514 759-6844
Courriel : dg@conseil-lgbt.ca
Site Web : www.conseil-lgbt.ca

Référence centrale au Québec en matière de défense des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans. L'organisme cherche à consolider les droits des personnes LGBT au Québec en plus de militer pour les droits à acquérir, afin que personne ne soit laissé pour compte dans la reconnaissance des diversités sexuelle et de genre.

## Cravates roses

425, boulevard De Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec)  H3A 3G5

Téléphone : 514 842-2400
Courriel : info@concertationmtl.ca
Site Web : www.concertationmtl.ca/cravates-roses

Afin d'augmenter la présence des femmes dans les lieux de décision et de pouvoir, le programme Cravates roses de Concertation Montréal vise à accroître le nombre de femmes dans les conseils d'administration de la région de Montréal, à soutenir les organisations et les entreprises dans leur recherche de candidates, et à outiller les femmes dans leur cheminement professionnel.

# VILLE-MARIE

## Dispensaire diététique de Montréal

2182, avenue Lincoln
Montréal (Québec)  H3H 1J3

Téléphone : 514 937-5375
Courriel : info@dispensaire.ca
Site Web : www.dispensaire.ca

Organisme communautaire qui a pour mission d'améliorer la qualité de vie des femmes enceintes en situation de précarité en leur offrant un service individualisé de conseil nutritionnel. Activités de groupe pré- et postnatales (préparation à l'accouchement, préparation et soutien à l'allaitement, alimentation du jeune enfant, habiletés parentales, etc.). Expertise en nutrition périnatale en milieu défavorisé.

## Exponenti'elles

2000, avenue McGill College
Montréal (Québec)  H3A 3H3

Téléphone : 514 497-7407
Courriel : mj@exponentielles.ca
Site Web : www.exponentielles.ca

La mission d'Exponenti'elles consiste à aider les femmes vulnérables et sans abri depuis peu à démarrer une carrière ou une entreprise durable et prospère dans le but de sortir définitivement de la pauvreté. Programme intensif d'un an axé sur la poursuite d'une carrière et sur la création d'entreprise : séances de coaching individuelles, outils d'analyse approfondie de la personnalité et d'ordre affectif, séances de soutien et stratégie de développement de compétences générales.

## Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF)

C. P. 55036, succursale De Maisonneuve
Montréal (Québec)  H1W 0A1

Téléphone : 514 878-9757
Courriel : info@fmhf.ca
Site Web : www.fmhf.ca

Information, concertation, sensibilisation, intervention et représentation auprès des autorités politiques et des instances publiques, parapubliques et privées des intérêts des maisons membres et des droits des femmes.

## Femmes averties/Women Aware

1857, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 217
Montréal (Québec)  H9H 1J9

Téléphone : 514 489-1110
Courriel : info@womenaware.ca
Site Web : www.womenaware.ca

Ligne d'écoute et de référence pour femmes vivant ou ayant vécu avec la violence. Groupe d'entraide. Conférences sur la violence conjugale pour les organismes intéressés par la problématique. Ateliers de prévention, assistance juridique.

# VILLE-MARIE

## Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques

1501, rue De Bleury, bureau N5-114
Montréal (Québec)  H3A 0H3

Téléphone : 514 225-9540, poste 200
Courriel : info@fctmn.org
Site Web : www.fctmn.org

Réseau des professionnelles de l'industrie qui soutient leur développement créatif et leur carrière, en plus de faire rayonner leur talent. La programmation s'articule autour de deux axes : le développement professionnel et créatif, ainsi que le rayonnement et le réseautage.

## Fondation OLO

550, rue Sherbrooke Ouest, tour Est, bureau 230
Montréal (Québec)  H3A 1B9

Téléphone : 1 888 656-6372
Courriel : info@fondationolo.ca
Site Web : www.fondationolo.ca

Distribution de suppléments alimentaires, d'œufs, de lait et de jus d'orange pour les femmes enceintes.

## Gouvernance au féminin (La)

2170, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)  H3H 2T8

Téléphone : 514 667-0334
Courriel : info@lagouvernanceaufeminin.org
Site Web : www.lagouvernanceaufeminin.org

La Gouvernance au féminin est un organisme sans but lucratif ayant pour mission de soutenir les femmes dans le développement de leur leadership, l'avancement de leur carrière et l'accession à des sièges aux conseils d'administration.

## Hébergement temporaire – YMCA Guy-Favreau

200, boulevard René-Lévesque
Montréal (Québec)  H2Z 1X4

Unité de débordement temporaire : hébergement d'urgence pour les personnes autochtones en situation d'itinérance. Aménagement permettant l'accueil des personnes à mobilité réduite, des couples et des personnes intoxiquées. Salles de bain et douches.

# VILLE-MARIE

## Helem Montréal

2075, rue Plessis
Montréal (Québec)  H2L 2Y4

Courriel : info@montrealhelem.org
Site Web : www.montrealhelem.org

Regroupement et défense des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres de la communauté arabophone. Rencontres mensuelles, ateliers, discussions, conférences, activités sociales.

## Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM (IREF)

C. P. 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)  H3C 3P8

Téléphone : 514 987-6587, poste 2581
Courriel : iref@uqam.ca
Site Web : www.iref.uqam.ca

L'objectif de l'IREF est de promouvoir la recherche sur les conditions de vie des femmes et les rapports hommes-femmes, la recherche permettant d'approfondir, de renouveler, voire de repenser les analyses, les problématiques théoriques et les catégories mêmes du savoir à travers lesquelles ont été pensés les rapports hommes-femmes et femmes-société.

## Institut Genre, sexualité et féminisme (IGSF) de l'Université McGill/ McGill Institute for Gender, Sexuality and Feminist Studies

3487, rue Peel, 2e étage
Montréal (Québec)  H3A 1W7

Téléphone : 514 398-3911
Courriel : info.igsf@mcgill.ca
Site Web : www.mcgill.ca/igsf

L'IGSF soutient des activités de recherche, d'enseignement et de vulgarisation de pointe dans le domaine des études sur le genre, la sexualité et le féminisme. L'Institut organise des ateliers, des séminaires et des conférences sur des sujets variés.

## Institut Simone de Beauvoir/Simone de Beauvoir Institute

2107, rue Bishop
Montréal (Québec)  H3G 1M8

Téléphone : 514 848-2424, poste 2372
Courriel : sdbi.eventscoordinator@concordia.ca
Site Web : www.concordia.ca/artsci/sdbi.html

Faisant partie des écoles de l'Université Concordia, l'Institut Simone de Beauvoir offre des cours et soutient des recherches sur les conditions de vie et les luttes des femmes d'ici et d'ailleurs. De plus, il organise chaque année plusieurs activités traitant de problématiques féministes : conférences, lectures, colloques et discussions destinés à l'ensemble de la communauté.

# VILLE-MARIE

## Maison ronde (La)

2330, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal (Québec)  H3H 1N2

Téléphone : 514 872-9465
Courriel : c.e.lavery@itineraire.ca
Site Web : www.itineraire.ca/cafe-maison-ronde

Accompagnement des personnes autochtones de 18 ans et plus en situation de vulnérabilité économique et sociale. Programme de travail alternatif à la journée et programme d'employabilité de 24 semaines. Soutien alimentaire : distribution de cafés et de repas gratuits ainsi que de paniers d'aliments.

## Ordre des sages-femmes du Québec (OSFQ)

1200, avenue Papineau, bureau 450
Montréal (Québec)  H2K 4R5

Téléphone : 514 286-1313
Courriel : info@osfq.org
Site Web : www.osfq.org

Ordre professionnel dont la mission est la protection du public et la création d'un environnement favorable au développement professionnel des sages-femmes au Québec.

## Passages

C. P. 1414, succursale Desjardins
Montréal (Québec)  H5B 1H3

Téléphone : 514 875-8119
Courriel : direction@maisonpassages.com
Site Web : www.maisonpassages.com

Ressource d'hébergement et d'insertion dans la communauté pour les femmes en difficulté de 18 à 30 ans.

## Pavillon Patricia Mackenzie (Le) – Mission Old Brewery

1301, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal (Québec)  H2L 2A4

Téléphone : 514 526-6446
Courriel : pmp@missionoldbrewery.ca
Site Web : www.missionoldbrewery.ca/fr

Refuge pour femmes en situation d'itinérance. Services d'urgence et de transition, et présence de conseillères psychosociales qui accompagnent chaque femme dans son cheminement vers une réintégration complète au sein de la communauté.

# VILLE-MARIE

## Projet 10

1575, rue Atateken
Montréal (Québec)  H2L 3L4

Téléphone : 514 989-0001
Courriel : questions@p10.qc.ca
Site Web : www.p10.qc.ca/fr#

Services et ressources pour les jeunes personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, intersexes, queers, trans et en questionnement. Soutien individuel, défense des droits, accompagnement et soutien, activités de socialisation, échange de vêtements, distribution de produits d'hygiène menstruelle.

## Projet Iskweu

C. P. 183, succursale Saint-Jacques
Montréal (Québec)  H3C 2S1

Téléphone : 438 868-2448
Courriel : jessicaqnwsm@gmail.com
Page Facebook : www.facebook.com/Iskweu-1603185049713188

Accompagnement des familles lors de la disparition d'une femme ou d'une fille autochtone (cis- ou transgenre, ou personne bispirituelle). Information et référence, accompagnement dans les démarches auprès de la police, soutien aux familles. Trousse de bienvenue pour les femmes et les filles (cis- ou transgenres et personnes bispirituelles) autochtones nouvellement arrivées à Montréal, liste de ressources. Sensibilisation concernant la violence faite aux femmes et aux filles (cis- ou transgenres et personnes bispirituelles) autochtones.

## Projets autochtones du Québec

169, rue De La Gauchetière Est
Montréal (Québec)  H2X 1P7

Téléphone : 514 879-3310
Courriel : info@paqc.org
Site Web : www.paqc.org/fr

Intervention de crise, repas chauds, soutien aux personnes autochtones nouvellement arrivées en ville, refuge d'urgence (un étage pour les femmes et un pour les hommes), chambres de transition, soutien juridique et médical.

## Ralliement des infirmières et infirmières auxiliaires haïtiennes

3400, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 1115
Montréal (Québec)  H2Z 3B8

Téléphone : 514 282-9511
Courriel : riiahcanada@gmail.com
Site Web : www.riiah.com

Organisme à but non lucratif fondé en septembre 1977. Prévention et information. Cliniques de santé, conférences, activités de perfectionnement.

# VILLE-MARIE

## Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes

2415, rue Montgomery
Montréal (Québec)  H2K 2S2

Téléphone : 514 878-4473
Courriel : rrfs-gcf@regimeretraite.ca
Site Web : www.regimeretraite.ca

Outil collectif visant à améliorer la sécurité du revenu à la retraite des personnes salariées des groupes communautaires et de femmes. Ce régime complémentaire de retraite est adapté à la réalité, aux besoins et au fonctionnement des groupes communautaires et de femmes.

## Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)

1605, rue De Champlain
Montréal (Québec)  H2L 2S5

Téléphone : 514 529-3448
Courriel : info@rccq.org
Site Web : www.rccq.org/fr

Regroupement provincial qui vise l'émergence et la consolidation des cuisines collectives au Québec selon des valeurs de solidarité, de démocratie, de justice sociale, d'autonomie, de dignité et de prise en charge. Il offre des formations afin d'aider à mettre sur pied un groupe de cuisine ou à consolider les groupes déjà existants.

## Réseau des lesbiennes du Québec

2075, rue Plessis, bureau 306
Montréal (Québec)  H2L 2Y4

Téléphone : 438 929-6928
Courriel : dg@rlq-qln.ca
Site Web : www.rlq-qln.ca

Organisme qui œuvre à la défense des droits des femmes de la diversité sexuelle.

## Réseau Habitation Femmes (RHF)

1060, avenue de l'Hôtel-de-Ville, appartement 1
Montréal (Québec)  H2X 3A6

Téléphone : 514 875-9529
Courriel : info@reseauhabitationfemmes.qc.ca
Site Web : www.reseauhabitationfemmes.org

Réseau d'habitation et de logement à prix modique par et pour femmes seules ou avec enfants. Chambres, studios et appartements avec soutien communautaire pour femmes vivant diverses difficultés. Services de référence, de soutien, d'intervention et de suivi afin de favoriser leur réinsertion sociale.

# VILLE-MARIE

## Rue des femmes de Montréal (La)

1050, rue Jeanne-Mance
Montréal (Québec)  H2Z 1L7

Téléphone : 514 284-9665
Courriel : info@laruedesfemmes.org
Site Web : www.laruedesfemmes.org

Centre de santé relationnelle qui accueille et soigne des femmes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Gîte de nuit, centre de jour et activités structurantes, suivi thérapeutique, accompagnement dans les démarches (justice, santé, services sociaux), suivi posthébergement, etc.

## Service de la famille chinoise du Grand Montréal

1088, rue Clark, 3e étage
Montréal (Québec)  H2Z 1K2

Téléphone : 514 861-5244
Courriel : direction@famillechinoise.qc.ca
Site Web : www.famillechinoise.qc.ca/fr

L'organisme vise à promouvoir le bien-être de la communauté chinoise et des communautés asiatiques du Québec, ainsi qu'à réaliser des actions communautaires inclusives pour les nouveaux arrivants afin de permettre leur adaptation et leur rayonnement dans la société québécoise. Cours de langues, services à la famille, employabilité. Comité de femmes : repas collectifs, sorties culturelles, ateliers d'art, activités sportives.

## Sexual Assault Centre of the McGill Students' Society

680, rue Sherbrooke Ouest, bureau 150
Montréal (Québec)  H3A 0B8

Téléphone : 514 398-8500
Courriel : main@sacomss.org
Site Web : www.sacomss.org/wp

Accueil et assistance téléphonique (en anglais), référence vers d'autres services à Montréal (cliniques de santé sexuelle, services de counseling et organismes de défense des droits sexuels). Groupes de soutien hebdomadaires confidentiels pour les survivantes et les survivants, en français et en anglais.

## Stella

2065, rue Parthenais, bureau 404
Montréal (Québec)  H2K 3T1

Téléphone : 514 285-8889
Courriel : info@chezstella.org
Site Web : www.chezstella.org

Défense et promotion des droits des travailleuses du sexe. Services : information et référence, accueil, écoute téléphonique, accompagnement. Travail de rue, distribution de seringues, liste de mauvais clients, activités, etc.

# VILLE-MARIE

## Y des femmes de Montréal (YWCA)

1355, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)  H3G 1T3

Téléphone : 514 866-9941
Courriel : info@ydesfemmesmtl.org
Site Web : www.ydesfemmesmtl.org

Résidence et programme de réinsertion sociale pour femmes en difficulté, programmes de leadership pour jeunes filles et jeunes femmes, logements à prix abordable. Clinique d'information juridique, programmes d'alphabétisation et d'employabilité, centre d'entrepreneuriat. Services aquatiques et hôtels.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Action travail des femmes (ATF)

7001, rue Hutchison
Montréal (Québec)  H3N 1Y9

Téléphone : 514 768-7233
Courriel : actionf@atfquebec.ca
Site Web : www.atf.typepad.fr

Organisme visant à regrouper et à soutenir les femmes de tous âges et de toutes origines afin qu'elles accèdent à des emplois décents. Services offerts : séances d'information portant sur le harcèlement en emploi, les droits et les recours, les emplois non traditionnels et l'égalité en emploi ; reconnaissance des acquis et compétences.

## Afrique au féminin

7000, avenue du Parc, bureau 106
Montréal (Québec)  H3N 1X1

Téléphone : 514 272-3274
Courriel : info@afriqueaufeminin.org
Site Web : www.afriqueaufeminin.org

Activités de groupe (cours de français, ateliers d'information, sorties socioculturelles). Services d'accueil et de référence, projets éducatifs et sociaux, information sur les droits des femmes, etc. Dépannage alimentaire, halte-garderie.

## Anges de l'espoir ACI (Les)

8052, boulevard Saint-Michel, bureau 7
Montréal (Québec)  H1Z 3E1

Téléphone : 514 727-2643
Courriel : lesangesdelespoiraci@hotmail.com
Site Web : www.angesdelespoir-dhceu.org

L'organisme soutient les médecins diplômés hors du Canada. Il offre aussi des services comme des cafés-rencontres pour les familles immigrantes, des conférences sur différents sujets ainsi que des activités pour les femmes victimes de violence et les personnes âgées seules.

## Association du troisième âge FILIA

821, rue Ogilvy
Montréal (Québec)  H3N 1N9

Téléphone : 514 948-3021
Courriel : filia@bellnet.ca

Promotion du maintien de la qualité de vie et du niveau d'autonomie des femmes âgées isolées. Entraide, échanges, aide à domicile et soutien aux activités quotidiennes, activités socioculturelles et religieuses, soutien moral aux membres et programme communautaire (popote roulante, émission de radio, paniers de Noël, maintien à domicile, etc.).

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Carrefour populaire de Saint-Michel

2651, boulevard Crémazie Est
Montréal (Québec)  H1Z 2H6

Téléphone : 514 722-1211
Courriel : administration@carrefourpopulaire.org
Site Web : www.carrefourpopulaire.org

Centre visant l'amélioration de la qualité de vie des femmes par des services d'information, d'éducation et d'entraide.

## Centre communautaire CEFEDI

8723, 10e Avenue
Montréal (Québec)  H1Z 3B9

Téléphone : 514 384-5330
Courriel : cefedi04@hotmail.com
Site Web : www.cefedi.ca

Centre pour l'encadrement des familles vulnérables à faible revenu, mais surtout les familles monoparentales en difficulté. Services d'accueil et de référence, ateliers parents-enfants, activités familiales, camp de jour, club alimentaire.

## Centre Conseils Grossesse

7394, 19e Avenue
Montréal (Québec)  H2A 2L7

Téléphone : 514 593-1720
Site Web : www.ccgrossesse.org

Organisme qui offre un programme de soutien aux jeunes femmes enceintes et aux nouvelles mamans.

## Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 229
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 876-1180
Courriel : info@cdeacf.ca
Site Web : www.cdeacf.ca

Le CDEACF a pour mission de collecter, de diffuser, de promouvoir et de rendre accessibles, en français, les savoirs et savoir-faire des milieux de l'éducation des adultes, de l'alphabétisation et de la condition féminine du Québec et des communautés francophones du Canada.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Centre des femmes d'ici et d'ailleurs

8043, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)  H2R 2P4

Téléphone : 514 495-7728
Courriel : info@cdfia.net
Site Web : www.cdfia.net

Centre interculturel pour femmes. Activités de groupe, services d'écoute, d'accueil et de référence, projets éducatifs et sociaux, information sur le droit des femmes.

## Comité de conditions de vie et de travail des femmes (CCVTF) des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section locale 500

1200, boulevard Crémazie Est, bureau 100
Montréal (Québec)  H2P 3A7

Téléphone : 514 332-5825
Courriel : local@tuac500.ca
Site Web : www.tuac500.com

Promotion de l'égalité pour les femmes en matière de conditions de vie et de travail. Information sur les enjeux sociaux et mobilisation face à des dossiers tels que l'équité salariale, la violence faite aux femmes, le harcèlement psychologique, la pauvreté, etc.

## Comité de conditions de vie et de travail des femmes du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain

565, boulevard Crémazie Est, bureau 2500
Montréal (Québec)  H2M 2V6

Téléphone : 514 387-3666
Courriel : crftqmm@ftq.qc.ca
Site Web : www.montrealmetro.ftq.qc.ca

Étude, analyse et surveillance de l'application des lois et politiques liées aux conditions de vie et de travail des femmes. Promotion de la participation des femmes aux instances syndicales.

## Comité de la condition des femmes de la Fédération autonome de l'enseignement

8550, boulevard Pie-IX
Montréal (Québec)  H1Z 4G2

Téléphone : 514 666-7763
Courriel : fae@lafae.qc.ca

Conseille, fait des analyses et formule des recommandations sur des sujets reliés à la condition des femmes.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Comité de la condition féminine de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100
Montréal (Québec)  H2M 2W3

Téléphone : 514 383-8040
Courriel : ftq@ftq.qc.ca
Site Web : www.femmes.ftq.qc.ca

Sensibilisation, rencontres d'information et production de recherches, de mémoires, de guides et de politiques sur des dossiers liés à la condition féminine.

## Comité des femmes du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec)

565, boulevard Crémazie Est, bureau 7100
Montréal (Québec)  H2M 2V9

Téléphone : 514 384-9681
Courriel : femmes@scfp.qc.ca
Site Web : www.scfp.qc.ca/comite-des-femmes

Défense des droits et promotion de tous les volets de la condition féminine pour les travailleuses du SCFP et pour les femmes en général. Négociation des solutions aux problèmes particuliers des travailleuses.

## Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec (CIAFT)

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 307
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 954-0220
Courriel : info@ciaft.qc.ca
Site Web : www.ciaft.qc.ca

Défense des droits des femmes au travail, accès à la formation générale et professionnelle, programmes d'accès à l'égalité et à l'équité salariale. Projet Travailleuses averties pour lutter contre le harcèlement sexuel au travail.

## Éditions du remue-ménage (Les)

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 401
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 876-0097
Courriel : info@editions-rm.ca
Site Web : www.editions-rm.ca

Maison d'édition féministe fondée par un collectif de femmes, visant à soutenir et à faire avancer la réflexion sur la condition féminine.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Enjeu (L') – Cap sur l'emploi

2215, rue Jean-Talon Est, bureau 204
Montréal (Québec)  H2E 1V5

Téléphone : 514 858-5288
Courriel : lenjeu@lenjeu.org
Site Web : www.lenjeu.org

Aide et soutien à l'intégration des femmes sur le marché du travail. Activités sur les techniques de recherche d'emploi et d'orientation professionnelle, programmes de perfectionnement en bureautique.

## Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)

584, rue Guizot Est
Montréal (Québec)  H2P 1N3

Téléphone : 514 729-6666
Courriel : fafmrq.info@videotron.ca
Site Web : www.fafmrq.org

Amélioration de la situation socioéconomique des familles monoparentales et recomposées et défense de leurs droits. Services aux groupes membres. Groupe de pression politique.

## Fédération des femmes du Québec (FFQ)

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 319
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 876-0166
Courriel : info@ffq.qc.ca
Site Web : www.ffq.qc.ca/fr

Organisation féministe autonome qui travaille à la transformation et à l'élimination des rapports sociaux de sexe et des rapports de domination dans toutes les sphères de la vie, en vue de favoriser le développement de la pleine autonomie de toutes les femmes et la reconnaissance véritable de leur contribution à la société.

## Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 335
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 866-3721
Courriel : info@fqpn.qc.ca
Site Web : www.fqpn.qc.ca

Regroupement féministe de défense de droits et d'éducation populaire dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive. Information, référence et sensibilisation en matière de maternité, de planification des naissances, d'infertilité, de santé sexuelle, d'avortement, d'accès aux soins de santé reproductive et de contraception.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Femmes-Relais

8640, 25e Avenue, app. 7
Montréal (Québec)  H1Z 4B2

Téléphone : 514 759-0663
Courriel : directricefemmesrelais@gmail.com
Site Web : www.femmes-relais.com

Femmes-Relais est une organisation qui a pour but de faciliter l'intégration des femmes immigrantes qui choisissent Montréal comme milieu de vie. Services offerts : ressources, traduction, accompagnement, écoute et soutien, référence, stage de six mois pour femmes (intégration socioprofessionnelle et lien avec les communautés).

## Fondation Filles d'action/Girls Action Foundation

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 407-408
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 948-1112
Courriel : info@girlsactionfoundation.ca
Site Web : www.girlsactionfoundation.ca

La Fondation Filles d'action fournit un espace pour que les filles s'expriment, développent des compétences et créent des actions par rapport à des questions qui sont importantes pour elles. Les programmes locaux touchent la prévention de la violence, la promotion de la santé, l'éducation aux médias et le leadership.

## Halte La Ressource

6365, rue De Saint-Vallier
Montréal (Québec)  H2S 2P6

Téléphone : 514 524-0073
Courriel : info@haltelaressource.org
Site Web : www.haltelaressource.org

Point de rencontre pour les mères de famille monoparentale qui veulent se ressourcer et prendre en main leur réalité individuelle et collective. Accueil, écoute et référence par téléphone et sur place. Accompagnement et rencontres personnalisées, groupe de soutien et de discussion, répit de groupe.

## Héberjeune de Parc-Extension – Jeunes mères

7004, rue Hutchison, bureau 2
Montréal (Québec)  H3N 1Y6

Téléphone : 514 273-2700
Courriel : directionheberjeune@gmail.com
Site Web : www.heberjeune.ca/fr

Hébergement à moyen terme, avec soutien et accompagnement, pour les jeunes mères de 18 à 25 ans qui ont vécu une période de crise et sont prêtes à entreprendre une démarche d'insertion sociale.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Institut F

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 306A
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 447-8159
Courriel : info@institutf.org
Site Web : www.institutf.org

Institut F promeut l'épanouissement des filles et des femmes musulmanes ainsi qu'un meilleur vivre-ensemble au Québec. Programme de soutien et d'encouragement à la poursuite d'études en mathématiques pour les jeunes filles, cercle de lecture, retraites spirituelles, formation, conférences et colloques.

## Jeunes en devenir

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 212
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 669-2349
Courriel : jedytfmontreal@ccrw.org
Site Web : www.ccrw.org

Programme de préemployabilité pour femmes de 15 à 30 ans en situation de handicap. Ateliers sur les compétences professionnelles : service à la clientèle, rédaction de CV, estime de soi. Évaluation professionnelle, rencontres hebdomadaires, soutien à l'emploi personnalisé.

## Maison bleue de Parc-Extension (La)

7867, avenue Querbes
Montréal (Québec)  H3N 2B9

Téléphone : 514 507-9123
Courriel : coordo.pex@maisonbleue.info
Site Web : www.maisonbleue.info

La mission de la Maison bleue est de réduire les inégalités sociales en intervenant auprès des femmes enceintes en situation de vulnérabilité. Elle favorise ainsi le développement optimal des enfants, du ventre de leur mère jusqu'à l'âge de cinq ans. Suivi de grossesse et de santé de la famille, évaluation et suivi psychosocial, rencontres de groupe, activités parents-enfants.

## Maison bleue de Saint-Michel (La)

3539, rue Bélair
Montréal (Québec)  H2A 2B1

Téléphone : 514 379-3539
Courriel : coordo.stm@maisonbleue.info
Site Web : www.maisonbleue.info

La mission de la Maison bleue est de réduire les inégalités sociales en intervenant auprès des femmes enceintes en situation de vulnérabilité. Elle favorise ainsi le développement optimal des enfants, du ventre de leur mère jusqu'à l'âge de cinq ans. Suivi de grossesse et de santé de la famille, évaluation et suivi psychosocial, rencontres de groupe, activités parents-enfants.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Maison d'Haïti

3245, avenue Émile-Journault
Montréal (Québec)  H1Z 0B1

Téléphone : 514 326-3022
Courriel : mhaiti@mhaiti.org
Site Web : www.mhaiti.org

Groupe d'aide aux femmes immigrantes. Programme pour jeunes mères, cours de francisation, alphabétisation, aide aux devoirs, patrouille de rue, rencontres d'information, employabilité, etc. Réseau de jeunes parents.

## Maison Parent-Roback

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 102
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 878-1355
Courriel : coordination@la-mpr.qc.ca
Site Web : www.la-mpr.qc.ca

Maison qui rassemble sous un même toit des organisations communautaires ayant pour mission d'améliorer les conditions de vie des femmes, de faire respecter leurs droits et de promouvoir l'égalité. Carrefour de services et lieu d'échanges.

## Mouvement contre le viol et l'inceste

C. P. 50009, succursale Jarry
Montréal (Québec)  H2P 0A1

Téléphone : 514 278-9383 ou 514 400-2714
Courriel : mcvi@contreleviol.org

Soutien et intervention à court et à moyen terme pour les femmes survivantes d'inceste ou d'agression sexuelle et leurs proches. Services d'information et de référence, centre de documentation.

## Petites-Mains

7595, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec)  H2R 1W9

Téléphone : 514 738-8989
Courriel : info@petitesmains.com
Site Web : www.petitesmains.com

Entreprise d'insertion dont la mission est de venir en aide aux femmes, surtout les immigrantes, les cheffes de famille monoparentale et les prestataires de l'assurance-emploi. Petites-Mains offre les services suivants : accueil et référence aux nouveaux arrivants, francisation, initiation à différents métiers, formation en couture industrielle, expérience de travail et production de vêtements et d'articles promotionnels équitables.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## R des centres de femmes du Québec (L')

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 418
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 876-9965
Courriel : info@rcentres.qc.ca
Site Web : www.rcentres.qc.ca

L'R contribue au développement du réseau des centres de femmes et assure la consolidation et le renforcement des pratiques des centres. Il travaille à l'amélioration des conditions de vie des femmes et promeut leurs intérêts, la justice sociale, l'égalité et l'équité pour les femmes.

## Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 310
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 878-9134
Courriel : info@maisons-femmes.qc.ca
Site Web : www.maisons-femmes.qc.ca

L'organisme a pour mission l'éducation, la sensibilisation et la défense de droits relativement à la violence conjugale. Il contribue à faire évoluer les lois et les politiques afin de rendre plus adéquates les mesures de protection pour les femmes et les enfants victimes de violence conjugale.

## Regroupement Naissance-Renaissance (RNR)

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 410
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 392-0308
Courriel : info@naissance-renaissance.qc.ca
Site Web : www.naissance-renaissance.qc.ca

Organisme féministe provincial d'action communautaire autonome qui agit comme force de changement social pour l'humanisation de la période périnatale.

## Relais des jeunes familles (Le)

9335, boulevard Pie-IX, bureau 1
Montréal (Québec)  H1Z 3W5

Téléphone : 514 326-0784
Courriel : intervenants@relaisdesjeunesfamilles.org

Logements supervisés pour jeunes familles, dont certains sont destinés uniquement aux familles monoparentales, qui visent le développement de leur autonomie, de leur estime de soi et du lien d'attachement parent-enfant. Offre également du dépannage alimentaire et des couches.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Relais-femmes

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 412
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 878-1212
Courriel : relais@relais-femmes.qc.ca
Site Web : www.relais-femmes.qc.ca

Organisme féministe de formation, de recherche et de concertation qui œuvre à la transformation des rapports sociaux dans une perspective de développement et de diffusion de nouveaux savoirs et de renouvellement des pratiques.

## Réseau d'action des femmes handicapées du Canada

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 215
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 1 866 396-0074
Courriel : communications@dawncanada.net
Site Web : www.dawncanada.net

La mission de DAWN-RAFH Canada est de mettre fin à la pauvreté, à l'isolement, à la discrimination et à la violence que connaissent les femmes handicapées. Amélioration de l'accès aux soins de santé, aide aux victimes de violence, formation et intégration en emploi pour membres des Premières Nations en situation de handicap.

## Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ)

7000, avenue du Parc, bureau 306
Montréal (Québec)  H3N 1X1

Téléphone : 514 849-3956
Courriel : info@rafiq.ca
Site Web : www.rafiq.ca

Organisme de défense des droits des femmes immigrantes qui promeut l'égalité des sexes. Concertation entre les femmes immigrantes, partage des connaissances et des pratiques, formation et mobilisation.

## Service d'entraide Passerelle (SEP)

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 421
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 878-3456
Courriel : entraidepasserelle@gmail.com
Site Web : www.entraidepasserelle.org

Soutien aux femmes vivant ou ayant vécu une séparation ou un divorce : information et référence, rencontres individuelles, clinique d'information juridique, groupes d'entraide et de discussion, accompagnement dans les démarches légales et administratives, ateliers-conférences, formations externes, activités de vie associative.

# VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

## Société d'entraide des femmes grecques (La)/ Hellenic Ladies Benevolent Society (HLBS)

419, boulevard Saint-Roch, bureau SS07
Montréal (Québec)  H3N 1K2

Téléphone : 514 344-1666
Courriel : info@hlbs.ca
Site Web : www.hlbs.ca

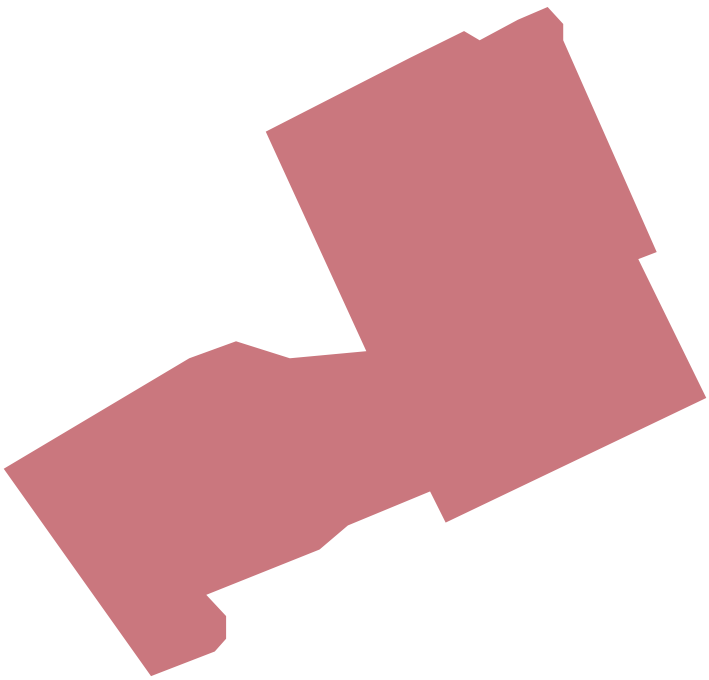
Intervention de crise, dépannage alimentaire, aide pour le paiement du loyer, don de vêtements et de meubles, accompagnement dans les services publics, etc.

## Table des groupes de femmes de Montréal

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 404
Montréal (Québec)  H3N 1R4

Téléphone : 514 381-3288
Courriel : info@tgfm.org
Site Web : www.tgfm.org/fr

Organisme régional de concertation en condition féminine. Promotion et défense des droits et des revendications des femmes.



## Assistance aux femmes de Montréal

C. P. 60107
Montréal (Québec)  H2J 4E1

Téléphone : 514 270-8291
Courriel : information@assistanceauxfemmes.ca
Site Web : www.assistanceauxfemmes.ca

Maison d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale. Services d'accompagnement, de référence et d'intervention auprès des femmes et des enfants.

## Auberge Madeleine

C. P. 83593, succursale Garnier
Montréal (Québec)  H2J 4E9

Téléphone : 514 597-1499
Courriel : administration@aubergemadeleine.org
Site Web : www.aubergemadeleine.org

Maison d'hébergement temporaire (de quelques jours à quelques semaines) pour femmes itinérantes âgées de 18 ans et plus. Soutien et accompagnement individualisé, services d'information et de référence, activités de groupe et services posthébergement.

## Auberge Shalom pour femmes

C. P. 386, succursale Snowdon
Montréal (Québec)  H3X 3T6

Téléphone : 514 731-0833
Courriel : info@aubergeshalom.org
Site Web : www.aubergeshalom.org

Hébergement d'urgence pour femmes de toutes religions et de toutes cultures, offrant des services spécialisés pour la communauté juive. Intervention de crise, accompagnement, référence, représentation auprès des systèmes de services sociaux, accompagnement dans les démarches légales et médicales, conseil pour les ex-résidantes, ligne téléphonique 24 heures, centre de documentation et de ressources, consultations privées sur rendez-vous.

## Auberge Transition

C. P. 266, succursale N. D. G.
Montréal (Québec)  H4A 3P6

Téléphone : 514 481-0495
Courriel : direction@aubergetransition.org
Site Web : www.aubergetransition.org

Centre d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale. Services externes : écoute, accompagnement, suivi, référence.

## Bouclier d'Athéna (Le) – Services familiaux

C. P. 25, station Mont-Royal
Montréal (Québec)  H3P 3B8

Téléphone : 514 274-8117
Courriel : bouclierdathena@bellnet.ca
Site Web : www.bouclierdathena.com

Sensibilisation, prévention et intervention auprès des femmes et des enfants victimes de violence familiale dans la communauté grecque et les autres communautés ethnoculturelles. Séances d'information, services d'hébergement lors de crises.

## Chrysalide (La) – Centre d'accompagnement aux familles monoparentales

Téléphone : 514 287-1473
Courriel : info@chrysalide445.org
Site Web : www.chrysalide.ca

Logements transitoires avec soutien communautaire pour les cheffes de famille monoparentale ayant au moins un enfant à charge et qui ont un projet socioprofessionnel réaliste. Femmes ayant vécu ou vivant différentes difficultés telles que la violence, la toxicomanie ou la pauvreté.

## Dauphinelle (La)

C. P. 55512, succursale Centre Maisonneuve
Montréal (Québec)  H1W 0A1

Téléphone : 514 598-7779
Courriel : intervention@ladauphinelle.org
Site Web : www.ladauphinelle.org

Services : accueil, relation d'aide, intervention personnalisée, accompagnement, démarche de développement de l'autonomie, activités de groupe et familiales, intervention directe auprès des enfants. Possibilité de suivi après séjour.

## Elles de la construction (Les)

Téléphone : 438 404-3553
Courriel : info@ellesdelaconstruction.com
Site Web : www.ellesdelaconstruction.com

Les Elles de la construction ont pour mission de promouvoir les droits et les intérêts des femmes qui travaillent dans le milieu de la construction. Réseau d'échange et de soutien pour les membres, défense des droits des femmes de la construction, programme Diversité et inclusion.

## Escale pour elle (L')

C. P. 51023
Montréal (Québec)  H1N 3T8

Téléphone : 514 493-4004
Courriel : escalem@videotron.ca
Site Web : www.lescalepourelle.org

Maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Services offerts : écoute téléphonique, accueil, intervention en violence conjugale, suivi posthébergement, information, référence, prévention, sensibilisation, aide dans les relations mère-enfant, etc.

## Foyer pour femmes autochtones de Montréal

C. P. 183, succursale Saint-Jacques
Montréal (Québec)  H3C 2S1

Téléphone : 514 933-4688
Courriel : nakuset@gmail.com
Site Web : www.nwsn.info

Maison d'hébergement et de transition pour femmes autochtones en difficulté ou victimes de violence familiale. Service de cheminement et d'orientation afin de renforcer, d'accroître et de promouvoir l'indépendance des femmes autochtones ainsi que leur adaptation en milieu urbain.

## Groupes jeunes mères – Bureau de consultation jeunesse

C. P. 37309, succursale Marquette
Montréal (Québec)  H2E 3B5

Téléphone : 514 270-9760
Courriel : infobc@gmail.com
Site Web : www.bureaudeconsultationjeunesse.org

Le volet jeunes mères consiste en un espace de rencontre et de discussion s'adressant exclusivement aux jeunes de moins de 25 ans. Les objectifs sont : sensibiliser les jeunes femmes à la condition féminine ; faire la promotion des droits des femmes ; et permettre aux jeunes femmes de s'identifier au mouvement féministe.

## Inter-Val 1175

C. P. 22102, succursale Iberville
Montréal (Québec)  H1Y 3K8

Téléphone : 514 933-8488
Courriel : admin@inter-val.ca
Site Web : www.inter-val.ca

Centre d'hébergement provisoire pour femmes et enfants victimes de violence familiale. Services d'accueil, d'information, d'écoute téléphonique, d'accompagnement et de suivi.

## Justice Femme

Téléphone : 438 476-1340
Courriel : justicefemmejf@gmail.com
Site Web : www.justicefemme.org

Justice Femme est un organisme voué à la défense et à la promotion des droits des femmes. Sa mission est de lutter contre toutes les formes de discrimination faite aux femmes issues de la diversité au sein des différentes sphères de la société.

## Maison d'hébergement Anjou

C. P. 65, succursale Anjou
Montréal (Québec)  H1K 4G5

Téléphone : 514 353-5908
Courriel : coordination@mhanjou.ca

Hébergement pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, information, écoute active, relation d'aide, accompagnement à la cour, soutien moral, ressources professionnelles, suivi téléphonique, sensibilisation et éducation du milieu, suivi posthébergement pour femmes et enfants.

## Maison Dalauze (La)

C. P. 162, succursale Pointe-aux-Trembles
Montréal (Québec)  H1B 5K3

Téléphone : 514 640-4211
Courriel : maisondalauze@videotron.ca
Site Web : www.maisondalauze.com

Maison d'hébergement sécuritaire et confidentielle pour femmes victimes de violence, avec ou sans enfants. Services d'écoute, d'information et de référence, suivi psychosocial, intervention jeunesse, ateliers de sensibilisation et de compétences parentales, suivi externe, accompagnement et soutien dans les démarches légales, etc.

## Maison du Réconfort

C. P. 97558, succursale Verdun
Montréal (Québec)  H4G 3M6

Téléphone : 514 768-8648
Courriel : inter.reconfort@videotron.ca
Site Web : www.maisondureconfort.com

Lieu d'hébergement temporaire, confidentiel et sécuritaire pour femmes victimes de violence conjugale, prioritairement celles qui ont des enfants. Services offerts : accueil, hébergement, aide, soutien, information, référence, suivi posthébergement, écoute téléphonique, accompagnement, suivi externe.

## Maison Flora Tristan

C. P. 72138, succursale Atwater
Montréal (Québec)  H3J 2Z6

Téléphone : 514 939-3463
Courriel : aide@maisonfloratristan.com
Site Web : www.maisonfloratristan.com

Maison d'hébergement pour femmes immigrantes victimes de violence conjugale, avec ou sans enfants. Services d'information, de référence, d'accompagnement, etc.

## Maison grise de Montréal (La)

C. P. 123, succursale Rosemont
Montréal (Québec)  H1X 3B6

Téléphone : 514 722-0009
Courriel : info@lamaisongrise.org
Site Web : www.lamaisongrise.org

Maison d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté, dans des appartements autonomes. Hébergement à moyen terme (24 mois maximum) incluant un suivi psychosocial hebdomadaire dont l'objectif est l'autonomisation. Consultations psychosociales : violence conjugale, trouble relationnel, anxiété, dépendance, dépression, trouble d'accumulation compulsive, etc. Suivi externe, groupes de soutien, ateliers éducatifs.

## Maison l'Océane

C. P. 47556, succursale Plateau-Mont-Royal
Montréal (Québec)  H2H 2S8

Téléphone : 514 524-5776
Courriel : info@maisonloceane.org

Ressource de deuxième étape pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants séjournant dans une maison d'hébergement et désirant poursuivre leur démarche. Hébergement sécuritaire, soutien, accompagnement dans les démarches, etc.

## Maison Marguerite de Montréal (La)

C. P. 22117, succursale Iberville
Montréal (Québec)  H1Y 3K8

Téléphone : 514 932-2250
Courriel : info@maisonmarguerite.com
Site Web : www.maisonmarguerite.com

Hébergement à court et à long terme pour femmes en difficulté, sans revenu et sans abri. Dépannage, écoute, soutien, suivi posthébergement et référence.

## Maison secours aux femmes de Montréal

C. P. 22150, succursale Iberville
Montréal (Québec)  H1Y 3K8

Téléphone : 514 593-6353
Courriel : maisonsecours@videotron.ca

Maison d'aide et d'hébergement pour femmes de diverses origines victimes de violence et leurs enfants. Services d'accueil, d'information, d'écoute téléphonique et d'accompagnement. Suivi posthébergement et suivi externe. Activités de prévention et de sensibilisation.

## Maisons de l'Ancre (Les)

C. P. 265, succursale Saint-Michel
Montréal (Québec)  H2A 3M1

Téléphone : 514 374-5573
Courriel : info@lesmaisonsdelancre.org
Site Web : www.lesmaisonsdelancre.org

Foyer d'hébergement à moyen et à long terme pour femmes seules et en difficulté, qui vise à favoriser leur réinsertion sociale.

## Maisons Sakeenah/Sakeenah Homes

Téléphone : 1 888 671-3446
Courriel : montreal@sakeenahhomes.com
Site Web : www.sakeenahhomes.com

Hébergement pour femmes et enfants en difficulté. Aide alimentaire, soutien juridique, référence.

## Mères au front

Courriel : meresaufront@gmail.com
Site Web : www.meresaufront.org

Mouvement dont la mission est de protéger nos enfants et la vie sur terre face à l'urgence climatique. Les actions des différents groupes locaux ont pour objectif de rappeler aux décideurs l'importance et l'urgence d'agir pour protéger l'environnement et faire face à la crise climatique et de la biodiversité.

## Multi-Femmes

C. P. 83564, succursale Garnier
Montréal (Québec)  H2J 4E9

Téléphone : 514 523-1095
Courriel : coordination@multifemmes.com
Site Web : www.multifemmes.com

Maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Services d'accompagnement, de consultation et de référence, soutien juridique.

## Nisa Homes

Téléphone : 1 888 456-8043, poste 408
Courriel : montreal@nisahomes.com

Nisa Homes est une maison d'hébergement et un service de soutien pour les femmes musulmanes et leurs enfants qui sont victimes de violence familiale ou de pauvreté.

## Nouvelle-Étape

C. P. 20019
Montréal (Québec)  H1G 6P5

Téléphone : 438 380-3834
Courriel : info@nouvelle-etape.org
Site Web : www.nouvelle-etape.org

Ressource de deuxième étape pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants ayant séjourné dans une maison d'hébergement et désirant poursuivre leur démarche. Hébergement sécuritaire, soutien, accompagnement dans les démarches, etc.

## Parados (Le)

C. P. 34052
Montréal (Québec)  H8S 4H4

Téléphone : 514 637-3529
Courriel : parados@leparados.ca
Site Web : www.leparados.ca

Maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Services : accueil, information, référence, hébergement, écoute téléphonique, consultation, intervention de crise. Suivi posthébergement et suivi externe, sensibilisation.

## PasserElle

C. P. 65005
Montréal (Québec)  H3K 0K4

Téléphone : 514 939-0512
Courriel : info@passerelle2e.ca
Site Web : www.passerelle2e.ca

Programme de suivi collectif : logement de transition qui permet aux femmes et aux enfants en maison d'hébergement de poursuivre une démarche d'autonomisation et de réinsertion sociale.

## Refuge pour les femmes de l'Ouest-de-l'Île

C. P. 217, succursale Kirkland
Montréal (Québec)  H9H 0A3

Téléphone : 514 620-4845
Courriel :  info@rfoi.org
Site Web : www.rfoi.org

Maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Programmes de suivi posthébergement et d'accompagnement légal et social.

## S.O.S. violence conjugale

C. P. 55, succursale C
Montréal (Québec)  H2L 4J7

Téléphone : 1 800 363-9010
Courriel : sos@sosviolenceconjugale.ca
Site Web : www.sosviolenceconjugale.ca/fr

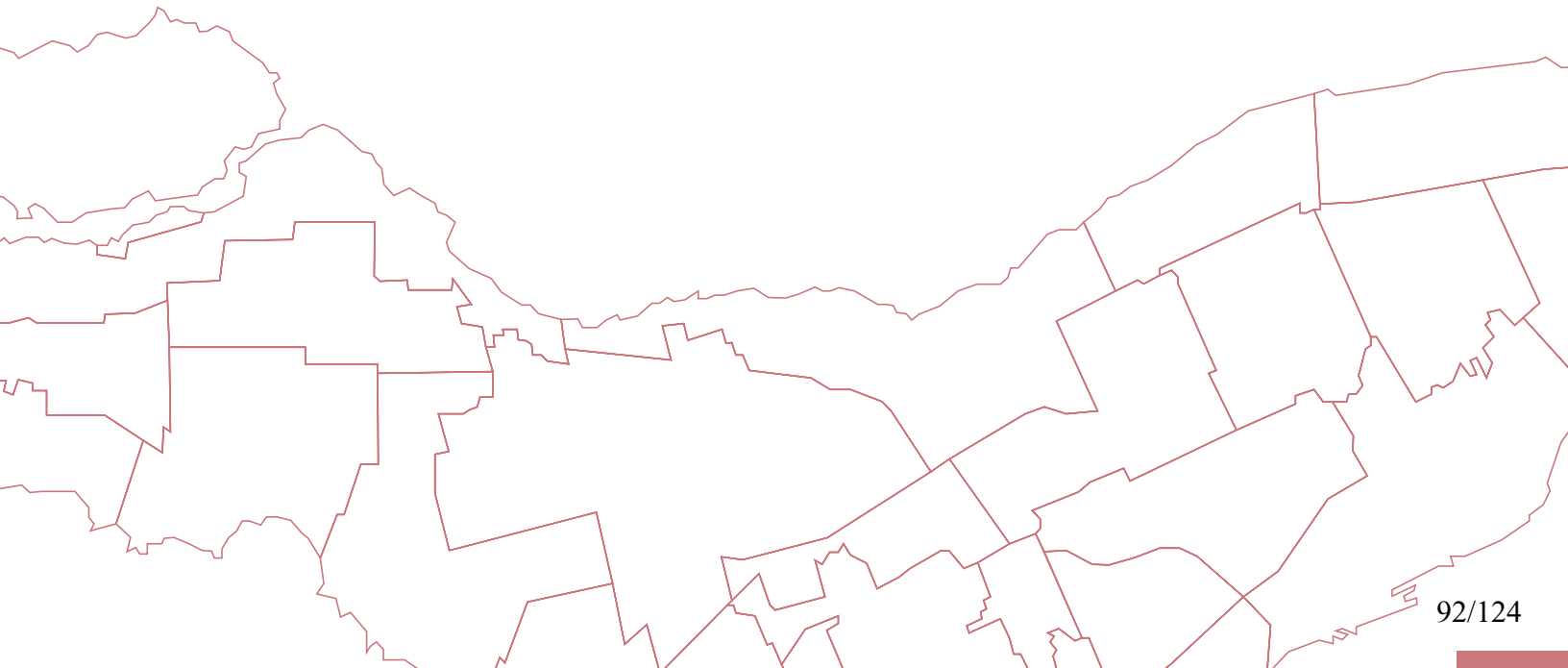
Service téléphonique d'urgence, bilingue, gratuit, anonyme et confidentiel. Évaluation de la situation et référence vers les organismes appropriés.

## Transit 24

1221, rue Fleury Est
Montréal (Québec)  H2C 1R2

Téléphone : 514 383-4994
Courriel : transit24@sympatico.ca
Site Web : www.maisontransit24.com

Hébergement pour les femmes immigrantes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Écoute téléphonique, relation d'aide, rencontres, soutien moral et matériel, information, conseil juridique et accompagnement.



# AUTRES VILLES SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL

## Côte-Saint-Luc

### Association féminine de Côte-Saint-Luc

5794, avenue Parkhaven
Côte-Saint-Luc (Québec)  H4W 0A4

Téléphone : 514 485-6806, poste 2213
Courriel : cslwomensclub@gmail.com

Activités récréatives, conditionnement physique, conférences, animation et sorties estivales pour les femmes et les hommes de 55 ans et plus.

### Na'amat Canada – Montréal

5555, avenue Westminster, bureau 212
Côte-Saint-Luc (Québec)  H4W 2J2

Téléphone : 514 488-0792
Courriel : montreal.info@naamat.com
Site Web : www.naamat.com/home/cities/montreal

Défense des droits des femmes et des enfants israéliens. Soutien des organismes d'aide aux femmes et aux enfants en Israël. Rencontres d'information et de discussion. Collecte de fonds pour améliorer la qualité de vie des femmes et des enfants défavorisés vivant en Israël.

## Mont-Royal

### Centre d'action sida Montréal (CASM)

4480, chemin de la Côte-de-Liesse
Montréal (Québec)  H4N 2R1

Téléphone : 514 495-0990
Courriel : info@casm-mtl.org
Site Web : www.casm-mtl.org

Services de soutien pour les femmes vivant avec le VIH et pour leur famille. Séances d'information, ateliers sur la sexualité, l'estime de soi et le sida, activités sociales.

### Fonds d'aide dames libano-canadiennes (FDLC)

1608, chemin Markham
Mont-Royal (Québec)  H3P 3B2

Téléphone : 514 735-0197

Fonds d'aide pour les femmes libano-canadiennes.

# AUTRES VILLES SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL

## Pointe-Claire

### ANEB – Anorexie et boulimie

5500, route Transcanadienne
Pointe-Claire (Québec)  H9R 1B6

Téléphone : 514 630-0907
Courriel : info@anebquebec.com
Site Web : www.anebquebec.com

Organisme dont la mission est d'offrir une aide immédiate, spécialisée et gratuite aux personnes atteintes d'un trouble du comportement alimentaire et à leurs proches. Ligne d'écoute et de référence, aide en ligne, groupes de soutien, conférences, etc.

### Centre des femmes du West Island/West Island Women's Centre

11, avenue Rodney
Pointe-Claire (Québec)  H9R 4L8

Téléphone : 514 695-8529
Courriel : womenscentre@wiwc.ca
Site Web : www.wiwc.ca/fr

Cours et activités de jour et de soir pour les femmes de l'Ouest-de-l'Île. Activités pour petits, groupe de soutien. Service de garde gratuit pour les participantes aux activités.

### Maison de naissance du Lac-Saint-Louis – CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île

180, avenue Cartier
Pointe-Claire (Québec)  H9S 4S1

Téléphone : 514 697-1199

Maison de naissance offrant des services divers : suivi prénatal, rencontres avec les sages-femmes, accouchement dans un lieu intime, chaleureux et sécurisant, suivi psychologique et physique postnatal, visites postnatales à domicile, etc.

### Montreal Lakeshore University Women's Club (MLUWC)

C. P. 383
Pointe-Claire (Québec)  H9R 4P3

Courriel : mluwc1@gmail.com
Site Web : www.mluwc.com

Réunions mensuelles avec des conférencières et des conférenciers invités. Collectes de fonds afin d'offrir des bourses permettant à des femmes de l'Ouest-de-l'Île de poursuivre des études universitaires.

# AUTRES VILLES SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL

## Westmount

### Comité de défense femmes et genre du Syndicat du personnel de soutien de Dawson/Dawson DSSU Women's and Gender Advocacy Committee

3040, rue Sherbrooke Ouest
Westmount (Québec)  H3Y 1A4

Téléphone : 514 931-8731, poste 1789
Courriel : dssu@dawsoncollege.qc.ca

Soutien aux femmes du collège Dawson. Organise des activités de collecte de fonds (spectacles, concerts, etc.) dont les fonds sont versés à une maison d'hébergement ainsi que des activités pour la Journée de la femme (8 mars). Participe aux manifestations et aux actions publiques.

### Résilience Montréal

4000, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal (Québec)  H3Z 1P1

Téléphone : 514 396-5433
Courriel : resilience.montreal@gmail.com
Site Web : www.resiliencemontreal.com

Refuge pour personnes itinérantes. Halte de jour mixte. Repas du soir et déjeuner, douches et vestiaire, soutien médical et psychologique, distribution de produits d'hygiène, accès à des ordinateurs, écoute et référence.

# Index
## alphabétique

# A


À deux mains/Head & Hands 11

Abri d'espoir (L')/Armée du Salut 27

Acte d'amour! 50

Action cancer du sein du Québec (ACSQ)/Breast Cancer Action Quebec 11

Action des femmes handicapées (Montréal) 55

Action santé travesti(e)s et transexuel(le)s du Québec 55

Action travail des femmes (ATF) 70

Ada X 18

Afrique au féminin 70

AGIR Montréal 55

Aide aux trans du Québec 55

Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale 27

Alternative Naissance 43

Amitié Soleil 27

ANEB – Anorexie et boulimie 90

Anges de l'espoir ACI (Les) 70

Appartements supervisés Augustine-Gonzalez 43

Arrêt-Source (L') 6

Assistance aux femmes de Montréal 81

Association des femmes en finance du Québec (AFFQ) 56

Association des femmes espagnoles immigrantes du Canada/
Associacion de mujeres espagñolas emigrantes de Canada (AMEEC) 18

Association des femmes iraniennes de Montréal 40

Association des femmes roumaines Mioritza 11

Association des femmes vietnamiennes du Canada – Montréal 50

Association des infirmières et infirmiers libanais – Montréal 40

Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF) 6

Association du troisième âge FILIA 70
Association Epmandok 43
Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas) 31
Association féminine de Côte-Saint-Luc 89
Auberge Madeleine 81
Auberge Shalom pour femmes 81
Auberge Transition 81
Autre Parole (L') 18

# B

Bouclier d'Athéna (Le) – Services familiaux 82
Bouffe-Action de Rosemont 43
BPW Montréal 56
Bureau d'intervention en matière de harcèlement de l'Université de Montréal et de HEC Montréal (BIMH) 11
Bureau de la communauté haïtienne de Montréal 44

# C

Cancer de l'ovaire Canada 53
Carrefour des femmes d'Anjou 9
Carrefour des femmes de Saint-Léonard (Le) 52
Carrefour des petits soleils 18
Carrefour familial Hochelaga 31
Carrefour populaire de Saint-Michel 71
Cartier Émilie 6
Centrale Galerie Powerhouse (La) 19
Centre Amal pour femmes/Amal Centre for Women 50
Centre communautaire CEFEDI 71

Centre communautaire des femmes actives (CCFA) 27
Centre communautaire des femmes sud-asiatiques/The South Asian Women's Community Centre 19
Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal 56
Centre Conseils Grossesse 71
Centre culturel canadien-bulgare Zornica 12
Centre d'action bénévole et communautaire Saint-Laurent 50
Centre d'action sida Montréal (CASM) 89
Centre d'aide à la famille 19
Centre d'aide aux familles latino-américaines (CAFLA) 44
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) – Ouest-de-l'Île 40
Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) 56
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF) 57
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI) 51
Centre d'entrepreneuriat féminin du Québec (CEFQ) 53
Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (COPSI) 44
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) 71
Centre de la famille haïtienne et interculturelle de Rivière-des-Prairies 41
Centre de lutte contre l'oppression des genres/Centre for Gender Advocacy 57
Centre de prévention des agressions de Montréal (Le) 20
Centre de santé des femmes de Montréal 20
Centre de solidarité lesbienne (CSL) 20
Centre des femmes afghanes de Montréal/Afghan Women's Centre of Montreal 57
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs 72
Centre des femmes de Montréal 21
Centre des femmes de Montréal-Est–Pointe-aux-Trembles 41
Centre des femmes de Rivière-des-Prairies 41
Centre des femmes de Rosemont 44
Centre des femmes de Saint-Laurent 51

Centre des femmes de Verdun 53
Centre des femmes du Plateau-Mont-Royal 21
Centre des femmes du West Island/West Island Women's Centre 90
Centre des femmes interculturel Claire 37
Centre des femmes solidaires et engagées (CFSE) 6
Centre haïtien d'action familiale (CHAF) 45
Centre Ivirtivik 53
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM) 57
Cercle de fermières d'Ahuntsic 7
Cercle de fermières d'Anjou 9
Cercle de fermières de Lachine 16
Cercle de fermières de LaSalle 17
Chaînon (Le) 21
Chantier d'Afrique du Canada (CHAFRIC) 54
Chez Doris, la fondation du refuge pour femmes 58
Chez Émilie, maison d'entraide populaire 58
Chrysalide (La) – Centre d'accompagnement aux familles monoparentales 82
Clinique de sexologie – Université du Québec à Montréal 58
Clinique de violence conjugale – Université McGill 58
Club des femmes de Beaconsfield 10
Club des femmes universitaires de Montréal/University Women's Club of Montreal 59
Club Zonta de Montréal/Zonta Club of Montreal 12
Coalition des familles LGBT+/LGBT+ Family Coalition 31
Collectif 45
Coloured Women's Club 28
Comité de conditions de vie et de travail des femmes (CCVTF) des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), section locale 501 9

Comité de conditions de vie et de travail des femmes (CCVTF) des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section locale 500 ..... 72

Comité de conditions de vie et de travail des femmes du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain ..... 72

Comité de défense femmes et genre du Syndicat du personnel de soutien de Dawson/ Dawson DSSU Women's and Gender Advocacy Committee ..... 91

Comité de la condition des femmes de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal ..... 7

Comité de la condition des femmes de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) ..... 31

Comité de la condition des femmes de la Fédération autonome de l'enseignement ..... 72

Comité de la condition des femmes du Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île ..... 41

Comité de la condition féminine de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) ..... 32

Comité de la condition féminine de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) ..... 59

Comité de la condition féminine de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ..... 73

Comité de la condition féminine de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) ..... 59

Comité de la condition féminine du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) ..... 59

Comité des femmes du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec) ..... 73

Comité des femmes du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) 60

Comité Égalité entre les femmes et les hommes du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) ..... 45

Comité femmes de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) ..... 60

Comité Femmes et Droit de l'Université de Montréal ..... 12

Comité national de la condition féminine de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) ..... 60

Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) ..... 22

Comité-conseil sur l'équité, la diversité et l'inclusion (ÉDI) de l'Université de Montréal ..... 12

Communauté sépharade unifiée du Québec ..... 13

Compagnie F ..... 22

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) ..... 45

Concertation montréalaise femmes et emplois majoritairement masculins (CMFEMM) ..... 60

Concertation-Femme ..... 7

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec (CIAFT) ..... 73

Conseil des femmes de Montréal/Montreal Council of Women ..... 28

Conseil des Montréalaises 61
Conseil québécois LGBT 61
Continuité-Famille auprès des détenues (CFAD) 28
Cravates roses 61

# D

Dauphinelle (La) 82
Dignité mensuelle 39
Dispensaire diététique de Montréal 62

# E

Écho des femmes de La Petite-Patrie (L') 46
École Rosalie-Jetté 32
École secondaire Elizabeth 28
Éditions du remue-ménage (Les) 73
Égale Action – Égalité par l'activité sportive 32
Elles de la construction (Les) 82
Enjeu (L') – Cap sur l'emploi 74
Entre mamans et papas 32
Envol des femmes (L')/Women on the Rise 13
ÉquiLibre 22
Escale pour elle (L') 83
Espoir, c'est la vie (L')/Hope & Cope 13
Étoffe du succès (L')/Dress for success 22
Exponenti'elles 62

# F


Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ) 74

Fédération des femmes du Québec (FFQ) 74

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF) 62

Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN) 74

Fédération Nourri-Source 33

Femmes averties/Women Aware 62

Femmes de diverses origines 13

Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques 63

Femmes du monde à Côte-des-Neiges 14

Femmes du monde du Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI) 51

Femmes-Relais 75

Fondation de la Visite 37

Fondation du cancer du sein du Québec 23

Fondation Émergence 46

Fondation Filles d'action/Girls Action Foundation 75

Fondation OLO 63

Fonds d'aide dames libano-canadiennes (FDLC) 89

Foyer du monde 23

Foyer pour femmes autochtones de Montréal 83


# G


Génération ELLES 16

Gouvernance au féminin (La) 63

Grossesse-Secours 46

Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec (GAIHST) 46

Groupe d'entraide maternelle de La Petite-Patrie (Le) 47

Groupe de recherche et d'intervention sociale de Montréal (GRIS) 33

Groupe Femmes sans frontières de l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec (AMEIPH) 47

Groupe Intervention Vidéo (GIV) 23

Groupe MAMAN – Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel 47

Groupes jeunes mères – Bureau de consultation jeunesse 83

Guides du Canada – Conseil du Québec 51

# H

Halte La Ressource 75

Halte-Femmes Montréal-Nord 37

Hébergement temporaire – YMCA Guy-Favreau 63

Héberjeune de Parc-Extension – Jeunes mères 75

Helem Montréal 64

Hirondelle (L') 23

# I

Info-Femmes 33

Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM (IREF) 64

Institut F 76

Institut Genre, sexualité et féminisme (IGSF) de l'Université McGill/ McGill Institute for Gender, Sexuality and Feminist Studies 64

Institut Simone de Beauvoir/Simone de Beauvoir Institute 64

Inter-Val 1175 83

# J

Jeunes en devenir 76
Justice Femme 84

# L

Logements de transition MBA 29
Logifem 29
Logis Rose Virginie 47

# M

Madame prend congé – Centre de femmes de Pointe-Saint-Charles 29
Mains utiles 52
Maison bleue de Côte-des-Neiges (La) 14
Maison bleue de Parc-Extension (La) 76
Maison bleue de Saint-Michel (La) 76
Maison bleue de Verdun (La) 54
Maison Brin d'Elles 7
Maison d'Haïti 77
Maison d'hébergement Anjou 84
Maison Dalauze (La) 84
Maison de naissance Côte-des-Neiges 14
Maison de naissance de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (La) 34
Maison de naissance du Lac-Saint-Louis – CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île 90
Maison des femmes sourdes de Montréal (La) 24
Maison du Réconfort 84
Maison Elizabeth 14

Maison Flora Tristan 85
Maison grise de Montréal (La) 85
Maison L'Exode (La) – Pavillon André-Dumont 34
Maison l'Océane 85
Maison Les Étapes 15
Maison Marguerite de Montréal (La) 85
Maison Parent-Roback 77
Maison ronde (La) 65
Maison Sainte-Catherine – Carrefour d'alimentation et de partage Saint-Barnabé 34
Maison secours aux femmes de Montréal 86
Maisons de l'Ancre (Les) 86
Maisons Sakeenah/Sakeenah Homes 86
Mamies immigrantes pour le développement et l'intégration (MIDI) 54
Marie Debout, centre d'éducation des femmes (La) 34
Mères au front 86
Mères avec pouvoir (MAP) 24
Microcrédit Montréal 24
Mission Bon Accueil 38
Montréal Autochtone 29
Montreal Lakeshore University Women's Club (MLUWC) 90
Mouvement allaitement du Québec (MAQ) 35
Mouvement contre le viol et l'inceste 77
Multi-Femmes 86
Mwali 35

## N

Na'amat Canada – Montréal 89
Nisa Homes 87

Nourri-Source 35
Nouvelle-Étape 87

## O

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec 48
Ordre des sages-femmes du Québec (OSFQ) 65
Organisation des femmes philippines du Québec (PINAY) 17

## P

Parados (Le) 87
Passages 65
PasserElle 87
Pavillon Lise Watier – Mission Old Brewery 35
Pavillon Marie Hermine 24
Pavillon Patricia Mackenzie (Le) – Mission Old Brewery 65
Petit Revdec (Le) 36
Petite Maison de la Miséricorde (La) 25
Petites-Mains 77
PIAMP (Le) 25
Pont (Le) 36
Portage – Programme mère-enfant 30
Pour les droits des femmes du Québec – PDF Québec 8
Projet 10 66
Projet Iskweu 66
Projets autochtones du Québec 66

# R


R des centres de femmes du Québec (L') 78

Ralliement des infirmières et infirmières auxiliaires haïtiennes 66

Rayon de soleil à Montréal-Nord (Un) 38

Refuge pour les femmes de l'Ouest-de-l'Île 88

Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes 67

Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal 25

Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) 67

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale 78

Regroupement Les Sages-femmes du Québec 30

Regroupement Naissance-Renaissance (RNR) 78

Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) 26

Relais des jeunes familles (Le) 78

Relais-femmes 79

Relevailles de Montréal (Les) – Centre de ressources périnatales 42

Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS) 48

Réseau d'action des femmes handicapées du Canada 79

Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ) 79

Réseau des lesbiennes du Québec 67

Réseau Habitation Femmes (RHF) 67

Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF) 26

Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE) 26

Résidence Maria-Goretti 15

Résidence Projet Chance 15

Résilience Montréal 91

Rue des femmes de Montréal (La) 68

# S


S.O.S. violence conjugale 88

Scientifines (Les) 30

Seréna Québec 48

Service d'entraide Passerelle (SEP) 79

Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au travail (SORIF) 26

Service de la famille chinoise du Grand Montréal 68

Sexual Assault Centre of the McGill Students' Society 68

Société d'entraide des femmes grecques (La)/Hellenic Ladies Benevolent Society (HLBS) 80

Société Elizabeth Fry du Québec 15

Sortie (La) 40

Stella 68

Syndicat régional des professionnelles en soins du Québec 36


# T


Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM) 48

Table des groupes de femmes de Montréal 80

Transit 24 88

Trêve pour Elles (CALACS) 36


# U


Unis pour les petits 49


# Y


Y des femmes de Montréal (YWCA) 69

# Index

## par arrondissements ou par villes

## AHUNTSIC-CARTIERVILLE


Arrêt-Source (L') 6

Association des religieuses pour la promotion des femmes (ARPF) 6

Cartier Émilie 6

Centre des femmes solidaires et engagées (CFSE) 6

Cercle de fermières d'Ahuntsic 7

Comité de la condition des femmes de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal 7

Concertation-Femme 7

Maison Brin d'Elles 7

Pour les droits des femmes du Québec – PDF Québec 8


## ANJOU


Carrefour des femmes d'Anjou 9

Cercle de fermières Anjou 9

Comité de conditions de vie et de travail des femmes (CCVTF) des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), section locale 501 9


## BEACONSFIELD


Club des femmes de Beaconsfield 10


## CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE


À deux mains/Head & Hands 11

Action cancer du sein du Québec (ACSQ)/Breast Cancer Action Quebec 11

Association des femmes roumaines Mioritza 11

Bureau d'intervention en matière de harcèlement de l'Université de Montréal et de HEC Montréal (BIMH) 11

Centre culturel canadien-bulgare Zornica 12

Club Zonta de Montréal/Zonta Club of Montreal 12

Comité Femmes et Droit de l'Université de Montréal 12

Comité-conseil sur l'équité, la diversité et l'inclusion (ÉDI) de l'Université de Montréal 12

Communauté sépharade unifiée du Québec 13
Envol des femmes (L')/Women on the Rise 13
Espoir, c'est la vie (L')/Hope & Cope 13
Femmes de diverses origines 13
Femmes du monde à Côte-des-Neiges 14
Maison bleue de Côte-des-Neiges (La) 14
Maison de naissance Côte-des-Neiges 14
Maison Elizabeth 14
Maison Les Étapes 15
Résidence Maria-Goretti 15
Résidence Projet Chance 15
Société Elizabeth Fry du Québec 15

## LACHINE

Cercle de fermières de Lachine 16
Génération ELLES 16

## LASALLE

Cercle de fermières de LaSalle 17
Organisation des femmes philippines du Québec (PINAY) 17

## LE PLATEAU-MONT-ROYAL

Ada X 18
Association des femmes espagnoles immigrantes du Canada/
Associacion de mujeres espagñolas emigrantes de Canada (AMEEC) 18
Autre Parole (L') 18
Carrefour des petits soleils 18
Centrale Galerie Powerhouse (La) 19
Centre communautaire des femmes sud-asiatiques/The South Asian Women's Community Centre 19

Centre d'aide à la famille 19
Centre de prévention des agressions de Montréal (Le) 20
Centre de santé des femmes de Montréal 20
Centre de solidarité lesbienne (CSL) 20
Centre des femmes de Montréal 21
Centre des femmes du Plateau-Mont-Royal 21
Chaînon (Le) 21
Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) 22
Compagnie F 22
ÉquiLibre 22
Étoffe du succès (L')/Dress for success 22
Fondation du cancer du sein du Québec 23
Foyer du monde 23
Groupe Intervention Vidéo (GIV) 23
Hirondelle (L') 23
Maison des femmes sourdes de Montréal (La) 24
Mères avec pouvoir (MAP) 24
Microcrédit Montréal 24
Pavillon Marie Hermine 24
Petite Maison de la Miséricorde (La) 25
PIAMP (Le) 25
Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal 25
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) 26
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF) 26
Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE) 26
Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au travail (SORIF) 26

## LE SUD-OUEST


Abri d'espoir (L')/Armée du Salut 27

Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale 27

Amitié Soleil 27

Centre communautaire des femmes actives (CCFA) 27

Coloured Women's Club 28

Conseil des femmes de Montréal/Montreal Council of Women 28

Continuité-Famille auprès des détenues (CFAD) 28

École secondaire Elizabeth 28

Logements de transition MBA 29

Logifem 29

Madame prend congé – Centre de femmes de Pointe-Saint-Charles 29

Montréal Autochtone 29

Portage – Programme mère-enfant 30

Regroupement Les Sages-femmes du Québec 30

Scientifines (Les) 30


## MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE


Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas) 31

Carrefour familial Hochelaga 31

Coalition des familles LGBT+/LGBT+ Family Coalition 31

Comité de la condition des femmes de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) 31

Comité de la condition féminine de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) 32

École Rosalie-Jetté 32

Égale Action – Égalité par l'activité sportive 32

Entre mamans et papas 32

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF) 33

Fédération Nourri-Source 33

Groupe de recherche et d'intervention sociale de Montréal (GRIS) 33
Info-Femmes 33
Maison de naissance de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (La) 34
Maison L'Exode (La) – Pavillon André-Dumont 34
Maison Sainte-Catherine – Carrefour d'alimentation et de partage Saint-Barnabé 34
Marie Debout, centre d'éducation des femmes (La) 34
Mouvement allaitement du Québec (MAQ) 35
Mwali 35
Nourri-Source 35
Pavillon Lise Watier – Mission Old Brewery 35
Petit Revdec (Le) 36
Pont (Le) 36
Syndicat régional des professionnelles en soins du Québec 36
Trêve pour Elles (CALACS) 36

## MONTRÉAL-NORD

Centre des femmes interculturel Claire 37
Fondation de la Visite 37
Halte-Femmes Montréal-Nord 37
Mission Bon Accueil 38
Rayon de soleil à Montréal-Nord (Un) 38

## OUTREMONT

Dignité mensuelle 39

## PIERREFONDS-ROXBORO

Association des femmes iraniennes de Montréal 40
Association des infirmières et infirmiers libanais – Montréal 40
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) – Ouest-de-l'Île 40

Sortie (La) 40

## RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

Centre de la famille haïtienne et interculturelle de Rivière-des-Prairies 41

Centre des femmes de Montréal-Est–Pointe-aux-Trembles 41

Centre des femmes de Rivière-des-Prairies 41

Comité de la condition des femmes du Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île 41

Relevailles de Montréal (Les) – Centre de ressources périnatales 42

## ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE

Alternative Naissance 43

Appartements supervisés Augustine-Gonzalez 43

Association Epmandok 43

Bouffe-Action de Rosemont 43

Bureau de la communauté haïtienne de Montréal 44

Centre d'aide aux familles latino-américaines (CAFLA) 44

Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (COPSI) 44

Centre des femmes de Rosemont 44

Centre haïtien d'action familiale (CHAF) 45

Collectif 45

Comité Égalité entre les femmes et les hommes du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) 45

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) 45

Écho des femmes de La Petite-Patrie (L') 46

Fondation Émergence 46

Grossesse-Secours 46

Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec (GAIHST) 46

Groupe d'entraide maternelle de La Petite-Patrie (Le) 47

Groupe Femmes sans frontières de l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec (AMEIPH) 47

Groupe MAMAN – Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel 47
Logis Rose Virginie 47
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec 48
Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS) 48
Table de concertation en violence conjugale de Montréal (TCVCM) 48
Seréna Québec 48
Unis pour les petits 49

## SAINT-LAURENT

Acte d'amour ! 50
Association des femmes vietnamiennes du Canada – Montréal 50
Centre Amal pour femmes/Amal Centre for Women 50
Centre d'action bénévole et communautaire Saint-Laurent 50
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI) 51
Centre des femmes de Saint-Laurent 51
Femmes du monde du Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI) 51
Guides du Canada – Conseil du Québec 51

## SAINT-LÉONARD

Carrefour des femmes de Saint-Léonard (Le) 52
Mains utiles 52

## VERDUN

Cancer de l'ovaire Canada 53
Centre d'entrepreneuriat féminin du Québec (CEFQ) 53
Centre des femmes de Verdun 53
Centre Ivirtivik 53
Chantier d'Afrique du Canada (CHAFRIC) 54

Maison bleue de Verdun (La) 54
Mamies immigrantes pour le développement et l'intégration (MIDI) 54

## VILLE-MARIE

Action des femmes handicapées (Montréal) 55
Action santé travesti(e)s et transexuel(le)s du Québec 55
AGIR Montréal 55
Aide aux trans du Québec 55
Association des femmes en finance du Québec (AFFQ) 56
BPW Montréal 56
Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal 56
Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) 56
Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF) 57
Centre de lutte contre l'oppression des genres/Centre for Gender Advocacy 57
Centre des femmes afghanes de Montréal/Afghan Women's Centre of Montreal 57
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM) 57
Chez Doris, la fondation du refuge pour femmes 58
Chez Émilie, maison d'entraide populaire 58
Clinique de sexologie – Université du Québec à Montréal 58
Clinique de violence conjugale – Université McGill 58
Club des femmes universitaires de Montréal/University Women's Club of Montreal 59
Comité de la condition féminine de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) 59
Comité de la condition féminine de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) 59
Comité de la condition féminine du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) 59
Comité des femmes du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) 60
Comité femmes de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) 60
Comité national de la condition féminine de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) 60
Concertation montréalaise femmes et emplois majoritairement masculins (CMFEMM) 60
Conseil des Montréalaises 61

Conseil québécois LGBT 61
Cravates roses 61
Dispensaire diététique de Montréal 62
Exponenti'elles 62
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF) 62
Femmes averties/Women Aware 62
Femmes du cinéma, de la télévision et des médias numériques 63
Fondation OLO 63
Gouvernance au féminin (La) 63
Hébergement temporaire – YMCA Guy-Favreau 63
Helem Montréal 64
Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM (IREF) 64
Institut Genre, sexualité et féminisme (IGSF) de l'Université McGill/
McGill Institute for Gender, Sexuality and Feminist Studies 64
Institut Simone de Beauvoir/Simone de Beauvoir Institute 64
Maison ronde (La) 65
Ordre des sages-femmes du Québec (OSFQ) 65
Passages 65
Pavillon Patricia Mackenzie (Le) – Mission Old Brewery 65
Projet 10 66
Projet Iskweu 66
Projets autochtones du Québec 66
Ralliement des infirmières et infirmières auxiliaires haïtiennes 66
Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes 67
Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) 67
Réseau des lesbiennes du Québec 67
Réseau Habitation Femmes (RHF) 67
Rue des femmes de Montréal (La) 68
Service de la famille chinoise du Grand Montréal 68

Sexual Assault Centre of the McGill Students' Society 68
Stella 68
Y des femmes de Montréal (YWCA) 69

## VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Action travail des femmes (ATF) 70
Afrique au féminin 70
Anges de l'espoir ACI (Les) 70
Association du troisième âge FILIA 70
Carrefour populaire de Saint-Michel 71
Centre communautaire CEFEDI 71
Centre Conseils Grossesse 71
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) 71
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs 72
Comité de conditions de vie et de travail des femmes (CCVTF) des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section locale 500 72
Comité de conditions de vie et de travail des femmes du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain 72
Comité de la condition des femmes de la Fédération autonome de l'enseignement 72
Comité de la condition féminine de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) 73
Comité des femmes du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Québec) 73
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec (CIAFT) 73
Éditions du remue-ménage (Les) 73
Enjeu (L') – Cap sur l'emploi 74
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ) 74
Fédération des femmes du Québec (FFQ) 74
Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN) 74
Femmes-Relais 75
Fondation Filles d'action/Girls Action Foundation 75
Halte La Ressource 75

Héberjeune de Parc-Extension – Jeunes mères 75
Institut F 76
Jeunes en devenir 76
Maison bleue de Parc-Extension (La) 76
Maison bleue de Saint-Michel (La) 76
Maison d'Haïti 77
Maison Parent-Roback 77
Mouvement contre le viol et l'inceste 77
Petites-Mains 77
R des centres de femmes du Québec (L') 78
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale 78
Regroupement Naissance-Renaissance (RNR) 78
Relais des jeunes familles (Le) 78
Relais-femmes 79
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada 79
Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ) 79
Service d'entraide Passerelle (SEP) 79
Société d'entraide des femmes grecques (La)/Hellenic Ladies Benevolent Society (HLBS) 80
Table des groupes de femmes de Montréal 80

## ARRONDISSEMENT CONFIDENTIEL ET ORGANISMES SANS ADRESSE PHYSIQUE

Assistance aux femmes de Montréal 81
Auberge Madeleine 81
Auberge Shalom pour femmes 81
Auberge Transition 81
Bouclier d'Athéna (Le) – Services familiaux 82
Chrysalide (La) – Centre d'accompagnement aux familles monoparentales 82
Dauphinelle (La) 82

Elles de la construction (Les) 82
Escale pour elle (L') 83
Foyer pour femmes autochtones de Montréal 83
Groupes jeunes mères – Bureau de consultation jeunesse 83
Inter-Val 1175 83
Justice Femme 84
Maison d'hébergement Anjou 84
Maison Dalauze (La) 84
Maison du Réconfort 84
Maison Flora Tristan 85
Maison grise de Montréal (La) 85
Maison l'Océane 85
Maison Marguerite de Montréal (La) 85
Maison secours aux femmes de Montréal 86
Maisons de l'Ancre (Les) 86
Maisons Sakeenah/Sakeenah Homes 86
Mères au front 86
Multi-Femmes 86
Nisa Homes 87
Nouvelle-Étape 87
Parados (Le) 87
PasserElle 87
Refuge pour les femmes de l'Ouest-de-l'Île 88
S.O.S. violence conjugale 88
Transit 24 88

# AUTRES VILLES SUR L'ÎLE DE MONTRÉAL

## Côte-Saint-Luc

Association féminine de Côte-Saint-Luc ..... 89

Na'amat Canada – Montréal ..... 89

## Mont-Royal

Centre d'action sida Montréal (CASM) ..... 89

Fonds d'aide dames libano-canadiennes (FDLC) ..... 89

## Pointe-Claire

ANEB – Anorexie et boulimie ..... 90

Centre des femmes du West Island/West Island Women's Centre ..... 90

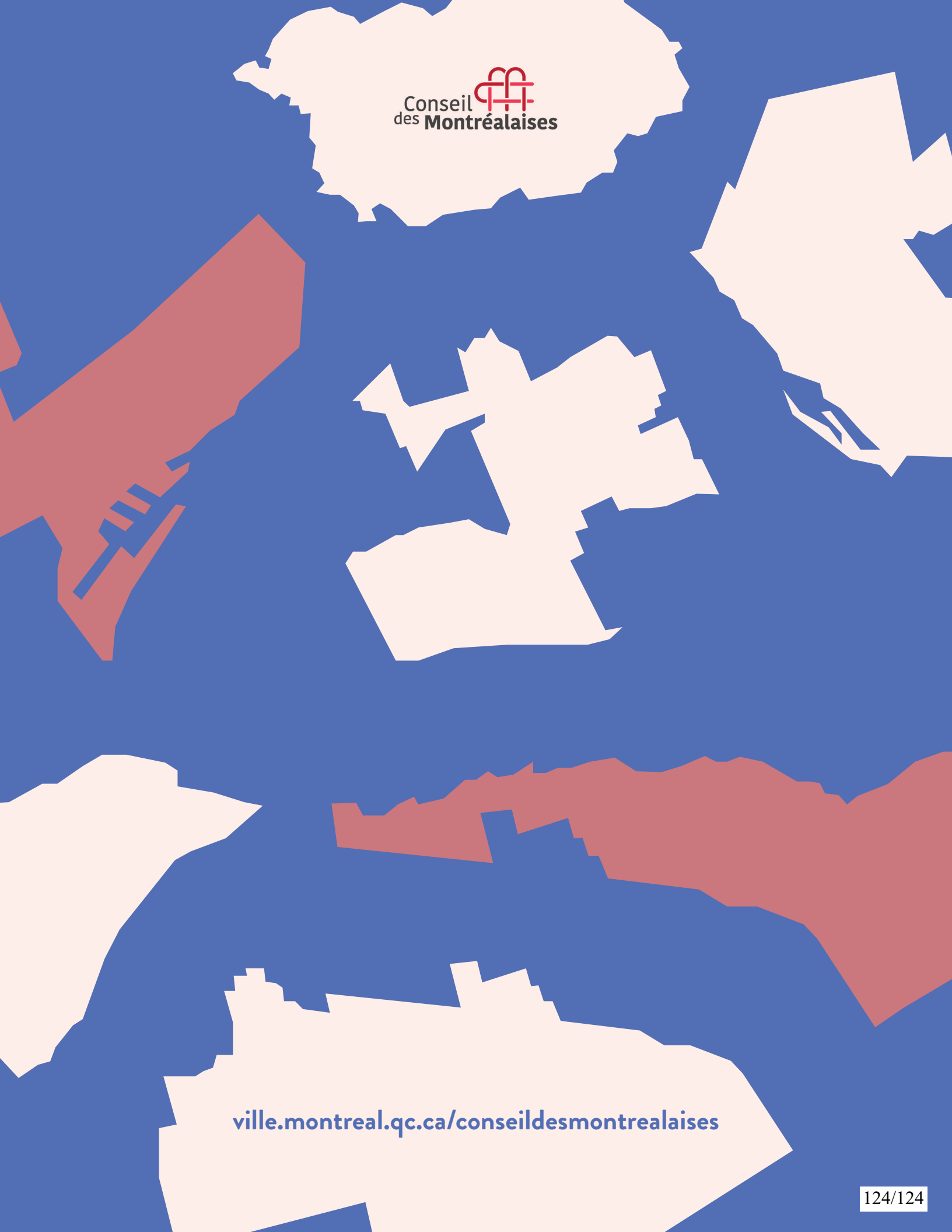
Maison de naissance du Lac-Saint-Louis – CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île ..... 90

Montreal Lakeshore University Women's Club (MLUWC) ..... 90

## Westmount

Comité de défense femmes et genre du Syndicat du personnel de soutien de Dawson/
Dawson DSSU Women's and Gender Advocacy Committee ..... 91

Résilience Montréal ..... 91


Conseil
des Montréalaises
ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 60.003

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1229600004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er juillet au 31 juillet 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4). |

Il est recommandé:

- De prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification des immeubles, et depuis le 25 juin 2022 du Service de la stratégie immobilière (SSI), relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus entre le 1er juillet au 31 juillet 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4).

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2022-08-25 14:26

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1229600004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la stratégie immobilière , Direction , Division transactions immobilières |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Comité exécutif |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er juillet au 31 juillet 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4). |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales compétentes un rapport des décisions déléguées, rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification des immeubles (le « SGPI »), et depuis le 25 juin 2022 du Service de la stratégie immobilière (SSI), relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, en vertu du *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employé (* RCE 02-004) 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1307 - 10 août 2022 de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A de la gestion et de la planification des immeubles, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus du 1$^{e}$juin au 30 juin 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

### DESCRIPTION

Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du SGPI, et depuis le 25 juin 2022, du SSI, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er juillet au 31 Juillet 2022, soit :
· Trois (3) décisions déléguées rendues pour des contrats de location d'immeubles;
· Deux (2) décisions déléguées rendues pour des contrats d'aliénation d'immeubles.

### JUSTIFICATION

Ne s'applique pas

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ne s'applique pas

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de présentation de rapports.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne s'applique pas

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est requise.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Présentation du rapport au comité exécutif : Septembre 2022

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER** **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-12

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

**Tél :** 514-449-4842
**Télécop. :**

Gérard TRUCHON
chef de division - transaction immobilière par intérim

**Tél :** 438 229-8975
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine FORTIN
Directrice de service
**Tél :** 514 501-3390
**Approuvé le :** 2022-08-24

Montréal

# Rapport sur toutes les transactions visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification des immeuble et depuis le 25 juin 2022 du Service de la stratégie immobilière (SSI), (art. 26.1 du RCE 02-004) pour la période du 1er au 31 juillet 2022

| Sommaire | Date de décision | No. de décision | Réalisé selon l'encadrement C-OG-GPI-D-17-003* | Requérant | Objet du sommaire |
|---|---|---|---|---|---|
| 2204386002 | 2022-07-27 | DA204386002 | Non | Citoyen | Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans considération monétaire, à madame Maria Carolina Guerrero et monsieur Marcelo Perez Miqueiro, tous les droits, titres et intérêts qu'elle peut détenir dans le terrain localisé au sud-est de la 16e Rue et au nord-ouest de la rue du Boisé, adjacent à la propriété sise au 23, 16e Rue, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, constitué du lot 2 263 043 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0233-01 |
| 2218703006 | 2022-07-27 | DA218703006 | Non | Citoyen | Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, renonce partiellement une servitude d'utilités publiques publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 652 588, mais en autant seulement qu'est concerné le lot 5 111 244 du cadastre du Québec, sur lequel est érigé un bâtiment portant le numéro civique 12 435, 89e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, sans contrepartie financière. N/Réf. : 31H12-005-5574-11 / Mandat : 21-0336-T. |

*L'encadrement concerne uniquement les ventes de parcelles de terrain, de résidus de terrain et de parties de ruelle

Montréal

**Rapport concernant l'autorisation de la dépense relative à un contrat de location d'un immeuble par la Ville lorsque la valeur du contrat du contrat est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.25) OU sur la conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble de la ville lorsque la durée n'excède pas un an et que la valeur est de moins de 25 000 $ ou sur un contrat de location d'un immeuble par la ville lorsque la valeur est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.26)**

**Période visée : 1er au 31 juillet 2022**

| Sommaire | Date de décision | No. de décision | Requérant | Objet du sommaire |
|---|---|---|---|---|
| **2225941003** | **22/07/07** | DA225941003 | Interne | Approuver une convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue de l'Administration portuaire de Montréal pour une période de dix (10) ans, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2031, un terrain d'une superficie de 1 398 m², situé au 60, chemin des Moulins, utilisé pour la station de pompage Cité du Havre, pour un loyer total de 89 590,82 $ taxes incluses, Arrondissement du Sud-Ouest. Ouvrage 0226-001 |
| 2228933013 | **22/07/07** | DA228933013 | Externe | Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à WEATHERFORD CANADA LTD., le bureau 100-11 situé au 7140, rue Albert-Einstein pour un terme d'un (1) an, à compter du 1er septembre 2022 jusqu'au 31 août 2023, d'une superficie totale de 120 pi², à des fins d'espaces de bureaux, moyennant une recette totale de 6 900,00 $, excluant les taxes. Bâtiment 1751. |
| 2228933016 | **22/07/27** | DA228933016 | Externe | Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à SEVEN SQUARE MEDIA INC., le bureau 214 situé au 7140, rue Albert-Einstein pour un terme d'un (1) an, à compter du 1er août 2022 jusqu'au 31 juillet 2023, d'une superficie totale de 112 pieds carrés, à des fins d'espaces de bureaux, moyennant une recette totale de 5 775,00 $, excluant les taxes. Bâtiment 1751. |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1229600004**
Unité administrative responsable : *Division des transactions*
Projet : *Aucun*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*<br><br>*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*<br><br>*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*<br><br>*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*<br><br>*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CE : 60.004

2022/09/07
09:00

**Dossier # : 1221079006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Office de consultation publique de Montréal , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur le projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est |

Il est recommandé :
de déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'Office de la consultation publique de Montréal (OCPM) sur le projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est.

**Signé par** Isabelle BEAULIEU **Le** 2022-08-24 10:14

**Signataire :** Isabelle BEAULIEU

_____

president(e) - office de consultation publique de montreal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1221079006** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Office de consultation publique de Montréal , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'OCPM sur le projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le 27 septembre 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté le projet de règlement intitulé *« Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur de planification de l'écoquartier Lachine-Est* » et l'a soumis à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne la consultation publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU).

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

La Ville de Montréal et l'arrondissement de Lachine visent la transformation du secteur en intégrant des objectifs de transition écologique, de solidarité, d'équité et d'inclusion, de démocratie et de participation ainsi que d'innovation et de créativité. L'hypothèse présentée par le PPU propose la réalisation d'environ 7 400 logements, au moins 22 % du secteur en espaces verts et en parcs, environ 266 000 $m^2$ d'activités économiques et au moins 24 000 $m^2$ d'activités institutionnelles, dont une école primaire et un centre sportif et communautaire.

### JUSTIFICATION

La mise en œuvre de la vision du PPU repose sur cinq grandes orientations :

Préserver l'esprit du lieu. Cette orientation vise la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et du patrimoine immatériel, entre autres, via l'insertion harmonieuse (architecture et usages) des nouveaux projets à ce qui se trouve actuellement dans le secteur. Préserver l'esprit du lieu passerait par la création d'un réseau d'espaces publics

intégrant les grands marqueurs historiques, l'identification des balises spécifiques par aire d'ambiance, la modulation des paramètres de hauteurs, de densité et d'affectations du sol.

Offrir un environnement attrayant, vert, sain et résilient. L'objectif est la gestion des eaux pluviales et la création d'un réseau vert et bleu, intégrant les friches boisées, qui relient d'autres composantes paysagères, notamment les abords du canal de Lachine et les corridors de biodiversité. Pour y arriver, la Ville de Montréal doit acquérir des terrains, aménager des infrastructures souterraines, ainsi qu'adopter des règlements en lien avec le verdissement des propriétés privées et la contribution à la gestion de l'eau.

Faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif. La Ville veut créer un milieu de vie qui offre une diversité de services, commerces, emplois et équipements facilement accessibles à pied par la communauté. Il s'agit d'implanter un pôle civique, de développer une offre commerciale complémentaire à celle qui existe à proximité, de diversifier les formes bâties et les typologies résidentielles, de créer des liens attrayants avec les quartiers avoisinants, et d'intégrer de nouveaux logements sociaux, abordables et familiaux.

Assurer une présence significative de lieux d'emploi. Cette orientation vise à faire de l'écoquartier un espace productif, fréquenté et approprié par la communauté à travers le maintien d'une vocation économique pour quelques bâtiments industriels et ceux d'intérêt patrimonial. Dans cette perspective, le PPU prévoit, entre autres, des commerces aux rez-de-chaussée le long du prolongement de la rue Notre-Dame et la confirmation de la vocation économique du voisinage des voies du CP.

Développer un réseau de mobilité collective efficient et sobre en carbone. Par cette orientation, le PPU mise sur la présence de la gare « du Canal » et l'arrivée d'un mode de transport structurant sur la rue Victoria pour valoriser les transports collectifs et actifs. Il souhaite ainsi assurer l'intégration d'une diversité d'options en matière de mobilité, tout en favorisant un partage de la rue qui priorise les usagers les plus vulnérables. Ceci passe par une connectivité accrue avec les axes desservant le réseau autoroutier, la mise en place d'un réseau vert et bleu principalement destiné aux modes actifs et combinés à un réseau piéton

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les aspects financiers n'ont pas été examinés dans le cadre de cette consultation

**MONTRÉAL 2030**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La consultation a suscité beaucoup d'intérêt. Citoyens, promoteurs, consultants et organismes divers se sont exprimés sur le projet d'écoquartier proposé par la Ville. D'emblée, il a été reconnu que ce secteur a fortement besoin d'être requalifié pour en faire un ensemble cohérent qui met en valeur le patrimoine industriel, archéologique et paysager qui le caractérise. Cette consultation laisse aussi espérer que le développement de Lachine-Est s'effectuera de façon ordonnée et concertée. Au total, la commission constate que le projet de vision et d'orientations proposé par la Ville pour la transformation du territoire est, dans l'ensemble, reçu favorablement, et qu'il bénéficie d'une bonne acceptabilité sociale. La commission estime cependant que deux dimensions de l'énoncé de vision méritent d'être précisées : celle qui a trait à l'intégration du secteur au reste du territoire montréalais, d'une part, et celle qui concerne la mobilité collective sobre en carbone, d'autre part. Il s'agit là de dimensions transversales qui ont été constamment rappelées ou mises en relief durant la consultation que l'énoncé de vision devrait davantage refléter.

Le projet faisant globalement consensus quant à sa pertinence, ses objectifs et les grandes lignes de son contenu, la commission recommande l'adoption du PPU de l'écoquartier Lachine-Est, et que soient prises en compte les recommandations spécifiques énoncées par ailleurs. Elle note toutefois que les préoccupations soulevées et les attentes exprimées au cours de la consultation demeurent nombreuses et sont principalement associées aux enjeux liés à la densité, aux hauteurs permises, aux connexions aux quartiers avoisinants, à la cohabitation des usages, au patrimoine bâti et au transport collectif.

**IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19**

La consultation s'est tenue de façon présentielle et virtuelle en tout respect des mesures sanitaires en vigueur lors de sa tenue.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Lorsque le rapport sera rendu public, l'Office le déposera sur son site, en fera parvenir une copie électronique à ceux et celles qui en auront fait la demande et fera paraître un communiqué de presse.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Le rapport sera rendu public le 24 août et déposé au conseil municipal du 19 septembre.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

s/o

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Luc DORAY
Secrétaire général

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-08-24

Isabelle BEAULIEU
president(e) - office de consultation publique de Montréal

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Tél :** | 2-3568 | **Tél :** | 2-3568 |
| **Télécop. :** | 2-2556 | **Télécop. :** | 2-2556 |

Rapport de consultation publique

# PPU de l'écoquartier Lachine-Est

10 août 2022

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

# PPU de l'écoquartier Lachine-Est

## Projet de règlement P-04-047-231

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de planification de l'écoquartier Lachine-Est

***Édition et diffusion***
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
ocpm.qc.ca
info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2022
ISBN 978-2-925161-15-8 (imprimé)
ISBN 978-2-925161-16-5 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

Montréal, le 10 août 2022

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Madame Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif
**Ville de Montréal**
**Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier**
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

**Objet : Rapport de consultation publique sur le Programme particulier d'urbanisme (PPU) de l'écoquartier Lachine-Est**

Mesdames,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal portant sur le projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) de l'écoquartier Lachine-Est.

Situé en bordure du canal de Lachine et à proximité du Vieux-Lachine, ce territoire fait partie du secteur de planification stratégique Turcot–Lachine-Est désigné par le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il correspond à un secteur industriel en déclin d'environ 60 hectares à requalifier à des fins d'activités diversifiées. C'est à la suite d'une première consultation auprès de la population que ce projet de PPU a été préparé.

La consultation a suscité beaucoup d'intérêt. Plus de 450 personnes ont participé en ligne en répondant au questionnaire d'introduction ou aux questions thématiques sur le site de l'OCPM. La commission a reçu 35 mémoires et entendu 18 personnes lors des séances d'audition des opinions tenues à Lachine. La vision et les orientations proposées dans le PPU pour la transformation du territoire sont, dans l'ensemble, reçus favorablement par les personnes ayant participé à la démarche de consultation.

L'objectif d'en faire un écoquartier reçoit généralement un accueil favorable. Le secteur visé par le PPU a fortement besoin d'être requalifié pour en faire un ensemble cohérent qui met en

valeur le patrimoine industriel, archéologique et paysager qui le caractérise. La consultation a toutefois mis en lumière l'importance de développer et clarifier deux dimensions de l'énoncé de vision du PPU : celle qui a trait à l'intégration du secteur à son voisinage et au reste du territoire montréalais; et celle qui concerne la mobilité collective sobre en carbone, qui reste à définir.

Globalement, le PPU proposé fait consensus quant à sa pertinence, à ses objectifs, et aux grandes lignes de son contenu. La commission recommande donc son adoption. Elle souligne toutefois l'importance d'y apporter des modifications et fait 15 recommandations afin d'y inclure véritablement les objectifs d'un écoquartier qui rappellera le passé et les attributs de son territoire. La commission recommande de réduire les paramètres de hauteurs et la densité du futur quartier afin de réaliser un ensemble plus harmonieux, de mieux planifier son désenclavement et son intégration au voisinage et de mieux définir et encadrer la préservation de son patrimoine.

La commission souligne aussi que tout le projet d'écoquartier repose sur l'intégration d'un mode de transport collectif structurant, sans quoi la transformation souhaitée ne pourra se réaliser. Un aspect aussi déterminant aurait dû être planifié en amont et détaillé dans le PPU soumis à la consultation.

Un écoquartier doit être un modèle d'urbanisation, qui assure la qualité de vie de ses résidents et permet de réduire considérablement l'utilisation des ressources naturelles, énergétiques et financières, durant sa construction et via le mode de vie de ses habitants.

Ce rapport sera rendu public le 24 août 2022 à moins que vous souhaitiez qu'il le soit à une date antérieure.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,

Isabelle Beaulieu

IB/ll

c. c. Robert Beaudry, conseiller de ville et membre du comité exécutif responsable de l'urbanisme, de la participation citoyenne et de la démocratie

Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement de Lachine

# TABLE DES MATIÈRES


**Introduction** 1

Les étapes de la consultation publique 3

**1. La démarche de consultation** 5

1.1 Le projet de règlement 5

1.1.1 Le territoire à l'étude 6

1.1.2 Le cadre règlementaire 8

1.1.3 Les interventions et démarches antérieures 8

1.1.4 La vision d'aménagement 9

1.1.5 Les interventions détaillées 12

1.1.6 La mise en œuvre 13

1.2 Les avis des instances consultatives 15

1.3 Le dossier de documentation 16

1.4 Les étapes de consultation 16

1.5 Le tableau synthèse de la participation 18

**2. Les opinions exprimées** 20

2.1 L'accueil général du PPU 21

2.2 L'énoncé de vision et éléments transversaux d'amont 21

2.2.1 La notion d'écoquartier 21

2.2.2 Le désenclavement et les connexions 25

2.3 Les orientations d'aménagement et d'urbanisme 26

2.3.1 L'orientation 1: Préserver l'esprit du lieu 26

2.3.2 L'orientation 2 : Offrir un environnement attrayant, vert, sain et résilient 27

2.3.3 L'orientation 3: Faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif 29

2.3.4 L'orientation 4 : Assurer la présence significative de lieux d'emploi 30

2.3.5 L'orientation 5 : Développer un réseau de mobilité collective efficient et sobre en carbone 31

2.4 La mise en œuvre et éléments transversaux d'aval 33

2.4.1 La concordance règlementaire 33

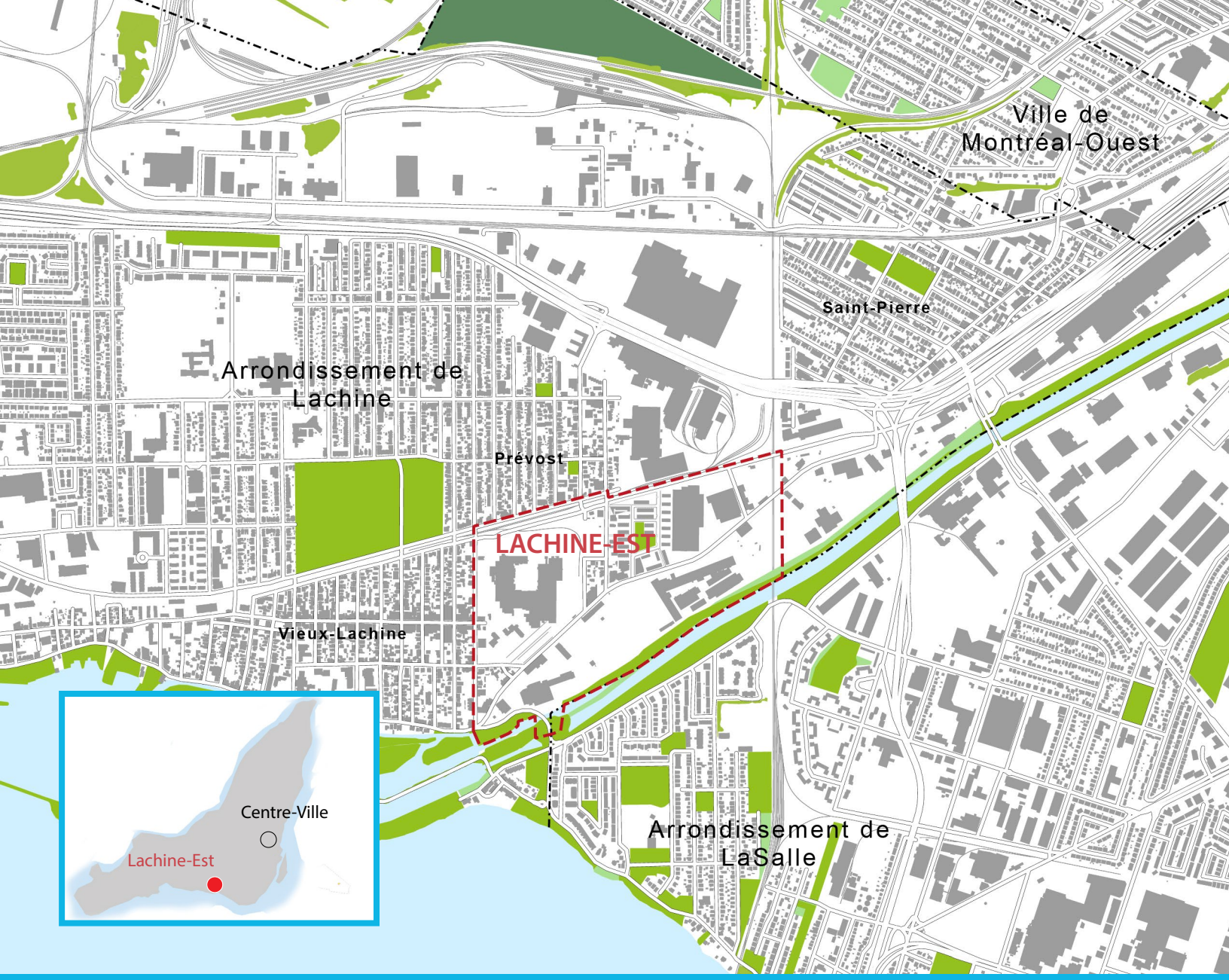
2.4.2 Les partenariats et les ententes 34

## 3. L'analyse de la commission 37

3.1 La mise en contexte 38
3.1.1 Des interrogations 40
3.2 Une proposition de vision et d'orientation bien accueillie 41
3.2.1 La vision 41
3.2.2. L'intégration du secteur à l'arrondissement 42
3.2.3 La mobilité 42
3.3. La préservation de l'esprit du lieu 43
3.3.1 Les bâtiments patriomoniaux 43
3.3.2 Le canal de Lachine 44
3.4 Offrir un environnement sain, vert et résilient 45
3.4.1 Les espaces verts 45
3.4.2 La gestion de l'eau 45
3.4.3 Les innovations techniques, la gestion des déchets et matières résiduelles 46
3.5 Faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif 47
3.5.1 La mixité d'usages 47
3.5.2 La mixité sociale 47
3.5.3 L'échelle humaine 48
3.5.4 Les îlots 50
3.5.5 Les impacts sur les quartiers avoisinants 50
3.6 Assurer la présence significative de lieux d'emploi 51
3.7 Développer un réseau de mobilité collective efficient et sobre en carbone 52
3.7.1 Le transport collectif structurant 53
3.7.2 Le transport des marchandises 53
3.7.3 La période de transition 53
3.8 Le suivi et la mise en oeuvre du PPU 54

## Conclusion 57

Annexe 1 - Les renseignements relatifs au mandat 59
Annexe 2 - Le projet de règlement P-04-047-231 63
Annexe 3 - Les recommandations 66




# INTRODUCTION

Le 27 septembre 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de planification de l'écoquartier Lachine-Est » et l'a soumis à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne la consultation publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU).

La Ville de Montréal et l'arrondissement de Lachine visent la transformation du secteur en intégrant des objectifs de transition écologique, de solidarité, d'équité et d'inclusion, de démocratie et de participation ainsi que d'innovation et de créativité[1]. L'hypothèse présentée par le PPU propose la réalisation d'environ 7 400 logements, au moins 22 % du secteur en espaces verts et en parcs, environ 266 000 m$^2$ d'activités économiques et au moins 24 000 m$^2$ d'activités institutionnelles, dont une école primaire et un centre sportif et communautaire[2].

La commission, présidée par Francine Simard et complétée par Luba Serge et Arlindo Vieira, a tenu une consultation hybride, c'est-à-dire que toutes les activités de consultation se sont tenues à la fois en présentiel, à la salle du conseil de l'arrondissement de Lachine, et virtuellement, sur les réseaux de l'OCPM.

Le premier chapitre de ce rapport décrit le projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est et la démarche de consultation. Le deuxième chapitre présente la synthèse des opinions exprimées lors de la consultation. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

[1] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 2. https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P%20118/3-1_ppu_ecoquartier_lachine-est.pdf

[2] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 40

**Site web de la consultation :**
https://ocpm.qc.ca/fr/PPU-lachine-est

## Les étapes de la consultation publique

28 mars 2022

**SOIRÉE D'INFORMATION**
Les étapes de la consultation de l'OCPM et présentation du PPU proposé par la Ville et l'arrondissement de Lachine

12 avril 2022

**SOIRÉE DE QUESTIONS ET RÉPONSES DES CITOYENS**

Du 13 avril au 5 mai 2022

**EXPRESSION DES OPINIONS** en personne, par écrit ou en ligne

Du 10 mai au 12 mai 2022

**SÉANCES D'AUDITION DES OPINIONS** devant les commissaires de l'OCPM

10 août 2022

**DÉPÔT DU RAPPORT DE CONSULTATION PUBLIQUE**

Vue montrant la mise en valeur potentielle du parc des Ponts roulants et de la place des Antennes. Source : Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 81

# 1 LA DÉMARCHE DE CONSULTATION

## 1.1 Le projet de règlement

Le conseil municipal de Montréal a mandaté l'OCPM pour qu'il tienne la consultation publique sur le projet de PPU de l'écoquartier de Lachine-Est. Un PPU est un outil de planification du territoire. C'est un plan détaillé produit lorsqu'un secteur fait face à des changements importants. Le PPU fixe des objectifs pour l'avenir et propose des mesures pour les atteindre, incluant de nouveaux règlements d'urbanisme, des aménagements publics améliorés, des programmes et des politiques. Il fait partie intégrante du Plan d'urbanisme et sa portée est encadrée par la LAU[3].

[3] Le petit guide des programmes particuliers d'urbanisme (PPU) à Montréal : https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/publications/fr/le_petit_guide_des_programmes_particuliers_d039urbanisme_ppu-fr.pdf

### 1.1.1 Le territoire à l'étude

Dans l'arrondissement de Lachine, le territoire nommé Lachine-Est est un secteur industriel en déclin d'environ 60 hectares, situé à proximité du Vieux-Lachine. Ce secteur est compris entre le canal de Lachine et la rue Victoria et s'étend de la 6e Avenue aux voies du Canadien Pacifique (CP) où passent les trains de banlieue reliant Candiac au centre-ville de Montréal (figure 1).

Figure 1 - Vue aérienne du territoire du PPU. Source : composé à partir du doc. 3.1, p. 3 et 13

Environ 70 ménages habitent ce territoire, principalement occupé par des terrains à vocation industrielle et commerciale.

Sous le régime français, le secteur de Lachine-Est est un lieu de rencontres et d'échanges. Vers 1750, les Sulpiciens tentent la construction d'un canal pour contourner les rapides. Un projet qui n'aboutit pas, faute de moyens techniques et financiers.

Au XIX[e] siècle, on assiste à la construction du canal de Lachine. La localisation stratégique, la qualité du réseau routier et la présence des voies ferrées entraînent un important développement industriel. Entre 1850 et 1950, les industries s'y multiplient. C'est le cas de la Dominion Bridge (1883), de la Allis-Chalmers (1905) et de la Jenkins (1931).

En 1970, l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent occasionne la fermeture définitive du canal de Lachine à la navigation commerciale[4], ayant pour conséquence le déclin des industries, notamment la Jenkins (1991), la Allis-Chalmers (2000), la Dominion Bridge (2003) et la Stelfil (2008). Malgré ces fermetures, plusieurs des bâtiments et certaines des infrastructures qui participaient à leur chaîne opératoire sont toujours en place et font partie du patrimoine industriel du secteur (figure 2)[5].

Figure 2 - Ponts roulants de la Dominion Bridge depuis le boulevard Saint-Joseph. Source : Photo prise lors de la visite de terrain le 17 mars 2022

[4] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 12

[5] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 3

### 1.1.2 Le cadre règlementaire

Le projet de PPU s'inscrit dans les orientations des documents d'urbanisme en vigueur :

- Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) : Lachine-Est est l'une des 159 aires potentielles d'urbanisation et de densification propices au Transit-Oriented Development (TOD)[6].
- Schéma d'aménagement et de développement (SAD) : Lachine-Est y est identifié comme secteur de planification stratégique en raison des enjeux liés à sa transformation et de son fort potentiel de mise en valeur[7].
- Plan d'urbanisme (PU) : Lachine-Est y est divisé en deux aires d'affectation du sol (un secteur d'emploi et un secteur d'activités diversifiées). Le chapitre 4.8.2 de la Partie I[8] et le chapitre 9 de la Partie II[9] du PU, qui s'appliquent spécifiquement à l'arrondissement de Lachine, inclut également des objectifs liés à la transformation du secteur[10]. De plus, entre 2004 et 2005, il est intégré comme secteur de planification détaillée, entraînant un changement de zonage, d'industriel à mixte, stimulant ainsi l'intérêt des promoteurs. Depuis 2013, divers projets immobiliers sont à l'étude par l'arrondissement.

De plus, Lachine-Est fait partie des « secteurs laboratoires » ciblés par la Ville de Montréal dans le cadre de la démarche d'élaboration et de mise en œuvre de la Charte montréalaise des écoquartiers[11].

### 1.1.3 Les interventions et démarches antérieures

L'avenir de Lachine-Est a fait l'objet de plusieurs exercices de consultation et d'idéation :

- Le Sommet de Lachine, organisé par Imagine Lachine-Est (2015);
- Une consultation sur l'avenir du secteur organisée par la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) LaSalle-Lachine[12] (2017);
- Une consultation publique en amont menée par l'OCPM (2019)[13];

[6] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 8

[7] Idem

[8] Ville de Montréal - Plan d'urbanisme - Secteur de planification détaillée de Lachine-Est, doc. 4.4

[9] Ville de Montréal - Plan d'urbanisme - Chapitre de l'Arrondissement de Lachine, doc. 4.3

[10] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 9

[11] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 2

[12] Rapport de la consultation sur la vision de développement du secteur - CDEC LaSalle-Lachine et Möbius 4 – avril 2017, doc. 4.20

[13] OCPM, Secteur Lachine-Est, 2019, https://ocpm.qc.ca/fr/lachine-est

- La mise en place du Bureau de projet partagé[14] en mars 2020 en réponse aux recommandations de l'OCPM;
- L'organisation d'ateliers thématiques entre mai et septembre 2020 sur les thèmes suivants :
    - innovation écologique[15]
    - culture, design et patrimoine[16]
    - mobilité[17]
    - logement, équipements publics et communautaires[18]
    - développement économique[19]

À la suite de ces travaux et en concertation avec plusieurs partenaires, un plan d'ensemble a été conçu fin 2020. La version finale de ce plan a été rendue publique[20] en mars 2021. C'est finalement à partir du plan d'ensemble que les services municipaux de la Ville de Montréal et de l'arrondissement de Lachine ont élaboré le PPU faisant l'objet de la consultation menée par l'OCPM.

### 1.1.4 La vision d'aménagement

L'intention du PPU est de transformer la friche industrielle que constitue le secteur Lachine-Est en écoquartier. La vision d'aménagement est ainsi énoncée :

> *L'ancienne Cité du fer et de l'acier est devenue un écoquartier inspirant, résilient et inclusif qui s'inscrit dans la transition écologique et sociale. Il constitue un milieu de vie, d'emploi et d'activité attrayant, vert, sain et complet, où l'innovation et l'expérimentation sont valorisées et dont l'aménagement et le développement rendent l'histoire et le riche héritage industriel manifestes. L'écoquartier témoigne également de la mobilisation et de l'engagement de la communauté lachinoise qui le fréquente et qui se l'est approprié.*

[14] Le Bureau de projet partagé comprend un comité de gouvernance composé d'élus responsables, des directeur. rices municipaux.ales, Concert'Action Lachine et les propriétaires ainsi qu'un comité de coordination composé de fonctionnaires municipaux.ales et Concert'Action Lachine.

[15] Synthèse du groupe de travail Innovation écologique – 6 mai 2021, doc. 3.4.1

[16] Synthèse du groupe de travail Culture, design et patrimoine – 19 mai 2021, doc. 3.4.2

[17] Synthèse du groupe de travail Mobilité – 2 juin 2021, doc. 3.4.3

[18] Synthèse du groupe de travail Logement, équipements publics et communautaires – 9 juin 2021, doc. 3.4.5

[19] Synthèse du groupe de travail Développement économique – 16 juin 2021, doc. 3.4.5

[20] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 6-7

Figure 3 - Énoncé de vision et hypothèse de développement pour le territoire du PPU. Source : Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 23

La mise en œuvre de la vision du PPU repose sur **cinq grandes orientations** :

**1. Préserver l'esprit du lieu.**

Cette orientation vise la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et du patrimoine immatériel, entre autres, via l'insertion harmonieuse (architecture et usages) des nouveaux projets à ce qui se trouve actuellement dans le secteur. Préserver l'esprit du lieu passerait par la création d'un réseau d'espaces publics intégrant les grands marqueurs historiques, l'identification des balises spécifiques par aire d'ambiance, la modulation des paramètres de hauteurs, de densité et d'affectations du sol[21].

**2. Offrir un environnement attrayant, vert, sain et résilient.**

L'objectif est la gestion des eaux pluviales et la création d'un réseau vert et bleu, intégrant les friches boisées, qui relient d'autres composantes paysagères, notamment les abords du canal de Lachine et les corridors de biodiversité. Pour y arriver, la Ville de Montréal doit acquérir des terrains, aménager des infrastructures souterraines, ains qu'adopter des règlements en lien avec le verdissement des propriétés privées et la contribution à la gestion de l'eau.[22]

[21] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 33

[22] Ibid., p. 34

**3. Faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif.**

La Ville veut créer un milieu de vie qui offre une diversité de services, commerces, emplois et équipements facilement accessibles à pied par la communauté. Il s'agit d'implanter un pôle civique, de développer une offre commerciale complémentaire à celle qui existe à proximité, de diversifier les formes bâties et les typologies résidentielles, de créer des liens attrayants avec les quartiers avoisinants, et d'intégrer de nouveaux logements sociaux, abordables et familiaux.[23]

**4. Assurer une présence significative de lieux d'emploi.**

Cette orientation vise à faire de l'écoquartier un espace productif, fréquenté et approprié par la communauté à travers le maintien d'une vocation économique pour quelques bâtiments industriels et ceux d'intérêt patrimonial. Dans cette perspective, le PPU prévoit, entre autres, des commerces aux rez-de-chaussée le long du prolongement de la rue Notre-Dame et la confirmation de la vocation économique du voisinage des voies du CP.[24]

**5. Développer un réseau de mobilité collective efficient et sobre en carbone.**

Par cette orientation, le PPU mise sur la présence de la gare « du Canal » et l'arrivée d'un mode de transport structurant sur la rue Victoria pour valoriser les transports collectifs et actifs. Il souhaite ainsi assurer l'intégration d'une diversité d'options en matière de mobilité, tout en favorisant un partage de la rue qui priorise les usagers les plus vulnérables. Ceci passe par une connectivité accrue avec les axes desservant le réseau autoroutier, la mise en place d'un réseau vert et bleu principalement destiné aux modes actifs et combinés à un réseau piéton.[25]

Ces orientations sont présentées dans le PPU et les interventions nécessaires à leur mise en œuvre y sont précisées.[26]

[23] Ibid., p. 35
[24] Ibid., p. 36
[25] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 37
[26] Ibid., p. 42 à 55

### 1.1.5 Les interventions détaillées

Le projet de PPU propose des interventions détaillées[27] qui reposent sur trois éléments :

- Des balises d'encadrement de l'aménagement que la Ville appelle principes généraux suggèrent, par exemple, la création de voies de mobilité, l'aménagement et la sécurité, un aménagement des terrains qui prend en compte la résilience aux changements climatiques, la mise en valeur du patrimoine et de l'architecture[28].
- Des marqueurs structurants comprenant les axes de mobilité et les espaces publics d'envergure, qui organisent le développement du domaine public (figure 4);
- Des aires d'ambiance proposant un encadrement pour le développement du domaine privé[29] (figure 5).

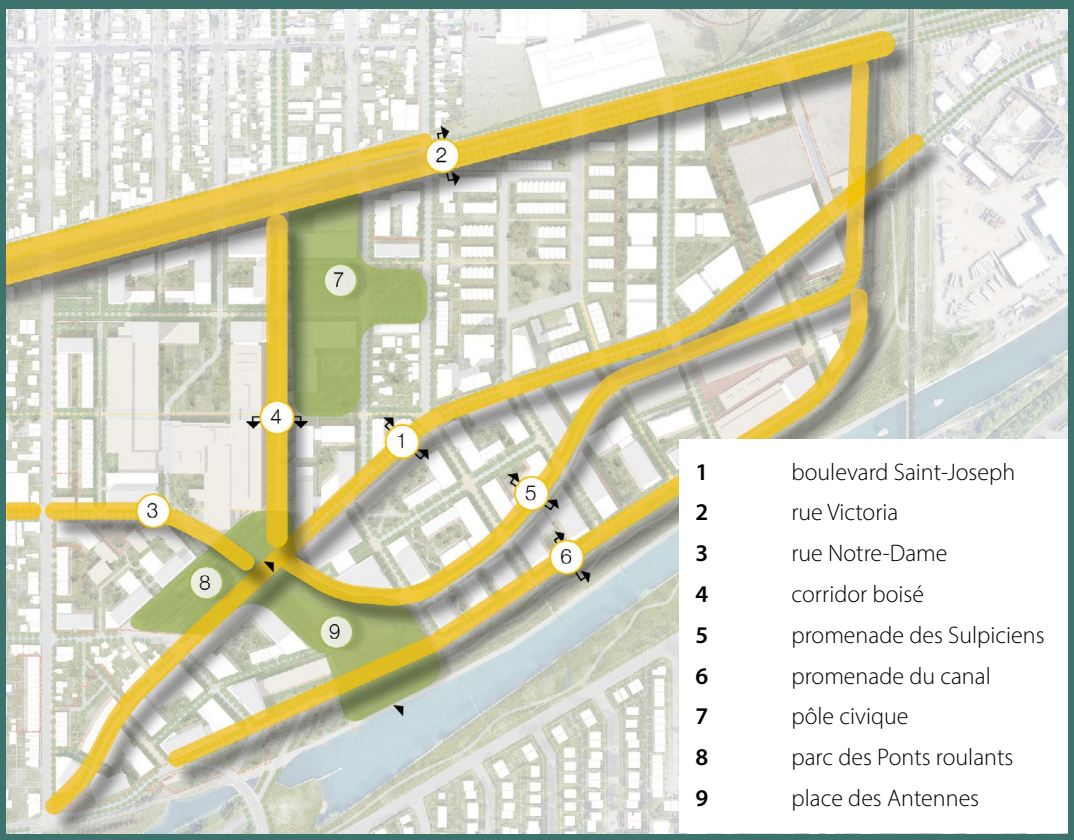



Figure 4 - Plan des 9 marqueurs structurants. Source : Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 69

[27] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 58-99

[28] Ibid., p. 59-67

[29] Ibid., p. 82-99

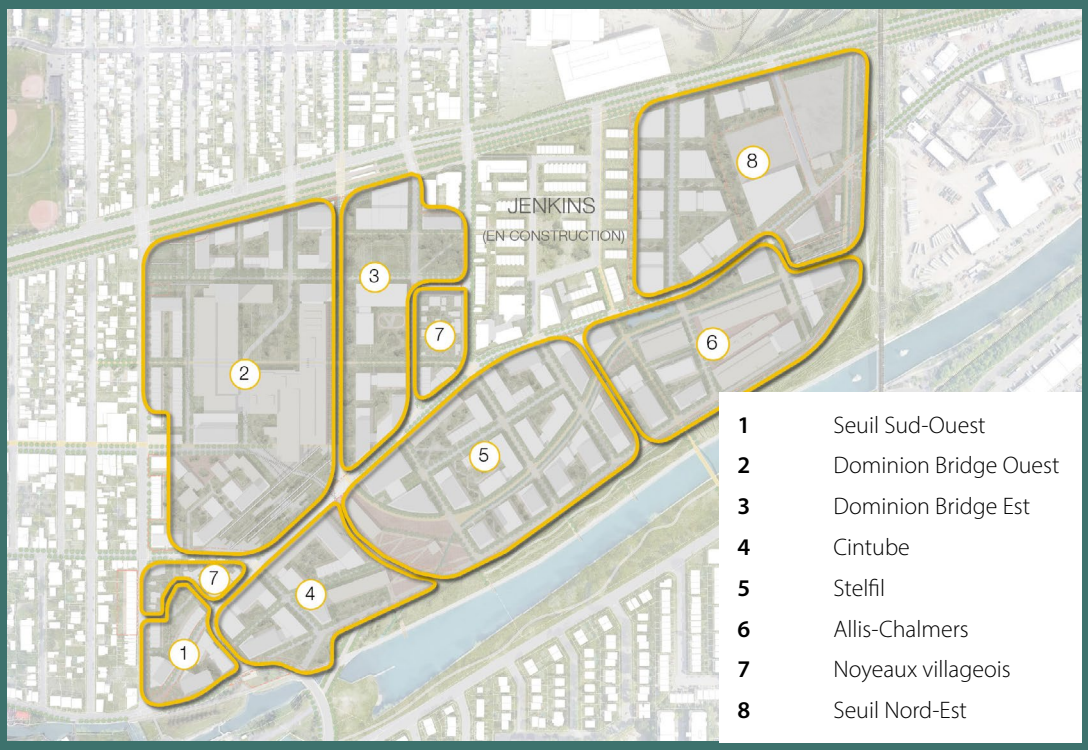



Figure 5 - Plan des 8 aires d'ambiance. Source : Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 83

### 1.1.6 La mise en œuvre

Le projet de PPU propose différentes stratégies de mise en œuvre.

D'abord, les modifications règlementaires doivent être apportées au Plan d'urbanisme sur la modification des affectations du sol (l'actuel secteur d'emplois au sein du PPU devient un secteur d'activités diversifiées) et les densités de construction avec les modifications des secteurs 09-T1 et 09-T2[30]. Les modifications concernent les hauteurs, les coefficients d'occupation du sol (COS), les taux d'implantation, les emprises des voies de mobilité, les groupes d'usages, les marges de recul, le verdissement et la gestion de l'eau, le stationnement ainsi que le règlement sur les plans d'intégration et d'implantation architecturale (PIIA)[31]. Ces modifications doivent se refléter et être intégrées dans la règlementation d'urbanisme de l'arrondissement de Lachine.

[30] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 102-105

[31] Ibid., p. 106-113

La mise en œuvre prévoit aussi :

- La rédaction d'un énoncé d'intérêt patrimonial pour trois grands ensembles d'intérêts que sont la Dominium Bridge, la Stelfil, et la Allis-Chalmers;
- Des interventions prioritaires, notamment le réaménagement et l'installation des infrastructures d'eau sous le boulevard Saint-Joseph; le raccordement préalable, après entente avec Parcs Canada, d'une conduite de rejet des eaux pluviales dans le canal de Lachine; le développement des équipements du pôle civique[32];
- Des investissements municipaux de l'ordre d'environ 400 millions de dollars, pour soutenir le développement de l'écoquartier :
    - Infrastructures municipales (réseau d'aqueducs et d'égouts);
    - Aménagement du domaine public (voirie et parcs);
    - Réalisation d'équipements collectifs;
    - Acquisitions immobilières;
    - Réhabilitation des sols[33].
- Des innovations techniques, comme une boucle énergétique, la gestion des matières résiduelles ou des projets d'urbanisme transitoire.

Aussi, étant donné que les terrains du territoire du PPU appartiennent majoritairement à des propriétaires privés, la Ville devra s'entendre avec ces derniers en vue d'accords de développement et autres ententes sur les infrastructures.

Enfin, le projet de PPU prévoit un plan d'action défini en concertation avec la Ville, des partenaires des secteurs public, parapublic ou privé dans le cadre de comités de travail[34].

La stratégie de mise en œuvre propose un échéancier à l'horizon 2050 (figure 6), un mécanisme de suivi inclusif et des indicateurs de suivi de la performance définis par le Bureau de projet partagé.

[32] Ville de Montréal, PPU de l'écoquartier de Lachine-Est, doc. 3.1, p. 114-115
[33] Ibid., p. 116
[34] Ibid., p. 118-120

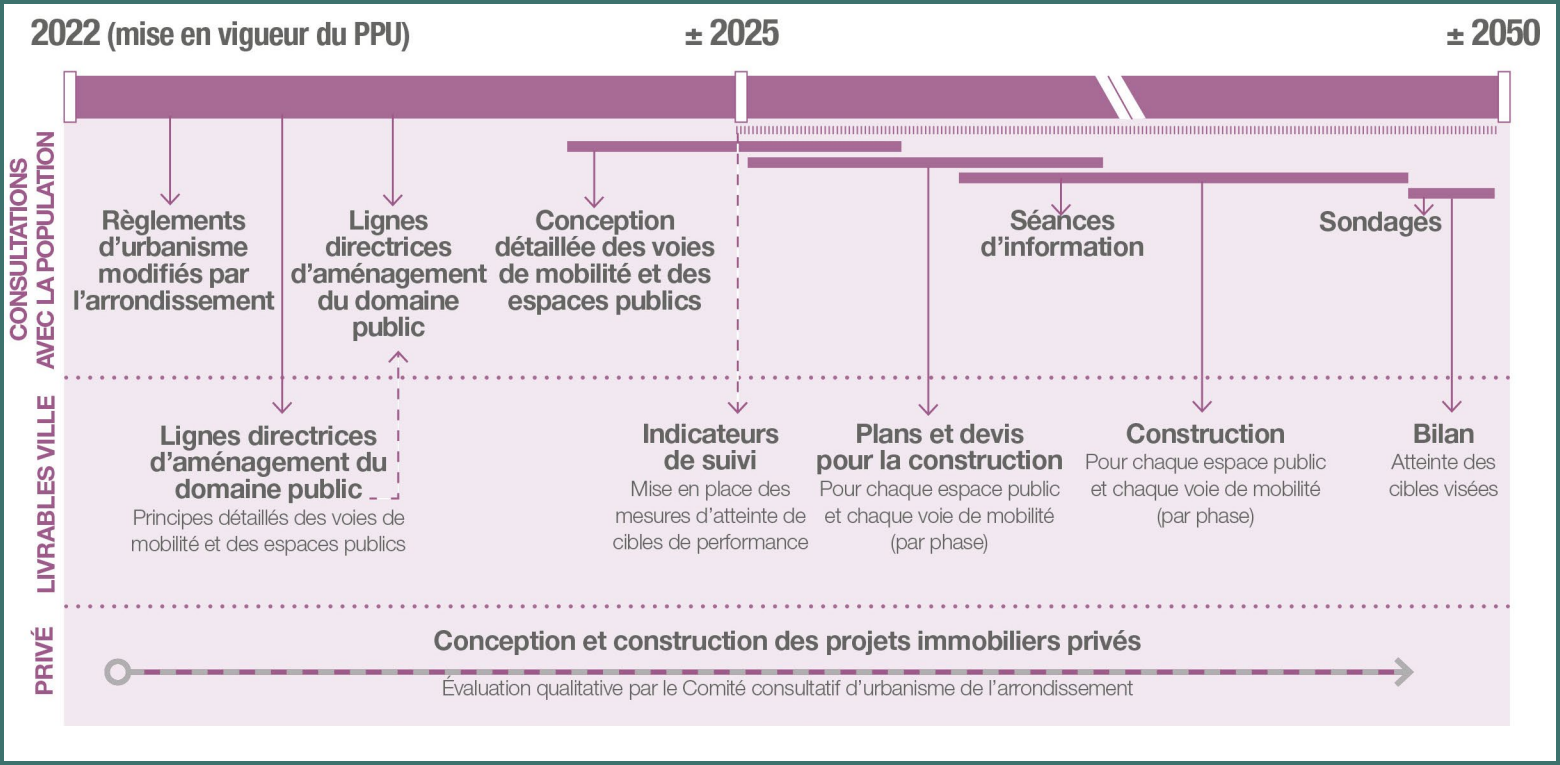



Figure 6 - Tableau des étapes générales de mise en œuvre du PPU suivant son adoption. Les années exprimées sont approximatives. Source : Ville de Montréal, doc. 3.1, p. 121

## 1.2 Les avis des instances consultatives

Le 22 juillet 2021, le Comité mixte a émis un avis favorable au projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est. Ayant auparavant émis un avis préliminaire (AC21-SC-02) en date du 1er avril 2021 sur un document préparatoire au PPU, le comité souligne « *le progrès accompli par les requérants depuis la première présentation du projet en mars 2021*[35] ». Il exprime néanmoins sa préoccupation à l'égard des projets de conservation et de mise en valeur des ensembles patrimoniaux; de la construction des immeubles de quinze étages en bordure du canal de

[35] Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger (AC21-SC-03), doc. 1.4, p. 6

Lachine; de la cohérence de l'articulation entre Lachine-Est et le Vieux-Lachine; et sur l'état actuel de la réflexion à propos du statut de tracé fondateur attribué au boulevard Saint-Joseph[36].

Les recommandations du Comité[37] ont fait l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement.

## 1.3 Le dossier de documentation

Dans le cadre de la présente consultation, la Ville de Montréal a déposé, outre le projet de PPU, plusieurs documents complémentaires d'information. La liste complète de cette documentation est disponible à l'adresse suivante : https://ocpm.qc.ca/fr/PPU-lachine-est/documentation.

La documentation relative au projet a été rendue disponible sur le site Internet de l'OCPM et aussi à la Bibliothèque Saul-Bellow. Les ménages riverains au projet, dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle, ont aussi été informés de la consultation par la distribution postale de dépliants. Toutes les informations relatives aux communications et à la procédure de consultation sont disponibles en annexe du présent rapport.

## 1.4 Les étapes de consultation

L'OCPM a fait paraître l'avis public annonçant la consultation le 11 mars 2022 dans *Le Devoir*. La documentation relative au projet a été rendue disponible sur le site Internet de l'OCPM ainsi qu'à la Bibliothèque Saul-Bellow. Il était également possible de la recevoir par envoi postal. Les ménages riverains au projet, dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle, ont aussi été informés par la distribution de près de 29 000 dépliants.

La commission a tenu une phase d'information entre le 28 mars et le 12 avril 2022, durant laquelle la population a pu prendre connaissance du PPU et poser des questions pertinentes aux représentants municipaux responsables du dossier. Du 13 avril au 12 mai 2022 s'est tenue une phase d'audition des opinions durant laquelle la commission a, entre autres, entendu un

[36] Ibid., p. 4-6

[37] Annexe – suivi des recommandations, doc. 1.4.1, p. 1-5

total de 18 organismes et citoyens lors de quatre séances d'audition des opinions. Ce à quoi s'ajoutent 19 opinions écrites, alors que 12 personnes ont déposé leur opinion en ligne.

Dans ses efforts de diffusion de l'information, l'OCPM s'appuie aussi sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités et les partagent. Cela s'ajoute aux publicités

sur les réseaux sociaux et l'envoi de bulletins électroniques. Par ailleurs, chacune des étapes de la consultation est annoncée aux abonnés de l'infolettre (plus de 9 000) ainsi qu'aux abonnés Facebook (plus de 10 000) et Twitter (plus de 3 000). En plus d'y diffuser les séances d'information et de questions et réponses, les réseaux sociaux de l'Office permettent de faire des rappels d'événements, de proposer des visionnements en différé et de suivre l'évolution des consultations, par exemple, lors de l'annonce de séances supplémentaires ou de la mise en ligne de nouveaux documents. Toutes les informations relatives aux communications et à la procédure de consultation sont disponibles en annexe du présent rapport.

**La démarche de consultation**

- Le 28 mars 2022 à 19 h - Séance d'information : présentation de la démarche de consultation de l'OCPM et du projet de PPU proposé par la Ville et l'arrondissement de Lachine.
- Le 12 avril 2022 à 19 h - Séance de questions et réponses : en personne ou au téléphone, les citoyens posent leurs questions à la Ville.
- Du 13 avril au 5 mai 2022, en personne, par écrit ou en ligne, les citoyens émettent leurs opinions.
- Le 10 mai (en soirée), le 11 mai (en après-midi et en soirée) et le 12 mai (en visioconférence) - Séances d'audition des opinions avec les commissaires.

Au terme de la démarche de consultation, la commission a procédé à l'analyse de l'ensemble des opinions déposées tout au long du processus et a formulé des recommandations qui sont présentées au chapitre 3 du présent document.

## 1.5 Le tableau synthèse de la participation

| Date | Activités | Présences | Contributions | Visionnement (en direct ou en différé) |
|---|---|---|---|---|
| 28 mars 2022 | **Séance d'information** | 28 | s/o | 292 |
| 18 mars au 11 avril 2022 | **Questionnaire en ligne** | s/o | 440 | s/o |
| 12 avril 2022 | **Séance de questions et de réponses**<br><br>Personnes ayant posé des questions :<br>- En personne<br>- Par téléphone | 23 | <br><br><br><br><br>6<br>6 | 168 |
| 13 avril au 5 mai 2022 | **Opinions déposées :**<br>- Opinions thématiques en ligne<br>- Opinions écrites sans présentation orale | s/o | <br>12<br><br>19 | |
| 10, 11 et 12 mai | **Séance d'audition des opinions :**<br>- Opinions écrites avec présentation orale<br>- Présentations orales sans opinion écrite | 44 | <br><br><br>16<br><br>2 | 266 |
| **TOTAL** | | **95** | **501** | **726** |

BUREAUX
A LOUER
514-875-2920
514-222-5260

P
TRAIN
DU CANAL
20
ARRÊT

12 avril 2022 : Soirée de questions et de réponses

# 2 LES OPINIONS EXPRIMÉES

Ce chapitre présente une synthèse des préoccupations, attentes et opinions exprimées par les participants tout au long du processus de consultation. Ce texte se base sur les mémoires déposés, présentés ou non devant la commission, ainsi que sur les opinions thématiques reçues en ligne. En tout temps, il est possible de consulter l'ensemble des contributions sur le site web de la consultation : https://ocpm.qc.ca/fr/PPU-lachine-est.

Au total une cinquantaine de personnes et organismes ont donné leur opinion dans le cadre de cette consultation. Ce chapitre propose d'abord un résumé de l'accueil général réservé au projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU), suivi d'une synthèse des opinions ayant trait à l'énoncé de vision proposé, aux orientations et aux enjeux transversaux. Finalement, il réunit les opinions exprimées au sujet des éléments de mise en œuvre du PPU.

## 2.1 L'accueil général du PPU

Les personnes ayant participé à la consultation de l'OCPM sont plutôt favorables au projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est et saluent les processus de consultation, de concertation et de participation ayant mené à son élaboration. Toutefois, plusieurs souhaitent que des modifications importantes soient apportées sur un certain nombre d'aspects.

Certains promoteurs ont confondu le plan d'ensemble concerté publié en février 2021 et le projet de PPU déposé en septembre 2021. Souvent, ces derniers ont fait référence au plan d'ensemble concerté et non pas au PPU afin de faire valoir leurs désaccords, ou encore leurs demandes spécifiques. Certains promoteurs estiment, pour leur part, que le projet de PPU soumis à la consultation ne reflète pas les consensus qui auraient émergé des étapes précédentes.[38]

## 2.2 L'énoncé de vision et éléments transversaux d'amont

La quasi-totalité des opinions exprimées est en faveur de la vision proposée de faire de la friche industrielle de Lachine-Est un écoquartier. Toutefois, la consultation a mis en relief plusieurs inquiétudes au sujet d'éléments fondamentaux dont il sera question ci-après.

### 2.2.1 La notion d'écoquartier

Il y a consensus sur les éléments à prendre en compte dans la planification d'un écoquartier soit, la participation citoyenne, la transition écologique, l'innovation, la mixité des usages, la qualité des milieux de vie, la mobilité active, les espaces verts et ouverts, l'écoresponsabilité, la mixité sociale et, surtout, la présence d'un mode de transport collectif structurant. À divers degrés, plusieurs personnes entendues estiment retrouver ces composantes dans le projet proposé.

En ce qui a trait à la mixité d'usages proposée dans le projet de PPU, quelques personnes souhaitent que toutes les fonctions (commerciale, industrielle, résidentielle) se côtoient, en insistant sur la nécessité d'établir un équilibre entre le nombre de résidents, les services et les

[38] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4, p. 38; Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 10

emplois[39]. Certains promoteurs auraient plutôt souhaité un développement principalement axé sur le résidentiel en réduisant les espaces commerciaux[40]. Pour eux, le maintien et l'intégration d'activités industrielles seraient incompatibles avec la création des milieux de vie de qualité : « *le maintien d'activités industrielles n'a pas sa place dans un écoquartier*[41] », affirme un groupe.

Prenant position en faveur de la mixité sociale, plusieurs participants soutiennent qu'un écoquartier doit être pour tout le monde et souhaitent que la mixité sociale soit considérée de manière transversale et englobe le logement et la définition des espaces (publics, privés, ou semi-privés)[42]. Quelques promoteurs, quant à eux, insistent sur le fait que la mixité sociale en matière d'offre de logements pourrait être compromise par les limitations des hauteurs imposées dans le PPU ou la complexité des outils règlementaires en général, qu'ils jugent excessifs; pensons, par exemple, aux projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)[43]. Pour les promoteurs, les contraintes associées à ces outils et aux coûts de décontamination plaident en faveur d'une augmentation des hauteurs permises pour rendre les projets économiquement viables, dans un objectif d'offrir des logements accessibles à tous.

L'implantation d'un mode de transport collectif structurant est, pour la majorité des opinions exprimées, considérée comme étant un enjeu fondamental pour la desserte de la population de l'écoquartier[44]. Par ailleurs, plusieurs doutent que le train de la ligne Candiac d'EXO puisse jouer ce rôle, notamment à cause de l'incertitude sur sa pérennité, l'accessibilité de la Gare du Canal et la fréquence du service. Dans cet esprit, il y a un consensus voulant que le tramway soit le mode de transport à favoriser. D'ailleurs, plusieurs en font une condition préalable au succès du projet d'écoquartier[45]. Le tramway serait le « *bon mode au bon endroit*[46] ». Un

[39] Groupe de travail sur Lachine-Est du Comité transport de Lachine, doc. 7.25, p. 3; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p.3; GRAMME, doc. 7.8, p. 9

[40] Groupe MACH, Transcription, doc. 7.9.2, p. 13; Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4, p. 4

[41] Complexe Industriel Lachine Inc., Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 6

[42] Village Urbain, doc. 7.28, p. 8; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 5; Concert'action Lachine, doc. 7.10, p. 19; Développement Atelier AP Inc., doc. 7.5, p. 8

[43] Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 32-33; Groupe MACH, doc. 7.9, p. 13

[44] Sonja Susnjar, doc. 7.32, p. 5; Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 4-5; Chris Latchem, doc. 7.30, p. 1; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 4

[45] Imagine Lachine-Est, doc. 7.7, p. 7; Diane Larouche, doc. 8.4, #1; Coalition Climat Montréal, doc. 7.15, p. 5; Collectif en environnement Mercier-Est, doc. 7.33.1, p. 19; CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.6, p. 10; Concert'action Lachine, doc. 7.10, p. 20; Groupe de travail sur Lachine-Est du Comité transport de Lachine, doc. 7.25, p. 5; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 4; Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 4; Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 20; Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2022 à 16 h, doc. 6.4.1, p. 21; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 6-7; Marc Daoust, doc. 7.17, p. 1

[46] Luc Gagnon, doc. 7.14, p. 2

engagement ferme des différents acteurs est réclamé pour garantir sa construction. Dans la même perspective, on souligne que : « *il n'y a rien de concret sur l'amélioration à court terme des infrastructures et services de transport collectif. Même si nous savons que cela dépend d'autres organisations que la Ville de Montréal, le fait que les acteurs de la mobilité et du transport ne présentent pas davantage les projets en cours est une grande lacune dans les possibilités de planifier un écoquartier durable qui réduit la dépendance à la voiture*[47]». De l'avis de plusieurs, la planification de l'urbanisme et du transport doit être faite de manière *parallèle* avec la présence d'un mode structurant, condition de succès de l'écoquartier.

**Les hauteurs et densités**

La forme urbaine proposée dans le projet de PPU est un enjeu important pour la plupart des personnes qui se sont exprimées lors de la consultation. Cependant, les avis divergent sur les hauteurs permises, les densités, la volumétrie et le paysage. Aussi, plusieurs interprétations sont données à la notion d'échelle humaine. Si pour certains elle renvoie à la hauteur des bâtiments, pour d'autres, elle intègre la création de milieux durables, animés, éclairés et confortables ainsi que l'existence de liens actifs entre les îlots à construire.

Concernant les hauteurs et les densités, on s'accorde sur l'importance d'assurer une transition douce entre les hauteurs des bâtiments[48]. Toutefois, tandis que des citoyens et certains organismes sont en désaccord avec les 15 étages projetés sur une section du bord du canal de Lachine et de la rue Victoria, les promoteurs, quant à eux, souhaitent de plus grandes hauteurs. Certains d'entre eux proposent des hauteurs pouvant atteindre 20 étages. Pour les citoyens qui rejettent ces hauteurs[49], il s'agirait d'« *un précédent qui pourrait porter préjudice aux rives du Canal [et] aux quartiers environnants*[50] ». Faisant référence au *Mid-Rise Building Code* de Toronto qui encadre la construction des édifices en mi-hauteur, un groupe propose des hauteurs variant de 3 à 10 étages avec des marges de recul nécessaires pour réduire l'effet d'écrasement[51]. Pour les promoteurs, ce sont les hauteurs de 15, voire 20 étages qui peuvent garantir des projets à la fois intéressants et économiquement viables, au regard des contraintes du site et des coûts de décontamination. Des promoteurs demandent de procéder par une planification par grands îlots pour concevoir leurs projets afin de garantir les 22 % d'espaces verts, de parcs et places publiques voulus dans le projet de PPU et de réaliser des

[47] Labo Climat Montréal, doc. 7.2, p. 38

[48] Développement Atelier AP inc., doc. 7.5, p. 10; White arkitekter AB, doc. 7.29, p. 1-2

[49] Ann Fairhurst, doc. 8.6, #1; Michel P. Synnott, doc. 7.13, p. 6; Chris Latchem, doc. 7.30, p. 1; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 8

[50] Héritage Montréal, doc. 7.35, p. 6; Sonja Susnjar, doc. 7.32, p. 6

[51] Imagine Lachine-Est, Transcription, doc. 7.7.12, p. 53

entités urbaines et des milieux de vie complets[52]. Ceci permettrait aussi au sein du même îlot d'avoir du logement social, abordable, de moyenne et haut de gamme[53]. Ainsi, pour eux, des densités plus élevées répondent mieux au mode de transport structurant projeté.

**La trame de rue**

Quelques consultants et promoteurs s'interrogent sur la cohérence entre les axes de transport et les densités prévues. Certains suggèrent de revoir la trame de rues ainsi que le tracé projeté du canal des Sulpiciens, qui dictent les dimensions des îlots en les recentrant entre le canal de Lachine et le boulevard Saint-Joseph. En effet, le corridor piéton et cycliste inspiré par ce tracé courbe, le canal des Sulpiciens vient briser la trame orthogonale que l'on retrouve au nord du boulevard Saint-Joseph. Les formes ainsi induites ont un impact négatif sur la forme des bâtiments. Des critiques sont également exprimées à propos de la variation du coefficient d'occupation du sol (COS). C'est pourquoi des promoteurs proposent des îlots orthogonaux qui permettraient de dégager plus d'espaces au sol en jouant avec divers paramètres urbanistiques[54].

**Les marqueurs de territoire**

Du point de vue de l'architecture et des marqueurs du territoire, plusieurs personnes ont exprimé des inquiétudes quant à la diversité et la qualité du bâti[55] et insisté sur la nécessité d'une signature qui indiquerait la présence d'un écoquartier. À ce sujet, un promoteur propose que le seuil sud-ouest du territoire du PPU devienne une porte d'entrée comportant une place publique encadrée de bâtiments plus hauts que la proposition du PPU[56]. Un autre promoteur estime que la Place des Antennes est trop grande et que la largeur de 15 mètres projetée pour l'esplanade du canal est trop étroite. Il propose un minimum de 25 mètres de largeur pour l'esplanade afin de créer une bande verte réellement utilisable[57].

[52] Groupe MACH, doc. 7.9, p. 13; Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 19; Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 14

[53] 124260 CANADA INC., doc. 7.21, p. 8-9; Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 16; Groupe MACH, doc. 7.9, p. 13; Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 27

[54] Développement Atelier AP inc., doc. 7.5, p. 16; Momentum consultants en transport, doc. 7.26, p. 3; Groupe MACH, doc. 7.9, p. 11

[55] Ann Fairhurst, doc. 8.6, #1; Benjamin Gauld, doc. 7.23, p. 6-7

[56] Développement Atelier AP inc., doc. 7.5, p. 8

[57] Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 28

### 2.2.2 Le désenclavement et les connexions

Pour nombre de personnes, le PPU devrait être réfléchi et développé en fonction de l'ensemble des connexions possibles aux quartiers avoisinants, en relation avec les autres projets de développement de l'arrondissement et des arrondissements voisins de LaSalle, du Sud-Ouest et de la Ville de Dorval et non pas se limiter au seul secteur Lachine-Est. On estime aussi que la planification de Lachine-Est devrait être pensée de manière à réduire les impacts négatifs sur les quartiers voisins de Provost et Saint-Pierre[58]. À ce sujet, l'Ordre des Urbanistes du Québec soutient qu'« *il est important que le projet de Lachine-Est contribue à une dynamique de revitalisation et d'amélioration d'accès aux services qui dépasse ses frontières plutôt que d'évoluer isolément de ses voisins*[59] ». À cet égard, le projet de PPU de l'écoquartier Lachine-Est devrait s'inscrire dans une stratégie globale et cohérente, au-delà des limites de Lachine-Est, avec la perspective du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) à venir. L'ajout d'une emprise traversant l'écoquartier dans son axe nord-sud ainsi que d'un pont pour transports collectifs et actifs au-dessus du canal de Lachine[60] est souhaité.

Pour plusieurs, la délimitation du territoire du PPU apparaît à la fois comme un enjeu important et une opportunité de désenclavement non seulement pour le territoire en question, mais aussi pour les quartiers et secteurs environnants[61]. Le possible phénomène d'éco-embourgeoisement, l'absence de plans concrets pour un mode de transport structurant, le déficit de stratégies de phasage et de transition suscitent plusieurs inquiétudes. Quelques personnes ont dit souhaiter un élargissement du territoire d'intervention du PPU. Pour l'Ordre des Urbanistes du Québec, l'élargissement aux îlots immédiatement au nord et à l'ouest du territoire actuel permettrait de développer des stratégies pour assurer une transition plus harmonieuse vers les voisinages existants[62]. Un groupe demande l'ajout au PPU d'un site lui appartenant en bordure de la 6e Avenue qui pourrait peut-être permettre le développement du logement social[63].

---

[58] Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 10-11; White arkitekter AB, doc. 7.29, p. 2; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 1; Labo Climat Montréal, doc. 7.2, p. 41; Chantal Smedbol, doc. 8.5, #1

[59] Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 3

[60] Groupe de travail sur Lachine-Est du Comité transport de Lachine, doc. 7.25, p. 5-6

[61] Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 3; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 2

[62] Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 3

[63] Développement Atelier AP inc., doc. 7.5, p. 35; Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 35; Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 10

## 2.3 Les orientations d'aménagement et d'urbanisme

### 2.3.1 L'orientation 1 : Préserver l'esprit du lieu

Le patrimoine, tant matériel qu'immatériel, représente un enjeu important aux yeux de nombreuses personnes qui se sont exprimées lors de la consultation. Les éléments qui ont le plus retenu l'attention sont les vestiges du canal des Sulpiciens, le canal de Lachine, les bâtiments d'intérêts, dont la Dominium Bridge, le boulevard Saint-Joseph, les voies ferrées et les ponts roulants. On s'accorde sur la nécessité de préserver ce patrimoine, mais des divergences apparaissent quant à sa valeur et aux moyens pour y parvenir.

D'une part, certains promoteurs et firmes de consultants ont exprimé des inquiétudes sur le risque de « *muséification*[64] » de certains bâtiments désignés d'intérêt patrimonial, dans le projet soumis à la consultation[65]. Dénonçant l'absence d'énoncés d'intérêt patrimonial dans le projet de PPU, comme recommandé dans le rapport de la consultation d'amont menée par l'OCPM en 2019[66], des doutes sont soulevés sur la valeur réelle de certains bâtiments qui seraient dans un état de délabrement avancé, sans compter le niveau de contamination qui les affecte jusqu'à la brique et la dalle de béton sur laquelle ils reposent. Certains notent que la détermination des proportions de bâtiments à conserver ne repose sur aucune étude sérieuse. Alors que le plan d'ensemble précédent, publié en février 2021, prévoyait 17 % de bâtiments désignés d'intérêt à conserver, cette proportion passe à 33 % dans le PPU, et ce, sans aucune explication ou justification.

C'est pourquoi ils souhaitent une réflexion sur leur véritable valeur historique ainsi que sur leur réel potentiel de conservation ou de commémoration. Cette commémoration des éléments d'intérêts, à l'instar du tracé du canal des Sulpiciens, passerait par des éléments architecturaux comme c'est le cas dans le Vieux-Montréal avec la représentation de la position des fortifications[67].

---

[64] La muséification d'un espace ou d'une pratique est le processus par lequel s'opère sa transformation en un objet de conservation ainsi que de valorisation touristique, à la manière de ce qui se trouverait dans un musée.
Source : https://www.encyclopedie.fr/definition/mus%C3%A9ification

[65] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4.2, Transcription, p. 11

[66] OCPM, Rapport de consultation publique Lachine-Est, 2019, recommandation no. 3, p. 65

[67] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4, p. 10; Village Urbain, doc. 7.28, p. 9; White arkitekter AB, doc. 7.29, p. 6; Groupe MACH, doc. 7.9, p. 11

Des citoyens et groupes apprécient la volonté d'intégrer et de conserver le patrimoine, mais on déplore le peu de prise en compte des éléments intangibles du patrimoine dit immatériel[68]. Pour sa part, Héritage Montréal préconise le développement d'une charte architecturale et paysagère afin d'assurer une vision d'ensemble cohérente pour le site[69]. Un groupe propose de préciser le récit patrimonial dans le but de reconnaître l'histoire coloniale, la transformation radicale des territoires autochtones et de « *donner aux communautés autochtones l'opportunité d'en faire leur propre récit*[70] ».

### 2.3.2 L'orientation 2 : Offrir un environnement attrayant, vert, sain et résilient

**La transition écologique**

Les questions environnementales ont retenu l'attention de plusieurs, spécifiquement en ce qui a trait aux changements climatiques, aux espaces verts, à la gestion de l'énergie et à la contamination des sols.

On déplore que dans le PPU, l'adaptation aux changements climatiques se limite à la gestion de l'eau, par le biais d'un verdissement visant à contrer les effets des événements de forte précipitation. De ce fait, le PPU négligerait les autres aléas climatiques que sont les tempêtes, les vagues de chaleur, les sécheresses estivales ou encore les cycles de gel-dégel en hiver[71]. Dans le PPU, il est davantage question de la vulnérabilité des infrastructures et des bâtiments que celle des humains. Labo Climat Montréal propose de prioriser une approche d'adaptation aux changements climatiques qui préconise la réduction des vulnérabilités humaines en intégrant des enjeux de santé, de précarité et de mortalité liés aux vagues de chaleur[72].

**Le verdissement**

Plusieurs personnes soulignent que les espaces verts et le verdissement sont une composante essentielle d'un écoquartier. Elles souhaitent que le label d'écoquartier ne se limite pas seulement à l'appellation, et se traduise plutôt dans les faits par le respect de la biodiversité et de la nature, la présence de jardins et de toits verts, un accès public aux berges du canal de Lachine, la gestion des îlots de chaleur, la précision de balises et stratégies pour atteindre 22 %

[68] CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.2.1, p. 4
[69] Héritage Montréal, doc. 7.35, p. 6
[70] Labo Climat Montréal, doc. 7.2.1, p. 6
[71] Labo Climat Montréal, doc. 7.2.1, p. 9; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 6; Francis Lapierre, doc. 7.12, p. 1
[72] Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2022 en soirée, doc. 6.5.1, p. 37

d'espaces verts, et une sensibilité accrue pour les vents et le manque d'ensoleillement[73]. On insiste aussi pour que la Ville et l'arrondissement définissent mieux le concept d'infrastructures vertes en tenant compte de leur diversité : espaces gazonnés, parcs avec arbres et arbustes, jardin de pluie et saillies de trottoirs drainantes[74].

### La boucle énergétique

Le PPU propose une boucle énergétique sans préciser les sources d'énergie qui alimenteront l'écoquartier. L'idée de la boucle énergétique est saluée par Énergir[75]. Des citoyens et organismes, tout en saluant l'innovation que représente ce dispositif, ont exprimé leurs préoccupations quant à l'éventualité de combiner l'hydro-électricité et le gaz naturel, ce qui irait à l'encontre de l'objectif de neutralité carbone, de résilience et de transition écologique. Certains proposent d'explorer des façons innovantes d'intégrer les énergies renouvelables, dont l'éolien, la géothermie, le solaire; d'adopter des normes d'émission de GES en gigajoules par bâtiment; d'implanter des infrastructures comme le Watersquare[76] pour la gestion durable de l'eau et l'obligation de toits écologiques[77]. Concrètement, un groupe demande que la rédaction de la Charte montréalaise des écoquartiers s'inspire de la charte française des ÉcoQuartiers et du programme américain ÉcoDistrict, et que le seuil de performance zéro émission dans les constructions soit immédiatement appliqué sur le territoire du PPU, assorti d'un processus d'évaluation en continu[78].

### La décontamination

L'enjeu de la décontamination des sols est une préoccupation importante pour tous, citoyens, organismes communautaires et promoteurs. Les divergences d'opinions sont constatées au niveau des responsabilités dans la gestion des coûts de la décontamination ainsi que les options et mécanismes de compensation à développer. Les promoteurs souhaitent des rehaussements des hauteurs permises pour construire davantage et assurer la rentabilité de leurs projets, considérant les coûts associés à la décontamination[79]. De leur côté, des

[73] Ezra Bruton, doc. 7.20, p. 1; Sonja Susnjar, doc. 7.32, p. 6; White arkitekter AB, doc. 7.29, p. 3-4; 124260 CANADA INC., doc. 7.21, p. 12-13; GRAMME, doc. 7.8, p. 7

[74] Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2022 en soirée, doc. 6.5.1, p. 43

[75] Énergir, doc. 7.19, p. 1

[76] Inspiré des Pays-Bas, le Watersquare est concept d'aménagement urbain qui consiste à construire une place publique inondable en utilisant l'eau comme élément central, attractif et ludique.

[77] Normand Beaudet, doc. 7.3.1, p. 1; Francis Lapierre, doc. 7.12, p. 9; Coalition Climat Montréal, doc. 7.15, p. 15; Village Urbain, doc. 7.28, p. 9

[78] Imagine Lachine-Est, Transcription, doc. 7.7.12, p. 42-43

[79] Groupe MACH, doc. 7.9, p. 6

organismes suggèrent plutôt de solliciter différents paliers de gouvernements afin d'assumer une partie des coûts de décontamination au regard de la place occupée par ce secteur dans l'histoire industrielle du Canada et du Québec[80], ce qui permettrait de rééquilibrer la balance entre densité et rentabilité.

### 2.3.3 L'orientation 3 : Faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif

Le quartier complet et inclusif, tel que proposé au PPU, repose sur la mixité sociale, la mixité d'usages, la présence de services et d'équipements collectifs. Faire de Lachine-Est un exemple de *transition socioécologique* mène certains à craindre l'embourgeoisement et l'éco-embourgeoisement. Plusieurs ont exprimé leurs inquiétudes quant aux impacts du nouveau quartier sur les prix des loyers et l'accessibilité au logement dans les quartiers adjacents[81]. En outre, plusieurs doutent de la capacité du Règlement pour une métropole mixte (RMM) à répondre aux défis que pose le nouveau quartier[82] en matière de logements sociaux et de logements abordables. Citant Griffintown et le Campus MIL adjacent à Parc-Extension comme exemples à ne pas répéter, des organismes communautaires et des citoyens insistent sur la nécessité de construire une diversité de types de logements *in situ* pour convenir aux besoins d'une clientèle diverse et répondre adéquatement à la crise du logement.

L'idée serait de développer un écoquartier qui s'intègre au reste de Lachine et non une éco-enclave pour riches. Ceci suppose plusieurs actions complémentaires, par exemple : la création d'OBNL d'habitation (dont certains prendraient le relais des maisons de chambre existantes); la diversification de l'offre de logements; l'intégration verticale, c'est-à-dire de la mixité d'usages dans un même bâtiment; l'utilisation des stationnements municipaux excédentaires aux fins de projets d'habitation; l'utilisation par la Ville de son droit de préemption et des mécanismes discrétionnaires à sa disposition[83]. Une autre façon de prévenir l'embourgeoisement serait, selon la CDEC LaSalle-Lachine, de « *passer des ententes avec la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) pour prévoir les logements sociaux dans le périmètre autour du PPU*[84] ».

[80] Chris Latchem, doc. 7.30, p. 1; CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.6, p. 6-7

[81] Labo Climat Montréal, doc. 7.2, p. 41; Bâtir son quartier, doc. 7.22, p. 6-7; Concert'action Lachine, doc. 7.10, p. 19; Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 5; Village Urbain, doc. 7.28, p. 9-10

[82] Concert'action Lachine, doc. 7.10, p. 19; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 5

[83] Coalition Climat Montréal, doc. 7.15, p. 5; Gerard Carrier, doc. 7.16, p. 1; Patrick Lapointe, doc. 7.18, p. 1; Ezra Bruton, doc. 7.20, p. 1; Bâtir son quartier, doc. 7.22, p. 7; Benjamin Gauld, doc. 7.23, p. 6; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 4; CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.6, p. 8; Concert'action Lachine, doc. 7.10, p. 19; Village Urbain, doc. 7.28, p. 9; Labo Climat Montréal, doc. 7.2.1, p. 8; Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 1; Imagine Lachine-Est, doc. 7.7, p. 12

[84] Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2022 en soirée, doc. 6.5.1, p. 69

Afin de créer un quartier complet, on prévoit un pôle civique dans le projet de PPU. Plusieurs personnes appuient ce projet qui abriterait, entre autres, un centre sportif, un centre communautaire et une école. On souhaite que ces services desservent tout l'arrondissement et que la programmation d'activités y soit de qualité[85]. Certains s'interrogent sur l'emplacement proposé, à l'extrémité de l'arrondissement, et doutent de sa capacité à répondre aux besoins des futurs résidents. On propose plutôt, après vérification des données scolaires, la planification d'une ou deux autres écoles supplémentaires, l'ajout de plusieurs CPE et d'une école secondaire[86].

La présence des commerces de proximité au rez-de-chaussée d'immeubles, d'épiceries et de services constitue une préoccupation majeure pour plusieurs. Ils réclament une meilleure planification afin d'éviter que l'ajout de nouvelles surfaces ou fonctions commerciales fasse concurrence à la rue Notre-Dame et remette en cause son processus de revitalisation[87].

### 2.3.4 L'orientation 4 : Assurer la présence significative de lieux d'emploi

L'idée de maintenir des lieux d'emplois dans l'écoquartier est accueillie plutôt favorablement par la plupart des participants. Les citoyens et certains organismes communautaires insistent sur la nécessité non seulement de protéger les emplois actuels, mais aussi sur l'importance des usages transitoires qui pourraient occuper certains bâtiments patrimoniaux jusqu'à ce que leur vocation définitive soit connue. Ces bâtiments patrimoniaux seraient susceptibles d'accueillir de nouveaux entrepreneurs, des lieux d'emplois et des entreprises de divers secteurs comme c'est le cas au Technopôle Angus[88]. Ils pourraient aussi accueillir les lieux d'enseignement de la transformation et du travail du métal pour artistes afin de garder vivant le passé industriel. Ainsi, la proximité entre les lieux d'emplois, les services, les écoles et le lieu de résidence serait susceptible d'avoir un impact sur les déplacements et l'adoption des modes de transport actifs[89].

[85] Étienne D'Amour, doc. 8.3, #1; Marc Daoust, doc. 7.17, p. 1

[86] CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.6, p. 6-7; Gerard Carrier, doc. 7.16, p. 1; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 5

[87] Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 4-5; Patrick Lapointe, doc. 7.18; Groupe de travail sur Lachine-Est du Comité transport de Lachine, doc. 7.25, p. 2-3; Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2022 à 16 h, doc. 6.4.1, p. 21

[88] CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.6, p. 12; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 5

[89] Benjamin Gauld, doc. 7.23, p. 9-10; Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 3; Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2022 en soirée, doc. 6.5.1, p. 71

Pour leur part, des promoteurs critiquent la période de trois ans, retenue pour les usages transitoires, qui serait insuffisante au regard des investissements requis pour la mise à niveau des bâtiments. Ils proposent plutôt une période de 5 ans et une planification par grands îlots[90].

En accueillant favorablement le principe de la mixité des fonctions, certains promoteurs regrettent l'absence de données économiques qui permettraient d'évaluer les besoins en emplois ainsi que l'intérêt des entreprises à s'installer sur le territoire[91].

### 2.3.5 L'orientation 5 : Développer un réseau de mobilité collective efficient et sobre en carbone

L'objectif explicite du PPU de réduire l'utilisation de l'automobile dans le contexte de la crise climatique est bien accueilli. Toutefois, des préoccupations en lien avec la mobilité active, le transport collectif local, la place de l'automobile, le stationnement et le transport des marchandises ont été exprimées en assez grand nombre.

D'abord, on s'accorde sur le fait que les réseaux de mobilité active à l'intérieur de l'écoquartier, qui assurent une grande perméabilité du secteur, devraient desservir tous les îlots et leurs bâtiments[92]. Tout en saluant le fait que le PPU priorise des rues favorables aux piétons et aux cyclistes, certains souhaitent l'aménagement d'un réseau express vélo, la prise en compte de la nordicité, ainsi que l'entretien de corridors piétons en hiver pour encourager la marche[93].

La mise en place d'un réseau de transport collectif local, accessible et fréquent sur le boulevard Saint-Joseph, apparaît pour plusieurs comme une piste intéressante, bien que moins aboutie. Celui-ci pourrait prendre la forme de services de véhicules partagés et mutualisés avec notamment des navettes autonomes électriques et des vélos-cargos pour le transport des marchandises[94].

Aussi, faisant le lien entre le stationnement et la place de l'automobile, quelques organismes sont favorables aux normes proposées pour le stationnement, notamment le nombre maximal de cases de stationnement pour les véhicules par groupes d'usages et l'ajout de mesures

[90] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4, p. 12-13; Groupe MACH, doc. 7.9, p. 13; Éco Lachine Inc.-Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 45

[91] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4, p. 9; 124260 CANADA INC., doc. 7.21, p. 8-9

[92] Développement Atelier AP inc., doc. 7.5, p. 22; Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 18

[93] Étienne D'Amour, doc. 8.3, #1; Benjamin Gauld, doc. 7.23, p. 9-10; Ski de fond Montréal, doc. 7.37, p. 21-23; Sonja Susnjar, doc. 7.32, p. 6; Chris Latchem, doc. 7.30, p. 1

[94] Groupe de travail sur Lachine-Est du Comité transport de Lachine, doc. 7.25, p. 7-8; Luc Gagnon, doc. 7.14, p. 2-3; Alan Robinson, doc. 7.1, p. 3; Imagine Lachine-Est, doc. 7.7, p. 11; Momentum consultants en transport, doc. 7.26, p. 11

écofiscales incitatives et coercitives pour défavoriser les autos ainsi que l'intégration dans le PPU de normes de certification (écodistricts, charte, bâtiment zéro net, LEED)[95]. Des citoyens plaident plutôt pour l'observation d'une période de transition jusqu'à la concrétisation d'un mode de transport en commun structurant[96]. Ces derniers appuient leur position par le fait que, non seulement les résidents auraient besoin de leurs voitures pour se rendre dans les commerces et services, mais aussi que les équipements collectifs de l'écoquartier attireraient davantage de visiteurs et utilisateurs d'autres secteurs, ce qui poserait des problèmes de stationnement et de congestion auxquels il faudrait s'attaquer. C'est pourquoi il est proposé de prévoir un nombre conséquent de stationnements dans les premiers projets et d'ajuster ce nombre au fur et à mesure que le mode de transport structurant sera mis en place[97].

Plusieurs remarquent que les points d'accès prévus au PPU sont trop peu nombreux et engendreront des congestions importantes. À leurs yeux, cet aspect doit être revu. On propose de consolider les accès via la rue Victoria. Faire de la rue Victoria l'axe de transport collectif structurant n'est pas partagé par tous, certains estimant que le boulevard Saint-Joseph présente les caractéristiques nécessaires à cette fonction, tandis que la rue Victoria deviendrait une véritable porte d'entrée plutôt qu'un simple axe de transport[98].

La proposition de prolonger la rue Notre-Dame jusqu'au boulevard Saint-Joseph est bien accueillie par les participants, mais davantage de précisions sur son aménagement et sa vocation sont requises. Les opinions sont partagées quant à sa vocation : certains souhaitent qu'elle soit réservée aux modes actifs, d'autres y voient un corridor de transit pour le transport collectif vers le boulevard Saint-Joseph. Quoi qu'il en soit, on insiste sur le fait que tous les liens doivent être connectés aux quartiers voisins[99].

Parmi les opinions exprimées, un consensus émerge sur la nécessité de corréler le nombre de cases de stationnement et les densités en tenant compte de la présence d'un mode de transport collectif structurant. On propose aussi de situer les plus grandes densités et hauteurs près des pôles de transport collectif, de sorte à réduire le nombre de stationnements. Toutefois, l'Ordre des Urbanistes du Québec appelle la Ville à ajuster le PPU et surtout sa mise

[95] Imagine Lachine-Est, doc. 7.7 et 7.7.1, p. 15-17 et 7.7.1, Annexe 1, p. 1-4; Coalition Climat Montréal, doc. 7.15, p. 17; Village Urbain, doc. 7.28, p. 9; GRAME, doc. 7.8, p. 5-6

[96] Diane Larouche, doc. 8.4, #1; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 6-7

[97] Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 52

[98] Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 2; Momentum consultants en transport, doc. 7.26, p. 5; Alan Robinson, doc. 7.1, p. 2-3

[99] Revitalisation Saint-Pierre, doc. 7.27, p. 1-2; Momentum consultants en transport, doc. 7.26, p. 9; Alan Robinson, doc. 7.1, p. 3

en œuvre en fonction de l'évolution du projet de transport structurant, voire à entamer une remise en question du PPU si le projet de transport collectif ne se concrétise pas. Dans une telle perspective, la Ville devrait réfléchir à des stratégies alternatives pour y offrir une desserte en transport collectif de qualité, par exemple en mettant en place un système de bus à haut niveau de service[100].

## 2.4 La mise en œuvre et éléments transversaux d'aval

Plusieurs personnes ont exprimé des avis relatifs à la mise en œuvre du PPU qui portaient sur le cadre règlementaire ainsi que sur les partenariats et les ententes nécessaires. Plus généralement, l'envergure des travaux et l'horizon de 2050 nécessiteraient, à leur avis, de mettre en place des critères d'évaluation clairs ainsi que des mécanismes afin de suivre l'évolution du développement de l'écoquartier, depuis l'adoption du PPU jusqu'à la conclusion des travaux, en 2050. Plusieurs plaident en faveur de la plus grande transparence tout au long du processus. On insiste aussi sur la nécessité de réaliser un phasage du développement des terrains en raison des besoins en infrastructures, des usages actuels et des intérêts des propriétaires à développer[101]. Ce phasage dans la mise en œuvre devrait prioriser le verdissement et éviter de créer de nouveaux îlots de chaleur.

### 2.4.1 La concordance règlementaire

Certaines organisations s'accordent sur le fait que le PPU devrait s'inscrire dans la perspective plus large du futur Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM). La cohérence avec le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD), notamment en ce qui concerne la densité de logements à l'hectare, est également souhaitée[102]. La proposition du projet de PPU d'encadrer le développement de certaines propriétés par les PPCMOI est accueillie de manière mitigée. Les promoteurs et les firmes de consultants qui réclament des règles de jeu claires et équitables pour tous sont contre l'utilisation de cet outil qu'ils considèrent comme un fardeau supplémentaire et « *une règle sans règle*[103] ». Cette manière de

[100] Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 5

[101] Labo Climat Montréal, doc. 7.2, p. 41-42; Imagine Lachine-Est, doc. 7.7, p. 6-7; Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 4-5; Héritage Montréal, doc. 7.35, p. 6-7; Christine Lajeunesse, doc. 7.34, p. 10-11; CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.6, p. 13

[102] Groupe de travail sur Lachine-Est du Comité transport de Lachine, doc. 7.25, p. 3; Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 2-3

[103] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4.2, Transcription, p. 13

faire est jugée discriminatoire, ayant pour conséquences le prolongement des délais et des coûts et la lourdeur des négociations parfois soumises à l'approbation référendaire[104].

Dans un autre ordre d'idées, promoteurs et consultants regrettent le manque d'information sur plusieurs aspects importants de ce projet d'écoquartier, entre autres, l'étude de gestion de drainage, les modalités de mutualisation de la gestion des eaux et l'absence de l'énoncé d'intérêt patrimonial pourtant longtemps réclamé[105].

En rapport avec les PPCMOI, Héritage Montréal exprime aussi sa préoccupation face à ce type de planification qui limite les consultations via référendum aux seuls citoyens des zones adjacentes, estimant que tout ce qui touche aux éléments majeurs du patrimoine doit avoir une portée beaucoup plus grande[106]. Ainsi, l'organisme réclame plus de transparence et de communication sur les projets proposés, l'élargissement du territoire en cas de référendum et l'implication du bureau de projet partagé dans le suivi des PPCMOI proposés sur le territoire du PPU. Dans le même ordre d'idées, Labo Climat Montréal propose de présenter de façon transparente le contenu des mesures discrétionnaires en mentionnant le plus clairement possible leurs limites et les éléments non négociables[107].

### 2.4.2 Les partenariats et les ententes

La mise en œuvre du PPU et sa réussite soulèvent des enjeux de gouvernance à plusieurs niveaux, qu'il s'agisse des volets mobilité, aménagement ou habitation.

D'abord, évoquant les difficultés structurelles et institutionnelles qui rendent difficile un arrimage optimal de l'aménagement du territoire et des transports, plusieurs organisations déplorent non seulement le travail en silo de plusieurs administrations, mais aussi l'absence d'acteurs institutionnels majeurs et incontournables à la réussite d'un tel projet dans le processus. Parmi ces acteurs, la STM, EXO, l'ARTM, le Canadien Pacifique et Parcs Canada. Ils sont d'avis qu'une gouvernance plurielle pourrait compliquer la prise de responsabilités dans les domaines cruciaux et préconisent la participation active des acteurs institutionnels externes[108].

[104] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4, p. 9; Groupe MACH, doc. 7.9.2, Transcription, p. 19

[105] Complexe Industriel Lachine Inc., doc. 7.4, p. 9-10; Éco Lachine Inc., doc. 7.11, p. 12; Transcription de la séance d'audition des opinions du 10 mai 2022, doc. 6.3.1, p. 45

[106] Héritage Montréal, doc. 7.35, p. 7

[107] Transcription de la séance d'audition des opinions du 11 mai 2022 en soirée, doc. 6.5.1, p. 38

[108] Labo Climat Montréal, doc. 7.2, p. 7; Héritage Montréal, doc. 7.35, p. 6-7; 124260 CANADA Inc., doc. 7.21, p. 14

Ensuite, plusieurs organismes proposent la création d'un comité de suivi multipartite réunissant la Ville et les acteurs du milieu des transports, ainsi qu'un arrimage plus étroit du PPU et du Plan stratégique de développement de l'ARTM lors d'une future révision de ce dernier. La Ville est invitée à mobiliser les groupes de ressources techniques et les acteurs publics tels la Société d'habitation et de développement de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal pour réaliser des projets d'habitation communautaires, abordables ou sociaux. Il est également suggéré qu'elle envisage des cibles et des mécanismes de suivi spécifiques au logement social et maintienne la pression sur les paliers supérieurs de gouvernement afin de bonifier les sommes disponibles pour le développement du logement social[109].

Enfin, plusieurs participants appuient la mise en place des structures de concertation regroupant les organismes et les résidents pour la suite du processus. Il pourrait s'agir soit du maintien du bureau de projet partagé, d'une structure de gouvernance avec des porteurs de projets et des mécanismes de coordination, d'un groupe de travail ou de l'Atelier Lachine-Est[110]. Prenant l'exemple du quartier Trivoli à Bruxelles, la participation des citoyens est souhaitée. Elle passerait par un contrat d'écocitoyens à valeur pédagogique pour les futurs résidents ainsi que la possibilité de rabais de taxes municipales pour ceux qui adopteraient des comportements ayant un impact positif (par ex. : participer au compostage)[111].

[109] Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31, p. 5

[110] CDEC LaSalle-Lachine, doc. 7.6, p. 13; Labo Climat Montréal, doc. 7.2, p. 42; Coalition Climat Montréal, doc. 7.15, p. 13-14; Héritage Montréal, doc. 7.35, p. 7; Village Urbain, doc. 7.28, p. 8

[111] Imagine Lachine-Est, doc. 7.7, p. 20 et doc. 7.7.12, Transcription, p. 49-50

17 mars 2022 : La commission visite le terrain

# 3 L'ANALYSE DE LA COMMISSION

Afin de mettre en contexte les résultats de l'analyse de la commission, ce chapitre rappelle d'abord le mandat qui lui a été confié. Par la suite, sont examinées la vision et les cinq orientations d'aménagement proposées par la Ville pour l'écoquartier Lachine-Est. Des recommandations y sont associées.

## 3.1 La mise en contexte

La commission a été mandatée pour tenir une consultation publique sur le projet de Programme particulier d'urbanisme de l'écoquartier Lachine-Est, tel que proposé par la Ville dans son document d'information de septembre 2021[112].

L'énoncé de vision et les orientations d'aménagement soumis par la Ville ont pour but de guider les transformations que subira ce secteur au cours des prochaines années :

> « *L'ancienne Cité du fer et de l'acier est devenue un écoquartier inspirant, résilient et inclusif qui s'inscrit dans la transition écologique et sociale. Il constitue un milieu de vie, d'emploi et d'activité attrayant, vert, sain et complet, où l'innovation et l'expérimentation sont valorisées et dont l'aménagement et le développement rendent l'histoire et le riche héritage industriel manifestes. L'écoquartier témoigne également de la mobilisation et de l'engagement de la communauté lachinoise qui le fréquente et qui se l'est approprié*[113]. »

Cinq orientations d'aménagement[114] sont mises en avant pour guider la mise en œuvre de l'écoquartier Lachine-Est :

1. Préserver l'esprit du lieu;
2. Offrir un environnement attrayant, sain et résilient;
3. Faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif;
4. Assurer la présence significative de lieux d'emploi;
5. Développer un réseau de mobilité collective efficient et sobre en carbone.

La Ville a inscrit cette démarche dans une perspective de développement durable et a impliqué, depuis 2015, la population et les parties prenantes dans les discussions sur l'avenir et l'aménagement du territoire. La commission souligne l'importante quantité d'information rendue disponible et qui reflète la volonté des parties prenantes de créer un écoquartier modèle.

[112] Ville de Montréal, L'écoquartier Lachine-Est – Programme particulier d'urbanisme, doc. 3.1
[113] Ibid., p. 31
[114] Ibid., p. 32

Aux fins de son analyse, la commission s'inspire de la définition suivante d'un écoquartier[115], puisque le PPU n'en propose pas : un quartier qui répond à des considérations environnementales, notamment en atteignant des standards élevés en matière de protection des milieux naturels, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'efficacité énergétique. Concevoir un écoquartier implique une approche complète, qui tient compte des nombreux enjeux relatifs aux collectivités viables. Un écoquartier doit être : un milieu de vie le plus complet possible, qui répond aux divers besoins d'une population variée; un quartier connecté à son environnement; un quartier qui fournit l'occasion d'améliorer l'existant, pour le quartier lui-même et pour ses environs; et, enfin, un quartier qui apporte des solutions structurantes et efficaces à long terme. En somme, un écoquartier doit être un modèle d'urbanisation qui assure la qualité de vie de ses résidents et permet de réduire considérablement l'utilisation des ressources naturelles, énergétiques et financières, non seulement durant sa construction, mais aussi par les habitudes de vie de ses résidents.

Rappelons que le territoire faisant l'objet de la consultation fait partie du secteur de planification stratégique Turcot-Lachine-Est désigné dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, et constitue une priorité pour l'administration municipale en matière de planification urbaine[116]. À requalifier à des fins d'activités diverses, Lachine-Est correspond à un secteur industriel en déclin d'environ 60 hectares, situé en bordure du canal de Lachine et à proximité du Vieux-Lachine.

La consultation sur le projet de PPU est requise pour son intégration au Plan d'urbanisme; l'adoption finale du PPU marquera le début de la transformation du secteur Lachine-Est en écoquartier.

Afin de s'assurer de la cohérence de ses recommandations, la commission a pris en considération dans son analyse, entre autres :

- Le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (2015);
- Le Plan stratégique Montréal 2020-2030;
- Le Plan climat Montréal – Objectif carboneutralité d'ici 2050;
- Le Plan d'urbanisme de Montréal (2004).

[115] Vivre en ville, Vers une charte des écoquartiers, 2013, p. 6, https://vivreenville.org/media/38198/venv_2013_ver-scharteecoquartiers_v2_lr.pdf

[116] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.1

La commission constate que le PPU fait globalement consensus, à la fois sur sa pertinence, sur ses objectifs et sur les grandes lignes de son contenu. Les préoccupations soulevées et les attentes exprimées au cours de la consultation sont néanmoins nombreuses et le plus souvent associées aux enjeux liés à la densité et aux hauteurs permises, aux connexions aux quartiers avoisinants, à la cohabitation des usages, au patrimoine bâti et au transport collectif.

### 3.1.1 Des interrogations

Dans le sommaire décisionnel, la Ville décrit ainsi le territoire visé par le projet de PPU : « ... *est compris entre le canal de Lachine et la rue Victoria et s'étend de la 6e Avenue aux voies du Canadien Pacifique*[117] ». Or, la commission s'interroge sur le fait qu'aux pages 50 et 52 du document d'information[118], on voit, sur la partie ouest de la 6e Avenue – partie ne faisant pas partie du territoire à l'étude – que certains terrains s'y trouvant seraient voués à l'habitation, sans que la Ville ait inclus cette portion dans le territoire du PPU. La commission se questionne sur le flou dans le PPU qui donne l'impression que le territoire visé par le projet n'est pas clairement délimité[119].

Par ailleurs, la commission ne s'explique pas les raisons pour lesquelles les 535 logements en construction sur le site de la Jenkins[120] ne sont pas inclus dans le nombre total de nouveaux logements qui se retrouveront, à terme, sur le territoire de l'écoquartier. Ces 535 logements et plus ou moins 1 000 personnes de plus sont des nombres significatifs qui auront des impacts tant sur les services que sur les infrastructures.

La commission constate que la transformation du secteur, qui s'échelonnera jusqu'en 2050, ne propose aucun phasage dans le temps, aucun objectif quantifiable ou mesurable, alors que les mécanismes de suivi sont imprécis. La section 5.4.2 du document d'information[121] faisant référence à la mise en œuvre après l'adoption du PPU mentionne que des modalités de suivi de la mise en œuvre du PPU seront mises en place en cohérence avec la démarche des écoquartiers. Néanmoins, la commission estime qu'il eût été souhaitable que ces modalités soient précisées en amont de la démarche. Le succès d'un projet d'écoquartier ne peut

[117] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.1

[118] Ville de Montréal, L'écoquartier Lachine-Est – Programme particulier d'urbanisme, doc. 3.1, p. 50 et 52

[119] D'ailleurs, lors de l'audition des opinions, le représentant d'un promoteur plaidait en faveur de l'inclusion de ces terrains sur le territoire du PPU et présentait le projet de son client de construire là des logements sociaux, en collaboration avec Bâtir son quartier, plutôt que de les construite sur le territoire du PPU (Source : Transcription de la séance du 10 mai, Développement AP Inc., L. 885-1015)

[120] Questions de la commission, doc. 5.4.1

[121] Ville de Montréal, L'écoquartier Lachine-Est – Programme particulier d'urbanisme, doc. 3.1. p. 12

s'évaluer pleinement à partir des plans et des intentions de départ : c'est aux résultats qu'on juge un véritable écoquartier, et plus encore, aux résultats à long terme. La commission s'interroge sur le fait que la Ville ne s'est pas donné d'objectifs.

## 3.2 Une proposition de vision et d'orientations bien accueillie

La consultation a suscité beaucoup d'intérêt. Des citoyens, promoteurs, consultants, organismes publics, à vocation communautaire ou économique, ont tenu à s'exprimer sur le projet d'écoquartier proposé par la Ville. D'entrée de jeu, il a été reconnu que ce secteur a fortement besoin d'être requalifié pour en faire un ensemble cohérent qui met en valeur le patrimoine industriel, archéologique et paysager qui le caractérise. Ensuite, cette consultation laisse espérer, aux dires de plusieurs participants, que le développement de Lachine-Est s'effectuera de façon plus ordonnée et concertée que celui du quartier Griffintown. Au total, la commission constate que le projet de vision et d'orientations proposé par la Ville pour la transformation du territoire est, dans l'ensemble, reçu favorablement et bénéficie ainsi d'une bonne acceptabilité sociale.

### 3.2.1 La vision

L'humain et la nature : c'est ainsi que la Ville résume sa vision d'aménagement de la friche industrielle de Lachine-Est. Pour la Ville, le renouvellement du secteur repose sur son patrimoine bâti, archéologique et paysager, sur l'innovation et l'expérimentation, sur un environnement vert et attrayant, sur des aménagements de qualité, et sur une mobilité collective sobre en carbone.

Cet énoncé de vision d'aménagement, tout comme les orientations qui en découlent, a été accueilli favorablement par l'ensemble des participants à la consultation. La commission, à l'instar des participants, estime cependant que deux dimensions de l'énoncé de vision méritent d'être précisées : en ce qui a trait à l'intégration du secteur au reste du territoire montréalais, d'une part; et en ce qui concerne la mobilité collective sobre en carbone, d'autre part. Il s'agit de dimensions transversales qui ont constamment été rappelées ou mises en relief durant la consultation et que l'énoncé de vision devrait davantage traduire.

### 3.2.2 L'intégration du secteur à l'arrondissement

Le futur écoquartier Lachine-Est est situé dans l'arrondissement de Lachine. Cependant, mise à part la mention « *que l'écoquartier témoigne également de la mobilisation et de l'engagement de la communauté lachinoise qui le fréquente et qui se l'est approprié*[122] », le libellé de l'énoncé de vision ne fait pas directement référence au fait que le nouveau secteur, transformé en écoquartier, sera connecté au reste de son environnement. La commission constate que le secteur Lachine-Est est en rupture avec les milieux avoisinants, ce qui a été maintes fois mentionné lors de la consultation. Le canal de Lachine et l'infrastructure de transport sur rails du Canadien Pacifique ont pour effet d'enclaver le secteur et, dès lors, de le déconnecter des quartiers adjacents et du reste du territoire montréalais.

### 3.2.3 La mobilité

Nulle part dans l'énoncé de vision, la Ville ne fait directement référence à la mobilité, même si cette dernière fait l'objet de la cinquième orientation d'aménagement. Les participants constatent que l'implantation d'un mode de transport structurant est la pierre angulaire de tout écoquartier. La commission remarque que l'énoncé de vision ne lui accorde pas la place qui devrait être la sienne. En effet (et nous en discuterons sous la section 3.6), le plan de transport collectif est tout à fait embryonnaire, alors que le succès du projet d'écoquartier repose en grande partie sur cette éventuelle infrastructure qui est, selon l'Ordre des Urbanistes du Québec, un préalable incontournable au succès du projet[123].

Enfin, dans leur ensemble, les participants ont formulé le souhait d'une plus grande fluidité sur les plans de la mobilité et de l'accessibilité.

**Recommandation 1**

La commission recommande que la vision proposée pour la transformation du territoire Lachine-Est soit enrichie pour y inclure :

1) Une intégration plus fluide du secteur aux quartiers adjacents et au reste du territoire montréalais;

2) La confirmation que la Ville implantera un mode de transport collectif structurant.

[122] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 31

[123] Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31

## 3.3 La préservation de l'esprit du lieu

Lachine-Est porte les traces des efforts humains et techniques consentis pour franchir les rapides, puis pour en faire un haut lieu de l'histoire industrielle de Montréal et du Canada. Ses complexes industriels sont un témoignage d'ingéniosité, d'innovation et de savoir-faire. Le PPU fait de la préservation de l'esprit du lieu l'assise de l'édification de l'écoquartier. L'esprit du lieu passe d'abord par la reconnaissance, la préservation et la mise en valeur de grandes composantes archéologiques, patrimoniales et paysagères qui lui confèrent son caractère unique. L'approche du PPU à l'égard des bâtiments et des infrastructures des complexes industriels se veut souple et ne fait pas de leur conservation intégrale un absolu. Elle mise sur la préservation ou sur l'intégration dans les projets d'éléments permettant d'apprécier leurs caractéristiques particulières.

Comme plusieurs personnes et groupes, comme l'Ordre des Urbanistes du Québec et Héritage Montréal, la commission salue le fait que le projet de PPU fasse de la préservation de l'esprit du lieu une des assises principales du nouveau quartier. Cependant, à l'instar du comité mixte[124], la commission s'interroge sur la manière dont cette orientation se traduira concrètement dans les différents projets spécifiques. D'ailleurs, dans ce même avis, le comité mixte recommandait[125] précisément à la Ville, en lien avec l'esprit du lieu, d'émettre des lignes directrices architecturales pour les futurs bâtiments avec des balises particulières pour les bâtiments qui seront édifiés à proximité des ensembles patrimoniaux d'intérêt.

### 3.3.1 Les bâtiments patrimoniaux

La commission constate que le PPU propose des mécanismes pour assurer une insertion des projets sensibles au contexte (par exemple des bâtiments patrimoniaux difficiles à reconvertir) et s'harmonisant avec les caractéristiques du cadre bâti et la nature des usages existants, afin d'éviter des ruptures d'échelle trop brutales, notamment dans le voisinage des noyaux résidentiels de Lachine-Est et des ensembles industriels patrimoniaux. Elle apprécie aussi le fait qu'il établit également des « aires d'ambiance », encadrant le développement du domaine privé[126].

[124] Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, AC21-SC-03, doc. 1.4

[125] Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, AC21-SC-03, doc. 1.4, reco. 11

[126] PPU de l'écoquartier Lachine-Est, doc. 3.1, p. 82-83

### 3.3.2 Le canal de Lachine

Pièce maîtresse du patrimoine paysager sur le territoire du PPU, le canal de Lachine fait l'objet de trop peu d'attention. Mise à part une déclaration d'intention voulant qu'il s'agisse d'un grand marqueur historique à mettre en valeur[127], aucune autre précision n'est apportée. Le canal de Lachine est un secteur sous l'autorité fédérale de Parcs Canada. Cependant, l'aménagement sécuritaire des berges du canal de Lachine et leur animation au bénéfice de tous les usagers potentiels s'avèrent une nécessité. Dans cette optique, un participant a suggéré que l'arrondissement fasse l'acquisition des terrains localisés en bordure du canal, de manière à en démocratiser les abords, les rendant accessibles aux citoyens et complétant ainsi le parcours riverain reliant le Vieux-Montréal à Ville Saint-Pierre; la commission endosse cette idée.

Pour la commission, la présence du canal au cœur du territoire visé et son importance historique justifient de s'y intéresser et d'en magnifier la présence. Selon la commission, des discussions en amont auraient dû être entreprises avec Parcs Canada afin de planifier la mise en valeur de ce marqueur de l'histoire industrielle de Montréal et du Canada.

**Recommandation 2**

Pour mieux préserver l'esprit du lieu, la commission recommande que la Ville émette des lignes directrices architecturales pour les futurs bâtiments avec des balises particulières pour les bâtiments qui seront édifiés à proximité des ensembles patrimoniaux d'intérêt.

**Recommandation 3**

La commission recommande que la Ville amorce, dès à présent, des discussions avec Parcs Canada et tout autre partenaire potentiel, afin de planifier et d'entreprendre toutes les actions nécessaires pour mettre en valeur le canal de Lachine et ses abords au bénéfice de tous.

[127] L'écoquartier Lachine-Est – Programme particulier d'urbanisme – septembre 2021, doc. 3.1, p. 43

## 3.4 Offrir un environnement sain, vert et résilient

Cette orientation s'inscrit dans la transition écologique et sociale requise pour un écoquartier. La commission constate l'appui des participants à cette vision, à la place importante réservée au verdissement et à la gestion de l'eau, ainsi qu'à la prise en compte de la biodiversité dans le PPU.

### 3.4.1 Les espaces verts

Le PPU prévoit que les parcs seront connectés au réseau vert et bleu en intégrant des friches boisées et en y reliant d'autres composantes paysagères, notamment les abords du canal de Lachine. Ces parcs ainsi connectés, alliés à l'interface prévue avec le canal, serviront de corridors de mobilité et de lieux de promenade agréables. Ce sont là des aspects positifs que la commission souhaite souligner. Toutefois, les propositions d'aménagement des parcs gagneraient à être plus détaillées en ce qui concerne les équipements et les groupes visés.

La commission considère que le PPU aurait intérêt à être plus précis en ce qui concerne la préservation et la valorisation du patrimoine végétal et paysager du site et de ses abords comme les boisés, les friches végétales, la flore et la faune. La réalisation d'études préalables est donc indispensable afin de déterminer les éléments à conserver.

La commission, comme bien des intervenants, constate le peu de place accordée à l'agriculture urbaine et à l'aménagement de jardins communautaires dans le PPU. Elle est d'avis qu'il y aurait lieu d'approfondir ces aspects.

### 3.4.2 La gestion de l'eau

Dans le contexte des changements climatiques et la volonté de développer un écoquartier, la gestion de l'eau est un enjeu important. Le PPU prévoit une mutualisation de la gestion des bassins de rétention[128]. Cette mesure nécessite une collaboration étroite entre la Ville, les propriétaires et les promoteurs. Cependant, ces derniers déplorent le manque d'information et de précisions sur les modalités. La commission est d'avis qu'un meilleur partage d'information favorisera l'adhésion des propriétaires et promoteurs.

[128] PPU de l'écoquartier Lachine-Est, doc. 3.1, p. 46

### 3.4.3 Les innovations techniques, la gestion des déchets et des matières résiduelles

Un des principaux éléments de la transition écologique passe par une gestion saine de l'énergie, de façon à en réduire la consommation. L'autonomie et la sobriété énergétique sont, en quelque sorte, l'essence d'un écoquartier. La boucle énergétique est un des moyens proposés dans le PPU pour y arriver. Ce choix, largement endossé par les participants, est conforme à l'énoncé de vision d'aménagement du PPU, lequel préconise la valorisation de l'innovation et de l'expérimentation.

Par ailleurs, la commission a constaté un large refus de recourir à l'énergie provenant de sources fossiles, y compris le gaz naturel[129]. En revanche, certaines sources d'énergie renouvelables, telles la géothermie et l'énergie solaire ont suscité une large adhésion. La commission considère que dans un écoquartier, les énergies renouvelables doivent être privilégiées.

La gestion des déchets et des matières résiduelles, incluant le tri des matières résiduelles et le compostage, constitue l'un des axes prioritaires des projets d'écoquartier et un élément important de la transition écologique. Comme mentionné dans le PPU, l'entreposage et le chargement de ces matières représentent un défi majeur dans un écoquartier comme celui de Lachine-Est, compte tenu de sa dimension, de sa densité, et de la diversité d'usages qu'il comporte.

La commission pense néanmoins qu'un certain nombre de précautions doivent être prises quant au choix du dispositif et à ses modalités de gestion. La commission tient à souligner que les innovations techniques ne se limitent pas qu'à la gestion des déchets, mais s'appliquent aussi à la gestion des chantiers.

**Recommandation 4**

La commission recommande que le PPU accorde une attention particulière à la protection de l'environnement, notamment en prévoyant de privilégier les énergies renouvelables, en favorisant l'agriculture urbaine ainsi que l'aménagement de plusieurs jardins communautaires, et en planifiant une gestion appropriée des déchets et des matières résiduelles.

[129] Chapitre 2, section Boucle énergétique

## 3.5 Faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif

La troisième grande orientation du PPU Lachine-Est de faire de l'écoquartier un quartier complet et inclusif, propose un milieu de vie qui offre une diversité de services, de commerces, d'emplois et d'équipements pour une mixité de populations. Pour la commission, cette diversité des populations et des usages est un élément fondamental pour la réussite de l'écoquartier. Toutefois, certains aspects sont manquants, alors que d'autres restent à préciser.

### 3.5.1 La mixité d'usages

Pour la commission, le succès d'un écoquartier repose, pour une large part, sur sa capacité de rendre possible la mixité des usages (résidentiel, commercial, industriel, récréatif) sur son territoire. Or, cette mixité des usages, en particulier la présence d'industries légères, a suscité de vives réactions de la part de certains des propriétaires et des promoteurs, ceux-ci craignant qu'elle soit incompatible avec le résidentiel.

La composante emploi de l'écoquartier sera discutée plus loin à la section 3.6.

Le pôle civique, qui inclut un centre sportif et communautaire ainsi qu'une école primaire, a été bien accueilli et répond à des besoins qui sont exprimés depuis longtemps. La commission appuie la décision de créer le pôle civique dès la première phase du développement. Toutefois, plusieurs points ont été soulevés lors des audiences publiques concernant le nombre d'écoles primaires (jugé insuffisant), l'absence d'un réseau de CPE, et l'absence d'une école secondaire.

### 3.5.2 La mixité sociale

Selon la commission, la mixité de populations dans le territoire du PPU est une pierre angulaire de la réussite de l'écoquartier. Pourtant, le PPU ne prévoit aucune nouvelle mesure pour maintenir la mixité qui est déjà présente sur le territoire par les unifamiliales, les plex et les maisons de chambres du noyau villageois.

Sur les quelque 7 400 nouveaux logements prévus sur le territoire du PPU, l'arrondissement prévoit 1 200 logements sociaux et entre 500 à 600 logements abordables, le tout en application du RMM. Pour réussir cette mixité, la commission est d'avis que la construction des logements sociaux et abordables doit se réaliser *in situ*.

Enfin, la commission partage le souhait exprimé par plusieurs participants d'une approche plus audacieuse et innovante en matière de mixité résidentielle : il importe non seulement de construire des logements sociaux, mais il faut aussi assurer la pérennité des logements abordables et intégrer des habitations compatibles avec ce qu'on tend à appeler aujourd'hui cohabitat, c'est-à-dire un mode de vie axé sur des valeurs d'entraide et de partage.

**Recommandation 5**

La commission recommande à la Ville d'entreprendre des démarches auprès des instances concernées afin qu'un réseau de CPE soit créé sur le territoire du PPU dès les premières phases du projet, et que l'éventuelle nécessité d'une deuxième école primaire et d'une école secondaire soit évaluée.

**Recommandation 6**

La commission recommande que les logements sociaux exigés par le Règlement pour une métropole mixte soient bâtis sur le territoire du PPU.

**Recommandation 7**

La commission recommande que la Ville utilise tous les outils à sa disposition pour protéger les logements et les maisons de chambres présents sur le territoire du PPU.

### 3.5.3 L'échelle humaine

Les questions relatives à la densité et aux hauteurs harmonisées à l'échelle humaine ont suscité de vives réactions tout au long de la consultation. Le PPU propose un cadre bâti dont les caractéristiques varient selon le contexte d'insertion et contribuent à créer des ambiances respectueuses de l'échelle humaine avec une modulation des hauteurs et des densités de construction sensible au contexte d'insertion. Cela s'exprime notamment par le choix de faibles hauteurs au centre et d'immeubles plus élevés en périphérie, assurant ainsi une densité qui permettrait de dégager de généreux espaces au sol.

Certains propriétaires font valoir que les hauteurs proposées sont insuffisantes pour garantir la viabilité économique des projets, alors que d'autres soutiennent que les hauteurs permettraient un dégagement au sol plus important. Par ailleurs, des résidents ont exprimé

leurs inquiétudes quant aux hauteurs proposées, surtout parce qu'elles seraient en rupture avec les quartiers environnants. À ce sujet, ils rejoignent l'avis du comité mixte qui avait recommandé de revoir les hauteurs et densités aux abords du canal et leur « *articulation entre le Vieux-Lachine et le territoire du PPU à leur point de rencontre*[130] ».

À l'instar d'Héritage Montréal, la commission craint que les hauteurs proposées le long du canal constituent un précédent qui pourrait porter préjudice à ses abords, en plus de bouleverser le paysage urbain.

Pour la commission, l'intégration de l'écoquartier aux quartiers avoisinants est primordiale. En cela, elle s'appuie sur la vision d'aménagement du PPU lui-même qui vise « *le maillage de liens physiques et visuels forts avec les quartiers limitrophes afin de favoriser la perméabilité et l'intégration de l'écoquartier dans la trame urbaine existante tout en affirmant le caractère distinct du quartier Lachine-Est*[131]». Tout en reconnaissant le besoin de densifier le quartier, la commission estime qu'il y a lieu d'y répondre en adoptant une approche plus novatrice et mieux adaptée, qui respecte la forme bâtie existante. Toutefois, pour la commission et nombre de participants, densité ne signifie pas nécessairement hauteur.

Les nombreux commentaires reçus amènent la commission à conclure que l'acceptabilité sociale est loin d'être acquise en ce qui a trait aux hauteurs proposées dans le PPU, lesquelles peuvent aller jusqu'à 15 étages. D'ailleurs, plusieurs opinions ont été exprimées selon lesquelles de telles hauteurs ne sont pas compatibles avec l'idée d'échelle humaine et causeraient une importante rupture dans le paysage urbain. Par ailleurs, le projet de PPU propose que la hauteur moyenne privilégiée, qui va jusqu'à huit étages, soit à l'échelle humaine[132].

**Recommandation 8**

La commission recommande de revoir les paramètres de hauteurs pour le territoire du PPU et de limiter les hauteurs à un maximum de huit étages, de façon à protéger la vue sur le canal de Lachine et les gabarits dans les quartiers avoisinants, tout en poursuivant l'objectif d'une densification à échelle humaine.

[130] Avis du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger (AC21-SC-03), doc. 1.4, p. 4

[131] PPU de l'écoquartier Lachine-Est, doc. 3.1, p. 38

[132] PPU de l'écoquartier Lachine-Est, doc. 3.1, p. 53

### 3.5.4 Les îlots

Pour la commission, les îlots devraient être d'une grandeur qui respecte l'échelle humaine, tout en étant suffisamment grands pour permettre une diversité d'usages et de typologies. Ces îlots devraient pouvoir intégrer non seulement la mixité des typologies résidentielles, mais aussi une mixité d'usages tels que des ateliers, des espaces de travail et des services, de sorte qu'ils constituent un véritable milieu de vie. Ils permettraient ainsi à l'innovation et à la créativité architecturale de mieux s'exprimer, comme souhaité dans le PPU.

Dans cet esprit, la commission s'interroge sur le tracé projeté de la promenade des Sulpiciens qui cherche à rendre hommage à un des grands marqueurs historiques identifié au PPU. Ce tracé aurait un impact significatif sur la taille de certains des îlots situés au sud du boulevard Saint-Joseph, qui deviendraient alors trop petits, ce qui rendrait difficile la planification d'un ensemble. Cet impact serait particulièrement manifeste le long du canal où la petite taille des îlots mènerait à la construction d'une série de bâtiments qui créerait potentiellement un effet de barrière.

**Recommandation 9**

La commission recommande de revoir les moyens de rendre hommage au canal des Sulpiciens autrement que par le trajet prévu dans le PPU et de s'assurer que la dimension des îlots facilite la mixité des fonctions, des usages et la variété des constructions.

### 3.5.5 Les impacts sur les quartiers avoisinants

Depuis 2014, l'élargissement du territoire du PPU a fait l'objet de plusieurs recommandations, notamment celle du comité mixte en 2014, et celle de la consultation en amont menée par l'OCPM en 2019. Cette demande a été réitérée devant la commission par plusieurs intervenants. Elles avaient toutes pour but de réduire les impacts négatifs sur les quartiers avoisinants et de désenclaver le territoire. La commission constate que le PPU a choisi de limiter le territoire aux seules zones industrielles à requalifier, risquant ainsi que l'enclavement se perpétue et que les moyens préconisés, notamment les liens avec les quartiers avoisinants via la création de la trame verte et bleue, ne soient pas suffisants.

Elle partage le point de vue de l'Ordre des Urbanistes du Québec[133], soulignant qu'il faut développer une approche plus étoffée de l'insertion du nouveau quartier dans son environnement immédiat de façon à ce que le projet de Lachine-Est contribue à une dynamique de revitalisation et d'amélioration d'accès aux services qui dépasse ses frontières, plutôt que de l'isoler de ses voisins.

En ce sens, la commission est d'avis que le PPU ne tient pas suffisamment compte des impacts sur les quartiers environnants. Par ailleurs, la commission a entendu les inquiétudes d'un bon nombre d'intervenants relativement au risque d'embourgeoisement ou d'éco-embourgeoisement dans les quartiers avoisinants. Bien que l'arrondissement reconnaisse, pour sa part, cette possibilité[134], la commission s'étonne que le PPU ne propose aucune mesure ou stratégie pour contrer d'éventuels impacts négatifs de l'écoquartier sur les quartiers avoisinants.

**Recommandation 10**

La commission recommande que le PPU intègre une approche qui permette l'insertion de l'écoquartier dans son environnement immédiat et adopte une stratégie comportant des mesures concrètes pour contrer l'éco-embourgeoisement dans les quartiers avoisinants.

## 3.6 Assurer la présence significative de lieux d'emploi

Cette orientation est une composante essentielle de l'écoquartier en tant que milieu de vie, dynamisme qui, selon le PPU, repose sur un équilibre entre le résidentiel, les équipements collectifs, les commerces, les services et les lieux d'emploi. La commission constate que cette orientation est largement endossée par les participants, et la soutient parce qu'elle favorise la mixité d'usages.

La commission, contrairement aux inquiétudes de certains promoteurs, appuie l'idée de préserver le potentiel d'emploi et de développement économique des bâtiments

[133] Ordre des Urbanistes du Québec, doc. 7.31

[134] Réponses reçues le 28 avril 2022, doc. 5.2.1, Question 19, p. 16

patrimoniaux présents sur le territoire. Elle partage aussi l'opinion de la CDEC LaSalle-Lachine qui voit d'un bon œil la proposition inclue dans le projet de PPU de réserver plus de 266 000 m$^2$ de bâtiments pour l'accueil de nouvelles entreprises.

La commission constate que beaucoup reste à faire pour définir un positionnement économique qui identifiera les créneaux adaptés au contexte de l'écoquartier et au parc bâti existant. La commission aurait souhaité plus de précisions quant à la planification des emplois à venir, telle que des partenariats qui pourraient être mis en place pour identifier les possibilités d'emploi et d'utilisations temporaires et/ou transitoires.

La commission se questionne sur l'impact de l'établissement de nouvelles entreprises sur les commerces existants, particulièrement sur la rue Notre-Dame, et est d'avis que le PPU devrait s'assurer que les pôles commerciaux ou d'emploi situés à proximité ne soient pas déstabilisés.

La commission a plusieurs fois entendu que le potentiel de développement économique de l'écoquartier doit s'appuyer sur la conservation des emplois et les zones d'activité existantes qui comportent une quarantaine d'entreprises et fournissent des centaines d'emplois. La commission partage cette opinion.

**Recommandation 11**

La commission recommande que la Ville et l'arrondissement prévoient des mesures pour assurer le maintien des emplois existants et proposent une stratégie d'attraction et de rétention d'entreprises.

## 3.7 Développer un réseau de mobilité collective efficient et sobre en carbone

La commission accueille favorablement l'approche qui vise la diversité en matière de mobilité (notamment le partage des rues et la limitation des superficies réservées aux véhicules et au stationnement). Cependant, la commission partage les doutes des participants quant à la planification plutôt embryonnaire du transport collectif. Pourtant, comme l'a entendu la commission à maintes reprises, sans mode de transport collectif structurant, il n'y a pas

d'écoquartier. La commission est d'avis qu'un aspect aussi déterminant aurait dû être planifié en amont et détaillé dans le projet de PPU soumis à la consultation.

### 3.7.1 Le transport collectif structurant

Le PPU prévoit, avec raison, que la rue Victoria sera le principal axe de transport collectif structurant et un lien majeur entre le Vieux-Lachine et le centre-ville, mais il ne précise pas le mode de transport. Pour la vaste majorité des participants[135], le tramway est le moyen le plus efficace et le moins coûteux pour répondre aux besoins des résidents de Lachine-Est et ceux des quartiers avoisinants. La commission y voit là une piste à explorer.

**Recommandation 12**

La commission recommande que la Ville entreprenne dès maintenant des discussions avec les instances pertinentes pour construire un mode de transport structurant dans Lachine.

### 3.7.2 Le transport des marchandises

La commission constate que la question de la livraison des marchandises, surtout dans le cadre d'une mixité d'usages qui comprend les commerces et l'industrie légère, n'est pas suffisamment étoffée dans le projet de PPU soumis à la consultation. L'arrondissement prévoit que l'exercice de conception de la trame de mobilité détaillée serait entrepris après l'adoption du PPU[136]. Toutefois, la commission se serait attendue à ce que cette question soit poussée davantage étant donné l'importance accordée à la mixité d'usages dans le PPU. La commission partage l'opinion des participants qu'un plan local de déplacements est nécessaire.

### 3.7.3 La période de transition

La réalisation d'un mode de transport collectif structurant est un projet de longue haleine. Il est donc raisonnable de penser que de nouveaux résidents et employés s'installeront dans Lachine-Est avant que celui-ci soit réalisé. Toutefois, la commission constate que le projet de PPU soumis à la consultation ne prévoit aucune période de transition ni de stratégies pour répondre aux besoins de transport à court et à moyen terme.

[135] Chapitre 2, section 1.3.5

[136] Réponses reçues le 28 avril 2022, doc. 5.2.1, Question 15, p. 13

La commission est d'avis qu'un plan de transition est nécessaire. Ce plan devrait s'adapter en fonction de l'évolution et du développement de l'écoquartier. Sans plan pour la période de transition, la commission estime que les impacts négatifs sur les quartiers avoisinants risquent de se multiplier, particulièrement en ce qui a trait aux stationnements sur les rues adjacentes.

**Recommandation 13**

La commission recommande que l'arrondissement et la Ville adoptent pour ce territoire un plan de transition de transport qui s'échelonnera jusqu'à l'implantation du mode de transport structurant.

## 3.8 Le suivi et la mise en œuvre du PPU

Sur le plan de la gouvernance, les écoquartiers sont avant tout pensés comme des projets collectifs. Cela requiert la participation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs impliqués qui auront la charge de sa mise en œuvre.

La définition des grandes lignes de l'écoquartier est le fruit, en bonne partie, d'un processus collectif de consultation et de participation en amont. En cohérence avec la démarche d'un écoquartier, la commission, à l'instar de la CDEC LaSalle-Lachine, pense qu'il faut profiter de cet élan de mobilisation pour assurer un dialogue continu, de même qu'une collaboration soutenue et concrète avec les Lachinois.

Même si le projet de PPU reconnaît la nécessité de cette collaboration, il reste que la structure de gouvernance ainsi que les mécanismes de suivi n'y sont pas bien définis. La commission croit que le PPU devrait les préciser davantage, notamment quant à la composition, à l'instance de coordination, au mandat, aux cibles à atteindre ainsi qu'aux indicateurs de suivi de la performance.

La commission a reçu plusieurs recommandations concernant la structure de gouvernance. Elle retient l'idée d'un comité de suivi multipartite réunissant des représentants de l'ensemble des parties prenantes, à l'image du Bureau de projet qui a piloté le processus de participation en amont. Le mandat d'un tel comité pourrait aussi comprendre l'évaluation de l'atteinte des

cibles fixées pour les différentes étapes du projet ainsi que les mécanismes de médiation et d'harmonisation entre les entreprises, les propriétaires fonciers, les promoteurs et les résidents.

**Recommandation 14**

La commission recommande la création d'un comité de suivi multipartite associant activement toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du PPU.

**Recommandation 15**

La commission recommande que le PPU de l'écoquartier Lachine-Est soit adopté en intégrant les recommandations contenues dans ce rapport.

# CONCLUSION

La consultation a suscité beaucoup d'intérêt. Citoyens, promoteurs, consultants et organismes divers se sont exprimés sur le projet d'écoquartier proposé par la Ville. D'emblée, il a été reconnu que ce secteur a fortement besoin d'être requalifié pour en faire un ensemble cohérent qui met en valeur le patrimoine industriel, archéologique et paysager qui le caractérise. Cette consultation laisse aussi espérer que le développement de Lachine-Est s'effectuera de façon ordonnée et concertée. Au total, la commission constate que le projet de vision et d'orientations proposé par la Ville pour la transformation du territoire est, dans l'ensemble, reçu favorablement, et qu'il bénéficie d'une bonne acceptabilité sociale. La commission estime cependant que deux dimensions de l'énoncé de vision méritent d'être précisées : celle qui a trait à l'intégration du secteur au reste du territoire montréalais, d'une part, et celle qui concerne la mobilité collective sobre en carbone, d'autre part. Il s'agit là de dimensions transversales qui ont été constamment rappelées ou mises en relief durant la consultation que l'énoncé de vision devrait davantage refléter.

Le projet faisant globalement consensus quant à sa pertinence, ses objectifs et les grandes lignes de son contenu, la commission recommande l'adoption du PPU de l'écoquartier Lachine-Est, et que soient prises en compte les recommandations spécifiques énoncées par ailleurs. Elle note toutefois que les préoccupations soulevées et les attentes exprimées au cours de la consultation demeurent nombreuses et sont principalement associées aux enjeux liés à la densité, aux hauteurs permises, aux connexions aux quartiers avoisinants, à la cohabitation des usages, au patrimoine bâti et au transport collectif.

La définition des grandes lignes de l'écoquartier est, en bonne partie, le résultat d'un processus collectif de consultation et de participation qui s'est déroulé en amont. En cohérence avec la démarche d'un écoquartier, la commission pense qu'il faut profiter de cet élan de mobilisation pour assurer un dialogue continu, de même qu'une collaboration soutenue et concrète avec les Lachinois.

Même si le projet de PPU reconnaît la nécessité de cette collaboration, il reste que la structure de gouvernance ainsi que les mécanismes de suivi n'y sont pas clairement définis. La commission croit que le PPU devrait les préciser davantage, notamment quant à la composition, à l'instance de coordination, au mandat, aux cibles à atteindre, et aux indicateurs de suivi de la performance.

La commission tient à remercier les représentants de la Ville et de l'arrondissement pour la qualité et la pertinence des documents déposés, et pour l'attention qu'ils ont accordée aux questions provenant des participants ou de la commission elle-même. La commission remercie également toutes les personnes, organismes ou regroupements ayant contribué à l'analyse du projet de PPU en posant des questions, en exprimant leurs opinions, et en soumettant des mémoires.

Fait à Montréal, le 10 août 2022.

Francine Simard
Présidente de la commission

Luba Serge
Commissaire

Arlindo Vieira
Commissaire

# **ANNEXE 1 -** Les renseignements relatifs au mandat

## Le mandat

Le 27 septembre 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur de planification de l'écoquartier Lachine-Est » et l'a soumis à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne la consultation publique prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU). Ce mandat est encadré par l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal.

## La commission et son équipe

Francine Simard, présidente de la commission
Luba Serge, commissaire
Arlindo Vieira, commissaire
Joseph Tchinda Kenfo, analyste
Émilie-Jade Bigelow, secrétaire-analyste

## L'équipe de l'OCPM

Isabelle Beaulieu, présidente
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Caroline Gosselin, coordonnatrice relations médias et événements spéciaux
Guy Grenier, coordonnateur de démarches participatives
Camille Kouéyou, stagiaire
Laurent Maurice Lafontant, agent administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Geneviève Robitaille, adjointe exécutive
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

## Mise en page et graphisme

Raphaëlle Aubin

## Les représentants du service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal, de l'arrondissement de Lachine et les personnes-ressources

Karim Charef : Chef de division, Division aménagement et design urbain au Service de l'urbanisme et de la mobilité
Maxime Lemieux : Conseiller en aménagement, Division aménagement et design urbain au Service de l'urbanisme et de la mobilité
Martin Roy, Conseiller en aménagement, Division aménagement et design urbain au Service de l'urbanisme et de la mobilité
Fella Amina Maherzi : Conseillère en planification, arrondissement de Lachine

## Personnes ayant posé des questions en personne à la séance de questions et de réponses du 21 avril 2021

Marc Pitre
Rémi Couture
Christine Lajeunesse
Olivier Gagnon
Francis Lapierre
Marie Lareau

## Personnes ayant posé des questions en direct par téléphone lors de la séance de questions et de réponses du 21 avril 2021

Cloé Duval-Zack
Louise Constantin
Simon Gauthier
Chris Latchem
Sonja Susnjar

## Liste des citoyennes, citoyens et organisations qui ont soumis une opinion orale seulement

**10 mai 2022, 19 h**
Collectif en environnement Mercier-Est
**11 mai 2022, 19 h**
Egor Matveev

## Liste des citoyennes, citoyens et organisations qui ont soumis une opinion écrite avec présentation orale

**10 mai 2022, 19 h**
Complexe industriel Lachine inc.
Groupe MACH
Développement Atelier AP inc.
Éco Lachine inc.
Concert'Action Lachine
Francis Lapierre

**11 mai 2022, 16 h**
Coalition Climat Montréal
GRAME
Imagine Lachine-Est
Luc Gagnon

**11 mai 2022, 19 h**
Michel Synnott
Christine Lajeunesse
Labo Climat Montréal
M. Normand Beaudet
CDED LaSalle-Lachine

**12 mai 2022 En visioconférence**
Alan Robinson

**11 mai 2022, 19 h**
Michel Synnott
Christine Lajeunesse
Labo Climat Montréal
M. Normand Beaudet
CDED LaSalle-Lachine

**12 mai 2022 En visioconférence**
Alan Robinson

## Liste des citoyennes, citoyens et organisations qui ont soumis une opinion en ligne

Diane Houle
Alexandre Lussier
Guy Benson
Diane Larouche
Carlos Chavez
Mehdi AMARNI
Etienne D'Amour
Ann Fairhurst
Chantal Smedbol

# **ANNEXE 2 -** Le projet de règlement P-04-047-231

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT P-04-047-231**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04- 047) AFIN D'Y INTÉGRER LE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU SECTEUR DE PLANIFICATION DE L'ÉCOQUARTIER LACHINE-EST**

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 109 et 109.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A19.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation au sol » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Lachine, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Lachine, par la carte jointe en annexe B au présent règlement.

3. La section 9.5 du chapitre 9 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Lachine est modifiée par la création des nouveaux secteurs à transformer 09-T7, 09-T8, 09-T9, 09- T10, 09-T11 et 09-T12 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 09-T7 :
- bâti de deux à quatre étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. minimal : 0,5;

- C.O.S. maximal : 3,0.

Secteur 09-T8 :
- bâti de deux à six étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen;
- C.O.S. minimal : 1,0;
- C.O.S. maximal : 4,0.

Secteur 09-T9 :
- bâti de deux à huit étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 1,5;
- C.O.S. maximal : 5,0.

Secteur 09-T10 :
- bâti de deux à dix étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 1,5;
- C.O.S. maximal : 5,0.

Secteur 09-T11 :
- bâti de deux à douze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 1,5;
- C.O.S. maximal : 5,0.

Secteur 09-T12 :
- bâti de deux à quinze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 1,5;
- C.O.S. maximal : 5,0. ».

4. La section 9.5 du chapitre 9 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Lachine est modifiée par l'ajout, après les caractéristiques de densité de construction des secteurs à transformer ou à construire, de la note suivante :

« Dans les secteurs 09-T7, 09-T8, 09-T9, 09-T10, 09-T11 et 09-T12, le COS minimal ne s'applique pas aux usages des groupes parc et espace vert ainsi qu'aux infrastructures publiques. ».

5. La partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout du document intitulé « Programme particulier d'urbanisme de l'écoquartier Lachine-Est » joint en annexe C au présent règlement.

---

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.1 INTITULÉE « L'AFFECTATION AU SOL »

ANNEXE B
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE C
PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DE L'ÉCOQUARTIER LACHINE-EST _____
_____

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal Le Devoir le XX 2021, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2021 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1218416001

# ANNEXE 3 - Les recommandations

**Recommandation 1**

La commission recommande que la vision proposée pour la transformation du territoire Lachine-Est soit enrichie pour y inclure :

1) Une intégration plus fluide du secteur aux quartiers adjacents et au reste du territoire montréalais;

2) La confirmation que la Ville implantera un mode de transport collectif structurant.

**Recommandation 2**

Pour mieux préserver l'esprit du lieu, la commission recommande que la Ville émette des lignes directrices architecturales pour les futurs bâtiments avec des balises particulières pour les bâtiments qui seront édifiés à proximité des ensembles patrimoniaux d'intérêt.

**Recommandation 3**

La commission recommande que la Ville amorce, dès à présent, des discussions avec Parcs Canada et tout autre partenaire potentiel, afin de planifier et d'entreprendre toutes les actions nécessaires pour mettre en valeur le canal de Lachine et ses abords au bénéfice de tous.

**Recommandation 4**

La commission recommande que le PPU accorde une attention particulière à la protection de l'environnement, notamment en prévoyant de privilégier les énergies renouvelables, en favorisant l'agriculture urbaine ainsi que l'aménagement de plusieurs jardins communautaires, et en planifiant une gestion appropriée des déchets et des matières résiduelles.

**Recommandation 5**

La commission recommande à la Ville d'entreprendre des démarches auprès des instances concernées afin qu'un réseau de CPE soit créé sur le territoire du PPU dès les premières phases du projet, et que l'éventuelle nécessité d'une deuxième école primaire et d'une école secondaire soit évaluée.

**Recommandation 6**

La commission recommande que les logements sociaux exigés par le Règlement pour une métropole mixte soient bâtis sur le territoire du PPU.

**Recommandation 7**

La commission recommande que la Ville utilise tous les outils à sa disposition pour protéger les logements et les maisons de chambres présents sur le territoire du PPU.

**Recommandation 8**

La commission recommande de revoir les paramètres de hauteurs pour le territoire du PPU et de limiter les hauteurs à un maximum de huit étages, de façon à protéger la vue sur le canal de Lachine et les gabarits dans les quartiers avoisinants, tout en poursuivant l'objectif d'une densification à échelle humaine.

**Recommandation 9**

La commission recommande de revoir les moyens de rendre hommage au canal des Sulpiciens autrement que par le trajet prévu dans le PPU et de s'assurer que la dimension des îlots facilite la mixité des fonctions, des usages et la variété des constructions.

**Recommandation 10**

La commission recommande que le PPU intègre une approche qui permette l'insertion de l'écoquartier dans son environnement immédiat et adopte une stratégie comportant des mesures concrètes pour contrer l'éco-embourgeoisement dans les quartiers avoisinants.

**Recommandation 11**

La commission recommande que la Ville et l'arrondissement prévoient des mesures pour assurer le maintien des emplois existants et proposent une stratégie d'attraction et de rétention d'entreprises.

**Recommandation 12**

La commission recommande que la Ville entreprenne dès maintenant des discussions avec les instances pertinentes pour construire un mode de transport structurant dans Lachine.

**Recommandation 13**

La commission recommande que l'arrondissement et la Ville adoptent pour ce territoire un plan de transition de transport qui s'échelonnera jusqu'à l'implantation du mode de transport structurant.

**Recommandation 14**

La commission recommande la création d'un comité de suivi multipartite associant activement toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du PPU.

**Recommandation 15**

La commission recommande que le PPU de l'écoquartier de Lachine-Est soit adopté en intégrant les recommandations contenues dans ce rapport.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), créé en septembre 2002 et inscrit à la Charte de la Ville de Montréal, est un organisme indépendant qui réalise les mandats de consultation publique confiés par le conseil municipal ou le comité exécutif de la Ville de Montréal.

L'OCPM est chargé de recueillir l'opinion des citoyens et des parties prenantes concernées sur divers sujets. Ses employés et commissaires ne sont ni des élus ni des employés municipaux et mènent les débats en toute neutralité.

Une consultation publique de l'OCPM permet la compréhension en profondeur d'un projet et de ses enjeux. Elle donne une voix à la communauté, offre une tribune pour poser des questions et recueille les points de vue afin de préparer des recommandations spécifiques pour la décision publique.

L'OCPM a également le mandat de proposer des règles afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces à Montréal.

ocpm.qc.ca

Suivez l'OCPM sur...

Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568